



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

WIDENER LIBRARY



HX KE59 C

7r 30.1

Harvard College Library



BOUGHT FROM A SPECIAL
APPROPRIATION FOR BOOKS ON THE
HISTORY OF FRANCE

(Vote of the Corporation, June 26, 1906)



BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DUNOISE

CHATEAUDUN, IMPRIMERIE HENRI LECESNE

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DUNOISE

ARCHÉOLOGIE, HISTOIRE, SCIENCES ET ARTS

TOME III (1875-1880)



CHATEAUDUN
LIBRAIRIES POUILLIER-VAUDECRATINE ET DIEUDONNÉ

1881

Fr 30.1

Harvard College Library
Nov 28 1907
Appropriation for French History

SOCIÉTÉ DUNOISE

Archéologie, Histoire, Sciences et Arts.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 26 JANVIER 1875.

Le 26 janvier 1875, à midi, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, dans une des salles de l'hôtel-de-ville de Châteaudun, sous la présidence de M. Poulain de Bossay.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Poulain de Bossay, président, Piéton, vice-président, Brossier-Géray, trésorier, le docteur Bigot, Desbans et le docteur Raimbert, membres, Henri Lecesne et Berger, secrétaires ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Boret, Durand-Brault, Géray, Gougeon, Achille Guenée, A. Lecesne, Mazoyer, Poullin et Talbert.

M. le Président ayant déclaré la séance ouverte, M. Berger, secrétaire, fait connaître les noms des membres titulaires nouveaux admis par le Bureau depuis la précédente réunion générale ; ce sont :

M. DE LA SALLE, sous-préfet de Châteaudun, déjà membre honoraire, présenté par MM. Poulain de Bossay et Brossier-Géray ;

Et M. PRODHOMME, caissier principal de la Caisse d'épargne de Châteaudun, présenté par MM. Brossier-Géray et Auguste Lecesne.

Il est donné lecture de la liste des ouvrages reçus par la Société :

DONS.

La salle des thèses de l'Université d'Orléans, vol. in.-8° accompagné de dessins, 2^e édition, 1874.

Première expédition de Jeanne d'Arc, ravitaillement d'Orléans, vol. in-8° avec plan, 1874.

Note sur un gros tournois de saint Louis trouvé à Reuilly, commune de Chécy (Loiret), br. in-8°, 2^e édition, 1875.

Ces trois ouvrages ont été offerts à la Société Dunoise par leur auteur, M. Boucher de Molandon, président de la Société archéologique de l'Orléanais.

Observations sur quelques objets antiques figurés dans les livres chinois et japonais, présentées au premier congrès des Orientalistes à propos de l'exposition des collections rapportées de l'Extrême-Orient par M. Henri Cernuschi, br. in-8°, 1874, par M. Adrien de Longpérier. — Don de l'auteur.

Classification des diverses périodes de l'âge de pierre; Congrès de Lyon et tunnel de Fréjus. — Don de l'auteur, M. de Mortillet, sous-directeur au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye.

Nouveau dictionnaire étymologique de la langue française, par M. N. Ponthieux; une livraison, janvier 1875.

Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

ÉCHANGES.

Revue des Sociétés savantes des départements; janvier, février, mars et avril 1874.

Indicateur de l'archéologue; livraison de septembre 1874.

Mémoires et documents publiés par la Société archéologique de Rambouillet; tome 2^e (1873-74). Ce volume comprend la première partie d'un ouvrage de M. Auguste Moutié sur Chevreuse, châtellenie, baronie et duché.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie; 1874, nos 2 et 3.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur; 1873.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan; 1^{er} semestre de 1874.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais; 2^e trimestre de 1874.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois; 3^e et 4^e trimestres de 1874.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir; procès-verbaux; nos 104 et 105.

Bulletin de la Société archéologique de Touraine; 1^{er} et 2^e trimestres de 1874.

Bulletin des sciences historiques et naturelles de l'Yonne; 8^e volume de la 2^e série, 1874.

Mémoires de la Société archéologique de Touraine ; histoire de Marmoutier, tome 1^{er}, 1874.

M. le président donne lecture de deux lettres de remerciement qui lui ont été adressées par MM. Zotenberg et Claude, nommés récemment membres correspondants de la Société, et d'une lettre de M. le président de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, qui propose d'entrer en correspondance avec la Société Dunoise.

L'assemblée accueille très-favorablement cette demande et décide qu'elle fera désormais l'échange de ses publications avec celles de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, qui sera inscrite au nombre des Sociétés correspondantes.

M. le Président communique à l'assemblée une circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique annonçant que la réunion des délégués des Sociétés savantes des départements aura lieu cette année à la Sorbonne, au mois de mars. Des séances de lectures et de conférences publiques seront faites les mercredi 31 mars, jeudi 1^{er} et vendredi 2 avril. Le samedi 3 avril, M. le Ministre présidera la séance générale, dans laquelle seront distribués les encouragements accordés aux Sociétés. Une somme de 3,000 francs a été mise à la disposition de chacune des sections du Comité des travaux historiques pour être distribuée à titre d'encouragement, savoir : 1^o par les sections d'histoire et d'archéologie, aux Sociétés savantes des départements dont les travaux auront contribué le plus efficacement aux progrès de l'histoire et de l'archéologie ; 2^o par la section des sciences, soit aux Sociétés savantes, soit aux savants des départements dont les travaux auront contribué aux progrès des sciences. La Société Dunoise est invitée à déléguer plusieurs de ses membres à ces réunions de la Sorbonne.

MM. Poulain de Bossay, Brossier-Géray, Gougeon, Achille Guinée et Mazoyer sont désignés pour y représenter la Société.

M. le Président porte à la connaissance de l'assemblée divers documents relatifs à la Société de géographie. Il appelle particulièrement l'attention sur l'exposition organisée par cette Société et dont l'ouverture a été fixée au 15 juillet 1875. Toutes les demandes d'admission d'objets intéressants, livres, cartes, instruments et collections se rattachant à la Géographie seront accueillies avec empressement. Tous les hommes spéciaux sont priés d'y donner leur concours. Un congrès international des sciences géographiques aura lieu à Paris le 1^{er} août.

Il est procédé ensuite au renouvellement partiel du bureau.

Les membres sortants sont MM. Brossier-Géray, Desbans et le docteur Raimbert. M. Brossier, en sa qualité de trésorier, est seul rééligible (art. 12 du nouveau règlement).

M. Brossier-Géray obtient 14 suffrages sur 18 exprimés; MM. Achille Guenée et Gougeon réunissent chacun 15 suffrages.

En conséquence, MM. Brossier-Géray, Achille Guenée et Gougeon sont élus membres du bureau pour trois ans.

M. Brossier-Géray, trésorier, présente les comptes de la Société pour l'année 1874 et le projet de budget pour 1875.

Comptes de 1874.

§ 1^{er}. RECETTES.

Reliquat du compte de 1873.	941 fr. 03
13 cotisations de 1872.	65 »
29 cotisations de 1873.	145 »
124 cotisations de 1874	620 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique . . .	400 »
Don de M. Raimbert-Sevin	85 »
Vente de cartulaires et de bulletins	34 85
Intérêt de deux obligations du chemin de fer d'Orléans .	27 85
Total.	<u>2318 fr. 73</u>

§ 2^e. DÉPENSES.

Frais de bureau	119 fr. 04
Frais de garde du Musée.	70 »
Entretien de la collection ornithologique	24 »
Achat de mobilier	» »
Achat de livres et d'objets de collection	10 »
Impression du bulletin	709 »
Impression du cartulaire	543 70
Gages du concierge	10 »
Dépenses imprévues	74 60
Total.	<u>1560 fr. 34</u>

§ 3^e. BALANCE.

Recettes	2318 fr. 73
Dépenses	<u>1560 34</u>
Reste en caisse.	<u>758 fr. 39</u>

§ 4^e. ÉTAT DE SITUATION.

Reliquat du compte de 1874.	758 fr. 39
10 cotisations à recouvrer sur 1873	50 »
56 cotisations à recouvrer sur 1874	280 »
Total.	1088 fr. 39

§ 5^e. CAISSE DES COTISATIONS PERPÉTUELLES.

Il a été reçu jusqu'à ce jour :

3 cotisations à 100 fr.	300 fr. »
7 cotisations à 60 fr.	420 »
Total.	720 fr. »

Ces cotisations ont été employées ainsi :

Achat de deux obligations du chemin de fer d'Orléans, nos 12,278 et 2,790,290 ; ensemble.	642 fr. 75
Dépôt à la Caisse d'épargne (livret 10,140)	77 25
Total égal.	720 fr. »

Budget de 1875.

§ 1^{er}. RECETTES PRÉSUMÉES.

Reliquat du compte de 1874.	758 fr. 39
10 cotisations arriérées de 1873.	50 »
56 cotisations arriérées de 1874.	280 »
180 cotisations de 1875	900 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique	400 »
Intérêts des fonds placés à la Caisse d'épargne	10 »
Intérêts des deux obligations du chemin de fer d'Orléans.	27 85
Total.	2426 fr. 24

§ 2°. DÉPENSES PRÉSUMÉES.

Frais de bureau	150 fr. »
Frais de garde du Musée.	70 »
Entretien de la collection ornithologique	40 »
Achat de mobilier	150 »
Achat de livres et d'objets de collection	300 »
Impression du bulletin	650 »
Impression du cartulaire	400 »
Gages du portier.	10 »
Dépenses imprévues.	150 »
Total.	<u>1920 fr. »</u>

§ 3°. BALANCE.

Recettes présumées.	2426 fr. 24
Dépenses présumées	<u>1920 »</u>
Excédant présumé.	<u>506 fr. 24</u>

Les comptes de 1874 sont approuvés par l'Assemblée, et le projet de budget pour 1875 est adopté tel qu'il est reproduit ci-dessus.

L'assemblée vote des remerciements à M. le Trésorier.

M. le docteur Bigot entretient la Société de documents d'un grand intérêt qui concernent l'abbaye de Bonneval et lui présente une étude sur la chronique et les chroniqueurs de cette abbaye. Plusieurs chartes importantes sont enchâssées dans ce travail.

L'assemblée, après avoir attentivement écouté les explications données par M. le docteur Bigot, décide l'impression de l'*Histoire de l'abbaye de Bonneval* dont M. Bigot a réuni et coordonné les éléments.

L'assemblée fait aussi le meilleur accueil à une proposition de M. de Belfort, ancien président de la Société, relative à la publication du cartulaire de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun. Toutefois, cette publication ne pourra être entreprise qu'après celle des chartes octroyées par le comte Louis I^{er}.

M. Poulain de Bossay lit la traduction qu'il a faite de la sixième de

ces chartes, celle de Marchenoir. L'honorable président accompagne cette lecture d'intéressants détails sur divers usages du moyen-âge.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

COMPOSITION DU BUREAU

POUR L'ANNÉE 1875

<i>Président.</i>	M. POULAIN DE BOSSAY.
<i>Vice-Présidents.</i> {	M. CRIGNON DE MONTIGNY.
	M. PIÉTON.
<i>Trésorier.</i>	M. BROSSIER-GÉRAY.
<i>Conservateur</i> . .	M. GOUGEON.
<i>Secrétaires</i> . . . {	M. F. BERGER.
	M. Henri LECESNE.
<i>Membres</i> {	M. le docteur BIGOT.
	M. Achille GUENÉE.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 27 AVRIL 1875.

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, le 27 avril 1875, à midi, dans une des salles de l'hôtel-de-ville de Châteaudun.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Poulain de Bossay, président, le docteur Bigot, Brossier-Géray, Gougeon, Henri Lecesne et Berger ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Boret, Clément, l'abbé Cuissard, Desbans, Durand-Brault, l'abbé Fauquet, Géray, Mazoyer, Pouillier et Sence.

M. le président fait part à l'assemblée de la réception par le Bureau, comme membre titulaire, de M. Isambert, juge au Tribunal civil de Dreux, présenté par MM. Brossier-Géray et Desbans.

La Société a reçu, depuis la réunion générale de janvier, les volumes et brochures dont voici la désignation :

DONS DES AUTEURS.

Recherches archéologiques à Pareds, par M. l'abbé Baudry, curé du Bernard ; 1874.

Deux exemplaires du *Traité de l'Ame*, par Cassiodore, traduction de M. Stéphane de Rouville.

Deux opuscules de M. E. Hucher : *Sigillographie du Maine, sceau de Geoffroy d'Assé (1270-1277)* ; — *Statuette gauloise découverte à Roullé*, commune de Mont-Saint-Jean (Sarthe).

Notice sur Guillaume Ribier, magistrat blésois, par M. A. Dupré, bibliothécaire de la ville de Blois.

ÉCHANGES.

Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe ; 1^{er} fascicule.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, année 1873 et trois premiers trimestres de 1874.

Comptes-rendus de la Société française de numismatique ; dernière livraison du tome I, partie du tome II, tomes III et IV.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie ; année 1875, n^o 1.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois ; 1^{er} trimestre de 1875.

Bulletin de la Société archéologique de Béziers ; 2^e livraison du tome VII, année 1874.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir ; avril 1875.

Bulletin de la Commission des antiquités de la Seine-Inférieure ; année 1874.

Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne ; 1874.

Mémoires de la Société Éduenne ; tome III, 1874.

Revue des Sociétés savantes des départements ; tomes VII et VIII.

M. Mazoyer, ingénieur des ponts-et-chaussées à Châteaudun, fait don à la Société d'une Notice historique sur l'art de fonder les ponts, par M. Th. Aynard, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées.

Divers objets anciens provenant des fouilles du Mée, un morceau de fer travaillé trouvé dans le voisinage de Verdes et dont l'usage n'est pas défini, une feuille de route d'un soldat beauceron sorti en 1779 d'un régiment d'infanterie espagnol, sont aussi offerts à la Société.

Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée vote des remerciements à tous les donateurs.

M. Poulain de Bossay entretient l'assemblée des mémoires historiques et archéologiques qu'il a entendu lire et discuter à la dernière réunion des Sociétés savantes, à la Sorbonne.

L'honorable président parle ensuite des démarches qu'il a faites pour retrouver le travail ou les notes de notre regretté collaborateur M. Émile Mabile, concernant la chronologie des vicomtes de Châteaudun. Des renseignements qu'il a recueillis auprès de MM. Léopold Delisle, Zotenberg et Molinier, il semble malheureusement résulter que M. Mabile n'aurait pas écrit l'ouvrage auquel la Société Dunoise porte un si vif intérêt, et qu'il en aurait seulement réuni les éléments. M. le président ajoute qu'il compte s'adresser à la famille même de M. Mabile et la prier de lui donner communication des notes, concernant l'histoire de nos vicomtes, qui peuvent être en sa possession.

Un des membres du Bureau expose qu'au cours de travaux entrepris l'an dernier dans l'église Saint-Jean, à Châteaudun, une voûte avec caissons, style de la Renaissance, a été mise au jour et aussitôt détruite. Cette voûte, qui fermait l'abside du côté de l'Évangile, était depuis longtemps masquée par l'autel de la Vierge. Les pierres sculptées sont restées pendant quelque temps sur les friches du cimetière ; on y remarquait de délicates sculptures et une inscription gravée en caractères gothiques. Malheureusement, l'attention de la Société n'a pas été appelée sur cette découverte, et lorsque le Bureau en a été informé par un de ses anciens membres, il était déjà trop tard : la voûte avait été démolie, et ses débris n'étaient plus complets : ainsi, la pierre qui portait l'inscription avait disparu. Il restait seulement un certain nombre de pierres sculptées ; l'administration municipale a autorisé la Société à en prendre possession pour son Musée. Dans l'intérêt de notre histoire locale et des arts eux-mêmes, il est vivement à souhaiter que, même dans la louable intention de les restaurer, on ne porte la main qu'avec la plus grande circonspection sur les monuments si peu nombreux que nous ont légués les siècles passés.

M. Brossier-Géray donne communication à l'assemblée de deux lettres de M^{me} Legras, née Louise de Marillac, qui appartiennent aux Sœurs de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun. On sait que M^{me} Legras, mariée à un secrétaire de Marie de Médicis et devenue veuve en 1625, se consacra au service des malades et des enfants trouvés ; elle fonda avec saint Vincent de Paul l'ordre des *Sœurs de la Charité* et se mit à la tête de cette congrégation. Voici ces deux lettres ; la première est adressée à saint Vincent de Paul lui-même :

« A Monsieur,

« Monsieur VINCENT.

†

« MONSIEUR,

« Il ne me souvient pas bien de l'affaire dont monsieur le curé de Cerceux (?) vous a écrit, mais il mest reste en lesprit que sestoit des religieuses daupres de Forse (?) quy sont accusee de quelque grande faute pour laquelle je croy que l'on veut ostet labeie a celle quy la posedee, quil tient tres inosente de ce dont on lacuse.

« Cest de la regalise dont lon fait de la ptizane dont je vous ay envoie petits morceaux pour en rendre lusage plus facile, mais il faut quelle soit nouvelle et nan couper que a mesure que l'on en use a cause quelle noirsit. Je noserois me vanter que nous en avons dans nostre jardain a cause que nous nen avons

veu encore que la fleur et les fœilles. J'avois oublie a vous mender que la prieure de Montmartre, quy est sœur de M^{lle} Chauvelain est toute proche de mourir du poumont. Je recomande a vos saintes prieres et vous supplie luy faire la charite, la faire recomander aussy a celles des messieurs de vostre compagnie, pour quil plaise a Dieu lui faire misericorde.

« Je vous renvoie cette lettre, crainte que vous croiez quelle aie este portée pour quy elle est.

« Je supplie Dieu que vostre voyage ne soit pas lon et que vostre retour soit en parfaite santé. Nos sœurs nous demande quelque sirop, dont nous n'avons pas de provision. J'enverray scavoir si le frere Alexandre en pouroit donner. Puisque vostre charite me le promet, je pouray aler à Saint-Denis et peut-estre à Bisestre. Je n'ay plus que faire cette annee a Liancour. Je croy ausy que Monsieur et Madame s'en vont à la Rocheguion pour un mois. Si vous partez demain, je noray point lhonneur de vous voir avant. Que deviendra ma pauvre consiance en attendant, et lestat auquel mes relachements, paresces et infidelites ont reduit mon ame qui feroit peur a sainte Catherinne si elle estoit sur terre, puisquelle luy paroistroit sans amour, sans cet amour que je desirois tant avoir et quy par sa grace ma fait estre,

« Monsieur,

« Vostre tres obeissante servante et tres humble fille,

« Louise DE MARILLAC.

« Ce vendredi (du mois d'octobre 1648). »

SECONDE LETTRE.

« A Monsieur,

« Monsieur PORTAIL.

†

« MONSIEUR,

« Je supplie tres humblement vostre charite me vouloir tant obliger de donner ce mot à Monsieur Vincent. Il nest pas pour l'incomoder, ny destourner, ny mesme besoin de response sy ce n'estoit pas un surcroist de charite.

« Je vous supplie aussy prendre la peine de sçavoir de Monsieur Lembert sy il a sceu de Monsieur Vincent quelle response je dois faire à Monsieur l'abbe

de Vaux sur le subject du retour de M^{lle} Al... Gouain (?) sur l'hospital de Nantes, et sur celui des pauvres renfermes de la ville Dangers. C'est que plusieurs de ces messieurs, qui lon temps y a, en ont parle, presse le dict sieur abbe de leur dire quelque chouse en se subject. Je me recommande en vos saintes prieres et suis en lamour de Jesus crusifie,

« Monsieur,

« Votre tres obeissante servante,

« L. DE MARILLAC. »

M. Clément lit le rapport suivant concernant des fouilles qui se font actuellement dans la commune du Mée :

« Sur le territoire de la commune du Mée, à 1,500 mètres environ du bourg, du côté et à deux kilomètres de Verdes, au terroir des Grandes-Buttes et sur un terrain appartenant à M^{me} Anthoine, de Vendôme, le fermier fait actuellement des déblais qui ont mis à découvert des fondations romaines ; on y trouve la grande tuile à rebords et à emboîtement qui servait à former des conduits pour l'écoulement des eaux, on trouve des murs très-solides et l'on rencontre de la poterie étrusque avec figures en relief, de la poterie plus commune et des instruments de fer et de cuivre un peu avariés. Ayant visité le 20 courant ces substructions, j'ai rapporté quelques débris que les ouvriers m'ont gracieusement offerts.

« M. Fontaine, adjoint au maire du Mée, a suivi les fouilles avec attention et a recueilli beaucoup d'objets provenant des Grandes-Buttes. Il a chez lui une hachette en silex, polie et d'un beau modèle, de 15 à 20 centimètres de longueur ; il a aussi des épingles à cheveux en os et à grosse tête, des épingles en cuivre qui paraissent avoir été faites avec une feuille mince de cuivre enroulée et brasée vers la pointe, la tête est carrée et porte quelques guillochis. Il possède également une espèce de sifflet fait avec un os creux ouvert aux deux extrémités et percé sur le pourtour de plusieurs trous ; cet objet a 8 ou 10 centimètres de longueur sur 25 millimètres environ de diamètre. Il a encore un silex rond formant une espèce de boule informe et dont un côté est très-lisse ; cet instrument se tenait à la main, à poignée, et servait assurément de polissoir.

« M. Fontaine a recueilli en outre quelques médailles romaines, un grand bronze avec une tête couronnée et au revers un génie avec les lettres S C, je n'ai pu lire le nom de l'empereur parce qu'il faisait presque nuit ; il a aussi quelques médailles plus petites, mais je crois qu'elles ne viennent pas toutes des fouilles des Grandes-Buttes. Enfin, il possède plusieurs fragments de poterie rouge sur lesquels on voit des sujets en relief ; deux de ces fragments

s'adaptent et forment presque la moitié d'un vase, mais un troisième morceau, qui est de la même matière, ne s'adapte pas.

« Personne ne doute dans le pays que ces fouilles ne découvrent des substructions romaines, mais on dit aussi qu'il a existé là autrefois un couvent sous l'invocation de sainte Suzanne. Dans tous les cas, ce serait un point à éclaircir. Ces fouilles méritent d'être suivies, et du reste MM. Firmin Barrault et Fontaine, maire et adjoint de la commune, paraissent beaucoup s'y intéresser, et par eux on pourrait recueillir des objets et des renseignements intéressants.

« Maintenant, Messieurs, quoique Verdes soit placé sur le département de Loir-et-Cher et à 15 kilomètres de Châteaudun, il serait peut-être intéressant de rechercher ce qu'il pouvait être au temps des Romains. Il nous importe peu de ramasser quelques fragments de tuile ou quelques poteries plus ou moins avariées. Ce qu'il nous faudrait reconstituer, ce serait la ville même et l'on pourrait, ce me semble, y réussir en partie au moyen des fouilles qui ont été pratiquées à profusion dans toute l'étendue de la commune. On pourrait, au moyen du cadastre et du parcellaire environnant le bourg, retrouver des pans de murs indiquant des rues et des alignements, et aussi à l'aide de tirelles ou amas de débris non encore fouillés, relever l'orientation de la ville et la place de ses principaux monuments.

« Verdes n'était certainement pas une ville ordinaire ; on reconnaît qu'elle était traversée par deux grandes voies romaines qui se coupent à angle droit. La première reliait les villes de Chartres et Blois ; la seconde s'embranchait à la Fontenelle sur le chemin du Mans à Orléans, elle passait à Droué, à Cloyes et à la Ferté pour, après avoir traversé Verdes, se diriger sur Meung.

« Or, à notre avis, comme importance stratégique, Verdes était un point fortifié qui servait de poste pour observer et surveiller la Loire d'abord, par Meung, dont il n'est éloigné que de 25 kilomètres, puis par Blois, distant de 45 kilomètres.

« Il est présumable que du côté du Nord la ville était défendue par des palissades et des ouvrages qui ont complètement disparu, mais du côté Sud, regardant la Loire, il en était autrement. La vallée d'Aigre qui commence en amont de Tripleville et qui passe au pied et au Sud de Verdes pour descendre jusqu'au Loir en reliant la Ferté-Villeneuil était, à cette époque, complètement infranchissable aux chevaux et chariots et même aux piétons. Son lit, comprenant un marais humide et profond de plusieurs mètres, rendait la circulation impossible ailleurs que par les grands chemins ; l'occupation romaine sut profiter du terrain pour se fortifier et rendre Verdes inexpugnable de ce côté.

« A cet effet, on remplaça un gué étroit et difficile par une forte chaussée élevée sur le chemin de Chartres à Blois. On fit le parement du talus avec de grandes pierres de taille que l'on voit encore aujourd'hui, on établit un passage voûté étroit à travers la chaussée pour l'écoulement des eaux et ensuite on fit

de cette chaussée la digue d'un étang, lequel s'étendait en amont à 1,500 mètres vers la source ; cet étang avait de 150 à 200 mètres de largeur sur 3 à 4 mètres de profondeur. Une bonde placée dans la chaussée-digue permettait de vider l'étang de temps en temps pour la pêche, et, en cas d'attaque, il pouvait inonder la vallée jusqu'à plusieurs lieues en aval.

« En amont, un deuxième étang s'étendait jusqu'à Tripleville, et le grand chemin de Verdes à Meung passait sur la chaussée de cet étang ; plus haut encore, la vallée, toujours marécageuse, pouvait être inondée sur plusieurs kilomètres.

« Cette suite d'étangs et la rivière d'Aigre procuraient beaucoup de poisson aux habitants ; cela, joint à la position de Verdes au milieu d'une contrée fertile, devait en faire un séjour agréable.

« Non loin de Verdes, en amont, on rencontre le village de Tripleville, et l'on trouve dans la contrée beaucoup de monuments druidiques parmi lesquels on voit un grand peulven connu sous le nom de Drue-de-Gargantua, le monument druidique de la Mouise-Martin, la Fontaine-Plate et beaucoup de monuments plus petits qui attestent le séjour des druides en cet endroit.

« Tout auprès et dans la vallée qui contourne Tripleville, on remarquait la fontaine Saint-Martin ; cette fontaine, depuis une dizaine d'années, a été comblée par un fermier ; la grande sécheresse qui règne depuis longtemps a empêché cette fontaine de couler, mais à la première humidité elle reprendra son cours après avoir inondé souterrainement les terrains qu'on a cru dessécher.

« Au milieu de la vallée, aujourd'hui nivelée par l'alluvion du marais, on remarque une grande pierre plate qui n'a que très-peu d'apparence, étant à fleur du sol ; cette pierre me paraît être un dolmen semblable, sinon pour la forme, du moins pour l'usage, à la pierre de Saint-Marc de Péronville. Elle est aujourd'hui entièrement envahie par le sol de la vallée qui s'élève toujours et certainement elle disparaîtra à une époque peu éloignée sous l'alluvion ; un léger sondage, que je n'ai pu faire le jour où j'ai visité les lieux, ne m'a pas permis de reconnaître exactement la forme du dolmen.

« Il serait peut-être utile que l'attention de la Société Dunoise se fixât un instant sur cette contrée, qui offre beaucoup d'intérêt. »

L'assemblée, après avoir écouté avec la plus grande attention la lecture de ce rapport et diverses observations et remarques qui ont été émises à cette occasion, désigne, conformément au désir manifesté par M. Clément, deux membres du Bureau, MM. Brossier-Géray et Henri Lecesne, pour l'accompagner dans une nouvelle exploration.

Une commission, composée de MM. Poulain de Bossay, l'abbé Cuissard, Géray et H. Lecesne, est nommée également pour aller visiter la tour de Bois-Ruffin.

M. Poulain de Bossay donne lecture à l'assemblée de la seconde partie de son travail sur la topographie du Dunois, intitulée : *la Beauce et le Perche*.

M. le docteur Bigot lit un nouveau chapitre de son introduction à l'*Histoire de l'abbaye de Bonneval*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 17 AOÛT 1875.

Le 17 août 1875, à midi, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, dans une des salles de l'hôtel-de-ville, sous la présidence de M. Poulain de Bossay.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Poulain de Bossay, président ; Crignon de Montigny, vice-président ; Brossier-Géray, trésorier ; Gougeon, conservateur du Musée ; Henri Lecesne et Berger, secrétaires ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Boret, Clément, Durand-Brault, le docteur Fois, Garnier, Géray, Jumeau, de Lamérie, Leneveu, Edgar Lucas, le comte de Mauny, Poullier, le docteur Raimbert, Sence et Talbert.

M. le président donne lecture de la liste des nouveaux membres titulaires dont l'admission a été prononcée par le bureau depuis la réunion générale du mois d'avril 1875. Ce sont :

MM. GARNIER, conducteur des ponts-et-chaussées à Orgères,
LENEVEU, conducteur des ponts-et-chaussées à Bonneval,

Présentés par MM. Clément et Gougeon ;
le docteur VASSOR, médecin à Bonneval,
HUBERT, pharmacien à Bonneval,

Présentés par MM. Jumeau et Rabouin ;
LAURENCIN (Ernest), propriétaire à Marboué,

Présenté par MM. Sence et Brossier-Géray ;
TESTEAU, peintre-décorateur à Châteaudun,
LEROY, avoué à Châteaudun,

Présentés par MM. Gougeon et Brossier-Géray ;
l'abbé SAILLARD, curé de Donnemain-Saint-Mamès,
le docteur ROBIN-MASSÉ, médecin à Béville-le-Comte,

MM. SORIAU, instituteur à Donnemain-Saint-Mamès,

MAHOUDEAU, facteur de pianos à Châteaudun,

Présentés par MM. Pouillier et Gougeon ;

le vicomte Georges DE TARRAGON, propriétaire au château de Romilly,

Présenté par MM. Edmond de Boisville et Brossier-Géray.

La Société Dunoise vient de perdre trois de ses membres : M. le docteur Vassor, médecin à Bonneval, inscrit tout récemment au nombre des sociétaires ; madame veuve Chaillou, propriétaire au château de la Touche ; et M. l'abbé Cochet, membre du Comité historique, directeur du Musée des antiquités de la Seine-Inférieure, un des membres honoraires de la Société Dunoise.

L'assemblée s'associe aux regrets exprimés par M. le président au sujet de ces pertes douloureuses.

La Société a reçu, depuis sa dernière réunion générale, les ouvrages et objets dont la désignation suit :

IMPRIMÉS.

Par échange avec les Sociétés savantes.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie ; 1875, n° 2.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan ; 2^e semestre de 1874.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois ; 2^e trimestre de 1875.

Comptes-rendus et mémoires du Comité archéologique de Senlis ; 1874.

Procès-verbaux de la Société archéologique d'Eure-et-Loir ; juin 1875.

Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne ; 29^e volume.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe ; 1^{er} trimestre de 1875.

Mémoires de l'Académie du Gard ; année 1873.

Revue des Sociétés savantes des départements ; novembre et décembre 1874.

OBJETS DE COLLECTION.

Le Ministère des Beaux-Arts a adressé à M. le Maire de Châteaudun, pour le Musée de la Société, 53 objets dont le détail suit :

Céramique.

6 œnochoés, terre noire, provenant de la collection Campana ;

2 amphorisques, id. id.

2 coupes sans anses, id. id.

2 olpés, id. id.

3 canthares, id. id.

1 cylix archaïque, id. id.

2 orochoï vernissés avec ornements ; — 2 prochoï à orifice étroit ; — 1 célebé sans ornements ; — 1 lécythe à figures ; — 1 léparthe ; — 2 plats

vernisés ; — 1 vase à une anse, terre grise et rouge ; — 1 vase fusiforme ; — 1 vase à une anse ; — 1 vase ovoïde, terre rouge ; — 1 vase à une anse, forme olpé ; — 2 aryballes vernissées avec ornements ; — 2 vases à deux anses relevées ; — 2 petites œnochoés ; — 2 vases ; — 1 cratère à figure rouge ; — 2 lampes ; — 4 aryballes ; — 1 amphore à fond plat ; — 2 amphores ; — 2 petites amphores.

Bronze.

Deux petits bustes non antiques.

Marbre.

Une tête d'homme jeune.

MÉDAILLES.

Le médaillier de la Société s'est enrichi des pièces suivantes :

Un écu d'or de François I^{er}, écu au soleil, don de M. Billard de Saint-Laumer.

+ FRANCISCVS : DEI : GRA : FRANCORVM : REX. Écu couronné, surmonté d'un soleil. R + XPS : VICIT : XPS : REGNAT : XPS : IMPERAT. Croix fleurdelisée, cantonnée de deux F et de deux lis.

Un beau denier anonyme des archevêques de Lyon, transmis au bureau par M. de Belfort, ancien président de la Société.

+ PRIMA SEDES. Dans le champ, un L barré (L, lettre initiale du nom de la cité). R GALLIARV. Le v barré. Croix.

Cette pièce provient d'une trouvaille faite récemment dans les environs de Saint-Étienne ; elle est offerte à la Société par M. Testenoire-Lafayette.

Une rouelle gauloise en plomb, don de M. Renou, cultivateur à la Tremblaye, près Brou ; trouvée dans cette contrée.

Une pièce de Philippe II, fils de Philippe l'Arabe, en potin, offerte par M. Henri Lecesne.

M. IVL. PHILIPPVS CAES. Son buste radié à droite. R PRINCIPI IVVENT. L'Empereur en habit militaire debout, tenant un globe et une lance droite.

Sept médailles romaines trouvées à Cloyes par MM. Deherdt, propriétaire, et Théophile Lucas, jardinier, offertes à la Société par l'entremise de M. l'abbé Vincent, curé de Cloyes. Une de ces pièces est un moyen bronze de Néron, revers fruste. Les six autres sont de petits bronzes, dont deux seulement, l'un de Constance II, un autre de Constance, fils de Constantin, sont assez bien conservés.

Vingt pièces de monnaie ou jetons trouvés dans la propriété de Saint-Avit (Saint-Denis-les-Ponts) et donnés pour le Musée par M. Brossier-Géray. On distingue, parmi ces médailles, plusieurs deniers de Gaston d'Orléans et les deux pièces suivantes :

Une maille tournois de Louis XI. — LVDOVICVS REX. Couronne. R OBO-LVS-CI-VIS. Croix anglaise.

Un jeton historique. — LIBER REVINCIRI LEO PERNEGAT. Le pape et le roi d'Espagne. Celui-ci présente au lion de Belgique une branche d'olivier, tandis que de la main gauche il tient un collier et le cache derrière lui. R ROSIS LEONEM LORIS MVS LIBERAT. Une colonne au haut de laquelle est la statue de l'Inquisition ; au pied est attaché un lion dont un rat ronge le collier sur lequel on lit : INQVI. Ce jeton a été frappé, en 1580, après la rupture du traité de Cologne.

OBJETS DIVERS.

Deux petites croix en cuivre trouvées dans la propriété de Saint-Avit ; don de M. Brossier-Géray.

M. le docteur Lescarbault a fait don à la Société de plusieurs dessins représentant une ornementation allégorique projetée pour le nouvel observatoire d'Orgères, à l'occasion de la fête du Comice agricole de mai 1875. Ces dessins sont accompagnés d'une notice explicative.

Une liasse d'assignats de dix sols à cent francs et de promesses de mandats territoriaux ; don de M. Georges Dutray, de la Colombe (Loir-et-Cher).

Un lingot composé de pièces de 50 centimes soudées ensemble et trouvé à Châteaudun dans le déblaiement de la maison Jumelle, après l'incendie de 1870 ; offert, avec plusieurs assignats, par M. Durand-Brault.

Un échantillon de plomb argentifère ; don de M. Auguste Daveine, de Saint-Denis-les-Ponts.

M. Durand-Brault dépose sur le bureau un brevet d'admission à la maîtrise de savetier de la ville d'Orléans en 1773, parchemin qu'il offre à la Société et dont il est donné lecture. Cette pièce est ainsi conçue :

A TOUS ceux qui ces présentes Lettres verront : Les Maire et Echevins d'Orleans, Juge de Police pendant la vacance de la charge de Lieutenant Général de Police d'Orleans, SALUT. Entre Jean Louis Bordes Godou, apprentif de ville, Aspirant à être reçu & admis en la Maîtrise de Savetier de cette Ville, Fauxbourgs & Banlieüe, Demandeur & convoquant à cet effet, comparant en personne, CONTRE Nicolas Boulogne, Etienne Regnier et Jean Rouault, Maîtres et Jurés en exercice de la communauté des Maîtres Savetiers de cetteditte Ville, Fauxbourgs et Banlieüe, comparants en personnes, assiflés de Me. Jean Baptiste Graperon, Procureur de ladite Communauté, de jour convoqué à hui, extraordinairement le Siège de la Police, les qualités appellées.

PARTIES OUIES, ensemble le Procureur du Roi, en conséquence de ce

que le dit Jean Louis Bordes Godou est apprentif de ville, Nous l'avons reçu & admis, recevons & admettons Maître Savetier de cette Ville, Fauxbourgs & Banlieüe d'Orleans, à la charge par lui de payer les Droits, de vivre & mourir dans la Religion catholique, apostolique & romaine, & fidèlement exercer ledit Métier : ce qu'il a promis de faire par Serment qu'avons de lui pris et reçu au cas requis & accoutumé. DONNÉ par Nous Jean François Jacques Du Coudray, Maire & Juge de Police d'Orleans, le deux aoust mil sept cent soixante-treize.

CHANGEUR (?)

R. xxij L ij s.

M. l'abbé Haye, curé de Saint-Avit-les-Guespières, a transmis à la Société les fac-simile de deux sceaux.

L'un, de forme ogivale, présente les images de deux saints, sans doute les patrons du monastère, et porte la légende suivante : + S. COVENT. DE BVCA VGRIE.

Le second sceau est rond. La légende : LOYS : DE : CREVENT est précédée d'une croix placée entre une mitre et une crosse. Dans le champ, un écu couronné.

Les deux empreintes ont été faites avec grand soin ; cependant l'examen des sceaux eux-mêmes serait utile pour en bien fixer l'authenticité.

M. l'abbé Haye a joint à son envoi la lettre suivante, qui contient le résultat des recherches auxquelles il s'est livré relativement à l'attribution du second de ces sceaux.

« Saint-Avit, 11 juin 1874.

« J'ai l'honneur d'offrir à la Société Dunoise, au nom de M. Arsène Vincent, sculpteur à Thiron :

« 1^o Le fac-simile en plomb du sceau du couvent de Bouches-d'Aigre, dépendant de l'abbaye de Thiron. L'original a été trouvé et acheté à Thiron par M. Lebreton, receveur des contributions indirectes, alors en résidence à Thiron.

« 2^o Le fac-simile, également en plomb, du sceau de Loys de Crevent.

« Dans la liste des abbés de Thiron, on trouve deux personnages du nom de Louis de Crevant. Je ne sais auquel appartient le sceau en question.

« Louis I^{er} de Crevant, troisième fils de Jean de Crevant, seigneur de Bauché, naquit le 4 juin 1458. En 1482, il devint abbé de Sainte-Foi de Conques, au diocèse de Rodez ; en 1487, il fut préconisé abbé de Vendôme ; en 1494, il fut abbé de Thiron, et des titres de 1497 lui donnent la double qualité d'abbé de Thiron et de Vendôme ; en 1495, il porte le titre de cardinal ; enfin, vers l'an 1500, il résigna sa dignité d'abbé de Thiron aux mains du Souverain Pontife en faveur de son neveu Louis II de Crevant.

« Louis II de Crevant naquit le 5 octobre 1484, remplaça son oncle dans l'administration de l'abbaye de Thiron, promit obéissance en 1501 à René d'Illiers, évêque de Chartres, et obtint ses bulles le 23 février 1503. Il visita très-fréquemment les abbayes de l'ordre pour tâcher d'y maintenir la discipline. Il se démit de l'abbaye de Thiron en 1548, en faveur de Jean, cardinal du Bellay. Ce cardinal du Bellay, né en 1492 à Glatigny, hameau de la paroisse de Souday, canton de Mondoubleau (Loir-et-Cher), était le deuxième fils de Louis du Bellay et de Marguerite de la Tour-Landry.

« (Renseignements tirés de la *France pontificale (Gallia Christiana)*, par H. FISQUET).

« Agréez, etc.

« HAYE, curé de Saint-Avit. »

L'assemblée vote des remerciements à tous les donateurs.

M. le président donne communication à l'assemblée d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique annonçant qu'une allocation de trois cents francs a été attribuée, pour l'année 1875, à la Société Dunoise.

D'une lettre de M. Mabilie, le père de notre regretté collaborateur, il résulte qu'il n'a été trouvé, parmi les papiers de M. Émile Mabilie, aucune note concernant la chronologie des vicomtes de Châteaudun. Toutefois, M. Mabilie père promet de faire de nouvelles recherches et de transmettre à la Société ce qu'il pourra découvrir concernant le travail auquel elle s'intéresse si vivement.

M. Brossier-Géray fait part à l'assemblée du résultat des recherches auxquelles il s'est livré relativement à l'abbé Bordas. L'auteur de *l'Histoire du comté de Dunois* est né à Châteaudun même; et de la comparaison que M. Brossier a pu faire entre l'écriture du manuscrit que possède la Bibliothèque de Châteaudun et celle des actes dressés par l'abbé Bordas, lorsqu'il était curé de Saint-Avit-les-Guespières, il résulte clairement que le manuscrit a été écrit de la main de l'abbé Bordas lui-même, et qu'il doit dater de la fin de sa vie. Dans le but de conserver le souvenir de l'historien du Dunois à Saint-Avit-les-Guespières, où il est mort en 1772, M. Brossier propose de voter qu'une plaque de marbre sera posée aux frais de la Société dans l'église de Saint-Avit.

Cette proposition est adoptée en principe.

Un don d'une grande importance et qui sera apprécié à sa valeur par les membres de la Société Dunoise vient d'être fait à la ville de Châteaudun. M. Louvancour, notaire honoraire, est mort à Chartres, le 26 juin 1875, après avoir légué à la ville de Châteaudun sa bibliothèque, qui comprend un grand nombre de beaux ouvrages et particulièrement beaucoup de pièces rares, livres et dessins, concernant le pays chartrain. Plusieurs

tableaux dûs au pinceau d'enfants du Dunois : Léon Cochereau et Pierre Prévost, sont aussi compris dans cette généreuse donation.

Un des secrétaires donne lecture à l'Assemblée de la partie du testament de M. Louvancour où se trouve mentionné le legs fait à la ville de Châteaudun :

« Du testament de M. Alexis Louvancour aîné, notaire honoraire, demeurant à Chartres où il est décédé le 26 juin 1875, fait sous la forme olographe en date à Chartres du 21 novembre 1872, enregistré à Chartres le 3 juillet 1875, folio.....;

« Et d'un codicille y faisant suite fait en la même forme, en date à Chartres du 11 octobre 1874, enregistré;

« Il a été extrait ce qui suit :

« Je donne et lègue à la ville de Châteaudun (Eure-et-Loir) pour en avoir la propriété et la jouissance dès le jour où je décéderai :

« 1^o Tous les livres, brochures, manuscrits, liasse intitulée *Famille Louvancour-Jamet*, liasse intitulée *Dépôt central*, avec les correspondances rassemblées des orphelins et enfants trouvés, mes anciens pupilles ; documents chartrains ; brochures chartraines ; portefeuille contenant des lithographies, photographies, portraits-dessins et cartes ; le tout composant ma bibliothèque que j'ai tant aimée et qui m'a procuré de bien douces et utiles distractions au cours des vicissitudes de ma longue et pénible carrière ; je joins à ces legs les deux grandes cartes géographiques qui sont appendues dans ma chambre au fond du corridor, au premier étage de ma maison de campagne à la Villette, commune de Saint-Prest.

« 2^o Mon portrait de lycéen peint par mon ami Léon Cochereau ; mon autre portrait dessiné cinquante ans plus tard par M. Michel, professeur au Collège de Chartres ; le portrait-miniature admirablement ressemblant de mon père Alexis Louvancour ; la photographie de mon vénérable oncle Pierre-Joseph Louvancour, ancien juge de paix à Cloyes, lors âgé de quatre-vingt-neuf ans accomplis ; le tableau peint par M. Pierre Prévost, de Montigny-le-Gannelon, ami intime de mon père et de mon oncle ; (ce tableau représente un paysage d'Italie) ; les deux tableaux peints par Mathurin (Léon) Cochereau, mon ami, neveu de M. Pierre Prévost, comme lui originaire de Montigny-le-Gannelon ; (ces tableaux reproduisent des intérieurs au couvent des Augustins, à Paris) ; la photographie réduite du tableau, peint par Léon Cochereau, qui représente l'intérieur de l'atelier de l'auteur, avec son portrait d'une ressemblance frappante ; l'atelier était établi à Paris, boulevard des Capucines ; la hallebarde que portait mon grand-père Antoine Louvancour, comme syndic de Montigny-le-Gannelon ; enfin, la vieille lanterne de ma bonne grand'mère Louvancour.

« J'invite l'Administration municipale de Châteaudun à vouloir bien réunir

« tous les objets compris dans les legs qui précèdent, séparément et à l'exclusion de tous autres, et leur consacrer une salle spéciale avec la simple indication · FAMILLE LOUVANCOUR-JAMET, DE MONTIGNY-LE-GANNELON, à la porte extérieure ; le tout sera, bien entendu, livré à l'inspection et à l'usage du public.

« Je prie instamment Messieurs les Administrateurs de se tenir en garde contre des curiosités indiscrètes, de même contre les détournements des flibustiers qui solliciteraient des échanges, déplacements ou communications se disant momentanés et provisoires.

« 3^e Plus une somme de douze mille francs à une fois payer par ma succession dans les six mois de mon décès sans intérêts. Ce capital servira pour le transport à Châteaudun des objets légués, pour l'achat du complément de l'*Histoire des Peintres*, en voie de publication, enfin pour la reliure soignée des ouvrages non reliés encore brochés. Je ne saurais trop insister sur l'importance de cette mesure ; l'inhabileté de relieurs incapables, qui rognent affreusement les marges, déprécie les ouvrages ; le surplus des douze mille francs sera employé aux frais d'installation.

« Tous les frais et droits de déclaration ou mutation qui seront causés par les dispositions et legs contenus au présent codicille seront supportés par ma succession, sans recours contre les légataires. »

M. Poulain de Bossay lit à l'assemblée un nouveau chapitre de la *Topographie du Dunois* : il expose la constitution géologique différente des deux parties du Dunois que sépare le Loir et présente à l'appui de son travail deux coupes de terrains prises l'une au Croc-Marbot et l'autre à Villiers-Saint-Orien.

M. Clément donne ensuite lecture d'une étude sur le régime des eaux dans la portion du Dunois limitée par la Conie, l'Aigre et le Loir.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 9 NOVEMBRE 1875.

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, le 9 novembre 1875, à midi, dans une des salles de l'hôtel-de-ville de Châteaudun.

Étaient présents :

Au bureau, MM. : Poulain de Bossay, président ; Piéton, vice-président ; Brossier-Géray, trésorier ; le docteur Bigot, Gougeon, Henri Lecesne et Berger ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Aumoine, Boret, Clément, Desbans, Durand-Brault, Géray, Jumeau, Lambert, le comte de Mirepoix, Pouillier, le docteur Raimbert et Sence.

M. le Président ayant déclaré la séance ouverte, M. Berger, secrétaire, donne lecture de la liste des membres titulaires dont l'admission a été prononcée par le Bureau depuis la dernière réunion générale. Les nouveaux sociétaires sont :

MM. DUBOUCHAGE, architecte à Châteaudun,

Présenté par MM. Brossier-Géray et Gougeon ;

DUCHON-COSSE, maire de Bonneval,

Présenté par MM. Lefèvre-Pontalis et Brossier ;

Louis BAUDET, rue des Archives, à Paris,

Présenté par MM. Pouillier et Henri Lecesne ;

Gustave ISAMBERT, publiciste à Paris,

Présenté par MM. Brossier-Géray et Gougeon ;

BAILLEAU, notaire à Brou,

Présenté par MM. Henri Lecesne et Gougeon ;

DAUBIGNARD, employé à la mairie de Châteaudun,

LAMBERT, gérant de l'usine à gaz de Châteaudun,

Présentés par MM. Gougeon et Berger ;

Adelphe LAURENCIN, attaché au Ministère de l'intérieur,

Présenté par MM. Brossier-Géray et Pouillier.

L'assemblée a le regret d'apprendre la mort de M. Hubert, propriétaire à Mézières-au-Perche, membre titulaire de la Société.

Les livres, brochures, médailles et objets dont la désignation suit, ont été reçus par le Bureau, depuis la dernière réunion générale.

IMPRIMÉS.

Dons.

Liste des membres du Comité historique et des Sociétés savantes.

Revue des Sociétés savantes des départements ; janvier et février 1875.

Envois du Ministère de l'Instruction publique.

Une Sépulture de l'âge de bronze, dans le département de Loir-et-Cher, près le hameau du Theil, commune de Billy, sur la rive droite de la Sauldre. Brochure in-8° par M. l'abbé Bourgeois, offerte par l'auteur à la Société Dunoise, ainsi que les brochures suivantes :

Congrès archéologique de France, mémoire sur l'archéologie préhistorique.

Sur les silex considérés comme portant les marques d'un travail humain, découverts dans le terrain miocène de Thenay.

Note sur l'*Amphimoschus pontelevisiensis*.

Note sur quatre sceaux royaux inédits, tirés des archives de la Haute-Marne, par M. P. de Fleury, archiviste de Loir-et-Cher ; don de l'auteur.

Par échange avec les Sociétés correspondantes.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois ; 3^e trimestre de 1875.

Bulletin de la Société archéologique de la Charente ; 4^e série, tome IX, années 1873-1874.

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais ; 1^{er} trimestre de 1875.

Bulletin de la Société archéologique du Morbihan ; 1^{er} trimestre de 1875.

Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais ; tome XIV.

Congrès archéologique de France. — Séances générales tenues : à Lisieux, en 1870 ; à Angers, en 1871 ; à Vendôme, en 1872 ; à Châteauroux, en 1873.

Indicateur de l'archéologue ; novembre et décembre 1874.

Procès-verbaux de la Société archéologique d'Eure-et-Loir ; juillet 1875.

MÉDAILLES.

M. le vicomte Reille a offert à la Société deux beaux médaillons de bronze, précieux pour nos collections. En effet, ils viennent accroître le nombre des monuments numismatiques que notre Musée possède déjà et qui sont appelés à conserver la mémoire d'hommes illustres que leur naissance ou des liens de diverse nature rattachent au Dunois.

L'un de ces médaillons, le plus grand (68 millimètres de diamètre), représente Masséna, prince d'Essling, surnommé par Bonaparte *l'Enfant chéri de la Victoire*.

ANDRÉ . MASSÉNA . NÉ . A . NICE . LE . 6 . MAI . 1758 . MORT . A . PARIS . LE . 4 . AVRIL . 1817. Buste du prince à droite. Dessous : *Jaley fecit.*

À RIVOLI, ZURICH, GÈNES, ESSLING, en quatre lignes. Ces quatre noms, qui emplissent le champ de la médaille, sont entourés d'un cercle perlé et de deux branches de laurier. Ils disent de la manière la plus concise la glorieuse carrière de Masséna. A Rivoli (1797), il décida la victoire. A Zurich (1799), il détruisit l'armée russe. A Gènes, étroitement bloqué par une nombreuse armée, il ne capitula que réduit par la famine et après avoir perdu les deux tiers de sa garnison. A Essling enfin (1809), une fois de plus il décida la victoire en faveur de la France.

Le second médaillon (55 millimètres) représente le maréchal Reille, père du donateur.

HON. CH. MICH. JOS. COMTE REILLE MARÉCHAL DE FRANCE. Buste du maréchal à gauche. Devant la tête : NÉ A ANTIBES 1^{er} SEPT. 1775. Derrière : MORT A PARIS 4 MARS 1860. Sous le buste : *Alphée Dubois*.

À Dans le champ, entouré d'un cercle perlé : CAMPAGNES. — 1793 BELGIQUE. DE 1794 à 1797 ITALIE. 1799 SUISSE. 1800 SIÈGE DE GÈNES. DE 1805 à 1807 ALLEMAGNE. 1808 ESPAGNE. 1809 ALLEMAGNE. DE 1810 à 1814 ESPAGNE ET PORTUGAL. 1815 BELGIQUE.

M. Vallée, de Chatonville, commune de Saint-Cloud, a fait don à la Société des pièces suivantes, trouvées dans la contrée qu'il habite.

Un double parisis noir de 1326. (Charles IV le Bel). KAROLVS REX. Couronne.
— À MONETA DUPLEX. Croix fleurdelisée.

Un douzain de Henri III.

Une petite pièce d'argent de Ferdinand et Isabelle.

Et un jeton de Louis XIII. À JUVENIS SED UTILIS.

OBJETS DE COLLECTION.

Une hachette en serpentine, trouvée à Harville, commune de Cloyes ; achat de la Société.

Quatre hachettes en silex, trouvées au Rameau, commune de Langey ; don de M. Géray.

Le comté de Haynaut, divisé en châtellenies, bailliages, prévostés ; le Cambrésis ; carte par M. H. Jaillot, 1720. Don de M. Durand-Brault.

Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée vote des remerciements à tous les donateurs.

M. le Président entretient l'assemblée d'une question qui s'est posée récemment, celle de déplacement du Musée.

En accordant à la Société la disposition d'une partie du rez-de-chaussée de l'Hôtel-de-Ville pour y installer le Musée qu'elle a créé, qu'elle accroît chaque jour et qui, aux termes de ses statuts, deviendra propriété de la ville de Châteaudun, en cas de dissolution de la Société, les Administrations et Conseils municipaux qui se sont succédé depuis dix ans à Châteaudun ont donné à

notre œuvre un concours précieux. Malheureusement, nos collections n'ont plus à jouir longtemps de cette hospitalité. Le Conseil municipal de Châteaudun, ayant à loger la belle bibliothèque dont feu M. Louvancour a fait don à la ville, a décidé, dans sa séance du 27 août dernier, que le Musée serait déplacé et transféré dans les combles de l'Hôtel-de-Ville. Une somme de mille francs a été votée pour l'appropriation d'une partie de ces greniers. Le Bureau de la Société ayant reconnu, après un sérieux examen, l'impossibilité d'installer le Musée d'une manière convenable dans cet emplacement, même en faisant de grosses dépenses, a pensé à demander un asile pour nos collections à M^{me} la duchesse de Luynes, l'héritière du savant et vénéré duc de Luynes, que la Société Dunoise a eu l'honneur de compter au nombre de ses membres honoraires et dont la mémoire se lie au souvenir d'une généreuse protection accordée aux arts, à l'histoire, à l'archéologie. M. le comte de Mirepoix a bien voulu présenter à M^{me} la duchesse de Luynes et appuyer une pétition tendant à obtenir de placer le Musée dans un des appartements du château, en attendant une installation définitive. L'objet de cette demande lui a été très-gracieusement accordé, et M^{me} la duchesse de Luynes a adressé à M. le Président la lettre suivante :

« Le 26 octobre 1875.

« Monsieur,

« Je serais heureuse de rendre service à la Société Dunoise en lui prêtant
« une des salles de mon château pour y mettre sa collection d'antiquités jus-
« qu'au moment où elle aura une installation définitive. M. Juchet, mon
« régisseur, demeurant à Marchenoir, sera à votre disposition pour faire les
« arrangements nécessaires et s'entendre avec vous à ce sujet.

« Veuillez croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les plus distingués.

« LA ROCHEFOUCAULD, duchesse DE LUYNES. »

L'assemblée, sur la proposition de son Président, vote des remerciements à M^{me} la duchesse de Luynes et à M. le comte de Mirepoix. Elle décerne, en outre, à l'unanimité, le titre de membre honoraire de la Société Dunoise à M^{me} la duchesse de Luynes.

M. le comte de Mirepoix annonce qu'il se charge d'offrir, au nom de la Société, à M^{me} la duchesse de Luynes, qui fait collection des dessins concernant le château de Châteaudun, deux grandes photographies nouvelles des façades intérieures du château, par M. Gilbert.

M. V. Aumoine donne lecture de notes qu'il a recueillies et réunies sous le titre de : *Épisodes de l'invasion allemande dans le Perche : 1870-1871*.

L'un des secrétaires lit une étude d'un des nouveaux membres de la Société, M. Louis Baudet, intitulée : *Note sur un poète de Bonneval*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 4 AVRIL 1876

Le 4 avril 1876, à midi, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, dans une des salles de l'hôtel-de-ville, sous la présidence de M. Achille Guinée.

M. Poulain de Bossay, indisposé, n'a pu assister à cette séance.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Achille Guinée, le docteur Bigot, Brossier-Géray, Gougeon et Berger ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Boret, l'abbé Cuissard, Desbans, Durand-Brault, le docteur Foisy, Géray, Jumeau, Auguste Lecesne, Edgar Lucas, le capitaine Mourot, Pouillier, le docteur Raimbert et Talbert.

M. Berger, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la dernière réunion générale, qui est adopté.

Trois membres titulaires nouveaux ont été admis par le Bureau depuis cette réunion ; ce sont :

M. le capitaine du génie **MOUROT**, présenté par MM. Brossier et Gougeon ;

M. Paul **PINET**, directeur du Cercle catholique de la Jeunesse, à Puteaux (Seine), présenté par MM. Pouillier et Lecesne ;

Et M. **BOUTROU-RICOIS**, conseiller d'arrondissement, à Dangeau, présenté par MM. Lecesne et Brossier.

L'assemblée apprend avec regret la mort de deux sociétaires : MM. **GRANGÉ**, propriétaire à Bonneval, et **CHAMARANDE**, propriétaire à Brou.

La Société Dunoise a reçu depuis sa dernière réunion générale les ouvrages et objets suivants :

DONS

Statistique scientifique d'Eure-et-Loir : Lépidoptères, 1 vol. in-8°, par M. Achille Guinée, 1875 ; don de l'auteur.

Étude sur les Institutions municipales de Blois, par M. Dupré, bibliothécaire de la ville ; don de l'auteur.

Découverte de Sépultures antiques dans Seine-et-Marne, l'Aisne et Loir-et-Cher, par Gabriel de Mortillet (Extrait des Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris, séance du 4 février 1875) ; don de l'auteur.

Mémoires de la Société française de numismatique et d'archéologie : Les Monnaies des Rois parthes, par M. Prokech-Osten ; don de M. Lemaitre.

Suite du *Louvre*, par M. A. Lemaitre ; don de l'auteur.

Chapelle de Sainte-Catherine-des-Aires, de Saint-Vincent-sur-Craon, par M. l'abbé Baudry ; don de l'auteur.

Le Siège de Maillé et le Sceau de Foulques le Rechin, comte d'Anjou, par M. de Fleury, archiviste de Loir-et-Cher.

NUMISMATIQUE ET OBJETS DE COLLECTION

Une clef ancienne et une pièce de monnaie en argent, don de M. Coudray, d'Ozoir-le-Breuil.

Un jeton de la Cour des comptes, 1572 ; don de M. Gustave Deniau, de Châteaudun.

ÉCHANGES

Cartulaire général de l'Yonne, par M. Quantin, 2 vol. in-4°.

Recueil de pièces pour faire suite au Cartulaire général, 1 vol. in-8°.

Bibliothèque historique de l'Yonne, par M. l'abbé Duru, 2 vol. in-4°.

Lettres de l'abbé Lebœuf, 2 vol. in-8°.

Tables des *Lettres de l'abbé Lebœuf*, broch. in-8°.

Diptères des environs de Paris, par le docteur Robineau-Desvoidy, 2 vol. in-8°.

Les Insectes nuisibles et utiles, par Ch. Goureau, 4 vol. in-8°.

Catalogue des Animaux vertébrés du département de l'Yonne, par Paul Bert, broch. in-8°.

Revue des Sociétés savantes des départements, 6^e série, mars-avril, mai-juin, juillet-août 1875.

Bulletin de la Société archéologique de Touraine, 3^e et 4^e trimestres 1874, 1^{er} et 2^e trimestres 1875.

Mémoires et documents publiés par la Société savoisiennne, tome xv, 1875.

Rapports annuels de la Société américaine Smithsonian, 2 vol. in-8°, cartonnés, 1873 et 1874.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois, 4^e trimestre 1875 et 1^{er} trimestre 1876.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, nos 3 et 4, 1875.

Bulletin de la Société d'agriculture de la Mayenne, 15^e année, 1874.

Bulletin de la Société archéologique de Béziers, 2^e série, tome VIII, 1^{re} livraison.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n^o 114, octobre 1875.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 2^e série, tome xv, 2^e et 3^e trimestres 1875.

Annales de la Société historique de Château-Thierry, 1873.

Mémoires de la Société Éduenne, nouvelle série, tome iv, 1875.

Mémoires de la Société des sciences naturelles et historiques de Cannes et de Grasse, tome iv, 1874.

La Musique à Abbeville de 1785 à 1856, souvenirs d'un musicien, 1876.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur, 11^e année, 1874.

L'Assemblée vote, sur la proposition du Président, des remerciements aux donateurs.

Il est procédé au renouvellement partiel du bureau.

Les membres sortants sont MM. Poulain de Bossay, Crignon de Montigny et Berger.

M. Poulain de Bossay, seul rééligible, est nommé de nouveau, à l'unanimité, président de la Société pour trois ans.

M. le docteur Raimbert et M. Desbans sont élus membres du bureau pour trois ans, le premier par 16 suffrages, le second par 14.

M. le trésorier donne lecture du compte de 1875, ainsi établi :

Comptes de 1875.

§ 1^{er}. RECETTES.

Reliquat de 1874.	758 fr. 39
9 cotisations de 1873	45 »
49 cotisations de 1874	245 »
158 cotisations de 1875	790 »
Vente de cartulaires et de bulletins.	63 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique.	300 »
Total.	<u>2201 fr. 39</u>

§ 2°. DÉPENSES.

Frais de bureau	203 fr. 86
Frais de garde du Musée	70 »
Achat de mobilier	20 50
Impression du bulletin	543 »
Impression du cartulaire	400 50
Gages du concierge.	10 »
Dépenses imprévues.	156 75
Total.	<u>1404 fr. 61</u>

§ 3°. BALANCE.

Recettes	2201 fr. 39
Dépenses	1404 61
Reste en caisse.	<u>796 fr. 78</u>

L'assemblée approuve le compte de 1875 et en donne décharge à M. le trésorier. Elle adopte ensuite les divers chapitres du budget de 1876.

Budget de 1876.

§ 1°. RECETTES PRÉSUMÉES.

Reliquat du compte de 1875	796 fr. 78
Une cotisation arriérée de 1873	5 »
4 cotisations arriérées de 1874.	20 »
40 cotisations arriérées de 1875	200 »
180 cotisations de 1876	900 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique	300 »
Intérêts des fonds placés à la Caisse d'épargne.	10 »
Intérêts de deux obligations du chemin de fer d'Orléans	27 85
Souscription à 50 exemplaires du cartulaire par M. le Ministre de l'Instruction publique	242 50
Total.	<u>2502 fr. 13</u>

§ 2^e DÉPENSES PRÉSUMÉES.

Frais de bureau	150 fr.	»
Achat de mobilier.	50	»
Achat de livres et objets de collection	50	»
Impression du bulletin	500	»
Impression de l'histoire de l'abbaye de Bonneval	800	»
Gages du concierge du château	60	»
Dépenses imprévues	100	96
Reliquat dû à l'imprimeur, sur 1875, pour l'impression de l'histoire de l'abbaye de Bonneval	661	06
Somme due pour installation du Musée au château, 1875	130	11
Total.	2502 fr.	13

M. le président donne ensuite lecture d'une pétition qui a été adressée à MM. les Maire, Adjointes et Conseillers municipaux de la ville de Châteaudun, par le Conservatoire de la bibliothèque de Châteaudun et le Bureau de la Société Dunoise réunis. Cette pétition est ainsi conçue :

*« A Messieurs les Maire, Adjointes et Conseillers municipaux
de la ville de Châteaudun,*

*« Les Commissions réunies du Conservatoire de la Bibliothèque
et du Bureau de la Société Dunoise.*

« MESSIEURS,

« Le Musée de la ville de Châteaudun, réuni à celui de la Société Dunoise, et administré par le Bureau de cette Société, était installé dans une salle du rez-de-chaussée de l'hôtel-de-ville, situation éminemment propre à attirer les visiteurs, qui y sont nombreux, en effet, les jours de marché.

« Mais les embellissements récemment exécutés à la mairie et une appropriation nouvelle de ce monument vous ont fait chercher un nouvel emplacement pour nos collections. Vous aviez d'abord décidé de les transporter dans les combles de l'édifice, où de bien rares visiteurs se seraient hasardés à les aller chercher, et où elles auraient été promptement altérées par l'influence décolorante de la lumière et les alternatives de chaleur excessive et d'humidité développées sous la toiture.

« La généreuse intervention de M^{me} la duchesse de Luynes, qui a bien voulu mettre gratuitement à notre disposition deux immenses salles de son château, les a sauvées de ces dangers ; mais, dans l'asile qu'elle nous a accordé si gracieusement, on n'a pu éviter deux inconvénients : l'absence d'une lumière suffisante, le jour se perdant en partie dans l'épaisseur des murs et les vastes écoinçons du gigantesque manoir, — et la situation peu centrale de notre Musée, qu'on ne pourrait parcourir qu'en se faisant ouvrir exprès le château, formalité devant laquelle reculeront nos visiteurs ordinaires, qui se recrutent principalement parmi les habitants des campagnes environnantes. De plus, M. le régisseur nous réclame, dès à présent, la fixation d'un délai pour notre établissement au château, délai que nous serions bien embarrassés de lui indiquer.

« D'un autre côté, nous avons appris, par le journal, qu'un savant bibliophile chartrain, se souvenant qu'il était enfant du pays dunois, a laissé à la ville, en mourant, une riche et nombreuse bibliothèque qui doublera presque la nôtre, plusieurs tableaux, et une somme de 12,000 fr. pour entretenir, continuer et installer cette brillante collection.

« Mais la richesse a ses embarras. Notre établissement, déjà considérable à l'origine, augmenté par les donations successives tant du gouvernement que de généreux enfants du pays, et en outre grossissant chaque année par les achats que les conservateurs, qui emploient avec une jalouse économie la presque totalité de la subvention que vous nous accordez, y versent tous les ans, notre établissement, disons-nous, étouffe dans son étroite enceinte.

« Les livres les moins lus relégués dans un cabinet obscur et exposés ainsi à la dent des rongeurs, des corps de bibliothèque volants établis dans la grande salle, qu'ils obstruent disgracieusement, et imparfaitement éclairés par la lumière qui ne leur arrive que d'un côté ; — dans la salle de lecture, les livres entassés jusqu'aux dernières limites de l'encombrement, et le casier trop exigu consacré aux recueils de la Société Dunoise, nous débordent déjà.

« Tous ces palliatifs, que le Conservatoire a apportés au défaut d'espace qui nous poursuit, sont devenus insuffisants, et, avant qu'un an se soit écoulé, la pléthore aura atteint une telle gravité qu'il vous faudra absolument aviser.

« Vous avez cru, Messieurs, parer aux inconvénients du moment en disposant des bureaux de l'hôtel-de-ville pour recevoir la bibliothèque Louvancour ; mais cet expédient ne désemplit pas la nôtre. L'encombrement continue, et avant un an, nous vous le répétons, la question reviendra avec tous ses embarras.

« Et, puisque nous en sommes à la bibliothèque Louvancour, autant vaut vider l'incident qui constitue un des motifs de cette pétition.

« Nous apprenons par une lettre de M. le Maire à notre Président, que l'intention de l'Administration municipale est de faire supporter à notre legs de 12,000 francs l'arrangement de la partie du premier étage de l'hôtel-de-ville dans laquelle ses livres seront provisoirement déposés. « Un généreux donateur,

« est-il dit dans cette lettre, vient de nous léguer une précieuse bibliothèque et « une somme qui va nous permettre de compléter la restauration de tout le « premier étage. » Nous croyons même que cet emploi de nos fonds au profit de l'hôtel-de-ville a été autorisé par une délibération du Conseil municipal. Si donc nous avons été bien renseignés (car aucune autre communication ne nous a été faite sur tous ces événements si importants pour nous), le Conservatoire regrettera vivement de n'avoir pas été consulté, tant sur le transport des livres à la mairie que sur l'occasion qu'on a saisie d'imputer les frais de restauration sur le legs de M. Louvancour.

« Il vous aurait soumis ses idées et ses scrupules et ne se trouverait pas forcé aujourd'hui d'appeler de votre décision au Conseil municipal mieux informé.

« On nous dit que l'Administration n'interprète pas comme nous les termes du testament ; qu'elle prétend que le don a été fait directement à la ville, ce que nous ne contestons pas, mais que le mot *administrateurs* doit s'entendre de l'Administration *municipale*. Ce seraient donc M. le Maire et ses Adjoints qui seraient chargés d'administrer la bibliothèque, de *se tenir en garde contre les curiosités indiscrètes, les détournements*, en un mot d'en être les gardiens. Or, il est matériellement impossible que ces Messieurs exercent personnellement ces fonctions. Elles sont dévolues, d'ailleurs, par l'ordonnance du 4 mars 1839, à la Commission du Conservatoire nommée par le ministre, et tout ce que pourrait faire l'Administration municipale serait de se pourvoir auprès de lui pour faire nommer à cet effet des conservateurs spéciaux, indépendamment des sept qui existent déjà, double emploi auquel le ministre se prêterait, croyons-nous, difficilement.

« Secondement. L'Administration entend le mot d'*installation* employé par le testateur, tout autrement que le Conservatoire, qui soutient, lui, que ce mot ne peut signifier qu'une *installation définitive*. Personne ne peut prétendre en effet que le dépôt provisoire des livres à la mairie équivaut à une *installation*, puisqu'ils n'y doivent pas rester, et alors les frais faits pour cet arrangement seraient frustratoires en ce qui concerne la bibliothèque léguée, puisqu'il faudrait les recommencer plus tard. L'hôtel-de-ville seul en profiterait, ce qui, à coup sûr, n'était pas dans l'intention du donateur. Vous sentez, en effet, Messieurs, que la question de savoir à qui le legs a été fait, est, au fond, peu importante. L'essentiel est que la somme léguée profite *en entier*, capital et intérêts, à la bibliothèque de M. Louvancour, qui ne peut avoir eu en vue d'appliquer ses libéralités à d'autres services de la commune. Nous croyons savoir, du reste, que l'exécuteur testamentaire interprète ces questions comme nous.

« On nous dit bien que, quand il s'agira de cette installation définitive, on nous rendra les fonds qu'on emprunte ainsi à notre legs ; mais on n'en prend point l'engagement. L'Administration peut changer et ne plus le reconnaître.

On ne distingue point d'ailleurs la somme applicable au service des livres, de celle employée à la restauration de la mairie, ce qui rendra une répétition impossible, faute d'être liquide. On ne fixe pas l'époque de cette restitution, et la clause devient potestative de la part de l'Administration, et par conséquent nulle et illusoire. Enfin, les intérêts que produira notre legs jusqu'à l'installation définitive, se trouveront ainsi perdus pour la bibliothèque.

« Il en serait autrement s'il s'agissait d'un simple dépôt, à bref délai, à l'hôtel-de-ville, quoique cet emplacement ne soit pas celui que le Conservatoire aurait choisi ; mais alors il devrait être fait aux moindres frais possibles *et sans changer aucunement l'état des lieux*. La salle du rez-de-chaussée se prêterait mieux que toute autre à cette disposition, et les casiers qu'on y ferait placer pourraient facilement être utilisés plus tard. Ces derniers feraient alors partie intégrante de *l'installation* et seraient naturellement dès à présent prélevés sur le legs de M. Louvancour.

« Telles sont, Messieurs, les raisons que les conservateurs ont à déduire pour justifier cette protestation. Elle leur est impérieusement imposée par leur qualité de gardiens légaux des livres de la commune et de dispensateurs naturels des fonds qu'on leur lègue pour les entretenir et les loger.

« Cet incident vidé, venons à l'objet principal de notre supplique : la construction *indispensable* et à bref délai d'un monument qui contiendra à la fois les bibliothèques et les musées réunis de la commune et de la Société Dunoise.

« Voyons d'abord, Messieurs, si cette construction est aussi nécessaire à la ville qu'elle est pressante pour ces institutions.

« Châteaudun, qui se recommande déjà aux visites des voyageurs par sa position riante, par son château légendaire, par ses églises si anciennes, par quelques restes élégants d'antiquité, mais surtout par la vue incomparable de son mail, — qui, si elle a des supérieures pour l'étendue, n'en a point en France pour son harmonie, — Châteaudun est devenu deux fois historique par la résistance chevaleresque qu'il a opposée à l'invasion. Après avoir attaché à son front l'illustration d'une guerre légitime, notre ville se réfugie, comme la France elle-même, dans les arts de la paix. Deux chemins de fer vont se croiser sur son sol et amèneront les visiteurs des quatre points opposés du territoire. On viendra voir nos ruines... mais, à côté d'elles, il nous faudrait montrer des preuves de renaissance et des témoignages de vitalité. Vous l'avez compris, Messieurs, en embellissant votre hôtel-de-ville et en ne vous bornant pas à faire voir aux étrangers les traces de ses boulets.

« Fournissez-nous donc à notre tour l'occasion d'attirer l'attention des visiteurs sur les richesses qui ont échappé à l'incendie. Châteaudun, que sa noblesse oblige, ne peut rester au-dessous des villes voisines ; il a d'ailleurs intérêt, placé comme il l'est sur le chemin des touristes, à les retenir quelque temps.

« Or, quelle est la question qui vous vient à la bouche à vous-mêmes dans chaque ville où vous passez? — Qu'y a-t-il à voir ici? Avez-vous des monuments, un jardin public, un musée?... Et la réponse détermine le voyageur à laisser dans la ville une petite partie de l'argent qu'il a destiné à ses excursions. Eh bien, vous n'arriverez à ce résultat que si vous groupez commodément pour le visiteur ce que vous avez à lui montrer.

« Car, ne vous y trompez pas, Messieurs : en fait de collections, c'est le groupement qui appelle l'intérêt, et l'intérêt qui appelle la croissance. Telle fleur élégante, tel volume précieux, qui seront perdus dans un coin du paysage ou dans une armoire isolée, attireront les yeux, s'ils font partie d'un jardin bien entretenu ou d'une bibliothèque bien rangée.

« Si donc vous persistez à laisser éparpillées en trois endroits nos richesses bibliographiques, archéologiques et naturelles, vous ne récolterez que l'inattention; et nous, qui donnons notre temps et nos soins à leur arrangement et à leur conservation, nous n'en serons récompensés que par l'indifférence du public, peut-être même par la vôtre. Or, l'indifférence c'est l'oubli, et non pas seulement l'oubli de la foule, mais aussi l'oubli *des donateurs*, qui, ne se voyant pas d'établissement mis en lumière, n'espérant pas que le public lise les étiquettes où notre reconnaissance inscrit leurs noms, ne penseront pas même à nous enrichir de leurs dons. C'est l'oubli de l'*État*, qui, voyant divisés, mal logés et négligés du public, les envois qu'il fait à la ville, cessera de la porter sur les listes de celles qui participent à ses générosités. En un mot, Messieurs, l'oubli, c'est la mort de nos établissements, car toute collection qui ne s'augmente plus, dépérit.

« Ce n'est pas tout encore. En réunissant, comme nous le demandons, nos objets d'art et de science, nous les préservons non-seulement de l'oubli, de l'indifférence, mais encore de la destruction. *L'incendie*, cet ennemi séculaire de notre ville, qui nous menace par les poêles du Collège, par les bureaux de la mairie, — *la fumée* du voisinage, qui étend sa couche fuligineuse sur les plus beaux vélins, sur les planches les plus soignées, — *la poussière*, qui s'élève et s'épaissit sans cesse dans les lieux habités et pénètre peu à peu les tranches des livres, les plumes des oiseaux, — *la moisissure*, presque impossible à éviter dans les vieilles constructions et qui détériore sans retour les collections, macule les livres et décompose les papiers blanchis au chlore de nos modernes éditions, — tous ces fléaux, perpétuels soucis des collectionneurs, nous ne pouvons les conjurer que dans une construction neuve et bien appropriée. *Les soustractions* elles-mêmes ne deviendront-elles pas plus difficiles et plus rares dans un même local et sous une même clef?

« Nous nous arrêtons. Tous ces avantages sont si évidents que nous craindrions d'insister et de prêcher, comme on dit, des convertis; et d'un autre côté les inconvénients de l'arrangement que vous avez adopté sont si frappants

et si inconciliables avec nos devoirs de conservateurs, et celui-ci aura une durée si éphémère, qu'il n'y a réellement qu'une seule manière d'en sortir : bâtir un monument commun.

Mais pour bâtir, dites-vous, il faut de l'argent, il faut un terrain. Quoique ces questions soient exclusivement de votre ressort, permettez-nous de les examiner sommairement. M. le Maire nous y invite d'ailleurs par la lettre qu'il nous a adressée le 27 décembre, en s'abstenant d'assister à notre délibération du même jour.

« Trois terrains nous ont été signalés. Écartons d'abord celui de la maison incendiée de M. Boutry-Dumanoir, dont le propriétaire refuse de se dessaisir à moins d'une somme qui nous a paru trop élevée. Restent deux emplacements offrant chacun leurs avantages et leurs inconvénients.

« Le premier fait partie du jardin du collège, et le projet qui l'utiliserait consisterait à prolonger le bâtiment qui renferme notre bibliothèque actuelle, jusqu'à l'angle du mail, où l'on placerait la salle de lecture. Ce bâtiment, d'une longueur de 25 mètres et d'une profondeur égale à la salle actuelle, serait éclairé seulement sur la rue du Cours et sur le mail. Le rez-de-chaussée serait occupé par le musée, et les deux bibliothèques seraient largement installées au premier étage.

« Le principal mérite de ce projet serait l'économie. En effet, le terrain appartient à la ville, et nos dépenses d'installation ne comporteraient guère qu'une somme de 20 à 25,000 fr. au plus. Il ne priverait le collège que d'un espace relativement restreint et il se trouverait placé à portée de cet établissement et de l'Enseignement mutuel, et dans une position tout à fait centrale. De plus, la moitié de l'installation y est toute faite, et n'exposerait nos livres à aucun danger ni à aucuns frais de déménagement.

« D'autre part, nous reconnaissons que la fondation du mur occidental présenterait quelques difficultés pour arriver au solide; — que le collège ne pourrait plus désormais s'étendre de ce côté; — qu'il faudrait détruire de petits bâtiments accessoires qu'on y a récemment ajoutés; — que le voisinage du dépôt de planches du mail présenterait un certain danger; enfin, que la salle actuelle conserverait toujours sa mauvaise situation, au-dessus des classes, pour le feu, et en face de la cour, pour le bruit.

« Le dernier projet, qui n'aurait aucun de ces inconvénients, et que les Commissions préféreraient de beaucoup, consiste à acquérir les terrains de l'ancien hôtel du Grand-Monarque, sur lequel on bâtirait un édifice de 25 mètres sur 10, entièrement isolé.

« Ce projet, séduisant de tout point, donnerait en outre à la ville, par derrière, un beau jardin anglais faisant suite au mail, et, par devant, un grand parterre qui pourrait être divisé en jardin d'étude pour les plantes usuelles, agricoles, industrielles et médicinales. Ce jardin formerait un débouché vaste et agréable, allant du mail à la rue de Chartres.

« Le monument des bibliothèques et musée serait ainsi placé entre deux jardins, inondé d'air et de lumière, et doué d'une vue splendide sur le vallon. Si, plus tard, des annexes étaient reconnues nécessaires, le terrain s'y prêterait largement. L'établissement des jardins et le déblaiement se feraient à peu de frais par les ateliers de charité. L'emplacement, situé dans la portion la mieux exposée de la ville, non loin de la grande place, non loin du collège, et situé lui-même sur une place, à l'extrémité d'une des principales artères de Châteaudun, en face du débouché de quatre rues, ne laisse absolument rien à désirer.

« Enfin, immédiatement, et comme d'un seul coup de baguette, ce projet fait disparaître la masse de ruines qui affligent depuis si longtemps les yeux de la population.

« Le monument qui s'élèverait au milieu de ce beau terrain, recevrait : au rez-de-chaussée, nos collections d'antiquités, d'histoire naturelle, notre médaillier, nos collections romaines et nos tableaux, etc., que nous estimons être d'une valeur de 30,000 francs. Au premier étage, il renfermerait nos deux bibliothèques que nous estimons 140,000 francs au moins, et une salle de lecture qui ne contiendrait aucun livre et dont les murs seraient simplement ornés de cartes et tableaux; nos casiers actuels seraient surmontés d'une galerie supplémentaire, éclairée par des jours pratiqués dans le ravalement. L'escalier serait orné de deux plaques de marbre sur l'une desquelles seraient gravés les noms des principaux donateurs en nature et bienfaiteurs de l'établissement; sur l'autre seraient tracés ceux des notables souscripteurs pour l'érection du monument.

« Enfin, un troisième marbre porterait le nom de la famille Louvancour, suivant les dispositions du testament.

« La Société d'horticulture trouverait aussi son compte à ce projet. Ainsi donc jardiniers, promeneurs, lecteurs, visiteurs du jeudi, donateurs, antiquaires, garnison, tout le monde, en un mot, est intéressé à sa prompte exécution.

« La question de prix reste la seule ombre au tableau. Essayons pourtant de poser quelques chiffres pour démontrer qu'il ne faut pas s'en effrayer outre mesure.

DÉPENSES PROBABLES.

« Par suite des efforts faits auprès du propriétaire du terrain, celui-ci se résigne à perdre toute espèce d'intérêts arriérés et se borne à rentrer dans ses déboursés originaires. En outre, il consentirait probablement, à titre de souscription, à n'être remboursé qu'en dix années, dont les deux premières sans intérêts et les huit suivantes avec intérêts à 4 % seulement.

« Inscrivons donc ici.	28,000 fr.
« Quant à la construction, nous l'estimons, à raison de 250 fr. le mètre carré, en y comprenant les aménagements intérieurs qui, pour une bibliothèque, sont bien inférieurs à ceux d'une maison d'habitation; soit pour 250 mètres carrés.	62,500 »
« Enfin, le dessin et la distribution des jardins, les grilles de clôture et autres accessoires, peuvent être estimés à.	12,000 »
« Total de la dépense	<u>102,500 fr.</u>

« Ne perdons pas de vue, Messieurs, que dans cette dépense totale les constructions des musée et bibliothèques ne figurent que pour partie, et que la ville bénéficiera pour sa part — du prolongement du mail, — de l'emplacement qu'elle pourra employer ultérieurement à d'autres usages, — de celui de la bibliothèque actuelle qui retournera au collège, — enfin de l'embellissement qui résultera pour elle de la suppression des ruines.

« Nous vous laissons à chiffrer vous-mêmes, Messieurs, la somme considérable pour laquelle elle profiterait de notre projet.

VOIES ET MOYENS.

« Le Conservatoire ayant évalué en détail les sommes qu'il aurait à dépenser pour l'exécution des volontés du testateur, autres que l'installation, les a fixées approximativement à 3,000 fr.; il resterait donc disponible pour les frais d'installation définitive 9,000 fr.
l'intérêt produit par la somme léguée étant réservé pour combler les dépenses imprévues et adventives.

« Nous espérons que l'État, qui a donné à la Madeleine une subvention de 3,000 fr. sur 12,000 fr., nous accorderait au minimum 10,000 »

« Le département nous donnerait probablement 5,000 »
ne fût-ce qu'en nous abandonnant le prix du terrain et des matériaux de l'ancienne gendarmerie.

« Le Conseil a voté pour l'établissement de notre musée dans les combles de la mairie une somme, qui reste libre, de 1,000 »

« En outre, la subvention de 300 fr., qui nous est offerte pour équivaloir au logement que le musée occupait à la mairie, nous produirait, étant capitalisée 6,000 »

« Les matériaux que donnerait la démolition des ruines du terrain à acheter valent au moins, soit en argent, soit en nature 2,000 »

A reporter. 33,000 fr.

Report 33,000 fr.

« Enfin, nous avons tout lieu d'espérer d'une souscription ouverte auprès des habitants de Châteaudun et des propriétaires des environs 16,000 »

« Pour justifier ce dernier chiffre, il suffira de vous dire qu'avant toutes démarches et en conférant seulement à ce sujet, six d'entre nous, au nombre desquels nous sommes heureux de compter M. le maire de Châteaudun, ont offert spontanément 3,000 francs.

« Le total de nos ressources en dehors de l'emprunt s'élèverait donc à 49,000 fr.

« Ce serait donc seulement pour 53,500 fr., soit en chiffres ronds 55,000 fr., que vous seriez obligés de recourir à l'emprunt; et cinq centimes seulement ajoutés à l'impôt et dont l'amortissement serait réparti sur trente années, suffiraient à faire passer notre projet dans le domaine de la réalité; c'est pour l'avenir que nous travaillons et il n'est que juste que l'avenir supporte une partie des dépenses que nous employons à lui rendre un square riant à la place du spectacle de désolation que nous a légué le passé.

« Telles sont, Messieurs, puisque vous les avez demandées, nos vues sur les moyens d'exécution. Nous avons dit plus haut à quels besoins notre projet satisferait, quel lustre il jetterait sur la ville, qui pourrait, à juste titre, lui appliquer l'inscription de la fontaine : *Le second vœu de nos pères réalisé.*

A vous maintenant de voir si vous voulez vous associer à cette réalisation!

« *Les Membres du Conservatoire de la bibliothèque et du Bureau de la Société Dunoise.*

« Ont signé : MM. POULAIN DE BOSSAY, président de la Société Dunoise, Achille GUENÉE, DESBANS, COUDRAY, Ad. LEMAY, BROSSIER, l'abbé LEHOUX, Henri LECESNE, GOUGEON et BERGER. »

M. le Maire a adressé la lettre suivante à M. le président de la Société Dunoise :

« Châteaudun, 15 novembre 1875.

« A Monsieur le Président de la SOCIÉTÉ DUNOISE.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'ai présenté au Conseil municipal, dans sa réunion du 12 courant, la demande que vous m'avez adressée pour obtenir une subvention destinée à

compenser la valeur de la location qui, jusqu'ici, a été fournie par la Ville à la Société Dunoise.

« Je dois vous dire, Monsieur le Président, que j'ai fait connaître au Conseil que l'Administration, tout en étant favorable aux projets de subvention, désirait qu'une entente eût lieu entre la Ville et la Société, pour qu'à l'avenir il n'existât plus de réclamations relativement à la propriété de tableaux ou statues qui pourraient être accordés à la Ville par le Ministère des Beaux-Arts.

« L'année dernière, à la suite des explications qui ont eu lieu lors de l'arrivée d'un tableau (*Le Mobilisé de 1870*), j'ai eu l'honneur de soumettre aux Membres du Bureau de la Société la correspondance que j'avais suivie avec le Ministre des Beaux-Arts, et qui établissait très-clairement que j'avais demandé des tableaux pour décorer les murs de notre hôtel-de-ville : il était donc bien naturel que nous en désirions la possession, et il en sera de même pour celui qui nous a été accordé dernièrement ; nous sollicitons aujourd'hui le pendant, qui existe, paraît-il ; l'un serait un épisode de *Avant la guerre*, et l'autre de *Après la guerre*.

« Je vous prie, Monsieur le Président, de reconnaître qu'il n'y a, dans notre prétention, aucun motif de vivre en hostilité avec la Société Dunoise, au contraire ; mais nous venons de faire des sacrifices pour la restauration de notre hôtel-de-ville ; un généreux donateur vient de nous léguer une précieuse bibliothèque et une somme qui va nous permettre de compléter la restauration de tout le premier étage ; quoi donc de plus-naturel de désirer d'avoir quelques tableaux pour en orner les murs, et le public n'en jouira-t-il pas constamment ? La Ville aura donc, d'un côté, par suite de votre installation au château, les antiquités du pays, placées dans un monument qui, par son ancienneté et son style, sera le meilleur cadre pour vos précieuses collections, et, d'un autre côté, dans son hôtel-de-ville, relativement moderne, les œuvres de nos artistes modernes ; jusqu'au jour où, il faut l'espérer, nos successeurs pourront réunir toutes ces richesses avec celles de nos bibliothèques, dans un monument tout à fait spécial.

« Le Conseil municipal a été, à très peu près, unanime pour adopter les propositions de l'Administration, et m'a chargé, Monsieur le Président, de vous demander votre adhésion à ces propositions, après quoi je ne doute pas que l'allocation de trois cents francs ne vous soit accordée sans difficultés.

« Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma parfaite considération.

« *Le Maire de Châteaudun,*

« A. GOUIN. »

Après avoir entendu la lecture de cette lettre, l'Assemblée, désireuse de voir se continuer les bons rapports qui ont toujours existé entre la Société Dunoise

et l'Administration municipale, ne s'oppose pas à ce que les tableaux et statue adressés jusqu'à ce jour par le ministère à M. le Maire pour le Musée de Châteaudun continuent à décorer les salles de l'hôtel-de-ville, tant que la conservation en sera assurée et jusqu'au jour où l'installation définitive du Musée permettra de les réunir dans un local convenable.

Cette décision donnant satisfaction à la proposition de M. le Maire, adoptée par le Conseil municipal, l'Assemblée ne doute pas que le Conseil ne veuille compenser, par une subvention annuelle de trois cents francs à la Société Dunoise, la privation de l'hospitalité qui, jusqu'à l'an dernier, avait été donnée au Musée dans les salles de l'hôtel-de-ville.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

COMPOSITION DU BUREAU

POUR L'ANNÉE 1876

<i>Président</i>	M. POULAIN DE BOSSAY.
<i>Vice-Présidents</i> . {	M. Achille GUENÉE.
	M. le docteur RAIMBERT.
<i>Trésorier</i>	M. BROSSIER-GÉRAY.
<i>Conservateur</i> . .	M. GOUGEON.
<i>Secrétaire</i> . . .	M. Henri LECESNE.
	M. PIÉTON.
<i>Membres</i> {	M. le docteur BIGOT.
	M. DESBANS.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 26 SEPTEMBRE 1876

Le 26 septembre 1876, à midi, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale à l'hôtel-de-ville de Châteaudun, salle de la Justice de paix, sous la présidence de M. Achille Guenée, vice-président.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Achille Guenée, Brossier, Gougeon, le Dr Bigot, le Dr Raimbert et Henri Lecesne;

Et MM. Allard-Vaumartel, Baudet, Boret, Durand-Brault, Géraud, l'abbé Haye, curé de Saint-Avit-les-Guespières, Jumeau, de Lamérie, Leneveu, Loignonnet et le comte de Mauny.

Depuis la dernière réunion générale de la Société, le Bureau a prononcé l'admission de huit membres titulaires nouveaux; ce sont Messieurs :

GOUTTENOIRE, sous-préfet de Châteaudun, présenté par MM. Brossier-Géraud et Gougeon.

DEVREZ, architecte du Gouvernement, à Paris, présenté par MM. Gougeon et Desbans.

TRUMEAU, propriétaire à Rueil, présenté par MM. Brossier-Géraud et Gougeon.

CUISSARD, professeur à Orléans, présenté par MM. Boret et Gougeon.

HONORÉ, professeur au collège de Pontoise, présenté par MM. Berger et le Dr Foisy.

DELCROS, lieutenant-colonel d'artillerie, en retraite, à Marboué, présenté par MM. Boret et Desbans.

JARRY Louis, propriétaire à Orléans, présenté par MM. Achille Guenée et H. Lecesne.

LOIGNONNET Philippe, propriétaire à Châteaudun, présenté par MM. Gougeon et Durand-Brault.

L'un des secrétaires fait part à l'Assemblée de la mort de deux membres de la Société : M. BIARD, ancien notaire à Châteaudun, et M. JARRY, propriétaire à Orléans, numismatiste distingué. L'Assemblée s'associe aux regrets exprimés au sujet de ces pertes douloureuses.

M. le Président donne lecture d'une lettre écrite sous la dictée de M. Poulain de Bossay, datée de la Remonière, 18 septembre.

« Je suis bien malade, — dit notre vénéré président, — et il m'est impossible de m'occuper de quoi que ce soit. Je n'irai donc pas à Châteaudun le 26 et je vous prie de vouloir bien prévenir les membres du Bureau qu'ils ne peuvent compter sur moi en aucune façon. »

Sur la proposition de M. le docteur Raimbert, l'Assemblée charge M. Brosier-Géray de porter à M. Poulain de Bossay une lettre témoignant de ses sentiments de sympathie et de ses profonds regrets.

La Société a reçu, depuis la dernière réunion générale, les ouvrages et objets suivants :

PAR ÉCHANGES.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais ; 2^e, 3^e et 4^e trimestres de 1875.

Mémoires de la même Société. — Concours de 1869 et de 1875, ouvrages couronnés. — Tome XIV.

Annales de la Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes ; tome III. Nice, 1875.

Mémoires et documents publiés par la Société archéologique de Rambouillet ; tome III, 1875-76.

Recherches sur les châtelains, barons et ducs de Chevreuse, par M. Moutié.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan ; 2^e trimestre 1875.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne ; année 1875 ; 29^e volume.

Tables analytiques de la même société ; 1857-1867.

Mémoires de la Société d'émulation du Doubs ; 8^e et 9^e volumes, 1873 et 1874.

Mémoires de la Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie ; tome XV.

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin ; tome XXIII, 2^e livraison, année 1874.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois ; 1876, 2^e trimestre.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie ; 1876, n^o 1.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe ; 4^e trimestre de 1875.

Revue des Sociétés savantes; tome II, septembre à décembre 1875, et tome III, janvier et février 1876; envoi du Ministère.

Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry, année 1874.

Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris; 24 fascicules.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir; juin et juillet 1876.

Mémoires de l'Académie du Gard; année 1874.

Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente; année 1875.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais; table alphabétique du tome V, et n° 89, 2^e trimestre de 1876.

DONS.

Vie de Guy du Faur de Pibrac, brochure offerte par M. de Larroque.

Gazette archéologique; 3^e et 4^e livraisons. Texte avec planches coloriées.

Charte de fondation du prieuré de la Gahandière, dépendance de Bonneval; don de M. Brossier-Géray.

Rapport sur la fouille du vingt-quatrième puits funéraire gallo-romain du Bernard (Vendée), par M. l'abbé Baudry; don de l'auteur.

Une vue de l'ancienne porte Saint-Jacques, à Bonneval, gravure offerte par M. A. Quinton.

Quatre eaux-fortes offertes par M. Gougeon.

Peinture d'un manuscrit de Nicandre, médecin grec, et une brasière antique; dessins adressés par la *Gazette archéologique*.

M^{me} Maugars-Ricoud a fait don à la Société d'un ruban de soie de l'époque de Louis XVI. Ce ruban présente deux séries de médaillons très-finement peints. Deux des médaillons contiennent des attributs; les huit autres, des paysages maritimes.

Les objets suivants ont été offerts par M. Henri Lecesne :

Une lithographie représentant les ruines de l'abbatiale de Bonneval.

Une peinture allégorique : enfant endormi sur une tête de mort; un sablier auprès.

Un fourneau en terre cuite vernissée bleu et blanc, époque Louis XV.

Une gravure représentant le cardinal de Luynes. Dans un cartouche placé sous le buste, on lit :

Paul d'Albert de Luynes, cardinal, prêtre de la S^{te} Église Romaine, Archevêque de Sens, Primat des Gaules et de Germanie, P^{er} aumônier de Madame la Dauphine,

Par son très-humble et très-obéissant serviteur Fessard.

Et, plus bas :

Cette planche étoit presque finie lors de la nomination de Son Éminence au Cardinalat.

A Paris, chez Fessard, graveur du Roi et de sa Bibliothèque, rue St-Thomas-du-Louvre. A. P. D. R. Lalinville pinxit. St. Fessard, sculp. 1756.

On peut ajouter aux titres énumérés au bas de ce portrait, que le cardinal de Luynes, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, rétablit l'Académie des belles-lettres de Caen (il avait été évêque de Bayeux), et fonda à Caen une bibliothèque publique. Ce prélat s'était fait remarquer par son érudition, sa douceur et sa bienfaisance.

Carte d'Europe dressée en 1718.

Carte de la République française, an VI.

Carte du district de Dun-sur-Loir, indiquant les grandes routes et les dimensions des ponts, dressée le 26 septembre 1794 par les ingénieurs des travaux publics Deslandes et Quévanne.

Ces cartes ont été restaurées par M. Boret.

Un silex taillé, trouvé commune du Mée; don de M. Clément.

Une hachette en bronze, grand modèle, trouvée à Fontenay-sur-Conie; elle est pourvue de deux ailerons et d'un anneau d'attache. Don de M. Garnier, agent-voyer à Orgères.

Un vase gallo-romain trouvé dans les marnières de Bredoulin; don de M. Chopart, à Romilly-sur-Aigre.

Deux oursins et un planorbe offerts par MM. de Bossay et Brossier.

Une plaque de cheminée en fonte, provenant de l'ancienne abbaye de la Madeleine de Châteaudun. Elle est ornée de l'écusson royal avec cette devise : SEVL CONTRE TOVS.

Médailles.

Une obole de Geoffroy IV, vicomte de Châteaudun, trouvée à Saint-Avit et offerte à la Société par M. Brossier-Géray.

A l'avers GAVF RID'; la légende part du haut du type. Dans le champ, un portail avec besant au centre, un croissant en haut et en bas. R. CASTRIDVNI. La légende est précédée d'un croissant avec besant à l'intérieur. Dans le champ, une croix cantonnée d'un annelet au 2^e.

Une collection de 28 médaillons représentant, pour la plupart, des empereurs romains et des impératrices; don de M. Gorteau, juge à Châteaudun.

Plusieurs monnaies et objets anciens sont déposés sur le bureau. Ce sont :

Un douzain de Henri IV, offert par M. Pavie.

Un fragment de poterie de l'époque gallo-romaine, trouvé dans un puits à Bonneval; un fer de lance et une monnaie de Nancy; don de M. Leneveu.

Un jeton de Nuremberg, offert par M. Cormery.

Une monnaie de l'empereur Gallien, en potin. R. VICTORIA GERMANICA. Don de M. Quinton.

Des remerciements sont adressés à tous les donateurs.

M. Henri Lecesne signale à l'Assemblée la trouvaille, faite dernièrement près de Bonneval, d'une monnaie mérovingienne en or, dont voici la description :

D. N. ANASTAS IVIADVA. Buste diadmé à droite, la croix sur la poitrine.

R. VICTORIA AVGVSTORVM. Victoire à droite, tenant une couronne et un sceptre (ou une palme). A l'exergue, CONO.

Cette intéressante monnaie est attribuée, par M. Lenormand, au roi de France Clovis I^{er}, qui avait reçu de l'Empereur d'Orient Anastase les titres de consul et de patrice. Elle appartient à M. Germain Dreux, de Bonneval.

M. le Trésorier annonce qu'une subvention de trois cents francs a été accordée à la Société Dunoise par le Ministère de l'instruction publique.

M. le Président entretient l'Assemblée des publications de la Société.

La seconde partie de l'*Histoire de l'abbaye de Saint-Florentin de Bonneval* vient d'être adressée aux sociétaires; l'important ouvrage dont M. le docteur Bigot a entrepris la publication sous les auspices de la Société est donc aujourd'hui terminé.

Six chartes octroyées par Louis I^{er}, comte de Blois, de Chartres et de Clermont, c'est-à-dire la charte de Marchenoir et les chartes de commune de Blois, Romorantin, Creil, Clermont et Châteaudun, ont été publiées et traduites par M. de Bossay. Les tables des noms propres et des noms de lieux cités dans ces chartes, qui doivent compléter cet intéressant travail, seront adressées aux membres de la Société avec le prochain bulletin.

Il ne restera plus alors en cours de publication que la *Topographie du Dunois*, œuvre entreprise jadis par M. de Bossay. Une feuille d'impression seulement a paru. Les mauvaises nouvelles que l'on vient de recevoir de la santé de notre Président ne permettent malheureusement pas d'espérer qu'il puisse bientôt reprendre ce travail.

Il est donc opportun de rechercher quelle publication utile devra entreprendre la Société. Parmi les manuscrits que possède la Bibliothèque de Châteaudun, le plus important pour notre contrée est sans contredit l'*Histoire du comté de Dunois*, par l'abbé Bordas. Cet ouvrage a été publié il y a trente ans, mais non pas intégralement; depuis longtemps on ne le trouve plus en librairie. Plusieurs membres du Bureau ont pensé que la Société pourrait donner une édition nouvelle et complète de l'*Histoire* de l'abbé Bordas, com-

prenant le texte des chartes qu'il a copiées. M. le Président propose de nommer une commission pour examiner la question de publication intégrale du manuscrit de l'abbé Bordas, évaluer la dépense et aviser aux moyens d'y faire face.

L'Assemblée adopte ces conclusions et désigne, pour composer la commission, MM. Achille Guenée, Brossier-Géray et Henri Lecesne.

La parole est donnée à M. l'abbé Haye, curé de Saint-Avit-les-Guespières, qui lit une notice sur *Piciacus*.

M. le docteur Bigot donne lecture d'un des chapitres d'un ouvrage qu'il vient de terminer et qui paraîtra prochainement à Paris. Ce chapitre est intitulé : *Les Anomalies intellectuelles et morales, supérieures*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

MÉMOIRE

SUR PICIACUS

L'histoire de saint Avit et celle de saint Calais nous apprennent que ces deux saints se dirigèrent, pour se cacher, vers les vastes solitudes du Perche, dans un lieu fertile et agréable nommé *Piciacus*, et, depuis, *Celle-Saint-Avit*.

Dans ce lieu était une vieille ruine et les hommes y avaient autrefois construit de belles maisons; mais, ces premiers habitants ayant disparu, leurs maisons s'écroulèrent bientôt.

Dans ce même pays (*quo in loco*), les deux saints se construisirent une cabane où ils vécurent entièrement séparés du voisinage des bourgades et dérochés pendant quelque temps (*non modici intervalli spatio*) à la connaissance des hommes. Les arbres leur fournissaient la nourriture, et la Divinité fit sourdre pour eux une fontaine d'eau vive, que plus tard des religieux, par affection pour ces saints, abritèrent d'une couverture élégante.

Avit et Calais regardaient ce lieu comme choisi pour eux par la Providence; ils s'y établirent plus commodément, et déjà ils y avaient passé de nombreux jours (*dies quamplures*), et leurs moments s'y étaient écoulés (*in eodem loco*) dans l'étude de la loi de Dieu, lorsque Childebert leur fit élever dans ce même lieu une basilique et préparer un monastère.

Quel est donc ce lieu?

1^o Agréable et fertile;

2° Où étaient une vieille ruine et les restes de belles maisons ;
 3° Où la Divinité fit sourdre une fontaine d'eau vive qui plus tard fut fort respectée en l'honneur des deux saints ;

4° Et où, car il s'agit toujours du même lieu (*in eodem loco*), Childebert fit élever une basilique et préparer un monastère ?

Ce lieu était alors appelé *Piciacus*, et depuis *Celle-Saint-Avit*. Mais quel est ce lieu ?

Trois localités, à ce sujet, élèvent des prétentions : Saint-Avit près Châteaudun, Saint-Avit près Illiers, et Saint-Avit-au-Perche près Montmirail.

I.

Bien qu'il m'en coûte, Messieurs, d'essayer de détruire une opinion qu'il me serait très-agréable de défendre, je dois dire que *Piciacus* où se retira notre saint n'est point à Saint-Avit près Illiers. Les annotateurs des Bollandistes l'ont cru ; j'espère démontrer facilement la cause de l'erreur dans laquelle ils sont tombés.

D'après Letaldus, auteur du récit des miracles de saint Mesmin, *saint Avit quitta Mici, se retira à Mézières et s'y construisit une cellule où plus tard on éleva un oratoire consacré à son nom.*

Appuyés sur ce texte, les annotateurs des Bollandistes ont de suite indiqué, comme résidence de saint Avit, la localité de ce nom située à deux kilomètres de Mézières-au-Perche, entre Brou et Illiers, et, sachant d'ailleurs que le lieu où s'est retiré saint Avit s'appelait *Piciacus*, ils n'ont fait qu'une même chose de Mézières-au-Perche, Saint-Avit près Mézières et *Piciacus*.

Cette explication semble d'abord toute naturelle, et, si l'on voulait isoler ce passage de Letaldus, on pourrait conclure comme les annotateurs des Bollandistes et se croire appuyé sur un témoignage important ; mais il ne convient pas de couper une phrase d'un côté et une phrase de l'autre, il faut chercher toute la pensée de son auteur et lire le contexte ; or, d'après le contexte et d'accord avec l'historien de saint Avit, Letaldus nous apprend que notre saint quitta deux fois Mici.

L'historien de saint Avit dit qu'il se retira d'abord en Sologne avec une dizaine de religieux, parmi lesquels il nous est permis de nommer saint Lié (*Lætus*), d'où il revint pour être abbé de Mici.

Letaldus, voulant compléter ces renseignements, nous apprend que notre saint s'éloigna de Mici à une distance de quatre milles (*quatuor à monasterio millibus*), dans un lieu appelé Mézières (*in loco qui Maceria dicitur*), et s'y construisit une cellule d'où il revint à Mici pour succéder au B. Mesmin. Letaldus ajoute que, de son temps, on y voyait encore un oratoire consacré au nom de saint Avit.

En continuant son récit, Letaldus indique que saint Avit abandonna la charge d'abbé et quitta une seconde fois Mici pour aller s'établir à *Piciacus*.

Piciacus et Mézières ne sont donc pas la même localité, mais deux termes différents de deux voyages de notre saint; il ne faut donc pas confondre *Piciacus* avec Mézières.

Mais quel est ce Mézières où se retira d'abord saint Avit? Est-ce Mézières-au-Perche? Les annotateurs des Bollandistes le voudraient croire. Malgré moi encore, je dois avouer qu'ils sont dans l'erreur.

D'après Letaldus, c'est lors de son premier départ de Mici que saint Avit se retira à Mézières; or, d'après l'auteur de sa vie, notre saint se retira d'abord en Sologne. Il nous faut donc chercher Mézières du côté de la Sologne.

D'après Letaldus, Mézières est à quatre milles de Mici, il ne faut donc pas trop nous écarter. (Il est vrai que les annotateurs des Bollandistes prétendent qu'il faut lire quatorze au lieu de quatre (*quatuordecim pro quatuor*); mais ils s'éloigneront toujours de la Sologne en venant jusqu'aux extrémités du Perche et sont obligés de chercher une variante au texte communément admis).

Or, nous trouvons encore Mézières au milieu des bois, du côté de la Sologne, non loin de Mici et aux environs de Cléry. C'est de ce Mézières dont il est question dans le récit de Letaldus, et ce Mézières n'est point *Piciacus* (1).

(1) M. l'abbé Cochard, auteur d'une savante histoire de Mici, indique aussi Mézières en Sologne comme résidence de saint Avit, et rapporte que les habitants de ce lieu conservent encore le souvenir de notre saint dans la légende du *chêne aux cerises*, sous lequel saint Avit avait, dit-on, l'habitude de prier.

II.

M. Merlet, dans le *Dictionnaire topographique d'Eure-et-Loir*, se fait le champion de Saint-Avit près Montmirail.

Saint-Avit près Châteaudun, dit le savant président de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, « est trop près d'une des principales « villes du pays, théâtre des luttes des seigneurs voisins, pour que « notre saint y eût rencontré une solitude telle qu'il la désirait, et « là, à cause du voisinage des villes, le saint ermite aurait pu « trouver autre chose que les fruits des arbres pour sa nourriture. » Quant à Saint-Avit près Mézières, M. Merlet le trouve encore trop près d'Illiers et de Brou, et alors, ajoute-t-il, « du moment « qu'on n'accepte pas l'opinion commune, pourquoi ne pas « pénétrer jusqu'au centre de la forêt du Perche et y chercher « ces solitudes dont parle la légende. Quant à nous, nous « n'hésitons pas, et nous plaçons la *Celle* du saint à Saint-Avit-« au-Perche, dans les environs de Montmirail. »

Voilà toutes les raisons de M. Merlet. Il annonce, il est vrai, qu'il pourrait alléguer d'autres preuves; il les tait, la discussion l'entraînerait trop loin.

En résumé, M. Merlet ne donne aucune preuve de son opinion, il oppose seulement deux objections aux défenseurs de Saint-Avit près Châteaudun : dans cette dernière localité, saint Avit aurait été trop près d'une ville importante pour être réduit à ne se nourrir que des fruits des arbres et trouver une vraie solitude. Nous répondrons bientôt à ces deux objections; mais objectons nous-même à M. Merlet qu'aucun des caractères assignés au lieu de *Piciacus* ne convient à Saint-Avit près Montmirail, tandis que tous conviennent parfaitement à Saint-Avit de Châteaudun.

III.

Nous dirons, avec la *Gallia christiana*, les Bollandistes, M. Guérard et en général tous les auteurs qui ont parlé de

l'abbaye de Saint-Avit près Châteaudun, qu'on peut appliquer à cette localité l'ancien nom de *Piciacus*, car toutes les marques assignées par la vie de notre saint conviennent parfaitement à ce lieu, et à ce lieu seulement.

1^o Ce lieu était agréable et fertile. Par la nature du sol, on voit qu'il en a toujours été ainsi, et interrogez les respectables familles qui y passent des jours heureux dans le noble travail des champs ou les rudes labeurs de l'érudition, on vous dira partout que de nos jours encore cette solitude est délicieuse : l'hospitalité y est si gracieusement offerte que je ne puis me défendre de le croire.

2^o Il y avait une vieille ruine, et autrefois on y vit de belles maisons. De nos jours, selon les rapports savants de MM. l'abbé Marquis et L.-D. Coudray, publiés par la Société Dunoise, aux Monts-Gasteau, paroisse de Saint-Denis-les-Ponts, sur le territoire de laquelle se trouve Saint-Avit, on vient de découvrir une série de monticules faits de main d'homme et alignés sur le plateau de la colline... Dans ces amoncellements de terre on reconnaît des tumulus ou tombeaux gaulois... Des monuments druidiques, deux surtout fort remarquables se voient encore à Thoreau, à Vouvray, localités très-rapprochées de Saint-Avit... Les savants assignent à ces monuments une date de plus de deux mille ans.

Au hameau de la Folie, dont le nom indique déjà une antiquité païenne fort reculée, on vient de faire une importante découverte de hachettes de bronze avec moule de même métal, dans un amas de perrons qui ne sont peut-être *qu'un monument en désordre*... Ces hachettes paraissent avoir la même composition que les bronzes gaulois analysés jusqu'à ce jour et qui renferment : cuivre, 85,85, et étain, 14,15... On doit les rapporter à l'industrie gauloise, et elles peuvent être antérieures à la conquête des Gaules par Jules César.

Ne nous serait-il pas permis de supposer que ces monticules, ces tombeaux, et ces nombreuses hachettes et leur moule au milieu des décombres, sont les témoins encore fidèles de *cette ruine de vieille structure* (1) que trouva saint Avit, et l'œuvre des habitants qui autrefois avaient élevé en cet endroit de *belles habitations*.

3^o Avit et Calais découvrirent une fontaine d'eau vive qui fut fort respectée en leur honneur.

(1) *Veteris structuræ ruina.*

On voyait encore, il y a à peine un siècle, une source très-agréable connue sous le nom de *fontaine bleue*, et dont les eaux étaient tellement estimées des religieuses, qu'au rapport de la tradition, une des dernières abbesses, résidant à Paris, s'en faisait envoyer pour sa table.

4^e Dans ce même lieu Childebert fit élever une basilique et préparer un monastère dans lequel mourut saint Avit.

Or, saint Avit est mort près Châteaudun; il fut un jour visité, dit l'histoire, par un habitant de Châteaudun qui vint le prier de permettre qu'après sa mort son corps fût inhumé dans cette ville peu éloignée de son habitation. — *Quidam Dunensium homo.... nobilitate pollens, ac maxime juri imperii præpotens, Eleusius (vel Lessius)... oravit ut se illis in partibus non multum à sua habitatione remotis tumulari permetteret.*

Et quand saint Avit fut mort, la population de Châteaudun réclama son corps contre les habitants d'Orléans, *quoniam eum in supradicto eremo vicinum habuerat.*

L'histoire et la tradition nous apprennent qu'à Saint-Avit près Châteaudun, il y a toujours eu un monastère habité, d'abord par des religieux, disciples de notre saint, et, depuis, par des religieuses.

5^e M. l'abbé Cochard, après avoir décrit le val de *Piciacus*, ajoute : « *Le Loir l'arrosait*, et une colline couverte d'une forêt de chênes, appelée pour cela le *Mont-Chénois*, le dominait. » M. Cochard n'indique pas comment il sait que le Loir arrosait *Piciacus*; si c'est un vieux texte qui le lui apprend, la question peut être définitivement jugée.

Appuyé sur ces raisons, dont quelques-unes au moins me paraissent solides, je crois pouvoir affirmer que l'ancien *Piciacus* nous est maintenant représenté par Saint-Avit près Châteaudun.

Il me reste à répondre aux objections de M. Merlet : A Saint-Avit de Châteaudun, dit M. Merlet, notre saint n'aurait pas été dans la dure nécessité de ne se nourrir que des fruits des arbres. J'en conviens, mais si l'historien nous apprend que saint Avit se nourrissait des fruits des arbres (*arboribus victum præbentibus*), il ne dit pas que le saint était dans la nécessité absolue d'agir ainsi; aussi, je pense qu'il veut nous donner à entendre seulement que le saint suivait les règles de la vie monastique qui obligent à

l'abstinence de viande. Si, en effet, saint Avit n'eût vécu que des fruits des arbres des forêts, je crois que les pommes sauvages, les marrons, les pistaches et les prunelles n'auraient pu le soutenir longtemps; car, pour ces autres produits du roi de nos forêts, les glands, qu'un impie du dernier siècle se plairait à voir disputer aux animaux par les hommes qui désirent se perfectionner, je ne suis pas porté à croire que, dans la pensée de saint Avit, ils fussent nécessaires pour acquérir la sainteté et la perfection chrétienne (1).

Donc, si notre saint ne vivait que de fruits et de légumes, ce n'est pas à dire pour cela qu'il fut éloigné des villes et dans l'impossibilité de se procurer d'autres aliments.

Mais, à Saint-Avit près Châteaudun, dira-t-on, le saint n'aurait pas trouvé cette solitude objet constant de ses désirs, car, là, saint Avit et saint Calais n'étaient pas assez éloignés du voisinage des villes (*à villarum confinio penitus exclusi*) pour pouvoir longtemps se dérober à la connaissance des hommes (*non modici intervalli spatio*).

Cette supposition peut être discutée.

D'abord, Saint-Avit près Châteaudun est appelé *eremo* par les habitants de cette ville qui réclamèrent les restes de saint Avit au titre de voisin, et cet ermitage est celui-là même dont il est question (*supradicto*) en parlant de *Piciacus*; or, dans tout ermitage, on trouve la solitude; donc notre saint put trouver là cette solitude qu'il cherchait.

Ensuite, si la présence de nos saints fut ignorée pendant *quelque temps*, ce fait peut aussi bien avoir eu lieu aux portes de Châteaudun qu'auprès de Montmirail. Un étranger, à notre époque de chemins de toutes sortes, ouverts de tous côtés, peut

(1) Helvétius, écrivain immoral et impie, mort en 1771, auteur d'un livre : *De l'Esprit*, où l'écrivain ne traite que de la matière, et d'un autre : *De l'Homme*, dans lequel il prétend que la distinction du juste et de l'injuste n'est qu'un préjugé; le remords, qu'une vaine terreur; les rapports sociaux, l'amitié, l'amour de la patrie et des parents, qu'une affaire d'intérêt, et dit que l'homme ne diffère de la brute que parce qu'il a des doigts, et le renvoie, pour se perfectionner, disputer aux animaux les glands des forêts.

La digne veuve d'un tel homme habita longtemps Auteuil, près Cloyes, où elle recevait dans l'intimité Cabanis, matérialiste et impie, qui osa définir l'homme : *un tube digestif*,..... et Pierre Roussel, qui mourut près de Châteaudun le deuxième jour complémentaire de l'an X, et fut inhumé dans un lieu solitaire, au milieu de la douleur profonde des villageois en pleurs et de la pompe touchante de la nature (*sic*).

maintenant encore s'établir à une lieue de notre demeure sans que nous le sachions. Que cet étranger fasse des prodiges, guérisse les malades, rende la parole aux muets, ressuscite les morts, sa présence nous sera bientôt signalée. C'est ce qui arriva pour saint Avit. Étranger au pays, venant d'Orléans, il s'établit près de Châteaudun, il se contentait de vivre des produits de la contrée et n'allait point à la ville chercher ses provisions de bouche; personne, pendant *quelque temps*, ne se douta et ne fit bruit de sa présence; mais, lorsque la Providence, qui le voulait dans ces lieux et *lui avait elle-même choisi ce pays*, lui fit l'insigne faveur, dont peuvent jouir les saints, d'opérer des prodiges surprenants, alors la multitude courut après lui, Childebert lui fit construire un monastère et une basilique, et, lorsqu'il voulut s'enfuir, Etherius, évêque de Chartres, lui ordonna de rester au milieu de cette population dont il devint l'apôtre et le père avant d'en être jusqu'à la fin des temps le patron et le puissant protecteur.

Voilà comment on peut, je crois, répondre aux objections de M. Merlet et maintenir que *Piciacus* est à Saint-Avit près Châteaudun, car ce lieu seul nous présente encore les marques distinctives indiquées par l'auteur de la vie de saint Avit.

E. HAYE,

Curé de Saint-Avit-les-Guespières.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU MERCREDI 7 FÉVRIER 1877.

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale le mercredi 7 février 1877, dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville de Châteaudun, sous la présidence de M. Achille Guinée.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Achille Guinée, vice-président, Brossier-Géray, trésorier, le docteur Bigot, le docteur Raimbert, Gougeon et Henri Lecesne ;

Et MM. Aumoine, Berger, Boret, Clément, l'abbé Cuissard, Daubignard, Delcros, Durand-Brault, le docteur Foisy, Géray, Grémillon, Laurencin, Auguste Lecesne, Loignonnet, Alexis Lucas, Moureau, l'abbé Peuffier, Poirier, Pouillier, Poullin, Sence, Sénéchal et le comte de Tarragon.

M. le Président déclare la séance ouverte.

Le procès-verbal de la précédente assemblée générale est approuvé.

Le Bureau a, depuis cette dernière réunion, prononcé l'admission de dix membres titulaires nouveaux ; ce sont Messieurs :

Le baron DE VILLEBRESME, propriétaire à Aunay, commune de Saint-Christophe, présenté par MM. le baron de Pibrac et Brossier.

DUCHESNE, chef de section à Châteaudun, présenté par MM. Brossier et Gougeon.

CHANTEGRAIN, maître - adjoint à Brou, présenté par MM. Pouillier et Brossier.

Le docteur CAMUSET, médecin à Bonneval, présenté par MM. le docteur Bigot et H. Lecesne.

L'abbé SAINOT, curé de Blandainville, présenté par MM. Marquis, curé d'Illiers, et Brossier.

VANNON, professeur de musique à Châteaudun, présenté par MM. Gougeon et H. Lecesne.

SÉNÉCHAL, propriétaire à Châteaudun, présenté par MM. Pouillier et Brossier.

TARTRAIS, receveur des postes à Jonzac (Charente), présenté par MM. le docteur Bigot et H. Lecesne.

L'abbé BAUDOUIN, curé d'Yèvres, présenté par MM. Marquis et Cuissard.

L'abbé PEUFFIER, curé de Civry, présenté par MM. Pouillier et H. Lecesne.

M. le Président fait remarquer que huit membres titulaires nouveaux ont été présentés à la réunion générale de septembre : la Société est ainsi arrivée à un état très-florissant qu'elle a tout lieu d'espérer voir s'améliorer encore.

La Société a reçu les ouvrages et objets suivants :

PAR ÉCHANGE.

Comptes-rendus et mémoires du Comité archéologique de Senlis ; année 1875.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe ; 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres de 1876.

Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Mayenne ; 16^e année.

Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois ; 3^e et 4^e trimestres de 1876.

Chronique de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif de Sens, rédigée vers la fin du XIII^e siècle par Geoffroy de Courlon. (Texte et traduction publiés au nom de la Société archéologique de Sens, par M. G. Julliot).

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie ; année 1876, n^o 2.

Revue des Sociétés savantes ; mars et avril 1876.

Gazette archéologique ; 2^e année, 5^e et 6^e livraisons.

Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard ; 4^e et 5^e volumes. (Le 4^e volume renferme le Glossaire du patois de Montbéliard).

Tables générales des bulletins de la Société archéologique et historique du Limousin.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne ; année 1876.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir ; octobre 1876.

DONS.

L'École de Fleury-sur-Loire à la fin du X^e siècle, par M. Cuissard-Gaucheron, professeur à Orléans ; mémoire couronné en 1875 par la Société historique de l'Orléanais ; don de l'auteur.

Contribution à l'histoire des superstitions. — Amulettes gauloises et gallo-romaines ; brochure offerte par l'auteur, M. Gabriel de Mortillet, fondateur des Congrès internationaux d'archéologie et d'anthropologie préhistoriques.

Une carte de France en relief ; don de M. Barbier.

Une coupe géologique de l'écorce du globe, avec l'indication des contrées qui ont successivement émergé du sein des eaux ; don de M. Gougeon.

Un culot d'obus prussien renfermant des balles ; don de M. Charrieux.

Une épreuve photographique de la statue de *la Résistance*, offerte par M. Albert Joliet, de Dijon.

Deux monnaies espagnoles ; don de M. Girard, de Conie.

Une monnaie à l'effigie d'Hélène, femme de Julien II, P. B., trouvée à la Colombe (Loir-et-Cher), et offerte par M. Abel Deniau. — FL. HELENA AVGVSTA. Buste de l'impératrice à droite. R. SECVRITAS REIPVBLICE (*sic*). En exergue STRE. Femme debout.

Un petit bronze de la même époque que le précédent, trouvé à Saint-Cloud, fruste.

Un silex taillé, offert par M. Clément.

Un jeton représentant Louis XIV enfant, et au revers Anne d'Autriche ; don de M. André, marchand à Thiville.

L'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

M. le Président entretient l'assemblée du bien regretté M. Poulain de Bossay, qui l'a présidée pendant sept années consécutives et qui jusqu'à ses derniers moments a pris une part active à ses travaux. Dans sa dernière réunion générale, la Société Dunoise avait adressé à son vénéré président, déjà gravement malade, un témoignage de sa vive et respectueuse affection. Un mois plus tard, M. de Bossay n'existait plus. Il est mort, le 31 octobre, dans sa propriété de la Remonière, à l'âge de 78 ans. Plusieurs membres du Bureau ont représenté la Société à ses obsèques, qui ont eu lieu à Arrou le 2 novembre, et auxquelles ont assisté en foule les habitants de cette commune, dont il fut longtemps le maire et toujours le bienfaiteur.

L'héritier de M. de Bossay, M. le colonel comte de Mazug, a fait don à la Société Dunoise, en mémoire de son cher et honoré parent, de l'intéressante collection des bulletins de la Société de géographie, dont M. de Bossay était membre depuis 45 ans ; d'une carte manuscrite de l'ancien Dunois, dressée sous sa direction, et de plusieurs manuscrits contenant ses travaux historiques inédits. M. le Président lit les lettres qui ont été échangées à ce sujet. L'assemblée s'associe aux remerciements qu'il s'est empressé d'adresser à M. le comte de Mazug.

M. le Trésorier donne lecture des comptes de 1876.

Comptes de 1876.

§ 1^{er}. RECETTES.

Reliquat du compte de 1875	796 fr. 78
2 cotisations de 1874.	10 »
26 cotisations de 1875	130 »
141 cotisations de 1876	705 »
Souscription du Ministère à 50 exemplaires du cartulaire	242 50
Subvention du Ministère	300 »
Intérêts des fonds déposés à la Caisse d'épargne	102 60
Intérêts des obligations du chemin de fer d'Orléans	55 70
Vente de bulletins, cartulaires, histoires de l'abb. de Bonneval.	57 »
Total	2,399 fr. 58

§ 2^e. DÉPENSES.

Frais de bureau	131 fr. 01
Achat de mobilier.	» »
Achat de livres et objets de collection	» »
Impression du bulletin	251 »
Impression de l' <i>Histoire de l'abbaye de Bonneval</i>	768 35
Gages du concierge du château	60 »
Dépenses imprévues	44 25
Reliquat dû à l'imprimeur sur 1875, pour l'impression de l' <i>Histoire de l'abbaye de Bonneval</i>	661 06
Somme due pour installation du Musée au château, en 1875	130 11
Total.	2,045 fr. 78

§ 3^e. BALANCE.

Recettes.	2,399 fr. 58
Dépenses.	2,045 78
Reste en caisse	353 fr. 80

§ 4^e. ÉTAT DE SITUATION.

Reliquat du compte de 1876	353 fr. 80
Une cotisation à recouvrer sur 1873.	5 »
2 cotisations à recouvrer sur 1874	10 »
14 cotisations à recouvrer sur 1875	70 »
57 cotisations à recouvrer sur 1876	285 »
Actif.	723 fr. 80

Le Trésorier est de plus dépositaire de deux obligations du chemin de fer d'Orléans, nos 2,278,072 et 2,790,290 ;

Et du reliquat de la souscription des caisses perpétuelles , s'élevant à 77 fr. 25

Ces comptes sont approuvés par l'assemblée.

M. le Trésorier présente ensuite le projet de budget pour 1877.

M. le Président demande à l'assemblée d'entendre, préalablement au vote du budget, la lecture du rapport suivant, que M. Henri Lecesne a été chargé de faire par la Commission de publication de l'Histoire de l'abbé Bordas.

« MESSIEURS,

« Une Commission de trois membres de la Société Dunoise a été désignée par l'assemblée générale, dans sa séance du 26 septembre dernier, pour examiner la question de publication intégrale du manuscrit de l'abbé Bordas, intitulé : *Histoire sommaire du Dunois, de ses comtes et de sa capitale*. Ce manuscrit, qui est conservé à la Bibliothèque de Châteaudun, contient encore, outre plusieurs chartes latines, une *Chorographie du Dunois*, par le même historien.

« Votre Commission, Messieurs, a successivement examiné le projet en lui-même, la dépense à laquelle la publication donnerait lieu et les moyens d'y faire face avec les ressources restreintes dont peut disposer la Société.

« Elle a reconnu, tout d'abord, que, des diverses publications que la Société pourrait entreprendre, il n'en était aucune qui présentât un intérêt plus général. L'ouvrage de l'abbé Bordas est l'histoire la plus complète qui ait été écrite sur le comté de Dunois. Elle n'a jamais été intégralement publiée. Il y a trente ans, M. Achille Guenée, aujourd'hui notre vice-président, a donné au public, qui l'a très-favorablement accueillie, une édition annotée de l'*Histoire du comté de Dunois* et de la *Chorographie*. Elle forme deux volumes in-8° carré, qui portent les dates de 1850 et 1851. Mais ces deux volumes n'étaient qu'un tirage à part du même ouvrage inséré d'abord en feuilleton dans l'*Écho Dunois*, au cours des années 1847, 1848 et 1849. Dans ces conditions de publication, il avait fallu élaguer les passages du manuscrit trop longs pour soutenir l'intérêt du lecteur, remplacer les termes vieillies et supprimer le texte des chartes copiées par l'abbé Bordas. Seule, la *Chorographie* avait été imprimée en entier. Aujourd'hui, cette édition unique est complètement épuisée, et l'original ne peut être consulté facilement par le public, le déplacement des manuscrits étant formellement interdit par les règlements de la Bibliothèque.

« Votre Commission, Messieurs, est d'avis que le manuscrit de la Bibliothèque de Châteaudun soit reproduit textuellement, si l'assemblée générale en vote l'impression ; le style et l'orthographe de l'auteur seraient respectés ; enfin, les

chartes, dont plusieurs n'existent plus ailleurs, seraient publiées. Celui qui vous soumet ce rapport espère que M. Achille Guenée consentira à compléter l'utile travail d'annotation auquel il s'est livré jadis, en l'étendant aux passages qui alors avaient été supprimés. A lui seul il appartient de parachever l'œuvre qu'autrefois il a accomplie avec succès.

« Grâce aux recherches que plusieurs de nos collègues, et particulièrement M. Brossier-Géray, ont faites depuis plusieurs années, nous possédons aujourd'hui des renseignements précis sur le principal historien du Dunois : son acte de naissance a été découvert et l'on a acquis la certitude que le manuscrit de la Bibliothèque de Châteaudun a été écrit de sa main. Les documents réunis permettront de placer une notice sur l'abbé Bordas en tête du premier volume de son histoire.

« Mais la dépense que nécessitera l'impression ne sera-t-elle pas trop lourde pour la Société, un peu obérée déjà par la publication de *l'Histoire de l'abbaye de Saint-Florentin de Bonneval*? Votre Commission l'a craint d'abord, et elle a calculé le nombre de feuilles d'impression que donnerait le manuscrit en adoptant le format, le papier et les caractères employés pour *l'Histoire de l'abbaye*, mais en diminuant la largeur du texte pour faire place aux notes marginales, et en supprimant quelques lignes pour conserver à la page de bonnes proportions. Il y aurait 48 feuilles in-8°, soit 768 pages, qui formeraient deux volumes. Dans ces chiffres sont comprises les tables, et, autant du moins qu'il a été possible de les évaluer, les annotations.

« Si la Société publiait l'ouvrage entier dans le délai de six années, voici ce que coûterait chaque fascicule de huit feuilles d'impression ou 128 pages, tiré à 450 exemplaires et adressé annuellement aux sociétaires.

« Huit feuilles d'impression à 82 fr., notes, additions marginales et corrections comprises, sauf les corrections qui entraîneraient des remaniements	656 fr. »
« 225 couvertures	10 »
« Brochage de 225 volumes, à 10 fr. le cent.	22 50
« Affranchissement de 130 exemplaires adressés aux sociétaires d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes, à 12 c.	15 60
« Affranchissement de 25 exemplaires adressés aux sociétaires des départements non limitrophes, à 24 c.	6 »
« Distribution en ville	1 »
« Copie partielle du manuscrit	30 »
« Total	741 fr. 10

« En six années : 4,446 fr. 60 c.

« Examinons maintenant le budget normal de la Société :

« Les recettes se composent de :

« Produit des cotisations de 193 membres titulaires, nombre actuel	965 fr. »
« Intérêts des sommes versées par 10 membres perpétuels (placées en obligations d'Orléans)	27 85
« Intérêts de fonds placés à la Caisse d'épargne	10 »
« Subvention du Ministère de l'Instruction publique.	300 »
« Vente de bulletins et publications de la Société (produit de l'an dernier, non compris la souscription du Ministère au cartulaire de Marmoutier).	57 »
« Total des recettes.	<u>1,359 fr. 85</u>

« Les dépenses indispensables comprennent :

« Frais de bureau	150 fr. »
« Achat de mobilier	25 »
« Achat de livres et objets de collection.	25 »
« Impression du bulletin	250 »
« Gages du concierge	65 »
« Total	<u>515 fr. »</u>
« Chiffre auquel nous ajoutons pour dépenses imprévues	60 »
« Total des dépenses	<u>575 fr. »</u>

« De la comparaison du total des dépenses avec celui des recettes, il résulte que l'on pourrait affecter à la publication de l'Histoire de l'abbé Bordas une somme annuelle de 1,359 fr. 25 c. — 575 fr. = 784 fr. 25 c. Cette somme dépasse de 43 fr. 15 c. celle qui est nécessaire pour l'impression, le brochage et l'envoi de huit feuilles d'impression. Il ne serait donc pas impossible de publier l'ouvrage entier dans le cours de six années.

« Vous aurez remarqué, Messieurs, que nous avons compris dans nos ressources la subvention que le Ministère de l'Instruction publique accorde à la Société à titre d'encouragement pour ses publications, subvention qui s'est élevée jusqu'à 400 francs et qui n'a jamais été inférieure à 300. Il est à peu près certain qu'elle ne nous fera pas défaut au moment où nous nous engageons dans une importante publication historique.

« Nous espérons aussi que l'Administration et le Conseil municipal de Châteaudun ne seront pas indifférents à la publication d'un travail qui concerne l'histoire du comté de Dunois et de sa *capitale*, comme l'abbé Bordas l'a inscrit au titre de son ouvrage. Si, un jour, la Société reçoit de la ville quelque subvention, elle en pourra profiter pour mener son œuvre plus rapidement à fin et probablement pour l'achever en cinq années au lieu de six.

« Nous avons calculé le produit des cotisations d'après le nombre actuel des sociétaires. Mais, dès aujourd'hui, par suite de l'intérêt qui s'attache à la

publication nouvelle projetée par la Société, nous sommes fondé à compter sur de nouvelles et nombreuses adhésions, non-seulement dans l'étendue de l'arrondissement, mais sur les points de l'ancien Dunois les plus éloignés.

« Enfin, nous n'avons pas mis en ligne de compte la vente en librairie ; l'ouvrage étant d'un intérêt général et pouvant être vendu à un prix élevé, il y a lieu de compter de ce chef sur un produit d'une certaine importance.

« En résumé, Messieurs, votre Commission vous propose de voter la publication intégrale et textuelle du manuscrit de l'abbé Bordas intitulé : *Histoire sommaire du comté de Dunois, de ses comtes et de sa capitale*, des chartes qui accompagnent cette histoire, et de la *Chorographie du Dunois* ou *Notice des villes, bourgs, fiefs, justices, châteaux, maisons de campagne un peu considérables qui y sont renfermés, les noms de plusieurs maisons et familles nobles qui sont ou ont été en possession de ces objets et autres propriétaires actuels des fiefs*. La publication aurait lieu selon les ressources disponibles de la Société et autant que possible par fascicules brochés de huit feuilles d'impression (128 pages) qui seraient adressés à chaque sociétaire à la fin de chaque année. »

La discussion est ouverte sur les conclusions de ce rapport.

M. Brossier-Géray donne lecture de deux lettres qu'il vient de recevoir de M. de Belfort, président honoraire de la Société. Depuis longtemps M. de Belfort prépare la publication du cartulaire de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun. La première partie de son travail, contenant 47 chartes du XII^e siècle, est terminée, et peut être livrée à l'impression ; la seconde, qui renferme plus de 300 chartes du XIII^e siècle, est presque achevée. M. de Belfort pense que, si la Société veut entreprendre cette publication, laquelle peut être fort utile, le moment est venu de le faire. L'ouvrage serait précédé d'une note explicative de deux pages environ et d'une préface que M. Merlet, archiviste d'Eure-et-Loir, a bien voulu se charger de rédiger. « L'impression de ce travail permettra, je crois, ajoute-t-il, de faire disparaître quelques erreurs contenues dans l'Histoire de l'abbé Bordas. » M. Brossier dépose sur le bureau la première partie du travail de M. de Belfort et une portion de la seconde, renfermant 50 chartes.

A la suite d'une discussion à laquelle ont pris part la plupart des sociétaires présents, l'assemblée vote la publication intégrale et immédiate de l'*Histoire du comté de Dunois*, par l'abbé Bordas, des chartes et de la chorographie qui l'accompagnent.

Elle charge le Bureau de composer une Commission qui devra présenter, à la prochaine réunion générale, un rapport sur la publication du cartulaire de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun.

Enfin, elle adopte à l'unanimité la proposition, émise par un des sociétaires, de porter de cinq à six francs, pendant la durée de l'impression de l'ouvrage de

l'abbé Bordas, le chiffre de la cotisation annuelle. Cette légère augmentation permettra de publier l'*Histoire du comté de Dunois* en moins de temps ou de faire paraître concurremment le cartulaire de l'Hôtel-Dieu, si la Société en décide la publication après que la Commission spéciale lui aura fait son rapport.

Le projet de budget de 1877, modifié par suite de cette dernière résolution, est adopté comme il suit.

Budget de 1877.

§ 1^{er}. RECETTES PRÉSUMÉES.

Reliquat du compte de 1876	353 fr. 80
Une cotisation arriérée de 1873	5 »
2 cotisations arriérées de 1874.	10 »
14 cotisations arriérées de 1875 :	70 »
57 cotisations arriérées de 1876	285 »
180 cotisations de 1877	900 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique	300 »
Intérêts de fonds placés à la Caisse d'épargne	10 »
Intérêts des deux obligations du chemin de fer d'Orléans	27 85
Souscription pour la publication de l' <i>Histoire du comté de Dunois</i>	180 »
Total	<u>2,141 fr. 65</u>

§ 2^e. DÉPENSES PRÉSUMÉES.

Frais de bureau	150 fr. »
Achat de mobilier.	25 »
Achat de livres et objets de collection	25 »
Impression du bulletin	250 »
Impression de l' <i>Histoire du comté de Dunois</i>	500 »
Gages des concierges du château et de la mairie	65 »
Reliquat dû à l'imprimeur sur 1876 pour l'impression de l' <i>Histoire de l'abbaye de Bonneval</i>	905 »
Dépenses imprévues.	221 65
Total	<u>2,141 fr. 65</u>

§ 3^e. BALANCE.

Recettes présumées	1,961 fr. 65
Dépenses présumées	1,961 65
	<u>» fr. »</u>

M. le Président donne lecture d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruc-

tion publique concernant la 15^e réunion des délégués des sociétés savantes, d'un extrait d'une délibération du Conseil municipal de Châteaudun, ainsi que d'une lettre de M. le Maire de Châteaudun donnant sa démission de membre de la Société et présentant diverses observations. La Société décide qu'il ne sera pas fait de réponse à cette lettre.

Il est procédé ensuite à l'élection du président de la Société et au renouvellement partiel du Bureau.

Vingt-huit sociétaires prennent part au premier vote.

M. Achille Guinée obtient 25 suffrages ; M. le docteur Raimbert, 2 ; M. Amédée Lefèvre-Pontalis, 1.

M. Achille Guinée, élu président, adresse des remerciements à l'assemblée.

Le nombre des membres du Bureau à élire est de quatre, en remplacement de MM. Guinée, nommé à la présidence, le docteur Bigot, Piéton et Henri Lecesne, membres sortants, non rééligibles.

M. Clément obtient seul la majorité absolue au premier tour de scrutin.

Au second tour, les sociétaires sur lesquels se porte le plus grand nombre de voix sont MM. : Delcros, 19 voix ; Amédée Lefèvre-Pontalis, 17 ; Pouillier, 15.

MM. Clément, Delcros, Lefèvre-Pontalis et Pouillier sont proclamés membres du Bureau.

Il est donné lecture d'un rapport de M. le curé de Civry, qui fait part à la Société de la découverte de deux fresques à l'intérieur de son église.

C'était au mois de septembre dernier. M. l'abbé Peuffier accompagnait deux visiteurs de Châteaudun. Un point rouge, puis une petite ligne noire, sur le mur du chœur, dans un endroit où le badigeon s'était écaillé, attira leur attention. Ils pensèrent qu'il y avait peut-être là quelque peinture, et aussitôt ils se mirent à l'œuvre pour la dégager. La peinture s'élargit à la place du badigeon, qui tombait par écailles. Ce n'était plus seulement le vermillon et le noir d'ivoire, mais aussi le blanc mat et le rose carné qui apparaissaient.

« Il n'y avait plus de doute, écrit M. l'abbé Peuffier, c'était bien une fresque.

« Enfin, un personnage apparaît : c'est un prêtre, l'étole rouge au cou et les bras étendus laissant retomber les larges manches de son rochet. On dirait un prédicateur en chaire.

« Plus bas, une nouvelle étole sur un rochet à dentelles, puis deux mains jointes tenant un crucifix à la hauteur du nœud de l'étole. Mais, cette fois, la position n'était plus verticale, elle laissait entrevoir un personnage couché. Cette position horizontale nous déroutait encore. Le visage déjà apparaissait avec d'horribles mutilations, et sur la tête une mitre. C'était un évêque.

« Plus le badigeon tombait, plus se dessinaient les figures.

« Ici, une tête rasée avec la couronne monacale, là le rabas du prêtre sécu-

lier; d'un côté, la robe noire des moines, et, de l'autre, les surplis sacerdotaux. Les prêtres, formant l'hémicycle, se tenaient les uns debout, les autres agenouillés près des bras de l'évêque, tous dans l'attitude de la douleur. Les religieux, au contraire, étaient placés à ses pieds, les uns également debout, les autres agenouillés, tous profondément tristes.

« La lame de chaque couteau continuait son œuvre, non toutefois sans détériorer çà et là quelque couleur sur un mur avarié par le temps.

« Enfin, le cadre en peinture annonça que c'était fini à droite et à gauche, en haut et en bas.

« Il peut mesurer deux mètres de hauteur sur un mètre et demi de largeur.

« Qu'avions-nous enfin devant les yeux après l'opération terminée tant bien que mal ? Une peinture à fresque nous offrant le tableau d'un évêque sur son lit de mort, environné de ses prêtres et de ses religieux.

« Qui était-ce maintenant que cet évêque ? »

M. le curé de Civry mentionne que les anciens du pays ont vu un autel de saint Vrain, évêque d'Orléans au VI^e siècle, adossé à la muraille très près de cette fresque; mais aucun habitant ne se rappelle avoir vu la peinture en question, ni en avoir entendu parler. Un pèlerinage à saint Vrain existe encore à Civry.

M. l'abbé Peuffier ajoute :

« N'ayant pas de détails sur les derniers moments de saint Vrain, je serais plus porté à croire que la fresque représente saint Martin, entouré à son lit de mort par quelques-uns de ses prêtres et de ses religieux. En effet, on sait comment saint Martin est mort, voulant regarder le ciel malgré son entourage, qui lui conseillait une position plus commode, et c'est dans la position supine que notre fresque nous représente l'évêque mourant....

« J'ajouterai, en passant à la seconde fresque, que celle-ci milite tout à fait en faveur de l'opinion que j'ai risquée relativement à la première.

« La seconde fresque fut découverte le même jour et à peu près dans les mêmes circonstances. Elle est située en face, à l'entrée du chœur. Elle représente saint Martin à cheval, coupant avec un glaive la moitié de son manteau et le donnant à un pauvre nu, aux portes de la ville d'Amiens.

« Cette fois le tableau a la même hauteur, mais il est moins large. Sa largeur n'est guère que d'un mètre.

« Les deux fresques semblent remonter à la même époque, et cette époque est certainement postérieure à la démolition du bas-côté, dont les arcades sont encore apparentes malgré le remplissage du vide. La seconde fresque porte en moindre partie sur le mur de la première arcade et en majeure partie sur le mur de blocage. »

M. le Président remercie M. le curé de Civry de son intéressante communication.

La séance est terminée par la lecture d'une oraison funèbre de M. de Bossay, œuvre de M. Delpuech, curé d'Arrou.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

COMPOSITION DU BUREAU

POUR L'ANNÉE 1877

<i>Président.</i>	. . .	M. Achille GUENÉE.
<i>Vice-Présidents.</i>	{	M. le docteur RAIMBERT.
		M. Am. LEFÈVRE-PONTALIS.
<i>Trésorier.</i>	. . .	M. BROSSIER-GÉRAY.
<i>Conservateur.</i>	. .	M. GOUGEON.
<i>Secrétaire.</i>	. . .	M. DELCROS.
<i>Membres.</i>	{	M. CLÉMENT.
		M. DESBANS.
		M. POULLIER.

ORAISON FUNÈBRE

DE

M. POULAIN DE BOSSAY

PRONONCÉE PAR M. DELPUECH, CURÉ D'ARROU

En l'église d'Arrou, le 2 novembre 1876.

Bonum certamen certavi, cursum consummavi, fidem servavi.

J'ai combattu le bon combat, j'ai terminé ma carrière, j'ai conservé ma foi.

S^t PAUL, 2^e épître à Thimothee, ch. 4, v. 7.

MES TRÈS-CHERS FRÈRES,

Dieu ne fait jamais rien que dans des vues dignes de sa grandeur, de sa sagesse et de son amour. Il le prouve admirablement quand Il crée chacun de nous et nous met en ce monde. L'existence qu'Il nous donne fait éclater sa grandeur parce que, après avoir fait de nous une merveille quant au corps, Il en fait une merveille plus grande encore quant à l'âme; parce qu'Il fait de ce corps et de cette âme un seul tout que nous appelons l'*homme*, être mystérieux qui devient le trait d'union entre le ciel et la terre, et en qui l'impossible se réalise, puisque l'esprit et la matière, c'est-à-dire la mort et la vie, se rencontrent en lui, s'y donnent la main et s'y unissent étroitement : et elle fait éclater sa sagesse et son amour, parce que, après avoir fait de nous un véritable prodige de sa puissance, Il nous donne à chacun une grande et noble mission à remplir. Quelle mission? Celle d'être ici-bas sa ressemblance et son image, et le bras droit de sa providence inépuisable; la mission de semer autour de nous

les lumières de notre intelligence, de répandre les richesses de notre cœur; de nous associer à son travail pour étouffer tout genre de mal, pour développer tout précieux germe de bien; de multiplier les bonnes œuvres, fruit de la charité; de conquérir ainsi l'estime et l'amour de nos semblables, et, finalement, de vivre ici-bas de façon à n'en sortir que pour nous perdre en Lui au milieu des splendeurs de la gloire éternelle.

Cette consolante vérité, M. POULAIN DE BOSSAY l'avait comprise, comme le font du reste toutes les âmes d'élite. Aussi, de bonne heure, il se mit à l'œuvre pour montrer qu'il ne se regardait point comme un être sans but et sans mission sur la terre, comme un être nul, abandonné au hasard. Convaincu que Dieu exige que l'homme soit utile à la gloire de son Créateur, à sa propre gloire, au bien de ses semblables, il proclama hautement cette doctrine, et, joignant l'exemple à la parole, il se mit résolûment à l'œuvre pour fournir vaillamment sa carrière. Suivez-le dans sa longue route; vous ne le verrez point s'écarter de son idée fixe : Dieu par la vertu; la société par les services rendus.

Élève, il étudie âprement, et il parvient à faire de son intelligence une belle intelligence, véritable réservoir qui ne demande qu'à déborder.

Maître, il est appelé tantôt à exposer à une jeunesse choisie les faits de l'histoire, qui est une des grandes voix de Dieu, tantôt à gouverner, comme Recteur, une de nos plus importantes Académies. Mais, cette histoire que tant d'autres altèrent, il la maintient en possession de son austère véracité; cette philosophie de l'histoire que tant d'autres paganisent, il la maintient pure et chrétienne; et cette jeunesse que tant d'autres égarent, il la maintient dans le vrai et le bien, jaloux de la préserver de ces écarts de raison et de ces passions malheureuses qui ruinent l'avenir et l'honneur de tant de familles en la personne de leurs enfants. Homme public, il a combattu le bon combat : *Bonum certamen certavit*.

Retiré des études, il gagne, souffrant en son cœur, mais résigné, sa paisible retraite de la Remonière; et là encore il est l'homme fidèle à son principe et qui sait se rendre utile. A ses amis nombreux, il y offre une cordiale hospitalité; il étudie les moyens de procurer à son pays des sources de prospérité morale et matérielle; il va jusqu'à s'appauvrir pour procurer du travail et du pain

à l'ouvrier, au père de famille ; il retouche ses anciens ouvrages et en compose de nouveaux ; il est absorbé par des travaux difficiles, et il sait trouver du temps pour quiconque demande ses conseils ou son appui ; il est presque pauvre, et il ne refuse jamais son aumône au nécessiteux qui se présente.

Mais c'est surtout au point de vue religieux que je dois vous montrer notre cher défunt, et sa fidélité à sa mission providentielle.

Entouré de fleurs à la Remonière, il lit en elles la puissance aimable de Dieu et l'infini de ses magnificences. Pour lui, chacune d'elles parle à sa manière de l'incomparable ouvrier qui l'a façonnée, revêtue de splendides couleurs, embaumée de parfums exquis ; et, ce langage allant droit à son cœur sincèrement croyant, il quitte ce peuple d'étincelantes beautés pour aller adorer Celui dont la main invisible les pare et les embellit et dont il seconde avec amour le travail magnifique.

Ami, chez lui, de la prière privée et de la méditation solitaire, il est exact aux prières publiques et solennelles de la paroisse ; et si vous l'avez toujours vu avec édification venir régulièrement ici, dans cette église, où d'autres ont peur de paraître ; si vous l'avez vu s'humilier au tribunal de la Pénitence, se prosterner à la table eucharistique ; si vous l'avez vu prier assidûment pour lui-même, pour ses bien-aimés défunts, pour notre paroisse et pour la France, je voudrais que vous l'eussiez vu tous quand, sentant sa fin prochaine, il a voulu se munir, pour son passage du temps à l'éternité, du corps et du sang de Jésus-Christ. A ce moment solennel, quelle foi et quelle piété ! Quel calme dans le sacrifice de sa vie et quelle sérénité dans l'acceptation de la mort ! Vainqueur jadis dans le bon combat contre l'ignorance, il mourait vainqueur maintenant de la contagion irrégulieuse de nos temps malheureux, qui s'attaquent à nos saintes croyances, et il pouvait dire : Je touche au terme de ma carrière, mais j'ai conservé le trésor de ma foi : *Cursum consummavi, fidem servavi*.

« Je serais bien heureux, disait-il, si ma fin pouvait servir
 « quelque peu à l'édification de notre paroisse d'Arrou. J'ai bien
 « étudié dans ma vie pour acquérir quelque savoir, mais, de toutes
 « mes études, la seule qui me reste aujourd'hui comme conso-
 « lation, c'est celle des vérités de la foi catholique. A quoi sert la
 « science humaine en face de l'éternité ? A rien ; mais la science

« divine sait raviver le cœur quand il s'éteint, et, du martyre et
 « de la mort, faire jaillir la joie de l'espérance et les rayons de
 « l'immortalité. »

C'est dans ces sentiments, M. T.-C. F., que M. de Bossay a terminé sa vie d'honnête homme et de chrétien. Il a donc rempli la mission dont la divine Providence l'avait chargé, il a cherché à glorifier Dieu, à se rendre utile et à faire le bien.

Vous vous en souvenez, c'est pour cela que vous l'estimiez, pour cela encore que vous vous pressez nombreux aujourd'hui autour de son cercueil. Eh bien ! puisque vous l'estimiez et l'aimiez, ajoutez en ce moment à votre amour et à votre estime une prière pour lui : j'attends cette aumône de votre charité. Quelque belle que soit une vie, elle peut renfermer quelques imperfections, quelques défaillances, et, toute imperfection, tant légère soit-elle, empêchant l'union intime, immédiate, de nos âmes avec Dieu, nos suffrages sont nécessaires à ceux qui nous quittent. « J'ai pu me tromper, disait M. de Bossay, mais j'ai toujours voulu le bien. » Supplions donc tous la miséricorde infinie de fermer les yeux sur les manquements possibles qu'elle pourrait découvrir en l'âme de son serviteur, et de ne point retarder pour cela l'heure de son bonheur éternel. Après avoir combattu le bon combat : *bonum certamen certavi*; après avoir fourni honorablement sa carrière : *cursum consummavi*; après avoir conservé précieusement la foi : *fidem servavi*, qu'il ne tarde pas à la recevoir, cette couronne de Justice que le juste Juge réserve à l'homme qui a rempli sa mission envers lui-même, envers son Créateur, envers ses semblables : *Reposita sit corona Justitiæ quam reddet illi Dominus in illa die justus Judex !* Seigneur, daignez exaucer nos prières et nous faire la grâce d'imiter, pour l'accomplissement de notre mission personnelle, la fidélité de celui que nous pleurons. *Amen !*

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU MARDI 24 AVRIL 1877

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale le mardi 24 avril 1877, dans une des salles de l'hôtel-de-ville de Châteaudun, sous la présidence de M. Achille Guinée.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Guinée, président ; Raimbert, vice-président ; Brossier, trésorier ; Gougeon, conservateur ; Delcros, secrétaire ; Pouillier, trésorier adjoint ; Clément, Desbans, membres ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Aumoine, Boret, l'abbé Cuissard, Duchesne, Durand-Brault, l'abbé Fouquet, docteur Foisy, Gérard, Lambert, Henri Lecesne, l'abbé Lehoux, Loignonnet, Edgar Lucas, Meynadier, Sence, Sénéchal.

M. le Président déclare la séance ouverte.

Le procès-verbal de la séance précédente est approuvé.

Le Bureau a, depuis cette dernière réunion, prononcé l'admission de dix nouveaux membres titulaires ; ce sont :

M. BENOIST, notaire à Saint-Cloud, présenté par MM. Guinée et Brossier.

M. BERTRAND, huissier à Châteaudun, présenté par M. Pouillier et par M. Brossier.

M. CHEVALIER, secrétaire archiviste de la Chambre de commerce de Tours, présenté par M. Pouillier et par M. Gougeon.

M. l'abbé COCHARD, membre de l'Académie de Sainte-Croix d'Orléans, présenté par M. Haye et par M. Brossier.

M. l'abbé HAUTIN, curé de Marboué, présenté par M. Desbans et par M. Delcros.

M. ISAMBERT, présenté par M. Durand-Brault et par M. Pouillier.

M. LAMBERT, vérificateur de l'enregistrement à Châteaudun, présenté par M. Meynadier et par M. le docteur Bigot.

M. l'abbé LEHOUX, présenté par M. Guinée et par M. Brossier.

M. H. LUMIERE, avoué honoraire à Caen, présenté par M. Guinée et par M. Pouillier.

M. ROSSIGNOL, présenté par M. Caillé et par M. Brossier.

La Société a reçu les objets et les ouvrages suivants :

DONS

Silex taillé, trouvé à Charray, don de M. Clément.

Collection de fossiles, don de M. Gasnier, de la Ville-aux-Clercs.

Monnaie romaine, don de M. Desbans.

Monnaie arabe, don de M. Cornillet.

Monnaie belge de 1862; monnaie espagnole de 1869 (peseta), don de M. Durand-Brault.

Un bénitier ancien, provenant de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun.

Fragments de poterie romaine, don de M. Hardillier, de Thiville.

Plan de la ville de Châteaudun et de la ville de Chartres en 1550, don de M. Diguët-Boulay.

Pierre l'Ermite prêchant la croisade, gravure offerte par M. Pouillier.

Ouvrages imprimés

Antiquités et monuments du département de l'Aisne, par M. Fleury, membre du Conseil général de l'Aisne, beau volume in-4° avec gravures dans le texte, don de l'auteur.

Album de la collection Caranda, don de M. Frédéric Moreau.

Annuaire des sciences historiques 1877.

Bibliographie des ouvrages d'érudition, publication faite par M. Caix de St-Amour; don de l'auteur.

Souvenirs et lettres de Claude-Victor-Antonin Dimier de la Brunetière, engagé volontaire pour la campagne de 1870-1871, sergent au 45^e de marche, disparu à la bataille du Mans, le 11 janvier 1871, âgé de 19 ans et demi, vol. in-18; don de M^{me} de la Brunetière.

Réflexions pieuses d'un enfant qui se prépare à recevoir le Sacrement de confirmation, faisant suite aux Réflexions pour la première Communion, par M^{me} de la Brunetière; un vol. in-18 de 372 pages, offert par l'auteur.

Revue des Sociétés savantes, tome III, mai et juin 1876.

Ce volume contient le compte-rendu des publications de la Société Dunoise.

L'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

ÉCHANGES

Mémoires de la Société Éduenne d'Autun, nouvelle série, tome v.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, n° 124, février 1877.

Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers, tome VIII, deuxième livraison, 1876.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur, 12^e année, 1875.

Mémoires de la Société d'émulation du Doubs, 4^e série, 10^e volume, 1875.

Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais, tomes II, III, IV, V et VI.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois, 1877, 1^{er} trimestre.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, tome XII, 1874, 1875 et 1876.

ACHATS

M. Lecesne a cédé à la Société un statère globuleux des Carnutes; cette

monnaie en or, d'une bonne conservation, a été trouvée à Ozoir-le-Breuil. Ce statère porte sur la face une roue de fortune à quatre rais. Le revers présente une surface lisse et très-bombée.

Les monnaies gauloises de cette espèce se trouvent dans les environs de Sens et sur les bords du Danube. Selon les uns (les plus autorisés), elles datent de quelques années avant Jules-César ; selon d'autres, de deux ou trois siècles avant l'ère chrétienne (Note due à M. l'abbé Hautin).

M. le Président lit une lettre de M. de Belfort, qui demande l'impression du cartulaire de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun.

Cette demande est mise immédiatement en discussion. M. Brossier, qui a collaboré à cette œuvre, explique que les chartes du XII^e siècle sont en ordre ; celles du XIII^e ne sont pas encore cataloguées.

Ce travail contiendra environ 450 chartes. M. Brossier propose d'imprimer une première feuille cette année.

L'assemblée décide que, lorsque l'*Histoire du Dunois* sera terminée, il y aura lieu de s'occuper du cartulaire, les ressources pécuniaires de la Société ne lui permettant pas d'entreprendre simultanément l'impression de deux ouvrages de cette importance.

M. le Président donne lecture de l'autorisation envoyée par M. le ministre d'imprimer l'*Histoire du Dunois*. La Société devra déposer deux exemplaires à la Bibliothèque de Châteaudun.

Il montre ensuite l'empreinte d'un insecte coléoptère fossile sur des stratifications calcaires. M. Delcros, qui a envoyé cet échantillon, n'a pu donner de renseignements précis sur la provenance de ce fossile, trouvé dans un grenier de Marboué, où il gisait depuis plus de trente ans sans autre étiquette que celle-ci : *Pétrification très-curieuse*. Toutefois M. Guenée l'a envoyé à Paris, d'où il espère qu'on lui enverra quelques éclaircissements sur ce curieux objet de paléontologie.

MM. Achille Guenée, Brossier-Géray, Gougeon, l'abbé Lehoux, H. Lecesne, sont nommés membres du comité d'impression de l'ouvrage de l'abbé Bordas.

En exécution de l'article 19 du règlement et sur la demande de plus de dix membres, on discutera, dans l'assemblée prochaine, un article additionnel destiné à fixer le nombre d'exemplaires auquel aura droit l'auteur de tout ouvrage publié aux frais de la Société.

M. le Président annonce une notice sur la vie de M. Poulain de Bossay, ancien président, promise par M. Duplessis, conservateur de la Bibliothèque nationale.

La séance est terminée par la lecture d'une *Histoire de l'abbaye du Petit-Cîteaux*, par M. l'abbé Mouzé, curé de Saint-Léonard.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

L'ABBAYE DU PETIT-CITEAUX

Le travail que j'offre à la Société archéologique de Châteaudun est tiré en grande partie d'un manuscrit de M. Péan, ancien juge à Blois et originaire de Marchenoir. Ce manuscrit, digne d'intéresser les amateurs d'antiquités historiques, renferme l'histoire de Marchenoir et des pays environnants qui composaient autrefois la portion du Dunois méridional faisant maintenant partie du diocèse de Blois.

M. Péan s'était plu à recueillir scrupuleusement tout ce qui pouvait avoir rapport à l'histoire locale de son pays natal, et ses recherches m'ont paru très-consciencieuses et très-exactes. J'ai vérifié, autant qu'il m'a été possible, les sources diverses où il a puisé ses nombreux documents, et toujours j'ai remarqué la fidélité de ses citations et la justesse de ses assertions, dont ordinairement il n'indique peut-être pas assez les preuves.

Je le suivrai presque entièrement dans ce travail; je mettrai seulement un peu plus de réserve dans les détails étrangers à l'histoire du Petit-Citeaux, et surtout dans les longues énumérations d'une foule de noms qui supposent du reste des recherches minutieuses et considérables.

Ceci posé, je commence sans autre préambule.

L'abbaye du Petit-Citeaux, paroisse de La Colombe, était une des nombreuses filles de la grande abbaye de Citeaux, fondée par le bienheureux Robert, en 1098, à cinq lieues de Dijon, en Bourgogne.

Étienne Harding, second successeur de S^t Robert, vint lui-même, paraît-il, fonder l'abbaye du Petit-Citeaux, vers l'an 1121, sur la demande de Thibault IV, comte de Blois et de Dunois, et avec l'autorisation de l'évêque de Chartres, nommé Geoffroy; vu que cette contrée dépendait alors du diocèse de Chartres.

Thibault IV, surnommé le Grand, plutôt sans doute à cause de ses largesses que de ses succès politiques et militaires, était un zélé bienfaiteur des monastères et des couvents, près desquels, suivant plusieurs chroniques, il venait passer les principales fêtes de l'année, dans des bâtiments destinés à son usage. C'est là sans doute qu'il méditait sur la vanité des plaisirs et des grandeurs de ce monde.

On ne sait pas ce qui engagea ce prince à fonder l'abbaye du Petit-Citeaux, dans la forêt désignée alors sous le nom de Silvalonie, Silvelongue (*Silva-Longa*), aujourd'hui la forêt de Marchenoir.

Cette forêt dépendait à cette époque du comté de Dunois, dont Thibault IV jouissait avec ceux de Brie, de Champagne et de Blois. Toujours est-il qu'il donna à Étienne Harding une partie de ladite forêt pour l'établissement de ses religieux, et que c'est là que fut fondée la nouvelle abbaye.

Pour lui éviter toute contestation et lui assurer la paisible possession du terrain qu'il donnait aux religieux, Thibault le fit entourer à ses frais d'un large fossé « partant d'un endroit près « Autainville et tendant de borne en borne à La Colombe, dans la « partie qui regarde la Beauce, et de là jusqu'au grand chemin de « Marchenoir, appelé le chemin du Comte, jusqu'au carrefour « du chemin d'Autainville, etc... »

Dans sa charte de donation définitive, datée de 1142, il accorda *deux charrues de terre de sa métairie d'Arembert ou Raimbert*, et aussi sa métairie de *Montchaud*, en la paroisse de Verdes, avec ses bâtiments et son droit de fief.

Ces donation et fondation furent confirmées par son fils Thibault V, dit le Bon, sénéchal de France, huitième comte de Blois, vers l'an 1188, du consentement d'Alix, son épouse, et aussi du consentement de Louis et Philippe, leurs fils, et de Marguerite, Isabelle et Alix, leurs filles.

Elle fut depuis confirmée par Louis, neuvième comte de Blois et comte de Clermont, fils dudit Thibault-le-Bon, du consentement

de Catherine, son épouse, et de leurs enfants, par sa charte de 1199.

Elle le fut encore par Thibault VI, dit le Jeune, dixième comte de Blois et aussi comte de Chartres et de Clermont, fils dudit Louis, suivant sa charte de 1218, par laquelle il concéda la permission à l'abbaye de faire toutes et telles acquisitions qu'ils jugeraient à propos, de ses vassaux ou autres, dans son fief.

Par une charte du 25 avril 1263, Jean de Châtillon, comte de Blois et sire d'Avesnes, octroye et confirme à perpétuité au couvent de l'Aumône du Petit-Cîteaux, à tenir pour toujours, toutes les choses, lesquelles ils ont acquises de ses fiefs, etc..., en dons, achats, aumônes, depuis le temps de Thibault-le-Jeune, jusqu'au dit jour 25 avril 1263, et toutes lesquelles leur seront données en pure aumône...

Depuis cette fondation primitive, il a été fait quantité de donations à l'abbaye, tant en fonds de terres, métairies, vignes, que cens et rentes; en outre les acquisitions faites ensuite par les abbés réguliers ou commendataires, dont il sera question plus loin.

Dans les premiers temps de sa fondation, l'abbaye du Petit-Cîteaux était très-pauvre, n'ayant encore pour subvenir à ses besoins que les dons particuliers de Thibault IV et des personnes charitables qui venaient en aide aux religieux pour leur nourriture et la construction de leur couvent. Cette circonstance détermina Ulric, le premier abbé de cette communauté naissante, nommé par Étienne Harding, et solennellement consacré par l'évêque de Chartres, à donner à son abbaye le nom modeste et touchant de *Notre-Dame de l'Aumône*. C'était un témoignage de son humilité et de sa reconnaissance qui fut bientôt récompensé par la divine Providence, car, plus tard, la grande prospérité de cette abbaye et les biens considérables qu'elle posséda lui permirent de répandre d'abondantes aumônes dans les pays voisins.

Nous avons connu des vieillards de la contrée qui, il y a une vingtaine d'années, se rappelaient avoir vu, avant la destruction du couvent en 1793, des voitures chargées de blé arriver dans leurs paroisses, et envoyées par les bons religieux du *Petit-Cîteaux pour le soulagement des pauvres du pays*. L'abbaye s'appelait donc à la fin *Notre-Dame de l'Aumône*, non plus parce qu'elle vivait d'aumônes, mais parce qu'elle en faisait beaucoup aux environs, comme nous le verrons plus loin.

Une fois bien établi, le couvent du Petit-Cîteaux ne tarda pas à exercer une heureuse influence dans toute la contrée, par la vie très-édifiante de ses religieux et par l'exemple des personnes de toute condition, même des plus riches, qui vinrent s'y retirer pour se consacrer à Dieu et vivre dans le recueillement et la prière.

Bientôt la communauté s'accrut, dit M. Péan, au point que, quinze ans après son premier établissement, elle avait déjà fondé elle-même cinq abbayes de son ordre, celle de *Landais* en Berry, celles de *Gaverly* (1129) et de *Tuitern* (1131) en Angleterre, celles de *Bégard* (1130) et de *Langonet* en Bretagne (1136). — Cette prodigieuse prospérité engagea le souverain-pontife Innocent II à approuver la fondation de cette abbaye par une bulle spéciale donnée à Pise, au mois de mars de l'année 1136. Ce fut donc quelques années après que le comte Thibault ratifia sa donation de 1121 par sa charte de 1142 dont nous avons parlé plus haut.

Cet acte authentique fut signé par de nombreux témoins, parmi lesquels on remarque Bernier, prieur de Saint-Léonard, Richer, seigneur de Viévy, Herbert, seigneur de Moisy, et Hardouin, seigneur de Chantôme, paroisse de Binas.

Les possessions de l'abbaye du Petit-Cîteaux, dans les derniers temps qui ont précédé la Révolution de 93, consistaient en rentes, prés, vignes, terres labourables, deux moulins, sept étangs, vingt-huit métairies et onze cents arpents de bois.

Le tout était divisé en trois parties d'égal produit. L'abbé commendataire jouissait de la première et les religieux de la deuxième. La troisième était exclusivement affectée aux dépenses du culte, à l'entretien des bâtiments et au soulagement des pauvres, auxquels *on distribuait continuellement d'abondantes aumônes, tant à ceux qui se présentaient au couvent qu'à ceux qui habitaient les paroisses voisines...* Je ferai connaître plus loin le détail de tous ces biens et revenus.

Voici les principaux privilèges dont jouissait l'abbaye :

1^o Les terres qu'elle exploitait elle-même étaient exemptes de dîmes, et d'après une bulle d'Alexandre III, en date de 1163, son enclos était impénétrable et inviolable sous peine d'excommunication.

2^o L'abbé officiait avec la mitre, la dalmatique, l'anneau, la crosse pontificale et les autres ornements épiscopaux, et cela d'après une bulle de Callixte III, en date du mois de septembre 1455.

3^o Les registres de recettes des rentes qui lui étaient dues faisaient preuve en justice et tenaient lieu de titres, suivant les lettres patentes du roi Charles IX, en date du 25 octobre de l'année 1568.

4^o L'abbaye avait le droit de se servir d'un sceau spécial, très-ancien, sur lequel on lisait ces mots latins : *Sigillum abb. B. M. de Eleemosyna*.

Depuis sa fondation jusqu'au XVI^e siècle, l'abbaye du Petit-Cîteaux fut toujours gouvernée par des abbés réguliers ; mais, à partir de l'année 1539, elle eut des abbés commendataires qui percevaient le tiers des revenus, comme je viens de le dire ci-dessus. Elle eut beaucoup à souffrir au XV^e siècle de l'invasion des Anglais, qui pillèrent le trésor de son église, et au XVI^e siècle des incursions des protestants, qui y commirent les plus déplorables excès. Le couvent fut pillé et dévasté par ces farouches hérétiques qui, sous prétexte de *réforme*, se rendaient coupables de *meurtres*, *vols* et *incendies* partout où ils passaient. Son église fut alors en partie détruite, et on dut regretter, sous tous rapports, la perte de cet édifice, qui semble avoir été un petit chef-d'œuvre de l'art gothique. J'ai eu occasion de trouver sur l'emplacement de l'abbaye en ruines quelques débris de fûts de colonnes, de nervures et de chapiteaux parfaitement sculptés, ayant servi à la formation des piliers et des arcades, et j'ai pu juger de l'importance et de la beauté de cet édifice, dont la construction primitive m'a paru remonter au commencement du XIII^e siècle. C'est aussi l'avis de M. Péan. Suivant un acte de donation datant de 1228, ayant pour auteur Pierre de Salerne, et rappelant une autre donation analogue faite en 1190, par Payen, seigneur de Mondoubleau, on voit que « les principales pierres qui entrèrent dans cette construction » sortirent d'une carrière *appartenante* à l'abbaye de Vendôme, « située près de cette ville, dans un lieu appelé *La Chappe*. »

La preuve de ce fait est encore établie, dit M. Péan, dans un acte du mois de mars 1271, par lequel les religieux du Petit-Cîteaux reconnaissent que la carrière de La Chappe, près Vendôme, dont avaient été extraites les pierres pour la construction de leur église, appartient en propriété à l'abbaye de Vendôme, qui avait permis cette extraction, mais sans renoncer à la propriété du fonds.

Un grand nombre de personnages distingués demandèrent par

testament à être inhumés dans cette église, afin de participer davantage aux prières et aux pénitences des religieux de l'abbaye. Citons Nivelon de Meslay, inhumé le 16 janvier 1212; Geoffroy V, vicomte de Châteaudun, et Adélicie, sa femme, en l'année 1207; Foulques de Frazé, écuyer, seigneur de Villefleurs et de Charray, en 1217; Hugues de Meslay, en 1223; Philippe Roupenon, seigneur des Boulayes, en 1271; Robert Galaffre, curé de Saint-Mandé et de Montfollet, en 1469...

Après sa destruction presque complète par les protestants, cette église fut remplacée par l'ancien réfectoire du couvent, auquel on fit subir plusieurs modifications, pour le rendre propre à cette destination nouvelle. Le lambris fut mis à neuf et orné de peintures; un petit clocher fut élevé sur son comble pour recevoir l'horloge et la cloche des religieux. Ce bâtiment fut divisé, par une séparation spéciale, en deux parties, dont l'une forma la nef des fidèles et l'autre le chœur, qui fut convenablement décoré et qui, plus tard, reçut le magnifique autel en chêne sculpté qu'on voit aujourd'hui dans l'église de Viévy.

Au moment des dévastations commises par les protestants, les religieux avaient été obligés d'abandonner leur couvent pour éviter d'indignes traitements et même la mort. Pendant leur absence, les principaux titres de l'abbaye restèrent cachés chez un nommé Jacques de Varennes, seigneur de Chevrigny et habitant de La Colombe. Ce gentilhomme était protestant, et à cause de cela sa maison fut exempte des investigations des pillards huguenots. Comme il n'approuvait pas la conduite de ses coreligionnaires, il conserva avec soin les titres dont il avait accepté le dépôt, et il les remit fidèlement aux religieux aussitôt après leur retour dans l'abbaye dévastée.

Grâce à cette précaution, l'abbaye put rentrer en possession de tous ses biens, ce qui permit à l'abbé de faire exécuter au couvent toutes les réparations nécessaires et de continuer les aumônes ordinaires, *tant aux étrangers passants qu'aux pauvres de la contrée*. Les bons religieux faisaient passer la charité avant leurs propres besoins. « Jamais, dit M. Péan, l'abbaye ne se prévalut de « ses pertes pour se soustraire à la dépense à faire pour subvenir « aux nécessités publiques et particulières. En effet, dans aucune « circonstance, ses aumônes journalières ne furent ni moins « abondantes, ni moins générales; les religieux seuls ressentirent

« l'effet de la diminution de leurs revenus, l'augmentation de leurs charges ; et lorsqu'il eut été décidé que la ville de Châteaudun, incendiée en 1723, serait rebâtie, ils vendirent une coupe extraordinaire de bois, dont le prix montait à la somme de 35,100 fr., appliquée à la dépense de cette reconstruction. Cette somme représentait au moins 60,000 fr. de notre monnaie, ou pour mieux dire une valeur actuelle du bois. »

J'ai dit plus haut que les biens et rentes de l'abbaye avaient été partagés en trois lots, dont le premier était à la jouissance de l'abbé commendataire, le deuxième, à celle des religieux, et le troisième était destiné aux charges du couvent, dites *charges claustrales*, dont je parlerai ci-après. Voici les noms, par ordre alphabétique, des principaux pays dans lesquels se trouvaient ces biens, avec indication des donateurs :

AIGRE. — Par une charte en date du 27 janvier 1211, Geoffroy, vicomte de Châteaudun, du consentement d'Adélicie, son épouse, donna aux religieux du Petit-Cîteaux le droit de faire pâturer leurs bestiaux le long de la rivière d'Aigre.

AREMBERT. — Thibault, comte de Blois et de Châteaudun, en fondant l'abbaye, donna aux religieux, par sa charte de 1142, deux charrues de terre de sa ferme d'Arembert ou Rembert, en la paroisse de La Colombe, consistant en maisons, granges, étables, bergeries, cours, jardins, vignes. Par un acte passé devant Blanchard, notaire à Orléans, le 19 juin 1571, Antoine Bochetel, abbé commendataire de l'abbaye, et les religieux cédèrent cette métairie, à titre de bail pour 99 ans, à Jacques de Varennes, seigneur de Chevrigny, en raison des services rendus par lui au moment des guerres civiles pendant lesquelles ledit seigneur avait reçu, conservé les titres de ladite abbaye occupée par les soldats. Le tout moyennant environ 170 fr. par an, à payer à la Toussaint avec une demi-douzaine de lapereaux *bons et recevables*, et deux chapons.

LES ARPENTS. — Albéric de Rheims, par une charte de 1189, fit don à l'abbaye d'un demi-muid de pur froment sur sa terre d'Écoman, pour faire des hosties, et trois mesures de son meilleur vin pour la célébration des messes, avec 20 sols de son cens pour le luminaire du grand hôtel.

AVARAY. — Jean de Beauvilliers confirma, par une charte de 1226, la donation qui avait été faite à l'abbaye, par son père, de trois septiers de blé de rente sur les dîmes d'Avaray.

AUTAINVILLE. — Cette paroisse renfermait la majeure partie des bois de l'abbaye, surtout les taillis, la métairie de Pommereau, les terres de la Tuilerie, de Villeneuve, de Cognères et plusieurs maisons du bourg.

AUVILIERS. — Eudes de Percheronville, par sa charte de 1210, donna à

l'abbaye une certaine pièce de terre qu'il possédait entre et près Feularde et Auveilliers.

BEAUGENCY. — Par une transaction devant le notaire de Viévy, en date du 27 février 1462, Robert Galoffre, curé de Saint-Mandé, céda à l'abbaye tous ses droits sur une maison qui lui appartenait, à Beaugency, rue de la Favrière, moyennant 20 sols de rente par an.

BAULAY. — La métairie de Beaulay, sise en la paroisse de Charray, consistant en plusieurs bâtiments, maison, écurie, bergerie, granges, volières à pigeons, clos, pâture, jardin et 30 setiers de terre par saison. Le donateur est ignoré.

BAULE. — Une rente de 6 muids de blé constituée par Raoul de Baule sur sa seigneurie de ce nom, en 1221, sous le consentement de Manassès, évêque d'Orléans. Plus, des prés dans la vallée dudit Baule, donnés à l'abbaye par Jean de Beauvilliers.

BAZOCHE-GOUET. — Une rente de 8 livres qui fut amortie et remboursée en 1720 par Jacques Thenaisie, demeurant à la Colletière, audit Bazoché.

BLOIS. — Par une charte donnée sous le scel du doyen de Blois, en juin 1243, Benoist Bigot et Alix, sa femme, donnèrent à l'abbaye une maison et un demi-arpent de vigne. De plus, par une charte de 1255, Catherine-Isabelle d'Amboise donna 10 livres de rente sur ses moulins et sur le port de Blois, pour servir à l'achat du sel nécessaire à la consommation de l'abbaye. De plus, Jean de Briston donna en 1265 à l'abbaye 100 sols de rente sur la foire de Blois.

BONNEVAL. — Par un titre daté de janvier 1241, on voit que Renaud d'Escures donna à l'abbaye ses terres et bois sis à Boslay, près les murs de Bonneval.

LA BROSSE-SALERNE. — Une rente d'un septier de froment sur cette terre fut ratifiée et confirmée par Pierre de Salerne, au mois de janvier 1220.

CERQUEUX. — Hervé, dit Sans-Cens, et Renaud, son frère, donnèrent en pure aumône à l'abbaye tous leurs droits de cens et redevances, sur le lieu de Cerqueux, en la paroisse de Josnes, consistant en 42 deniers parisis, 3 pains, 3 poules et 6 muids d'avoine, payables chaque année le lendemain de Noël.

CHARRAY. — Fouché de Frazé confirma, en 1204, la donation faite par ses ancêtres de leurs dîmes sur la métairie de Villefleurs, et par la même charte il donna à l'abbaye ses dîmes et cens de Charray. Ce même seigneur, au mois de mai 1217, reconnaissant ses anciennes donations, et se trouvant dangereusement malade, donna à l'abbaye *où il avait choisi le lieu de sa sépulture*, 1 muid de blé de rente annuelle sur sa seigneurie de Charray.

CHARTRES. — En 1190, Gohier de Lanneray, et Légarde, son épouse, donnèrent à titre d'aumône à l'abbaye 4 sols et leurs grandes dîmes, pour loger et héberger les religieux de l'ordre qui allaient au Chapitre général ou qui en revenaient.

De plus, Étienne de Saint-Césaire donna, en 1218, aux religieux, 100 sols tournois de rente sur ses moulins à foulon de Chartres. Cette donation était faite pour la *pitance* des religieux, le jour qu'ils célébreraient l'anniversaire de Thibault, comte de Blois. De plus, en 1223, Hugues de Meslay et Mabille, son épouse, donnèrent 12 arpents de terre, à Poivilliers, près Chartres, exempts de toutes charges. Cette donation fut confirmée par ses héritiers Marguerite, femme de Guérin de Frazé, en 1222, et par Gosselin de Lèves, en 1224.

De plus, en 1239, Geoffroy de Meslay, vidame de Chartres, donna à l'abbaye 18 setiers de terre à Poivilliers, et *un étal à vendre de la laine au marché de Chartres*.

CHATEAUDUN. — En 1190, Payen de Mondoubleau donna à l'abbaye une rente annuelle de 20 livres à recevoir à Châteaudun sur son revenu. Cette donation, faite pour aider à la *construction de l'église de l'abbaye et ensuite pour le luminaire d'icelle*, fut confirmée en 1190 par Louis, comte de Blois et de Clermont.

De plus, Geoffroy, vicomte de Châteaudun, donna en mars 1204, à ladite abbaye, une maison sise à Châteaudun, à la Cordonnerie, ayant appartenu à Raoul et exempte de tous services.

De plus, ce même Geoffroy, ainsi que son épouse et ses enfants, donnèrent à l'abbaye, où ils *avaient choisi leur sépulture*, une maison et un étal ayant appartenu à messire Richer, curé de Saint-Médard de Châteaudun. De plus, Mathilde du Four et Guillaume de Poncé, son mari, donnèrent à l'abbaye 50 sols de rente qu'ils avaient sur la maison du sieur Sanglier.

De plus, en 1220, Geoffroy Heli, neveu de Geoffroy, chanoine de Chartres, donna à sa mort, aux religieux, une maison qu'il avait dans les vignes, avec les vignes qui en dépendaient.

De plus, Aubert de Saint-Sépulchre céda à l'abbaye tous ses droits de cens sur les vignes d'Écures, près Châteaudun.

De plus, Étienne Peaudelou donna à l'abbaye, en 1225, 2 arpents de vignes à la Croix-Roussière, terroir de Châteaudun. De plus, Geoffroy, dit Rabiaux, et Pétronille, sa femme, donnèrent à l'abbaye, en 1260, 3 setiers de froment et 3 setiers d'avoine sur leur métairie de La Rablière, pour faire tous les ans un service pour le repos de leurs âmes.

CHATILLON. — En 1227, Gérard de Chartres, voyant que les religieux n'avaient ni grange, ni maison pour serrer leurs dîmes de Châtillon, leur donna toute sa terre de Gâte-Forêt, close de haies et de fossés, pour en disposer à volonté.

CHEVREMONT. — Gauthier Chaperon donna à l'abbaye, en 1145, sa métairie de Chevremont, paroisse de Tripleville, laquelle s'étendait, est-il dit dans l'acte, jusqu'au milieu du fleuve d'Aigre (aujourd'hui l'étang de Verdes).

ÉCOMAN. — En 1189, Albéric de Rheims donna à l'abbaye un demi-muid de froment pour faire des hosties, et 3 muids de son meilleur vin pour les

messes. En 1208, Simon de Rheims, après la mort de son frère, céda à l'abbaye sa terre des Arpents ou Écotez, pour remplacer cette rente.

En 1211, Josselin, fils de Arrauld Malterre, donna à l'abbaye sa terre et son bois près le Josnet, par une charte et du consentement de Pierre de Villebeton, son tuteur.

LA FERTÉ-VILLENEUIL. — En 1212, Ursion de Meslay concéda à l'abbaye le droit de faire pâturer 140 bêtes à cornes dans ses forêts, et de jouir à perpétuité de 2 sols 2 deniers de cens donnés par Raoul de Villiers et Herbert de Thoriac.

De plus, Pierre de Villebeton donna à l'abbaye, en 1212, une portion de son pré de Pont-de-Pierre. De plus, en 1212, Geoffroy, vicomte de Châteaudun, donna à l'abbaye toute sa terre de Vosves et du Teillet, en outre l'herbage et pâturage sur la rivière d'Aigre, avec son cens sur La Ferté et Monceaux. De plus, en 1246, Hodeburge Mercatrix donna à l'abbaye toutes ses terres du Pont-de-Pierre, avec 2 maisons à La Ferté-Villeneuve, dans le marché. De plus, Charlotte Delahaye, veuve de François de Theligny, seigneur de Lierville et Verdes, donna à l'abbaye, en 1553, une noue de deux arpents, sise à Pont-Pierre, plus une rente sur la maison de la Corne-de-Cerf, à La Ferté-Villeneuve.

FRETTEVAL. — En 1207, Richer, curé de Saint-Médard de Châteaudun, donna à l'abbaye un pré que son père avait acheté de Hugues de Chaumont. De plus, en 1239, Gervais de Fleurs, prêtre, donna une vigne sise à Fretteval.

LA HELLIÈRE. — En 1235, Geoffroy Breton donna à l'abbaye une maison sise à Châteaudun, et 3 arpents de vigne sis au Clos-Bertin, avec 4 quartiers de vigne à La Hellière.

MANTIÉVILLE. — Geoffroy du Mesnil donna à l'abbaye, en 1211, tous ses biens de Tripleville et la métairie de Mantierville.

MÉZIÈRES. — En 1241, Renaud d'Écure et Guillaume de Fleurs donnèrent à l'abbaye tout ce qui leur appartenait en terre et cens au Boulay et à Mézières, près Bonneval.

MOULIN BATTEREAU. — En 1211, Hervé de Beauvoir donna à l'abbaye 1 septier de froment à prendre tous les ans sur le moulin Battereau, en la paroisse d'Auteuil....

Je n'ai mentionné dans cette énumération que ce qui m'a paru devoir intéresser les lecteurs de Châteaudun, car il y avait encore d'autres biens donnés à l'abbaye dans plusieurs autres paroisses des environs de Blois et de Beaugency.

Voici maintenant certains droits et usages concédés à l'abbaye par différents personnages qui m'ont semblé les plus remarquables :

1° En 1202, Louis IX, comte de Blois, accorda aux religieux du Petit-

Cîteaux et à leurs successeurs le droit de prendre, dans sa forêt de Silvalonie, des perches et charniers pour dresser les vignes, des roues de charrues, des pieux pour enclore les terres, le pâturage de leurs bestiaux et troupeaux, la glandée pour leurs porcs...

2° En 1225, Geoffroy, vicomte de Châteaudun, transigea avec l'abbaye sur ces droits qu'elle avait dans la forêt et sur une somme de 100 livres tournois, et il fut arrêté...

3° En 1477, François, comte de Dunois et de Longueville, confirma à l'abbaye son droit d'usage dans la forêt de Marchenoir, tant pour sa maladrerie de la Ferté-Villeneuve que pour ses métairies d'Arcet, de Boulay, Saintville (?) Roncevaux, etc...

J'ai parlé ci-dessus des *charges claustrales* auquel était affecté le troisième lot des biens de l'abbaye; je vais transcrire le détail de ces charges, tel qu'il se trouve dans le manuscrit de M. Péan :

1° Pour entretenir la lampe nuit et jour, devant le Saint-Sacrement	30 l.
2° Pour les cierges tant d'offices que de messes solennels	78 »
3° Pour chandelles des matines, de six mois de l'année.	20 »
4° Pour l'encens aux grandes fêtes	3 »
5° Pour pain et vin à dire les messes	30 »
6° Pour l'entretien et la nourriture du petit garçon à servir les messes	100 »
7° Pour entretenir les lampes et burettes de verre, les cordages des lampes et cloche	16 »
8° Pour l'entretien de l'horloge	15 »
Pour l'entretien des ornements, chasubles, dalmatiques, voiles de calices, tapis et coussinets des cinq couleurs	80 »
15° Pour entretenir une lampe au dortoir, pendant la nuit.	15 »
16° Pour acquitter et faire le service, chaque année, dans la chapelle de Saint-Laurent, distante de deux lieues de ladite abbaye, la veille et le jour de la fête de ce saint	50 »
17° Pour les messes abbatiales, qui sont au nombre de quarante-cinq	100 »
18° Pour les meubles et linges de l'infirmerie, etc., gages des médecins, chirurgiens et apothicaires, et d'un valet pour servir les malades.	600 »

19° Pour l'entretien des chambres d'hôte et la nourriture, etc.	500 »
20° Pour les deux aumônes générales qui se font le dimanche de la quinzaine et le jeudi absolu	4 muids de blé.
21° Pour les aumônes qui se doivent faire tous les jours à la porte du monastère	4 muids de méteil.
27° Pour entretenir un religieux aux études ou pour un précepteur dans l'abbaye, afin d'enseigner les jeunes religieux	300 l.

Telles sont les notes les plus intéressantes que j'ai puisées dans le manuscrit de M. Péan sur l'histoire du Petit-Cîteaux, jusqu'à la Révolution de 1793.

Je vais maintenant raconter sa triste fin et sa destruction presque entière, qui a duré jusqu'en ces derniers temps.

Donc, en l'année 1790, par suite de la loi anti-religieuse du 13 février, le prieur de l'abbaye, dom Marcel-Guillaume Maublang, et ses bons religieux furent informés officiellement de la suppression de leur ordre, et reçurent l'injonction de quitter leur monastère, dans un court délai, *avec la liberté de se retirer* où bon leur semblerait, et d'emporter, avec leurs vêtements, quelques objets indispensables de leurs cellules. Aussitôt les scellés furent posés sur tout le reste et sur tout le mobilier de l'église et de la sacristie, d'après la loi *de confiscation* rendue au nom du Peuple français....

Très-peu de temps après, on transporta au chef-lieu de district de Mer la cloche, les vases sacrés, les ornements sacerdotaux, et généralement tout ce qui servait au culte divin, pour être *convertis en matières monétaires*. Quant aux livres de la bibliothèque et aux archives de l'abbaye, ils furent dispersés, vendus ou détruits, suivant la décision de ceux qui présidaient à ce pillage officiel. Ensuite on fit une vente à l'encan et sur place de tous les objets mobiliers servant aux religieux et aux besoins du couvent, de sorte qu'il ne resta plus, dit M. Péan, que des *parois de murs* et des *cloisons chauves* et *dégradées par le vandalisme révolutionnaire*. Les bois considérables qui dépendaient de l'abbaye devinrent la propriété de l'État, comme ils le sont encore aujourd'hui.

Enfin les bâtiments, cours et jardins furent vendus et adjugés le 14 juin 1791 à un cultivateur de Sancheville pour et au nom

d'un sieur Nicolas Picfer, propriétaire à Paris, suivant procès-verbal d'adjudication devant les chefs du district. Ils passèrent successivement à plusieurs propriétaires, entre autres à la marquise d'Hautpoul, qui vint les habiter quelque temps.

Après tous ces changements, les principaux bâtiments furent une dernière fois vendus, *pour être démolis*, à un sieur Duchon, charpentier à Autainville, qui employa une partie des moellons à faire de la chaux et céda toutes les autres pierres propres à la construction aux habitants des communes voisines.

J'ai souvent rencontré, dans les villages bordant la forêt de Marchenoir, de magnifiques pierres taillées et sculptées qui provenaient de cette démolition et qu'on destinait à *noyer* dans la maçonnerie de quelque mur de grange, de bergerie ou de simple chaumière. Cette vue de témoins muets et éloquents, quoique insensibles, des grandeurs passées du vieux couvent de Cîteaux, me rappelait les vicissitudes et le néant des choses de ce monde, en même temps qu'elle excitait en moi des sentiments de tristesse et de regrets, au souvenir des bienfaits sans nombre de cette célèbre abbaye, dont il ne reste plus aujourd'hui que le nom.

Je m'arrête à ce triste souvenir et je regrette vivement que les paroisses de la Beauce soient privées de ce foyer bienfaisant de dévotion et de lumières évangéliques, qui, dans des temps plus heureux, entretenait en elles les sentiments de foi et de religion si nécessaires au bonheur de la famille et de la société.

A. MOUZÉ,

Curé de Saint-Léonard-de-Dunois.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 28 AOÛT 1877

L'an mil huit cent soixante-dix-sept, le vingt-huit août, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, en l'une des salles de l'hôtel-de-ville de Châteaudun, sous la présidence de M. Guinée.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Guinée, président; Lefèvre-Pontalis et le docteur Raimbert, vice-présidents; Brossier, trésorier; Pouillier, trésorier-adjoint; Clément; Gougeon, conservateur; Delcros, secrétaire;

Et MM. Allard, Hanquet, Berger, Bigot, Boret, Duchesne, le baron de Lallemant des Marais, Durand de Lallemant, Géray, Jumeau, H. Lecesne, l'abbé Lehoux, le comte de Mauny, l'abbé Peuffier, Sénéchal, Sens, Talbert, de Trémault, maire de Vendôme.

M. le Président déclare la séance ouverte.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Membres nouveaux. — Sept nouveaux membres ont été admis depuis la séance du 24 avril dernier, ce sont :

M. le marquis de RAGNY DE VILLA-REAL, présenté par MM. Guinée et Delcros.

M. l'abbé DELPUECH, curé d'Arrou, par MM. Brossier et Guinée.

M. LEGRAS, commissaire-priseur à Châteaudun, par MM. Pouillier et Gougeon.

M. MILLIÈRE, naturaliste, par MM. Guinée et Raimbert.

M. GOUGÈRES, instituteur à Saint-Denis-les-Ponts, par MM. Brossier et Cuissard.

M. DE LALLEMAND DES MARAIS fils, par MM. Guinée et Lefèvre-Pontalis.

M. DUJONCQUOY, par MM. Brossier et Géray.

DONS ET ÉCHANGES

Ossements fossiles trouvés à 1 m. 50 de profondeur dans une marnière située près de la gare du Gault-Saint-Denis; don de M. Charamond, instituteur au Gault.

MÉDAILLES

Une médaille romaine de la famille Postumia (argent).

Un denier tournois de Gaston d'Orléans.

Une maille tournois, un Hardy de Bretagne.

IMPRIMÉS

Les monuments mégalithiques de Thimecourt près Luzarches (Seine-et-Oise), constructions contemporaines de la pierre taillée, brochure envoyée par M. Gustave Millescamps.

Tableau généalogique et sceaux des seigneurs de Chevreuse, don de M. Moutié, président de la Société archéologique de Rambouillet.

Des périodes raisonnantes de l'aliénation mentale, par le docteur Bigot, directeur-médecin de l'Asile d'aliénés de Bonneval, 1 vol. in-8°, offert par l'auteur.

Le Havre avant l'histoire.

Album de la collection Caranda, troisième partie, comprenant l'explication des planches, don de M. Frédéric Moreau.

CÉRAMIQUE

Fragments de poterie vernissée portant une marque de l'abbaye du Petit-Cîteaux, offerts par M. Abel Deniau.

ANTIQUITÉS

Nucleus du Grand-Pressigny, offert par M. Brissaud, sous-directeur des contributions indirectes à Châteaudun. Ce beau spécimen de l'âge de pierre a trente centimètres de longueur sur douze centimètres de largeur.

Une pierre de fronde donnée également par M. Brissaud.

ÉCHANGES

Comptes-rendus et mémoires du Comité archéologique de Senlis, tome II, année 1876.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir : Procès-verbaux de mars 1877.

Bulletin de la Société d'étude des sciences naturelles de Béziers, décembre 1876.

Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry, année 1875.

Mémoires de la Société des sciences naturelles et historiques de Cannes et de l'arrondissement de Grasse, tome V, année 1875.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, année 1876.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie, année 1877, n° 1.

Rapport annuel de la Société Smithsonnienne de Washington, année 1875.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan, 1^{er} et 2^e semestres 1876.

Registres consulaires de la ville de Limoges, tome 1^{er}, première partie, 1504 à 1553.

Nobiliaire de la généralité de Limoges, tome II et tome III (feuilles une à soixante-une).

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome XXIV.

Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie, troisième série, tome V.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 4^e trimestre 1876.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois, 2^e trimestre 1877.

Mémoires de l'Académie du Gard, année 1875.

Annales des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, tome IV.

Revue des Sociétés savantes, tome IV (juillet, août, septembre 1876).

Bulletin de la Société archéologique de Touraine 1^{er} et 2^e trimestres 1877.

Mémoires de la même Société, tome XXVI, première partie, comprenant la chronique de l'abbaye de Baumont-lès-Tours.

M. Cuissard, d'Orléans, écrit à la Société que M. Vivet, de Châteaudun, possède quelques titres anciens concernant l'église de la Madeleine; ils seront mis, par le propriétaire, à la disposition des membres de la Société.

M. Cuissard annonce, en outre, l'envoi d'une copie des chartes relatives à l'histoire de Châteaudun.

M. le Président met en discussion l'article additionnel proposé pendant la séance générale dernière.

Cet article est discuté et adopté dans la forme ci-dessous :

« ART. 16 bis. — L'auteur de tout ouvrage inséré au Bulletin aura droit
« à dix exemplaires du numéro qui contiendra son travail, sans préjudice
« de la faculté de faire tirer, à part et à ses frais, un plus grand nombre
« d'exemplaires, avec l'autorisation du Bureau.

« Ces exemplaires ne pourront être mis dans le commerce.

« Les mêmes dispositions s'appliqueront aux ouvrages imprimés en dehors
« du Bulletin.

« L'auteur devra fixer le nombre d'exemplaires qu'il désire, en envoyant son
« travail. »

M. Brossier propose de nommer M. Duplessis membre correspondant de la Société.

Adopté à l'unanimité.

M. Lefèvre-Pontalis promet un travail relatif à un procès jugé vers 1665, sur l'exercice public de la religion réformée à Châteaudun, avec la copie du procès.

M. le marquis de Ragny, dont quelques ancêtres ont été inhumés dans la chapelle du château de Châteaudun, annonce l'envoi prochain de notes relatives à l'histoire de cette chapelle.

M. le Président fait connaître le nom du coléoptère fossile offert par M. Delcros. Cet insecte, contemporain de l'homme, se trouve encore à l'état vivant, en Provence. Il porte le nom d'*Hiporhinus Heerii*.

M. le Président lit une note sur M. Poulain de Bossay, ancien Président de la Société, due à M. Duplessis.

M. Clément lit un rapport détaillé sur l'ouragan qui a sévi à Coinces le 7 septembre 1876.

La séance est levée.

NOTICE NÉCROLOGIQUE

SUR

PROSPER-AUGUSTE POULAIN DE BOSSAY

Prosper-Auguste POULAIN DE BOSSAY naquit à Bossay (Indre-et-Loire), le 11 juin 1798. Il appartenait à une famille honorable, dans laquelle il avait puisé un goût pour le travail qui ne l'abandonna jamais. Il fit de fortes études, et lorsqu'il eut obtenu ses premiers diplômes, il décida qu'il se vouerait à l'enseignement. Les succès qu'il avait eus dans ses classes avaient attiré sur lui l'attention de ses maîtres, et, le jour où il songea sérieusement à entrer dans la carrière du professorat, il trouva, chez ceux qui l'avaient instruit, des protecteurs dévoués et ardents. Il n'avait pas encore dix-huit ans lorsqu'il fut nommé régent de septième au collège de Bergerac, le 14 mars 1816. Il occupa ces modestes fonctions jusqu'au 30 septembre 1817. A cette époque, il obtint un petit avancement : il passa régent de cinquième au collège de Périgueux. Dans les rares moments de loisir que lui laissaient ces fonctions, il travaillait à agrandir le cercle de ses connaissances ; il suivait les leçons de ses confrères plus avancés dans la carrière, et le jeune maître consentait volontiers, à certaines heures du jour, à reprendre le rôle de disciple qu'il avait bien récemment quitté.

Cette ardeur pour l'étude, ce besoin continu de s'instruire, valurent à M. Poulain de Bossay, en même temps que l'estime et la considération de ses chefs hiérarchiques, une supériorité sur ses collègues qui ne tarda pas à avoir sa récompense. Après avoir passé trois ans loin de son centre de prédilection, loin de sa famille et de ses amis d'enfance, il fut appelé comme maître élémentaire au lycée d'Angers (18 octobre 1819), où ses laborieuses aptitudes ne tardèrent pas à être appréciées comme elles le devaient. Le 28 octobre 1820, il fut nommé agrégé d'histoire au même lycée, fut chargé de remplir les fonctions de censeur le 15 juin 1821, et il n'obtint le titre de professeur d'histoire que le 7 janvier 1822.

Le recteur de l'Académie d'Angers, M. Delisle, avec son coup

d'œil exercé, avec cette connaissance des hommes que donne une longue pratique, jugea promptement que le jeune professeur qui venait de lui être envoyé était digne de toute sa sympathie. Il lui facilita les moyens, en dehors des classes, de fréquenter les lieux d'études où son protégé pouvait utilement occuper ses loisirs; pour lui rendre moins pénible l'isolement dans lequel il vivait, il l'attira chez lui, le reçut avec bienveillance et, au bout de quelques années, lorsque le recteur eut été à même de s'assurer qu'à côté d'une instruction solide et variée, il y avait chez M. Poulain de Bossay une grande droiture de caractère, des qualités solides et une ferme volonté de parvenir en ne s'appuyant que sur le travail, il lui donna sa fille en mariage. Le jeune professeur trouva ainsi chez son supérieur le plus élevé dans l'ordre hiérarchique un second père, père par l'union qui venait d'être contractée, père aussi par la bienveillance avec laquelle M. Delisle avait mis son subordonné à même de se produire et de montrer tout ce qu'il y avait en lui de savoir modeste et de solide instruction. Jusqu'à la fin de sa vie M. Poulain de Bossay garda une reconnaissance attendrie pour son beau-père, qui, le premier dans la vie, lui avait tendu une main amie.

M. Poulain de Bossay séjourna à Angers huit années consécutives; il ne quitta cette ville où il s'était marié et où, grâce à cette union, il s'était créé de nombreuses et agréables relations, qu'avec un avancement réel. La distinction avec laquelle il avait rempli les fonctions qui lui avaient été confiées, les notes excellentes que le recteur de l'Académie et les inspecteurs de l'Université avaient fournies sur son compte au Ministère de l'Instruction publique attirèrent sur lui l'attention du Gouvernement. Le 9 novembre 1824, il fut chargé, comme suppléant, du cours d'histoire au collège Bourbon. Il fut appelé à Versailles pour remplacer au collège de cette ville le censeur qui venait de recevoir une autre destination, mais il n'occupa ce poste que fort peu de temps. Entré en fonctions le 30 septembre 1827, il fut désigné le 5 novembre de la même année pour remplir la chaire d'histoire devenue vacante. Le moment n'était pas encore venu pour M. Poulain de Bossay d'entrer dans la carrière administrative; à cette époque de sa vie, la robe du professeur lui convenait mieux que tout autre uniforme, et les fonctions délicates de surveillant général des études ne lui souriaient en aucune façon.

L'apprentissage qu'il avait fait dans le midi de la France, puis à Angers, l'avait d'ailleurs préparé à la chaire qui lui était offerte plutôt qu'à tout autre travail ; l'enseignement de l'histoire devint désormais le but vers lequel se dirigèrent tous ses efforts. Son séjour à Versailles ne fut pas au surplus de bien longue durée. Les professeurs appelés dans cette ville placée tout près de Paris, et surtout tout près de l'administration supérieure, sont certains de venir au bout de quelques années à Paris, s'ils sont à la hauteur de la situation qu'ils occupent. Le collège de Versailles est l'avant-dernier échelon de l'échelle universitaire. C'est, aujourd'hui encore, dans cet établissement que se recrute le plus souvent le personnel des lycées de Paris, personnel d'élite auquel, de tous les coins de la France, les familles viennent demander pour leurs enfants une éducation forte et une instruction solide.

Le 17 octobre 1830, M. Poulain de Bossay quittait Versailles pour venir à Paris où il était appelé avec le titre d'agrégé spécial d'histoire au collège Saint-Louis, et trois ans plus tard, le 31 décembre 1833, il allait prendre possession au collège Henri IV d'un poste analogue à celui qu'il occupait précédemment dans cette ville. Pendant six ans, il fit le cours d'histoire aux jeunes gens qui suivaient les classes supérieures, et ses élèves ont conservé un bon souvenir de la clarté avec laquelle il faisait ses leçons, et de la bienveillance affectueuse qu'il portait à tous ceux qui voulaient sérieusement travailler. Pendant le temps qu'il passa au collège Henri IV, M. Poulain de Bossay publia plusieurs ouvrages classiques sur l'histoire et la géographie, dans lesquels était résumé de la façon la plus concise l'enseignement du professeur. Ses ouvrages, de nos jours encore adoptés dans plusieurs maisons d'éducation, sont estimés par les juges les plus compétents comme des petits traités excellents tout à fait à la portée des jeunes intelligences auxquelles ils s'adressent, et longtemps encore ils devront servir de modèle aux ouvrages analogues destinés à être mis entre les mains des débutants. C'est au collège Henri IV que M. Poulain de Bossay termina sa carrière de professeur. Il ne quitta qu'avec regret ces fonctions qu'il avait si bien remplies, qui lui avaient valu l'estime de ses chefs et qui avaient attiré sur lui l'attention de l'administration supérieure ; mais il pensa qu'il pouvait, dans la nouvelle situation qui lui était faite, rendre encore de nombreux services à l'Université, et il n'hésita pas à sacrifier

ses convenances personnelles à l'intérêt de la chose publique. Le 7 septembre 1839, il avait été désigné pour aller diriger l'Académie de Besançon, mais une décision nouvelle modifia le premier arrêté, et huit jours après, le 14 septembre 1839, il prenait possession, comme recteur, de l'Académie d'Orléans. Ces nouvelles fonctions imposées à M. Poulain de Bossay exigeaient une entente de l'administration et une connaissance des hommes qui d'ordinaire ne s'acquiert que lentement; grâce à son caractère ferme, mais conciliant, grâce aussi à un travail incessant, le professeur ne tarda pas à devenir un excellent administrateur. Doué d'une très-grande activité, d'une énergie que ne rebutaient ni la routine, ni la mauvaise volonté, M. Poulain de Bossay parvint sans peine, en apparence du moins, à imprimer une direction salutaire aux différents services placés sous ses ordres; il s'efforça de développer l'instruction dans toutes les branches, et les instituteurs primaires furent tout particulièrement l'objet de sa sollicitude; il sut récompenser ces modestes fonctionnaires dans la limite des ressources qui étaient mises à sa disposition et se fit le défenseur de tous les dévouements à la cause de l'instruction qui lui étaient signalés.

Le parfait état dans lequel M. Poulain de Bossay avait mis l'Académie d'Orléans appela de nouveau sur le fonctionnaire l'attention du Ministre de l'Instruction publique lorsque la place de proviseur au collège Saint-Louis, à Paris, se trouva vacante. Le grand-maître de l'Université fit venir auprès de lui M. Poulain de Bossay, le sollicita vivement d'accepter le poste qu'il lui offrait et ne lui cacha pas l'importance qu'il attachait à placer à la tête d'un des premiers collèges de Paris un administrateur qui avait fait ses preuves. Les relations que le recteur d'Orléans s'était créées dans le département à la tête duquel il avait été placé, la situation exceptionnelle que lui avait faite l'aménité de son caractère, retenaient M. Poulain de Bossay au milieu de la société qui l'avait accueilli d'abord avec bienveillance, bientôt avec une affection non équivoque; mais, devant la considération que le Ministre fit valoir, l'homme du devoir reparut, et M. Poulain de Bossay consentit à quitter les fonctions de recteur qu'il occupait depuis six années pour venir à Paris se mettre à la tête du collège Saint-Louis. Il fut installé le 16 février 1845. Pendant neuf ans, c'est-à-dire jusqu'au jour où il fut admis à faire valoir ses droits à la retraite (1^{er} mai 1852), il ne cessa de s'occuper avec une sollicitude toute

paternelle des élèves qui lui étaient confiés. Rien n'échappait à sa vigilance : il descendait jusqu'aux soins les plus minutieux du service ; mais il donnait particulièrement son attention à l'instruction elle-même, laquelle, sous sa sage direction, prit un développement qu'elle n'avait pas eu précédemment. Les professeurs que M. Poulain de Bossay eut sous ses ordres pendant le temps qu'il passa au collège Saint-Louis sont encore là pour dire, mieux que nous ne pourrions le faire nous-même, l'impulsion qu'il donna aux études et le souci qu'il prenait du bien-être intellectuel de tout le monde.

Lorsque M. Poulain de Bossay eut pris sa retraite, ou, pour mieux dire, lorsqu'il fut mis à la retraite, l'idée ne lui vint pas un seul instant de cesser de travailler. Quand, pendant toute son existence, on n'a trouvé quelque plaisir que dans l'étude ou dans l'accomplissement de ses devoirs professionnels, on ne peut brusquement se résoudre à quitter un genre de vie que l'on a toujours pratiqué : M. Poulain de Bossay se retira à la campagne dans une charmante propriété qu'il tenait de la famille de sa femme, et là, lorsqu'il ne cultivait pas ses fleurs, lorsqu'il ne taillait pas ses arbres, lorsqu'il ne surveillait pas sa serre, il continuait sur l'histoire et la géographie les travaux qui avaient occupé la plus grande partie de sa vie ; il faisait le bien aussi et songeait à améliorer la situation des populations au milieu desquelles il avait été se retirer. Il fonda une Société de secours mutuels, obtint, pendant le court espace de temps où il fut maire d'Arrou, plusieurs concessions de routes qui, en rendant les communications plus faciles, donnaient au commerce de la commune qu'il dirigeait, un essor dont elle avait grand besoin.

Lorsque la Société Dunoise fut fondée, M. Poulain de Bossay fut un des premiers qui signa à son acte de naissance, et dès le début il fit partie du bureau ; le 29 novembre 1864, il était nommé vice-président. Au mois de janvier 1870, par 21 voix sur 25 votants, M. Poulain de Bossay était appelé à occuper le fauteuil du président, qu'il n'a quitté qu'à sa mort. Non-seulement ce titre et cette fonction étaient donnés à un homme qui honorait, par sa longue carrière dans l'Université et par ses travaux personnels, la Société, mais ils étaient accordés à un travailleur qui avait fourni le premier Mémoire qui fut imprimé dans le bulletin de la Société Dunoise. La collection des bulletins commence en effet par la publication de la Charte de commune de Châteaudun,

document d'une importance réelle, tant au point de vue de l'histoire de la localité qu'au point de vue de l'histoire générale. Cette publication exigea une collation attentive des trois exemplaires de cette chartre, conservés à la Bibliothèque de Châteaudun, et ce travail difficile fut fait par M. Poulain de Bossay avec un soin minutieux. Le même volume des bulletins contient un autre travail de M. Poulain de Bossay *sur l'origine du mot Bazoche*. C'était une dissertation savante dans laquelle l'auteur s'efforçait d'expliquer le motif qui avait fait donner ce nom à un grand nombre de localités de l'Ouest de la France. Sous les auspices de cette même Société, M. Poulain de Bossay publia les chartes octroyées de 1193 à 1197 par Louis I^{er}, comte de Blois, de Chartres et de Clermont, et une Topographie archéologique du Pays Dunois, qui témoignent en même temps de son érudition, de son zèle pour la Société et de son activité à un âge où d'ordinaire les plus laborieux songent uniquement à se reposer.

Cette existence si bien remplie, cette vie consacrée au travail et au bien, s'éteignit le 31 octobre 1876 à la Rémonière, commune d'Arrou. Autour du cercueil du professeur distingué, de l'administrateur diligent et de l'homme de bien, se pressaient tous les habitants des environs, désireux de rendre un témoignage d'estime et de reconnaissance à celui qui n'était plus et qu'ils avaient toujours trouvé plein de bienveillance et d'affabilité. Plusieurs parents ou anciens collègues étaient venus de loin rendre un suprême hommage à l'ami qu'ils n'avaient cessé d'honorer, et si celui qui écrit ces lignes n'était pas là dans ce jour de deuil, c'est qu'il n'avait pu être prévenu à temps, et que, le jour où il fut informé de la mort de M. Poulain de Bossay, la cérémonie des obsèques était terminée. Il eût tenu cependant plus que qu'il que ce soit à dire un dernier adieu à celui qui fut le plus ancien ami de son père, à celui qui voulut bien lui servir de tuteur, à celui qui, dans toute sa carrière, lui avait toujours tendu une main amie, et qui l'avait encouragé de ses conseils comme il l'avait dirigé par son exemple.

Georges DUPLESSIS.

NOTICE SUR LA TROMBE

QUI A OCCASIONNÉ LE DÉSASTRE DE COÏNCES

Le jeudi 7 septembre 1876, une trombe extraordinaire et telle qu'il n'en a jamais été remarqué dans la contrée, a sévi entre la commune de Thiville et la forêt d'Orléans, sur une longueur d'au moins quarante kilomètres.

Depuis plusieurs jours le ciel était chargé d'électricité; la veille, à six heures du matin, un orage avait passé au nord-ouest de Châteaudun et il était tombé dix millimètres d'eau; pendant la nuit du 6 au 7, il a plu avec de fortes bourrasques; le 7, à midi, le thermomètre centigrade marquait à l'ombre 19°, le baromètre, à l'altitude de 146 mètres et corrigé à zéro, marquait 739^{mm} 84.

A six heures du soir, un orage a passé au sud de Châteaudun entre Bapaume, commune de Thiville, et Malainville, commune de La Chapelle-du-Noyer. A Malainville et dans les environs il est tombé de la grêle et des morceaux de glace mi-plats affectant différentes formes (couronnes, étoiles hexagones, etc.) A Châteaudun, distant de trois kilomètres, la pluie a été torrentielle et a duré depuis six heures jusqu'à sept heures et demie du soir. On a entendu plusieurs violents coups de tonnerre, et la pluie tombée marquait 16° centigrades.

L'orage en lui-même n'a rien eu d'extraordinaire; mais le fait le plus important à noter, dans cette soirée du 7 septembre, a été la trombe dont les effets furent si désastreux dans Eure-et-Loir et sur le Loiret.

C'est vers six heures du soir que le phénomène a commencé. Il s'est fait sentir d'abord à l'extrémité ouest de l'avenue du château de Champromain, où il a brisé quelques branches d'arbres; ensuite, il s'est avancé en ligne droite dans la direction de l'ouest à l'est, en inclinant de quelques degrés vers le sud; il a traversé la route de Châteaudun à Beaugency en laissant le bourg de Thiville et les hameaux environnants parfaitement tranquilles; il a passé sur les

carrières de Villengears en arrachant les tuiles d'un petit bâtiment servant d'abri aux carriers; et, un peu au delà, il a rencontré un poulailler mobile, monté sur des roues, appartenant à M. Marmasse, cultivateur à la ferme de Villengears; ce poulailler était neuf, il contenait environ cent cinquante poules qui se nourrissaient du grain resté à terre après la moisson. Le poulailler a été enlevé, renversé deux fois sur lui-même et brisé en mille morceaux, les éclats en ont été projetés au loin comme des brins de paille, et on a pu en ramasser des débris à Niverville, commune d'Ozoir-le-Breuil, distant de trois kilomètres du lieu du dégât. La pluie avait détrem pé le sol au moment où la trombe a paru. Des cent cinquante poules que contenait le poulailler, six seulement ont pu échapper au désastre, les autres ont été littéralement étouffées et presque entièrement enterrées dans le sol détrem pé.

La cabane du berger de la même ferme, placée à peu de distance du poulailler, a éprouvé le même sort; elle a été atteinte par la trombe, culbutée deux fois et brisée en morceaux; une des roues a été entraînée en roulant à plus de cinquante mètres de distance. Une ornière profonde marquait la trace de son passage.

La perte matérielle qu'a éprouvée M. Marmasse, par ce désastre, peut, sans exagération être évaluée à mille francs.

La trombe a continué sa marche, toujours en ligne droite, en laissant de côté le hameau de Niverville; mais, en face, le moulin à vent du Pensier, établi sur une grosse et solide tour en pierre, a été atteint : heureusement le garçon-meunier, apercevant la tempête, eut le temps de serrer la voiture; celle-ci ne fut pas détériorée, mais la calotte du moulin fut enlevée de plus d'un mètre au dessus de l'entablement et retomba sur le mur, à côté des galets qui servent à son orientation. Toute la couverture de la calotte, en bardeau de chêne, a été emportée et les bardeaux projetés à une grande distance et dans toutes les directions.

La trombe s'est abattue ensuite sur les premières maisons d'Ozoir-le-Breuil, au chemin de Morgues, elle y a rasé plusieurs cheminées au niveau des toits, a détaché des parties de toitures en chaume et en ardoises, les a enlevées à une grande hauteur et, les brisant dans l'espace, elle en a projeté les débris au loin.

Au nord-est du chef-lieu d'Ozoir-le-Breuil, le nouveau cimetière était en construction, les murs étaient montés à deux mètres de hauteur; la trombe, prenant ces murs légèrement en oblique, les

a renversés en arrachant jusqu'aux pierres des fondations ; plusieurs pierres de taille de l'angle nord-est ont été violemment enlevées et projetées à cinq ou six mètres de distance, et en retombant se sont enfoncées dans la terre de la moitié de leur épaisseur. La longueur des murs démolis a été, sur les trois côtés atteints, d'environ quatre-vingts mètres. Par la trace de ces murs et des bâtiments voisins on peut reconnaître que la largeur de la trombe, mesurée d'équerre à sa direction, ne dépassait pas cent vingt mètres.

A un kilomètre environ au delà d'Ozoir-le-Breuil, se trouvait le moulin à vent du sieur Vénot qui était établi en cet endroit depuis plusieurs années ; sa construction en bois sur pivot présentait une grande stabilité ; néanmoins, rencontré par le fléau, ce moulin a été enlevé une première fois sur lui-même et est retombé en place, mais à une nouvelle secousse il a été renversé ; le garçon meunier qui se trouvait dans le moulin au moment de l'accident a été aussi renversé, mais sans autre mal qu'une grande frayeur. Quant au moulin, il a été brisé dans sa chute ; la volée établie comme à la plupart des moulins actuels avec lames et en bois mince, a été complètement détruite. Quelques jours après, nous avons vu les débris du moulin couchés par terre, c'était un amas informe de pièces de charpente, de meules, d'engrenages, etc., le tout tellement brisé que pas un seul morceau n'était propre à être réemployé (1). La perte du sieur Vénot a été évaluée à quatre mille francs.

La trombe, poursuivant toujours sa marche, a rencontré le hameau de Juvrainville, commune de Villampuy, elle a traversé d'équerre la rue principale vers l'extrémité sud, et là, comme à Ozoir-le-Breuil, elle a arraché la charpente et la couverture des bâtiments qui lui ont fait obstacle. Une grange neuve, construite en grosse maçonnerie et couverte en ardoises, était remplie de grains en gerbes, elle avait sa grande porte ouverte, celle de derrière était fermée. La foudre est entrée violemment dans la grange et a soulevé une partie de la couverture qu'elle a brisée, elle a enfoncé la porte de derrière en brisant les ferrures ; et, comme cette porte était retenue dans son milieu par une forte barre d'arrêt en fer, scellée elle-même dans une grosse pierre de

(1) Depuis cette époque le moulin a été rétabli, mais, cette fois, en forme de tour ronde avec des murs très-épais.

taille du jambage de la porte, elle a descellé la pierre d'entre les autres assises et l'a lancée à plus de huit mètres de distance dans le champ voisin.

Le courant, laissant sur sa gauche le hameau de Villevêque, vint ensuite fondre sur l'extrémité nord du chef-lieu de la commune de Villamblain (Loiret), où il fit les mêmes ravages que sur Eure-et-Loir; de plus, il causa la mort d'un habitant qui, abrité dans sa grange, fut écrasé par la chute d'un pan de mur. Le moulin à vent placé auprès du bourg a été également renversé.

Le fléau prit également en travers le bourg de Tournois, et, en même temps qu'il faisait voler en éclats les toitures des habitations, il enleva de sur ses chevaux un malheureux charretier qui revenait de labourer et le lança avec tant de force contre un mur que cet homme fut tué sur le coup.

Enfin, après avoir atteint le bourg de Coinces, où elle a fait les plus grands ravages, ayant passé au milieu du pays, la trombe s'est dirigée vers la forêt d'Orléans et s'y est dissipée, non sans avoir causé de graves dégâts.

Il nous reste à donner quelques détails sur la marche de la trombe, marche qui a été si rapide que la plupart des personnes qui en ont été victimes n'ont été averties de son apparition que par le bruit des toitures enlevées et brisées.

Bien que ce soit, comme nous l'avons dit, auprès du château de Champromain que les premiers effets de la trombe ont été remarqués, on a reconnu qu'au moment du désastre une nuée très-forte passait vers Malainville et s'avancait à l'Est dans une direction parallèle et à peu de distance de la trombe, et qu'en même temps une autre nuée passait sur La Ferté-Villeneuil en suivant la vallée d'Aigre; plusieurs courants d'air se sont produits dans des directions opposées et on a surtout remarqué un vent violent qui a passé sur les bois de Bapaume.

Il est présumable que deux courants contraires, chargés d'électricité, se sont heurtés, puis réunis, pour produire le phénomène, lequel prit la forme d'un cône renversé dont la base se perdait dans les airs, tandis que la partie inférieure rasait le sol. La trombe s'est ensuite mise en marche en tournoyant de droite à gauche avec une rapidité vertigineuse, tout en avançant en ligne droite avec une vitesse prodigieuse.

Plusieurs personnes qui revenaient du marché de Châteaudun

et qui eurent la chance de se trouver en côté et à distance du tourbillon, ont pu remarquer qu'il avait la teinte d'un nuage très-sombre et très-fortement agité dans lequel le vent soufflait avec furie, et qui semblait, en tournoyant, descendre et remonter avec rapidité.

On estime que la trombe n'a guère mis plus de vingt minutes à franchir les quarante kilomètres de son parcours, c'est donc deux kilomètres par minute et trente-trois mètres par seconde; cette marche est une des plus rapides que l'on connaisse, et, si l'on tient compte en outre de la marche circulaire du tourbillon, on peut sans exagération porter au double la vitesse augmentée par la rotation.

Sur le sol, l'effet de la foudre a été si violent que des instruments aratoires fixés à la terre ont été arrachés, enlevés à plusieurs mètres et transportés au loin; on a remarqué dans les guérets de longs sillons creusés par le courant suivant plusieurs directions. Des pommes de terre ont été arrachées du sol et éparpillées à l'entour; un homme enveloppé dans sa limousine a été enlevé à deux mètres du sol, porté à huit mètres, puis renversé.

Le vent soufflait faiblement en dehors de l'action de la trombe, et, aussi tôt qu'elle a été passée, le calme a repris immédiatement.

Le lendemain du désastre, dans tous les endroits qui avaient été atteints, c'était une scène de désolation indescriptible, les champs étaient couverts de blé en gerbes, de paille et de fourrages provenant de meules renversées; dans les bourgs et villages, les rues et les jardins étaient jonchés de pièces de charpente, d'ardoises, de tuiles, de chaume, débris de toiture, etc., le tout littéralement brisé et réduit en minces copeaux.

On voyait encore en différents endroits des chevrons enfoncés dans la terre de plus d'un demi-mètre et quantité d'ardoises piquées comme à la main dans des troncs d'arbres.

Les granges qui étaient complètement remplies et dont toutes les issues étaient fermées, les maisons divisées en étages par des planchers et coupées par des cloisons ont eu beaucoup moins à souffrir que les bâtiments dans lesquels il existait un vide quelconque, et c'est presque toujours du côté opposé à la marche du courant que les toitures ont été enlevées.

On voit souvent en été, dans les mois d'août et de septembre, des courants d'air qui rasent le sol en tourbillonnant, et qui

s'élèvent en l'air en forme de colonne mouvante, entraînant avec elle le sable des routes et la poussière des guérets, et formant dans les hautes régions de l'atmosphère un nuage jaunâtre qui reste souvent plusieurs heures avant de se dissiper. C'est, sur une petite échelle, le même phénomène que celui que nous venons de décrire.

Le désastre de Coinces est arrivé à une époque où les travaux de la moisson étaient entièrement terminés. Si, par malheur, la trombe se fût produite au moment de la moisson, elle eût causé des pertes incalculables.

L'expertise des dégâts causés par la trombe a été faite par des hommes consciencieux quelques jours après son passage, et elle s'est élevée à la somme de cent vingt mille francs, savoir : quatorze mille francs sur le département d'Eure-et-Loir, et cent six mille francs sur le département du Loiret.

L. CLÉMENT.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 30 OCTOBRE 1877

L'an mil huit cent soixante-dix-sept, le trente octobre, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, en l'une des salles de l'hôtel-de-ville de Châteaudun, à une heure, sous la présidence de M. Guinée.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Guinée, président ; docteur Raimbert, vice-président ; Brossier, trésorier ; Gougeon, conservateur ; Pouillier, trésorier-adjoint ; Delcros, secrétaire ; Clément, membre ;

Et MM. Allard, Aumoine, Berger, Boret, Brault, Desbans, Duchesne, Durand, docteur Foisy, Géray, baron de Lallemant, Lecesne, Loignonec, Pavie, Sence, Sénéchal.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Membres nouveaux. — Cinq nouveaux membres ont été admis depuis la séance du 28 août dernier ; ce sont :

M. JUCHET Georges, cultivateur à Harville, commune de Civry, présenté par MM. Clément et l'abbé PEUFFIER, curé de Civry.

M. MORIN, instituteur aux Châteliers-Notre-Dame, présenté par MM. Brossier et Gougères.

M. LAUFFRAY (Léon), notaire à Caen, présenté par MM. Brossier et Guinée.

M. ROUGEREAU, délégué à la perception de Tours, par MM. Brossier et Pouillier.

M. l'abbé CHEVALLIER, curé d'Alluyes, présenté par MM. Rabouin et Brossier.

Dons et échanges. — M. Gougeon, conservateur, donne la liste des objets offerts à la Société depuis sa dernière séance générale :

DONS

M. le baron de Villebresme offre à la Société un grand nombre de monnaies anciennes :

1° Quatre monnaies d'argent :

Une médaille de l'empereur Commode. COMM. AUG. P. FEL. Tête laurée à droite. Le revers est presque fruste.

Une monnaie de Ferdinand et Isabelle de Castille.

Un huitième d'écu de Henri III, roi de France. † HENRICUS D. G. FRANC. ET POL. REX. 1582. Croix fleurdelisée. R. SIT NOMEN DOMINI BENEDICTUM. Écu couronné accosté de H. III.

Un demi-franc de Henri IV, roi de France.

† HENRICUS III. D. G. FRAN. ET NAVA. REX. Buste du Roi, lauré et cuirassé, à droite. R. SIT NOMEN DOMINI BENEDICTUM. 1598. Croix fleuronée avec H au centre.

2° Vingt-neuf monnaies de bronze ou potin :

Deux romaines, l'une de Saloninus, en potin, l'autre de Constantin, petit bronze.

Un douzain de Henri III, roi de France (douzain du Dauphiné). Deux doubles tournois de Louis XIII.

Une pièce de deux sols de la colonie de Cayenne ; 1789.

Neuf jetons, dont deux de la mairie de la ville d'Angers.

Onze monnaies de cuivre suisses, allemandes, grecques, mexicaines, anglaises.

Trois pièces frustes.

MONUMENTS ET OBJETS ANCIENS

M. Coutant offre une pierre tumulaire trouvée aux abords de l'ancienne église de Saint-Médard.

M. Clément offre une clef ancienne trouvée dans les fouilles du nouvel abattoir, au faubourg Saint-Jean.

M. Pavie offre un silex taillé.

MANUSCRITS ET IMPRIMÉS

M. Durand-Brault offre une Ordonnance sur le fait des maîtres tonneliers du comté de Dunois.

Mémoires et documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, tome xvi^e.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie, année 1877, n° 2.

Bulletin de la Commission des antiquaires de la Seine-Inférieure, année 1875.

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, année 1877, 31^e volume.

Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois, 3^e trimestre 1877.

Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard, 3^e série, 1^{er} volume.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan, année 1877.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais ; 2^e, 3^e, 4^e trimestres 1876 et 1^{er} trimestre 1877.

M. le Président met en discussion la proposition qui a été faite par M. Pouillier, d'adresser à l'autorité compétente une demande de déclaration d'utilité publique en faveur de la Société Dunoise.

L'assemblée décide, à l'unanimité, que la demande sera faite le plus tôt possible.

Certains fonctionnaires, membres de la Société, notamment les instituteurs des communes, ne sont pas libres le mardi ; il en résulte ce grave inconvénient que des catégories entières de membres ne peuvent jamais assister aux séances générales : sur l'initiative de M. le Président, l'assemblée décide que ces réunions auront lieu désormais alternativement les mardis et jeudis, à une heure de l'après-midi.

M. Pavie annonce l'existence probable d'un tumulus gaulois dans le ravin de Grélard, sur la rive droite du Loir, entre Marboué et la ferme du Petit-Bois.

MM. Delcros, Duchesne, Gougeon et Pavie sont chargés de visiter les lieux et de faire un rapport préparatoire.

M. le Président lit une lettre de M. le marquis de Villa-Real, qui vient de fonder un concours poétique à Toulouse.

La séance est terminée par la lecture de deux mémoires : l'un, de M. Talbert, sur la Salle de justice de paix de Bonneval ; l'autre, de M. Delcros, sur une exhumation qui a eu lieu au cimetière de Marboué.

La séance est levée.

NOTICE

SUR LA

SALLE DE LA JUSTICE DE PAIX

DE LA VILLE DE BONNEVAL

A droite, en entrant dans la cour de la Mairie de Bonneval, s'élève un grand bâtiment dont les dimensions en hauteur ne permettent pas d'admettre qu'il ait été destiné à serrer des grains, quoique son extérieur lui donne tout d'abord l'aspect d'une grange. Il est construit en moellon sans aucune ornementation architecturale ; ses quatre angles, du sol au faite, sont en grison ; il est divisé en rez-de-chaussée, premier et grenier ; son premier est éclairé par sept croisées qui, extérieurement, ont la forme d'un rectangle de un mètre vingt centimètres de largeur sur un mètre cinquante de hauteur ; elles sont entourées de pierres de taille et divisées par moitié dans leur hauteur par un meneau également en pierre de taille.

Ce bâtiment a quatorze mètres de longueur sur huit mètres de largeur.

Son rez-de-chaussée, modifié, changé et disposé pour les besoins des divers propriétaires qui se sont succédé dans sa possession, ne devait avoir dans le principe que deux portes : l'une à l'angle sud-est et l'autre au nord-ouest, et de faibles ouvertures grillagées dont quelques-unes existent encore, ainsi que les vestiges des deux portes.

Si l'on entre, au premier, dans la seule salle que contient ce bâtiment dans sa longueur et sa largeur, on est frappé de sa grandiose sévérité.

Les sept croisées qui l'éclairent, dont deux au midi, deux au nord et trois au pignon ouest, formant un carré long extérieure-

ment, sont, à l'intérieur, ogivales ; l'ogive qui les entoure est en pierre de taille, pris dans l'épaisseur du mur qui a quatre-vingt-dix centimètres ; elles sont à un mètre quarante centimètres du sol et garnies de chaque côté, à quarante centimètres de l'ouverture, de petits bancs en pierre de taille.

La salle a cinq mètres d'élévation, elle était pavée en carreaux de six à sept centimètres. Les solives à vives arêtes, reposant sur deux poutres supportées par deux colonnes en pierre de taille, ont été malheureusement recouvertes d'un plafond en plâtre, et la cheminée adossée au pignon Est a été démolie ; les jolies colonnettes qui soutenaient un manteau formant la hotte, sous lequel un homme de haute taille pouvait se tenir debout, n'ont pu la sauver du vandalisme qui a présidé à la réparation de cette salle.

Telle est la description succincte que mon ignorance en archéologie peut donner de ce monument ; mais, voulant me rendre compte de sa destination primitive, j'ai fouillé les titres que possède la Mairie de Bonneval, sans y rien découvrir ; ensuite, j'ai consulté ce qui avait été écrit tant sur Bonneval que sur son couvent, et j'ai été amené à pouvoir dire, lors de l'inauguration de la Justice de paix dans cette salle, le 1^{er} octobre 1876 :

« Ces murailles, ces colonnes, ces croisées ont le droit de s'étonner d'entendre de nouveau résonner au milieu d'elles la voix de la Justice, car il est certain pour moi que cette salle a été construite pour abriter des décisions judiciaires ; il ne s'agit que de se rendre compte de ses dispositions pour en être convaincu : trois croisées à l'une de ses extrémités (Ouest), devant lesquelles comme à présent devaient être les sièges et les bureaux des juges ; une porte à côté de ses trois croisées qui sont rejetées un peu de côté, donnant par un escalier accès aux magistrats.

« Le jour de ces trois croisées, frappant de face les inculpés ou les témoins à entendre, est une des meilleures dispositions pour que le juge puisse voir le jeu des physionomies et s'assurer par là de la véracité des dépositions et de la culpabilité des accusés.

« Une autre porte sud-est, à l'angle opposé de la première, par laquelle devaient arriver les plaideurs, les inculpés, les curieux, portes et escaliers qui ont disparu par le fait soit de l'action destructive des siècles, soit de la main des hommes.

« A l'époque de la construction de cette salle, XII^e siècle, date certaine (les bases et chapiteaux des colonnes qui soutiennent les

poutres du rez-de-chaussée et du premier, identiques en tous points à celles qui soutiennent les contre-forts de la nef de l'église Notre-Dame de Bonneval, ne peuvent laisser aucune incertitude à cet égard, car cette église est bien du XII^e siècle); eh bien! à cette époque, il existait à Bonneval plusieurs juridictions : les comtes de Blois, de Chartres et de Châteaudun, avaient les uns et les autres la prétention d'avoir le droit de justice à Bonneval en concurrence ou en opposition avec celle des moines qui, par leurs immenses possessions territoriales que leur avaient concédées ou données dans le commencement du IX^e siècle Foulques, seigneur de Bonneval, et plusieurs de nos Rois, avaient pleine et entière juridiction sur tout le pays.

« Malgré toute leur puissance, les moines reconnurent bien vite qu'ils ne pouvaient, sans protecteur armé, lutter contre la rapacité des hommes de guerre toujours en mouvement pour les querelles de seigneur à seigneur; aussi voit-on en 1079 Étienne, comte de Blois et de Chartres, nommé par le roi Philippe I^{er} protecteur du couvent de Bonneval, obtenir des moines à cette époque la faculté d'établir à Bonneval un marché le lundi, moyennant une redevance au profit des moines et au sien une juridiction quelconque définie dans l'acte de concession du marché; et, quarante ans plus tard, en 1118, premières années du XII^e siècle, date à remarquer, Thibault, fils d'Étienne, également comte de Blois et de Chartres, nommé par le roi Louis-le-Gros, comme l'avait été son père, protecteur et défenseur du couvent de Bonneval, obtient des moines le droit de justice des quatre cas, c'est-à-dire le droit de juger les coupables de meurtre, de rapt, d'incendie furtif et de recel de trésor trouvé.

« Pour exercer ce droit, les moines concédèrent au comte un terrain où il pourrait construire la salle où ses assises se tiendraient : l'acte de concession désigne la grève pour emplacement de cette construction, mais en cet endroit existaient des propriétés particulières, entr'autres, dit-on, un château qui n'appartenait pas aux moines; des procès en font foi. Des difficultés dont aucune trace ne subsiste se seront sans doute élevées entre les moines et les propriétaires du château à l'occasion de cette concession par les moines au comte Thibault, et ce dernier a bâti sa salle d'audience rue Saint-Roch, celle même dont il s'agit.

« Il est impossible d'admettre que cette construction ait servi de

salle de gardes ; car, pour cet usage, il faudrait, comme dans tous les châteaux féodaux, qu'elle eût précédé diverses pièces avec lesquelles elle eût été en communication. Eh bien ! non, elle ne précédait aucun appartement ; car, extérieurement, on voit ce grand corps isolé ne portant sur ses murailles aucune trace de bâtiments qui lui fussent juxtaposés, pas plus que de porte de communication.

« Ce n'est pas non plus pour une salle de fête que ces colonnes se sont élevées ; car, extérieurement, manquent les traces des accessoires nécessaires, mais il existe seulement des vestiges des deux escaliers donnant accès aux deux portes ouvrant dans cette salle et pas d'autres ouvertures de communication quelconques ; on n'arrivait à cette salle que par ces deux escaliers qui prenaient naissance au sol, chacun dans une cour différente.

« Pourquoi l'isolement de ce bâtiment ? pourquoi deux seules portes pour s'introduire dans l'enceinte de la seule pièce qu'il renferme ? pourquoi ces deux portes jetées aux deux extrémités de cette salle, si ce n'est pour une destination spéciale et, comme je le suppose, la justice à rendre ?

« Mes suppositions, je pourrais même dire mes certitudes, dont j'ai fait part à des personnes s'occupant d'archéologie, ont été complètement approuvées.

« Mes suppositions se justifient, mes certitudes se corroborent par le rapport qui existe entre la date 1118, concession par les moines au comte Thibault d'un droit exorbitant de juridiction, et la construction de cette salle au douzième siècle. Je ne puis admettre un seul instant qu'elle ait été construite dans un autre but que celui d'abriter les décisions des magistrats rendant la justice au nom du comte Thibault, et je suis d'autant plus ferme dans cette opinion que l'escalier par lequel arrivaient les magistrats à leurs sièges prenait naissance dans la cour de la maison Meray où se voit encore, sur la rue, une porte ogivale ayant la même date du XII^e siècle ; cette porte donnait certainement accès à la maison d'habitation des gens de justice, qui n'avaient besoin que de traverser la cour et monter l'escalier pour se rendre à l'audience ; et que celui par lequel arrivaient le public, les inculpés, les plaideurs, avait pied dans une autre cour opposée et se trouvait auprès de la petite porte que les nécessités du jour ont fait murer, et dont les bases indiquent aussi la même date du XII^e siècle.

Cette porte devait donner accès à la prison seigneuriale, le sous-sol de cette salle d'audience avait certainement été destiné à cet effet, et la preuve c'est que ce sous-sol n'avait également que deux portes qui se trouvaient sous les escaliers allant au premier, l'une pour l'entrée des inculpés dans la prison, l'autre pour les amener devant le Tribunal, et que ce sous-sol n'avait pour l'éclairer que des jours en longueur fort étroits et solidement grillagés.

« Comment toutes les traditions touchant ce monument se sont-elles éteintes ? Comment ne trouve-t-on aucune trace de son existence dans des actes publics ? Malheureusement, rien de plus facile à comprendre. En 1320, deux cents ans après la concession des droits de juridiction par les moines au comte Thibault, s'ouvre le règne sous lequel commence la guerre de Cent-Ans, guerre qui avait réduit la France au tiers de sa population, apporté la ruine dans toutes les familles et de plus, pour Bonneval, l'incendie de la ville, allumé par les Anglais fuyant à la vue de l'épée divinement placée dans la main d'une jeune fille qui termina si miraculeusement cette guerre désastreuse.

« Bonneval ne pouvait pas encore être relevé de ses ruines, lorsqu'à peine trente ans après apparaît Louis XI, dont le règne eut pour résultat la destruction de la féodalité ; dès lors, plus de vassaux puissants pour subvenir aux dépenses nécessaires à l'effet de rétablir leurs monuments écroulés.

« Ainsi, dépopulation, ruine complète, Bonneval détruit, anéantissement des grands vassaux, c'est à toutes ces causes qu'il faut attribuer l'oubli dans lequel ce monument était tombé. Grâce à l'administration actuelle de Bonneval, il est rétabli et consacré de nouveau aux décisions de la justice. »

TALBERT.

UNE EXHUMATION

DANS LE CIMETIÈRE DE MARBOUÉ

Le déplacement du cimetière de Marboué, qui sert de champ des morts depuis cinq siècles au moins, donne lieu, chaque jour, à des exhumations qui peuvent présenter quelque intérêt au point de vue archéologique; aussi, ne manquons-nous pas d'y assister chaque fois qu'un souvenir se rattachant au passé de ce riant village nous y appelle.

Nous avons, depuis longtemps, remarqué la tombe du comte de Pinieux, moins à cause de son ancienneté que pour la notoriété du personnage qu'elle renfermait.

Du Bouexic, comte de Pinieux, mort le 28 mars 1799, au château des Coudreaux, descendait d'une grande famille de Bretagne; il possédait des biens considérables et une haute position de naissance. Au château des Coudreaux, il sut si bien se concilier la bienveillance publique, qu'il put y maintenir sa résidence pendant toute la durée de la période révolutionnaire du dernier siècle.

Il n'émigra donc pas en 1792.

Sa fortune consistait principalement en biens fonds. Il possédait, dans les environs de Rennes, le château de la Chapelle, dont il se dessaisit plus tard, et la terre de Pinieux, près de Vannes, restée dans la famille.

D'après la coutume de Bretagne, l'aîné des enfants recueillait presque toute la fortune du père. M. de Pinieux, voulant améliorer la position pécuniaire de son second fils et de ses deux filles, acheta, quelques années avant la Révolution, la terre des Coudreaux, afin d'en pouvoir disposer en faveur de ses puînés.

Le château fut rebâti par lui tel à peu près qu'on le voit aujourd'hui.

Ne voulant pas, comme nous l'avons dit, suivre à l'étranger ceux que chassait de leur patrie la tourmente révolutionnaire, il resta au milieu de sa famille. Elle se composait ainsi : madame de Pinieux, née de Chastel ; le comte de Pinieux, son fils aîné, qui épousa plus tard M^{lle} de Septeuil, et qui mourut en 1852 dans son château de Marmousse, près Dreux ; le chevalier de Pinieux, mort célibataire en 1868, âgé de quatre-vingt-neuf ans ; sa fille aînée, devenue marquise de Bouthillier-Chavigny, morte en 1865, à quatre-vingt-huit ans, et enfin sa seconde fille, vicomtesse de Saint-Chamans, morte en 1874 âgée de quatre-vingt-onze ans, au château de Chaltrait, près d'Épernay.

Cette famille a contracté des alliances avec les La Feronnays, les Duguesclin, les Duguay-Trouin, etc. ; l'ancienneté de son origine n'est donc pas douteuse.

Le comte de Bouexic avait fait partie, comme député de la noblesse, des derniers États provinciaux de Bretagne ; il avait servi, dans le régiment du Roi-Infanterie, avec le grade de capitaine-commandant : il devenait donc suspect à double titre en 1792. Aussi, malgré la vie retirée et toute de bienfaisance qu'il menait aux Coudreaux, fut-il arrêté et conduit à Châteaudun.

Tout le monde, dans le pays, pressentit les conséquences qu'une pareille arrestation entraînait alors, c'est-à-dire l'envoi du prisonnier devant le Tribunal révolutionnaire et sa condamnation à mort.

L'effervescence fut grande à Marboué, à Flacey et à Saint-Christophe, où M. de Pinieux, en possession de l'estime publique, comptait de nombreux amis.

Chacun pensa aux moyens de salut ; de son côté, madame de Pinieux réalisa une somme considérable par l'intermédiaire du régisseur de sa maison, qui vendit des terres et de l'argenterie pour 60,000 francs, puis s'adressa à un nommé Bentabole, représentant du peuple et délégué à Châteaudun.

Est-ce uniquement à l'influence de Bentabole que l'on dut la délivrance de M. de Pinieux ? C'est possible. Toutefois, nous ne devons pas passer sous silence un fait fort curieux qui nous a été raconté par le fils d'un des témoins oculaires (1).

Les femmes de Marboué et des environs se réunirent, nous a-t-on dit, au nombre de cent une, et allèrent à Châteaudun

(1) Le bedeau de la paroisse de Marboué.

réclamer la mise en liberté du citoyen Pinieux, comme on disait alors. Quelques-unes avaient des pierres dans leur tablier.

Arrivées sur la grande place de la ville, ces citoyennes ne cessèrent de demander à grands cris la délivrance de M. de Pinieux. Il paraît que leurs efforts furent couronnés de succès, puisque la tradition rapporte que le comte revint chez lui au milieu de ce cortège féminin et assez étrange pour un vieux soldat.

Ce fait nous a paru digne d'être cité comme faisant honneur tant à la population Dunoise qu'au noble personnage qui, par sa bienfaisance, avait su grandement mériter de son pays adoptif.

Nous ferons remarquer, en passant, que ce fait n'est pas unique dans notre histoire contemporaine ; nous l'avons vu se reproduire à Paris en 1871, aux jours calamiteux de l'insurrection de la Commune. Le curé de Saint-Eustache, si connu dans sa paroisse pour son dévouement, a été sauvé par suite d'une démarche des dames de la Halle.

M. de Pinieux, rentré dans ses foyers, continua à vivre aux Coudreaux, en répandant les bienfaits autour de lui. Un jour d'hiver, en 1799, il se promenait dans ses bois, lorsqu'il rencontra un charretier dont la voiture était embourbée. N'écoutant que son zèle charitable et abusant de ses forces, il aida ce malheureux à sortir d'embarras : rentré chez lui couvert de sueur, il se mit au lit pour ne plus se relever ; quelques jours après, une fluxion de poitrine le conduisit au tombeau.

Il fut inhumé dans le cimetière de Marboué avec ses armes et quelques autres menus objets, au moins d'après la tradition locale.

Le monument funéraire consistait en une pierre tombale posée sur un socle en maçonnerie de très-bonne qualité. L'orientation était établie de l'est à l'ouest, la tête tournée vers l'est. La dalle, légèrement inclinée de la tête aux pieds, était en marbre noir, portant l'inscription suivante :

CI-GIT

JOSEPH AUGUSTE DE BOUEXIC
DE PINIEUX

NÉ LE 5 SEPTEMBRE 1740

ÉPOUX

DE NICOLE PÉLAGIE DE CHASTEL

ANCIEN CAPITAINE
 COMMANDANT AU RÉGIMENT DU ROI INFANTERIE
 CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL
 ET MILITAIRE DE S^t-LOUIS

DÉCÉDÉ
 EN SA TERRE DES COUDREAUX
 DE MARBOUÉ
 LE 28 MARS 1799

DE PROFUNDIS

Quand on arriva à l'endroit où gisait le corps, on trouva des débris du cercueil en bois et une partie du squelette.

Malgré l'importance sociale du défunt, rien n'indiquait une sépulture exceptionnelle : l'époque du décès explique, du reste, cette simplicité ; les démonstrations et les cérémonies religieuses étaient alors presque impossibles ; et, rien de surprenant, qu'au fond du cercueil ne se soient retrouvés ni armes, ni objets du culte, tels que médailles ou crucifix, comme on en met habituellement aujourd'hui dans les tombes.

Nous finirons par quelques observations sur la terre de l'ancien cimetière de Marboué.

L'*humus* a subi de profondes modifications par suite du long laps de temps pendant lequel il a servi aux inhumations : cinq siècles authentiques et plus, très-probablement. La terre est friable, noirâtre, ne ressemble plus du tout à celle des champs d'alentour, qui est, au contraire, une terre forte, de couleur d'ocre foncé, très-dure et très-résistante au soc de la charrue.

Les corps y subissent une décomposition très-lente ; nous avons pu constater ce fait à plusieurs reprises. Au bout de dix à douze ans, les téguments n'ont pas tous disparu, on en rencontre encore des portions considérables complètement momifiées, ayant l'apparence d'une substance grasseuse, demi-transparente, brune, semblable à la peau des momies d'Égypte.

Après trente-cinq ans d'inhumation, les parties molles n'existent plus : les cheveux exceptés, le squelette est entier ; de larges taches noirâtres maculent les os plats (bassin et omoplates).

Après soixante-quinze ou quatre-vingts ans, on trouve encore le squelette, les os commencent à perdre leur gélatine.

On ne doit pas, paraît-il, fouiller profondément le cimetière ; il nous sera donc impossible de décrire les couches inférieures de ce grand *tumulus*, qui a reçu au moins quinze mille cadavres depuis cinq cents ans seulement.

Il serait possible, en descendant au-dessous de deux mètres, de retrouver des sépultures très-anciennes, et peut-être aussi des amas de cette substance grasse étudiée par Thénard au commencement du siècle, lors de la destruction des immenses cimetières intérieurs de la capitale.

On sait que cette matière, connue sous le nom d'*adipocire* ou *gras des cadavres*, a servi pendant longtemps aux savonniers de Paris.

Les cercueils ont une durée trop variable et trop dépendante de la nature du bois pour qu'il nous ait paru intéressant de relater leur mode de décomposition ; nous dirons seulement que c'est toujours la partie inférieure qu'on retrouve la mieux conservée.

DELCROS.

Marboué, 30 septembre 1875.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 29 JANVIER 1878

L'an mil huit cent soixante-dix-huit, le vingt-neuf janvier, à midi, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, en l'une des salles de l'Hôtel-de-Ville de Châteaudun.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Raimbert, vice-président, Brossier, trésorier, Delcros, Desbans, Clément, Pouillier, Gougeon ;

Et MM. Géray, Sence, Loignonec, l'abbé Cuissard, Duchesne, E. Lucas, H. Lecesne, Sénéchal, Boret, Durand-Brault, A. Lecesne, l'abbé Lehoux, Daubignard, Laurencin, Poullin.

M. le vice-président occupe le fauteuil de la présidence en l'absence de M. Guenée, indisposé.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

Membres nouveaux. — Douze nouveaux membres ont été admis depuis la réunion générale du 30 octobre 1877 ; ce sont :

1^o M. l'abbé COLLET, curé de Charonville, présenté par MM. Sainsot et Haye.

2^o M. l'abbé COTTEREAU, présenté par MM. Sainsot et Haye.

3^o M. MAUDEMAIN, directeur de l'école communale de Cloyes, présenté par MM. Pouillier et Gougeon.

4^o M. RIPET, Principal du Collège de Châteaudun, présenté par MM. Pouillier et Raimbert.

5^o M. BOURGERY, négociant, présenté par MM. Lecesne et Pouillier.

6^o M. ROLLAND, manufacturier à Bessé, présenté par MM. Guenée et Raimbert.

7° M. COUDRAY, présenté par MM. Desbans et Pouillier.

8° M. BILLARD, instituteur à Pré-Saint-Martin, présenté par MM. Bouchard et Pouillier.

9° M. MAILLOT, sous-préfet de Châteaudun, présenté par MM. Poirier et Pouillier.

10° M. DILLINGER, secrétaire de la mairie de Cloyes, présenté par MM. Pouillier et Delcros.

11° M. LEMENANT DES CHESNAIS, directeur de l'Asile d'aliénés de Bonneval, présenté par MM. Raimbert et Rabouin.

12° M. l'abbé LEMARIÉ, curé de Saint-Jean de Châteaudun, présenté par MM. l'abbé Lehoux et Cuissard, curé de Saint-Denis-les-Ponts.

M. le conservateur donne lecture de la liste des objets offerts à la Société depuis sa dernière séance générale.

DONS

Un silex taillé trouvé dans les fouilles des Récollets, offert par M. Albert Quinton.

Pierres recueillies dans le cratère du Vésuve, don de M^{me} Renard-Mauduit.

Revue des Sociétés savantes; octobre, novembre, décembre 1876; janvier, février, mars 1877; envoi du ministère de l'Instruction publique.

Souvenir du Congrès scientifique du Havre, par M. Ch. Quin.

Du bégaiement et de son traitement physiologique, brochure offerte par l'auteur, M. le docteur Jules Godard.

ÉCHANGES

Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome xv, avec atlas.

Mémoires de la Société d'émulation du Doubs, 5^e vol., 1876.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, août 1877.

Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Mayenne.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois, 4^e semestre 1877.

Bulletin de la Société des sciences de Saumur, 13^e année, 1876.

Bulletin de la Société archéologique de Sens, tome xi, 1877.

Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris, avril à juin 1877.

Mémoires de la Société des sciences et arts de Cannes et de l'arrondissement de Grasse, tome v, 1875.

M. Brossier dépose sur le bureau un grand nombre de médailles romaines et arabes, ainsi que des fragments de mosaïques et des enduits coloriés provenant de Rome et de Pompéi. Ces intéressants débris, ces curieux échantillons des diverses couleurs employées par les Romains, et ces monnaies anciennes sont offerts à la Société Dunoise par M. le capitaine de Labonne, actuellement

à Villa-Didah, Agha supérieur (Algérie). La désignation des médailles sera publiée dans le compte-rendu de la prochaine réunion générale.

L'assemblée vote des remerciements à tous les donateurs, ainsi qu'à M. le docteur Coffin, par l'intermédiaire de qui ce dernier et important envoi a été fait à la Société Dunoise.

M. Brossier, trésorier de la Société, présente à l'assemblée les comptes de l'année 1877 et un projet de budget pour 1878.

Comptes de 1877.

§ 1^{er}. RECETTES.

Reliquat du compte de 1876	353 fr. 80
11 cotisations arriérées de 1875	55 »
42 cotisations arriérées de 1876	210 »
183 cotisations de 1877, à 6 fr.	1,098 »
2 cotisations de 1877, à 5 fr.	10 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique	300 »
Vente de bulletins et d'histoires de l'Abbaye de Bonneval	55 45
Total.	<u>2,082 fr. 25</u>

§ 2^e. DÉPENSES.

Frais de bureau	152 fr. 92
Achat de mobilier	» »
Achat de livres et objets de collection	» »
Impression du bulletin	245 »
Impression de l' <i>Histoire du Comté de Dunois</i>	352 »
Gages des concierges du Château et de la Mairie	65 »
Reliquat dû à l'imprimeur sur 1876, pour l'impression de l' <i>Histoire de l'Abbaye de Bonneval</i>	905 »
Dépenses imprévues	132 35
Total.	<u>1,852 fr. 27</u>

§ 3^e. BALANCE.

Recettes	2,082 fr. 25
Dépenses	1,852 27
Reste en caisse.	<u>229 fr. 98</u>

§ 4°. ÉTAT DE SITUATION.

Reliquat du compte de 1876	229 fr. 98
Une cotisation à recouvrer sur 1875	5 »
10 cotisations à recouvrer sur 1876	50 »
31 cotisations à recouvrer sur 1877	155 »
Total.	<u>439 fr. 98</u>

§ 5°. CAISSE DES COTISATIONS PERPÉTUELLES.

2 obligations du chemin de fer d'Orléans, nos 2,278,072 et 2,790,290	Mémoire.
Reliquat du compte des cotisations perpétuelles placé à la Caisse d'épargne de Châteaudun, livret 10,140.	<u>77 fr. 25</u>

Budget de 1878.

§ 1°. RECETTES PRÉSUMÉES.

Reliquat du compte de 1876	229 fr. 98
Une cotisation arriérée de 1875	5 »
10 cotisations arriérées de 1876	50 »
31 cotisations arriérées de 1877	155 »
130 cotisations pour 1878	1,080 »
Complément de 2 cotisations de 1877	2 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique	300 »
Souscription du Ministère à 50 exemplaires de l' <i>Histoire de l'Abbaye de Bonneval</i>	500 »
Intérêts des fonds placés à la Caisse d'épargne	10 »
Intérêts des deux obligations du chemin de fer d'Orléans, 4 semestres	55 70
Total.	<u>2,387 fr. 68</u>

§ 2°. DÉPENSES PRÉSUMÉES.

Frais de bureau	150 fr. »
Achat de mobilier	25 »
Achat de livres et objets de collection	25 »
A reporter.	<u>200 fr. »</u>

	Report . . .	200 fr.	»
Impression du bulletin		300	»
Impression de <i>l'Histoire du Comté de Dunois</i>		1,400	»
Gages des concierges du Château et de la Mairie		70	»
Dépenses imprévues		417	68
Total.		2,387 fr.	68

§ 3°. BALANCE.

Recettes présumées.	2,387 fr.	68
Dépenses présumées	2,387	68
	»	»

Les comptes du trésorier sont approuvés et le projet de budget pour 1878 est adopté.

La Société procède au renouvellement partiel du Bureau.

Les membres sortants sont MM. Brossier, Pouillier et Gougeon. M. Brossier seul est rééligible, en sa qualité de trésorier.

Nombre de votants	23
Majorité absolue	13

Le premier tour de scrutin donne les résultats suivants :

MM. H. Lecesne, 19 voix. — Brossier, 18. — Coudray, 8. — Boret, 4. — Lucas, 4. — Durand-Brault, 3. — Lehoux, 2. — Géray, 1. — Cuissard, 1. — De Villebresme, 1. — Vincent, 1. — Pavie, 1.

MM. H. Lecesne et Brossier, ayant obtenu la majorité absolue, sont élus membres.

Il est procédé à un deuxième tour de scrutin, dont voici le résultat :

MM. Coudray, 17 voix. — Boret, 2. — Géray, 1. — Lucas, 1.

En conséquence, M. Coudray est déclaré élu membre du Bureau.

La séance est terminée par la lecture d'une notice sur Saint-Christophe et Flacey, par M. le baron de Villebresme.

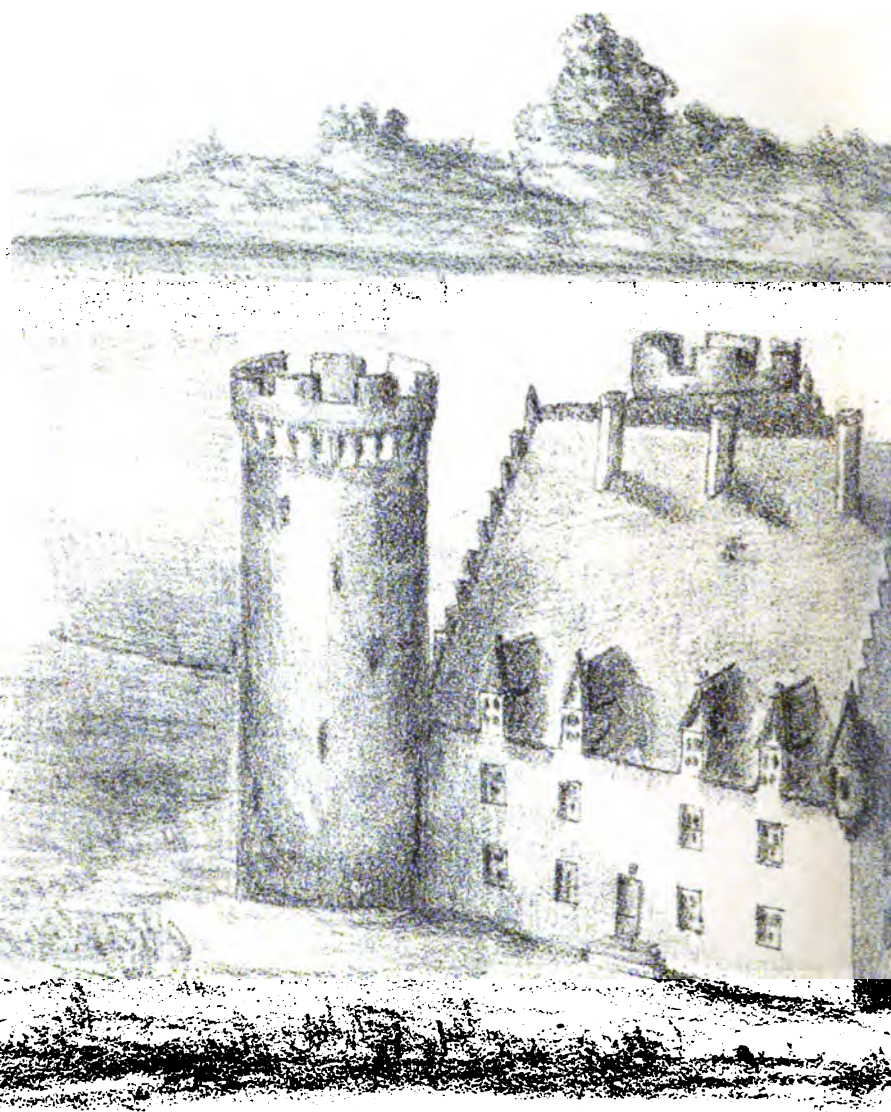
M. le comte de Mauny ayant informé M. le président qu'il pouvait donner à la Société quelques renseignements sur Pré-Saint-Martin, l'assemblée décide que ces renseignements seront communiqués à M. Chantegrain, auteur d'un mémoire sur la commune de Pré-Saint-Martin, et ajourne la lecture de ce travail à la prochaine assemblée générale.

La séance est levée.

COMPOSITION DU BUREAU

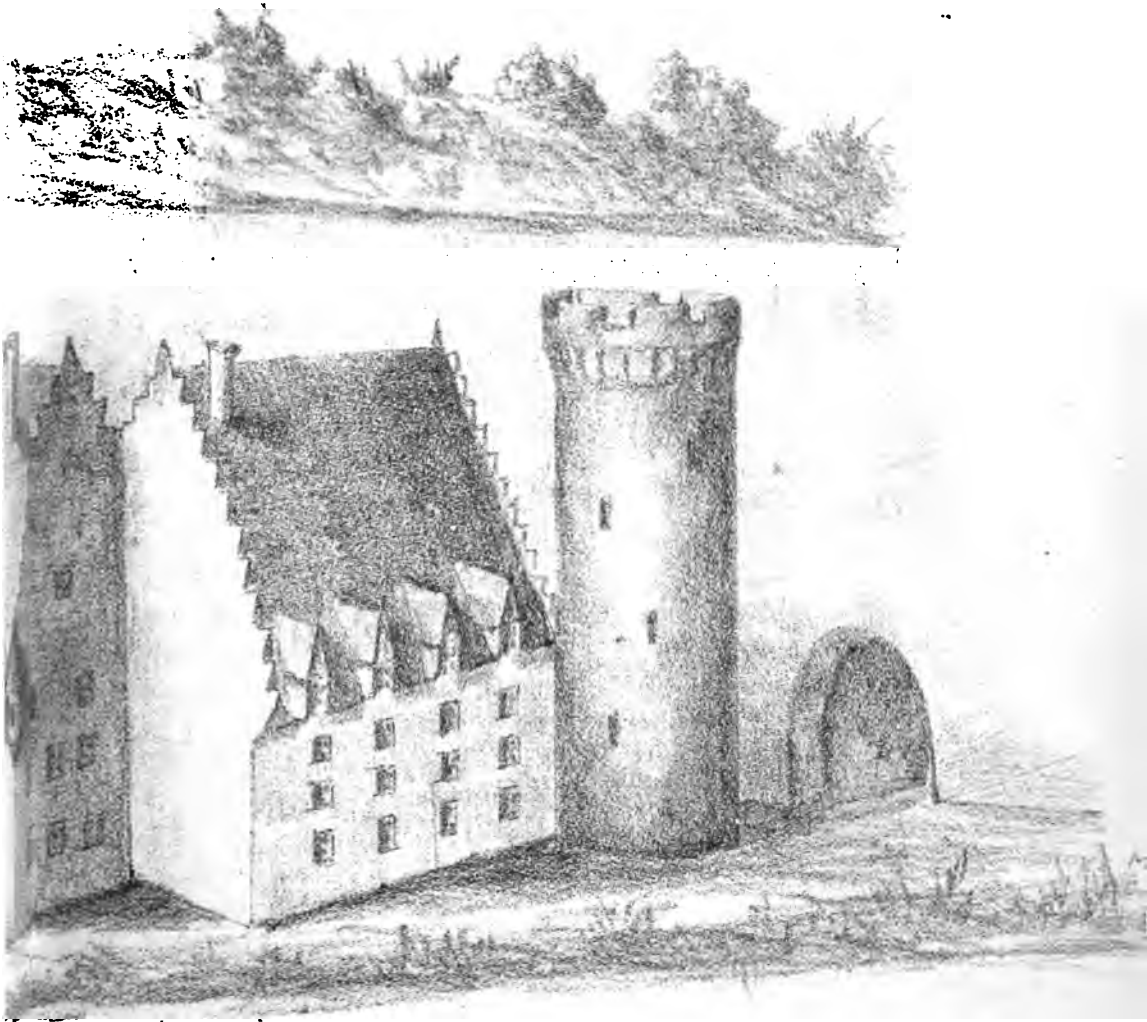
POUR L'ANNÉE 1878

<i>Président</i>		M. Achille GUENÉE.
<i>Vice-Présidents</i>	{	M. le docteur RAIMBERT.
		M. Am. LEFÈVRE-PONTALIS.
<i>Trésorier.</i>		M. BROSSIER-GÉRAY.
<i>Conservateur</i>		M. COUDRAY.
<i>Secrétaires</i>	{	M. DELCROS.
		M. H. LECESNE.
<i>Membres</i>	{	M. CLÉMENT.
		M. DESBANS.



LE CHATEAU DE LA

Pl. I.



A PERRINE, OU MELLON.

NOTICE

SUR

SAINT-CHRISTOPHE ET FLACEY

LA PERRINE

Le château de La Perrine, ou Mellon, aujourd'hui détruit, se composait de trois corps de logis placés à angle droit et flanqués de trois grosses tours à machicoulis. Perpendiculairement aux deux ailes, qui n'en étaient séparées que par un étroit passage, se trouvait un mur épais formant terrasse et soutenant les terres du coteau, dans lequel étaient creusées deux vastes caves à plein cintre, servant l'une aux usages domestiques, et l'autre de caveau funéraire. Cette dernière contenait six petits réduits, trois de chaque côté, dans lesquels se trouvaient les cercueils.

Dans les Archives du Tribunal de Châteaudun, l'on voit que Jehan d'Hamilton, seigneur de Guichery, y fut enterré le 15 juin 1637, puis messire David du Plessis, seigneur de La Perrine, le 24 novembre 1644, et César du Plessis le 4 septembre 1680 (1).

Les souterrains existent encore aujourd'hui; mais, le mur de soutien ayant été abattu, les terres furent mises en pente, et l'on fut obligé de rallonger les caves au moyen d'un corridor; le travail ne remonte qu'à la construction du château actuel.

Dans l'aile de l'Ouest, se trouvait une chapelle domestique. Dans les Archives déjà citées, l'on voit que le mariage de Jehan de Coustanées avec Marie du Plessis, fille d'Agésilaüs, y fut célébré le 20 avril 1605.

(1) César du Plessis, seigneur de Vrainville, fils de David du Plessis, seigneur de La Perrine, et de Hélène de La Place.

Helye, premier fils de messire David du Plessis, seigneur de La Perrine, et de dame Hélayne de La Place, y est baptisé le 17 août 1616;

Cyrus du Moulin y épouse demoiselle Marie de Marbois le 31 janvier 1638 ;

Le 26 janvier 1649, ont esté espousez à La Perrine messire Jacques du Vignaud, seigneur de Suory et Villefort, et damoiselle Charlotte du Plessis, fille de David du Plessis, seigneur de La Perrine ;

Philippe, fils de Louis du Plessis, seigneur de La Perrine, y est baptisé le 5 décembre 1660 par Cyrus du Moulin, pasteur de l'église de Châteaudun.

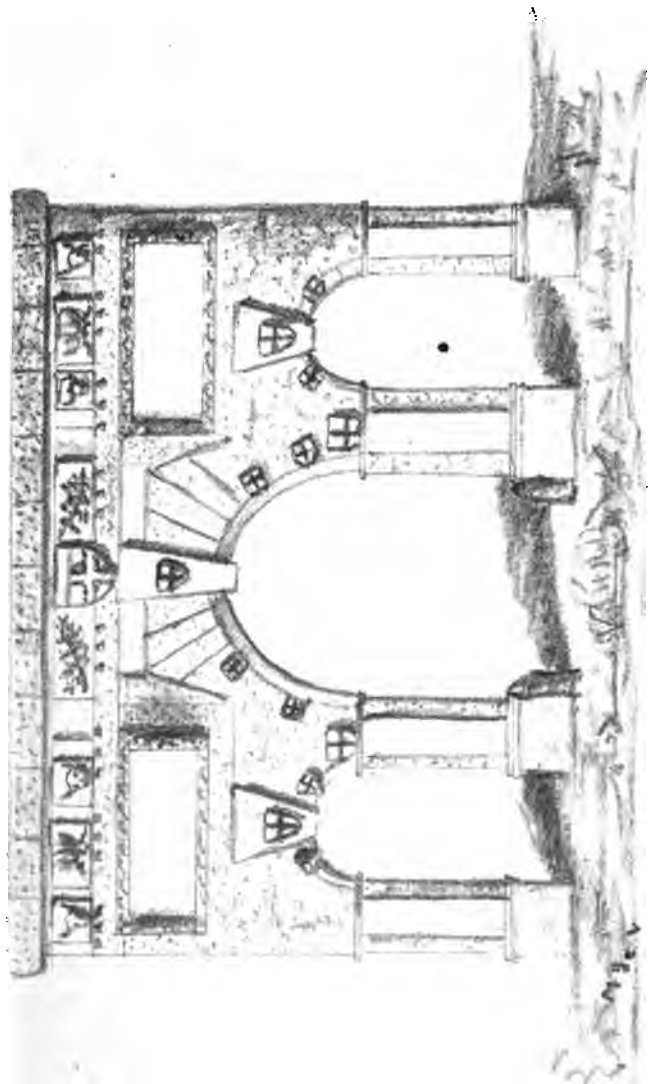
Les communs étaient en partie placés entre le château et la tour servant aujourd'hui de colombier.

« En 1713, La Perrine consistoit en un ancien chasteau, couvert d'ardoises et autres bastimens estant dans la cour, grande cour, colombier, porte cochère pour entrer audit chasteau, à costé de laquelle il y a plusieurs bastimens, jardin derrière, un autre colombier dans le jardin, six-vingts arpens de terre, une place sur laquelle il y avoit un moulin à blé. »

Le moulin, brûlé le 1^{er} octobre 1711, n'avait pas comme aujourd'hui une chaussée et une sortie en arrière. Le passage se trouvait près des vannes et était défendu par une tour dont il reste encore quelques vestiges.

La terre de la Perrine se composait des fiefs et principaux manoirs de Fosse-au-Chef, Monthyon, La Mollière, La Borde, plus la métairie de Mainrobert, le moulin des Mousseaux et le Bois-au-Chat. La Fosse-au-Chef relevait du comte de Dunois ; une partie du bois, de Moléans ; quatre muids de terre labourable de Fosse-au-Chef, d'Alluyes ; les terres de Saint-Mamès, de Droué ; la ferme d'Authueil, de Rougemont ; Monthyon, avec beaucoup de bois, de Dangeau ; la ferme de Marboué et le moulin des Mousseaux, du duché de Chartres. Le château fut construit probablement vers 1400 par Guillaume du Plessis, qui avait acheté la terre de La Perrine en 1379 à Jean de Chevainville. Depuis cette époque, les du Plessis en furent seigneurs jusqu'en 1690.

L'enceinte fortifiée est beaucoup plus récente ; la porte Blanche et la tour des prisons, qui en faisaient partie, sont de l'époque de la Renaissance. Les seigneurs de La Perrine, étant fervents et



LA PERRINE.

ardents Huguenots, la firent faire au moment des guerres de religion. Elle se composait d'un mur flanqué de tours, en arrière duquel se trouvait un large fossé dont les terres, rejetées en dedans, formaient une escarpe de six à douze pieds de hauteur.

En dehors de la ligne de ces ouvrages, l'on voit les ruines de deux grosses tours, près du gué de Saint-Christophe, et probablement pour en défendre le passage. Elles étaient reliées par un mur qui remontait dans la direction de Saint-Mamès, jusqu'au bois actuel des Genièvres, où l'on perd ses traces.

Un autre mur, partant du gué de Thou, traversait la plaine du Goulet et venait aussi aboutir au bois des Genièvres. Il est impossible de voir, d'après les quelques pierres qui restent, si ce mur était un simple mur d'enclos, ou s'il avait pour but de défendre les gués du Grez et de Thou, et d'empêcher une attaque à revers.

Une tour formant l'angle Sud de l'enceinte se trouvait dans l'axe du chemin actuel de Saint-Christophe à Moléans. Sous l'emplacement de cette tour, existe un souterrain qui n'a pas été exploré. L'on rencontre sa voûte à un mètre seulement de profondeur.

La portion Est de l'enceinte ne se composait probablement que d'un vaste fossé avec un talus d'escarpe presque à pic et de quinze pieds de haut.

L'on ne voit aucun vestige de mur; du reste, le fossé dans cette partie est beaucoup plus profond que dans les autres, et le talus est fait avec plus de soin. Ces diverses observations permettent donc de croire qu'il n'y a jamais eu de mur de ce côté.

Le fossé existe encore jusqu'au bas du coteau, au pied duquel était un canal allant de Marigny au château, où il faisait un angle droit et allait rendre son eau au Loir près du pont de pierres dont on voit encore des restes de piles. Ce canal ne servait pas probablement à la défense et ne faisait pas partie de l'enceinte. Il est plus naturel de penser que le vallonement qui traverse le thalweg est la trace d'un ancien fossé qui était le prolongement jusqu'à la rivière de celui qui existe encore. L'enceinte était donc formée au Nord par le Loir, une tour défendant le passage du moulin, et un mur la reliant à la tour dite des prisons (1); à l'Ouest, par la tour des prisons, un mur, la porte Blanche, près de laquelle se trouvait isolée la tour dite des Poudres, un mur entre la porte

(1) Suscription de la tour des prisons : NŌ FVRTV̄ FACIES.

et la tour du pigeonnier encore existante, puis un autre mur qui est encore en partie visible jusqu'à la tour qui regarde le Sud; front Sud, par un mur et deux tours; front Est, en partie par un mur et deux tours, en partie par un fossé jusqu'au Loir; enfin, un ouvrage détaché en avant du front Ouest, composé de deux grosses tours et d'un mur.

Les armes des du Plessis, seigneurs de La Perrine, encore visibles sur la porte et les prisons, sont d'argent à la croix engrêlée de gueules, chargée de cinq coquilles d'or.

Seigneurs et Propriétaires de La Perrine.

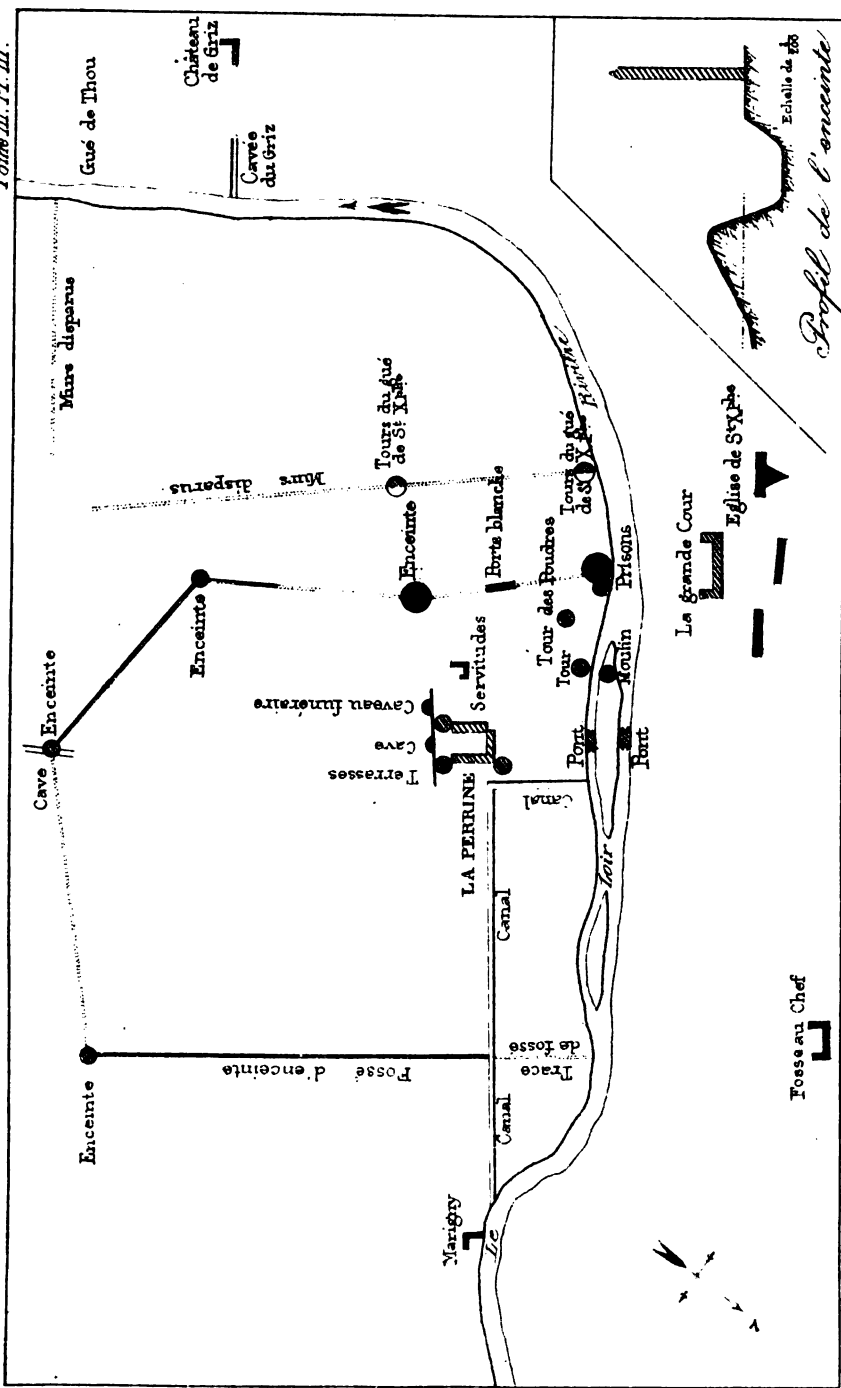
1379. — 1. Jean de Chevainville et Isabel de Bernade, son épouse, vendent La Perrine ou Mellon à Guillaume du Plessis.

1380. — 2. Guillaume du Plessis, écuyer, second fils de Jean du Plessis, deuxième du nom, et de Jeanne de L'Espine, porta à la croix engrêlée à la différence de son aîné, et sa postérité l'a toujours conservée. C'est lui qui probablement construisit La Perrine.

Guillaume de Mezalent, seigneur du Grez, son oncle, à cause de sa défunte femme Jeanne du Plessis, lui fait don en 1393 de la Petite-Perrine, paroisse d'Autheuil.

1436. — 3. Michel du Plessis, surnommé Chassematin, seigneur de la Perrine, Ouschamps et du Tail.

1461. — 4. Jean du Plessis, chevalier, seigneur de Perrigny, La Perrine, Ouschamps et Savonnières, servit Louis XI, qui le fit capitaine de Bonneval à la place de Guillaume de Prunelé, seigneur d'Herbault. Ce prince lui donna commission de saisir le temporel de l'évêché de Bayeux, 1465. Il servit aussi Charles VIII et acquit, conjointement avec sa femme Claude de Paupincourt et assisté de Jean-le-Bègue, président des comptes de Jean d'Orléans, les seigneuries de Savonnières, Ambon et Pierre-Fêtu, en la paroisse d'Ouschamps, en Sologne, 1466. Quelque temps après, François d'Orléans, comte de Dunois, réunit en sa faveur les fiefs du Grand et du Petit-Mellon, autrement dits la Perrine, mouvants de lui à cause du chastel de Châteaudun, par lettres données à Châteaudun le 11 février 1468. Meurt en 1494 et est enterré en l'église Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, sous une tombe de marbre



LA PERRINE.

noir, avec une épitaphe rapportée dans les Présidents à mortier de François Blanchard, page 106.

1484. — 5. Charles du Plessis, né en 1484, seigneur de Perrigny, Bertaud, Sarcelles, Savonnières, Ouschamps, La Perrine, fut maître d'hôtel du Roi et premier maître d'hôtel du Dauphin et des ducs d'Orléans et d'Angoulême, enfants de François I^{er}, qui le nomma ambassadeur chez les Suisses pour renouveler son alliance avec eux, 1520. Il fut ensuite conseiller et premier maître d'hôtel de Loyse de Savoye, qui lui fit don de la charge de prévôt et garde du scel de la prévôté de Troyes, par lettres du 27 mars 1524. Il fut nommé général de toutes les finances de Languedoc et de Provence, 7 octobre 1537. Député par le Roi pour mettre à exécution le traité concernant les comtés d'Auvergne et de Languedoc, fait entre ce prince et Jean Stuart, duc d'Albanie, et prendre possession des places remises entre les mains du Roi, par lettres données à Amboise, novembre 1534. Henri II l'employa également pour tenir les États de Dauphiné, août 1550, et ceux de Provence, septembre 1551. Il mourut le 23 mai 1565 et fut enterré dans l'église d'Ouschamps. Son épouse était Sidoine de Sivrien, dame de Villiers.

1566. — 6. Jehan du Plessis, chevalier, seigneur de La Perrine, Ouschamps, Savonnières, Portejou, Auteville, Orgères, châtelain d'Aigueperse, gouverneur de Montpensier, fut panetier de Madame, mère du Roi, puis de M^{gr} le Dauphin, puis échanson du Roi en 1531. C'est lui qui eut ce grand différend avec Gaucher de Dinteville, seigneur de Vaulay, son cousin germain, à la suite duquel le Roi François I^{er} fit en 1538 publier à son de trompe un combat entre eux.

« Le seigneur de La Perrine partit de son logis armé de toutes pièces sur un roussin, accompagné de son père et autres nobles personnes, et s'en alla au chasteau du Louvre, lieu destiné pour combattre, auquel lieu étaient des lices dressées, et, à chacun bout desdites lices, étaient dressées deux tentes auxquelles étaient attachées les armoiries de chacun des de Vaulay et de La Perrine. Il s'adresse au Roi qui était ici présent, accompagné de plusieurs nobles personnages et lui demanda défaut, à l'encontre de de Vaulay, ce que ledit Seigneur lui octroya. Ce fait, le héraut appela par trois fois ledit seigneur de Vaulay, puis après prit les armes

dudit de Vaulay attachées à sa tente et les pendit à une lance et les traîna tout autour desdites lices, disant ces mots : « Ce sont les armes de Gaucher de Dinteville, seigneur de Vaulay. » Ce dit, il les porta ainsi disant, parmi les rues jusqu'au cimetière St-Jean où *illec* le bourreau de Paris les pendit à une poterne, et depuis fut ledit seigneur de Vaulay pendu par figure audit lieu (1). »

Il mourut à Madrid (Espagne) le 24 avril 1584 et y fut enterré dans la grande église. Son épouse, Renée de Théligny, mourut à Savonnières le 16 octobre 1582.

1585. — 7. Agesilaüs du Plessis, seigneur de La Perrine, Ouschamps, Aulnay, servit le Roi Henri IV dans toutes ses guerres. Il lui sauva la vie à la Garnache et prépara le traité de Plessis-lès-Tours qui réunit Henri III et le Roi de Navarre. Comme récompense de ce fait, il fut nommé gouverneur de Saumur en 1589. Il fut un des chefs calvinistes les plus influents. Lors de l'abjuration du Roi, il alla en Angleterre avec son beau-frère Jacques de Courcillon, pour obtenir du Roi Jacques d'être le protecteur du parti calviniste en France avec l'Électeur palatin pour lieutenant. En 1590, il est près du Roi lors de l'assaut infructueux donné à Paris. En 1592, après le combat d'Aumale, où le Roi fut blessé, il lui écrivit cette belle lettre : « Sire, vous avez assez fait
« Alexandre, il est temps que vous soyez Auguste. C'est à nous à
« mourir pour vous, et c'est là notre gloire. A vous, Sire, de
« vivre pour la France, et j'ose vous dire que ce vous est
« devoir (2). » Ce du Plessis était non-seulement un guerrier et un diplomate, c'était encore un savant théologien. Il écrivit, à la fin de 1599, plusieurs livres sur l'Eucharistie et l'Église, qui soulevèrent de violentes réponses, surtout de la part de du Perron, évêque d'Évreux. C'est lui qui probablement fit fortifier La Perrine. Sa femme, Anne de Courcillon, mariée le 16 juillet 1575, était fille du seigneur de Dangeau Louis de Courcillon, et de Jacqueline de Saintray.

1616. — 8. David du Plessis, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi. Sa femme, Hélène de La Place, mariée le 16 juillet 1615, fille d'Élie de La Place, seigneur de Russy, con-

(1) Chroniques de François Ier.

(2) Mémoires de Sully.

seiller d'État, ambassadeur pour le Roi en Hollande, et de Claude de Boutillac (1).

1666. — 9. Louis du Plessis. Sa femme, Suzanne de Courcillon, sœur de Philippe de Courcillon, seigneur de Dangeau, gouverneur de Touraine, et de Charlotte de La Tabarière.

1690. — 10. François de Mauginot, qui avait épousé Hélène du Plessis, vend La Perrine.

1702. — 11. Philippe Picoël de La Villedieu achète La Perrine.

1712. — 12. Son frère, l'abbé Picoël de Vigneux, en hérite.

1713. — 13. Jacques Costé, seigneur de Villouzier, Vallières-ès-Ponts, La Perrine, bailli de Dunois.

1726. — 14. N. de L'Orme, officier pâtissier-bouche du Roi, devient propriétaire de La Perrine, par suite de son mariage avec Marguerite Costé.

1742. — 15. Philippe de Mailly épouse Marguerite de L'Orme, et devient propriétaire de La Perrine (2).

1779. — 16. Jean David de Meaussé et Étienne-Philippe de Lamolère, un des cheveu-légers du Roi, propriétaires par indivis.

1783. — 17. É. Philippe de Lamolère en devient seul propriétaire.

1831. — 18. Mademoiselle de Lamolère apporte La Perrine en mariage à M. Hippolyte Le Comte, qui meurt en 1875.

1875. — 19. Monsieur Ernest Le Comte.

SAINT-CHRISTOPHE-EN-DUNOIS

Le village de Saint-Christophe ne renferme d'un peu intéressant que son église, restaurée en 1582.

Il ne reste de l'ancienne qu'une pierre cylindrique ayant servi de fonts baptismaux et qui semble être de la même époque que la porte d'entrée, qui accuse le XI^e ou le XII^e siècle.

La porte d'entrée est à plein cintre et ornée d'un rang de moulures à têtes de clous.

(1) La Chesnaie-des-Bois.

(2) Papiers de La Perrine et d'Aulnay.

Près de cette porte, se trouve une pierre tombale sur laquelle sont gravés les attributs du pèlerin : le bourdon et les coquilles.

L'on voit près du pont un portail à plein cintre. C'est tout ce qui reste du logis de la Grande-Cour, appartenant au XVI^e siècle à la famille Grélain, et au XVII^e siècle à la famille Souchay.

Le 5 septembre 1586, Barthélemy Grélain déclare foy et hommage à haut et puissant seigneur Henry Clausel, seigneur de Fleury-en-Bière, du Grez, Moléans et Girouville, pour sa terre de Saint-Christophe (1).

En 1570, Robert Grélain, cordonnier suivant la Cour, en est propriétaire, puis François Grélain, chanoine-trésorier de Saint-André de Châteaudun.

Le 7 novembre 1671, Pierre Souchay reconnaît une redevance féodale à l'abbé de Bonneval pour une pièce de terre appelée Puis-Blanc, sise à Saint-Christophe, déjà frappée de ladite redevance en 1575.

La seigneurie de Saint-Christophe relevait de l'évêché de Chartres en 1597.

Il est fait mention de l'église de Saint-Christophe dès le XII^e siècle. Dans les chartes de l'abbaye de Saint-Avit, de l'abbaye de Bonneval, et le registre des contrats du chapitre de Chartres, l'on trouve *Sanctus Cristoforus de Duno*, 1217, *Sanctus Christoforus*, 1232, Saint-Christophe-en-Dunoys, 1448.

FOSSE-AU-CHEF ou FOUCHANCEY (Ferme)

Relevait du comté de Dunois. Il ne reste aucune trace des anciennes constructions.

Il en est parlé dans les chartes du comté de Dunois, en 1586.

L'ancien nom de Fosse-au-Chef permettrait de supposer qu'à une époque très-reculée un chef fut enterré sur l'emplacement actuel de la ferme ou dans le voisinage.

Des fouilles, pratiquées en 1876, n'ont amené aucun résultat.

COMPORTÉ (Moulin)

L'on voit, dans les chartes de l'abbaye de Saint-Avit, qu'en 1210 il se trouvait un moulin à Comportain. Mais il n'est pas fait mention

(1) Papiers de La Perrine et d'Aulnay.

du village dont on voit encore de nombreux vestiges, tels que caves voûtées, puits, etc., auxquels il est bien difficile d'assigner une date.

Ce moulin fait partie de la commune de Moléans.

MONTHYON (Ferme)

Ne renferme rien d'intéressant.

Il en est fait mention en 1224 dans les chartes de l'abbaye de la Madeleine de Châteaudun.

Dans un champ situé près de cette ferme, l'on a trouvé, il y a une vingtaine d'années, et presque à fleur de terre, de nombreux débris de squelettes d'hommes et de chevaux. Il est probable que ce sont les restes des victimes du combat du 18 mai 1589, raconté par Meunier de la Hogue, entre l'avant-garde du Roi, commandée par F. de Châtillon, fils de l'amiral, et le corps commandé par le marquis de Saveuse qui y perdit la vie, et son beau-frère, le baron de Brosse. Une remarque importante a été faite à l'époque des fouilles, c'est que toutes les mâchoires trouvées avaient appartenu à des jeunes gens.

LA BORDE

Cette ferme, détruite depuis un siècle environ, se trouvait à gauche, au haut de la côte appelée anciennement Cavée-au-Fumier et aujourd'hui Cavée-de-Flacey. Cadastre, section A, 51.

Elle appartenait à la famille du Plessis, ainsi, du reste, que Fosse-au-Chef, Monthyon et La Mollière.

LA MOLLIÈRE

Aujourd'hui démolie. En 1224, dans les chartes de l'abbaye de la Madeleine, il est parlé de *Moleria*. Cette ferme, quoique attenante à la Garillière, n'a jamais appartenu à l'Hospice de Châteaudun.

LA GARILLIÈRE (Ferme)

Il en est fait mention en 1376 dans les chartes de l'Hospice de Châteaudun, auquel elle appartient encore.

Au fond de son puits, se trouvent de vastes galeries qui n'ont jamais été explorées. L'on ignore l'époque de leur construction.

AULNAY

Il en est question dans les chartes de Saint-Avit, en 1210, sous le nom d'*Alnetum*, dans les chartes de l'abbaye de Bonneval, en 1558, et dans celles de l'Hospice de Châteaudun, en 1363.

Aulnay était un fief vassal d'Alluyes. Son château, peu important, faisait partie de la paroisse de Moléans jusqu'en 1771, époque à laquelle il passa dans celle de Saint-Christophe.

Dans le parc se trouve une colonne dont le fût, monolithe, est surmonté d'un chapiteau corinthien fort bien conservé. L'on ignore sa provenance. Près de là se trouvent un petit dolmen remarquable seulement par la gouttière qui traverse sa table, et deux menhirs peu intéressants.

Aulnay a appartenu jusqu'en 1690 à la famille du Plessis, puis à la famille de Meaussé jusqu'en 1809. M. de Vandenbergue l'achète à cette époque et le transmet à son neveu M. le comte de Villebresme, qui construit le château actuel en 1859.

Dans les bois d'Aulnay se trouvent deux petits forts romains, dont un est bien conservé. Il a la forme d'un rectangle de 50 mètres et 40 mètres de côtés. Le fossé a 2 mètres de largeur, ainsi que le talus. La hauteur de l'escarpe, malgré le tassement, est encore de cinq pieds.

Les petites fortifications désignées par l'expression *brachia ducere* dans Dégèce et l'empereur Léon, étaient employées par les Romains comme postes avancés. Leur présence permet de supposer qu'un camp important a existé dans les environs.

CHAPELLE DE SAINT-OUEN

Dans les bois de la Hulerie ou de Tourouvre, se trouvait une chapelle sous le vocable de saint Ouen. Aujourd'hui complètement détruite, elle était déjà en ruines en 1762. Il en est fait mention dans le pouillé de 1738. Cette chapelle desservait sans doute le village de Piblang ou Puis-Blanc, qui n'existe plus et qui se trouvait dans les champs de ce nom. La chapelle se trouvait dans le terrain portant au cadastre le numéro 153.

LE GREZ

Le château du Grez, dont il ne reste aujourd'hui que des tronçons de fossés, se trouvait sur la paroisse de Marboué, près de la limite de Saint-Christophe et de la vallée qui s'appelle encore Vallée-du-Grez.

En 1389, il appartenait à Guillaume de Mézalent, seigneur de la Petite-Perrine, à Autheuil, etc.

Ses successeurs furent :

En 1436, Guillaume de Tucé.

1481, Baudouin de Tucé.

1530, François de Tucé.

1540, Gilles de Tucé.

1560, H. de Beausoncles.

1561, René de Cherelles.

1562, Dame de Marcheumont.

1586, Henry Clausel, seigneur de Fleury-en-Bière, etc.

1600, Marie de Burgensis.

1630, Nicolas de Maillé.

1650, Huton Chouayne.

1664, Dame de Montbas.

1673, Vicomte de Montbas.

1682, François de Montbas.

1719, Messire Huerne et son épouse, Marguerite de Faveroles.

1755, Messire Pierre David, écuyer, et Jeanne de Chauffour, son épouse.

1770, Louis de Colbert.

Dès cette époque, le château du Grez n'existe plus, et ses terres appartiennent aux propriétaires du château des Coudreaux, qui sont :

En 1781, Louis de Rohan-Chabot.

1784, Joseph de Bouëxie, comte de Pisieux.

1806, Hyacinthe de Flers.

1808, Maréchal Ney.

1820, Maréchal Reille.

FLACEY

Flaciacum, 1140; *Flacei*, 1160; *Flace*, 1250; *Flaceyum*, 1419; *Flacey*, 1573.

Son église est mentionnée au XIII^e siècle sous le nom de *Ecclesia sancti Leobini Flacciaci*.

La voûte de l'église actuelle est ogivale et en bois. Les sablières, les tirants et les poinçons sont ornés de dessins et d'écussons. Sa construction doit donc remonter au commencement du XVI^e siècle.

Dans le pouillé de 1738, le présentateur est le doyen de Saint-Denys de Nogent-le-Rotrou. Maison seigneuriale, Morainville.

Il y avait à Flacey un prieuré de l'ordre de Cluny (pouillé de 1738). Collateur, le doyen de Saint-Denis de Nogent-de-Rotrou.

Après la voûte, il n'y a d'intéressant dans l'église qu'une statue en bois peint et fort ancienne, représentant saint Maurice à cheval. Cette statue fut apportée, pendant la Révolution, de l'église Saint-Maurice de Bonneval.

Dans le chœur se trouve une pierre tombale presque complètement effacée. L'on ne peut déchiffrer que quelques mots : CURÉ, PRIEU, FLACEY.

Les châtelainies de la paroisse de Flacey étaient :

1^o MEIGNANVILLE (*Megninvilla*, 1419, *Meanville*, 1512), appartenant à la famille de Chesnelong (1).

Il est fait mention de cette famille depuis 1390 jusqu'à 1606.

2^o LA PICARDIÈRE, fief vassal d'Ouarville, appartenant à la famille de Varay. Le dernier Jacques de Varay en était propriétaire en 1630 (2).

Le château est détruit depuis fort longtemps.

3^o MORESVILLE (*Morenneville*, 1432). En 1640, le châtelain est Adrien de Joues, seigneur de Plancourt, chevalier de Notre-Dame du Mont-Carmel, seigneur de Menanville; en 1584, Jacques Pélerin, escuyer; en 1671, Charles de Tours; en 1752, P. de Mosny; en 1790, comte de Villebresme (3).

BON DE VILLEBRESME.

(1) Papiers de La Perrine.

(2) Archives de la mairie de Flacey.

(3) Archives de Flacey.

UNE ANTIQUE ÉPITAPHE CHRÉTIENNE

Le *Bulletin de la Société Dunoise* a mentionné plusieurs dons faits, au retour d'un voyage en Algérie, par M. Adolphe Gouin, ancien maire de Châteaudun. Une pierre tumulaire portant une inscription latine était au nombre de ces objets. Elle avait été trouvée dans un jardin situé près de la route de Souk-Ahras, à un kilomètre de Bône et à quelques pas du chemin de fer qui dessert les mines du Mokta-el-Hadid.

La *Revue des Sociétés savantes* de 1877 consacre les lignes suivantes à cette épitaphe, précieux document pour l'histoire du christianisme à Hippone, car la croix tracée en tête de l'inscription la fait remonter à la fin du V^e siècle ou au commencement du VI^e :

La dernière des communications qui m'ont été renvoyées est relative à une antique épitaphe chrétienne trouvée en Afrique aux environs d'Hippone et conservée au Musée de Châteaudun. La Société Dunoise désire, annonce-t-elle, l'explication de cette inscription.

L'estampage qu'elle a envoyé laisse quelques parties douteuses ; un second, que j'ai demandé directement à M. le conservateur du Musée de Châteaudun ne m'a pas mieux renseigné, le papier se moulant mal sur la gravure qui est peu profonde.

Quoi qu'il en soit, voici la lecture que je propose pour ce petit texte :

+
BVRALDO MILEX
DE NVM HIPPI REG
VIXIT · IN PACE
ANN XL MILITA
BIT XGII CVIEBI
S D III N IUL INDI
T... N NONA

Buraldo? miles de numero Hipponensium regiensium vixit in pace annos XL, militavit (annos) XVIII, quievi(t) s(ub) d(ie) III n(onas), jul(ias), indi(c)t(io)n(e) nona.

Le changement de l'S en X, qu'on voit ici dans le mot MILEX, est connu par de nombreux exemples (1). On possède plusieurs textes où l'on trouve indiqué comme ici le *numerus*, c'est-à-dire le corps auquel appartiennent les soldats (2). Le nom du *numerus Hipponensium regiensium* ne s'est point encore rencontré, que je sache.

Le marbre du Musée de Châteaudun me paraît appartenir au VI^e siècle.

Edmond LE BLANT,
Membre du Comité.

(1) Commodianus, *Instructiones*, § XXIV, *xanta Dei lex est*; Muratori, *Inscrip.* 1872, in b. SPIRITA XANTA; Marini, *Papiri diplomatici*, p. 113, *Superscriptionem imprexam*, etc.

(2) *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*, t. II, n° 369.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE GÉNÉRALE

DU JEUDI 23 MAI 1878

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale le jeudi 23 mai 1878, dans une des salles de l'hôtel-de-ville de Châteaudun.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Achille Guenée, président ; Brossier-Géray, Clément, Coudray, le docteur Raimbert, Delcros et Henri Lecesne ;

Et MM. Aumoine, Boret, Chantegrain, Duchesne, Géray, Gougeon, Gougère, l'abbé Hautin, l'abbé Lehoux, le docteur Lemenant des Chesnais et Loignonec.

Le procès-verbal de la réunion générale précédente est lu et adopté.

Depuis sa dernière assemblée générale, la Société a reçu les ouvrages suivants :

I. — PUBLICATIONS

DONS

Annual report of the board of regent of the Smithsonian institution ; vol. in-8°. Don de la Société Smithsonianienne.

Revue des Sociétés savantes des départements ; avril 1877. Envoi du Ministère de l'instruction publique.

Richesse des manuscrits de Fleury-sur-Loire conservés à la bibliothèque d'Orléans, par M. Cuissard ; br. in-8°. Don de l'auteur.

Rapport sur le 25^e puits funéraire du Bernard (Vendée), par l'abbé Baudry ; br. in-8°. Don de l'auteur.

Comptes-rendus de la Société française de numismatique et d'archéologie ; 2^e série, tome I^{er}, première partie.

Antiquités et monuments du département de l'Aisne, par M. Édouard Fleury ; 2^e partie ; vol. in-4° avec planches.

Journal des Savants (trois premiers cahiers) ; envoi du Ministère de l'instruction publique.

Congrès archéologique de France ; séances générales tenues à Arles en 1878.

ÉCHANGES

Bulletin de la Société archéologique de Béziers ; 2^e série , tome IX , 1^{re} livraison.

Procès-verbaux de la Société archéologique d'Eure-et-Loir ; janvier 1878.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe ; 1877, 2^e trimestre.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois ; 1^{er} trimestre de 1878.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan.

Bulletin de la Société archéologique de la Charente.

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin ; tome III de la 2^e série.

Nobiliaire du Limousin, tome III, f. 62 à 90.

II. — MÉDAILLES ET OBJETS DIVERS

M. le docteur Coffin, qui a déjà donné à la Société Dunoise de nombreux témoignages d'intérêt, vient de lui faire un nouvel envoi de monnaies anciennes.

Une de ces médailles est particulièrement remarquable. C'est une darique d'argent, monnaie frappée par les rois de Perse environ 500 ans avant Jésus-Christ. Elle montre, à l'avvers qui est bien conservé, un homme barbu, le genou droit en terre, la tête ornée d'une couronne radiée, vêtu d'une longue robe et tenant un arc et un javelot. Le revers est fruste.

Cette pièce, antique et rare, est offerte à la Société Dunoise par un savant numismate, M. Angelot, de Paris, qui a donné à la ville de Versailles un riche et curieux médaillier.

M^{me} veuve Grellet, de Paris, fait don à la Société, aussi par l'intermédiaire de M. le docteur Coffin, d'un moyen bronze et de douze monnaies romaines d'argent et de potin.

Claude I^{er}. — R Un guerrier combattant. M. B.

Gordien III. — R PROVIDENTIA AUG.

Philippe I^{er} (deux pièces). — R ÆTERNITAS AUGG. — FIDES MILIT.

Herennius Etruscus. — SPES PUBLICA.

Valerianus. — R ORIENS AUGG. Le Soleil nu et debout.

Gallien. — Revers fruste.

Postume (cinq pièces). — R FIDES MILITUM. — P. M. TR. P. COS. II P. P. L'Empereur debout. — P. M. TR. P. IIII COS. III P. P. Mars nu, marchant. — SALUS AUG. Esculape debout. — SERAPI COMITI AUG. (?) Neptune debout, le pied droit sur une proue, la main gauche sur son trident.

Probus. — ORIENS AUG.

A ces monnaies anciennes, M. le docteur Coffin a ajouté :

Une petite médaille d'argent commémorative de la naissance du Prince impérial.

Et quarante-cinq pièces de bronze ou billon, parmi lesquelles deux médailles commémoratives de la Révolution de 1848, une pièce satyrique, et un beau double tournois de H. de Bourbon, prince de Conti.

Un beau jeton est offert à la Société par M. l'abbé Boudevillain. Il porte les devises suivantes : RIEN N'EST MEILLEUR QUE VIVRE EN VNITÉ. R̃ IL FAICT BON VEOIR CONCORDE FRATERNELLE. 1576.

Un jeton aux armes de France et de Navarre, offert par M. Durand-Brault.

Un double tournois de Henri IV, par M. Neveu, conducteur des ponts et chaussées à Bonneval.

Une monnaie de Georges I^{er}, roi d'Angleterre : 1726 ; offerte par M. l'instituteur de Donnemain.

Une feuille de quatre assignats de cinq livres, par M. Testeau.

Enfin, une ficoïde, par M. Gault, de Chatelard.

L'assemblée, sur la proposition de M. le Président, s'empresse de voter des remerciements aux généreux donateurs qui augmentent ainsi le médaillier et les collections de la Société.

M. le Président donne lecture des statuts de la Société, modifiés en vue d'obtenir que la Société Dunoise soit déclarée d'utilité publique. Après examen et discussion, l'assemblée adopte à l'unanimité les statuts dont voici le texte :

S T A T U T S

ART. 1^{er}. — La Société prend le nom de SOCIÉTÉ DUNOISE (Archéologie, Histoire, Sciences et Arts).

ART. 2. — Elle a pour but la recherche des antiquités et de tous les objets ou documents d'arts ou de sciences, notamment en ce qui concerne le Pays Dunois.

ART. 3. — Le nombre de ses Membres est illimité :

Ils se divisent en Membres honoraires, titulaires et correspondants. Les Membres titulaires sont seuls assujettis à la cotisation annuelle, qui est de cinq francs et qui peut être portée à six. Cette somme peut être, au choix de chaque Membre, remplacée par une somme de soixante francs une fois payée. Les Membres titulaires et honoraires seuls ont voix délibérative.

ART. 4. — Sont de droit Présidents honoraires : M. le Préfet d'Eure-et-Loir, M^{sr} l'Évêque de Chartres, M. le Sous-Préfet et M. le Maire de Châteaudun.

Pour être admis Membre titulaire ou correspondant, le candidat doit être

présenté par deux Sociétaires et reçu par les Membres du Bureau, à la majorité des voix et au scrutin secret.

Tout Membre titulaire cessera de faire partie de la Société par une démission écrite, adressée au Président.

Tout Sociétaire qui aura refusé le paiement de sa cotisation pendant plus d'un an pourra être déclaré démissionnaire par le Bureau.

ART. 5. — Les délibérations de la Société sont prises à la majorité des membres présents, sans que ce nombre puisse être inférieur au dixième des Membres titulaires. Dans le cas où le nombre des Membres présents serait inférieur au dixième des Membres titulaires, il y aurait lieu à une seconde convocation, après laquelle les délibérations seraient valables, quel que soit le nombre des Membres présents.

ART. 6. — La Société est administrée par un Bureau composé d'un Président, de deux Vice-Présidents, de deux Secrétaires, d'un Trésorier, d'un Conservateur et de deux Membres.

Les Membres du Bureau sont nommés pour trois ans par l'assemblée générale, au scrutin secret, et renouvelés chaque année par tiers.

Ils ne peuvent être réélus qu'après un intervalle d'une année, à l'exception du Président, du Conservateur, du Trésorier et du premier Secrétaire, qui sont toujours rééligibles.

Le Bureau choisit dans son sein les Vice-Présidents, les Secrétaires, le Conservateur et le Trésorier.

Les décisions du Bureau sont prises à la majorité, en présence de cinq Membres au moins.

ART. 7. — Le Trésorier reçoit les cotisations et acquitte les dépenses sur un mandat délivré par un des Secrétaires et visé par le Président.

Dans la première séance générale de chaque année, il soumet le compte détaillé des recettes et des dépenses de l'année écoulée à l'approbation de la Société.

Toutes les propositions relatives à l'administration sont adressées par écrit au Président, qui en réfère au Bureau.

Le Bureau se réunit à Châteaudun le premier mardi de chaque mois.

ART. 8. — La Société se réunit en assemblée générale quatre fois par an. Un bulletin périodique de ses travaux est délivré gratuitement à chaque Membre.

Aucun rapport ou travail quelconque ne peut être lu aux assemblées générales, sans l'examen préalable et l'approbation du Bureau.

Toute discussion sur les matières politiques ou religieuses est formellement interdite.

ART. 9. — Le Président seul représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 10. — La Société forme une bibliothèque et des collections. Les dons qui lui sont faits sont inscrits au bulletin des séances avec le nom des donateurs.

ART. 11. — Les délibérations relatives à l'acceptation de dons importants et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 12. — Les excédants de recette qui ne sont pas indispensables aux besoins ou aux développements de la Société sont placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit foncier de France ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'État.

ART. 13. — En cas de dissolution de la Société, son Musée deviendra la propriété de la ville. Les fonds restant en caisse, toutes dépenses acquittées, seront versés au Bureau de bienfaisance.

En outre, l'emploi de son avoir mobilier et immobilier fera l'objet d'une délibération du Bureau qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14. — Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération du Bureau et de l'approbation du Gouvernement.

Il est donné lecture d'une notice biographique sur M. Crignon de Montigny, le regretté vice-président de la Société Dunoise, par M. Amédée Lefèvre-Pontalis ; d'un mémoire de M. Delcros sur deux pierres sculptées trouvées dans le cimetière de Marboué ; et de la première partie d'une notice historique et archéologique sur la commune de Nottonville, par M. Chantegrain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR

M. CRIGNON DE MONTIGNY

Ce n'est pas seulement un devoir de convenance, c'est une dette de cœur pour la Société Dunoise de consacrer par quelques pages le souvenir d'un de ses membres les plus distingués, qui a pris part à sa fondation, qui a suivi ses travaux avec un constant intérêt, et qu'elle s'est honorée de compter au nombre de ses vice-présidents.

M. Anselme-Alphonse CRIGNON DE MONTIGNY nous appartenait à double titre, d'abord comme enfant de cette contrée, fort attaché à son pays d'origine et à tout ce qui pouvait en rehausser l'honneur; puis, comme archéologue, comme antiquaire, passionnément épris pendant toute sa vie des études qui font l'objet habituel de notre Société.

Il était né à Orléans, le 13 juin 1812, d'une famille qui était depuis longtemps occupée des intérêts publics et en position de les servir. Son bisaïeul, M. Crignon Sinson, avait été, en 1789, l'un des commissaires chargés de rédiger le cahier de la noblesse du bailliage d'Orléans. Son grand-père, M. Crignon d'Ouzouër, et son père, M. Crignon de Montigny, représentèrent successivement et presque sans interruption le département du Loiret dans les Chambres des Députés de la Restauration et du Gouvernement de Juillet : le premier, de 1815 à 1826; le second, de 1827 à 1839. Ils furent l'un et l'autre propriétaires du beau domaine de Champromain, situé sur la commune de Thiville, où le jeune Alphonse de Montigny prit, dès ses premières années, le goût le plus vif pour les travaux et les intérêts de la population rurale au milieu de laquelle il grandissait, et à laquelle ni son attachement ni ses bons offices ne manquèrent jamais.

Il fit ses études classiques, d'abord au Collège de Senlis, puis à Paris, au Collège Charlemagne. Après avoir terminé son droit, il entra au Conseil d'État comme auditeur de deuxième classe en 1836, et obtint deux ans plus tard la première classe de son grade. En 1843, il épousait la fille de l'amiral Duperré, l'illustre vainqueur d'Alger, qui était alors ministre de la marine. Mais, s'il trouva dans cette alliance tout le bonheur de sa vie et les satisfactions que peut donner l'union de deux âmes entièrement dignes l'une de l'autre, il refusa avec une rare constance de se servir du crédit de sa famille pour avancer dans sa carrière ; et, quand il lui était facile de monter, par un choix d'ailleurs fort mérité, au rang de maître des requêtes, il aima mieux se laisser exiler dans le *service extraordinaire*, pour ne pas être soupçonné de faire un passe-droit à des collègues plus anciens que lui. La Révolution de Février rompit pour quelques années ses liens avec le Conseil d'État, où il rentra comme maître des requêtes en 1852. Il a laissé dans cette haute Compagnie le souvenir d'un esprit distingué, délicat, particulièrement attaché au devoir, et d'un caractère incapable de jamais sacrifier le bon droit à aucun intérêt ni à aucune prévention. Fidèle à son habitude de ne jamais solliciter pour lui-même, il attendit patiemment que l'ancienneté de ses services le portât, en 1868, au poste de conseiller d'État, et le fit asseoir au milieu de collègues publiquement étonnés (nous en avons les preuves sous les yeux) de lui voir rendre une si tardive justice.

Il avait peu de goût pour les luttes politiques. En 1849, un certain nombre d'électeurs l'avaient pressé, très-jeune encore, de se laisser porter sur la liste des candidats qui devaient représenter le département d'Eure-et-Loir à l'Assemblée législative, mais il avait refusé de se jeter dans la mêlée des partis. Plus tard, en 1867 et en 1868, il céda aux instances des conservateurs du canton de Châteaudun qui lui firent un devoir de tenir leur drapeau dans deux élections successives au Conseil général, et assurément les intérêts du canton ne pouvaient être représentés par aucun personnage plus honorable et d'une capacité plus éprouvée. La majorité ayant paru en juger autrement, M. de Montigny ne voulut point renouveler cette épreuve, quoiqu'il en ait été plusieurs fois sollicité, et la seule et modeste fonction élective qu'il exerça dans notre contrée fut celle de membre du Conseil municipal de Thiville, aux séances duquel il assista jusqu'à son dernier jour,

ne cessant de faire profiter sa commune de son expérience et de sa libéralité.

Contre les agitations de la vie publique, et en dehors des graves travaux de jurisprudence administrative qui réclamaient une part notable de son temps, il s'était créé, pour l'esprit et la pensée, une sorte d'abri et de retraite de prédilection, où il se réfugiait dès qu'il en trouvait le loisir : nous voulons parler de son goût pour les nobles études de l'histoire, de l'art, et spécialement de la numismatique, où il avait conquis la réputation et l'autorité d'un véritable maître.

Dès sa première jeunesse, il avait commencé à recueillir, avec autant de discernement que de persévérance, une collection importante de médailles des Empereurs romains, cherchant non-seulement à compléter la série de ces figures célèbres, mais encore à réunir les revers les plus instructifs au point de vue des événements ou de la géographie. Bientôt il ne se borna pas à voir dans la numismatique un auxiliaire de l'histoire, et la question d'art domina pour lui l'intérêt historique de ses recherches. Tous les amateurs reconnaissent qu'il fut le premier en France à considérer à ce point de vue l'iconographie romaine ; on le voyait à toutes les ventes, recherchant les pièces d'une conservation irréprochable, celles que les connaisseurs appellent à *fleur de coin* et payant d'un prix jusqu'alors inconnu ces petites merveilles de l'art.

Ses collections de médailles grecques et de médailles de la Renaissance ou des temps modernes, quoique moins nombreuses et ne présentant pas de séries complètes, ne sont guère moins intéressantes, grâce à l'exquise perfection des types qu'il avait réunis pour servir de terme de comparaison avec l'art de la gravure à d'autres époques. Mais c'est surtout dans la glyptique qu'il avait acquis une science pour ainsi dire sans rivale. Il avait étudié avec un soin extrême les procédés employés par les artistes antiques pour graver leurs pierres ; il avait fait de nombreux rapprochements entre la manière de graver les médailles et les pierres fines, et, avec son ami, M. de Longpérier, il était peut-être à Paris le seul qui pût juger en dernier ressort l'âge et la provenance d'une intaille ou d'un camée.

Il donna de son discernement une preuve bien remarquable et qui paraîtrait incroyable si elle n'était attestée par les témoins les plus dignes de foi. Un jour, en passant sur le boulevard, il aperçut

au cou d'une dame un admirable camée. Il ne fit qu'entrevoir cette belle pièce, et, au mouvement des chevaux qu'elle représentait, il reconnut de suite un chef-d'œuvre de l'art antique. C'était, en effet, un des camées du cabinet de Philippe d'Orléans, le Régent, dont la trace était perdue depuis près d'un siècle. Arrêter la dame en pleine voie publique, lui acheter son bijou, fut l'affaire d'un moment, et le savant rentra chez lui ravi de sa bonne fortune, car il venait d'acquérir la perle de sa collection.

L'intelligence et le goût qu'une telle aventure suppose étaient secondés chez lui par une vue d'une finesse et d'une perspicacité incomparables. Il fit servir ce don précieux de la nature au progrès de la science, en s'appliquant à distinguer les falsifications et les contrefaçons qui, dans la gravure des médailles, sont devenues une branche parasite et malsaine, mais cependant une branche véritable de l'art. Il débuta par une œuvre de maître, en publiant, dès 1845, dans le *Manuel de l'Amateur et de l'Artiste*, une Notice que l'on cite encore aujourd'hui comme la plus complète et la plus décisive en ce genre, sur les célèbres Padouans, ces habiles faussaires du XVI^e siècle, qui contrefirent toute une série de monnaies romaines, au point de les faire admettre par tous les amateurs, et même dans les grands musées, comme les plus belles productions de l'art antique. La sagacité dont il fit preuve dans ce travail donne à regretter au monde savant qu'il ait depuis lors posé la plume et ait constamment refusé de faire paraître aucun écrit. Il préparait cependant et laissait espérer depuis longtemps la publication d'un ouvrage d'ensemble sur les pierres gravées, travail que lui seul peut-être était capable de mener à bien, et qui, au dire des hommes les plus compétents, aurait été de nature à lui ouvrir les portes de l'Institut. Mais il ne se décida jamais à mettre le lien nécessaire entre les notes qu'il avait accumulées et les dessins qu'il avait fait exécuter sur des moulages relevés avec le plus grand soin dans la plupart des cabinets de l'Europe. Doit-on imputer sa réserve à l'excès d'une modestie qui était en effet une de ses qualités dominantes, ou bien à une certaine paresse d'écrire que nous oserons lui reprocher ici ? Il arrive quelquefois aux natures exquises et délicates comme la sienne, amoureuses de la perfection jusque dans les plus petites choses, et habituées à tout regarder pour ainsi dire à la loupe, de devenir difficiles, surtout à elles-mêmes, au point d'hésiter à rien produire.

Nous ne serions pas étonné qu'une telle disposition d'esprit ait contribué à arrêter la plume entre ses mains.

Mais s'il a fui de son vivant les éloges publics et les satisfactions d'une ambition qui aurait été légitime, qu'il nous soit permis, sur sa tombe à peine fermée, d'invoquer le souvenir de ceux qui l'ont connu, et d'appeler en témoignage un des maîtres les plus autorisés de l'art et de la science. Nous avons sous les yeux une lettre écrite tout récemment au sujet de M. de Montigny par l'illustre M. de Saulcy, et nous aimons à mettre nos appréciations à l'abri d'un jugement parti de si haut.

« Pendant de longues années, dit M. de Saulcy, je l'ai vu à
 « l'œuvre sur le terrain de la numismatique, et je puis affirmer
 « qu'il était le plus habile et le plus raffiné des appréciateurs de
 « belles médailles antiques. Il avait un tact exquis pour recon-
 « naître tous les signes les plus fugitifs qui établissaient soit l'au-
 « thenticité, soit la fausseté d'une médaille soumise à son examen.
 « Je ne crois pas m'aventurer en disant que jamais un jugement
 « de lui n'a pu trouver de contradicteur. Amateur passionné de
 « ces bijoux d'art que l'on nomme des médailles antiques, il en
 « avait réuni une splendide collection dans laquelle n'étaient
 « admis que des spécimens irréprochables, et dans l'état que les
 « gens du métier appellent *fleur de coin*. Il préludait par l'étude
 « de la numismatique à celle des pierres gravées, étude fort
 « délicate, fort difficile même, qu'il poursuivit longtemps et avec
 « le plus grand succès. Personne, absolument personne, n'a acquis
 « à un si haut degré la perspicacité, le flair, dirai-je, qui lui faisait
 « reconnaître à première vue l'âge et le pays d'une pierre gravée
 « antique. A l'inspection seule de la matière employée, abstraction
 « faite du plus ou moins d'habileté de l'artiste graveur, il pouvait
 « dire, et cela avec une certitude quasi-mathématique : Cette
 « pierre a été gravée dans tel pays, de telle à telle époque. Je
 « crois qu'il se préoccupait moins de l'explication, presque tou-
 « jours fort hypothétique, des sujets représentés, que de la pure
 « question d'art et de chronologie. Il est bien à regretter qu'il ait
 « emporté avec lui la connaissance des résultats si précieux que
 « son expérience longue et patiente lui avait acquis. Un livre écrit
 « par Montigny sur l'histoire des pierres gravées eût été un véri-
 « table monument et un guide inappréciable. »

En insistant comme nous venons de le faire, sur le goût de

M. de Montigny pour les médailles et les pierres gravées, nous donnerions de lui une idée fausse, à force d'être incomplète, si nous laissions supposer qu'il se fût renfermé dans cette spécialité, et qu'il ait été ce qu'un ancien appelle *Hominem unius libri*. Personne, au contraire, n'avait plus que lui l'esprit ouvert à toutes les variétés des connaissances humaines. Il avait fait de l'histoire une étude approfondie, et, en véritable enfant d'Orléans, il s'était attaché particulièrement à celle de Jeanne d'Arc, sur laquelle il avait réuni à peu près tout ce que la reconnaissance et l'admiration des siècles ont publié. Sa bibliothèque mériterait de fixer l'attention, même à côté de son médaillier. Enfin, les statuettes précieuses de l'Antiquité et de la Renaissance qu'il avait réunies, une collection charmante de dessins et de miniatures, quelques tableaux d'un choix remarquable montraient en lui un véritable *dilettante* en toute matière d'art et un amateur aussi intelligent qu'éclairé.

Cet amour du beau en toute chose provenait chez lui d'une rare sensibilité qui était, à vrai dire, le fond de sa nature, et donnait à son commerce un charme singulier. C'est le propre de telles inclinations et de telles études de maintenir l'âme dans une région sereine et élevée, où il semble que toutes les affections s'ennoblissent et s'épurent. Tous ceux qui ont approché et connu M. de Montigny pourraient rendre témoignage de la séduction qu'il exerçait autour de lui ; et la douleur inconsolable d'une famille qui l'adorait est pour sa mémoire la plus digne et la plus touchante des oraisons funèbres. Il a été enlevé à l'amour des siens par un coup subit et prématuré de la mort, le 2 avril 1877, à l'âge de soixante-cinq ans. Devant un autre auditoire, nous aurions pu nous étendre plus longuement sur ses qualités intimes ; mais, en nous adressant à une Société savante, ce sont surtout les traits de l'homme public et du savant que nous avons dû chercher à ressaisir, heureux si nous pouvons laisser dans nos annales un souvenir permanent, quoique trop imparfait, des regrets qu'il nous inspire.

AM. LEFÈVRE-PONTALIS.

PIERRES SCULPTÉES

DU CIMETIÈRE DE MARBOUÉ

En démolissant une marche du seuil de la grande porte de l'église de Marboué, on a mis au jour deux pierres, couvertes, sur une de leurs faces, de sculptures qui présentent quelque intérêt.

Nous en offrons une représentation graphique, qui peut donner une idée de leur aspect et permettre de déterminer leur âge et le genre de monument auquel elles appartiennent.

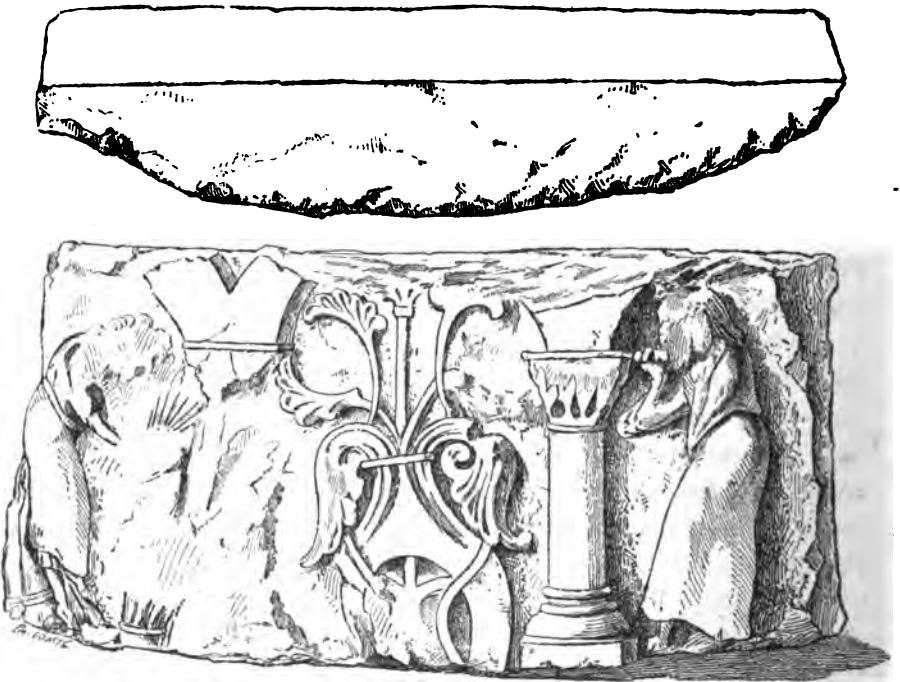


Fig. 1.

Les formes des arcades en plein cintre, les proportions et le

galbe des piliers nous indiquent, d'une manière assez précise, le X^e ou le XI^e siècle.

Il est difficile d'attribuer ces deux débris à autre chose qu'à une église : la tradition n'indique absolument rien qui autorise à supposer l'existence à Marboué, vers les X^e et XI^e siècles, d'un manoir ou de tout édifice civil ou militaire important ; et la beauté de ces restes, au point de vue sculptural, établit sans conteste la valeur du monument disparu.

Nous nous arrêterons donc à l'hypothèse d'une église.

FIGURE I.

La plus grande des deux pierres est bombée de manière à faire supposer qu'elle faisait partie d'un pilier. On y remarque un pilastre à fût cylindrique, servant d'appui à la retombée d'une arcade dont il ne reste plus qu'une trace au-dessus du chapiteau.

L'autre pilastre est complètement dégradé.

Le personnage qu'on voit encore assez distinctement à droite peut représenter un moine.

Les proportions en hauteur de cette figurine donnent très-près de cinq têtes.

La face a été complètement dégradée, la partie postérieure du crâne seule a conservé sa chevelure, qui est longue et peignée avec un soin minutieux que l'artiste a manifestement indiqué dans son œuvre.

Le bras droit existe encore, le gauche a disparu.

Le corps, les jambes et la robe qui les couvrent sont bien conservés, les pieds ne sont plus qu'indiqués.

Si la robe, dont cette figure est couverte, semble permettre de voir l'intention d'indiquer un moine, la chevelure déjà signalée éloigne cette hypothèse ; en effet, de tout temps, les membres du clergé régulier ont porté la tête rasée ou tout au moins couverte de cheveux courts.

L'action est bien marquée. Cet individu boit à même d'une coupe dont la forme a disparu sous les outrages du temps et les dégradations successives des iconoclastes.

Le vase était supporté par les deux mains placées de manière à présenter la paume en dessus, les doigts en avant, en sorte que

le carpe et le métacarpe sont très-fortement infléchis sur l'avant-bras, la paume de la main tout près de la bouche ; cette position est forcée.

Vient ensuite une colonne à fût cylindrique. Le chapiteau est de même hauteur que la base, le fût est deux fois plus haut. Sa largeur est égale aux deux tiers de la base. Cette colonne soutient la retombée d'une arcade de portique.

L'espace compris entre ce pilier et le suivant est rempli par une plante grimpante qui représente une vigne.

Le second pilier a disparu, on voit seulement encore la partie supérieure du chapiteau et la retombée des cintres qui s'appuyait dessus.

Le second personnage, placé tout-à-fait à gauche, est habillé à peu près comme celui de droite, la tête n'est plus qu'indiquée. Une petite portion de la coiffure reste encore et montre une partie de cheveux tressés avec soin et sculptés avec finesse. La robe est courte, la ceinture est parfaitement distincte.

Ce personnage est penché en avant, il fait face au précédent et paraît occupé attentivement à une opération manuelle dont il est assez difficile de déterminer la nature. Taille-t-il la vigne ? Fait-il un fagot ou lie-t-il une javelle ? Rien ne décide absolument entre ces questions, au moins d'après ce que nous avons pu voir. Aux pieds de l'ouvrier et plus haut, en face de la figure, on voit encore distinctement les traces d'un fagot ou d'une javelle debout. On peut conclure en disant qu'il achève de lier une javelle.

Derrière les deux figures et presque contre leurs talons, on aperçoit les traces de fûts de colonnes semblables à celles qui existent encore.

Cette pierre est bombée dans le sens horizontal, ce qui nous permet de supposer qu'elle faisait partie d'un gros pilier sur lequel l'artiste avait représenté les diverses phases de la culture de la vigne. Nous voyons ici la première et la dernière : la taille accompagnée de la confection des javelles, et la consommation du produit

FIGURE II.

La seconde pierre, dont nous mettons également une copie sous les yeux du lecteur, porte, en son milieu, un pilier à pans coupés ;

ici, les arceaux sont beaucoup mieux conservés que sur la pierre précédente.



Fig. II.

Le chapiteau est orné de feuilles d'acanthé encore assez distinctes ; les proportions du pilier sont les suivantes : hauteur totale, cinq ; base, un ; chapiteau, un ; fût, trois. Il diffère beaucoup des précédents qui n'ont qu'une hauteur totale de quatre fois le chapiteau.

La face sculptée que nous décrivons est plane, le pilier est fortement incliné de droite à gauche, ce qui nous porte à croire que nous sommes en présence d'une portion de frise ayant appartenu à une rampe ou à un escalier.

A droite, on ne voit que les traces d'une statuette ; ce qui reste ne permet guère de supposition plausible, le sexe même peut être discuté. On n'aperçoit plus qu'une partie de la coiffure, les cheveux sont séparés en deux nattes nouées par des rubans à leur extrémité.

La netteté et la délicatesse de cette sculpture sont très-remarquables.

De grands plis verticaux, pareils à ceux des jupons que portent

les dames aujourd'hui, ornent le bas de la robe ; les pieds et le reste du corps n'existent plus. La personne tourne le dos au pilier.

Le second personnage existe en entier, mais dans un état déplorable de dégradation. On remarque, sous le menton, un trou qui devait servir de point d'appui à une pioche pour faire sauter la tête ; le temps semble seul avoir manqué à l'iconoclaste pour parachever son œuvre de vandale. La figure, la coiffure, les pieds, sont complètement mutilés, on n'en voit plus que les silhouettes. A l'aspect général de ce qui a été la coiffure, on peut supposer une chevelure entière surmontée d'une couronne mérovingienne. L'artiste a représenté son personnage assis, il tient un globe dans ses mains appuyées sur ses genoux.

Le siège est heureusement bien conservé, il nous représente un véritable trône, dont la construction et l'aspect général rappellent vaguement la chaise curule ou le siège des proconsuls romains.

Ces faibles débris ne suffisent pas pour la restauration d'une église, ils nous donnent seulement la preuve que cette église existait vers le X^e ou XI^e siècle, qu'elle a été détruite plus tard soit par les Normands soit par les Calvinistes, mais que, dans tous les cas, elle devait avoir une certaine valeur artistique. Les quatre personnages dont nous voyons les restes sont bien posés, bien mouvementés, et certes l'artiste qui a mis ces pierres en œuvre suivait les meilleures traditions et avait dû se former au milieu des débris encore palpitants des chefs-d'œuvre de la sculpture gréco-romaine.

DELCROS.

Marboué, 16 avril 1878.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 27 AOÛT 1878

Le mardi 27 août 1878, à midi, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville de Châteaudun.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Achille Guenée, président ; Am. Lefèvre-Pontalis et le docteur Raimbert, vice - présidents ; Brossier-Géray, Clément, Desbans, Coudray ; Delcros et H. Lecesne, secrétaires ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Aumoine, Boret, l'abbé Cuissard, Duchesne, Durand-Brault, Gougeon, l'abbé Laigneau, l'abbé Lehoux, Loignonec, Edgar Lucas, Alexis Lucas, le comte de Mauny, Pouillier, Renault et Sence.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le comte de Tinseau, sous-préfet de Châteaudun, président honoraire de la Société, qui regrette de ne pouvoir assister à cette séance et témoigne le désir de faire aussi partie de la Société Dunoise comme membre titulaire.

Depuis la dernière réunion générale de la Société, le Bureau a admis, en qualité de membres titulaires, MM. :

BROSSERON, libraire à Chartres, présenté par MM. Pouillier et Brossier-Géray ;

DELALUQUE, instituteur à Lanneray, présenté par MM. Guenée et Coudray ;

Le comte DE ROUGEMONT, présenté par MM. Brossier et Pouillier ;

TRIBAULT, instituteur à la Bazoche-Gouet, présenté par MM. le docteur Raimbert et Pouillier ;

THOMAS, cultivateur à Montançon, maire de Moléans, présenté par MM. Pouillier et Coudray ;

L'abbé GERMONT, secrétaire général de M^{gr} l'Évêque de Chartres, présenté par MM. l'abbé Lehoux et Achille Guenée ;

RENAULT, notaire à Châteaudun, présenté par MM. Coudray et Edgar Lucas ;

Le comte DE TINSEAU, sous-préfet de Châteaudun, présenté par MM. Achille Guenée et le D^r Raimbert.

La Société Dunoise a été informée de la mort de plusieurs de ses membres : MM. Raimbert-Sevin, ancien député; Lemonier, ancien notaire à Cloyes; Dabout, propriétaire à Lutz; Denizart, propriétaire à Brou, et l'abbé Bourgeois, de Pontlevoy, membre correspondant. M. le Président témoigne des profonds regrets que ces pertes douloureuses ont inspirés à la Société.

La Société a reçu les ouvrages et objets suivants :

PUBLICATIONS

Dangeau et ses Seigneurs (1064-1790), par M. Maurice de Possesse, vol. in-8° vergé, orné de plusieurs planches et notamment de deux jolies eaux-fortes représentant : l'une, Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau, d'après le tableau de Rigaud; l'autre, la curieuse façade de l'*Auberge du Cheval-Blanc*, à Dangeau. Don de l'auteur.

Abrégé chronologique de l'histoire de la fondation du Collège de Boissy et généalogie de ses fondateurs, 1724. Ouvrage gravé, offert par M. Brossier-Géray.

Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne; 32^e volume, année 1877.

Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris, tome XII de la 11^e série.

Journal des Savants (livraisons de mai et juin 1878); envoi du Ministère de l'instruction publique.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie; 1878, n° 1^{er}.

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais; 1877, 4^e trimestre.

L'Union chronique des Sociétés savantes, année 1878.

Bulletin de l'Académie d'Hippône, n° 13.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois; 1878, 2^e trimestre.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais; 1878, 1^{er} trimestre.

Mémoires de l'Académie du Gard.

Bibliographie des Sociétés savantes de France (départements).

Revue des Sociétés savantes des départements; juillet, août, septembre et octobre 1877.

MÉDAILLES

Une monnaie de bronze des Lagides et une monnaie romaine de l'empereur Clodius; don de M. Desormeaux.

Voici la liste détaillée des monnaies anciennes offertes à la Société Dunoise, dans son assemblée générale de janvier 1878, au nom de M. le capitaine de Labonne :

Cinq deniers d'argent : — de la famille Lucretia. R les Dioscures à cheval ;

— de l'empereur Tibère ; — de l'impératrice Faustine, femme d'Antonin-le-Pieux ; — de Maximin I^{er}. R PAX AVG. ; — et de Gordien III. R IOVI STATORI.

Onze petits bronzes d'empereurs romains : — Gallien (2 pièces). R PROVID. AVG. et MARTI PROPVGNATORI. — Licinius I^{er}. R IOVI CONSERVATORI. — Constantin-le-Grand (3 pièces). R GLORIAE EXERCITUS. — Constantin II, César. R PROVIDENTIAE CAESS. et CAESARUM NOSTRORUM VOTIS V. — Constant I^{er}. R FELIX TEMP. REPARATIO. — Constance II, César. R FELIX TEMP. REPARATIO. — Constance II, empereur (2 pièces). R Même légende.

Un petit bronze grec, anépigraphé : tête de Jupiter à l'avvers ; au revers, un aigle éployé.

Onze monnaies d'empereurs et impératrices romains, à légendes grecques, coulées en Égypte de l'an 268 à l'an 305. — Claude-le-Gothique. R Aigle à dr. ayant au bec une couronne (5 variétés). — Même empereur. R Victoire à g. — Severina, femme d'Aurélien. R Femme casquée tenant la gloriole. — Vabalathus (?) — Probus. R Aigle (2 variétés). — Dioclétien. R Aigle.

Une pièce de deux piastres turques du sultan Mahmoud II.

Une pièce de deux aspres d'Alger, frappée au nom du même sultan l'année de la prise de cette ville (1830). — Quatre variétés de la même pièce et deux monnaies d'un aspre d'Alger, frappées au nom du sultan Mahmoud II, à des dates postérieures.

Une petite monnaie de cuivre, du sultan Abdul-Medjid.

Une monnaie de cuivre du Maroc (étoile à six rayons).

Une pièce de cinq baiocchi du pape Pie IX (1852) et sept monnaies de puissances étrangères.

OBJETS DIVERS

Une croix en bronze et un scel de Jehan Denis, vicaire de l'abbé de Saint-Benoist-sur-Loire, offerts par M. le baron de Villebresme.

Deux terres cuites égyptiennes, représentant un dieu anubis et une momie ; offertes par M. le baron de Villebresme.

Un bas-relief en terre cuite, représentant les vendanges ; don de M. Girard, ancien tailleur.

Une hachette en silex taillé, trouvée à Saint-Cloud ; don de M. Clément.

Une oreille de Midas, coquille de la Nouvelle-Calédonie ; don de M. le docteur Proust, de Bonneval.

Deux hachettes en silex poli, trouvées dans une vigne, à Châteaudun ; offertes par M. Abel Deniau.

Une hachette en silex poli, trouvée à Pruneville, commune de Marboué ; achat de la Société.

Deux pierres sculptées, trouvées dans le cimetière de Marboué ; don du

Conseil municipal de cette commune. Ces pierres ont été décrites par M. Delcros à la dernière réunion générale.

De vifs remerciements aux donateurs sont votés par l'assemblée.

M. le Président annonce qu'une subvention de trois cents francs a été accordée à la Société Dunoise par M. le Ministre de l'instruction publique, à titre d'encouragement pour ses travaux.

M. Clément met sous les yeux de l'assemblée un dessin représentant une portion de substructions qui semblent gallo-romaines, et qui ont été découvertes à Nobleville, commune de Civry. Les constructions importantes qui s'élevaient en cet endroit ont dû être détruites par le feu. C'est sur le même point que se trouvent sept ou huit puits de trois à quatre mètres de profondeur, aujourd'hui bouchés, qui avaient été signalés, vraisemblablement à tort, comme des puits funéraires : parmi les ossements qui en ont été retirés, il n'a pas été trouvé d'os humains.

L'assemblée décide que quelques travaux pourront être faits aux frais de la Société pour lever le plan de l'emplacement qu'occupent les substructions de Nobleville.

Un des sociétaires expose que, la Société Dunoise ayant principalement pour but la conservation des monuments du Dunois, il est de son devoir de se préoccuper de la ruine complète qui menace la charmante chapelle du Champdé, si la charpente et la couverture détruites par l'incendie du 23 juin dernier ne sont pas rétablies avant l'hiver. En attendant le commencement des travaux, les murailles et notamment le pignon pourraient recevoir une couverture provisoire. Il serait prudent, aussi, de faire photographier cet édifice.

Sur la proposition de M. le Président, une commission de trois membres est désignée pour s'occuper de la conservation de la chapelle du Champdé et entrer en rapports à ce sujet avec M. le Maire de Châteaudun.

M. l'abbé Haye, curé de Saint-Avit-les-Guespières, s'est livré à un travail fort utile : il a relaté, dans un mémoire adressé à la Société Dunoise, tout ce qui, dans les publications de la Société archéologique de l'Orléanais, peut intéresser le Dunois. Cette revue sera insérée au bulletin.

Il est donné lecture : d'une notice sur un sceau-matrice d'un abbé de Saint-Benoist-sur-Loire, par M. Brossier-Géray ; de la seconde partie de la notice de M. Chantegrain sur la commune de Nottonville, enfin, d'une note sur la restauration de la porte principale de l'église de Civry. A l'appui de son travail, M. Delcros soumet à l'assemblée le dessin de la porte de cette église.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

LES MÉMOIRES

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE L'ORLÉANAIS

MESSIEURS,

Après avoir lu quelques livres offerts à notre Société, il m'a semblé utile de présenter à nos collègues l'inventaire très-sommaire des renseignements que l'on peut y trouver sur les personnages ou les événements qui ont eu quelque rapport avec notre contrée.

J'ai parcouru les *Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais*.

Le premier volume manque à notre Société. On y trouve des renseignements sur l'église de Saint-Bohaire (Loir-et-Cher).

DEUXIÈME VOLUME

Histoire du Chapitre de Saint-Étienne de Bourges. — Les mendiants envahissaient le cloître, et le Chapitre pouvait à peine maintenir l'ordre dans ce ramassis de gueux qui établissaient là une sorte de *cour des miracles* (97). Rappel de la coutume de mettre au pillage les biens meubles de l'évêque décédé, à Chartres et à Bourges, p. 69.

La Société Orléanaise possède un *vidimus* d'une bulle délivrée en 1153 par Anastase V, en faveur de l'abbaye de Fontevault. On y voit une longue énumération des biens de cette abbaye dans les diocèses de Chartres, Périgueux, etc., II, 138.

Notice archéologique sur la crypte de Saint-Avit à Orléans, par L. de Buzonnière, p. 159-174.

Histoire de l'Église et du Chapitre de Saint-Avit d'Orléans, par E. de Torquat.

Ces deux mémoires sont à lire pour l'histoire de la vie et du culte de saint Avit.

Je ferai seulement remarquer que les Bollandistes font naître saint Avit à

Aurillac d'un père qui avait habité la campagne et d'une mère originaire de Verdun, près d'Aurillac, et non de Verdun de Lorraine.

M. de Torquat fait l'histoire de l'abbaye de Saint-Avit-lès-Châteaudun et cite un mémoire inédit qui nous apprend que la pieuse Ultrogothe, femme de Childeberrt I^{er}, établit une communauté de religieuses près le monastère de Saint-Avit, et que ses deux filles Chrotherge et Chrodesinde y consacrèrent à Dieu leur virginité.

Gaston Fleuriat d'Armenonville, natif d'Armenonville-sous-Gallardon, évêque d'Orléans, établit son grand séminaire sur l'emplacement du Chapitre de Saint-Avit d'Orléans.

Sceau de la Sainte-Chapelle de Châteaudun. — Notice sur l'antiquité de la ville de Châteaudun, sur la tour de Thibault, sur la chapelle collégiale érigée par Dunois, avec sceau, trésor commun, etc., description du sceau.

Siège de Montargis, p. 187-203. Pour l'histoire de Dunois, lire : *Siège de Montargis en 1427*; c'est le premier fait d'armes de Dunois et le premier revers des armes anglaises. Dunois assiste au mariage de la fille de Poton de Xantrilles et fait présent au marié d'une pipe longue de *cinq pieds 6 pouces 3 lignes*, qu'il avait reçue d'un ambassadeur siamois venu à la cour de Charles VII. Il est fait mention de lettres écrites par Dunois à Poton au sujet de Jeanne d'Arc.

Vie de Gauzlin, abbé de Fleuri et archevêque de Bourges (257). — Vers 1018, un grave différend s'éleva entre Gauzlin et saint Fulbert, évêque de Chartres, au sujet de Tetfroid, abbé de Bonneval, transfuge à Fleuri (261).

Eudes, comte de Blois et de Chartres, fait un échange avec l'abbaye de Fleuri (280).

Yves de Bellême fait une donation à l'abbaye de Fleuri.

Guillaume de Bellême donne l'abbaye de Lonlai, du diocèse du Mans (288).

Adalme, abbé de Saint-Calais, construit en marbre la porte méridionale de l'abbaye de Fleury (269-315).

Histoire du royal monastère de Saint-Lomer de Blois (361), par Noël Mars, publiée par M. Dupré, en abrégé dans le deuxième volume de la Société archéologique de l'Orléanais, et intégralement dans les Mémoires de la Société des sciences et arts de Blois.

On y trouve : Vie de Saint-Lomer, et des notes sur plusieurs saints de Mici.

Vient ensuite l'histoire de l'abbaye, de ses abbés, parmi lesquels figurent : Louis Pot, qui devint évêque de Tournai; Jean de Prunelé, d'une famille beauceronne; Fouquet de la Varenne, évêque d'Angers; Jacques Hurault, de Cheverny; le cardinal de Tournon, etc.

Il est dit que le prieuré de Saint-Julien de Douy « est aussy gentil et en aussy bel air que j'aye encore vu » (428).

Notice sur l'église de Saint-Lomer de Blois.

Pierre de la Brosse, chambellan de Philippe-le-Hardi, établi par saint

Louis châtelain de Nogent-le-Roi, compromis dans un empoisonnement, conduit à *Janville* en Beauce, terre qu'il avait achetée, et ramené à Paris où il est exécuté (pages 460-477). L'auteur cherche à réhabiliter la mémoire de ce gentilhomme.

.

TROISIÈME VOLUME

Ce volume ne renferme que des pièces intéressantes pour le département d'Eure-et-Loir. Il a été rédigé par M. Merlet, archiviste de la Préfecture de Chartres, et a pour titre : *Lettres des Rois de France, des Reines, Princes et hauts Personnages du royaume aux Evêques, Chapitre, Gouverneurs, Baillis, Maires, Échevins, Habitants et Commune de Chartres, de 1296 à 1715.*

L'ensemble de ces lettres fournit des renseignements intéressants sur l'histoire du pays chartrain, particulièrement pendant les guerres de religion, la minorité de Louis XIII et les guerres de la Fronde.

Denis Estrivart, de la ville de Châteaudun, est cité comme révolté contre Charles VI en 1411.

Léonor d'Orléans, duc de Fronsac, enterré à la Sainte-Chapelle de Châteaudun (1622).

On trouve nommés dans ces lettres : Charles de Cossé-Brissac ; Oudard d'Illiers, seigneur de Chantemesle ; Châtillon-Coligny ; Cheverny ; Curton de Chabannes ; Pierre Levavasseur, seigneur d'Éguilly et Saint-Avit ; Jean de Vassé, son gendre ; Morhier de Villiers ; le seigneur d'Ollé ; plusieurs princes de Vendôme, etc., etc.

QUATRIÈME VOLUME

Château de Chemault. — Sainte Jeanne de Valois en est propriétaire (17).

En 1604, Guyot Pot vend Chemault à Marie Touchet, épouse de François de Balzac d'Entraques.

Léon d'Illiers, seigneur de Chantemesle, a une rente sur Chemault.

Le Chapitre de Saint-Pierre-Empont avait droit de justice à Lumeau (p. 30, 31, 35). On assure qu'une redevance de cinq sous lui était payée par chaque habitant de Lumeau qui se mariait (37).

Le Chapitre de Saint-Euverte avait droit de justice à Beaudreville (67).

On cite un passage de la *Vie de saint Léonard de Dunois* constatant que Clovis lui permit d'entrer dans les prisons et de délivrer ceux des prisonniers qu'il voudrait choisir (92).

Le Chapitre de Saint-Aignan avait droit de justice et de propriété à Tillay-le-Péneux, Santilly, Ruan, Mer-lès-Blois (133, 135, 140, 145, 148).

Non loin de Briard (Gien), une chapelle dédiée à *saint Viâtre*, compagnon de saint Avit, a été élevée sur l'emplacement d'un *sacrarium* dont le pavage primitif a été retrouvé dernièrement (168).

Historique de l'abbaye de N.-D. de la Guiche, près Blois, fondée par Jean de Châtillon, qui y fut inhumé par l'abbé de la Magdeleine de Châteaudun, en 1280. Les Huguenots pillèrent ce monastère et massacrèrent le confesseur Jean Voisin, cordelier, natif de Tours. Ce martyr fut regardé comme saint par les-religieuses, qui en faisaient mémoire dans leur office du 5 février (191).

Marie de Prunelé d'Éneval mourut abbesse en 1646.

On conservait, dans l'église de la Guiche, une côte de saint Charles de Blois, duc de Bretagne, mort en 1364.

Mémoire sur Gien. — Il est dit de la ville d'Orléans qu'elle était le principal marché des Carnutes : *Genabum quod est Carnutum emporium* (Strabon).

Hugues du Mans, avec l'aide de Thibault, comte de Chartres, et Geoffroy, comte d'Anjou, alla assiéger et vaincre Guillaume II, comte de Gien, inutilement défendu par le roi Louis VI (211).

Hervé III, comte de Gien (1158), voulut s'emparer de tout l'apanage de Guillaume Goëth, son beau-père. Louis VII intervint contre ce gendre rebelle (214).

Le comté de Gien fut donné à Dunois par Charles VII pour tenir lieu des finances que ce prince avait dépensées à son service (223). Dunois avait alors vingt-sept ans.

Monographie de Chaumont-sur-Loire. — Georges d'Amboise, né à Chaumont, était le neuvième des dix-sept enfants de Pierre d'Amboise. Il devint cardinal, fit bâtir le château de Gaillon.

Diane de Poitiers posséda Chaumont. L'auteur de cette monographie admet les galanteries de cette femme célèbre avec le roi Henri II. Les Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir ont essayé de faire justice de ces bruits propagés surtout par le protestantisme (253, 282, 288).

Le comte de Dunois, disgracié par Louis XI, prend part à la guerre du Bien public (266).

Thibault IV, maître de la Champagne, du Blaisois et du Chartrain, vainc Sulpice II, seigneur de Chaumont, le conduit à Châteaudun où il le fait brûler à petit feu et devient maître de Chaumont vers 1150. Thibaut V lui succéda dans ses titres et propriétés (260. — Voyez aussi Bulletins, II, 385).

Saint Thomas de Cantorbéry et Henri II d'Angleterre eurent une entrevue à La Ferté-Bernard, à Chaumont et à Amboise (262, 264).

Ce fut à Chaumont que fut combiné le plan de l'évasion fameuse dont le duc d'Épernon fut l'instrument et qui délivra la reine-mère Marie de Médicis (294).

Siège d'Orléans en 1429. — Les Anglais, maîtres de Nogent-le-Roi, Le Puiset, Janville, Toury, etc., assiègent Orléans (322). Diverses localités

du Perche, du Dunois, et quelques cités fidèles organisent des secours pour la ville assiégée (323). Ces secours eurent de grandes difficultés à entrer. Messire Fleurens d'Illiers (335) et Dunois se battent avec courage (363).

Ciborium trouvé à Laqueuvre, commune de Férolles, canton de Jargeau (406). Thiers, curé de Champrond-en-Gâtine, regrette l'usage des *colombes* et *suspensions* pour conserver le Saint-Sacrement dans les églises. L'usage en existait encore dans certaines paroisses du pays chartrain et du Dunois; il vient d'être rétabli à Solesme (409). Ce ciboire et sa suspense en cuivre, style XVI^e siècle, fut offert à la Société Orléanaise (Bulletins, II, 429).

Découverte des restes de Dunois à Cléry (414). — Testament de Dunois selon la copie qui existe aux archives de la Préfecture du Loiret. Don aux pauvres et aux Cordeliers de Châteaudun (422, 424). Étienne Lefuselier, doyen de Saint-Sauveur de Blois, et Florent Bourgoïn, bailli de Dunois, ses exécuteurs testamentaires (427). Guillaume de Theligny, écuyer, témoin.

Histoire de Micy-Saint-Mesmin, où il est question de saint Avit de Châteaudun, qui est donné comme membre de l'illustre famille des *Avitus* d'Auvergne; de saint Ay et de sainte Mesme, sœur de saint Mesmin (430, 449), des saints Calais, Viator, Lyé, etc.

Sainte Mesme, originaire de Dourdan, était sœur de saint Mesmin, évêque d'Orléans, et non de l'abbé de Micy.

CINQUIÈME VOLUME

Dans ce volume nous trouvons peu de renseignements sur nos contrées.

Page 3, il est parlé de Suger, natif de Toury. Il encourage la recherche des reliques de saint Euverte, à Orléans. Il est question du tombeau de saint Caletric, trouvé à Chartres en 1703 sous le maître-autel de l'église Saint-Nicolas, et étudié par D. Mabillon.

On indique la vie de saint Taurin, premier évêque d'Évreux, par Ch. Lenormant.

Dans une « étude sur le droit d'asile », il est dit que les officiers de la cour allaient requérir chez le comte de Châteaudun ou celui d'Orléans, des hommes chargés de tirer vengeance pour le roi des criminels *réfugiés* à Tours auprès de saint Martin. Ces malheureux étaient par ruse ou trahison tirés hors de l'église et exécutés (31).

A la page 78, il est dit un mot du zèle de l'évêque d'Orléans Fleuriau d'Armenonville-sous-Gallardon, pour la répression du jansénisme.

Baudreville, Roumilly, Sirouville, Monceaux et Chantemerle (*Canta merula*) sont mentionnés comme dépendant de la justice de Saint-Euverte (97).

Une note de quatre pages, sur « une excursion à Terminiers », signale dans cette localité une mosaïque, une fonderie et des monnaies romaines.

Le volume se termine par un mémoire sur la valeur des principales denrées

et marchandises qui se vendaient ou se consumaient dans la ville d'Orléans, du XIV^e au XVIII^e siècle. Ce mémoire comporte 400 pages, où il n'y a que des chiffres intéressants pour ceux qui s'occupent du prix des denrées alimentaires.

Bulletins de la Société archéologique de l'Orléanais.

TOME PREMIER

Fresques de la chapelle de Saint-Gilles, à Montoire. Saint-Gilles était un prieuré dépendant de l'abbaye de Saint-Calais (70). Fresques reproduites par la lithographie (74).

Peintures murales dans la chapelle de Saint-Genoux à Celles-Saint-Denis (Loir-et-Cher). (174).

Mémoire par M. Huot sur le château de Villebon. — Annonce d'une histoire complète de Villebon, par M. de Pontoi (71).

Notice sur la vie et le testament de François de Vendôme, vidame de Chartres, promise à la *Revue de l'École des Chartes* par M. de Pétigny (73).

Offert : Histoire des Guerres du Puiset, par Victor Marc, 1841.

— Une Visite au château de Dunois, par M. l'abbé de Torquat, 1848 (80).

— De l'Ascia sculptée sur les tombeaux antiques.

— Médailles gauloises et romaines trouvées à Bazoches-les-Hautes (91).

Compte-rendu d'une excursion archéologique à Toury, Bazoches-les-Hautes, Chaussy et Audeville, par les abbés de Torquat et Desnoyers.

Bazoches-les-Hautes, résidence royale. Voies romaines (102).

Offert : Recherches sur les monnaies au type chartrain, par E. Cartier, 1846 (113).

— Mesures étalons envoyées au grenier à sel de Janville en 1687 (116).

— Cubes de la mosaïque de Marboué.

Soixante-une pièces d'or trouvées à Nogent-le-Roi (Rapport du Préfet d'Eure-et-Loir (1850).

Notice sur l'église de Saint-Bohaire (Loir-et-Cher).

Lettres du Préfet d'Eure-et-Loir au sujet des lettres des rois trouvées à Chartres (128, 387).

Mémoire sur Janville et les Écrivains de cette ville, par M. Vincent (182).

Lettre de Sainte-Beuve sur le poète Colardeau, né à Janville (185).

Lettres de Colardeau (350).

Lettre et testament de Colardeau (t. II, 285). Il avait deux sœurs et un frère religieux. Son testament est de 1775.

Marquis d'Alluyes et de Sourdis, gouverneurs d'Orléans (321).

Statue de Dunois en projet pour décorer l'hôtel-de-ville d'Orléans (234).

Offert : Empreintes des sceaux de Thibaut IV et autres comtes de Blois et de Châteaudun, d'Élisabeth, comtesse de Chartres (1218), Jean d'Oisi, comte de Chartres (1226), Hugues V (1189), et Geoffroi (1205), vicomtes de Châteaudun (p. 280).

Soeau de la ville de Mondoubleau en 1326 et des comtes de Vendôme.

Catalogue des cartulaires des Archives départementales.

Les Monastères d'Auvergne, par Dominique Branche, 1 vol. ; à consulter pour saint Avit (288).

Visite à la crypte de Saint-Avit à Orléans, construite sous les Mérovingiens (305).

Biographie de Jean de Montagu, grand-maitre des finances, par L. Merlet (1852).

Don du portrait de Louis-Gaston Fleuriau d'Armenonville-sous-Gallardon, évêque d'Orléans (353).

Don des portraits de deux évêques de Chartres (384).

Notice sur les vieilles maisons de Chartres, par Doublet de Bois-Thibault, 1853 (400).

TOME DEUXIÈME

Don : Notice sur l'étoffe dite *de Sainte-Mesme*, à Chinon (37).

— Les Pinaigriers, par M. Doublet de B.-Th. (12 pages).

Catalogue des livres de l'abbaye de Saint-Père de Chartres au IX^e siècle, par L. Merlet (8 pages).

Achat : Calvaire, 15 personnages ; albâtre de Lagny, conservant des traces de peinture. Bas-relief provenant d'un rétable d'autel, XIV^e siècle (103).

Diplôme d'indulgences accordées aux dévots aux reliques de saint Pipe, diacre, natif de Beaune-en-Gâtinois, en 1470 (115). Plusieurs pièces relatives à saint Pipe. Translation des reliques de saint Pipe par Denis Flancois Bouthillier de Cauvigny, archevêque de Sens, le 17 mai 1726 (115).

Objection par Vergnaud - Romagnesi contre l'identité des ossements de Dunois, découverts à Cléry (115).

Lettre de Henri III aux habitants de Châteaudun, par laquelle le roi demande deux cents hommes de pied des meilleurs et des plus assurés de la ville pour servir auprès de sa personne (21 décembre 1588). Original à la Bibliothèque de Châteaudun (119).

Procès-verbal des recherches faites dans l'église de Notre-Dame-de-Cléry pour retrouver les tombeaux et les restes de Dunois et de sa famille (149).

Notice sur l'inscription du tombeau de saint Caltry, évêque de Chartres (3 pages), et sur la crypte de N.-D. de Chartres, par Doublet de Bois-Thibault (18 pages). (167).

Sigillum insignis ecclesiæ Carnotensis.

Don : Portrait de Jacques Lenfant, né le 13 avril 1661 à Bazoches-en-Beauce. Monnaies des comtes de Chartres et du Perche, vicomtes de Châteaudun (183). Au musée du Vatican se trouve une statue représentant... la Beauce ? (223). Biographie du graveur Miger, par Bellier de la Chavignerie (230).

Recherches sur Lantara, par le même (308).

Cartulaire des évêques d'Orléans.

Cartulaire de l'abbaye de Savigny, par A. Bernard, 5 vol. (354).

Règles pour les pensionnaires du séminaire des Bénédictins de Pontlevoy en 1722, pareil à celui du collège royal militaire de Thiron (329).

Note sur Louis-Antoine de Pardaillan, premier duc d'Antin, seigneur des duchés d'Épernon et de Bellegarde, et Choisy, marquis de Montespan, gouverneur du Pays orléanais, chartrain, beauceron, percheron, Sologne, dunois, vendômois, blésois et dépendances (354).

Saint Éric (le disciple de saint Laumer?), reliques à Saint-Paterne d'Orléans en 1667 (375).

Un mot sur sainte Mesme invoquée pour la fièvre (428).

Offert : *L'Escalier de Berthe*, à Chartres (Lecocq, 12 pages).

— Dessin d'un médaillon représentant François Dunois, et d'un portrait sculpté du grand Dunois, à l'hospice d'Orléans (429). Dunois comte de Beaugency (444).

— Manuscrit, compte de tutelle des enfants de Toussaint-Martin de Chantemesle, par Nicolas Duport, avocat au Parlement, 1627 (506).

Rapport sur la fête célébrée le 13 juin 1858, à l'occasion de la bénédiction de la grotte de saint Mesmin (454).

EUGÈNE HAYE,
Curé de Saint-Avit-les-Guespières.

(A suivre : inventaire des autres volumes.)

RESTAURATION DU PORTAIL

DE L'ÉGLISE DE CIVRY

Nous avons pu, grâce à l'hospitalité de M. le Curé de Civry, explorer avec fruit et sans perte de temps, les environs de ce petit village perdu au milieu des plaines de la Beauce.

Civry présente encore quelques sujets d'étude pour l'archéologue. Nous citerons en première ligne le magnifique polissoir dit *Pierre de saint Marc*, que décrit M. Coudray dans son ouvrage *Un Coin du Dunois*.

Ce genre de pierres dont les usages étaient si étendus jusqu'au moment où la meule à aiguiser a été employée, présente, dans le cas qui nous occupe, une texture grenue et homogène qui la rend essentiellement apte aux opérations successives de l'aiguisage et du polissage des objets en matière dure. Nous avons pu reproduire ces manipulations, très-simples mais très-fatigantes, sous les yeux de M. l'abbé Peuffier.

La pierre de saint Marc est remarquable par ses grandes dimensions. Il est fort heureux qu'elle ait été signalée et décrite : placée au milieu d'un champ cultivé, elle disparaîtra certainement un jour ou l'autre sous l'action de la pioche ou de la mine.

L'église ne présente de particulier que deux fresques et un portail roman ; les peintures sont effacées aux trois quarts.

En levant le plan de l'édifice, nous avons observé un défaut de parallélisme très-marqué dans les murs latéraux de la nef, dont la largeur est de sept mètres au portail et de sept mètres quarante au chœur, sur une longueur de vingt mètres.

Nous constatons ce fait qui ne présente pas grand intérêt quand il s'agit d'une église d'aussi mince importance, mais qui, dans de grands monuments, pourrait avoir sa raison d'être, en raison des effets de perspective que l'architecte aurait voulu obtenir.

A notre grand regret, nous n'avons pu faire une restauration des deux fresques; leur état de dégradation est tel qu'il faudrait, pour réussir dans cette œuvre, un dessinateur très-habile. On sait du reste qu'elles représentent : l'une, la mort de saint Martin; l'autre, le même saint à cheval coupant, avec son épée, un bout de son manteau. Un mendiant à genoux près du cheval reçoit cette aumône.

Le portail est suffisamment conservé pour qu'un travail de restauration soit facile, nous en offrons un essai à la Société, essai qui peut être critiqué à plusieurs points de vue et qui, en tous cas, n'a d'autre prétention que celle de faire échapper à l'oubli une œuvre qui date de la plus belle époque de l'art roman secondaire.

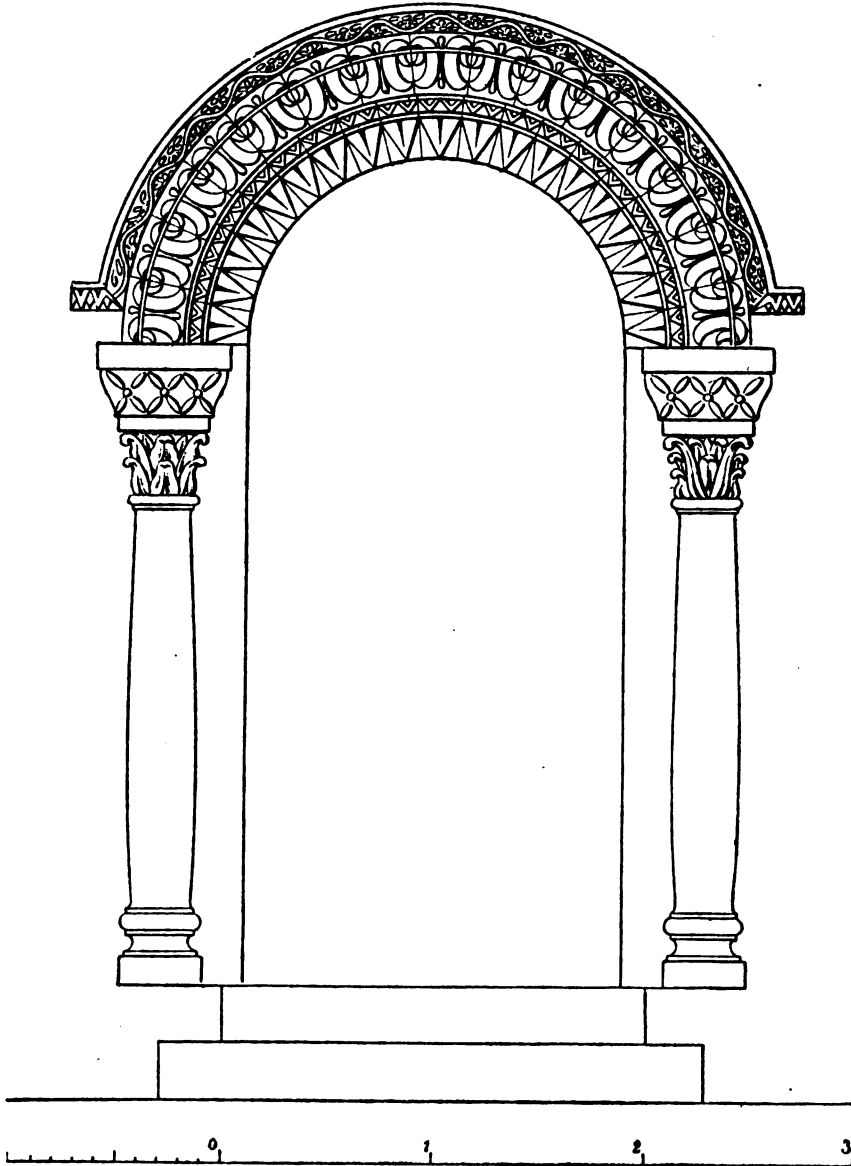
Ce petit monument a subi de rudes vicissitudes : les joints de la voûte, tout disloqués, n'ont pas été remis juste en place, en sorte que les ornements de l'archivolte chevauchent les uns sur les autres ; les deux colonnes latérales sont dissemblables, ce qui peut paraître conforme aux habitudes des artistes des X^e et XI^e siècles, mais qui, après examen, devient moins probable. La colonne de gauche a la même hauteur et les mêmes diamètres que celle de droite, les deux chapiteaux et les deux bases sont évidemment de même style. L'un des fûts est cylindrique et composé de deux morceaux mal ajustés.

Cette porte a été démolie pour être remplacée au lieu actuel, mais cette opération a été conduite avec une bien grande maladresse; on a poussé la barbarie jusqu'à noyer presque tous les ornements de l'archivolte dans un bain de mortier.

Le style des colonnes prend le corinthien pour type, les feuilles d'acanthé des chapiteaux sont nettement accusées, l'ensemble des proportions est d'une grande élégance. Les moulures et les ornements de l'archivolte sont disposés avec la richesse et l'imprévu tout particuliers à cette époque et peuvent servir à déterminer l'âge du monument.

Deux rangs de modillons en dents de scie, en usage pendant la période romane secondaire, ornent l'archivolte proprement dite; ils sont placés sur deux rangs superposés et de dimensions très-différentes. Au-dessus, nous trouvons une série de sculptures en forme de feuilles rappelant de loin la fleur de lys. Un listel et un tore décoré d'une plante grimpante, dont la tige serpente

autour de la moulure, complètent cette arcade d'une harmonie et d'une élégance de formes remarquables.



Quand on compare ce débris huit fois séculaire à l'église actuelle, on est saisi d'admiration pour une époque où les chefs-

d'œuvre de l'architecture se rencontraient jusque dans le plus humble village et couvraient le sol de la France. Il est vrai de dire que Civry ressortissait directement du Chapitre de Notre-Dame de Chartres, et se trouvait ainsi sous la direction des artistes qui construisirent notre cathédrale.

Ces maîtres ne négligeaient, ne dédaignaient rien : église de village ou métropole, trouvant à exercer leurs talents et leur imagination, partout ont laissé ces modèles inimitables, désespoir de nos artistes modernes. Un étranger visitant Civry, sachant seulement que notre porte est du XI^e siècle, tandis que l'église est moderne, comparant les deux choses, ne nous donnerait certainement pas le bon côté. Et s'il avait visité les Bambaras ou les Joloffs, il serait tenté de faire bien peu de différence entre ces barbares et nous, dont beaucoup d'églises de village sont si mal entretenues qu'elles ne diffèrent en rien des huttes à idoles des sauvages.

L'étude et l'histoire de cette décadence, due évidemment à la centralisation outrée des temps modernes, n'est pas possible ici ; l'espace et l'autorité scientifique nous manqueraient, d'ailleurs, pour la mener à bonne fin. Contentons-nous de constater cet état de choses déplorable, efforçons-nous tous, Messieurs, d'en arrêter les progrès par nos efforts persévérants ; c'est le plus utile et le plus noble but que la Société Dunoise ait à poursuivre aujourd'hui.

DELCROS.

Marboué, 8 Août 1878.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 26 NOVEMBRE 1878

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale le mardi 26 novembre 1878, à midi, dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Achille Guenée, président, Brossier-Géray, Clément, Coudray et Henri Lecesne ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Berger, Boret, l'abbé Cuissard, Duchesne, Durand-Brault, Géray, Gougeon, le baron de Lallemant du Marais, Pouillier, Sence et Sénéchal.

Plusieurs sociétaires se sont excusés de ne pouvoir assister à cette séance.

Le procès-verbal de la réunion générale précédente est lu et adopté.

Le Bureau prononce l'admission, à titre de membres titulaires, de Messieurs : BORGES, capitaine en retraite, à Marboué, présenté par MM. Delcros et Brossier.

L'abbé DESVIGNES, professeur au collège de Saint-Calais, présenté par MM. Achille Guenée et Brossier.

SARRAILH, capitaine-commandant au 20^e chasseurs, présenté par MM. Achille Guenée et Pouillier.

LAMBRON, greffier du Tribunal de Châteaudun, présenté par MM. Pouillier et Coudray.

Les ouvrages et objets suivants ont été adressés à la Société :

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 3^e et 4^e trimestres 1877.

Le *Journal des Savants*, septembre et octobre 1878 ; don du Ministère de l'Instruction publique.

Comptes-rendus et mémoires du Comité archéologique de Senlis, 1 vol., année 1877.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois, 3^e trimestre 1878.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 1^{er} semestre 1878.

L'Union, chronique des Sociétés savantes, nos des 15 septembre et 15 octobre 1878.

Les Secondes Lectures enfantines, par Ed. Rocherolles, 1 vol. cart., orné de vignettes.

Quatre brochures offertes à la Société par M. le M^{is} de Nadaillac :

Note sur le squelette de Menton ;

De l'existence de l'homme à l'époque tertiaire ;

Du transformisme ;

Du mouvement de la population en France et en Europe.

Un jeton de la Société académique de Blois, bronze ; armes de la ville au revers. Don de M. O. Lecesne, de Blois.

Des remerciements aux donateurs sont votés par l'assemblée.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. de Belfort, ancien président de la Société, qui annonce l'intention de publier à ses frais le cartulaire de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun, et de céder à prix coûtant, aux membres de la Société Dunoise, les exemplaires auxquels ils souscriraient. Cette nouvelle et cette gracieuse proposition sont très-favorablement accueillies par l'assemblée ; séance tenante, un certain nombre de sociétaires se font inscrire comme souscripteurs.

Un membre entretient l'assemblée d'une découverte archéologique qui a eu lieu récemment à Fontenay-sur-Conie.

Il est ensuite donné lecture : d'une notice de M. Clément, sur les substructions romaines découvertes à Nobleville, commune de Civry ; d'une lettre de M. Peuffier, curé de Civry, concernant Harville ; enfin, d'un rapport écrit par M. Delcros, sur le portail de la Bertinière, près Châteaudun.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

D É C R E T

RECONNAISSANT LA SOCIÉTÉ DUNOISE

COMME

ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ;

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts ;

Vu la demande formée par la Société Dunoise, dont le siège est à Châteaudun, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique ;

Vu les statuts de la dite Société, l'état de sa situation financière et les autres pièces fournies à l'appui de sa demande ;

Vu l'avis favorable du Préfet d'Eure-et-Loir ;

Le Conseil d'État entendu ;

Décède :

ARTICLE 1^{er}.

La Société Dunoise (Archéologie, Histoire, Sciences et Arts), dont le siège est à Châteaudun, est reconnue comme établissement d'utilité publique.

ARTICLE 2.

Les statuts sont approuvés tels qu'ils sont ci-annexés ; aucune modification ne pourra y être apportée sans l'autorisation du Gouvernement.

ARTICLE 3.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 décembre 1878.

Signé : M^{al} DE MAC-MAHON.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Signé : A. BARDOUX.

Pour ampliation :

Le Chef du Cabinet et du Secrétariat,

CHARMES.

STATUTS

MODIFIÉS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

ART. 1^{er}. — La Société prend le nom de SOCIÉTÉ DUNOISE (Archéologie, Histoire, Sciences et Arts).

ART. 2. — Elle a pour but la recherche des antiquités et de tous les objets ou documents d'arts ou de sciences, notamment en ce qui concerne le Pays Dunois.

ART. 3. — Le nombre de ses Membres est illimité :

Ils se divisent en Membres honoraires, titulaires et correspondants. Les Membres titulaires sont seuls assujettis à une cotisation annuelle, qui est fixée par le règlement intérieur. Cette somme peut être, au choix de chaque Membre, remplacée par une somme une fois payée. Les Membres titulaires et honoraires seuls ont voix délibérative.

ART. 4. — Sont de droit Présidents honoraires : M. le Préfet d'Eure-et-Loir, M^{sr} l'Évêque de Chartres, M. le Sous-Préfet et M. le Maire de Châteaudun.

Pour être admis Membre titulaire ou correspondant, le candidat doit être présenté par deux Sociétaires et reçu par les Membres du Bureau, à la majorité des voix et au scrutin secret.

Tout Membre titulaire cessera de faire partie de la Société par une démission écrite, adressée au Président.

Tout Sociétaire qui aura refusé le paiement de sa cotisation pendant plus d'un an pourra être déclaré démissionnaire par le Bureau.

ART. 5. — Les délibérations de la Société sont prises à la majorité des Membres présents, sans que ce nombre puisse être inférieur au dixième des Membres titulaires. Dans le cas où le nombre des Membres présents serait inférieur au dixième des Membres titulaires, il y aurait lieu à une seconde convocation, après laquelle les délibérations seraient valables, quel que soit le nombre des Membres présents.

ART. 6. — La Société est administrée par un Bureau composé d'un Président, de deux Vice-Présidents, de deux Secrétaires, d'un Trésorier, d'un Conservateur et de deux Membres.

Les Membres du Bureau sont nommés pour trois ans par l'assemblée générale, au scrutin secret, et renouvelés chaque année par tiers.

Ils ne peuvent être réélus qu'après un intervalle d'une année, à l'exception du Président, du Conservateur, du Trésorier et du premier Secrétaire, qui sont toujours rééligibles.

Le Bureau choisit dans son sein les Vice-Présidents, les Secrétaires, le Conservateur et le Trésorier.

Les décisions du Bureau sont prises à la majorité, en présence de cinq Membres au moins.

ART. 7. — Le Trésorier reçoit les cotisations et acquitte les dépenses sur un mandat délivré par un des Secrétaires et visé par le Président.

Dans la première séance générale de chaque année, il soumet le compte détaillé des recettes et des dépenses de l'année écoulée à l'approbation de la Société.

Toutes les propositions relatives à l'administration sont adressées par écrit au Président, qui en réfère au Bureau.

Le Bureau se réunit à Châteaudun le premier mardi de chaque mois.

ART. 8. — La Société se réunit en assemblée générale quatre fois par an. Un bulletin périodique de ses travaux est délivré gratuitement à chaque Membre.

Aucun rapport ou travail quelconque ne peut être lu aux assemblées générales, sans l'examen préalable et l'approbation du Bureau.

Toute discussion sur les matières politiques ou religieuses est formellement interdite.

ART. 9. — Le Président seul représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 10. — La Société forme une bibliothèque et des collections. Les dons qui lui sont faits sont inscrits au bulletin des séances avec le nom des donateurs.

ART. 11. — Les délibérations relatives à l'acceptation de dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 12. — Les excédants de recette qui ne sont pas indispensables aux besoins ou aux développements de la Société sont placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit foncier de France ou en obligations de chemins de fer français, émises par des Compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'État.

ART. 13. — Les ressources de la Société se composent :

- 1° Du revenu des fonds placés et des immeubles appartenant à la Société ;
- 2° Des cotisations des Membres de la Société ;

3° Des subventions qui pourraient lui être accordées par les communes, le département ou l'État.

4° Des donations ou legs dont l'acceptation sera autorisée conformément à l'art. 910 du Code civil.

ART. 14. — En cas de dissolution de la Société, son Musée deviendra la propriété de la ville. Les fonds restant en caisse, toutes dépenses acquittées, seront versés au Bureau de bienfaisance.

En outre, l'emploi de son avoir mobilier et immobilier fera l'objet d'une délibération du Bureau qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement.

ART. 15. — Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération du Bureau et de l'approbation du Gouvernement.

Ces statuts ont été adoptés à l'unanimité dans l'assemblée générale du 3 mai 1878, en remplacement de l'ancien Règlement.

Ces statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État, dans sa séance du 5 décembre 1878.

Le Maître des Requêtes, Secrétaire général du Conseil d'État,

Signé : Al^{dre} FOUQUIER.

Pour copie conforme :

Le Chef du bureau des Procès-Verbaux et Archives,

H. VALMORE.

NOTE SUR HARVILLE

C'est à regret, Messieurs, que je viens aujourd'hui éclairer un point d'histoire sur Harville, hameau de ma paroisse. Peut-être trouverez-vous, après m'avoir entendu, que les documents m'ont manqué pour rétablir la vérité dans tout son jour. Je le souhaite, et je serais heureux si d'autres me prouvaient que je suis dans l'erreur. Peut-être serez-vous satisfaits vous-mêmes de mes explications, car, après tout, la Société Dunoise n'a rien à y perdre, puisqu'il s'agit d'une simple transposition de lieu dans le district, ou, pour me servir du vrai terme, dans l'archidiaconé de Dunois.

Il s'agit d'Harville, Messieurs, et de sa maison de Templiers, *domus militum Templi in valleria Aridæ Villæ*, comme l'a écrit le savant M. Merlet, dans son Dictionnaire topographique d'Eure-et-Loir.

Maintenant, Harville, de Civry, mérite-t-il cet honneur? J'ai cherché, Messieurs, et je suis porté à croire que cet honneur a été usurpé sur un autre Arville, commune de Loir-et-Cher, près la Bazoche-Gouet.

Voici mes raisons :

D'abord, j'ouvre le Pouillé, et je trouve dans les commanderies du diocèse de Chartres : « Commanderie d'Arville, archidiaconé de Dunois, doyenné du Perche, à douze lieues de Chartres, conférence du Plessis-Dorin, élection de Châteaudun; on écrit par Montmirail. »

Voilà qui est clair! Arville, de Loir-et-Cher, a bien été une commanderie, *domus militum Templi*. Je n'ai rien trouvé de semblable pour Harville, de Civry.

D'un autre côté, je me suis demandé si l'on pouvait appeler *valleria* le plateau élevé où se trouve mon Harville. Il est vrai que je ne connais pas la topographie d'Arville, de Loir-et-Cher.

Je sais bien qu'on pourra m'objecter l'existence des caves-sou-

terrains qui se trouvent à Harville, de Civry. Mais, outre que ces caves sont peu connues, faute d'explorateurs, je dis qu'il ne se trouve à mon Harville aucun autre vestige d'antiquités, telles que maçonneries du Moyen-Age, briques romaines ou poteries anciennes, que je sache avoir jamais été trouvées dans les caves susdites ou aux environs. Il y a bien à Nobleville, village distant de près de deux kilomètres d'Harville, des caves aussi, qui sont certainement curieuses, puisqu'on y retrouve encore des antiquités romaines; mais la distance seule n'est pas en faveur d'Harville, son voisin.

Que reste-t-il donc en faveur d'Harville, de Civry, pour avoir été la maison des Templiers? Je trouve bien, dans M. Merlet, que le fief d'Harville était vassal de Bullou; dans le *Dictionnaire géographique des communes et des hameaux d'Eure-et-Loir*, par M. Lefèvre, que Regnault de Harville vivait en 1217, que Marie de Harville était abbesse de St-Avit en 1463. Il a bien pu, en effet, y avoir à Harville un fief, un château, une villa, tout ce que l'on voudra, moins le *domus militum Templi*.

Je viens, Messieurs, de prononcer une date, celle de Regnault de Harville en 1217. Et voilà que M. Merlet nous annonce que, vers 1200, Harville avait son *domus militum Templi in valleria Aridæ Villæ*. C'est extrait, nous dit-il, du Cartulaire du Grand-Beaulieu, page 138. Ainsi, en dix-sept ans, à l'époque de la plus grande richesse des Templiers, voilà Harville qui passe des Templiers entre les mains de Regnault de Harville. Est-ce croyable, à moins de preuves? Je vous le demande, Messieurs.

Peut-être, encore une fois, trouverez-vous que je manque de documents. Je le veux bien : mais mon but serait atteint, si je pouvais inspirer à quelque érudit de tirer de l'obscurité la gloire passée d'Harville, de Civry.

E. PEUFFIER,

Curé de Civry.

LES SUBSTRUCTIONS ROMAINES

DÉCOUVERTES A NOBLEVILLE, COMMUNE DE CIVRY

Dans les plaines de la Beauce, où l'horizon s'étend à perte de vue, et où l'on ne rencontre aucune inflexion du sol, on remarque assez souvent, sur un terrain parfaitement uni, une éminence formant bosse sur le sol environnant, et qui s'élève de un ou deux mètres au-dessus de la ligne primitive du terrain. Cette sommité s'étend quelquefois sur une assez grande étendue, et, par sa forme généralement circulaire, elle est facile à distinguer des *tétières* de champs, qui sont presque toujours droites, et qui sont produites par un cordon de terre végétale amenée avec la charrue à la suite des temps.

L'éminence dont nous parlons se trouve comme placée au hasard dans la plaine ; elle ne correspond la plupart du temps avec aucun point déterminé ; souvent elle est traversée par des chemins et, quelquefois même, recouverte d'habitations. La terre qui la compose est plus meuble que dans les sols environnants ; enfin, on y rencontre peu de pierres, à la surface du moins, et la charrue s'y promène sans rencontrer d'obstacles sérieux.

Dans les terrains incultes, l'éminence a conservé sa forme primitive ; on y aperçoit quelquefois des pierres à moitié enfoncées dans le sol, placées çà et là sans ordre, et le tout recouvert de friche.

Quelques-uns de ces monticules, conservés dans des terrains incultes, sont de véritables tumulus qui recouvrent des cendres, et dont la masse se trouve formée de petites pierres ramassées à la main sur les champs ; on les rencontre rarement isolés, mais par groupes éloignés les uns des autres de vingt à trente mètres. Ces tumulus sont généralement de faibles dimensions.

Près de ces petits monuments, il s'en trouve presque toujours un plus gros, qui semble dominer le groupe et avoir eu une destination plus élevée.

Nous avons, il y a une vingtaine d'années, dans la commune de Germignonville, et dans un champ placé sur la gauche de la vallée de Conie, fait ouvrir un de ces tumulus. Il était recouvert de terre et l'on n'apercevait au dehors qu'un fragment de pierre calcaire recouverte de mousse comme la terre du tumulus. En fouillant, nous avons reconnu que cette pierre, dont nous n'avions vu qu'une très-faible partie, était très-grosse, qu'elle était posée sur deux autres pierres espacées parallèlement de soixante centimètres environ, formant une grotte ayant à peu près la même hauteur. L'ouverture de cette espèce de grotte regardait le Levant.

Après avoir fouillé un peu, nous avons remarqué une terre noirâtre, onctueuse, qui collait aux doigts, et parmi cette terre nous avons trouvé cent trente dents parfaitement conservées ; beaucoup de ces dents avaient appartenu à des adultes, mais il y en avait bien une trentaine, très-petites, qui provenaient d'enfants en bas âge. Nous avons encore rencontré dix petites pierres éclatées, connues sous le nom de *couteaux*, dont la longueur ne dépassait pas six à sept centimètres sur deux à trois centimètres de largeur. Quatre de ces pierres, ainsi que les dents, ont été remises à M. de Boisville, président de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, qui nous avait chargé de ce travail ; deux des couteaux ont fait partie de la collection de M. le curé Souazay.

Ces tumulus, grands et petits, appartiennent à l'époque gauloise, et celui que nous avons fouillé était sans doute la sépulture d'une famille enlevée par une mort violente et déposée dans ce tombeau. Les petits tumulus que nous n'avons pas fouillés appartenaient vraisemblablement à des chefs inférieurs ou à des soldats. Les grosses pierres qui recouvraient ces sépultures avaient pour but de protéger les cadavres contre la dent des loups, très-nombreux à cette époque sur le sol de la Beauce.

Des monticules plus étendus recouvrent souvent des substructions. Quelquefois, c'est un village entièrement détruit par la guerre, et dont les habitants, privés de leur demeure, ont été chercher asile chez leurs parents et amis, dans les pays environnants ; le village détruit, les matériaux de quelque importance ont été recueillis pour servir à la construction de nouvelles habitations,

et il n'est resté sur le terrain que des décombres que personne n'avait intérêt à enlever, et des fondations qui auraient coûté trop cher à démolir.

On rencontre là, en fouillant, des poteries grossières, des objets en terre cuite, des tuiles plates de grande dimension, de couleur jaunâtre, du charbon et des pierres carbonisées ; on reconnaît que ces restes appartiennent, sinon aux temps modernes, au plus loin, du moins, à l'époque du Moyen-Age.

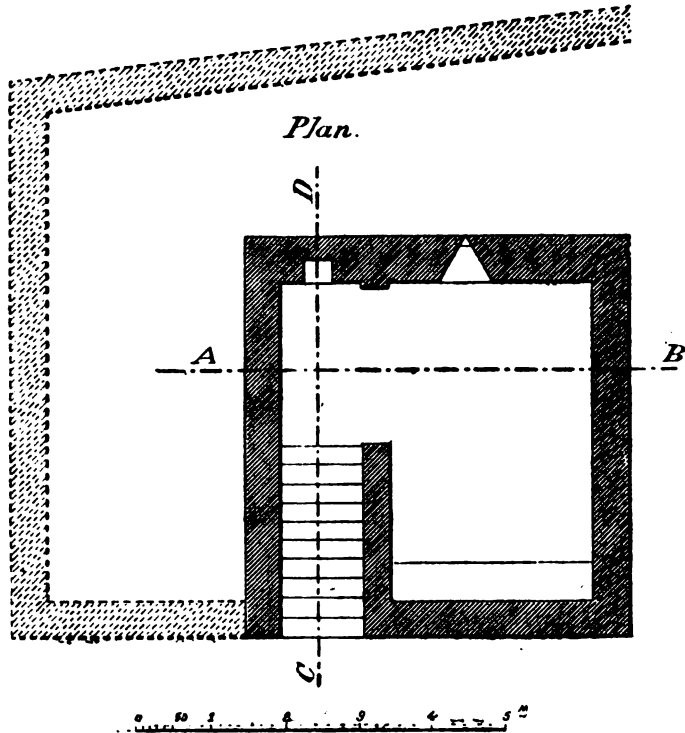
Enfin, on trouve de ces mêmes monticules dont l'origine est gallo-romaine, et qui datent des premiers siècles de l'ère chrétienne. Ici, on rencontre beaucoup de grandes tuiles à rebord, dites tuiles romaines, de couleur rouge, et différant peu d'aspect et de dureté avec les produits des fabriques actuelles du pays. On y trouve aussi des objets de toilette, des épingles en os ou en cuivre, de la poterie grossière et des fragments de poterie fine, de couleur rouge, avec dessins en demi-bosse, qui offrent souvent un grand intérêt. Ces fragments proviennent sans nul doute de poteries étrusques, beaucoup prisées par les Romains. Ces objets n'étaient point une production du pays, et l'on comprend qu'en ces temps où les transports, par voie de terre, étaient si difficiles, quel prix devaient avoir ces objets transportés à plusieurs centaines de lieues.

Tous ces débris se trouvent pêle-mêle au milieu de cendres, parcelles de charbon et moëllons carbonisés. On a trouvé encore dans certains endroits des matériaux approvisionnés, de la chaux éteinte et autres objets, des coquilles d'huîtres que les Romains pulvérisaient pour donner plus de consistance à leur mortier.

Au hameau de Nobleville, commune de Civry, on remarque, au Sud et dans les ouches du pays, une éminence semblable à celle dont nous venons de parler ; elle s'étend sur plusieurs parcelles de terre et même sous des habitations. En cet endroit, au commencement de l'été, M. Aubert, propriétaire de plusieurs de ces parcelles, entreprit des fouilles dans le but d'extraire de la terre meuble pour l'utiliser comme engrais ; il descendit les fouilles jusqu'à trois mètres en contre-bas du sol, et il ne rencontra qu'une terre très-légère, fine, un peu noire et mélangée de quelques tuiles romaines et de morceaux de poterie noire et rouge, en minces fragments. D'après son dire, il a trouvé des murs circulaires en forme de puits, remplis de la même matière. Ayant terminé l'enlè-

vement de ce dont il avait besoin, il a comblé les fouilles et a préparé son terrain pour y semer du blé, ce qui est fait aujourd'hui. Au cas où la Société voudrait reprendre la fouille et pousser plus avant les recherches, elle ne pourrait le faire avant le mois de septembre prochain.

Toutefois, en visitant les lieux avec M. Coudray, notre honorable collègue, nous avons reconnu, sur un terrain voisin, appartenant à la veuve Clouet, un fragment de construction romaine parfaitement caractérisé : c'est un petit bâtiment enfoui dans la terre de deux mètres environ, construit en calcaire de Beauce et en matériaux de petit appareil, traité comme taille smillée, avec le plus grand soin.



Ce petit bâtiment, dont, par une fouille récente, nous avons pu obtenir les contours, forme presque un carré; il mesure à l'intérieur : en longueur 4^m 20, et en largeur 4^m 12; il est partagé, dans sa longueur, en deux parties par un mur laissant d'un côté

un couloir de 1^m 05 de largeur, dans lequel existait un escalier qu'une personne du pays nous a dit avoir vu, et dont les marches ont été prises pour être employées en construction.

Du côté opposé se trouve un creux de 2^m 70 de largeur, mis en communication avec le couloir par une baie de 2^m d'ouverture; à l'extrémité de cette pièce, dans laquelle on descend une marche, en venant du côté de l'escalier, se trouve une espèce de banc en maçonnerie, de 0^m 35 de largeur et de 1^m de hauteur, qui a la largeur du creux et se trouve appuyé sur les murs latéraux. Cette maçonnerie n'est certainement pas un banc pour s'asseoir, mais pouvait être une place pour déposer des objets susceptibles de se détériorer à fleur du sol.

Sur le côté opposé au couloir et à 1^m 30 au-dessus du sol, on remarque un rang de tuiles à rebord, incrusté à plat dans la maçonnerie du mur; et, immédiatement au-dessus, on voit un rang de pierre qui rentre en surplomb à l'intérieur et qui semble être la première assise de la naissance d'une voûte, dont la partie supérieure est démolie et dont les moëllons, extraits de la fouille en même temps que la terre, sont encore entassés le long du mur du jardin, tout près de l'excavation. Du côté opposé au banc, on remarque, à environ 1^m 10 de hauteur au-dessus du sol, une ouverture de forme triangulaire, de 0^m 75 de largeur et de 0^m 60 de profondeur, qui semble être une baie destinée à l'éclairage du réduit, et communiquant, par conséquent, en forme d'un huis de cave avec le dehors.

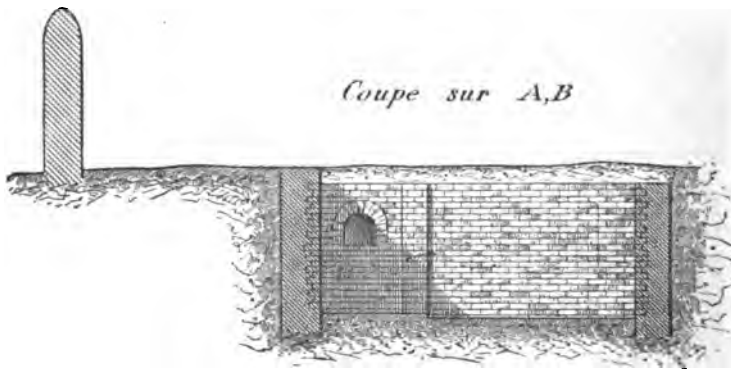
A l'extrémité du couloir, en face la descente, on voit une niche, incrustée dans le mur, dont la partie supérieure est à plein cintre et appareillée avec soin; cette niche est placée à 0^m 90 toujours en contre-haut du sol, elle a 0^m 73 de largeur sur 0^m 30 de profondeur. Au premier abord, on prendrait cette niche pour la bouche d'un four, dont elle a la forme et l'apparence; mais, comme elle est fermée dans le fond avec des matériaux appareillés, semblables à ceux des parois des murs intérieurs, il y a lieu de rejeter cette hypothèse et de croire que c'était simplement une niche destinée à recevoir une lampe éclairant la descente et le réduit d'à-côté.

Maintenant, parlons du genre de construction.

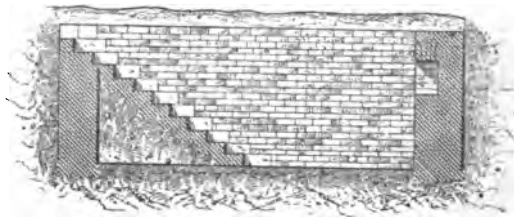
Par ce que nous venons de dire, on voit qu'il s'agit ici d'une cave voûtée en plein cintre, forme d'arc, que les Romains ont, sinon inventée, du moins employée presque partout.

Le parement intérieur étant seul appareillé et la maçonnerie restant brute du côté des terres, cela prouve parfaitement que la maçonnerie a été faite en sous-sol.

Les moëllons employés sont taillés avec le marteau à ailes, sans ciselures ni piqures à la pointe; ils sont traités avec une grande habileté; ils proviennent du banc franc des carrières d'Harville, situées à 5 ou 600 mètres du lieu d'emploi; ils mesurent de 12 à 15 centimètres de longueur sur une épaisseur régulière de 10 centimètres, la queue des pierres est plus grande que leur longueur. Ces matériaux ont été hourdés avec du mortier composé avec du sable calcaire, des terres à bâtir du pays et de la chaux grasse. L'appareil, coupant parfaitement à joint, est suivi avec le plus grand soin.



Coupe sur C,D.



Du reste, les Romains, nos maîtres en bien des choses, excellaient en l'art de bâtir, et il est présumable que des constructions

anciennes que l'on rencontre encore dans quelques endroits de la Beauce, sans appartenir à l'époque gallo-romaine, peuvent parfaitement avoir été établies avec des matériaux recueillis sur des éminences semblables à celles dont nous venons de parler.

Indépendamment des objets que nous avons énoncés, nous avons, en fouillant à fleur du sol, et à quelques mètres de l'excavation, trouvé plusieurs objets en terre cuite ayant la forme d'une pyramide tronquée plus haute que large et percée d'un trou dans sa partie supérieure, trou dans lequel on plaçait une corde qui servait à les suspendre en forme de poids; deux de ces objets ont été remis au Musée, ils sont dans un parfait état de conservation.

L'étendue des substructions que l'on rencontre à Nobleville, la profondeur à laquelle on trouve de la terre meuble et brûlée, les moëllons calcinés et les débris de charbon qu'on y rencontre, font supposer qu'il a dû y avoir en cet endroit un groupe d'habitations qui ont été détruites par le feu. De plus, on peut supposer que le pays détruit a été abandonné longtemps, et que ce n'est qu'à une époque postérieure que le pays actuel s'est établi sur les ruines de l'ancien. Il ne reste aucune tradition pouvant mettre sur la voie de ce qu'étaient ces substructions.

On a rencontré en plusieurs endroits, en fouillant également des terres pour engrais, des substructions de différentes natures qui appartenaient évidemment à l'époque gallo-romaine; le caractère le plus authentique consiste dans les fragments de tuile romaine qu'on y rencontre en quantité. Il y a quelques années, on a découvert, dans la commune du Mée, une substruction enfouie dans le sol, formant un cénacle plus petit que celui de Nobleville, mais construit de la même manière et avec des matériaux identiques.

Dans la commune de Thiville, au nord et un peu au-dessus du grand étang de Malvoisine, on a trouvé aussi, il y a quelque temps, en faisant des fouilles, la fondation d'un mur d'enceinte d'une assez grande étendue. Nous y avons vu un creux, en maçonnerie également en moëllon de petit appareil, ayant l'apparence d'un fourneau; auprès, se trouvaient un dépôt de chaux éteinte et une assez grande quantité de coquilles d'huîtres d'une très-grande dimension.

On peut donc déduire de ces faits que, dans la partie de la Beauce qui nous environne, l'occupation romaine a laissé de nombreuses traces que les guerres du moyen-âge ont fait disparaître,

et qu'on ne retrouve plus qu'isolément, par suite de fouilles semblables à celles que vient de faire le sieur Aubert.

A Châteaudun, le 18 novembre 1878.

L. C.

ERRATUM. — Dans la notice sur la *Restauration du portail de l'église de Civry*, page 176, au lieu de : « trouvant à exercer leurs talents et leur imagination, « partout ont laissé ces modèles inimitables, désespoir de nos artistes modernes », il faut lire : *trouvant à exercer partout leurs talents et leur imagination, ils ont laissé....*

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU MARDI 28 JANVIER 1879

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale le mardi 28 janvier 1879, à midi, dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville de Châteaudun.

Étaient présents :

Au bureau, MM. : Achille Guenée, président; le docteur Raimbert, vice-président; Brossier-Géray, trésorier; Clément et Desbans, membres; et Henri Lecesne, secrétaire;

Et MM. : Allard-Vaumartel, Boret, l'abbé Cuissard, Duchesne, Durand-Brault, le docteur Foisy, Géray, Gougeon, Grémillon, Legras, Alexis Lucas, Poirier, Pouillier, Prodhomme, le capitaine Sarrailh et Sénéchal.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Le Bureau a reçu deux nouveaux membres titulaires :

M. DE LA VALLIÈRE, directeur de la Société des assurances mutuelles de Loir-et-Cher, à Blois, présenté par MM. Achille Guenée et Henri Lecesne;

Et M. LYAUTEY, officier d'état-major, stagiaire au 20^e chasseurs, présenté par MM. Sarrailh et Pouillier.

Les publications et objets suivants ont été reçus depuis la dernière réunion générale :

Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie; 1878, nos 2 et 3.

Journal des Savants; novembre et décembre 1878.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir; novembre 1878.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais; tome VII, 4^e trimestre 1878.

L'Homme tertiaire, par M. le marquis de Nadaillac; don de l'auteur.

Une Visite à l'hôtel d'Alluyes, par M. de la Vallière; don de l'auteur.

Article nécrologique sur M. Léon Ballereau, par M. l'abbé Baudry; don de l'auteur.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois; 4^e trimestre 1878.

UN COIN DE PARIS : *le Cimetière gallo-romain de la rue Nicole*, par M. Léon Landau, officier d'Académie; br. in-8°; 1878. Don de l'auteur.

BULL., t. III.

Période néolithique ou de la pierre polie, par M. Émile Cartailhac; br. in-8°.
Envoi de l'éditeur.

Une clé ancienne, en fer, l'anneau en forme de losange, trouvée près de la Cavée de la Reine; don de M. Gougeon.

L'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

M. le Président donne lecture de la lettre suivante, par laquelle M. le Ministre de l'instruction publique lui a fait part de la reconnaissance de la Société Dunoise comme établissement d'utilité publique.

MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS
—
SCIENCES ET LETTRES
—
BUREAU
des
TRAVAUX HISTORIQUES
et
SOCIÉTÉS SAVANTES

Paris, le 17 décembre 1878.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, pour être mise dans les archives de la *Société Dunoise*, Histoire, Archéologie, Sciences et Arts, de Châteaudun, une ampliation du décret qui lui accorde la reconnaissance légale et approuve ses statuts.

Je vous remets, également, un exemplaire des statuts modifiés par le Conseil d'État, en vous priant de me faire parvenir trois exemplaires des nouveaux statuts dès qu'ils seront imprimés, conformes au modèle ci-joint.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

*Le Ministre de l'Instruction publique,
des Cultes et des Beaux-Arts,*

A. BARDOUX.

*A Monsieur le Président de la SOCIÉTÉ DUNOISE, Histoire,
Archéologie, Sciences et Arts, à Châteaudun.*

Le décret de reconnaissance de la Société, en date du 12 décembre 1878, a été inséré au dernier bulletin, ainsi que les statuts modifiés par le Conseil d'État.

M. le Président rend compte, ensuite, de ce qui a été fait par le Bureau pour répondre à un vœu de la Société Dunoise, qui est aussi celui de tous les artistes et des archéologues, c'est-à-dire pour assurer la conservation de la jolie chapelle du Champdé. Grâce à d'actives démarches et notamment à celles de M. Lefèvre-Pontalis, un des vice-présidents de la Société, un heureux résultat vient d'être obtenu : la chapelle du Champdé est classée comme monument historique.

L'Assemblée, reconnaissante, vote des remerciements à M. Lefèvre-Pontalis et à M. Achille Guenée.

M. Brossier-Géray soumet à l'assemblée les comptes de 1878 et un projet de budget pour 1879.

Comptes de 1878.

§ 1^{er}. RECETTES.

Reliquat du compte de 1877	229 fr. 98
Une cotisation 1873	5 »
Une cotisation 1874	5 »
2 cotisations 1875	10 »
11 cotisations 1876	55 »
27 cotisations 1877, dont une à 5 fr.	161 »
203 cotisations 1878, dont deux à 5 fr.	1,216 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique	300 »
Prix de l'acquisition faite par le Ministère de l'Instruction publique de 50 exemplaires de <i>l'Histoire de l'Abbaye de Bonneval</i>	500 »
Recette extraordinaire	6 »
Vente de bulletins et de cartulaires	17 50
Intérêts des deux obligations du chemin de fer d'Orléans	55 70
Intérêts des fonds placés à la Caisse d'épargne	19 85
Total	<u>2,581 fr. 03</u>

§ 2. DÉPENSES.

Frais de bureau	137 fr. 72
Achat de mobilier	25 10
Achat de livres et objets de collection	» »
Impression du bulletin	304 10
Impression de <i>l'Histoire du Comté de Dunois</i>	736 48
Gages des concierges du Château et de la Mairie	70 10
Dépenses imprévues	37 60
Total	<u>1,311 fr. 10</u>

BALANCE.

Recettes	2,581 fr. 03
Dépenses	<u>1,311 10</u>
Reste en caisse.	<u>1,269 fr. 93</u>

§ 3°. ÉTAT DE SITUATION.

Reliquat du compte de 1878	1,269 fr. 93
3 cotisations 1877.	18 »
28 cotisations 1878	168 »
Complément à recevoir sur quatre cotisations.	<u>4 »</u>
Total	<u>1,459 fr. 93</u>

A déduire : Reliquat restant dû sur l'exercice 1878 :

Frais de bureau	77 fr. 72	}	410 90
Impression de bulletin	192 70		
Achat de mobilier	140 48		
Reste à l'actif	1,049 fr. 03		

§ 4°. CAISSE DES COTISATIONS PERPÉTUELLES.

2 obligations du chemin de fer d'Orléans, numéros 2,273,072
et 2,790,290 Mémoire.

Reliquat du compte des cotisations perpétuelles placé à la
Caisse d'épargne de Châteaudun, livret 10,140 77 fr. 25

Budget de 1879.

§ 1°. RECETTES PRÉSUMÉES.

Reliquat du compte 1878	1,269 fr. 93
3 cotisations 1877.	18 »
28 cotisations 1878	168 »
Complément de 4 cotisations 1877 et 1878	4 »
180 cotisations 1879	1,080 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique	300 »
Intérêts de deux obligations du chemin de fer d'Orléans	55 70
Intérêts des fonds placés à la Caisse d'épargne.	<u>10 »</u>
Total	<u>2,905 fr. 63</u>

§ 2°. DÉPENSES PRÉSUMÉES.

Frais de bureau	150 fr. »
Achat de mobilier	150 »
Achat de livres et objets de collection	50 »
Impression du bulletin	<u>500 »</u>
A reporter.	850 fr. »

Report	850 fr.	»
Impression de l' <i>Histoire du Comté de Dunois</i>	1,200	»
Gages des concierges du Château et de la Mairie	70	»
Reliquat restant dû sur l'exercice 1878.	410	90
Dépenses imprévues.	374	73
Total	2,905 fr.	63

BALANCE.

Recettes présumées	2,905 fr.	63
Dépenses présumées	2,905	63
	»	»

Les comptes de M. le trésorier sont approuvés par l'assemblée, qui vote des félicitations à M. le trésorier et à M. le vice-trésorier; et le budget de 1879 est adopté sans modifications.

Il est procédé ensuite au renouvellement partiel du Bureau.

Le nombre des votants est de 22.

M. Achille Guinée est réélu président par 21 suffrages.

Il reste à nommer deux membres du Bureau, en remplacement de MM. le docteur Raimbert et Desbans, non rééligibles.

M. Gougeon est d'abord élu par 12 suffrages. M. Pouillier l'est, au second tour de scrutin, par 19 voix. MM. Gougeon et Pouillier sont, en conséquence, proclamés membres du Bureau pour trois ans.

M. Brossier-Géray donne lecture d'une notice sur les armes et les différents sceaux de l'ancienne abbaye de la Madeleine de Châteaudun.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

COMPOSITION DU BUREAU

POUR L'ANNÉE 1879

Président	M. Achille GUÉNÉE.
Vice-Présidents	{ M. Amédée LEFÈVRE-PONTALIS.
	{ M. COUDRAY.
Trésorier.	M. BROSSIER-GÉRAY.
Vice-Trésorier	M. POUILLIER.
Conservateur	M. COUDRAY.
Secrétaires	{ M. DELCROS.
	{ M. Henri LECESNE.
Membres.	{ M. CLÉMENT.
	{ M. GOUGEON.

NOTICE
SUR
LES ARMES ET LES DIFFÉRENTS SCEAUX
DE
L'ANCIENNE ABBAYE DE LA MADELEINE DE CHATEAUDUN

En compulsant récemment les archives de l'ancienne abbaye de Saint-Avit-lez-Châteaudun, qui sont aujourd'hui déposées à la Préfecture d'Eure-et-Loir, nous avons fait la découverte d'un mémoire qui, au point de vue archéologique, peut avoir son importance. Ce mémoire aurait été écrit à l'occasion d'un procès entre les religieuses de Saint-Avit et les chanoines de la Madeleine. Il s'agissait de la possession des dîmes de la Chapelle-du-Noyer, et les chanoines faisaient valoir un amortissement de censif pour leur droit prétendu de dîme.

Voici, à propos de ce titre, ce que le mémoire expose :

« Pièce fort suspecte, d'autant qu'elle n'est point dictée
« signée, secondement, avec apparence de supposition de scel, qui
« est dict être en lacs de parchemin, et sur le scel empreinte la
« figure d'un aigle à deux testes; car l'abbaye de la Magdeleine
« n'a point, au temps de datte, qui est mil deux cent quatre-
« vingt-treize, porté pour armes l'aigle à deux testes. Ce fut
« Jehan Lefebvre, dernier abbé régulier, qui commença d'establi-
« les dites armes ou scel en la dite abbaye environ l'an mil cinq
« cens, mais auparavant portoient en scel la figure d'un diacre
« revestu de chasuble, et l'évangéliste (*sic*) en pectoral, et de
« l'autre costé un chef, ainsy qu'il se voit au tiltre daté de l'an
« mil deux cent quarante-six et autre chartre de l'an mil deux
« cent quatre-vingt-sept, cottées en la production des dits deman-
« deurs. Et le dit soupçon de supposition est preveu par le copiste
« dudit acte, qui adjouste au pied dudit scel en ces termes : *que l'on*
« *dict être les armes de l'abbaye de la Magdeleine*, pour monst-
« *rer le doute qu'il avoit de la vérité de cest acte.* »

Ce mémoire est signé : FOUQUET, *avocat du baillage de Dunois*,
et daté de 1643.

Le factum de contredits, dressé par l'avocat Pousteau, que nous avons trouvé dans le dossier, ne dit absolument rien sur cette grave déposition. Est-ce que les chanoines, eux-mêmes, auraient eu « *un soupçon de supposition* », et, dans ce cas, auraient jugé prudent de garder le silence?

Déjà, la *Gaule chrétienne*, dans sa notice sur cette abbaye, avait émis un doute au sujet de ce sceau au type de l'aigle à deux têtes, comme ayant été celui de la Madeleine. Cette notice est intéressante. En voici la traduction :

« La tradition est, à Châteaudun, suivie en cela par de savants auteurs, que cette abbaye a été fondée par l'empereur Charlemagne sur une crypte consacrée à saint Jacques, en laquelle les premiers chrétiens offraient les saints sacrifices. Pour ne pas perdre la mémoire d'une aussi illustre origine, l'aigle impériale fut dessinée sur l'écusson du couvent (*scuto gentilitio*). Lancelot, qui faisait le plus grand cas de cette aigle, ajoute que le monastère était autrefois désigné sous le titre : *beatæ Mariæ virginis*.

« On dit que cette aigle figure sur un sceau appendu à une charte de l'an 1370 environ; mais il n'est pas prouvé que ce sceau ait été plutôt celui du couvent que celui de l'abbé. Or, sur un sceau de Jean Voisin, abbé de Saint-Laumer de Blois, apparaît semblablement une aigle à deux têtes (1404)... Combien d'aigles de cette sorte existent sur différents sceaux d'abbés, d'évêques, de nobles (1) et même de simples particuliers? C'étaient là les insignes de la famille inventés, non du temps de Charlemagne, mais bien longtemps après les croix-signatures. D'après les érudits, Frédéric IV serait le premier des empereurs qui aurait pris l'aigle sur son écusson, l'an 1459, si même il ne fut pas devancé par Sigismond, l'an 1410. Ainsi donc, avant ces empereurs, l'abbaye de Châteaudun ne dut point porter dans ses armes l'aigle biceps comme preuve de sa fondation impériale. *Gerræ!* pures bagatelles! Le sceau de 1370 représente non celui de l'abbaye, mais bien celui de l'abbé. Et cet abbé a voulu que cette aigle fût figurée sur les différents lieux du monastère qu'il dut orner ou restaurer. De là, par la suite des temps, naquit cette erreur de la fondation qui aurait été faite par l'Empereur. Nous avons vu plusieurs sceaux de l'abbaye

(1) Jean de Rougemont, bienfaiteur de l'Hôtel-Dieu de Châteaudun, portait dans ses armes l'aigle à deux têtes. — *Archives, inventaire*, B. 177.

de Châteaudun, et des plus anciens, notamment l'un de 1225. Sur tous ces sceaux n'apparaît jamais l'aigle, mais toujours l'image de sainte Madeleine, *beatæ Magdalene* (1). »

L'abbé Bordas, qui connaissait cette notice de la *Gaule chrétienne*, a pris à tâche de la réfuter. Notre historien, qui était né à Châteaudun, le fit avec ce zèle que le Dunois met à défendre ce qui touche à l'honneur de son pays : *patriæ Dunensis*. Il dit :

« L'aigle à deux testes et éployée que cette abaïe a choisie pour ses armes peut bien passer pour un monument du souvenir reconnoissant des chanoines qui l'ont adoptée, envers le grand monarque qu'ils ont trouvé révéré dans leur maison comme son restaurateur, mais il ne date pas d'assez loin pour faire preuve décisive de la réalité des bienfaits de Charles-Magne en faveur de ce chapitre.

« Cette marque récente d'un ancien souvenir, attaquée dans la *Gaule chrétienne*, a fait décider à ses auteurs aussi légèrement qu'inutilement que le sceau d'une chartre de cette abaïe, de l'an 1292, qui porte cette aigle à deux testes, est le sceau de l'abbé de ce temps, et non celui de l'abaïe. Ils n'auroient point mal fait cependant, pour en convaincre le public, de lui apprendre de quelle maison étoit Girard, pour lors abbé de la Madeleine, dont on ne connoît que le nom, et de faire voir que cette maison portoit une aigle à deux testes dans son écu, au lieu de nous donner à cette occasion une liste de personnes qui ont ou qui ont eu cette aigle pour armes, mais qui n'ont pas plus de relations avec Girard qu'avec son abaïe.

« Quand le sceau de la chartre en question seroit celui de Girard, il n'en est pas moins vrai que depuis très longtemps le sceau de la Madeleine est le mesme, quoyque l'ancien sceau de cette abaïe, qui étoit la figure d'une sainte, ait esté en usage jusques en 1225, comme l'insinue la *Gaule chrétienne*, il ne s'ensuit pas que le chapitre ne lui ait pas substitué l'aigle à deux testes dès l'an 1292. Tout homme impartial aura donc de la peine à acquiescer au jugement de la *Gaule chrétienne*, qui décide que ce sont des sornettes ou une impertinence (*gerræ*) de regarder l'aigle de la Madeleine comme une marque impériale et un juste souvenir de

(1) *Gallia christiana*, t. VIII, coll. 1377.

la fondation ou restauration par un empereur, encore même qu'elle datte de plus loin que l'écusson des empereurs d'Allemagne, qui porte cette figure (1). »

Ce préambule paraîtra bien long; mais il était important de transcrire ici ces trois notices pour bien faire comprendre l'état de la question.

Disons d'abord qu'il est regrettable que leurs auteurs n'aient pas mentionné la légende des sceaux qu'ils indiquent. La lecture de cette légende nous aurait éclairé sur le fait de leur attribution. Les sceaux, au temps de date de ces chartes, étaient tous munis de leur inscription. Il ne pouvait en être autrement. Leur importance était trop grande pour que l'on négligeât de se les approprier par une légende toute personnelle.

Ceci dit, passons à l'examen des sceaux :

1^o Le plus ancien cité est celui attaché à la charte de 1225. D'après la *Gaule chrétienne*, il représente l'image de sainte Madeleine, *beatæ Magdalenæ*. Rien de mieux, puisque cette sainte était la patronne de l'abbaye. En effet, M. Natalis de Wailly nous apprend que les sceaux des communautés portaient ordinairement les noms et les images des saints qu'elles honoraient comme leurs patrons. Ce fut sans doute le premier sceau du monastère, celui qui était employé sous Archambault, son premier abbé, vers 1131.

2^o Ce sceau ne tarda pas à être remplacé par un autre, sur lequel on voyait la figure d'un diacre, revêtu de chasuble, « l'évangéliste en pectoral », et sur le revers un chef. Foucquet, qui mentionne ce sceau comme étant fixé à deux chartes, l'une de 1246 et l'autre de 1287, ne nous dit pas si le diacre était nimbé. Que signifiait cette figure?

Voici notre opinion :

Les chanoines, en général, ont été considérés, à leur manière de vie, comme les successeurs des apôtres et des premiers clercs de l'Église. Dans ce cas, ce sceau serait-il la représentation, le symbole de cette idée, que les chanoines de Châteaudun se seraient empressés d'adopter au cours du XIII^e siècle? Un chef était empreint en contre-scel. Était-ce la tête de sainte Marie-Madeleine? Le paléographe déjà cité nous dit que l'on trouve assez fréquem-

(1) *Histoire du comté de Dunois*, édit. de la Société Dunoise, t. I^{er}, p. 23.

ment sur les contre-sceaux l'image d'un patron ou d'un symbole qui en rappelle le souvenir.

3^e Nous voilà arrivé à la charte qui a été visée par les auteurs de nos trois notices, à celle de 1293, qui a servi de base à leur discussion. Détail singulier ! L'avocat Foucquet est le premier qui, en 1643, met en relief cette charte, dont l'authenticité lui paraissait suspecte. Plus d'un siècle après, la *Gaule chrétienne*, à son tour, prend à partie la même charte, sans qu'elle paraisse avoir eu connaissance du mémoire. L'auteur de la notice, qui n'a pas eu la pièce entre les mains, n'est pas sûr de la date. Il dit que la charte est de 1370 environ (*circiter*). C'est là une expression qui est empreinte d'une certaine élasticité. Or, l'abbé Bordas, indirectement, se charge de rectifier cette date, en assurant que cet auteur a décidé aussi légèrement qu'inutilement que *le sceau d'une charte de l'an 1292* n'est pas celui de l'abbaye. 1292 ! 1293 ! l'écart est insignifiant. Il est donc présumable que la charte en question est la même que celle attaquée par les religieuses de Saint-Avit.

Au diacre revêtu de la chasuble succéda l'aigle à deux têtes. Le mémoire Foucquet se charge de nous l'apprendre. Il dit que le sceau de la charte de 1293 est entaché « *du soupçon de supposition*, » l'abbaye n'ayant point porté pour armes l'aigle à deux têtes, et que ce fut Jean Lefebvre, dernier abbé régulier, qui commença « *d'établir les dites armes ou scel* » en cette maison, l'an 1500 environ. Or, l'avocat Foucquet vivait à une époque peu éloignée de celle de cet abbé ; il pouvait être édifié sur le fait. Son assertion doit être considérée comme digne de créance. Il vient donner tort à la *Gaule chrétienne*, qui contestait l'attribution du sceau, sans donner raison à l'abbé Bordas, qui avait quelques velléités d'en faire remonter l'origine à l'an 1292. Ce n'est donc qu'à partir du XVI^e siècle que l'on voit l'aigle à deux têtes sur l'écusson de l'abbaye de Châteaudun.

Nous avons maintenant à examiner les divers monuments qui nous ont conservé l'image de ces armoiries.

Dans l'église de l'ancienne abbaye, une peinture de ces armoiries a échappé heureusement à la rage de destruction qui animait les iconoclastes de la Révolution. Elle occupe la partie supérieure d'un vitrail situé dans le chœur, au midi, et au-dessus de la porte de la sacristie. Cette fenêtre est à plein ceintre et ornementée

dans le style gothique dit flamboyant. Les armoiries apparaissent avec des couleurs vives et brillantes dans un cœur à contours prismatiques.

L'écu porte d'argent à l'aigle éployé de sable (noir), becqué et membré de gueules (rouge);

Pour supports : deux anges à la chevelure d'or, habillés, l'un d'azur, et l'autre de sinople (vert), manches bouffantes sur le bras, serrées sur l'avant-bras;

Pour timbre : une crosse d'or posée verticalement derrière l'écu et au milieu, surmontée d'une mitre d'argent.

Au dessous de ces armoiries, la fenêtre se divise en deux baies terminées chacune par une ogive trilobée, qui encadre un édicule surmonté de clochetons avec crochets et accompagné de chaque côté de deux arcades. La disposition de cet édicule ferait supposer deux dais qui abritaient de saints personnages. Tout le surplus du vitrail a disparu et a été remplacé par un verre blanc.

A quelle époque faut-il faire remonter l'origine de la restauration de cette fenêtre? Notre insuffisance en fait de science archéologique ne nous permet pas de fixer une date; mais l'histoire nous apprend que, le 2 juillet de l'an 1522, le sanctuaire de la Madeleine, partie du chœur et les ailes qui l'entouraient, s'écroulèrent, et que ce fut notre abbé Jean Lefebvre qui présida à la réfection du chœur actuel, qu'il ne termina qu'en 1529. L'année même de ce désastre, il avait déjà fait refaire les portes de l'entrée, ainsi que l'atteste l'inscription qui décore le tympan de ces portes, inscription qui a été transcrite par M. Coudray dans sa notice sur l'église de la Madeleine. Suivant le même auteur, ce Jean Lefebvre se trouva le premier abbé à qui Rome permit l'usage des habits pontificaux, à cause de ses grandes vertus.

Cet abbé travailla avec un grand zèle à la prospérité de son monastère. Fort de la tradition, bien vive alors, qui attribuait au grand empereur la restauration de son église, il dut s'employer à mettre en relief cet insigne honneur. Usant de son influence en cour de Rome, il obtint l'autorisation de faire peindre sur l'écu de son abbaye les armes impériales.

Nous croyons devoir lui attribuer les décorations du vitrail que nous avons décrit. En cela, nous serions d'accord avec quelques connaisseurs, qui n'hésitent pas à faire remonter cette restauration au commencement du XVI^e siècle.

Les mêmes armoiries furent gravées sur le sceau de l'abbaye. Et le sceau matrice que nous conservons si précieusement au Musée de la Société, pourrait bien avoir été celui de l'abbé Jean Lefebvre. Voici sa description :

Forme ovale, cuivre rouge; écu au centre, sur lequel est représenté l'aigle à deux têtes, éployé, membré, chargé en cœur d'une fleur de lys; en chef, la couronne impériale avec un demi cercle portant le globe du monde, cintré et dominé d'une croix; le cercle de la couronne enrichi de pierreries;

Pour tenants : deux anges habillés d'une espèce de tunique à manches courtes, debout de chaque côté de l'écu sur un piédestal, portant chacun une bannière ornée de trois fleurs de lys; ces fleurs de lys se remarquent aussi sur le vêtement;

Pour timbre : une mitre posée de front à dextre, une crosse en pal, tournée en dedans, posée derrière l'écu à senestre, et dont la volute très évasée est ornée intérieurement de festons trilobés.

Il nous reste à signaler un troisième spécimen de ces armoiries. Elles étaient sculptées sur les anciens fonts baptismaux de la Madeleine, qui se trouvent de même au Musée de la Société. Mais ici le marteau révolutionnaire a accompli son œuvre destructive. Ces fonts, à cuvette circulaire, présentent cinq faces sculptées, la sixième n'a pas même été polie : elle devait jadis être appliquée contre la muraille. Les angles sont occupés par des anges de pose assez originale et d'un faire qui laisse beaucoup à désirer. Des coupes, des fleurs, des épis, ornent les compartiments, sauf celui de face, qui représente un écu sur lequel on distingue encore, bien qu'à coups de marteau on se soit acharné à la faire disparaître, l'empreinte de l'aigle biceps, avec la crosse surmontée de la mitre pour timbre. Le tout porte le caractère ou style de la Renaissance.

Nous serions bien tenté de faire remonter ces fonts au temps de notre abbé. Il a, d'ailleurs, assez fait pour son église, sans qu'on lui attribue encore cet objet, qui n'offre pas un très grand intérêt sous le rapport architectonique. Disons seulement que Jean Lefebvre (23^e abbé selon l'inscription sus-mentionnée) clôtura dignement la liste des abbés réguliers du couvent de la Madeleine.

BROSSIER-GÉRAY.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU MARDI 6 MAI 1879

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale le mardi 6 mai 1879, à midi, dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Achille Guinée, président, Coudray, Brossier, Clément, Delcros, Pouillier, Henri Lecesne;

Et MM. Allard-Vaumartel, l'abbé Cuissard, Desbans, Duchesne, l'abbé Gauthier, Gougeon, Lehoux, Lyautey, le docteur Raimbert et Sarrailh.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Président annonce que le Bureau a prononcé l'admission, comme membres titulaires de la Société Dunoise, de :

M. GAUTHIER, curé de la Chapelle-du-Noyer, présenté par MM. Peuffier et Lyautey;

Et M. Anselme POINTDEDETTE, présenté par MM. Brossier et H. Lecesne.

M. le Président rappelle aux membres de la Société que, dans sa séance solennelle du 8 mai 1875, la Société archéologique et historique de l'Orléanais a annoncé qu'un troisième concours quinquennal sur l'histoire et l'antiquité de la province de l'Orléanais était dès lors ouvert. C'est en mai 1880 que le prix de mille francs sera décerné.

Les ouvrages et objets suivants ont été, depuis la dernière réunion générale, adressés à la Société, à titre de don ou d'échange :

Revue des Sociétés savantes, fascicules de janvier à avril 1878.

Bulletin de la Société des sciences de Semur, 1877.

Journal des Savants, fascicules de janvier et février 1879.

Bulletin de la Société archéologique de Béziers; 2^e livraison du tome ix.

Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard; 1^{re} partie de la 3^e série.

Les séances du Congrès archéologique de France tenues à Senlis en 1877.

Bulletin de la Société archéologique du Limousin; 1^{re} et 2^e livraisons du tome iv de la 2^e série; 1878.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais; 3^e trimestre de 1878.

Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry, année 1878.

Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris; juillet à décembre 1878.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe; 3^e et 4^e trimestres 1878.

Mémoires et documents publiés par la Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie; tome xvii.

Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente; année 1877.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie; 1878, n^o 4.

Le Bureau a décidé l'échange de ses publications avec celles de la Conférence littéraire et scientifique de Picardie et de la Société scientifique de la Corrèze.

Un numismate des plus distingués, M. Gariel, de Paris, a fait don, pour la Société Dunoise, à M. de Belfort, notre ancien président et notre collègue dévoué, de trente-une monnaies du moyen-âge : onze royales françaises et vingt féodales, toutes en bon état de conservation. En voici la liste :

Monnaies royales françaises.

Philippe II (1180-1223). — Denier de Tours. PHILIPPUS REX. Croix large. $\mathfrak{R}$ TVRONVS CIVI. Châtel, les lettres et les lignes du châtel sont très épaisses.

Louis VIII (1223-1226). — Denier de Tours. + LVDOVICUS REX. Croix. $\mathfrak{R}$ TVRONVS CIVI. Châtel à la croix. Les lettres des légendes sont épaisses.

Louis IX (1226-1270). — Denier tournois. + LVDOVICVS REX. Croix. $\mathfrak{R}$ TVRONVS CIVIS. Châtel.

Variété avec TVRONIS CIVI.

Philippe III (1270-1285). — Denier tournois. + PHILIPPVS REX. Croix. $\mathfrak{R}$ TVRONVS CIVIS. Châtel.

Philippe IV le Bel (1285-1314). — Denier tournois à l'O rond (2 variétés). + PHILIPPVS REX. Croix. $\mathfrak{R}$ TVRONVS CIVIS. Châtel.

Obole tournois. Même type.

Bourgeois simple. + PHILIPPVS REX. Croix à pied. $\mathfrak{R}$ BVRGENSIS. Dans le champ, NOVVS en deux lignes, sous un lis.

Obole bourgeoise. Même type.

Louis X le Hutin (1314-1316). — Denier tournois. + LVDOVICVS REX. Croix. $\mathfrak{R}$ TVRONVS CIVIS. Châtel.

Monnaies féodales.

Raoul de Clermont, vicomte de Châteaudun (1259?). — Denier. + RADVLFS VICON. Croix cantonnée au 2^e d'un besant et au 3^e d'un signe

indéterminé : une machine de guerre ou un petit châtel ? R CASTRIDVNI. Type tournois, percé en annelets, ayant au centre un lis surmonté d'une croisette ; au-dessus, un croissant les pointes en bas, avec un point au centre.

Variété de la pièce précédente. + RADVFVS VICONS. Croix cantonnée comme ci-dessus. R Même légende et même type, mais le croissant a les pointes en haut.

Pierre I^{er}, évêque de Meaux (1172-1174). — Denier. PETRVS EPISCOP'. Tête mitrée ; devant, une crosse. R + MELD. CIVITAS. Croix tulipée, cantonnée de deux besants et de deux lis.

Archevêques de Besançon. — Denier anonyme. PTHOMARTIR. Main bénissante. R + BISVNTIVM. Croix.

Alphonse, frère de St-Louis, comte de Riom. — Denier, ALFVNSVS COMES. Châtel tournois surmonté d'une aigrette à trois pointes. R DE RIOMENSIS. Croix.

Robert d'Artois, seigneur de Mehun (Mehun-sur-Yèvre), (1298-1315). — Denier. + ROBERTI ATBATES. Croix. R DNI DE MAGDVNO. Châtel surmonté de trois tours.

Abbaye de Saint-Martin de Tours. — Denier de la 3^e période, suivant la classification de Poey-d'Avant. SCS MARTINVS. Châtel tournois. R TVRONVS CIVI. Croix.

Alphonse de France, marquis de Provence (1249-1271). — Denier. A. COMES TOLOSE. Châtel tournois surmonté d'une petite croix ponctuée. R + MARCK. PVINCIE. Croix.

Alphonse de France, comte de Toulouse (1249-1271). — Denier. + A. CO. FILIVS REG. Le G est fortement barré de manière à former un X. Croix. R THOLOSA CIVI. Châtel tournois, surmonté d'une croisette.

Charles I^{er} d'Anjou, comte de Provence (1246-1285). — Denier. + K. CO. P. FI. RE. F. Croix. R PVINCIALIS. Châtel surmonté d'un lis.

Guillaume II^e de Joinville, évêque de Langres (1209-1219). — Denier. + GVL' EPISCOPVS. Écu avec quatre lis. R + LINGONENSIS. Croix.

Évêques d'Arles. — Denier anonyme. ARCHIEPIS. Main bénissante. R + ARELATEN. Croix.

Comtes de Gien. — Denier au nom du comte Geoffroi. + GOSSEDVS COS. Croix cantonnée d'un oméga et d'un alpha dégénérés aux 2^e et 3^e. R GIEMIS CA. Monogramme de Foulques d'Anjou, l'O remplacé par une croisette.

Robert I^{er} de Courtenay, archevêque de Reims (1299-1324). — Denier. ROBERTVS en deux lignes entre deux traits ; dessus et dessous un besant ; autour + ARCHIEPISCOPVS ; R + REMIS CIVITAS. Croix cantonnée de deux lis et de deux croissants.

Thibaut IV, comte de Champagne (1201-1253). — Denier de Provins. + TEBAV COMES. Croix cantonnée d'un oméga au 1^{er}, d'un alpha au 4^e, et d'un croissant aux 2^e et 3^e. R CASTRI PRVVINS. Peigne surmonté de trois tours crénelées.

Philippe-le-Long, comte de Poitou (1311-1316). — Denier. + PHS FILI REG FRAC. Croix. R̄ COMES PICTAVIES. Châtel tournois surmonté d'un lis.

Arthur II, duc de Bretagne (1305-1312). — Denier de Nantes. + A. DVX BRITANIE. Échiqueté de Dreux au franc quartier de Bretagne; chargé de quatre mouchetures. R̄ + COMES RICHEMVD. Croix cantonnée d'un N au 2^e.

Charles II (le Boiteux), comte d'Anjou (1285-1290). — Denier. + KAROLVS COMES. Croix. R̄ + ANDEGAVENSIS. Clef accostée d'un lis vertical à gauche et d'un lis horizontal à droite.

Baudouin de Luxembourg, archevêque électeur de Trèves (1307-1354). Obole d'argent. BALDVIN'. Buste de l'archevêque de face. R̄ TREVER'. Deux clés.

Autre obole d'argent du même archevêque. + BALD' AR'.... TREVIR. Tête mitrée de face. R̄ MONETA TREVIR. Écu.

Toutes ces pièces proviennent d'une trouvaille faite à Sierck (Moselle).

M. Charles Guiard fait don à la Société d'assignats de 10 sols, 15 sols, 50 sols et 25 livres.

Un esterling d'Édouard IV d'Angleterre, trouvé dans la panse d'un vase tuée à Châteaudun, est également offert pour le médaillier du Musée.

Les fouilles opérées dans les cimetières gallo-romains de Caranda, de la Sablonnière et de Sainte-Restitue (Aisne), par les soins de M. Frédéric Moreau, ont mis au jour une foule d'objets curieux. Les plus remarquables ont été reproduits en couleur dans un magnifique album que M. Frédéric Moreau a nommé l'*Album Caranda*, et dont il a bien voulu faire don à la Société Dunoise. Un nouvel envoi, composé de quatre belles planches, représente les principaux objets trouvés dans la nécropole d'Arcy-Sainte-Restitue. Ils ont été dessinés avec beaucoup de talent par M. Pilloy.

L'assemblée, reconnaissante envers les donateurs, leur vote à tous, et notamment à MM. Frédéric Moreau et Gariel, les plus vifs remerciements.

M. Gougeon dépose sur le bureau un très beau sceau qui a été trouvé près de Nottonville et dont il fait don au Musée.

+ SIGIL. REG. DE VADOMALINIDI. Écu de France couronné, accosté de deux croissants.

Le Gué-de-Mauny ou Maulny (*Vadus-Malinidi*) était un château voisin du Mans, sur la rive droite de la rivière d'Huisne, près de son confluent avec la Sarthe.

Suivant P. Renouard, le château du Gué-de-Mauny devint une maison de plaisance des comtes du Maine. Il fut habité par Charles de Valois, comte du Maine. En 1314, celui-ci, étant devenu régent, le céda à Philippe de Valois, son fils, qui y résida avec Jeanne de Bourgogne.

C'est dans ce château que le roi Jean naquit, le 26 avril 1319.

En 1329 ou 1330, Philippe de Valois y fit édifier une chapelle avec le titre de chapelle royale; et, pour y assurer le service religieux quotidien, il y

établit un chapitre de chanoines, et se réserva la collation des huit prébendes, pour le revenu desquelles il affecta tous les profits et émoluments *des sceaux et passements de contrats* qui se faisaient en la cour et juridiction, avec droit de créer des tabellions dans l'étendue du Comté.

Le château du Gué-de-Mauny fut ruiné en 1369 par les Anglais (1).

Un sociétaire émet le vœu que l'on profite de toutes les occasions qui se présenteront pour compléter la collection numismatique du Dunois et particulièrement la série des monnaies frappées par les vicomtes de Châteaudun.

Un autre membre témoigne le désir que les réunions générales de la Société aient lieu désormais à une heure au lieu de midi.

Ces vœux sont appuyés par l'assemblée.

M. Brossier présente à la Société un parchemin dont on s'est servi jadis pour couvrir un livre et qui est un curieux fragment d'un de ces rouleaux dits *Rouleaux des Morts*, que portaient au Moyen-Age les députés des ordres religieux chargés d'annoncer le décès d'un personnage; dans chaque monastère on mentionnait brièvement sur le rouleau le passage de l'envoyé et les prières dites à l'intention de la personne décédée.

Le fragment présenté par M. Brossier concerne la mort de Gui I^{er}, abbé de Saint-Père, arrivée le 6 des ides d'août 1231; il appartient à M. l'abbé Cotte-reau, curé de Magny.

M. Lyautey annonce qu'à une prochaine séance il communiquera à la Société, si elle le désire, des lettres-patentes de Charles d'Orléans, accordant certains droits à la ville d'Orléans. Cette pièce est revêtue du sceau et du contre-sceau du prince. Cette proposition est accueillie avec empressement.

La séance est terminée par la lecture, que fait M. Coudray, de la première partie d'une étude intitulée *La Justice à Châteaudun (autrefois et aujourd'hui)*; c'est l'histoire des différentes juridictions et des divers tribunaux qui ont existé à Châteaudun depuis les époques les plus reculées jusqu'à nos jours.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

(1) Ces détails sur le Gué-de-Mauny nous ont été donnés par M. Brossier-Géray.

NOTE SUR UN POÈTE DE BONNEVAL

La France, moins favorisée que la Grèce, plus peut-être que l'Italie, n'a qu'une épopée véritable : c'est la *Chanson de Roland* ; pas plus que celui de l'*Iliade* et de l'*Odyssee*, le texte de cette chanson de geste n'a été à l'abri des injures du temps. Mais, moins heureux que ses ancêtres grecs, ce ne sont pas des Pisi-strates qui ont entrepris de le remanier ; ceux qui ont mis la main à cette œuvre, loin de chercher seulement à rendre intelligible pour leurs contemporains une poésie qui déjà avait vieilli, ont voulu l'accommoder au goût de leur siècle ; sous les embellissements qu'ils avaient cru devoir y ajouter, le poème avait cependant gardé un certain air de grandeur qui l'avait distingué de toutes les productions déjà connues de la même époque. Aussi, lorsqu'on en découvrit le véritable texte à Oxford, ou, sinon le véritable, du moins un texte de beaucoup plus ancien et plus sobre, ce fut une admiration universelle. Mais il est inutile de parler davantage de ce texte, puisque ce n'est que d'un des remaniements que nous voulons nous occuper.

Ce remaniement est celui qui fut le point de départ de toutes les recherches dont la *Chanson de Roland* a été l'objet ; il date du XII^e siècle et est tiré d'un manuscrit de la Bibliothèque Nationale qui a été édité par M. Francisque Michel ; M. Léon Gauthier l'appelle « le texte de Paris. » Ce texte de Paris, je voudrais essayer de montrer qu'il est l'œuvre d'un poète du Dunois, et même, en précisant davantage, d'un habitant de Bonneval, peut-être d'un moine de l'ancienne abbaye. Je me fonde, pour affirmer cela, sur un passage du poème, que je transcris ; c'est la laisse CCCCII de l'édition de F. Michel :

Va s'en li rois et sa grande compaignie ;
D'or et d'argent orent grand manantie,
Chevax d'Espaigne et murles de Surie ;
Passent Poitou et Couloingne et Hongrie,
Et droit vers Chartres ont lor voie accueillie.
A Bonival, une bone abeie,
Là loja Karles en mi la prairie,
Il et sa gent, qui fut triste et marrie.

Quelle importance l'auteur donne à l'abbaye de Bonneval ! Nulle autre part on ne lui voit jouer un pareil rôle ; les chansons de geste de cette époque ne nomment même pas Bonneval ; peut-être est-ce la seule qui en parle ? On pourrait objecter que cette abbaye n'est pas la seule que notre poète mentionne, qu'il parle aussi du « monstier de Loon. » Mais Laon à cette époque, et dans toutes les chansons de geste, jouissait d'une bien autre renommée que Bonneval ; un poète qui n'aurait pas mentionné Laon quand il s'agissait de Charlemagne ou de ses preux aurait manqué à son devoir. Il nomme encore Saint-Denis ; mais comment ne pas parler de Saint-Denis au XII^e siècle ? Autant oublier de nommer Paris !

Si le nom de « Bonival » était à la rime, on pourrait croire que ce ne sont que les besoins de la versification qui l'amènent, car on sait qu'un poète de ce temps n'aurait pas hésité à faire passer Charlemagne revenant d'Espagne à Paris, par l'Angleterre ou l'Italie, si la rime l'avait exigé ; mais, ici, ce n'est pas le cas :

A Bonival, une bone abéie.

Pourquoi pas : « A Saint-Martin, une bone abéie ? » C'est que le poète veut nommer Bonneval.

D'autre part, cet homme qui, comme tous ses contemporains, ignore absolument la géographie des pays qu'il n'a pas vus, semble très bien connaître le pays de Bonneval à Paris. Charlemagne venant d'Espagne ne connaît pas beaucoup son chemin, car il passe par Cologne et la Hongrie ; mais, une fois à Bonneval, il ne se trompe plus, il sait très bien que pour aller à Laon la route passe par Chartres et Paris. Pourquoi passe-t-il donc par Bonneval et Chartres ? Est-ce que la route est plus directe ? Non, mais le poète, qui n'a pas pu placer une seule fois jusqu'ici le nom de sa ville et de sa bonne abbaye, saisit cette occasion de le faire sans dénaturer trop la donnée primitive du poème. Et ce n'est pas tout : non-seulement Charlemagne passe par Bonneval, mais il y fait halte, mais il y réunit son Conseil pour savoir comment sera puni Ganelon (laisse CCCCIII) :

La nuit i jut nostre empereres ber

Le duc Naymmon fist li rois apeller :

« Faites mon ost en cest val arrester,

« Car je voldrai à mes homes parler

« De Ganelon grant conseil demander... »

Ainsi, Charles, qui sera à Chartres demain et à Paris dans quelques jours, ne peut pas attendre jusque-là pour réunir ses conseillers ; mais, s'il était si pressé, pourquoi ne l'avoir pas fait à Tours, où il a dû passer pour arriver à Bonneval, pourquoi s'arrêter ici ? Qu'est-ce donc que Bonneval pour mériter un tel honneur ? Une petite ville qui n'a pas deux mille habitants ; cela est vrai, mais c'est la patrie du poète.

D'un autre côté, le langage de cette chanson de geste permet absolument de l'attribuer à un poète du Dunois ; le dialecte qui y est employé est le dialecte bourguignon, et M. Burguy, dans sa *Grammaire de la langue d'oïl*, t. I, p. 17, dit, en parlant de ce dialecte : « il redescendait par Paris vers Chartres, et côtoyait le langage normand, en empiétant, à l'ouest de l'Orléanais, sur la lisière du Maine. » Ainsi donc, le Dunois se trouve en plein dans la région du dialecte que M. Burguy appelle dialecte bourguignon.

Il n'y a qu'un poète du Dunois, il n'y a même qu'un Bonnevalais et un moine qui puisse donner une si grande importance à « Bonival », à sa « bone abéie » ; aussi, concluons-nous par ce que nous disions en commençant : tous les indices s'accordent pour nous faire attribuer ce remaniement de notre *Chanson de Roland* à un moine de l'abbaye de Saint-Florentin (1).

L. BAUDET.

(1) Traduction de la laisse CCCCII :

Le roi s'en va avec sa grande suite ;
Ils avaient de grandes richesses tant d'or que d'argent,
Des chevaux d'Espagne et des mules de Syrie ;
Ils traversent le Poitou, Cologne et la Hongrie
Et droit vers Chartres ils ont pris leur chemin.
A Bonneval, il est une bonne abbaye,
C'est là que Charles se logea au milieu d'une prairie
Avec ses hommes qui sont tristes et mornes.

Traduction de la laisse CCCCIII :

Notre brave empereur y passa la nuit.

Le roi fait appeler le duc Naimas :

« Faites arrêter mon armée dans ce val,

« Car je veux parler à mes hommes,

« Leur demander un grand conseil à propos de Ganelon. »

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 28 JUILLET 1879

La séance a eu lieu à l'hôtel-de-ville de Châteaudun, dans la salle de la Justice de paix, à une heure.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Achille Guinée, président; Am. Lefèvre-Pontalis, vice-président; Coudray, vice-président, conservateur du Musée; Brossier-Géray, trésorier; Clément, Gougeon, membres du Bureau; Delcros et H. Levesne, secrétaires;

Et MM. Allard-Vaumartel, Berger, Boret, Coffin, Ch. Cuissard, Desbans, Duchesne, Durand-Brault, le docteur Foisy, le baron de Lallemant, de Lamérie, l'abbé Lehoux, Edgar Lucas, Lyautey, le comte de Mauny, Pouillier, le docteur Raimbert et Sence.

Ont été admis en qualité de membres titulaires de la Société, depuis la dernière réunion générale :

M. MORIN, instituteur à Vitray-en-Beauce, présenté par MM. Grémillon et Pouillier;

Et M. TRANCHAU, inspecteur d'Académie honoraire, à Orléans, présenté par MM. Achille Guinée et Pouillier.

Les ouvrages et objets suivants ont été adressés à la Société à titre de dons ou d'échanges :

OUVRAGES ET BULLETINS

Le Journal des Savants; mars, avril, mai et juin 1879.

Revue d'anthropologie; juillet 1879.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir; juin 1879.

Revue historique et archéologique du Maine, tome V, 2^e livraison, 1879.

BULL., t. III.

18

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, tome I^{er}, 2^e livraison.

Carte archéologique de la France, par Malte-Brun. (Extrait du Bulletin de la Société de géographie, année 1879.)

Les Minimes d'Orléans, de 1608 à 1790, par M. l'abbé Cochard ; Orléans, 1879.

Fibroformes interstitiels de l'uterus, par le docteur Abeille, br. in-8^e, avec figures ; don de l'auteur.

Rapport adressé à M. le Ministre de l'instruction publique sur les Archives nationales, année 1876-1877, par M. Alfred Maury ; br. in-8^e.

Revue des Sociétés savantes des départements ; mai et juin 1879.

Bulletin de la Société Linnéenne de la Charente-Inférieure ; 3^e et 4^e trimestres 1878.

La Poésie des bêtes et les Adolescentes, par M. C. Touche, instituteur à Viabon ; 2 volumes, offerts par M. Brosseron, libraire-éditeur à Chartres.

Mémoires et documents publiés par la Société archéologique de Rambouillet, tome IV.

Bulletin de la Société des sciences historiques de l'Yonne, année 1878.

Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie ; année 1879, n^o 1.

Comptes-rendus de la Société française de numismatique et d'archéologie ; 2^e série ; tome I, seconde partie ; 1878.

Cartulaire de Notre-Dame de Beaugency, 1879. Publication de la Société archéologique de l'Orléanais.

Mémoires de la Société Éduenne ; tome VII, 1878.

Société d'anthropologie ; janvier et février 1879.

Mémoires de l'Académie du Gard ; 2^e volume, 1^{re} et 2^e parties, 1877.

Archives de la Commission scientifique du Mexique, tomes I, II et III, 1865 à 1869.

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais ; 4^e trimestre 1878.

Les brochures suivantes ont été offertes à la Société par M. Alexandre Bertrand, directeur du Musée de Saint-Germain :

Revue archéologique de France (dolmens, population et allées couvertes de la Gaule), deux brochures.

Les Armes d'Alize, par M. Verchères de Reffye.

La Valeur des expressions dans Polybe.

Société nationale des Antiquaires de France ; séance du 8 janvier 1878.

OBJETS DIVERS

Six vues photographiques du château de Châteaudun ; don de M. Pouillier.

Onze vues du comté de Dunois, dessinées par M. Ricois ; don de M. Pouillier.

Une paire de babouches japonaises, offerte par M. Cuignier-Huet, négociant à Châteaudun.

Un serpent, deux couleuvres, un fragment de bois de cerf et un coquillage, don de M. de Belfort.

Un jeton en argent, offert par M. Henri Lecesne. Voici la description de cette pièce :

Avers : N. LEJAY, SEIGNEUR DE LA TOUCHE-HERSANT. Écu. — Revers : CONSEILLER-NOTAIRE ET SECRÉTAIRE DU ROY, ET MAÎTRE DES COMPTES. Dans le champ, C. S. H. F. en monogramme (conseiller secrétaire honoraire des finances).

Ce jeton doit être attribué à Nicolas Lejay, écuyer, conseiller du Roy, maître ordinaire de la Chambre des comptes, seigneur de La Touche-Hersant et du Tronchay.

Dans un titre de 1549, il est qualifié notaire et secrétaire du Roy et de la Maison de France, receveur pour le dit seigneur des tailles *équivalants* (1) en l'élection et duché d'Orléans.

Il était devenu seigneur de La Touche-Hersant par acquêt fait, le 13 avril 1548, de Jehan Duplessis, seigneur de La Perrine et de La Touche-Hersant par sa femme Renée de Théligny.

Nicolas Lejay fut pendant trente ans attaché à la suite de la Cour. Il vivait encore en 1564.

Il fut l'aïeul de Jacques Lejay, écuyer, seigneur de La Touche-Hersant, bailli de Dunois (1619-1649).

L'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

M. Lyautey communique à l'assemblée quatre pièces manuscrites des XV^e et XVI^e siècles.

La première interdit aux forains de vendre et d'introduire des vins étrangers dans Orléans et à dix lieues à la ronde, sauf à la foire de Saint-Jacques. (Lettres patentes de Charles, duc d'Orléans et de Valois, comte de Blois et de Beaumont, seigneur de Coucy, datées de Blois, 26^e jour de mai 1411).

La deuxième, portant confirmation des susdites lettres patentes, pour dix ans seulement, est datée de Paris, 11 novembre 1413, et signée : CHARLES VI, roi de France.

La troisième pièce règle la confection des fûts, cercles et osiers pour la ville et les dépendances d'Orléans : « Ensuivent les ordonnances, gardes d'antien-
« neté sur le mestier de tonnelier d'Orléans, sur le faict du sercle, de l'ouzier

(1) *Équivalent*, droit que le Roi levait pour les frais de la guerre sur les choses mobilières, au lieu de 12 deniers qui se percevaient ailleurs. — *Dictionnaire de Trévoux*.

« et aultres choses qui dépendent dudit mestier, et dont l'on a coustume de
« user en ladite ville d'Orléans » ; les dites ordonnances vues, corrigées et
accordées le 16^e jour d'août 1528.

La quatrième porte « confirmation des statuts du mestier de tonnelier et
« deffense de déguiser les vins étrangers ». (Lettres patentes de Henry III,
roi de France et de Pologne, données à Paris au mois de décembre 1581).

M. Ch. Cuissard donne lecture d'une notice sur l'antiquité de l'église de la
Madeleine de Châteaudun.

M. Brossier-Géray lit ensuite le travail qu'il a écrit au sujet du rouleau
mortuaire de Gui I^{er}, abbé de Saint-Père de Chartres, rouleau dont deux
fragments ont été présentés à la dernière assemblée générale.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

L'ANTIQUITÉ

DE

L'ÉGLISE DE LA MADELEINE DE CHATEAUDUN

Lorsque la Congrégation de Saint-Maur entreprit le grand ouvrage du *Gallia Christiana*, chaque église, chaque monastère, chaque prieuré même, se hâta d'ouvrir son chartrier pour y trouver ses titres de noblesse et d'ancienneté.

La gloire des uns fut mise dans tout son jour, tandis que beaucoup d'autres virent, non sans peine, leurs prétentions détruites et leurs douces espérances anéanties. Se fondant sur un principe qui n'a d'essentiellement vrai que sa rigidité, les Bénédictins n'admirent pour fondement de leur édifice que des documents authentiques et laissèrent de côté toute espèce de tradition (et souvent tradition vaut titre), sans craindre d'encourir les haines et les susceptibilités des parties blessées. Une telle rigueur, malgré son apparence de vérité, cachait un prétexte dont la cause est facile à trouver : tous les religieux chargés de cet immense travail possédaient, il est vrai, une science digne des recherches entreprises ; mais aussi, disons-le hautement, plusieurs étaient soupçonnés d'appartenir au jansénisme, à cette secte austère et dure qui n'est point morte. Cette disposition d'esprit inspirait parfois aux Bénédictins des opinions, sinon fausses, du moins erronées, que la science plus approfondie de nos jours cherche et arrive à confondre par une explication plus large des monuments mieux étudiés ; aussi, ce n'est pas sans un vrai sentiment de joie que nous avons salué l'annonce d'une nouvelle édition du *Gallia Christiana*, dont se chargent les nouveaux Bénédictins de la Congrégation de France, religieux d'une science et d'une piété qui ont fait leur preuve.

Or, parmi les églises qui n'eurent pas à se louer du travail des

Bénédictins de Saint-Maur, on peut compter celle de la Madeleine de Châteaudun ; nous possédons les pièces du procès dont gémissait l'abbé Bordas, car elles détruisaient, pour lui aussi, bien des espérances. Le document que nous publions aujourd'hui vient d'un Orléanais nommé Polluche, qui a compulsé tous les chartriers se rapportant aux abbayes de Blois et de Chartres, et qui nous a laissé le fruit de ses recherches dans un volume gros in-8°, sans pagination, coté 435 *bis* au *Catalogue des Manuscrits de la Bibliothèque publique d'Orléans*, écrit en 1740, au lendemain de la discussion. Les faits que nous signalerons n'auront rien de nouveau, ils résumeront toute la question, que nous avons examinée avec impartialité et sans parti pris, d'après les pièces de Polluche, dont nous emploierons souvent les expressions.

Après avoir exposé succinctement la discussion, nous dirons ce qu'il faut penser de l'antiquité de l'église de la Madeleine.

« Le R.-P. Prieur de la Madeleine de Châteaudun et ses Frères ne pourront jamais, dit Polluche, ni pallier, ni colorer la conduite qu'ils ont tenue envers un religieux bénédictin qui alla chez eux, au commencement de novembre, en l'année 1739. » Voici l'occasion de cette conduite, d'après l'abbé Bordas (1). Dom Verninac, bibliothécaire des Bénédictins de Bonnenouvelle d'Orléans, avait été chargé par ses supérieurs d'aider dom Brice pour les recherches nécessaires à faire dans les diocèses de Chartres, de Blois et d'Orléans, au sujet du *Gallia Christiana*. Arrivé à Châteaudun en 1739, il lut le chartrier de la Madeleine, que lui communiqua le R. P. Jean Frion, Prieur conventuel. « Ce religieux n'avait intention que de l'obliger et de lui faire plaisir en faisant valoir ses justes privilèges. Sa conduite fut pleine de droiture ; il communiqua les extraits qu'il avait faits du cartulaire, en priant d'effacer ce qu'on trouverait de répréhensible ou qui ne serait pas assez mesuré. On lui supposa des vues très mauvaises, par cela seul qu'il avait extrait en peu de mots quelques chartes sur la noblesse du pays. On n'ose dire ce qu'on pense d'un pareil soupçon, il suffit qu'il n'ait aucun fondement, et d'ailleurs ces petits extraits, quelque mauvaise volonté qu'on eût, ne pouvaient donner matière à faire le moindre chagrin. »

(1) Nous nous servons de la nouvelle édition publiée avec tant de soin par la *Société Dunoise*, page 28.

Ces paroles de Polluche s'expliquent par l'abbé Bordas :

« Le R. Prieur fit part à dom Verninac de la tradition écrite de sa maison pour l'honneur comme pour la décence de laquelle il pousoit le zèle on ne peut plus loin. Le Bénédictin, vers la fin de son travail, s'ouvrit sur l'idée de son plan, qu'il étoit dans le dessein de ne pas étendre au-delà du temps qui est indiqué dans les chartres qui restent dans cette maison et d'en faire le point fixe de ses commencements. Le Prieur fut piqué de ce projet à un point que, cédant au caractère de sa nation (il était originaire de Picardie), il s'emporta jusques à déchirer les feuilles du recueil du Bénédictin, les jetter au feu et faire dire ensuite à ce religieux, par le procureur de la maison, qu'il eût à s'en retirer sans le voir. »

Ce procédé, peu mesuré, et l'éclat de cette humeur, venaient de ce que le Bénédictin avait dit que l'église de la Madeleine avait été la chapelle des anciens comtes de Blois ; il l'avait répété devant plusieurs religieux du prieuré, devant plusieurs séculiers, et même le chapelain de l'abbaye de St-Avit se fit un plaisir de répandre ce bruit, ce qui augmenta la colère de l'irascible prieur. Quant à dom Verninac, il épancha sa verve caustique dans l'historique qu'il fit de l'église de Châteaudun pour le *Gallia Christiana* : car, comme le fait remarquer l'abbé Bordas, l'article n'a pas tout le mérite de la justesse, et même certaines plaisanteries donnent à penser que le jansénisme de l'auteur se manifesta dans tout son jour.

Telle est l'histoire résumée de cette discussion regrettable dans sa cause et dans ses effets.

Voyons maintenant l'objet de la discussion, qui est l'antiquité de l'église de la Madeleine de Châteaudun.

Nous ne voulons pas examiner ici quel fut le nom primitif de cette église ; nous admettons qu'elle s'appelait d'abord Sainte-Marie, et que, à une époque impossible à préciser, elle ajouta le nom de Sainte-Madeleine ; les bases manquant, on ne peut asseoir aucune donnée historique, même avec les arguments de l'abbé Bordas (page 25-27). La véritable question est celle-ci : Quel fut le fondateur de l'église nommée aujourd'hui la Madeleine de Châteaudun ?

Le plus ancien document qu'on puisse citer se trouve dans Yves de Chartres. Ce vénérable prélat a écrit deux lettres touchant le sujet qui nous occupe :

L'une, presque sans importance, la CCLXXXII^e, contient ces mots : « omnia quæ ptocotrophio quod situm est in Castroduno prope ecclesiam beatæ Mariæ Magdalenæ..... » Cette église se trouvait donc à cette époque auprès de l'hôpital.

La seconde, la CXXI^e, nous apprend qu'il y avait, dans l'église de Sainte-Marie (à Châteaudun), des chanoines qui, ayant été maltraités par les gens d'Adèle, comtesse de Blois, sollicitaient leur évêque d'interdire l'office divin dans la ville jusqu'à ce qu'on leur eût restitué ce qui avait été enlevé de force. Yves, loin de se rendre à ces instances imprudentes, se contenta d'exhorter la comtesse à réparer le dommage commis et à ne plus écouter si facilement ses gens à l'avenir. « quia parati erant et adhuc sunt omnes canonici beatæ Mariæ ad exequendum per manum nostram et quod ratio dictaverit et justitia exigerit. Cum itaque... servientes annonom ecclesia apud Castrumduni et apud Bonamvallem violenter acceperunt et vinum domni Hilduini cantoris in vico coriorum saisierunt..... postulant itaque clerici summa instancia... »

Ces deux lettres remontent au moins à l'année 1116, date de la mort de saint Yves de Chartres.

Vient ensuite un titre de 1131 : Innocent II, par une bulle adressée à Archembauld, abbé de la Madeleine, confirme les chanoines réguliers dans la possession de leur église et les prend, eux et leurs successeurs, sous sa protection.

Enfin, voici la charte la plus importante, elle est datée de 1148. Foucher, abbé de la Madeleine, prie le comte Thibaut-le-Pieux de confirmer à son église la dignité et la prééminence dont elle jouissait, et d'arrêter la licence qu'on se donnait en d'autres églises de recevoir les serments en usage dans les duels et les épreuves du feu. Docile à cette prière, le Comte ordonne qu'à l'avenir ces sortes de serments ne se feront que dans l'église de la Madeleine, et défend de diminuer la dignité de cette église et d'y donner la moindre atteinte :

« Ego Theobaldus Blesensis comes... Notum fieri volo quod antecessores mei ab antiquo dederant ecclesiæ B. M. Magdalenæ Castroduni sicut capellæ eorum ne alicui liceret exhibere sancta ad sacramenta juranda in villa Castriduni præter ministros præfatæ ecclesiæ omnibus duellis et sacramentis..... Ego autem Theobaldus comes hoc donum concedo et in perpetuum confirmo : ne autem alicui deinceps præfatam dignitatem illius ecclesiæ infringet vel

minuet liceat hanc cartam fieri et sigilli mei autoritate confirmari præcepi. »

On nous accusera peut-être d'inexactitude dans l'exposé de nos pièces, car l'abbé Bordas (page 125) en cite une autre bien antérieure aux deux dernières, et qui « peut avoir été écrite avant le premier siège du Puiset par Louis-le-Gros », c'est-à-dire vers l'an 1111 (1). Nous la citons maintenant pour des raisons que nous développerons.

Le roi de France ordonne à son ami Ébrard du Puiset de faire rendre sans délai ni retard les biens que ses hommes ont enlevés aux chanoines de Sainte-Marie de Châteaudun :

« Ludovicus Dei gratia Francorum rex et dux Aquitanorum Ebrardo de Puteolo fideli et amico nostro, salutem et gratiam meam. Dilectioni tuæ mandamus et mandando precamur quatenus predam canonicorum sancte Marie Castridunensis quam tui homines in suis a diebus XI capierunt absque dilatione reddifacias sicut nos diligis et nostrum amorem habere desideras... »

Ce roi ne peut être Louis VI le Gros, car ces mots *dux Aquitanorum* appartiennent seulement au roi Louis VII, qui régna de 1137 à 1180 (2), et Ébrard du Puiset est probablement celui dont le nom est cité dans une charte de 1178 (3).

Doit-on porter cette charte avant celle de Thibault? Il est impossible de le préciser.

Et maintenant, quelle conséquence tirerons-nous de ces documents mis en avant par Polluche et par Bordas, pour l'antiquité de la Madeleine?

La lettre que nous avons citée en premier lieu confirme l'existence de cette église, c'est le seul argument qu'elle puisse fournir.

La seconde ne concerne nullement l'église de la Madeleine : les chanoines qui se plaignent appartiennent à l'église de Sainte-Marie de Chartres, comme le conjecturait l'abbé Bordas (p. 20, note c).

(1) Voir dans la *Revue Orléanaise*, p. 185, 1^{re} année, un article intitulé : *Guerres entre un seigneur d'un château de l'Orléanais et le roi de France, au XII^e siècle*.

(2) Voici en effet ce que dit dom Mabillon : « Plerasque Ludovici VI formulas imitatur Ludovicus VII, cognomento junior, additque titulum dux Aquitanorum in variis diplomatis, sed non in omnibus. » — *De re diplomatica, liber II, cap. III, § XXV*, page 79. Paris, 1681.

(3) *Cartulaire de Marmoutier pour le Dunois*, page 179, charte CLXXXIX.

En effet, le chantre Hilduin, dont il est parlé dans cette lettre, est celui que nous voyons dans des chartes de 1072-1084, de 1092 et de 1099 (1).

La troisième pièce, de 1131, prouve deux choses : l'une, que l'église de la Madeleine appartenait à des chanoines séculiers avant d'être donnée à des réguliers ; l'autre, que Thibaut IV, comte de Blois, de concert avec l'évêque de Chartres Geoffroy de Lèves, fit la substitution dont on vient de parler, et que confirme le pape Innocent II. Mais cette bulle n'apprend point si cette église était ancienne ou nouvelle.

La cinquième prouve que les chanoines résidaient dans l'église de la Madeleine, sujets et exposés aux vexations, suivant un usage malheureusement trop fréquent alors.

Reste la quatrième, que nous avons déjà signalée comme étant d'une grande importance ; elle est datée de l'année 1148. Elle contient la solution de la question posée : Quelle est l'antiquité de l'église de la Madeleine ?

Il faut remarquer d'abord que l'abbé Bordas, ordinairement si prolix dans ses preuves, ne donne pas cette chartre, dont il n'a pas essayé de nier l'authenticité, pas plus que le R. P. prieur, et même il ne s'appuie, pour la réfutation du *Gallia Christiana*, que sur l'expression *sicut capellæ eorum*.

« La *Nouvelle-Gaule-Chrestienne*, dit-il (page 21), fait valoir une chartre du Comte Thibaud IV, de l'an 1148, pour insinuer que cet honneur (de fondateur) peut appartenir à ces comtes fieffés du Dunois, ainsi que l'établissement des chanoines séculiers qui desservent cette église avant les réguliers. Par cette chartre, Thibaud IV renouvelle simplement les privilèges qu'il dit avoir été accordés par ses prédécesseurs à la Madeleine comme à leur église spéciale dans Châteaudun, *sicut capellæ eorum*. La *Gaule-Chrestienne* n'admet de prédécesseurs de Thibaud IV, dans cette partie, que ceux de sa maison, en remontant à Thibaud-le-Vieux, et conclut que la Madeleine, ayant été la chapelle de ces comtes, il est vraisemblable que ce sont ces mesmes comtes qui y ont établi des

(1) *Cartulaire de Marmoutier pour le Dunois*, pages 43, 58 et 149. L'*Index Onomasticus* indique encore une autre chartre où signe le chantre Hilduin, mais il appartient à l'abbaye de Bonneval, page 146.

chanoines pour y faire l'office « à l'instar des Saintes-Chapelles », comme elle s'exprime. »

Polluche, de son côté, soutient « que ces mots *antecessores ab antiquo* obligent d'attribuer le don en question dans la charte aux premiers comtes héréditaires de Blois, comme Thibaud-le-Tricheur ou Eudes, son fils et son successeur, mort en 996 ; de la sorte, par ce titre, on va cent ans et plus au-dessus de l'épiscopat d'Yves, et, par conséquent, on ne saurait douter que l'église de la Madeleine ne subsistât deux cents ans, ou environ, avant qu'elle fût donnée aux chanoines réguliers en 1131. Il y a plus : ce même titre attribuée à cette même église sur toutes les églises de Châteaudun une certaine dignité et prééminence. Que désire donc le R. P. Prieur ? »

Il est clair que ce texte *ab antiquo* ne peut pas fournir d'autre conséquence, et la conclusion présentée par Polluche et admise par dom Verninac, n'a rien qui ait dû exciter la défiance de l'abbé Bordas et le ressentiment du P. Jean Frion. Pourquoi d'ailleurs repousser cette solution qui n'offre rien de blessant pour la dignité de la Madeleine ? La concession de Polluche et de Verninac semble être une générosité, surtout quand on cherche une antiquité chimérique dans le seul but de flatter l'amour-propre.

Mais le raisonnement ne plaît pas au P. Frion et à l'abbé Bordas ; cette antiquité, dont se contenterait plus d'une église, ne suffit plus : ils voudraient que cette église fût regardée comme ayant servi aux premiers chrétiens de Châteaudun et nommément à saint Aventin, et comme ayant été rétablie par Charlemagne. « Dom Verninac ne faisait aucune opposition à ces prétentions, il était même disposé à les admettre et à en faire valoir les preuves, ajoute Polluche, pourvu qu'on les lui fournit. »

En effet, on en trouva : c'était la légende de saint Aventin, une tradition que l'on devait à la libéralité de Charlemagne l'église actuelle de la Madeleine ou plutôt les morceaux qui y restent de la première bâtisse.

Ces preuves ne sont pas fort concluantes. La légende, qui est du XII^e ou même du XIII^e siècle, de l'aveu même de l'abbé Bordas, ne constitue pas un argument sérieux et ne peut, tout au plus, que servir de confirmation à un fait précédemment prouvé. Or, le fait n'est point prouvé, puisqu'on n'a d'autres pièces importantes que celles de 1131 et de 1148.

Quant à la seconde preuve, il suffira de citer l'abbé Bordas pour

en montrer la faiblesse : « Quand l'église de la Madeleine ne seroit pas plus ancienne qu'on s'efforce de le rendre probable dans la *Nouvelle-Gaule-Chrestienne*, on seroit forcé, par la grandeur dont étoit cet édifice, de chercher la dépense qu'il a dû occasionner, ailleurs que dans le trésor de son Chapitre. En effet, quoique cette église fût très illustre dans ces temps, « *tam præclara* », ainsi que s'exprime Yves de Chartres dans sa lettre CXXI^e, elle ne brilloit pas cependant par de gros revenus. » Le texte allégué est hors de cause, puisque nous avons montré qu'il ne concerne qu'une église de Chartres. Or, si l'église de la Madeleine est grande et a dû, pour sa construction, occasionner de nombreuses dépenses, n'est-il pas juste de l'attribuer, non-seulement au zèle des fidèles et à leurs aumônes, mais encore et surtout à la noble générosité des comtes du lieu, sans qu'il soit besoin d'admettre qu'en conséquence de ce bienfait, ils n'auraient pas manqué de s'en attribuer toute la gloire et de se déclarer fondateurs de cette église par une charte ou une pièce quelconque ?

Cependant, nous l'admettons, cette conclusion ; elle ressort en effet de la charte de 1148. Pourquoi, en effet, le comte Thibaud se montrerait-il si jaloux de conserver et de maintenir la dignité de l'église de la Madeleine ? Pourquoi, par un acte solennel et authentique, aurait-il pris tant à cœur la suprématie de cette même église sur les autres du même lieu, si ses ancêtres « *ab antiquo* » n'avaient pas fondé cette église, ne l'avaient pas richement dotée et gracieusement embellie ? D'où viendraient tant d'égards pour une église particulière, lorsque Châteaudun en comptait d'autres qui eussent pu jouir des mêmes avantages, sinon du droit de revendication pour sa propriété, qui était comme un bien de famille dont il fallait non-seulement sauvegarder et soutenir les intérêts, mais aussi conserver les prérogatives ? Et quel autre personnage pouvait mieux qu'un descendant du fondateur maintenir cette prééminence, à une époque où l'on conservait avec un soin si minutieux et presque puéril, les moindres droits et les plus futiles observances ?

C'est ainsi que l'abbé Bordas nous fournit des arguments contre lui et malgré lui.

Mais l'amour de son église, amour légitime et qui, malheureusement, fait défaut de nos jours, lui présente d'autres preuves qui, cependant, ne le rendent pas aussi affirmatif... « Je ne contredirai

pas (page 20), dit-il, ceux qui avancent que le premier témoignage imprimé que l'on ait est ce qu'en a écrit René Chopin, mais il me parôitroit injuste de le soubçonner d'estre le créateur de cette tradition. Je ne vois pas l'intérêt qu'auroit eu cet auteur, Angevin d'origine, de forger un conte pour illustrer la principale église de Châteaudun. »

A cette hésitation, Polluche répond : « Dom Verninac ne regarde pas le témoignage de Chopin comme sérieux, quand il s'agit d'un fait arrivé plus de sept cents ans avant le plus ancien des auteurs ; il estime de même les sentiments de Merula, de Belleforest, du jésuite Menestrier et de Bernier. Ces auteurs, en effet, ne citent ni charte, ni aucun acte ancien. Ils avancent tout sans preuves, et par conséquent, quelque grands que soient leurs mérites, ils ne sont pas dignes d'être crus. D'ailleurs, Bernier avoue qu'il est incertain, et Lancelot, dont on apporte le témoignage avec tant de complaisance, se contente de dire que ces faits sont au moins vraisemblables, sans établir en aucune façon cette prétendue vraisemblance. Nous sommes loin d'une affirmation, on le comprend. »

Mais, continuons à enregistrer de nouvelles preuves en faveur de l'antiquité de la Madeleine. C'est ce même Lancelot qui les fournira.

Le savant académicien, dans un Mémoire inséré au tome IX de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, pages 181 à 192, a décrit minutieusement onze figures qui décoraient le cintre du portail et la façade de l'église de la Madeleine, et qui ont été détruites en 1793. Or, Lancelot assure, page 185, que le sceptre de la première figure est semblable à celui de Childebert, du portail de Saint-Germain-des-Prés, à Paris. La ressemblance n'en peut être niée, on la suppose même ; mais, ajoute Polluche, « reste à prouver que cette statue est du temps de Childebert. » L'abbé Bordas examine à son tour la question (page 24) et admet, sur l'autorité de dom Mabillon et de dom Montfaucon, « que huit au moins des statues de Saint-Germain sont plus anciennes que le portail, qu'on a pu les y adapter, et qu'elles peuvent avoir été conservées de l'ancienne église de Saint-Germain, bastie par Chilpéric et par Frédégonde ; par conséquent, la ressemblance existant, il doit exister aussi un même âge dans la construction des deux églises. »

Ce double raisonnement de Lancelot et de l'abbé Bordas pourrait se soutenir ; mais, si l'appui tombe, tombe aussi l'argument.

C'est ce qui est arrivé. Un moine du IX^e siècle, dont on a retrouvé dernièrement les écrits, Gislamar, nous a laissé une description très détaillée de l'église de Saint-Germain-des-Prés ; or, il ne parle nullement du portail et de ses statues, ce qui confirme l'assertion de l'historien de Bourgogne, disant que ce portail n'a été bâti qu'au commencement du XI^e siècle. Ne pourrait-on pas également admettre cette date pour la Madeleine, et de la sorte nous arriverions encore à l'époque fixée, c'est-à-dire vers 996 ?

En outre, Lancelot, résumant son opinion, dit qu'il n'a rien vu dans les figures de ce même portail qui ne convienne au moins au temps de la seconde race, et ajoute, page 189, que tous ces caractères se trouvent dans les monuments qui nous sont restés des six premiers siècles de la monarchie. Son sentiment est donc conforme au nôtre ; l'abbé Bordas ne peut, sur ces données, avancer que l'église en question fut bâtie par Charlemagne.

Parlerons-nous du verre qu'on conserva longtemps dans la Madeleine sous le nom de *verre de Charlemagne* ? Bien que l'inscription indique que ce vase a été la coupe d'un monarque, il ne s'ensuit pas qu'il fut la coupe de Charlemagne, ni, à plus forte raison, que cet empereur eût fondé l'église.

Enfin, pour ne rien oublier des preuves exposées par l'abbé Bordas, nous ne ferons que mentionner le sceau de la Madeleine, portant une aigle à deux têtes ; car, après la savante *Notice sur les Armes et les différents Sceaux de l'ancienne abbaye de la Madeleine de Châteaudun* (1), nous ne pourrions rien ajouter ; d'ailleurs, les raisons par lesquelles Polluche combat les arguments de l'abbé Bordas n'apportent aucun élément nouveau à cette épineuse question.

Quelle conséquence tirerons-nous maintenant de cette discussion ?

Laissant de côté tout parti pris, et négligeant la susceptibilité du bon Père prieur et le jansénisme de dom Verninac, nous admettons qu'il est impossible de faire remonter à saint Aventin ni à Charlemagne l'antiquité de la Madeleine, puisqu'on n'apporte aucun document ; et par conséquent les efforts de l'abbé Bordas, pour le démontrer, prouvent seulement son zèle et l'amour de son pays ;

(1) *Bulletin de la Société Dunoise*, 1879, page 198.

tandis que, en faisant remonter au commencement du XI^e siècle la fondation de cette église, par un des anciens seigneurs de Châteaudun, une charte nous a fourni un point d'appui sur lequel on peut asseoir un jugement presque certain. Car, il faut bien le remarquer, nous n'avons qu'une induction fort plausible, c'est vrai, et qui cependant satisfait tout esprit non prévenu. Espérons que la lumière viendra dissiper ces ténèbres, et faisons des vœux pour qu'on exhume de la poussière de nos bibliothèques un document authentique en faveur de cette belle église de la Madeleine, témoin de tant de ruines et de si nobles dévouements.

Ch. CUISSARD.

LE
ROULEAU MORTUAIRE DE GUY I^{ER}

ABBÉ DE SAINT-PÈRE DE CHARTRES

1231

Notre collègue, M. l'abbé Cottereau, curé de Magny, a bien voulu nous communiquer une découverte qu'il vient de faire. Parmi les volumes que lui a légués un vénérable oncle (1), il s'en trouva plusieurs dont la reliure en *parchemin* attira son attention. L'écriture, surtout, qu'on y lisait, lui paraissant d'une époque reculée, il crut reconnaître, selon l'expression de notre savant intermédiaire, *une respectable friperie, sortie de bonne maison*. Il se mit donc à dépouiller les vieux livres de leurs couvertures passablement défraîchies, et vit qu'il ne s'était pas trompé.

Les parchemins, au nombre de sept feuilles, qu'il nous a représentés, ont dû, pour être déchiffrés, subir un bain de toilette ; ce qui nous a permis de les débarrasser des parcelles de carton qui y étaient encore adhérentes. Mais, comment faire renaître des lettres que le frottement et le temps ont complètement effacées ? A cette difficulté il faut en joindre une autre, non moins sérieuse. Le libraire qui fut chargé de la reliure de ces vieux livres, pour leur donner sans doute un cachet d'antiquité, eut la malheureuse idée de les pointiller d'encre, au moyen du jet d'un pinceau. Encre sur encre, c'était là une opération satanique.

C'est dans cet état que nous avons trouvé ces vieux grimoires. Il nous a fallu du temps et un examen des plus minutieux pour arriver à un déchiffrement, qui ne nous donne pas encore toute satisfaction.

(1) L'abbé Nasse, décédé curé de N.-D. de Nogent-le-Rotrou le 24 décembre 1878.

1^o D'abord cinq premières feuilles. Celles-ci ont dû être détachées d'un ancien registre des recettes des *ventes* (1) qui étaient dues au Chapitre de Notre-Dame de Chartres, sur les biens aliénés dans les limites de ses prévôtés. Ce registre, qui concernait les années 1523 et 1524, était divisé en prévôtés, et celles-ci en mairies, mode de division adopté dès longtemps pour l'administration de ses possessions. Au chapitre de la prévôté de Beauce, dont nous n'avons qu'un fragment, se trouvent mentionnées les mairies de Pareau, Moriers, Saint-Christophe, Conie, Saint-Laurent-des-Bois et Thiville, qui toutes faisaient partie du Dunois. Nous y puisons ce renseignement : que le droit de *ventes* était de xx deniers par livre tournois, sur le prix principal, droit qui était le même que celui perçu en la coutume de Paris.

La disparition de ces registres est chose à regretter. On les consulterait utilement aujourd'hui, tant au point de vue topographique que sous le rapport des diverses justices et des différents tabellionnages qui étaient établis sur notre territoire.

2^o Plus deux autres parchemins. C'est ici la pièce principale de la découverte de M. l'abbé Cottereau. Nous avons là deux fragments, deux fragments seulement, du *Rouleau mortuaire* de Guy I^{er}, décédé abbé de Saint-Père de Chartres, le 6 des ides d'août (8 août) 1231.

Avant de décrire cette précieuse relique, il sera utile de faire connaître ce qu'on entendait au Moyen-Age par *rouleau des morts*. L'on fera ainsi ressortir l'importance de cette découverte, importance qui aurait été bien autrement grande si cette charte eut été retrouvée dans son entier.

Sitôt qu'un personnage éminent venait à mourir dans un monastère, les religieux s'empressaient d'annoncer la triste nouvelle à toutes les églises et abbayes avec lesquelles ils étaient en *associations de prières*, ou, comme l'on disait alors, en *fraternité*. Or, les moyens de communication étant très-difficiles dans ces temps, ils étaient bien obligés de députer pour cette mission un ou plusieurs de leurs frères, à chacun desquels ils remettaient un long parchemin, qui était parfois roulé sur un bâton, et le plus ordinairement

(1) *Venda, quod prestatur domno feudali pro distractionis seu venditionis predii facultate.* — DUCANGE, *Glossaire*.

rement sur lui-même ; de là son nom de *rotulus* ou *rouleau* (1). En tête de ce parchemin, était transcrite l'encyclique ou lettre-circulaire annonçant la mort du personnage, faisant mention de ses vertus et qualités, et sollicitant à la fin les prières et suffrages accoutumés. Le moine député, ainsi muni de son *rotulus*, se mettait en campagne, s'en allait le présenter de chapitre en chapitre, d'église en église. Avait-il à faire part de la mort d'un abbé ou d'une abbesse ? Dans certaines maisons, il était introduit avec apparat soit au cloître, soit au chœur. Là, à la vue de tous les religieux assemblés, il étalait son *rotulus* et se retirait en dehors de l'enceinte. Le chanoine chancre (en dignité), après y avoir fait la mention de l'absolution et des prières, le remettait à l'insigne porteur. Le nom de la maison était inscrit en tête de cette mention ; c'était ce qu'on appelait un *titulus* ou titre. A l'origine de cette coutume, ces *tituli funebres* étaient le plus souvent des éloges en prose ou en vers (2). Certains moines en prenaient occasion pour exercer leur verve poétique.

Les *Annales bénédictines* nous citent pour exemples certains *tituli* versifiés à l'occasion de la mort de Mathilde (3), première abbesse du célèbre monastère de la Sainte-Trinité de Caen (1112). Sa naissance et ses vertus y sont décrites en termes emphatiques, vains et futiles. Déjà les religieux de Marmoutiers avaient signalé cet abus dans la lettre encyclique annonçant la mort de D. Bernard, leur abbé (1100). S'adressant à leurs frères-associés, ils les invitent à s'abstenir d'écrire, sur le *rotulus* qui leur sera présenté, des nénies ou chants funèbres, plus nuisibles que profitables à la mémoire des morts. Ils demandent donc que le nom de leur maison y soit inscrit simplement, et que mention y soit faite de ce qu'ils doivent faire pour le défunt et de ce qu'ils entendent être fait pour les leurs, suivant le précepte de l'apôtre saint Jacques : *Orate pro invicem ut salvemini* (4).

Le moine député, rentré au monastère, remettait son *rotulus*, qui attestait en même temps qu'il s'était acquitté fidèlement de sa triste mission. Les *tituli*, une fois réunis, étaient rattachés les uns

(1) *Glossaire* de DUCANGE, au mot *Rotulus*.

(2) *Glossaire* de DUCANGE, au mot *Titulus*.

(3) *Annales bénéd.*, t. V, p. 689, 690, 691.

(4) *Annales bénéd.*, t. V, p. 668.

à la suite des autres, formant un *rotulus* complet, qui était déposé et gardé précieusement aux archives de la communauté. Il y en avait d'une dimension extraordinaire. Celui de l'abbesse Mathilde, comprenant deux cent cinquante *tituli*, avait environ dix-sept aunes de longueur, plus de vingt mètres de notre mesure actuelle (1).

Sans sortir des limites de cette Notice, nous croyons devoir expliquer ce que l'on entendait par *fraternité*. Peut-être aurions-nous dû commencer par là ?

La fraternité était une charte, ou contrat d'association formé entre les moines de divers monastères, aux termes duquel ils s'engageaient à se procurer réciproquement certains avantages : c'est ainsi que les frères de l'un de ces monastères étaient considérés comme les frères de l'autre, qu'ils étaient reçus dans la maison, admis au réfectoire, et qu'ils étaient participants, comme l'on disait, en tous les bienfaits. Venaient-ils à mourir ? des prières étaient dites à leur intention, comme pour les moines du couvent. Ces traités d'alliance existaient non-seulement entre les monastères, mais encore entre les églises cathédrales et conventuelles, et aussi entre celles-ci et les mêmes monastères (2).

Ces pieuses associations étaient très usitées au Moyen-Age. Nous en trouvons plusieurs exemples au diocèse de Chartres. En 1214, les religieux de Josaphat s'affilièrent à l'abbaye de Thiron; en 1218, à celle de Saint-Benoist-sur-Loire; en 1223, aux moines de la Croix-Saint-Leufroy; en 1240, à ceux de Neaufle-le-Vieux; en 1272, au couvent de la Sainte-Trinité de Marigny. En 1320, les religieux de Saint-Cheron formèrent association avec ceux de Claire-Fontaine (3).

Vers le milieu du XI^e siècle, les moines de Marmoutiers contractèrent avec le Chapitre de Notre-Dame de Chartres une charte de fraternité dont le texte est imprimé au Cartulaire de cette église (4). Par cette charte, l'évêque Agobert (il avait été moine de Marmoutiers) donne à ces religieux une prébende de son Chapitre. Échange de prières, inscription des évêques de Chartres

(1) *Annales bénéd.*, t. V, p. 576.

(2) *Glossaire* de DUCANGE, au mot *Fraternitas*.

(3) *Histoire de Chartres*, par É. DE LÉPINOIS, t. I, p. 131.

(4) *Cartulaire de l'église de Notre-Dame de Chartres*, par MM. É. DE LÉPINOIS et Lucien MERLET, t. I, p. 92.

sur le Martyrologe du couvent, service solennel avec chant des cinq psaumes et une messe, à la mort de chaque chanoine, telles sont les conditions de ce pacte d'alliance.

L'abbaye de la Sainte-Trinité de Vendôme souscrivit de ces traités avec soixante-dix églises ou monastères, dont la liste est insérée dans le Nécrologe conservé à la Bibliothèque communale. Dans ce même Nécrologe, se trouve la charte originale contractée entre cette abbaye et celle de Bourgueil en Touraine (1187 à 1200) (1).

Nous avons hâte d'arriver au *rotulus*, ou rouleau mortuaire, qui a donné lieu à cette Notice.

Un mot sur le personnage. Guy I^{er}, abbé de Saint-Père de Chartres, qui administra cette illustre abbaye pendant de longues années (1200-1231), avait été un rigide observateur de la règle, comme il fut un zélé défenseur des intérêts de sa maison.

Il s'était donné une autre mission non moins honorable : il avait affranchi les serfs de ses domaines. Pour corroborer ses lettres d'affranchissement, il les fit confirmer, l'an 1208, par le roi Philippe-Auguste.

Les moines, pleins de reconnaissance pour leur vénérable abbé, lui firent de magnifiques funérailles (2). Son *rotulus* ou rouleau mortuaire, d'après dom Aubert, fut présenté à trois cent quatre-vingt-dix églises, afin de solliciter en sa faveur les prières accoutumées (3).

De ce précieux monument, que reste-t-il ? Deux fragments seulement, horriblement défigurés. Chaque parchemin, écrit en caractères gothiques, avec ses signes abrégatifs, est bien du temps où vivait notre abbé Guy, *Guidonis ætatem redolens*. Sa largeur devait être de 0^m 245. En voici le texte :

1^{er} FRAGMENT. — Recto.

On chante : INVOCAVIT ME.

Cantatur : INVOCAVIT ME.

- | | |
|--|---|
| 1. Titre de saint Calais, abbé du Maine. — Que l'âme de dom Guy, qui | 1. Titulus beati Karileffi, abbas Cenomanensis. — Anima |
|--|---|

(1) *Histoire du Vendômois*, par J. DE PÉTIGNY, p. 275.

(2) *Gallia Christiana*, t. VIII, coll. 1227-1228.

(3) *Histoire de la royale Abbaye de Saint-Pierre-en-Val*, 1672. — Manuscrit à la Bibliothèque communale de Chartres.

domni Guidonis, quondam abbatis Sancti Petri Carnotensis, et anime omnium fidelium defunctorum, per misericordiam Dei, requiescant in pace. Amen. Oravimus pro vestris. Orate pro nostris. Feria VI^a post dominicam qua cantatur : INVOCAVIT ME, fuit apud nos. Debemus pro *Raginaldo*, abbate; Auburge, femina; Gauterio; Giurno; Roberto; Willelmo; Haberto; variis. Anime eorum requiescant in pace.

2. *Titulus Beati Georgii de Nemore, abbatis Cenomanensis.* — Anima Guidonis, quondam abbatis Sancti Petri Carnotensis, et anime omnium fidelium defunctorum per misericordiam Dei, requiescant in pace. Oravimus pro vestris. Orate pro nostris.

3. *Titulus Beati Martini de Lavardino, &c.*

4. *Titulus Fratrum Minorum Vendocinum commorancium.* — Per miser....

fut abbé de Saint-Père de Chartres, et les âmes de tous les fidèles défunts, par la miséricorde de Dieu, reposent en paix ! Ainsi soit-il. Nous avons prié pour les vôtres. Priez pour les nôtres. Il fut chez nous la sixième férie (le samedi) après le dimanche où l'on chante : INVOCAVIT ME (1^{er} dimanche de carême). Nous devons prier pour *Regnauld*, abbé ; pour Auburge, femme, et pour divers : Gauthier ; Giurne ; Robert ; Guillaume ; Habert. Que leurs âmes reposent en paix ! (1)

2. *Titre de Saint-Georges-du-Bois, abbé du Maine.* — Que l'âme de dom Guy, qui fut abbé de Saint-Père de Chartres, et les âmes de tous les fidèles défunts, par la miséricorde de Dieu, reposent en paix ! Nous avons prié pour les vôtres. Priez pour les nôtres (2).

3. *Titre de Saint-Martin de Lavaradin.* — (Même formule que celle qui précède) (3).

4. *Titre des Frères-Mineurs habitant Vendôme.* — (Même formule, terminée par une coupure) (4).

2^e FRAGMENT. — Recto.

[Or]avimus pro vestris. Orate pro nostris.

.... Nous avons prié pour les vôtres. Priez pour les nôtres.

(1) Ancienne abbaye, ordre de St-Benoist, diocèse du Mans.

(2) Ancienne abbaye de l'ordre de Saint-Augustin, autrefois du diocèse du Mans, aujourd'hui de celui de Blois. Elle faisait partie de Saint-Pierre-des-Bois, paroisse réunie à Saint-Martin-des-Bois, canton de Montoire.

(3) De l'ancien diocèse du Mans, aujourd'hui de celui de Blois, canton de Montoire.

(4) Diocèse de Blois.

5. *Titre de Saint-Martin de Nogent-sur-Andèle.* — (Même formule) (1).

6. *Titre de Sainte-Marie de l'Isle-Dieu.* — (Même formule). Il fut chez nous le jour des Saints - Innocents (28 décembre), l'an du Seigneur 1231 (2).

7. *Titre de Saint-Laurent de Lyons.* — (Même formule) (3).

8. *Titre de Sainte-Marie de Bellosane.* — (Même formule). Donné le jour de la fête de saint Thomas, martyr de Cantorbéry (29 décembre) (4).

9. *Titre de Sainte-Marie de Beau-lieu.* — (Même formule) (5).

10. *Titre de Sainte-Marie-Magdeleine de Bival* (6).

5. *Titulus Sancti Martini de Nogento super Andelam, &^a.*

6. *Titulus Sancte Marie de Insula Dei, &^a.* — *Die Sanctorum Innocentium fuit apud nos, anno Domini M^o CC^o XXX^o primo.*

7. *Titulus Beati Laurentii de Leonibus, &^a.*

8. *Titulus Beate Marie de Bellosana, &^a.* — *Datum die festo beati Thome martyris Cantuariensis.*

9. *Titulus Sancte Marie de Beloco (?) &^a.*

10. *Titulus Beate Marie Magdalene de Buiesvale, &^a.*

1^{er} FRAGMENT. — Verso.

Qu'ils reposent en paix! Ainsi soit-il. Priez pour les nôtres. Nous avons prié pour les vôtres.

11. *Titre des Frères-Mineurs de Sancerre.* — (Même formule). Le lundi avant la fête de sainte Marie-Madeleine (21 juillet), l'an du Seigneur 1232 (7).

12. *Titre de Saint-Sauveur.... de La Châtre.* — (Même formule). Il fut chez nous le jour de la fête des saints martyrs Cir et Julite... (8).

[Requie]scant in pace. Amen. Orate pro nostris. Oravimus pro vestrīs.

11. *Titulus Fratrum Minorum Sencerracensium, &^a.* — *Die lune ante festum beate Marie Magdalene, anno Domini M^o CC^o tricesimo secundo.*

12. *Titulus Sancti Salvatoris... de Castra (?)* — *In festo sanctorum martirorum Cirici et Julite fuit apud nos....*

(1) Diocèse de Rouen.

(2) Ancienne abbaye de l'ordre de Prémontrés, même diocèse.

(3) Même diocèse.

(4) Ancienne abbaye de l'ordre de Prémontrés, même diocèse.

(5) Diocèse de Rouen.

(6) Ancienne abbaye, ordre de Cîteaux, femmes, même diocèse.

(7) Diocèse de Bourges.

(8) *Idem.*

- | | |
|---|--|
| <p>13. <i>Titulus Fratrum Minorum... apud Castrum Radulphi.</i> — Anima domni Guidonis abbatidis....</p> <p>14. <i>Titulus Beate Marie Essoudunensis, &^a.</i></p> <p>15. <i>Titulus Sancte Marie de Pratea Cisterciensis ordinis, &^a.</i></p> <p>16. <i>Titulus Beati Germani Aurelianensis, de ordine Fratrum Predicatorum.</i> — Anima dom...</p> | <p>13. <i>Titre des Frères - Mineurs.... à Châteauroux.</i> — Que l'âme de dom Guy, abbé... (1).</p> <p>14. <i>Titre de Sainte-Marie d'Issoudun.</i> — (Formule ordinaire) (2).</p> <p>15. <i>Titre de Sainte-Marie de La Prée, de l'ordre de Cîteaux.</i> — (Même formule) (3).</p> <p>16. <i>Titre de Saint - Germain d'Orléans, de l'ordre des Frères-Prêcheurs.</i> — Que l'âme de dom... (coupure).</p> |
|---|--|

2° FRAGMENT. — Verso.

- | | |
|--|--|
| <p>.... [fidel]ium defunctorum, per misericordiam Dei, requiescant in pace.</p> <p>17. <i>Titulus Sancti Aniani Aurelianensis, &^a.</i> — Actum anno Domini M^o CC^o XXX^o secundo, die Jovis post festum beati Martini estivalis.</p> <p>18. <i>Titulus Sancte Marie Bononuncio (?) &^a.</i> — apud nos.</p> <p>19. <i>Titulus Sancte Crucis Aurelianensis (?) &^a.</i></p> <p>20. <i>Titulus Beati Evurtii Aurelianensis, &^a.</i> — anno Domini M^o CC^o XXX^o se[cundo].</p> | <p>.... fidèles défunts, par la miséricorde divine, reposent en paix!</p> <p>17. <i>Titre de Saint-Aignan d'Orléans.</i> — (Formule ordinaire). Fait le jeudi après la fête de saint Martin d'été, l'an du Seigneur 1232.</p> <p>18. <i>Titre de Sainte-Marie de Bonne-Nouvelle.</i> — (Même formule) il fut chez nous.</p> <p>19. <i>Titre de Sainte-Croix d'Orléans.</i> — (Même formule).</p> <p>20. <i>Titre de Saint-Euverte d'Orléans.</i> — (Même formule) l'an du Seigneur 1232.</p> |
|--|--|

Désirant restituer, autant que possible, à ce monument d'un autre âge, sa physionomie propre, et pour sauver d'un nouveau naufrage les quelques épaves qui nous restent, nous avons

(1) Diocèse de Bourges.

(2) Ancienne abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, diocèse de Bourges.

(3) Ancienne abbaye de l'ordre de Cîteaux, même diocèse.

transcrit ici les quelques *tituli* que dom Aubert nous a conservés (1) :

Titre de Sainte-Marie de l'Isle-Dieu. — Il existe en original (Voir ci-dessus le titre n° 6).

Titre de Sainte-Marie de Compiègne et des saints martyrs Corneille et Cyprien. — (Formule ordinaire). Ce rouleau nous fut présenté le lendemain de sainte Lucie, vierge (2).

Titre de la sainte église de Noyon, où repose le corps de St Élysée, confesseur et évêque. — (Formule ordinaire). Ce rouleau nous fut présenté le jour de sainte Lucie, vierge.

Titre de la Sainte-Trinité de Fescamps. — (Même formule). Priez pour les nôtres : Richard et Richard, comtes ; Guillaume, Guillaume, Raoul (?) Henri (3).

Titre de Saint-Ouen de Rouen. — (Même formule). Priez pour les nôtres : Guy, Berulinus, Béatrix, Robert, Eude, Emma, Ala, Adelaide, Mathilde, Aufride. Ce rouleau nous fut présenté le lundi après l'Épiphanie (6 janvier) (4).

Titre de la Sainte-Trinité de Tiron. — (Même formule). Nous ferons pour lui, dans notre couvent, un service complet. Nous avons prié pour les vôtres. Priez pour les nôtres. Votre *roliger* (por-

Titulus Sancte Marie de Insula Dei, &^a.

Titulus Sancte Marie de Compendio et sanctorum martyrum Cornelii et Cypriani, &^a. — In crastino beate Lucie, virginis, fuit apud nos rotulus iste.

Titulus Ecclesie Beate Nionensis, in qua corpus beatissimi Elizii confessoris atque pontificis requiescit, &^a. — In die sancte Lucie virginis fuit rotulus iste apud nos.

Titulus Sancte Trinitatis Fescanensis, &^a. — Orate pro nostris : Richardo et Richardo comitibus, Willelmo, Willemo, Rad...., Henrico.

Titulus Sancti Audoini Rothomagi, &^a. — Orate pro nostris : Guidone, Berulino, Beatrice, Roberto, Odone, Emma, Ala, Adelaide, Maltide, Aufrida. Die lune post Epiphanam fuit apud nos rotulus iste.

Titulus Sancte Trinitatis de Tyronis, &^a. — Faciemus pro ipso in conventu plenum servicium. Oravimus pro vestris. Orate pro nostris. Roliger vester fuit apud nos,

(1) Nous devons cet extrait à la bienveillance bien connue de M. Rossard de Mianville, Président du Conservatoire de la Bibliothèque de Chartres.

(2) Diocèse de Beauvais.

(3) Ancienne abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, diocèse d'Amiens.

(4) Ancienne abbaye de l'ordre de Saint-Benoît.

die Martis post dominicam qua
cantatur : INVOCAVIT.

*Titulus Beati Martini Turo-
nensis, &^a.* — Datum anno Do-
mini M^o CC^o XXX^o primo, die Mer-
curii post REMINISCERE.

*Titulus Sancti Juliani Ceno-
manensis, &^a.* — Datum anno
Domini M^o CC^o XXX^o primo, die
dominica post festum beati Gregorii.

*Titulus Sancti Solempnis Ble-
sis, &^a.*

teur de rouleau) fut chez nous le mardi
après le dimanche où l'on chante : INVO-
CAVIT (1).

Titre de Saint-Martin de Tours. —
(Même formule). Donné l'an du Seigneur,
le mercredi après REMINISCERE, 1231.

Titre de Saint-Julien du Mans. —
(Même formule). Donné l'an du Sei-
gneur 1231, le dimanche après la fête de
saint Grégoire.

Titre de Saint-Solemne de Blois. —
(Même formule).

Ces quelques *tituli* transcrits, D. Aubert nous dit que les reli-
gieux de N.-D. de Clermont, à la suite de leur *titulus*, écrivirent
sur le rouleau :

De Sancto Petro cumulatur, non ea retro
Que sunt respiciens alta sed aspiciens.

GUIDO

ABBAS	DOCTOR	TITULUS	SPECULUM	RENOVATOR
Carnotis	Legis	Verbi	Vite	Bonitatis
Prerogavit	Illustravit	Confudit	Tractavit	Adauxit
Perfekte	Serio	Summopere	Jugiter	Apte
Scribas	Ecclesiam	Tyrannos	Jus	Bonitatem
Sensu	Jubare	Dogmate	Justicia	Pietate
Pneumatis.	Eloquii.	Legis.	Veri.	Paradisi.

« Du monastère de Saint-Père, il atteint le comble de la gloire : ses yeux se
ferment aux choses du passé pour s'ouvrir aux splendeurs de l'Éternité.

GUY

ABBÉ	DOCTEUR	HÉRAUT	MIROIR	APOTRE
de Chartres,	de la Loi, il	du Verbe, il	de vie,	de la Charité,
il a bien mérité	illumina	confondit	il maintint sans	il fit fleurir
en écrivant	vraiment	complètement	relâche	heureusement
parfaitement,	l'Église	les ennemis	le droit	la bonté
sous l'inspira-	de l'éclat	de Dieu, armé	avec	avec une piété
tion de	de son	de l'autorité	la rectitude de	digne
l'Esprit-Saint.	éloquence.	de la Loi.	la vérité.	du Ciel. »

(1) Ancienne abbaye du même ordre, diocèse de Chartres.

Toujours d'après le même auteur, à la suite de leur *titulus*, les religieux de Saint-Sauveur de l'Estoire écrivirent, à la louange de l'abbé Guy, cette épitaphe :

In patre claustralis ; fratris in praxide ; navis
In duce ; conventus in refovente jacet.
Proh dolor ! hunc rapuit, o Laurenti tibi martyr !
Intulata dies, passa perire diem.

« Ce qu'un père est à l'homme du cloître, un supérieur à son frère, le pilote l'est au navire, le guide dévoué au monastère. Hélas ! le jour qui t'est consacré, glorieux martyr Laurent, nous l'a ravi et l'a laissé s'éteindre. »

Les religieux de Saint-André de Bordeaux ajoutèrent aussi à leur *titulus* cette autre épitaphe :

Morti Guido datus, sed fama vivificatus,
Abbas Carnoti notus fuit ad bona noti
Fama boni viri verbum, protectio cleri,
Cordis sinceri, doctus charisma doceri,
Carus erat caris, notis notissimus, unde
Carior effectus Christo, sed in athera vectus.

« Il nous faut céder Guy à la mort, mais la renommée le fait immortel.
« Abbé honorablement connu au Pays Chartrain, il était né pour le bien.
« Grande fut sa réputation de bonté. Organe et rempart du clergé (*cleri*),
« homme d'un cœur sincère, habile dans l'enseignement des choses spiri-
« tuelles : il était cher à ses amis, apprécié de ses intimes. Aussi conve-
« nait-il que, devenu de plus en plus cher au Christ, il fût porté au céleste
« séjour (1). »

Examen fait du *rotulus*, qu'on nous permette quelques observations. Les deux morceaux de parchemin ont été coupés dans la pièce originale, dans le *rotulus*, presque à la suite l'un de l'autre,

(1) Nous devons à l'extrême bienveillance de M. l'abbé Marquis, curé d'Illiers, la traduction de ces trois épitaphes. Il la fait suivre des observations suivantes : Sur la première épitaphe, il admet cette variante : *Abbas Carnotis prerogavit perfecte scribens sensu Pneumatis* (grec : l'Esprit). — Sur la seconde : *Frater* (au lieu de *fratris*) *in preside*. Avec *praxide*, on pourrait trouver un sens, mais peu naturel : il n'est tel qu'un frère dans le commerce de la vie (*praxis*, la pratique). *Intulata* n'est pas latin : c'est sans doute *instaurata sibi dies*, ou bien *illata*. *Ad bona nati* au lieu de *noti*. — Sur la troisième : *Clerus*, i, de κληρος, veut toujours dire le clergé, d'où clérical.

car nous lisons, à la fin du premier fragment, au verso : *Titulus Beati Germani Aurelianensis*, et du deuxième, aussi au verso : *Titulus Sancti Aniani Aurelianensis*. Deux ou trois coupures au plus les séparaient, et ont servi probablement au même usage. Sans ces regrettables coups de ciseaux, nous aurions pu encore recomposer la liste des communautés des évêchés du Mans, d'Orléans et de celui de Chartres. Tout espoir n'est pas perdu. Que M. l'abbé Cottureau examine de nouveau les volumes de sa bibliothèque ! Peut-être aura-t-il la bonne fortune de retrouver ces précieux vestiges ? Il est sur la voie.

Les *tituli* sont tous dans le même style : « Que l'âme de dom « Guy, qui fut abbé de Saint-Père de Chartres, et les âmes de « tous les fidèles défunts, par la miséricorde de Dieu, reposent « en paix ! Ainsi soit-il. Nous avons prié pour les vôtres. Priez « pour les nôtres. » La formule est simple. Les chants funèbres, que les moines de Marmoutiers signalaient comme abusifs dès le XI^e siècle, deviennent plus rares. Cependant D. Aubert nous en transcrit encore quelques-uns.

Plusieurs dates sont soulignées çà et là ; le quantième du mois est désigné par le nom du Saint, selon la coutume du temps. Dans certains *tituli*, comme ceux de Saint-Calais, de Saint-Ouen de Rouen et de la Sainte-Trinité de Fescamps, certains personnages, des bienfaiteurs sans doute, sont recommandés aux prières des religieux de Saint-Père.

Nous trouvons dans celui de Saint-Calais un renseignement utile, c'est le nom de l'un de ses abbés qui ne se trouve pas porté sur la liste qu'en a donnée la *Gaule-Chrétienne*. Nous y déchiffrons ces mots : *Debemus (orare) pro Raginaldo, abbate*. « Nous devons prier pour l'abbé Regnault. » Il venait sans doute de mourir. La *Gaule-Chrétienne* nous signale, d'ailleurs, une lacune pour cette époque (1229 à 1240), et dit que les noms de plusieurs abbés n'ont pu être retrouvés, les Anglais ayant jeté au feu les chartes et cartulaires de l'abbaye (1).

Consultons D. Aubert, qui a écrit l'histoire de cette abbaye et qui a eu entre les mains le *rotulus* représenté aujourd'hui par ces deux infimes fragments. Voici ce qu'il en dit : « Ceux qui désire-
« ront avoir des renseignements, pourront lire le *rouleau de par-*

(1) *Gallia Christ.*, t. XIV, coll. 451.

« *chemin* qui est dans le chartrier de l'abbaye de Saint-Père. Ils
 « verront que non-seulement les églises, abbayes, prieurés et
 « communautés de Saint-Benoist, mais aussy celles de Saint-
 « Augustin, de Prémontrés et les Frères-Mineurs, les abbayes des
 « religieuses, les paroisses même, les églises cathédrales, dans
 « toutes les provinces de France, ont prié Dieu pour le repos de
 « l'âme de l'abbé Guy, et plusieurs communautés ont faict escrire
 « son épitaphe et laissé ses éloges à la postérité. »

De tous les *rotuli* connus, celui de notre abbé Guy devait être le plus important par le nombre de ses *tituli*, qui était de trois cent quatre-vingt-dix. Le *rotulus* de l'abbesse Mathilde n'en comptait que deux cent cinquante-quatre, et celui du bienheureux Vital de Mortain que deux cent huit. Un seul a échappé à la destruction ; c'est ce dernier. Encore est-il incomplet ! Le commencement, qui contenait l'encyclique et un certain nombre de *tituli*, n'existe plus. Plus heureux que le nôtre, il a pu éviter l'officine d'un relieur impitoyable, et trouver aux Archives de France un refuge digne de lui. M. Léopold de Lisle l'a publié comme étant l'un des plus précieux monuments de la paléographie du XII^e siècle (1).

Combien avons-nous à déplorer la perte de ces rouleaux mortuaires, et du nôtre en particulier ! De leur ensemble, on aurait formé, comme on l'a dit, un véritable catalogue monastique des provinces de la France. Ils nous auraient fait connaître aussi l'état des lettres et de l'éducation publique durant les XII^e et XIII^e siècles. On y aurait trouvé la preuve que de nombreux villages, pauvres et isolés, n'étaient pas, comme aujourd'hui, privés d'école ; et, comme l'a dit l'abbé Darras :

« Les budgets de nos États déchristianisés s'épuisent chaque
 « année, en sacrifices immenses, sans pouvoir jamais remplacer ce
 « que faisaient *gratuitement*, au Moyen-Age, les abbayes, les
 « monastères, les prieurés semés sur tous les points du territoire,
 « et particulièrement dans les campagnes les plus délaissées (2). »

BROSSIER-GÉRAY.

Juillet 1879.

(1) *Rouleaux des Morts*, du IX^e au XV^e siècle.

(2) *Histoire générale de l'Église*, t. XXIV^e, imprimé en 1876.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 28 OCTOBRE 1879

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale le mardi 28 octobre 1879, à une heure, au château de Châteaudun, dans la salle du Musée de la Société.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Coudray, vice-président, Brossier-Géray, Pouillier, Henri Lecesne ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Berger, Boret, le comte de Chanaleilles, l'abbé Cuissard, Desbans, Durand-Brault, l'abbé Haye, le baron de Lallemand, Auguste Lecesne, le comte de Lévis-Mirepoix, Jules Raimbert-Bertrand, l'abbé Sainsot, et Sence.

M. Coudray, vice-président, déclare la séance ouverte et fait part à l'assemblée du regret que son président, M. Achille Guenée, éprouve de ne pouvoir assister à cette réunion.

Depuis la dernière assemblée générale, le Bureau a admis, en qualité de membres honoraires :

M. BLAIN, capitaine au 20^e chasseurs, présenté par MM. Sarailh et Lyautey.

M. D'AMONVILLE, capitaine d'artillerie en retraite, à Villebeton (Le Mée), présenté par MM. Lyautey et Pouillier.

M. TRÉTARRE, négociant à Châteaudun, présenté par MM. Pouillier et Lecesne.

M. le vicomte Lionel DE TARRAGON, au château de Beauvoir, près Cloyes, présenté par MM. le baron de Villebresme et le vicomte Georges de Tarragon.

Les ouvrages et objets suivants ont été adressés à la Société à titre de dons ou d'échanges :

Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris ; tome II, 2^e fascicule ; février-avril 1879.

The naturalist's Leisure hour and monthly bulletin, Philadelphie, 1879 ; 3 numéros, décembre 1878, janvier et février 1879, don de l'éditeur.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie ; année 1879, n° 2.

Les Trépanations pré-historiques, par M. le marquis de Nadaillac ; don de l'auteur.

Revue des Sociétés savantes ; septembre à décembre 1878.

Bulletin de la Société des sciences du Havre ; br. in-8°.

Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe ; 1^{er} fascicule ; années 1879 et 1880.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais ; n°s 80 à 95.

Le Journal des Savants, août 1879.

Bulletin de la Société historique de la Corrèze, tome I, 4^e livraison ; 1879.

Cours d'archéologie et d'architecture fait à l'école de Cluny pendant l'année scolaire 1878-1879, par M. Legrand, peintre et professeur ; don de M. Huteau.

Diplômes sur parchemin, de bachelier en droit et de licencié en droit, délivrés à M. Pierre-Augustin Curault de la Touche par l'ancienne Université d'Orléans. Le premier porte la date du 12 août 1762 et le sceau en cire de l'Université, et le second est daté du 18 mars 1765, avec le sceau du chancelier de l'Université.

A ces diplômes sont annexés plusieurs certificats dont l'un est écrit et signé par le jurisconsulte Pothier.

Ces documents sont offerts à la Société par M. Lyautey.

OBJETS DIVERS

Une clé en fer, du Moyen-Age, don de M. Riet-Géray.

Trois assignats de cinq livres, offerts par M. Brossier-Géray.

Trois jetons trouvés aux environs de Châteaudun, et offerts par M. Gustave Deniau :

1° Un jeton de Louis XIV, dont le revers représente l'aqueduc de Maintenon avec cette légende ; *VEHIT, NON SERVAT* ;

2° Un second jeton du même roi. Au revers, la légende seule a conservé un peu de relief : *LATE CVNCTA PROFVNDIT* ;

3° Un jeton de Nuremberg, argenté, au type de Louis XIV.

M. le président présente à l'assemblée des gravures de deux sceaux et de contre-sceaux de Hugues de Châtillon et de Thibaut VI, comtes de Blois et de Dunois. Ces sceaux et ces contre-sceaux ont été fort bien gravés sur bois, d'après un moulage récemment pris aux Archives Nationales, pour servir à la publication du Cartulaire tourangeau de Marmoutiers, actuellement sous presse. Par l'intermédiaire de notre concitoyen, M. Léon Chevalier, M. Nobileau, membre de la Société française d'archéologie, fait don de ces bois à la Société

Dunoise, pour laquelle ils sont d'un grand intérêt et qui aura, prochainement peut-être, occasion de les utiliser.

L'assemblée vote des remerciements à tous les donateurs.

M. Sainsot, curé de Blandainville, met sous les yeux des membres de la Société un diplôme italien de la fin du XVII^e siècle (1693), conférant le titre de docteur en théologie sacrée à un prêtre français, M^e Pierre Croisnu, originaire de Châteaudun, et qui, dans cet acte, est en outre qualifié d'abbé de Saint-Basile d'Onan, chevalier de la Toison d'Or, comte du Sacré-Palais et de la cour de Latran.

Ce parchemin, qui est accompagné de son sceau, appartenant à l'église de Brou.

M. l'abbé Sainsot expose le résultat des recherches auxquelles il s'est livré relativement à Pierre Croisnu et à sa famille, et fait appel au concours des sociétaires pour compléter ces renseignements.

Il est donné ensuite lecture des trois Notices annoncées pour cette séance. Elles sont intitulées :

Découverte du Bref (original) de Clément X à Louis XIV, portant nomination de Bossuet à l'évêché de Condom, par M. l'abbé MARQUIS.

Notes sur Lambert-li-Cors, par M. Ch. CUISSARD.

La Justice à Châteaudun (suite), par M. COUDRAY.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

D É C O U V E R T E
DU
BREF (ORIGINAL) DE CLÉMENT X A LOUIS XIV
PORTANT NOMINATION DE
BOSSUET A L'ÉVÊCHÉ DE CONDOM

MESSIEURS,

Ce qu'on appelle le hasard, et qui n'est autre chose que l'incognito de la Providence, a fait tomber en ma possession un précieux parchemin. Veuillez en agréer la primeur.

C'était au mois de janvier dernier. Un honorable habitant d'Illiers eut l'attention délicate, je ne saurais assez l'en remercier, de me confier une vieille feuille de vélin, noircie par le temps, dont le texte était plus que problématique. Je me hâtai d'essayer d'en déchiffrer les premières lignes. Quelle ne fut pas ma surprise, bien plus, mon émotion, lorsque, sous ces caractères gothiques, je parvins à distinguer l'un des plus grands noms que la France ait inscrits dans ses glorieuses annales! Toutefois, pour avoir le droit de juger de la valeur de cette pièce, il me fallait l'ensemble de ces lignes, tantôt perdues dans l'ombre, tantôt frustes, qui refusaient de livrer leur secret. Car le parchemin avait souffert, longtemps froissé sous les mille anneaux d'une soie antique qui s'enroulait autour de lui. Peut-être aussi, tant le malheur a d'utilité! son rôle vulgaire, en le dérochant aux regards, l'avait-il sauvé de la main du relieur. Quoi qu'il en soit, il était illisible dans sa seconde moitié.

En face de cette énigme, n'ayant pas le Sphinx chez moi, je résolus de l'aller chercher à Châteaudun. La besogne était difficile,

rebutante, demandait un homme désireux de rendre service, paléographe consommé et d'une patience peu commune. Cet homme, Messieurs, je n'hésitai pas un instant à croire que vous le possédiez dans votre honorable Société. Le plus naturellement du monde, j'envoyai mon parchemin, d'un aspect peu séduisant, à M. Brossier-Géray, notre sympathique collègue et mon vieil ami. Je le priais de faire revivre le texte à tout prix. A force de veilles et d'investigations, soutenu par son amour de l'antiquité, comme aussi par son penchant bien connu à faire plaisir aux autres, il parvint, Messieurs, à reconstituer fidèlement le texte authentique du bref du pape Clément X à Louis XIV. Ce n'est rien moins que la nomination de Jacques-Bénigne Bossuet à l'évêché de Condom, et l'annonce de l'envoi prochain de ses bulles.

C'est donc, Messieurs, une pièce très précieuse pour l'histoire, qui va, pour la première fois, prendre place dans votre Bulletin. Le possesseur a bien voulu m'en faire le généreux abandon. Elle est datée du 4 des nones de juin 1670. En voici le texte latin et la traduction :

CLEMENS, Episcopus, servus servorum Dei, charissimo in Christo filio, LUDOVICO Francorum & Navarræ Regi christianissimo salutem & apostolicam benedictionem.

Gratiæ divinæ premium & humane laudis preconium acquiritur si per seculares principes, ecclesiarum prelati, prefertim pontificali dignitate predictis, opportuni favoris presidium & honor debitus impendatur : hodie siquidem Ecclesiæ Condomienfi tunc per obitum bone memorie Caroli Ludovici olim Episcopi Condomienfis, extra Romanam Curiam defuncti pastoris, solatio destitute, de persona dilecti filii JACOBI BENIGNI, electi Condomienfis, nobis & fratribus nostris ob suorum exigentiam meritorum accepta, de fratrum eorumdem consilio apostolica auctoritate providimus, ipsumque illi in Episcopum prefecimus & pastorem, curam & administrationem ipsius Ecclesiæ, sibi in spiritualibus & temporalibus plenarie commitendo, prout in nostris inde confectis litteris plenius continetur. Cum itaque, Fili charissime, sit virtutis opus Dei ministros benigno favore profsequi, ac eos verbis & operibus pro Regis Eterni gloria venerari, Majestatem tuam Regiam rogamus & hortamur attente quatenus eundem Jacobum Benignum electum, ad Ecclesiam predictam sue cure commissam habens, pro nostra & Apostolice Sedis reverentia,

propensius commendatum, in ampliandis & conservandis juribus suis, tu eum benigni favoris auxilio prosequaris, quo idem Jacobus Benignus electus tuæ celsitudinis fultus presidio, in commisso sibi predictæ ecclesiæ regimine possit, Deo propitio, prosperari, ac tibi exinde adeo perennis vite premium & a nobis condigna proveniat actio gratiarum.

Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo sexcentesimo septuagesimo, quarto nonas junii, pontificatus nostri anno primo.

(O. BROLIARDUS.)

CLÉMENT, Évêque, serviteur des serviteurs, à Notre très cher Fils en Jésus-Christ, LOUIS, Roi très chrétien de France et de Navarre, salut et bénédiction apostolique.

Lorsque les princes séculiers favorisent de leur bienveillant appui, et environnent de légitimes honneurs les dignitaires de l'Église, et principalement les Évêques, la grâce divine est leur récompense et un grand éclat en rejaillit sur leur personne. Or, aujourd'hui, alors que l'Église de Condom était dans le veuvage, par la mort de Charles-Louis, d'heureuse mémoire, jadis son Évêque, lequel est décédé en dehors de la Cour Romaine, Nous avons, de Notre Autorité Apostolique et de l'avis de Nos frères les Cardinaux, fait choix pour elle de la personne de Notre cher fils JACQUES-BÉNIGNE, élu au siège de Condom, que son mérite distingué recommande à nos yeux et à ceux de nos vénérables frères, et nous l'avons constitué Évêque et Pasteur de cette Église, lui en conférant pleinement le soin et l'administration, au spirituel comme au temporel, ainsi qu'il est énoncé plus au long dans les Lettres que nous adressons à ce sujet. Et puisque, très cher Fils, c'est une œuvre pieuse d'assister de ses bienveillantes faveurs le ministre de Dieu, en vue d'honorer la gloire du Roi Éternel, de leur témoigner sa vénération tant par ses paroles que par ses actes, Nous exhortons instamment et Nous prions Votre Majesté Royale d'agréer, par respect pour Nous et pour le Saint-Siège, la recommandation que Nous Lui faisons de la personne de Jacques Bénigne, élu à cette Église qui lui est confiée, et de lui prêter un bienveillant appui pour l'extension et la sauvegarde des droits de son siège, en sorte que, fort de cette protection de Votre Majesté, Jacques Bénigne, élu, puisse, avec l'aide de Dieu, s'acquitter heureusement de sa mission dans l'administration de cette Église à lui confiée, et que, pour récompense, Vous receviez de Dieu l'éternelle vie, en même temps que nos légitimes actions de grâce vous seront acquises.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, l'an de l'Incarnation du Seigneur mil six cent soixante-dix, le quatrième jour des nones de juin.

Au revers (O. BROLIARDUS).

Tout ce qui se rattache à l'immortel Bossuet inspire le plus vif intérêt : à plus forte raison, un document officiel qui nous fait assister à son entrée dans l'épiscopat.

Une ville qui a la douleur de n'être plus française, Metz, eut les prémices de son apostolat. Les protestants l'entendirent et l'aimèrent. Il devint archidiacre, puis doyen du chapitre. Bientôt sa grande réputation d'éloquence le fit désirer à Paris.

Il prêcha plusieurs années, à la Cour, avec un éclatant succès. Sa parole entraînant, sa logique irrésistible déterminèrent la conversion du grand Turenne. Tout l'univers sait comment il a payé l'amitié du grand Condé.

Admirateur de son génie et de ses vertus sacerdotales, Louis XIV le nommait, le 13 septembre 1669, à l'évêché de Condom. Par une remarquable coïncidence, il prêchait ce jour-là dans l'église Notre-Dame de Meaux, qui devait, plus tard, s'honorer de l'avoir pour premier pasteur. Un courrier lui apporta la nouvelle de sa nomination, à quatre heures de l'après-midi. Il touchait à sa quarante-deuxième année. Mais, au moment où le choix du monarque devait être soumis à la ratification du Souverain Pontife, Clément IX allait descendre dans la tombe. Il mourait le 9 décembre de la même année. Le Conclave ne finit que le 29 avril 1670, par l'élection de Clément X, Jean-Baptiste-Émile Altieri. Rome compte encore aujourd'hui, parmi ses patriciens les plus distingués, de nobles représentants de cette famille. Un mois après sa promotion au Souverain Pontificat, Clément X, ainsi que l'atteste le bref qui nous occupe, agréait la nomination de Bossuet à l'évêché de Condom. Ses bulles lui étaient envoyées au commencement de septembre 1670.

Le nom de Clément X ne se lit nulle part dans les ouvrages du grand évêque, et ce bref n'a jamais été livré à la publicité. Comment se fait-il qu'il se révèle tout-à-coup, à la même heure où un magistrat de Lectoure, M. Amable Plieux, vient de reconquérir à l'histoire les seuls documents relatifs au court épiscopat de Bossuet à Condom ?

Messieurs, tandis que le cumul et l'absentéisme étaient au nombre des abus que l'Église déplorait encore, le jeune évêque que Clément X venait de nommer donna, malgré son peu de fortune, un grand exemple de désintéressement. A la veille de son sacre, Louis XIV avait exigé de lui qu'il acceptât l'honneur de

devenir le précepteur du Dauphin. Malgré les séductions de la gloire, il hésita longtemps, s'il ne préférerait pas son devoir de pasteur, aux faveurs de la Cour, et il voulait aller s'ensevelir dans son modeste diocèse. Puis, lorsque, sur l'avis de théologiens éclairés, il se fut résigné à ses nouvelles fonctions, il se hâta, au bout d'un an, de se démettre d'un évêché dans lequel il ne pouvait résider.

Cet acte de délicatesse, de désintéressement, ne devait point rester dans l'oubli. Et la Providence permet que toutes les pièces, propres à le rappeler, et à le mettre en relief, se produisent à la fois.

Rarement une consécration épiscopale eut plus de solennité que celle de l'évêque de Condom. Toute l'assemblée du clergé de France fut présente à la cérémonie. Elle s'accomplit le 21 septembre 1670, dans l'église des Cordeliers de Pontoise, avec la pompe des solennités antiques.

Bossuet eut le regret de ne jamais voir son évêché; mais, au lendemain de son sacre, il nourrissait l'espérance et ressentait le plus vif désir de visiter bientôt ses chers diocésains. Un consul de Condom était justement alors à Paris. On devine s'il s'empressa de demander audience à son nouveau pasteur : « J'ai eu l'honneur, » écrit-il, de voir deux fois Monseigneur nostre nouveau prélat « (22 septembre 1669). C'est l'homme du monde le plus gracieux « et le plus obligeant. Il m'a fort assuré que son dessein estoit de « vivre avec tout le monde de la manière la plus satisfaisante et la « plus commode qu'on puisse imaginer. » (1)

Le consul Begué-Plieux est de plus en plus ravi du bon accueil et de l'affabilité de Bossuet. Il met Condom dans la confiance de son bonheur.

De cette ville, il arrive des témoignages de respect et d'attachement. Le digne consul est chargé de les présenter au sympathique évêque. Mais c'est le lendemain de l'oraison funèbre de la reine d'Angleterre. Tout ce que Paris compte de distingué assiège l'appartement du grand orateur, et ce concert de félicitations laisse à peine place aux vœux des bons habitants de Condom. Toutefois,

(1) A. PLIEUX, *L'Épiscopat de Bossuet à Condom*.

Bossuet n'oublie point ceux qui lui écrivent, et se fait un devoir de leur répondre. Cette lettre est malheureusement perdue.

Dès le 10 octobre 1669, un mois à peine après sa nomination, inspiré par cette délicatesse de conscience qui lui fera sacrifier bientôt un riche évêché, il résigne ses bénéfices de Metz. M. Amable Plieux fait, avec beaucoup de justesse, la remarque qu'il eût pu les garder jusqu'à l'arrivée de ses bulles.

Bientôt, il se met en relations avec les dignitaires de son chapitre. Cette lettre est conservée à Condom. Elle est adressée au promoteur du Diocèse, et conçue dans les termes les plus bienveillants pour cet ecclésiastique. Il ressort de cette pièce que le nouvel élu a l'espoir de se rendre dans sa ville épiscopale.

Le Conclave, en retardant l'envoi de ses bulles, retarda aussi sa prise de possession. Lorsqu'il prononça, à Saint-Denis, le 21 août 1670, l'oraison funèbre de la duchesse d'Orléans, muni enfin de ses bulles, mais non encore sacré, il dut, sur le désir du roi, paraître, pour la première fois, en chaire, avec les insignes épiscopaux. Nous savons, par M. Plieux, qu'il s'empressa d'adresser copie de ses œuvres à son chapitre.

Le diocèse de Condom, théâtre de bien des relâchements, en proie à de nombreux abus, réclamait impérieusement la présence d'un vrai pasteur.

Louis-Charles de Lorraine, son dix-neuvième évêque, d'une prodigalité de grand seigneur, et toujours aux prises avec ses créanciers, avait, à un acte de naissance irrégulier, ajouté le tort d'une vie aussi irrégulière. A l'exception d'une mission qu'il fit donner dans sa cathédrale en 1664, l'histoire n'eut que peu de chose à enregistrer à son honneur. Il était mort à Paris, le 1^{er} juin 1668.

Le pontife que Clément X venait de donner à l'église de Condom avait toutes les vertus, tous les talents de l'épiscopat. Son diocèse, longtemps négligé, et assez peu édifié, par le passage des deux précédents évêques, lui parut réclamer tous ses soins. Dans l'impossibilité de le visiter en personne, comme il en avait le désir, il fit prendre possession du siège, le 9 novembre 1670, par procureur. Un homme de mérite, son parent, chanoine de Saint-Just de Lyon et ancien procureur général du Dauphiné, nommé Hugues Janon, fut chargé de le représenter, conjointement avec l'archidiacre Bernard de Bressolles.

Dès lors, le prélat, du fond de sa retraite studieuse, s'occupa sérieusement de l'administration de son évêché, dont la situation appelait des réformes. Aidé de l'archidiacre de Bressolles, qu'il choisit pour son grand-vicaire, Bossuet se hâta de corriger les abus. La résidence était très mal observée. Tous les bénéficiers durent s'y astreindre. Les sages règlements concernant le port de l'habit ecclésiastique et la dignité extérieure furent remis en vigueur. Un synode, assemblé le 16 juin 1671, sous la présidence du grand-vicaire, décréta le rétablissement des vicaires que les curés avaient supprimés par économie. Un second statut régla l'ordre administratif du diocèse. Ce règlement imprimé a été annoté de la main de Bossuet. Encore un document qui manque à la collection complète des œuvres de l'évêque de Meaux! On y ordonne la reprise des conférences. Le troisième statut en précise le lieu, le mode et le temps. Elles devaient se tenir à l'église et durer deux heures. Mais le haut clergé et les chanoines ne se plièrent pas sans résistance à la loi de la résidence, quelque peu oubliée. Le chapitre fit opposition par voie légale. Bossuet soutint la légitimité de sa cause, par un *Mémoire* adressé au roi. Un arrêt conforme faisait triompher les conclusions de cet éloquent plaidoyer, en 1671, et les récalcitrants durent s'incliner devant les canons de l'Église, que sanctionnait cette décision. En un mot, pendant le peu de temps que dura cette administration, si intelligente et si ferme, Condom dut à son évêque de précieuses réformes. Absent, il lui fit, en quelques mois, beaucoup plus de bien, que d'autres ne lui en avaient procuré, pendant les longues années de leur présence.

Et, dès lors, le grand évêque révéla l'énergie, la sûreté de coup-d'œil et les rares qualités d'administrateur qu'il déploya plus tard sur un plus vaste théâtre.

Malheureusement pour ses diocésains, sa mission devait être de courte durée. Trop éclairé, trop austère observateur du devoir, pour transiger avec les lois de l'Église et avec sa conscience, il abdiquait l'épiscopat, en octobre 1671. Désormais, il allait se consacrer exclusivement à ses fonctions de précepteur du dauphin. Mais comme Jacques de Matignon, son successeur, ne prit possession que le 7 avril 1672, il dut garder l'administration du diocèse jusqu'à cette date, et les Condomois eurent la consolation de voir le nom de leur ville associé, jusqu'en 1681, à la gloire

de Bossuet. Car, avant sa nomination à l'évêché de Meaux, il ne fut connu dans l'Europe, à la cour de France, comme à celle de Rome, que sous le nom de « Monsieur de Condom ».

Tandis qu'il administrait par lettres son lointain diocèse, dans la solitude qu'il savait se créer à Versailles, au milieu des splendeurs du règne de Louis XIV, il composait des ouvrages dignes de l'immortalité. Il semblait jalonner, d'autant de monuments impérissables, chaque pas qu'il faisait, avec son royal élève, dans la carrière de l'éducation. La plus douce des récompenses lui fit défaut. Il ne paraît pas avoir jamais possédé le cœur du jeune prince, comme Fénélon, celui du duc de Bourgogne. Le disciple ne donna presque aucune satisfaction à son maître.

Bossuet laisse discrètement planer un voile de mystère sur cette période de sa vie, et semble, dans sa grandeur d'âme, garder pour lui ses déboires. Mais un vieux gentilhomme de Couture, en Vendômois, Dubois de Lestourmières (1), nous livre, dans son journal inédit, quelques confidences. Attaché au service du dauphin, il fut initié, heure par heure, aux détails de cette éducation. Or, voici ce qui résulte de son récit : le prince n'avait que très peu d'inclination pour l'étude, et, malheureusement, Louis XIV, qui était absolu en tout, avait recommandé la rigueur à M. de Montausier, gouverneur du royal enfant. Il en résultait que l'élève était soumis journellement à la *férule* et traité avec dureté. Lestourmières gémissait, avec l'âme attendrie du vieux et fidèle serviteur, des traitements infligés à son jeune maître, qu'il trouvait si aimable et si excusable. Bossuet, doux et modéré par nature, ne put rien faire germer dans ce cœur, que la main terrible de Montausier et la peur avaient fermé à la science et à l'amitié!

Avant de clore cette simple notice que votre indulgence, Messieurs, a bien voulu accueillir, permettez-moi d'indiquer les relations que l'immortel Bossuet eut avec notre ancien diocèse.

I. — Il a été constamment l'ami de Paul Godet des Marais, évêque de Chartres. Il appréciait la sûreté de son jugement et sa science théologique. Dans la grande polémique, soulevée par la question du quiétisme, cet évêque fut son plus sérieux auxiliaire. Les lettres de notre Prélat et un opusculé, dû à son inspiration, le soutinrent puissamment devant le tribunal de l'opinion.

(1) L. AUBINEAU, *Notices littéraires du XVII^e siècle*.

II. — La conversion du marquis de Dangeau et celle de son frère, dues, après la grâce d'En-Haut, aux écrits si éloquents, aux arguments irrésistibles de Bossuet, rattache le nom du grand évêque à notre contrée du Dunois. La même logique qui subjuguait les intelligences droites, amena au pied des autels catholiques, une autre illustration, qui lui fit plus d'honneur encore. Péliisson, de l'Académie, d'abord calviniste, fait son abjuration à Chartres, le 8 octobre 1670, entre les mains de l'évêque de Comminges.

III. — Un nouveau diocèse, celui de Blois, fut formé en 1697, aux dépens du nôtre, *sur l'initiative de M^r des Marais*, disent les uns, *malgré lui*, prétendent les autres. Un fait peu connu, c'est que ce fut Bossuet qui fit l'enquête canonique, préliminaire obligé de ce grand acte. Or, dans ce long rapport, rédigé en latin, il décrit si bien la campagne beauceronne, entre Châteaudun et Blois, qu'on dirait qu'il l'a parcourue. Pour motiver et autoriser le démembrement, il allègue l'étendue par trop incommode d'un si vaste diocèse, *les chemins boueux et impraticables* que l'on trouve en ces plaines, la difficulté, par conséquent, pour l'évêque, de faire ses visites diocésaines, etc. On pourra juger, du reste, de l'état des moyens de communication dans cette contrée, si nous disons que, peu d'années auparavant, un habitant de Blois inaugura un service de voitures publiques qui, n'osant voyager de nuit, faisaient le trajet de cette ville à Paris, en quatre jours. C'était une innovation hardie et le maximum de la rapidité.

IV. — Deux écrivains célèbres de notre pays entretenirent un commerce épistolaire avec Bossuet. Le premier est François Lamy, bénédictin, fils du baron de Monthireau. Celui-ci s'honora de réclamer l'avis et les lumières du savant évêque, de lui soumettre ses ouvrages. L'autre, dont l'évêque de Meaux faisait grand cas, tant qu'il n'égara point ses pas sur le terrain janséniste, fut Pierre Nicole, de Chartres, moraliste et théologien de mérite, auteur de plusieurs bons ouvrages, parmi d'autres productions inspirées par l'esprit de parti. Il s'est créé un droit à l'indulgence de l'histoire, par les fondations charitables faites en cette ville.

V. — On trouve encore des points de contact, avec notre pays, dans les noms des antagonistes du grand évêque. Qui ne connaît la polémique de Jurieu avec Bossuet? Or, Jurieu était de Mer.

Isaac Papin, ministre calviniste, l'une des célébrités de la Réforme, avait Blois pour patrie. Déjà en butte aux tracasseries

de son parti, et dégoûté du libre-examen, il dut aux éclaircissements et aux bienveillantes relations de Bossuet, le bienfait de son retour à l'Église, qu'il servit vaillamment par sa plume.

Une troisième illustration dont le nom figure dans les ouvrages de l'évêque de Meaux, c'est Claude Pajon. Ce savant ministre, doué de talents réels et de qualités que les catholiques n'ont point méconnues, débuta dans la carrière pastorale à Marchenoir. Il opposa une réponse aux *Préjugés légitimes* de Nicole. Ce livre lui donna une certaine célébrité. Nous le trouvons, plus tard, ministre à Bazoches-en-Dunois. L'Église réformée d'Orléans le mit à sa tête. Il voulut faire triompher sa doctrine, que Bossuet juge avec une légitime sévérité, et qui fut proscrite, même au tribunal de son église. Il est mort à Saint-Jean-le-Braye, en 1685, dans sa maison de Carré. Ses ouailles, pour la plupart passées au catholicisme, l'avaient laissé dans la solitude.

VI. — Un dernier trait d'union nous rattache à Bossuet. Notre diocèse a eu l'honneur de le compter au nombre de ses fonctionnaires. Il a été titulaire du modeste prieuré de Gassicourt, près Mantes ; ce qui fait l'éloge de son désintéressement, car le bénéfice était de mince valeur.

Enfin, à l'extrémité de notre ancien diocèse, dans la paroisse de Masle, on voyait, au XVII^e siècle, une abbaye austère de religieuses, appelée *les Clairets*. Françoise-Angélique d'Étampes de Valençay la dirigeait saintement à la fin de ce siècle. L'évêque de Meaux tenait cette abbesse en haute estime, et s'édifiait à la lecture de ses lettres. Dans l'un de ses voyages à la Trappe, il passa aux Clairets, en octobre 1696, heureux d'y retrouver la ferveur et les rigides observances du célèbre monastère.

En terminant, Messieurs, je sens le besoin de réclamer toute votre indulgence. Car les proportions de cette notice ont pu fatiguer votre bienveillante attention. Mais votre patriotisme me pardonnera, si je me suis attardé sur la route du passé, et dans les champs de l'histoire. J'y trouvais à recueillir quelques précieux détails, relatifs à l'une de nos gloires nationales. Vous vénerez trop ce grand nom pour ne pas m'excuser.

L'Abbé MARQUIS,
Curé d'Illiers.

NOTES SUR LAMBERT LI CORS

Depuis qu'un homme célèbre a dit que le Français n'avait pas la tête épique, jusqu'à ces dernières années, qui ont dissipé tant d'erreurs, on s'obstinait, par un étrange préjugé, à refuser à nos pères le génie de l'épopée ; et cependant, c'est par des récits épiques que se manifesta la naissance de l'esprit français. Les chants héroïques, dans leur naïveté originale, souvent même dans toute leur grandeur, sont la gloire la plus brillante de notre ancienne poésie ; et, bien loin que la France ait manqué de poèmes, elle en a inondé l'Europe. L'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne se sont inspirées du souffle de nos trouvères ; et nous, comme des fils prodigues et ingrats, nous avons laissé dilapider l'héritage et la réputation de nos ancêtres. En effet, la muse épique de la France, au moyen-âge, chantait trois sujets favoris : les Français, les Bretons et les Anciens, personnifiés par Charlemagne, Arthur et Alexandre. C'est ce dernier sujet qu'a choisi Lambert li Cors.

Mais l'épopée de nos pères, qui ne se bornait pas à reproduire les traits de la société française, qui en indiquait les origines au moins par la nature des sujets qu'elle traitait, ne pouvait oublier l'antiquité gréco-latine : cet élément formait toujours le fond de la civilisation et de la langue du moyen-âge, il eût été fort étonnant que nos poètes n'y trouvassent pas le sujet d'une partie de leurs chants. C'est ce qu'a tenté Lambert, dont le poème ne se borne pas au récit des aventures extraordinaires de son héros, Alexandre-le-Grand, car on trouve dans cette œuvre poétique la peinture des mœurs et des sentiments chevaleresques, des descriptions de tournois, des fêtes, des allusions presque continuelles à Louis VII et à Philippe-Auguste, si bien que ce Lambert fait un véritable et nouveau roman historique, d'autant plus important qu'il est moins connu, malgré ses qualités et le charme qui

s'attache de nos jours à ces poèmes anciens, trop longtemps méconnus et oubliés.

C'est donc avec un vrai plaisir que nous reportons nos esprits vers ce XII^e siècle, témoin de tant de grands événements, d'une sorte de renaissance littéraire qui eût peut-être produit la grande œuvre que nous admirons au seizième siècle, si de tristes dissensions et de longues guerres ne fussent venues interrompre le cours de ces âges heureux où nos poètes chantaient. Et parmi ces nouveaux aèdes, reconnaissons Lambert, dont la muse romane eût suffi pour illustrer une ville qui comptait déjà à cette époque tant de nobles personnages, surtout le grand Thibaut IV, surnommé le Saint, et dont la gloire éclate jusque dans son blason.

D'abord nous verrons ce que fut Lambert li Cors et quelle fut son origine; ensuite nous examinerons brièvement son poème, n'ayant d'autre but, dans ce travail, que de rappeler le souvenir de cet homme et de faire connaître son œuvre injustement oubliée.

I

« Dans le siècle que je parcours, dit l'abbé Bordas (1), en parlant du XII^e, l'histoire me rappelle le souvenir d'un sujet qui mérite de n'être pas oublié dans la république des lettres. Lambert, surnommé Licors, c'est-à-dire *Corps court*, à cause de sa petite taille, prit naissance à Châteaudun. Il étoit ecclésiastique ou légiste, à ce que présument les historiens d'après les vers suivants, tirés d'un poème dont je vais faire mention :

La verté de l'estore si com li rois le fist,
Un clers de Casteldun, Lambert li Cors l'escrit,
Qui de l'latin le traist et en roman le mist. (2) »

En effet, sur la foi de ces vers, en apparence fort concluants, tous les historiens anciens et modernes, sans excepter ceux de nos jours, depuis Pasquier et Faucher jusqu'à MM. Ampère, Pâris et Demogeot, ont pensé que Lambert était né à Châteaudun et même qu'il avait vécu et passé son existence entre les murs

(1) *Histoire du Comté de Dunois*, nouvelle édition, p. 151.

(2) *Li Romans d'Alixandre*, éd. MICHELANT.

d'un cloître de cette ville. Qui donc eût cru que ce sentiment pouvait ne pas être vrai? Et cependant, depuis quelques années, le Moyen-Age, mieux étudié, a produit, au sujet de l'origine de Lambert, une opinion toute différente.

A cette époque où les noms de famille n'existaient pas, les personnages importants joignaient aussi souvent à leur nom le lieu de leur résidence habituelle que celui de leur naissance. C'est ainsi que nous voyons dans l'Orléanais Étienne de Tournay et Odon de Cambray, tous deux nés à Orléans, tandis que le Primat et Arnoult d'Orléans n'ont de rapport avec cette ville que le séjour qu'ils y ont fait pour enseigner et acquérir de la renommée, suivant un usage alors fort commun. Les clercs ambulants qui erraient de cloître en cloître, d'école en école, à la recherche d'un canonicat ou d'une maîtrise, formaient une tribu dont l'histoire, qui est encore à faire, renfermerait des choses extrêmement curieuses pour cette époque où vivait Lambert.

Notre auteur pourrait donc bien appartenir à cette classe de savants, et ces expressions : *un clers de Casteldun*, ne prouvent pas, à la rigueur, qu'il soit né à Châteaudun. Sans doute cette ville jouissait alors d'une grande importance due à ses comtes, dont la famille comptait de royales alliances, et des écoles avaient été établies par ces seigneurs, qui ne passaient pas toute leur vie à batailler (1).

On le voit, la question est épineuse : rien, d'un côté, ne s'oppose au sentiment généralement admis, mais, d'un autre, la base de la croyance n'est pas solide. Faudra-t-il donc enlever à Châteaudun cette gloire littéraire? Faudra-t-il surtout admettre que les générations passées aient été dans l'erreur?

Depuis fort peu de temps, une ancienne famille de Dinan réclame l'honneur de compter parmi ses ancêtres le chancre du héros macédonien et produit un arbre généalogique où, dans une série non interrompue de Lambert le Court, figure un Lambert, fils du conteur, *Lambertus, filius contoer*, cosignataire d'une donation faite en 1160 au monastère de Sainte-Croix de Guingamp, et enfin

(1) Il existait une école à Châteaudun en 1071, suivant une charte fort importante : « *Concessit et quartus filius meus cui et unum pro hoc dederunt psalterium et pepigerunt mihi quod pascent eum duobus annis apud Castrum Dunum si misero illuc in schola.* » — (CARTULAR. DUNENSE, p. 124).

un *Lambertus parvus*, probablement père du précédent, qui signe, en 1140, un acte passé entre le seigneur du Fou et les religieux de Redon. C'est à ce dernier qu'il faut attribuer l'*Alexandre*, si nous croyons ses descendants, qui invoquent, outre l'identité du nom, leurs constantes traditions domestiques et la longue possession d'un manuscrit du poème transmis religieusement de père en fils à travers les siècles.

Cette prétention, toute nouvelle qu'elle est, paraît fondée (1); et cependant nous nous permettrons quelques réflexions, car nous ne pouvons abandonner le sentiment ancien, n'en déplaise à une prétention de famille, dût périr un arbre généalogique à peine sorti du sol de la Bretagne !

Le mot *clerc*, employé par Lambert lui-même pour désigner sa qualité, n'a pas le sens que nous lui attachons aujourd'hui : il ne veut pas dire ecclésiastique, et suivant l'opinion commune, que signale l'abbé Bordas, cette expression signifie un homme lettré. En effet, il y avait dans les grands monastères deux écoles, parfaitement distinctes surtout à partir du règne de Louis-le-Débonnaire : les unes étaient destinées aux novices qui se vouaient à la vie religieuse par goût et par vocation, les autres pourvoyaient à l'éducation des étudiants proprement dits. Ces derniers devaient rentrer dans le monde, soit comme prêtres séculiers, soit comme simples clercs, pourvus seulement de la tonsure ou des ordres mineurs, soit enfin comme laïques de toutes les conditions, entre lesquelles l'état chevaleresque et militaire ne laissait pas de figurer. Or, à cette dernière catégorie pouvait appartenir Lambert li Cors, rien ne s'y oppose; en cette qualité aussi, il n'est pas impossible qu'il soit né à Châteaudun, même en lui supposant une famille bretonne, car la tradition historique ne doit pas être dédaignée, surtout lorsqu'il s'agit d'une époque aussi éloignée.

D'ailleurs, le nom de *Lambertus* était assez commun au Moyen-Age, et chaque province peut citer, d'après ses chartes, plusieurs personnages l'ayant porté. Quant à la dénomination de *Lambertus parvus*, sur laquelle s'appuie l'opinion nouvelle, dénomination qui traduirait Lambert li Cors, il faut avouer que la base a peu de solidité : car à la même époque vivait au monastère de Saint-Jacques de Liège un moine, auteur d'une chronique, qui s'appelle

(1) *Biographie nouvelle* de Dinor.

aussi *Lambertus parvus* (1). Peut-on inférer de là qu'il est encore de cette même famille des Lambert?

Nous croyons, jusqu'à ce que l'auteur de ce nouveau sentiment (2) nous apporte des preuves plus concluantes, que Lambert li Cors ou *Lambertus parvus* a vu le jour à Châteaudun, et que la prétention généalogique s'est un peu exagérée sa gloire en admettant notre poète parmi des aïeux dont nous ne voulons pas diminuer ni amoindrir la noblesse. Et nous ne craignons pas d'affirmer, sans preuve il est vrai, que la supposition bretonne est purement fortuite et nominale; peut-être de nouveaux arguments, depuis longtemps annoncés, trancheront la difficulté.

Mais, en admettant que Lambert n'est pas né à Châteaudun, il n'en reste pas moins acquis à l'histoire que ce poète a dû vivre dans cette ville, y séjourner, et probablement y composer son œuvre, tout aussi bien que son collaborateur Alexandre, natif de Bernay, passa la plus grande partie de sa vie à Paris, d'où il prit le nom sous lequel il est le plus connu.

Cette gloire n'est pas à dédaigner, surtout lorsqu'on réfléchit à la renommée de Lambert.

II

« Il a esté en effet le premier de nos François lettrés qui eût entrepris un grand poëme dans la langue naturelle du temps et la plus pure de son siècle, c'est-à-dire le roman. Il choisit pour son sujet la vie d'Alexandre-le-Grand, qu'il traita en vers de douze syllabes, dont il fut l'inventeur (3). » Voilà certainement un fait littéraire curieux et qui peut donner une idée de la popularité de ce poème, puisque les vers français ont pris le nom d'alexandrins; et cependant on les appelle ainsi par routine, pour ainsi dire, sans savoir quelle est leur origine. On nous pardonnera d'élucider cette question toute à l'honneur de Lambert-li-Cors.

En même temps qu'à l'appel des besoins éternellement renais-

(1) Cf. *Histoire littéraire*, xv. p. 86; la chronique de *Lambertus parvus* a été publiée par D. Martène, *Amplissima Collectio*, V, 16.

(2) TALBOT, *Recherches sur l'origine bretonne de Lambert le Court*; Dinan, 1853.

(3) L'abbé BORDAS, *Histoire du Comté de Dunois*, p. 150.

sants de l'esprit humain se constituait une langue nouvelle avec les débris de celle dont les événements n'avaient plus fait qu'une ruine, des procédés de versification se créaient aussi, sortant de l'atelier d'où sortait la langue même ; et à mesure que le balbutiement des peuples néo-latins devint plus distinct et plus articulé, le vers destiné à l'expression de leurs émotions poétiques apparut dans le monde, et le nouveau venu à peine né prenait possession de la langue vulgaire, pénétrant toutes les oreilles de sa mélodie inaccoutumée. Tandis que là-bas, sur les bords de la mer Égée aux flots bleus, sous le beau ciel de la Grèce, ce fut le jeu de la quantité des syllabes qui détermina le vers, ici, en France, en Angleterre, en Italie, le vers fut déterminé par le jeu des syllabes accentuées, et ce vers eut dix syllabes (1). Il fut le plus usité et le fondement de tous les autres pendant le Moyen-Age ; il naquit par le sentiment combiné d'une langue qui se forme, d'une âme qui aspire et d'une oreille qui s'exerce.

Cependant une voix s'élève au milieu de ce concert : c'est celle de Lambert. Plein de réminiscences poétiques, habile peut-être à manier l'hexamètre latin qui se mourait lentement dans les écoles monastiques ou épiscopales, notre auteur voulut-il transporter dans la langue nouvelle ce qu'il avait admiré dans la langue latine ? Eut-il conscience de son œuvre, nous ne saurions l'affirmer ; mais il fut novateur en versification, il devança le grand-siècle ; aussi son vers de douze pieds n'apparut que pour mourir, semblable à la fleur des champs, qui répand son parfum le matin, et le soir se flétrit et se dessèche sur sa tige affaiblie. Lambert avait deviné le grand vers, le vers savant, le vers classique, par cette intuition qui n'est souvent que le jeu de la nature ou l'effet du hasard. Ces tirades monorimes furent bientôt abandonnées, et tandis que le vers de dix syllabes chantait Charlemagne et Arthur, et s'immortalisait par le roman de *la Rose*, et toute cette multitude de poèmes que laissent échapper de l'oubli les manuscrits de nos

(1) En France, le vers eut deux accents, l'un à la quatrième syllabe, l'autre à la dixième : mais, dans le siècle même de Louis XIV, on méconnaissait son mécanisme, on ignorait que tout dans la versification dépendait de l'accent, et il a fallu arriver jusqu'aux érudits de ce temps pour remettre en lumière un fait qui tient à la constitution même de notre langue, et dont les vieux trouvères avaient tiré si bon parti.

— LITTRÉ, *Préface du Dictionnaire*.

bibliothèques, l'innovation de Lambert était à jamais méconnue sans la grande époque de la Renaissance.

L'auteur d'Alexandre avait puisé son inspiration poétique dans l'étude des anciens ; lorsque la période française eut jeté tout son éclat avec la verve patriotique, cette même étude de l'antiquité ramena insensiblement les esprits vers l'innovation de Lambert, et Marot commença à s'en servir ; mais, suivant la remarque de Pasquier, il n'en fit usage que dans ses *Tombeaux*, ayant bien soin de prévenir par ces mots : VERS ALEXANDRINS. Bientôt marchent à sa suite Baïf, du Bellay et Ronsard, qui, tout en remettant ce vers en vogue, pouvaient lui faire courir le risque de passer de mode avec eux. Mais le génie antique déployait ses ailes sur la France, et nos classiques du XVII^e siècle l'adoptèrent pour le genre héroïque, l'établissant de la sorte sur un piédestal inébranlable d'où aucun effort ne pourra le renverser.

Tel est le vers alexandrin dont chacun parle, sans savoir ses origines et ses destinées. Le vers de dix syllabes sans lutte, sans nom d'inventeur, comme instinctivement, vint prendre la place du vers métrique : tout autre fut le sort de l'alexandrin. Quand la France eut perdu le caractère d'originalité qui la distingua jusqu'à la Renaissance, le petit vers lui suffit ; mais ses princes et ses rois marquèrent bientôt leurs actes du sceau de la grandeur, il fallut aussi un grand vers : celui qui avait chanté les exploits d'Alexandre pouvait seul convenir à cette langue française, *à la parole la plus délitale*, suivant l'expression de Brunetti Latini, qui, comme l'ajoutait en 1275 Martino Canale, *cort parmi le monde et est plus délitale à lire et à oïr que nulle autre*.

S'il en est ainsi du vers alexandrin, sachons donc en reconnaître l'auteur, et pour cela résumons les opinions.

« Quelques-uns, dit Ménage (nouvelle édition de 1750), ont cru que le vers alexandrin s'appelait ainsi, parce qu'Alexandre Paris, vieux poète françois, s'est servi particulièrement de ce genre de vers ; les autres à cause que Lambert li Cors, Alexandre Paris, Pierre de Saint-Cloot et Jean le Nivelois s'en servirent en écrivant la vie d'Alexandre. »

La première opinion est celle qui a généralement prévalu : les Dictionnaires de l'Académie française (1718), de Furetière, de Richelet, (1728), de Trévoux, de Napoléon-Landais, et même de Littré, admettent ce sentiment qu'appuient encore le *Diction-*

naire universel français et latin (1721), Jean le Mair (1), Jacques Pelletier du Mans (2), Sibilet (3), Étienne Pasquier (4), le président Fauchet (5), Louis Legendre (6), *l'Histoire littéraire de la France* (7), P. Paris (8), et tous les auteurs qui se sont occupés de littérature. Il est temps de faire cesser cette croyance fausse, qui ne fut admise durant des siècles qu'à cause des rapports existant entre le mot alexandrin et le poète Alexandre. Sans doute, craignant de n'avoir pas assez de loisir et de vie pour mener à fin une si grande entreprise, Lambert s'associa un autre clerc qui fut ce même Alexandre : mais il n'en reste pas moins évident que l'idée première du vers revient à Lambert, et son continuateur a pris soin de nous le dire dans les vers suivants :

Alexandre nous dit qui de Bernay fut nez
Et de Paris refu les surnoms appelez,
Qui cy a les siens vers o les Lamber jetez.

Pour que Alexandre pût continuer l'œuvre de Lambert, il fallait que ce dernier l'eût commencée ; et si Alexandre jeta ses vers dans le même moule que Lambert, c'était donc à Lambert qu'en revenait la conception. Les vers nommés alexandrins ont été inventés par Lambert de Châteaudun, qui le premier en fit usage. Quant à leur appellation, elle ne vient point d'Alexandre de Paris, qui ne fut qu'un continuateur, mais elle résulte plutôt de cette suite de romans sur Alexandre, roi de Macédoine, tous écrits en vers de douze syllabes.

III

Cette question de l'origine du vers alexandrin étant tranchée tout à l'honneur de notre poète, il convient d'examiner ce que fut l'œuvre de Lambert : nous en parlerons brièvement, car nous ne

(1) *Temple de Vénus*.

(2) *Art poétique*, livre II, chap. II.

(3) *Art poétique*, livre I, chap. v.

(4) *Recherches sur la France*, livre VI, chap. III.

(5) *Traité des anciens Poètes*, livre II.

(6) *Mœurs et Coutumes des Français*, p. 181.

(7) Tome XV, p. 119.

(8) Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, 1836.

saurions dire où s'arrête la versification, le poème ayant eu successivement des continuateurs.

« *Ci commence l'Estoire dou roi Alixandre, coment il conquist XII royaumes et fust sire dou monde ;* » tel est le titre de cette singulière compilation, vaste poème à tirades monorimes qui compte plus de vingt mille vers. Sa popularité est prouvée par le nombre considérable de copies qui en ont été faites ; Paris à lui seul en a une vingtaine, et il n'est guère de grande bibliothèque en Europe qui n'en possède au moins un exemplaire, dont les variantes sont considérables. On pourra en juger par les vers que nous allons donner et qui sont le commencement du poème.

L'ABBÉ BORDAS	HISTOIRE LITTÉRAIRE	ÉDITION MICHELANT
Qui vers de riche histoir veut sçavoir et oïr Pour prendre bon exemple et de proesse accueillir, De connoistre raison d'amer et de hair, De ses amis garder et chèrement tenir De ses ennemis grever, qu'on n'en puisse élargir, De laidures venger et des bons faits mériter, De haster quand leus est et à terme soffrir Oez donc le premier bon- nemen à loisir ; Ne loera gueres hom, qui ne doie plaisir. Ce est du meilleur Roy qui unc poest morir. D'Alexandre je veuil l'histoire refraschir.	Qui vers de riche estoire vuet entendre et oyr Por prenre bon essample et proesse acoillir, De conoistre reson d'amer et de hair, De ses amis garder et chèrement tenir, Dès ennemis grever qu'on nès lest eslargir. De laidures vengier et des bien fès merir. De haster quand leus est et à terme s'offrir, Oez donc li premier bon- nement à loisir ; Ne l'orra guières hom qui ne voie plaisir, Ce est dou meilleur Roy qui onq poest morir. D'Alixandre je vul leistoire rafranchir.	Qui viers de rice estore viut entendre et oir Pour prendre bon exemple de proecce aquellir, De connoistre raison d'amer et de hair, De ses amis garder, et cièrement tenir, Ses anemis grever, c'uns n'en puist avancier. Les laidures vengier et les bienfais merir, De canter, quant lius est, et à terme sofrir, Oies donques l'estore bo- niement à loisir ; Ne l'ora gueres nus, cui ne doie plaisir, Cou est de l'millor Roi que Dex laisast morir. D'Alixandre vus voel l'estore rafrescir.

Le meilleur texte est assurément le plus ancien, il y aurait une

édition nouvelle à donner (1); ce serait chose facile et qui pourrait tenter soit une société, soit un savant bibliophile.

Le sujet de ce poème est donc les aventures d'Alexandre-le-Grand, mais quelle est la source où a puisé Lambert pour l'invention de cette œuvre? Son roman n'est-il pas une traduction continuée par ses collaborateurs? Lambert ne serait-il pas un historien romantique, décrivant sous une brillante allégorie les événements importants qu'il voyait et auxquels il se trouva peut-être mêlé? Cette question, de quelque côté qu'elle se présente et qu'on l'envisage, ne peut manquer d'intéresser, car sa solution nous montrera dans Lambert un véritable poète, créateur dans toute l'acception du mot.

Et d'abord, Lambert li Cors et ceux qui ont continué son poème ne sont-ils pas simplement des traducteurs? En admettant cette opinion, leur gloire serait bien amoindrie, mais il resterait toujours ce fait de l'invention de l'alexandrin, et nous avons vu que cette innovation littéraire est une hardiesse digne de tout éloge : c'était un jeune arbre donnant de belles fleurs, mais la sève n'avait pas assez de force pour faire nouer les fruits.

Il y a plus, car le roman d'Alexandre fut une création nouvelle. A l'époque où Lambert entreprit son œuvre, circulait aussi un poème latin en sept chants, dont le but était la glorification du héros macédonien. Qu'y a-t-il d'étonnant qu'on ait cherché à le traduire? L'auteur se nommait Gauthier de Lille ou de Châtillon. Les nombreuses versions qu'a recueillies Bongars, et que conserve aujourd'hui la bibliothèque de Berne (2), prouvent que l'*Alexandréide* de Gauthier plaisait aux Orléanais, et Lambert aurait pu y chercher son inspiration. Ce sentiment fut admis pendant longtemps, et il suffit pour s'en convaincre de parcourir tous les dictionnaires et auteurs cités plus haut à propos du vers alexandrin.

(1) La première édition de ce roman fut publiée en 1846 à Stuttgart, pour la Société littéraire de cette ville, par Michelant. N'est-il pas extraordinaire que des étrangers nous devancent dans une œuvre française?

(2) Voici la liste des manuscrits de Bongars sur Gauthier de Lille :

Manuscrit 710, XII^e siècle, *Walterii Alexandreidis Excerpta*, de 109 à 134.

Manuscrit 688, XIII^e siècle, *Excerpta ex Alexandreide Gualtherii*, de 58 à 61.

Manuscrit 515, XIII^e siècle, *Gualterii Alexandreis*, mutil. 62 pages.

Manuscrit 414, XIII^e siècle, *Gualterii Alexandreis*, mutil. 47 pages.

Manuscrit 481, XIII^e siècle, *Gualtheri Alexandreidis libri*, I à VII, avec des scho-

D'ailleurs, c'était une chose naturelle. Lambert ne dit-il pas lui-même qu'il tira son sujet du latin pour le mettre en roman ?

Qui de l'latin le traist et en roman le mist.

Quel auteur latin, si ce n'est Gauthier, lui fournit sa matière ? Et même, parmi les manuscrits de Bongars dont nous avons parlé, se trouve une copie de l'*Alexandréide* latin, avec cette note importante : « Béni soit le copiste, le clerc Lambert a copié cet Alexandre : Quiconque veut bien parler, doit méditer ce poème. »

*Hic liber est scriptus, qui scripsit sit benedictus,
Scripsit Alexandrum Lambertus clericus istum :
Qui bene vult fari, bene debet præmeditari (1).*

Ce Lambert peut être le nôtre : l'épithète confirme cette opinion, l'écriture du manuscrit convient au XII^e siècle, époque à laquelle vivaient les deux auteurs Lambert et Gautier. Tout concourt donc à faire de notre poète un traducteur. Sans doute il se présente une petite difficulté de date : ainsi, d'après les auteurs de l'*Histoire littéraire*, Gauthier aurait composé son ouvrage de 1176 à 1201, tandis que Lambert n'existait plus à cette époque, en admettant qu'il mourut en 1150. Mais, comme il règne une grande incertitude sur les années où ont vécu ces deux hommes, que nous croyons contemporains, cela ne tire pas à conséquence, et on peut donc admettre le sentiment de ceux qui prétendent que le poème de Lambert n'est qu'une traduction, même savante, de l'*Alexandréide* de Gauthier.

Nous n'avons négligé aucune preuve, nous en avons ajouté de nouvelles, et cependant nous allons voir que cette supposition est purement gratuite et n'a d'autre fondement que l'identité du titre de l'ouvrage.

En effet, Gautier ne manquait pas d'auteurs à imiter : de tous les héros de l'antiquité, il n'en était pas qui prêtât plus à la trans-

lies marginales et une préface commençant par ces mots : *Moris est usitati cum in auribus multitudinis...*

(1) Manuscrit 342. *Gualteri Alexandreis* avec des gloses et une préface. Cet ouvrage, imprimé pour la première fois à Strasbourg en 1513, eut une nouvelle édition à Bâle en 1558. Bongars ajouta un grand nombre de notes, encore manuscrites, sur un exemplaire conservé à Berne, E, 141.

figuration chevaleresque qu'Alexandre-le-Grand. Aussi l'épopée s'attacha-t-elle de bonne heure à ce nom illustre; la légende se forma autour de lui, même de son vivant. Sans parler d'Aristobule, qui lui prêtait des exploits merveilleux et dont Alexandre fit jeter l'ouvrage dans l'Hydaspe, Arrien admettait des faits légendaires, Quinte Curce racontait plus de choses qu'il n'en croyait. Tel est le point général du roman de Gauthier, rempli d'ailleurs d'allusions aux événements contemporains. Or, l'épopée de Lambert contient sans doute l'ensemble de ces données romantiques, puisque le thème est la vie d'Alexandre; mais notre poète a voulu surtout traiter le merveilleux et en cela il a été grandement aidé par une autre compilation.

Vers le milieu du XI^e siècle, parut à Constantinople, sous le nom de Callisthène, contemporain d'Alexandre, un ouvrage écrit par Siméon Seth, grand-maitre de la garde-robe de l'empereur Michel Ducas. Ce poème, mêlé de fables grecques et orientales, peut avoir été apporté par un des seigneurs de Châteaudun, qui prirent part aux croisades, et Lambert aurait été le premier à s'approprier les idées du faux Callisthène, dont il nous retrace les faits imaginaires.

De cette façon, nous n'aurions encore qu'une traduction originale révélant un noble effort de l'imagination pour atteindre à l'idéal de la puissance et de la grandeur, et constatant en même temps les premiers rapports de l'Occident avec l'Orient au sortir de l'isolement des âges barbares, si bien que le premier regard échangé par ces deux mondes est plein d'étonnement et de naïve admiration, fait assez curieux pour être noté.

Mais ce but, quelque noble qu'il paraisse, n'est pas le seul que cherche Lambert : dans sa pensée, il voulait composer un roman national, donner, dans une épopée symbolisée par Alexandre-le-Grand, la peinture des mœurs et des sentiments chevaleresques; et c'est en cela qu'il est vraiment créateur.

« Par une étonnante puissance d'anachronisme, l'Alexandréide français est rempli de tournois, de féeries, d'allusions continuelles à Louis VII et à Philippe-Auguste. Alexandre est fait chevalier, il porte l'oriflamme, il a un gonfalonnier et douze pairs. Souvenirs des croisades, coutumes et croyances du Moyen-Age, tout se trouve dans le poème de notre conteur, excepté la vérité historique. Cette physionomie romanesque du roi macédonien, ces sentiments pleins

d'un enthousiasme exagéré et d'une héroïque folie ont survécu à notre trouvère et jeté quelques reflets jusque sur le héros de la première tragédie de Racine. » (1)

En mourant, Alexandre engage ses douze pairs à faire une conquête, celle de la France et de Paris, sa capitale. La France, leur dit-il, est la reine du monde. Rien n'égale la valeur du peuple qui l'habite. Recevez-la, ainsi que la Normandie, l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande; que ces terres du couchant soient à vous! Ce furent ses dernières paroles. Ses yeux se fermèrent tout doucement et les saints du Paradis emportèrent son âme au séjour éternel.

Le mérite de Lambert consiste donc dans l'invention d'un poème pour ainsi dire tout français, inspiré par les croisades, qui remplissaient l'imagination de faits étranges. Lambert voulut chanter les rois qui se signalaient dans cette entreprise si féconde en heureux résultats pour notre littérature. Il n'eut pas la gloire d'achever son œuvre, et c'est la raison pour laquelle nous nous abstenons de l'analyser, malgré le charme qui pourrait en rejaillir sur nos pâles observations. Mais nous avons voulu au moins dire en quelques mots ce que fut l'*Alexandréide* français.

D'après ces simples notes, il sera facile de voir que Lambert li Cors est un personnage, un poète, qui a bien mérité de la patrie et de l'histoire. On conçoit qu'on puisse discuter son origine : nouvel Homère, est-il Breton, appartient-il au comté de Dunois? la question, tout indécise qu'elle semble, est résolue pour nous. Les prétentions contraires sont trop locales, trop tardives et surtout trop de famille, pour qu'on puisse y ajouter une foi entière. Les Lambert du Moyen-Age sont si nombreux que toute famille moderne de ce nom pourrait en compter plus d'un parmi ses ancêtres. La gloire de Lambert li Cors devait flatter un amour-propre; en effet, inventer le vers alexandrin, imaginer un roman historique qui est en même temps peinture de mœurs et description de coutumes locales, voilà des titres dignes d'exciter l'ambition et la convoitise.

Nous terminerons en résumant nos idées. Lambert li Cors a dû naître à Châteaudun : si cette ville ne lui a pas donné le jour, elle

(1) DEMOGEOT, *Histoire de la Littérature française*.

a vu l'origine de l'Alexandréide ; quelle que soit l'opinion qu'on embrasse, dans l'un ou l'autre de ces deux cas, Châteaudun doit ajouter à ses titres militaires l'auréole littéraire ; et, en rappelant ces souvenirs d'un âge déjà si loin de nous, nous avons essayé, sans être certain d'avoir réussi, de faire revivre ce qui semblait éteint.

Extincta revivisco.

Ch. CUISSARD.

15 septembre 1879.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 26 JANVIER 1880

Le 26 janvier, à une heure du soir, la Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale dans la Salle du Musée, au château de Châteaudun.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Amédée Lefèvre-Pontalis, Coudray, vice-présidents ; Brossier-Géray, trésorier ; Pouillier, Gougeon, Clément et Henri Lecesne ;

Et MM. Hanquet, Aug. Lecesne, Edgar Lucas, Maubert, Boret, l'abbé Cuissard, Pointdedette, Berger, Sarailh, Alexis Lucas, Renault, le docteur Raimbert et l'abbé Lehoux.

M. Lefèvre-Pontalis, vice-président, déclare la séance ouverte et présente les excuses de M. Achille Guenée, président, et de M. le capitaine Blain, qui sont empêchés d'assister à cette séance.

Depuis la dernière réunion générale de la Société, le Bureau a admis en qualité de membres titulaires :

M. l'abbé DESVAUX, curé de Courtalain, présenté par MM. l'abbé Laigneau et Coudray ;

M. DURAND-VINCENT, propriétaire à Châteaudun, présenté par MM. Auguste Lecesne et Boret ;

M. MAUBERT, greffier de paix à Châteaudun, présenté par MM. Coudray et Pouillier.

Les ouvrages et objets suivants ont été adressés à la Société depuis la dernière réunion générale :

OUVRAGES ET BULLETINS

Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur (Côte-d'Or) ; année 1878.

Annual Report of the board of regents of the Smithsonian institution

BULL., t. III.

showing the operations, expenditures, and condition of the institution for the year 1877.

Mines and mineral statistics of New South Wales.

First annual report of the United States entomological Commission for the year 1877 relating to the Rocky mountain locust, 1 vol. avec cartes et gravures.

The Argentine republic written in german by Richard Napp. Buenos-Aires, 1876, 1 vol. avec cartes.

Brazilian Biographical annual by Joaquim Manoel de Macedo, vol. 1^{er}. Rio de Janeiro, 1876.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois, 3^e trimestre 1879.

Mort et Obsèques du Révérendissime Père en Dieu M^{sr} Dupanloup, évêque d'Orléans, par M. l'abbé Th. COCHARD, brochure in-12^o, Orléans, 1879; don de l'auteur.

Mariage d'Anne d'Orléans, petite-fille de Dunois, avec André de Chauvigny, seigneur de Châteauroux (1494), par M. BUCHET, membre de la Société archéologique et historique de l'Orléanais. Orléans, 1879, brochure grand in-8^o; don de l'auteur.

Statuette gallo-romaine en bronze, du Bernard (Vendée), par M. l'abbé Ferd. BAUDRY, curé du Bernard; don de l'auteur.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir; juillet 1879.

Bulletin de la Conférence littéraire et scientifique de Picardie; janvier à août 1879; trois brochures grand in-8^o.

Revue des Sociétés savantes des départements, tome 1^{er}, 1^{re} et 2^e livraisons; don du Ministère de l'Instruction publique.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, 1^{er} trimestre de 1879.

Bulletin de la Société archéologique de Touraine; 3^e et 4^e trimestres de 1878.

Journal des Savants, juillet et octobre 1879.

Société savoisienne d'histoire, tome XVIII, 1879.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1879, n^o 3.

Bulletin de la Commission des antiquités de la Seine-Inférieure, tome IV; 2^e et 3^e livraisons (année 1878).

Bulletin de la Société d'agriculture de la Sarthe, années 1879 et 1880; 1^{er} fascicule.

Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, novembre 1879.

Conférence de la Société littéraire et scientifique de Picardie, novembre et décembre 1879.

Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orléanais; 2^e trimestre de 1879.

Cartulaire tourangeau et Sceaux des abbés, ouvrage publié par M. Nobileau; don de l'auteur.

MÉDAILLES ET OBJETS DIVERS

Un Franc à cheval, de Jean le Bon. IOHANES DEI GRACIA FRANCORV REX. Cavalier armé de toutes pièces courant à gauche. — R̄ + XPC. VINCIT. XPC. REGNAT. XPC IMPERAT. Croix feuillue dans un cercle à quatre lobes fleurons à l'intérieur, et quatre trèfles à l'extérieur.

Cette belle monnaie d'or a été offerte à la Société, en même temps que le *Cartulaire tourangeau*, par M. Nobileau.

Un gros tournois de Charles V, roi de France. + KAROLVS REX. Croix. Légende extérieure : BNDICTV. SIT NOME DNI NRI DEI IHV XPI. — R̄ TVRONVS CIVI. Portail surmonté d'une couronne et entouré d'un cercle de douze lys.

Un monneron de 5 sols, don de M. Leneveu, agent-voyer à Bonneval.

Deux assignats, l'un de 1,000 francs, l'autre de 500 livres; offerts par M^{me} Henry Lerouvillois.

Un bracelet turc et deux babouches; don de M. Boret.

L'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

M. le trésorier donne lecture des comptes de 1879 :

Comptes de 1879.

§ 1^{er}. — RECETTES

Reliquat du compte de 1878	1,269 fr.	93
3 cotisations 1877	18	»
24 cotisations 1878	144	»
4 cotisations (complément)	4	»
208 cotisations 1879	1,248	»
Une cotisation 1879 à 5 fr.	5	»
Produit de la vente des fascicules de l' <i>Histoire du Comté de</i>		
<i>Dunois</i> et de Bulletins	49	30
Intérêt des fonds déposés à la Caisse d'épargne	15	15
Intérêt des deux obligations d'Orléans	29	10
Total.	2,782 fr.	48

§ 2^e. — DÉPENSES

Frais de bureau	104 fr.	85
Achat de mobilier	»	»
A reporter	104 fr.	85

Report	104 fr. 85
Achat de livres et d'objets de collection	3 »
Impression du Bulletin.	318 10
Impression de l' <i>Histoire du Comté de Dunois</i>	1,117 80
Gages des concierges	70 10
Solde du budget de 1878	411 30
Dépenses imprévues	148 35
Total	<u>2,173 fr. 50</u>

§ III. — BALANCE

Recettes	2,782 fr. 48
Dépenses.	2,173 50
Reste en caisse	<u>608 fr. 98</u>

§ IV. — ÉTAT DE SITUATION

Reliquat du compte de 1879	608 fr. 98
Une cotisation 1877.	6 »
4 cotisations 1878	24 »
21 cotisations 1879	126 »
Cotisation arriérée (Complément)	1 »
Total	<u>765 fr. 98</u>
A déduire somme restant à payer sur l'exercice 1879, pour insuffisance de crédit	139 71
Reliquat actif	<u>626 fr. 27</u>

§ V. — CAISSE DES COTISATIONS PERPÉTUELLES

2 obligations du chemin de fer d'Orléans, nominatives. . .	Mémoire.
Dépôt à la Caisse d'épargne	<u>137 fr. 25</u>

Ces comptes sont approuvés par l'assemblée, qui vote des remerciements aux trésorier et vice-trésorier de la Société.

M. Brossier-Géray présente le projet de budget pour 1880.

Budget de 1880.**§ I^{er}. — RECETTES PRÉSUMÉES**

Reliquat du compte 1879	608 fr. 98
Une cotisation 1877	6 »
4 cotisations 1878	24 »
21 cotisations 1879	126 »
Cotisation arriérée (Complément)	1 »
180 cotisations 1880	1,080 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publique	300 »
Intérêt des fonds déposés à la Caisse d'épargne	10 »
Intérêt des deux obligations d'Orléans	29 10
Total	<u>2,185 fr. 08</u>

§ II^{er}. — DÉPENSES PRÉSUMÉES

Frais de bureau	200 fr. »
Achat de mobilier	100 »
Achat de livres et objets de collection	50 »
Impression du Bulletin	500 »
Impression de l' <i>Histoire du Comté de Dunois</i>	1,100 »
Gages du concierge	60 »
Dépenses imprévues	37 83
Somme restée impayée sur l'exercice 1879, pour insuffisance de crédit	137 25
Total	<u>2,185 fr. 08</u>

§ III^{er}. — BALANCE

Recettes	2,185 fr. 08
Dépenses.	2,185 08
	<u>» »</u>

Ce projet de budget est adopté sans modification.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. le ministre des travaux publics concernant la réunion annuelle des Sociétés savantes à la Sorbonne.

Il est procédé ensuite au renouvellement partiel du Bureau. Les membres sortants sont : M. Delcros, rééligible en sa qualité de secrétaire, et MM. Lefèvre-Pontalis et Clément, non rééligibles.

M. Delcros, élu par 19 voix, et MM. le docteur Raimbert et Desbans, élus par 17 voix chacun, sont proclamés membres du Bureau.

M. Lefèvre-Pontalis communique à l'assemblée une liste de titres, relatifs au Dunois, dont il a constaté l'existence aux Archives Nationales.

Plusieurs sociétaires émettent le vœu que la Société Dunoise fasse copier celles de ces pièces qui ont le plus d'importance pour l'histoire du Dunois.

M. Lefèvre-Pontalis donne lecture d'une notice qu'il avait intitulée primitivement : *Un Temple calviniste au XVII^e siècle*, et qui, grâce à de nouveaux renseignements, s'étend maintenant à l'exercice du calvinisme dans tout le Dunois, au XVI^e comme au XVII^e siècle.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

COMPOSITION DU BUREAU

POUR L'ANNÉE 1880

<i>Président</i>	M. Achille GUENÉE.
<i>Vice-Présidents</i>	{ M. COUDRAY.
	{ M. le docteur RAIMBERT.
<i>Trésorier</i>	M. BROSSIER-GÉRAY.
<i>Vice-Trésorier</i> :	M. POUILLIER.
<i>Conservateur</i>	M. COUDRAY.
<i>Secrétaires</i>	{ M. DELCROS.
	{ M. Henri LECESNE.
<i>Membres</i>	{ M. GOUGEON.
	{ M. DESBANS.

MÉMOIRES

LE CALVINISME DANS LE DUNOIS

AU XVI^e SIÈCLE ET AU XVII^e

Dans sa curieuse *Histoire du Comté de Dunois*, dont notre Société achève en ce moment la publication, l'abbé Bordas rapporte qu'au mois de septembre 1682, le roi Louis XIV traversa Châteaudun en se rendant à Chambord. « Ce monarque, ajoutait-il, n'étoit pas disposé à faire de grâce aux Calvinistes pour l'exercice public de leur religion. Il fit raser, dans l'année suivante, leur presche de Châteaudun, vis-à-vis St-Lubin. Cette expédition déconcerta beaucoup les prétendus réformés, en grand nombre dans cette ville et dans tout le pais (1). »

Qu'étoit-ce que ce « presche de Châteaudun » ? A quelle époque faut-il en faire remonter l'origine ? Dans quelles conditions la religion réformée y fut-elle exercée ? A quelle occasion fut-il interdit ? Nous avons trouvé réponse à ces diverses questions dans le volumineux dossier, conservé aux Archives nationales, d'un procès qui eut précisément pour objet la suppression de ce temple. Comme ce dossier est rempli d'indications précieuses sur l'introduction de calvinisme dans notre région, et sur la façon dont le nouveau culte y fut pratiqué soit à ses débuts, soit après l'Édit de Nantes, nous avons jugé intéressant d'en faire le dépouillement pour la Société Dunoise. Entre temps, nous y avons joint quelques documents que la bienveillance de nos confrères ou nos propres recherches nous ont aidé à découvrir, et qui nous ont permis de donner un peu plus de développement à notre sujet.

C'est un fait constant que l'hérésie de Calvin se développa de fort bonne heure et rapidement dans l'Orléanais : Orléans, Jargeau, Mer, Lorges, Beaugency sont fréquemment cités, au temps des guerres de religion, comme ayant été le siège d'une active pro-

(1) *Histoire du Comté de Dunois*, page 353.

pagande. De là elle se répandit aisément dans le comté de Dunois, sous la protection de quelques seigneurs qui avaient embrassé le parti de la Réforme. Les premiers édits de pacification ayant permis aux seigneurs haut-justiciers d'établir des prêches dans leurs châteaux, la puissante famille de Courcillon profita de cette autorisation pour introduire le nouveau culte à Dangeau, de même que le fameux capitaine huguenot François de la Nouë en favorisait l'exercice à la Roche-Bernard (aujourd'hui commune de Saint-Denis-les-Ponts).

Nous trouvons un curieux témoignage de ce dernier fait dans la vie de ce célèbre guerrier : « En 1577, dit son historien Moïse Amirault, le Roy (Henry III) luy écrivoit luy-mesme pour luy témoigner qu'il n'avoit pas agréable que ceux de la Religion de Châteaudun fissent leur exercice en sa maison de la *Roche* comme il le leur avoit permis, par ce, disoit le Roy, que vous n'y faites pas votre demeure ordinaire, comme il est porté par mon Édict.... La Nouë escrivoit au Roy qu'il supplioit Sa Majesté d'interpréter son Édict plus favorablement, et que cette rigueur n'estoit pas de saison pour calmer les esprits, mandant au reste à ceux de Châteaudun qu'ils poursuivissent au Conseil la main-levée des deffences qui leur avoient esté faites par le juge de Blois, et leur promettant qu'il s'y emploieroit pour eux de toute sa puissance (1). »

A Dangeau, l'exercice public de la Réforme ne rencontrait pas les mêmes difficultés. Le prêche était établi dans la basse-cour du château, qui devenait un centre d'attraction pour le voisinage. On peut lire dans l'intéressant ouvrage de notre confrère, M. Maurice de Possesse, intitulé *Dangeau et ses Seigneurs* (2), des détails instructifs sur la protection que les Courcillon accordèrent, dès le XVI^e siècle, aux idées nouvelles. D'autres renseignements, que nous puisons dans l'arrêt du Conseil du 15 février 1683, portant interdiction définitive de l'exercice public de la religion prétendue réformée à Dangeau, nous prouvent que les calvinistes prétendaient y faire remonter leur existence jusqu'en 1537, c'est-à-dire presque à l'origine de la Réforme, et que tout au moins ils justifiaient par

(1) *Vie de François, seigneur de la Nouë, dit Bras-de-Fer*, par Moïse AMIRAULT, protestant. Leyde, 1661, page 235.

(2) *Dangeau et ses Seigneurs*, par M. Maurice DE POSSESSE. Chartres, imprimerie Garnier, 1878.

registres y' avoir célébré des baptêmes et des mariages depuis 1563 (1).

D'autres châteaux, notamment celui de Bazoches-en-Dunois, jouissaient du même privilège. Il est certain que, dans notre contrée, comme dans toute la France, la Réforme avait été, au début, pour beaucoup de ses adhérents, une affaire de mode et de bon ton, souvent une manifestation d'indépendance politique, et que la noblesse s'y était précipitée avec beaucoup plus d'empressement que le peuple. L'ambassadeur vénitien, Jean Correro, dont la correspondance fait autorité, écrivait en 1569 à son gouvernement qu'un tiers de la noblesse était hérétique, et seulement la trentième partie du peuple (2). Cette vérité historique sera confirmée une fois de plus par une partie des documents qui vont suivre.

A Châteaudun, la tradition nous apprend que les nouveautés religieuses furent introduites par un ministre protestant chassé d'Orléans. Le poème latin de Botteraie, intitulé *Castrodunum*, dont le manuscrit est conservé dans la bibliothèque de la ville, donne à ce sujet une indication qui paraît authentique, puisqu'elle émane d'un contemporain :

Gens superûm cultrix, et religionis avitæ
Usque tenax; sed ab Aureliis quondam exterus exsul
Invexit portenta novæ, patriamque furentis
Calvini invento ferali infecit, et atrum
Infudit virus.

L'abbé Bordas, en s'appuyant sur ce témoignage, ajoute : « Suivant Bottraie, dans son poème sur Châteaudun, la séduction avoit commencé dans cette ville par un échappé d'Orléans, qui n'avoit que trop réussi à faire goûter la prétendue réforme de Calvin. Il n'y eut néanmoins que le plus petit nombre qui se laissa surprendre, et la majeure partie a toujours resté avec les Comtes, attachés à l'ancienne et véritable religion..... Le mauvais exemple

(1) Cet arrêt se trouve aux Archives nationales, E, 1820. Nous le publierons quelque jour dans une notice spéciale sur Dangeau.

(2) Documents inédits sur l'histoire de France. *Relation des Ambassadeurs vénitiens*, tome II, page 120. Voir aussi *Les Luites religieuses en France au XVI^e siècle*, par le vicomte DE MEAUX; Paris, 1879.

de Jacqueline de Rohan, mère du comte Léonor, qui avoit donné dans la mauvaise doctrine, ainsi que sa fille Françoise d'Orléans, sœur du mesme comte, ne porta pas grand préjudice à la religion dans Châteaudun...., mais une grande partie de la noblesse du païs, qui s'étoit laissée entraîner à la nouveauté, contribua beaucoup à corrompre la foy dans les campagnes (1). »

Notre historien paraît croire, sans l'affirmer expressément, que dès l'origine la petite communauté calviniste de Châteaudun eut un temple dans l'intérieur de la ville. A propos de l'édit d'Amboise du 9 mars 1563, qui autorisait la continuation des prêches dans les villes qui en étaient dès lors en possession, il écrit : « Le calvinisme en fermenta mieux dans le Dunois. Le presche de Châteaudun étoit dans la rue de la Porte-d'Abas, en descendant à main gauche, vis à vis des degrés pour monter à St-Lubin, dans le jardin d'une maison qui porte encore le nom de Presche. On y entroit par la porte de cette maison et une autre qui donnoit dans la rue de l'Huilerie. » Il prend soin, à la vérité, d'ajouter en note : « Je n'ay point découvert dans quelle année précisément on a ouvert ce presche public à Châteaudun (2). »

Plus heureux dans nos recherches que n'avait été l'abbé Bordas, nous pouvons maintenant, pièces en main, déterminer l'origine de ce temple de la rue de la Porte-d'Abas, dont il indique d'ailleurs l'emplacement avec une parfaite exactitude. C'est seulement en 1610 qu'il fut établi; et, suivant toutes les vraisemblances, il n'avait pas existé, à proprement parler, de *prêche public*, à Châteaudun, avant cette date, quoique notre historien nous dise qu'en l'an 1576, Catherine de Bourbon, sœur du roi de Navarre, séjournant quelques jours à Châteaudun, « y reprit les exercices de la religion prétendue réformée, en allant publiquement au presche de cette ville (3). »

Cette dernière assertion peut difficilement se concilier avec la correspondance échangée en 1577 entre le roi Henri III et François de la Noüe, que nous avons rapportée plus haut, et selon laquelle les calvinistes de Châteaudun se retiraient en la maison de ce seigneur, à la Roche, à près de deux lieues de la ville, pour s'y livrer à leurs exercices, par suite des défenses que le juge de

(1) *Histoire du Comté de Dunois*, page 276.

(2) *Histoire du Comté de Dunois*, page 277.

(3) *Histoire du Comté de Dunois*, page 293.

Blois leur avait faites. Ou, du moins, on peut supposer qu'une tentative d'exercice public, essayée par les habitants de Châteaudun à la faveur des troubles, avait été réprimée par le juge de Blois, et ne s'était pas renouvelée. Mais les preuves résultant du procès de 1663 sont bien plus décisives encore.

Au cours de cette instance, les calvinistes eurent le plus grand intérêt à faire remonter le plus haut possible l'existence de leur temple ; car le litige, comme nous l'expliquerons ci-dessous plus en détail, consistait précisément à savoir si leur religion avait été publiquement exercée à Châteaudun antérieurement à l'Édit de Nantes, et notamment pendant les deux années 1596 et 1597, qui avaient précédé l'Édit. Dans cet ordre d'idées, ils produisirent des registres destinés à prouver soit qu'un ministre avait porté le titre de ministre de Châteaudun, soit que des baptêmes avaient été administrés ou des mariages célébrés avant cette époque. Quant à l'origine du temple, ils ne purent l'établir qu'au moyen d'un contrat passé devant Vigier, notaire à Châteaudun, le 21 mai 1610, aux termes duquel Philippe Mérault, docteur en médecine, ancien de l'Église, avait « baillé en eschange à ceux de la religion prétendue réformée de Châteaudun, contre cent livres de rente en deux parties, deux maisons sizes en la paroisse de Saint-Lubin, en la plus grande partie desquelles on a cy devant tenu le collège et se faisoit lors le presche et se tenoit M. Alexandre Simpson, ministre (1) ».

Nous avons fait toutes les recherches imaginables pour découvrir ce contrat d'échange du 21 mai 1610 ; mais les minutes du notaire Vigier ont été brûlées, à ce qu'il paraît, dans l'incendie de 1723 ; et l'expédition de cet acte, qui avait été produite devant les commissaires, ne se retrouve pas au nombre des titres, d'ailleurs conservés en très bon ordre, du propriétaire actuel de l'immeuble, M. Hateau. Nous n'avons donc pu savoir en quels termes exprès cet acte constatait que l'exercice de la religion se faisait dans la maison de M. Philippe Mérault avant même qu'elle fût achetée par les réformés. Mais, en tenant ce fait pour exact, il ne pouvait être antérieur à l'année 1599 ; car, ainsi qu'il ressort des

(1) Extrait de la sentence de partage, du 24 décembre 1663. Voir aussi la requête de production de pièces du 24 novembre, où il est dit que « Philippe Mérault bailla en échange, à ceux de la religion prétendue réformée, ledit temple auquel dès lors se faisoit l'exercice de ladite religion. » Archives nationales, TT, 247.

titres que M. Hateau nous a très obligeamment communiqués, c'est seulement à la date du 1^{er} avril 1599 que, par acte passé devant Guichelin, notaire, il avait été fait « bail à toujours par Antoinette Grenet, épouse de Jean du Ruel, écuyer, seigneur du Marais, à Philippe Mérault, docteur en médecine à Châteaudun, de deux maisons, paroisse de St-Lubin, *en l'une desquelles se tiennent les grandes écoles*, cour et jardin, prendre ledit jardin du côté de noble homme Augustin Costé, en la rue descendant du marché de la Madeleine à la porte d'Abas. » Or, si les grandes écoles, autrement dit le collège, se tenaient en cette maison en 1599, il est clair que le prêche n'y était pas encore établi; et d'ailleurs, dans la procédure de 1663, on ne l'a pas même allégué.

L'emplacement et la disposition du temple sont minutieusement indiqués dans le même document, dont nous relevons ici les énonciations pour ceux de nos lecteurs qui s'intéressent aux antiquités de la ville. Les catholiques s'étant plaints que « la maison où ceux de la religion prétendue réformée font leur exercice est située tout devant l'église de St-Lubin et si proche d'icelle qu'il n'y a que la rue entre deux, en sorte que le service divin en est interrompu, » les protestants répondirent en ces termes : « Et quant à la proximité du temple de l'église de St-Lubin, dont on pretend que le service divin qui s'y celebre en est interrompu, lesdits de la religion prétendue réformée soustiennent au contraire que ladite proximité n'est point telle qu'elle est exprimée, y ayant une distance très considérable, car entre ledit temple et la porte qui donne sur la grande rue, il y a une maison eslevée plus haute que ledit temple, qui contient au moins quatre thoises de largeur, et de ladite porte à la muraille du cimetiere de ladite eglise il y a la rue à traverser qui a au moins trois thoizes de large. Puis ensuite est ledit cimetière qui contient au moins trente thoizes de distance, de sorte qu'il y a au moins trente-sept thoizes de distance entre ledit temple et ladite eglise Saint-Lubin, outre que ladite maison qui est entre ledit temple et la rue n'ayant aucuns jours ny fenestres du costé dudit temple, empesche que le bruit et les voix ne puissent troubler le service divin qui se fait en ladite eglise. »

Cette maison, qui séparait le temple de la rue, est celle que l'on voit encore aujourd'hui en face des degrés de Saint-Lubin; elle est reconnaissable à la baie en style Renaissance dont elle est percée. S'il faut en croire M. Rossard de Mianville, « les réfor-

mistes y éprouvèrent de fréquentes avanies de la part du peuple irrité (1). » Combien peu d'entre nous, en passant journellement devant cette petite porte qui existe toujours, soupçonnent que le seuil en a été franchi pendant tout un siècle par des hommes qui portaient en eux-mêmes et qui excitaient autour d'eux toute la vivacité des passions religieuses !

Nous croyons avoir maintenant établi sur des preuves irréfutables la date de fondation du temple. Ce n'est pas à dire que l'exercice du culte réformé n'ait point précédé cette époque. Il nous semble incontestable, d'après les documents qui nous ont passé sous les yeux, que l'on commença à faire des baptêmes et des mariages à Châteaudun, suivant le nouveau rite, vers l'année 1591. A partir de cette date, des registres pour ces différents actes furent tenus régulièrement. Ces registres, produits au procès de 1663, sont rentrés au greffe du Tribunal, où notre savant et obligeant confrère, M. Brossier, a bien voulu les consulter et les dépouiller pour nous. On y voit figurer, par la suite des temps, les noms de quantité de gentilshommes des environs : les du Plessis, seigneurs de la Perine, les de la Noüe, seigneurs de Théligny, la Roche-Bernard et le Tronchay, les de Fromentières, seigneurs de Montigny et Meslay, les de Cordouan, marquis de Langey et de Mimbré, les de Loys, seigneurs de Baillou, les de Meaussé, sieurs des Chastelliers, de Villebeton, de la Crotte, du Pensier, de la Rainville, les de Ville-neufve, seigneurs de Villegruau, les de Lancemant, sieurs de Chavigny et de Coupigny, les de Renier, seigneurs du Mesnil, les de Gratemesnil, sieurs de Crépainville, les de Chesnelong, sieurs dudit lieu, les d'Hamilton, sieurs de Guichery, les d'Allonville, les de Laage, Jacques de Beaufls, écuyer, sieur d'Orgères, Mathurin de Beaufls, écuyer, sieur de Lierville, gouverneur pour le roi du comté de Dunois, etc., etc. Les registres nous montrent aussi un

(1) Notes sur le poème de Bottraie, intitulé *Castrodunum* (manuscrit conservé à la bibliothèque de la ville). M. Brossier a bien voulu relever pour nous au registre des décès cette mention curieuse : « Jacques Lamy, pasteur de l'Eglise réformée de Châteaudun, mort à Châteaudun le 11 février 1634, et inhumé le lendemain au jardin qui est derrière le temple, par l'avis de tous les chefs de famille assemblés au temple à cette fin, pour éviter la rage et la félonie du peuple mutiné, qui étoit résolu de déterrer le corps s'il eût été enterré au cimetière ordinaire, et dont il y a acte au registre du consistoire. »

certain nombre de personnes en charge, telles que des receveurs des tailles, des receveurs des aides, des avocats, des procureurs, un commissaire de l'artillerie, un secrétaire ordinaire de la Chambre du Roi, parmi ceux qui appartenaient à la communauté calviniste de Châteaudun ; ce qui prouve avec quelle liberté le culte réformé y était exercé non-seulement sous Henri IV, mais sous Louis XIII et Louis XIV.

Le premier ministre qui porta le titre de « ministre de Châteaudun » fut Jean Berger. Sa signature figure, avec cette qualité, au premier feuillet du registre baptistaire de 1591 ; il est juste d'observer, d'ailleurs, que cette signature a été contestée par le syndic du diocèse, au cours de la procédure de 1663. Mais il se présenta sous ce titre au synode national tenu à Montauban le 16 juin 1594, aux trois colloques de Lorges en 1594, 1595 et 1597, où il fut accompagné, en 1595, d'Étienne Toutin, orfèvre, en 1597, de Pierre Garnier, tous deux anciens de l'église de Châteaudun ; au synode de Jargeau, le 16 août 1598, avec le sieur Méréault, médecin, pour ancien. Il cessa ses fonctions le 14 novembre 1601, dit le registre, « à cause de sa maladie et infirmités ». Le même registre nous apprend qu'il fut remplacé momentanément par Marie, ministre appartenant à l'Église française de Londres, et que « M. Simson, ministre de la parole de Dieu, fut reçu au colloque tenu à Blois en décembre 1602, et a eu l'imposition des mains en l'église réformée de Châteaudun, par M^{re} Viguy, ministre de Blois, le 22 décembre 1602. » Cet Alexandre Simson était Écossais, et épousa, en 1603, la fille du docteur Méréault, que nous avons déjà rencontré dans cette étude. Nous trouvons plus tard comme ministres de Châteaudun : Jacques Lamy, de 1619 à 1634, Abel Dargent, de 1634 à 1636, Cyrus du Moulin, de 1637 à 1666, Pierre Morin, de 1666 à 1669.

Il est hors de doute que les calvinistes jouirent dans notre pays d'une entière liberté sous le régime légal que Henri IV consacra par l'Édit de Nantes, et qui fut, pendant près d'un siècle, respecté par ses successeurs. Dans toute la France, catholiques et protestants usaient à cette époque, les uns à l'égard des autres, d'une tolérance dont aucun autre État d'Europe n'offrait l'exemple. La concorde était cependant troublée de temps à autre, soit par quelque émotion populaire, soit par des réclamations de l'un ou de l'autre parti. L'Édit de Nantes, aussi bien que l'Édit d'Alais de 1629, contenaient

un certain nombre de dispositions qui pouvaient donner lieu à interprétation et à controverse. Ce fut sur les plaintes réciproques du clergé catholique et du synode calviniste que le cardinal Mazarin, vers la fin de sa vie, et le roi Louis XIV, au commencement de son règne personnel, instituèrent des commissaires, choisis en nombre égal dans les deux religions, pour visiter toutes les provinces, et remédier aux infractions faites à l'Édit pendant les troubles de la Fronde. Ces commissions, comme le remarque un auteur fort impartial, Rulhières, furent données dans les principes de la plus exacte équité. Le pouvoir des commissaires portait « que le dessein du Roi était de faire vivre ses sujets en paix, par l'observation des édits. » Ils étaient chargés « de recevoir les plaintes tant des réformés que des catholiques, d'y pourvoir comme ils le trouveraient juste pour le service du Roi et pour le repos de ses sujets, et de renvoyer au Conseil les choses dont ils ne pourraient convenir (1). »

C'est un procès suivi devant l'une de ces commissions dont nous avons trouvé le dossier complet aux Archives nationales (2). En 1663, le syndic du diocèse de Chartres, soutenant que les temples de Châteaudun et Marchenoir avaient été établis contrairement aux dispositions des édits, demanda que l'exercice de la religion prétendue réformée fût interdit dans ces deux villes. Le dossier de cette affaire, que nous avons attentivement compulsé, contient d'abord un gros cahier de 173 pages in-folio, où sont analysés, avec la requête du syndic, les moyens, dires et contredits des parties et les pièces produites de part et d'autre; puis, une sentence de partage rendue par les deux commissaires, catholique et protestant, devant lesquels la cause était portée, avec l'avis motivé et longuement développé de chacun d'eux. Quelque laborieuse et fastidieuse que soit le plus souvent la lecture de ces anciennes procédures, il nous a paru intéressant de résumer en quelques pages celle qui nous tombait ainsi sous la main, à raison non-seulement des renseignements qu'elle fournit sur notre histoire locale, mais du jour même qu'elle jette sur les mœurs et sur l'histoire générale du temps.

Tout d'abord, comment ce procès pouvait-il naître? Comment,

(1) RULHIÈRES, *Éclaircissemens historiques sur les causes de la révocation de l'Édit de Nantes*, 1788, pages 19 et 179.

(2) Archives nationales, TT, 247.

sous le régime de l'Édit de Nantes, le clergé catholique pouvait-il demander la suppression d'un temple protestant, ou l'interdiction de la religion réformée dans un lieu déterminé? Quelques explications sont ici indispensables.

Ce serait une étrange erreur de considérer le grand Édit de pacification de Henri IV comme ayant fondé un régime de liberté religieuse et d'égalité entre les différents cultes analogue à celui sous lequel nous vivons en France en notre siècle. Les principes qui nous paraissent aujourd'hui si naturels et si nécessaires, étaient alors absolument inconnus, aussi bien dans les États protestants que dans les États catholiques, et l'on peut dire que le génie de Henri IV devança singulièrement son temps, en accordant le régime de tolérance religieuse, même limitée, qui est un de ses grands titres de gloire. Il donna aux protestants en France plus de liberté que les catholiques n'en obtenaient alors dans aucun État protestant de l'Europe. Ainsi, l'Édit de Nantes assurait aux réformés la liberté intime de la conscience, nul ne devant être recherché au sujet de sa croyance ni de ses actes (article 6). Quant au culte public, en dehors des privilèges reconnus aux seigneurs ayant droit de haute, basse et moyenne justice, qui l'exerçaient dans leur domicile (comme nous l'avons vu à La Roche, à Dangeau et à Bazoches), l'Édit reconnut aux réformés le droit de le célébrer « dans toutes les villes et lieux de l'obéissance royale où il était établi et fait publiquement en l'année 1596 et en l'année 1597, jusques à la fin du mois d'août (art. 9); » en outre, dans toutes les villes et places où il avait été établi ou dû l'être par l'Édit de 1577, et « dans tous les anciens bailliages, sénéchaussées et gouvernements ressortissant nuement et sans moyen es cours de Parlement (art. 10 et 11). » Nulle part ailleurs on ne pouvait ouvrir de nouveaux prêches.

Or, Jean Edeline, « chanoine et chambrier de l'église cathédrale de Chartres, syndic et député dudit diocèse, » soutenait précisément que « les habitans de la religion prétendue réformée de Chasteaudun, Marchenoir et plusieurs autres villes, bourgs, villages et autres lieux du diocèse, ont entrepris de faire l'exercice de leur religion contre la teneur des Édits et sans avoir les titres nécessaires et requis par l'Édit de Nantes, ont usurpé les cimetières des catholiques, establi des escolles publiques aux lieux où ils n'ont point droit de faire l'exercice de la religion, basti des temples si

pres des églizes que le service divin en est interrompu.... qu'enfin ils entreprennent de contrevenir audit Édit en toutes les manières. » Telle fut l'origine du procès dont nous nous constituons en ce moment le rapporteur officieux.

Pour la Généralité d'Orléans, dont le Comté de Dunois faisait partie, « les commissaires députés par lettres patentes du 15 avril 1661 pour l'exécution de l'Édit de Nantes, Édit de 1629 et autres déclarations données en conséquence, » étaient « Bernard de Fortia, chevalier, seigneur du Plessis et de Cléreau, conseiller du Roy en tous ses Conseils, maître des requestes ordinaire de son hostel, departy par Sa Majesté ez Généralités d'Orléans et Bourges, et Jacques Bellay, sieur du Guay, conseiller et médecin ordinaire du Roy. » Suivant l'usage, l'un des deux commissaires, le sieur de Fortia, était catholique ; l'autre, le sieur Bellay, appartenait à la religion réformée.

Les calvinistes de Châteaudun se firent représenter dans cette instance si importante pour eux par : « M^{re} Louis Duplessis, chevalier, seigneur de La Périnne, et Daniel Monceau, conseiller esleu pour le Roy en l'Eslection de Chasteaudun, anciens de l'Église prétendue réformée dudit lieu, M^{re} René de Cordouan, chevalier, seigneur marquis de Mimbré, Langey et autres lieux, et Henry Toutin, officier de la Maison du Roy, tant pour eux que pour les autres chefs de famille faisant profession de ladite religion prétendue réformée audit Chasteaudun. »

Entendus par les commissaires le 6 octobre 1663 à Blois, le 25 novembre à Chartres, et le 15 décembre à Orléans, les représentants de la religion prétendue réformée soutinrent que « l'exercice de la religion prétendue réformée est estably et subsiste en la ville de Chasteaudun en conséquence de l'article 9 de l'Édit de Nantes, par lequel il est permis à ceux de ladite religion faire et continuer l'exercice d'icelle en toutes les villes et lieux où il estoit par eux estably et fait publiquement ez années 1596 et 1597, et que la ville de Chasteaudun estant de celles où ledit exercice s'est fait es dites années, ils ont droit de l'y faire et continuer comme ils ont fait jusques à ce jour. »

À l'appui de leurs assertions, ils produisaient les pièces que nous avons ci-dessus analysées : registres de baptêmes et de mariages remontant à 1591 ; actes de synode établissant que Jean Berger avait pris le titre de ministre de Châteaudun plusieurs années

avant l'édit de Nantes ; contrat d'acquisition, en date du 21 mai 1610, de la maison où se trouvait le temple ; acte de reconnaissance de 1614 prouvant que le prieur de Saint-Lubin avait reçu le droit de mainmorte à la suite de cette acquisition.

A ces arguments, le chanoine Edeline répliquait que les registres produits par les religionnaires étaient informes, sans valeur, et ne portaient pas de signatures antérieurement à la date de l'Édit ; qu'au surplus on pouvait avoir fait des baptêmes et des mariages à Châteaudun sans qu'il en résultât la preuve d'un exercice public du culte en cette ville, puisque, d'après les rites de la religion prétendue réformée, on pouvait accomplir ces cérémonies dans des maisons particulières ; que le temple n'avait pas été élevé antérieurement à l'année 1610, et qu'avant cette date les religionnaires ne justifiaient d'aucun acte public de leur religion, tel que prêche, cène, prières publiques, baptêmes administrés publiquement, annonces précédant les mariages, consistoires ou colloques. L'existence d'un ministre prenant le titre de ministre de Châteaudun ne lui paraissait d'aucune considération, « puisque les prétendus réformés donnoient souvent la qualité de ministres de Chartres, Paris, Rouen et autres lieux, à ceux qui en font l'exercice aux lieux circonvoisins, comme de celui de Chartres au Pont-Tranchefêtu, qui en est éloigné de deux lieues, celui de Paris à Charenton, et ainsy des autres. »

En outre, il prétendait que, même dans les lieux où l'exercice était prouvé antérieurement à l'Édit, on ne pouvait le faire sans la permission du seigneur, lorsque ces lieux n'étaient pas de l'obéissance directe du Roi. Ainsi, pour Châteaudun et Marchenoir, il soutenait que le consentement du comte de Dunois était nécessaire, d'après l'interprétation qu'il donnait à l'Édit. Cette contestation, comme nous l'expliquerons ci-dessous, prenait une importance particulière en ce qui touchait Marchenoir.

Comme il arrivait la plupart du temps dans les Commissions composées d'un catholique et d'un protestant, les commissaires se divisèrent ; et la longue procédure à laquelle ils avaient présidé aboutit, le 24 décembre 1663, à une sentence de partage dont voici les termes :

« En tant que touche la ville de Chasteaudun, nous nous sommes trouvez entierement partagés en nos oppinions, sçavoir : Nous dit sieur de Fortia, que

les pièces représentées par ceux de la religion prétendue réformée ne sont suffisantes pour prouver que l'exercice de ladite religion prétendue réformée ayt esté fait publiquement en ladite ville es années 1596 et 1597, requises par ledit Édit de Nantes, et qu'en outre le consentement des seigneurs comtes de Dunois est absolument nécessaire, ainsy qu'il a esté dit cy-dessus, et qu'il y a lieu d'ordonner que le temple où se fait l'exercice de ladite religion prétendue réformée en ladite ville de Chasteaudun sera fermé, avec deffences aux habitants faisans profession de ladite religion prétendue réformée, de plus à l'advenir faire les exercices en ladite ville et autres lieux dépendans du comté de Dunois, soulz les peines portées par les Édits ;

« Et, nous dit sieur Bellay, estimons que l'exercice de ladite religion prétendue réformée en ladite ville de Châteaudun es années 1596 et 1597 est suffisamment prouvé, et que ledit consentement n'est pas nécessaire, et qu'il y a lieu de maintenir lesdits habitants de Chasteaudun en la possession dudit exercice en ladite ville ;

« Au moyen de quoy, nous Commissaires susdits, ordonnons que le procès-verbal qui a esté par nous fait, contenant les dires, déclarations et contestations des parties, sera envoyé dans quinzaine au Roy et à Nos Seigneurs de son Conseil, avec les pièces qui nous ont esté représentées, ensemble nos oppinions et motifs dudit partage (1), chascun de nous séparément, pour, sur le tout, estre par Sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendra par raison, cependant toutes choses demeurant en estat jusques à ce que par Sa Majesté ledit partage ayt esté jugé. »

Les choses seraient probablement demeurées en cet état, et les protestants auraient bénéficié de la division de leurs juges, si Louis XIV avait persisté à leur égard dans la politique de modération qui avait signalé les premières années de son règne. Jamais prince ne débuta avec des intentions plus tolérantes ; nous en fournirions aisément les preuves si les faits qui touchent à l'histoire générale n'excédaient les bornes où nous devons renfermer cette Notice. Les persécutions odieuses dont les catholiques étaient victimes à la même époque dans tous les États protestants de l'Europe, et qui allaient, en nombre de cas, jusqu'à faire prononcer contre eux la peine de mort, contribuèrent sans doute à lui faire adopter une nouvelle règle de conduite qui aboutit, en 1685, à la révoca-

(1) Ces deux avis des commissaires, qui sont fort intéressants à connaître, sont trop étendus pour que nous puissions les publier dans le cours de cette Notice. Nous en avons fait faire une copie que nous déposons, avec celle de la sentence, dans les Archives de notre Société.

tion de l'Édit de Nantes. Plusieurs années avant que cette résolution fût prise, dès 1679 ou 1680, le gouvernement s'efforçait de supprimer les temples protestants dans tous les lieux où leur droit d'exister, d'après les Édits, n'était pas absolument prouvé. Alors les avis qui avaient été rendus dans toute la France par les commissaires des deux religions, et qui avaient dormi dans les cartons depuis une vingtaine d'années, furent rapportés en grand nombre devant le Conseil du Roi, chargé de vider les partages, et, entre autres, la sentence de MM. de Fortia et Bellay, remontant à 1663, sur laquelle intervint, le 10 août 1682, l'arrêt qui met fin à toute cette procédure (1).

« Veu par le Roy, estant en son Conseil, le procès-verbal de partage survenu le XXIII décembre 1663 entre le sieur de Fortia, lors intendant de justice ez généralités d'Orléans et Bourges, et le sieur Dubellay (*sic*), de la religion prétendue réformée, commissaires députés par Sa Majesté dans lesdites généralités pour pourvoir aux entreprises, contraventions et innovations faites à l'Édit de Nantes, à celui de 1629 et autres édits et déclarations donnés en conséquence ; sur l'instance meue par devant eux entre le syndic du clergé du diocèse de Chartres, demandeur, d'une part, et les habitans de ladite religion prétendue réformée, de Châteaudun, défenseurs, d'autre, pour raison de l'exercice public de ladite religion en ladite ville ; l'avis dudit sieur de Fortia portant que ledit exercice doit estre interdit et le temple fermé, et celuy dudit sieur Dubellay au contraire, que lesdits de la religion prétendue réformée doivent être maintenus en la possession de leur exercice, les motifs desd. sieurs commissaires et toutes les pièces, procédures, contredits et salvations produits devant eux par les parties ;

« Veu aussy les articles du registre de consistoire de Marchenoir employez par lesdits de la religion prétendue réformée de Châteaudun, communiqués audit syndic du diocèse de Chartres ,

« Ouy au Conseil ledit syndic, ensemble le sieur Janicon pour lesdits de la religion prétendue réformée, et tout considéré ;

« Le Roy estant en son Conseil, faisant droit sur ledit partage, et voidant iceluy, a interdit pour toujours l'exercice de ladite religion prétendue réformée en ladite ville de Châteaudun. Fait Sa Majesté très expresse défenses à toutes personnes de l'y faire à l'avenir sur peine de désobéissance. Ordonne à cette fin que le temple qui y est construit sera démoly jusques aux fondemens par lesdits de la religion prétendue réformée, dans ung mois après la signification du présent arrest. Et à faute de ce faire, ledit temps passé, permet Sa Majesté

(1) Archives nationales, E, 1815.

au syndic du diocèse de Chartres de faire procéder à ladite démolition aux frais et dépens desdits de la religion prétendue réformée de Châteaudun, lesquels frais seront pris par préférence sur la vente qui sera faite des matériaux. Enjoint au gouverneur, son lieutenant-général intendant de justice, et tous autres officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du présent arrest.

« LE TELLIER,

« Du X^e août 1682. Versailles. »

C'est ainsi que disparut à Châteaudun l'exercice public du culte protestant. Le passage du Roi Louis XIV en notre ville, au mois de septembre 1682, fut, comme on le voit, entièrement étranger à cette mesure, quoique le texte de l'abbé Bordas, cité plus haut, parût le faire croire.

Nous ne voulons pas terminer cette Notice sans dire quelques mots de l'église réformée de Marchenoir, qui appartenait également au comté de Dunois, et qui fit l'objet, en même temps que celle de Châteaudun, du procès de 1663.

Il paraît à peu près établi que dès 1576 ce bourg était le siège d'un consistoire, qui se réunit à diverses dates aux églises de Lorges et de Beaugency et déploya une grande activité de propagande. Parmi les anciens de cette église, nous relevons les noms des sieurs de Villeneuve, de la Chassaigne, Rousemon, Marcadé, François Texier, qui assistaient aux différents colloques tenus à Lorges en 1594, 1595 et 1597. Elle fut administrée, vers 1592 et années suivantes, par deux ministres, Louveau dit *Laporte*, et Vian, qui ont joué un rôle de quelque importance.

Louveau, dit *Laporte*, ministre de Fontenay-le-Comte, est connu dans l'histoire du protestantisme pour avoir fait pénétrer la réforme en Bretagne. Nous avons trouvé, sur les registres de baptêmes de Marchenoir (1), un certificat signé de lui qui nous paraît assez curieux pour être entièrement transcrit :

« Je soussigné, certifie estre venu exercer en ce lieu de Marchenoir le saint ministère de l'Évangile à la requeste des gentilshommes circonvoisins et la plupart des habitants dudit lieu faisans profession de la pureté de l'Évangile pour autant de temps que mes affaires particulieres de Beaugency le pourront permettre selon l'intention du ministre et anciens de l'église de Fontenay-

(1) Archives nationales, TT, 247.

le-Comte en Poitou. En auquel lieu de Marchenoir j'ay baptizé plusieurs enfans après les exhortations qui y ont esté faites dont la premiere fut le XIX^e d'avril 1592 et depuis continué jusques au XIX de may audit an, avec jeunes, prières extraordinaires et autres exercices de piété et la cène célébrée le jour de la Pentecôte XVII^e dudit mois et trois mariages célébrés, les noms desquels sont cy-après enregistrés avec les baptêmes par le scribe du Consistoire qui y a esté nouvellement dressé suivant l'ordre estably es églises françoises. En témoignage de quoy j'ay signé la présente. Ce XIX^e de may 1592.

« LOUVEAU, dit *Laporte*,

« Exerçant le ministère de l'Évangile audit lieu de Fontenay. »

Quant au ministre Vian, il appartenait originairement à l'église de Dangeau, qui ne lui payait pas, apparemment, ce qu'elle lui devait; car un synode national, tenu à Saumur le 3 juin 1596, décida, après l'avoir entendu contradictoirement avec les députés des églises de Dangeau et de Marchenoir : « que ledit Vian appartient à l'église de Dangeau, et qu'au retour de l'assemblée il yra audit Dangeau faire quelques exhortations, et puis retournera à Marchenoir où il sera un mois, dans lequel l'église de Dangeau lui paiera ce qu'elle doit de reste, à faute de quoy il demeurera audit Marchenoir (1). »

Vers 1594, les réformés éprouvèrent, à ce qu'il paraît, quelque difficulté pour l'exercice de leur culte. Le 11 décembre de cette année, trois d'entre eux, M. de Stenay, M. de Cheze et M. de Villeneuve d'Ambelles firent une démarche auprès de M. de Sigongnes, gouverneur de Dunois, avec le notaire Marcadé, pour lui « faire entendre de ne trouver mauvais qu'ils rentrent en leur liberté de l'exercice de leur religion. » Quelques mois après, comme ils trouvaient quelque obstacle à leur dessein de la part de M. de Sigongnes, MM. de Villeneuve et de Frouville allèrent trouver le roi Henri IV à Fontainebleau, et obtinrent de lui une « lettre de la propre main du Roy, adressée à M. de Sigongnes, en date du 28 avril 1595, luy enjoignant de les laisser jouir de l'exercice libre de leur religion; pour à laquelle obéir le sieur de Sigongnes escript aussy de sa main au sieur de Montigny, commandant à Marchenoir, et luy en recommande l'exécution. »

Ces différents documents, et surtout la lettre du Roy, consti-

(1) Procédure de 1663.

tuaient en faveur des réformés une possession légale dont ils se prévalurent naturellement pour continuer l'exercice de leur culte pendant la plus grande partie du XVII^e siècle.

Néanmoins, en 1663, le chanoine Edeline soutint que le roi lui-même n'avait pu autoriser l'exercice que dans les termes de l'édit de Poitiers, de septembre 1577, qui réservait le consentement du seigneur dans tous les lieux appartenant à des seigneurs catholiques. Sur ce point encore, les commissaires se divisèrent. Ils furent d'accord pour reconnaître que l'exercice public de la religion prétendue réformée avait été fait à Marchenoir dans les années requises par l'édit de Nantes, et en conséquence ils ordonnèrent qu'il y serait continué. Seulement, le sieur de Fortia y mettait pour condition que les habitants apporteraient dans les trois mois la permission et consentement des seigneurs comtes de Dunois, et le sieur Bellay jugeait ce consentement inutile (1).

En 1679, le successeur du chanoine Edeline dans les fonctions de syndic du diocèse, Blaise Bouthier, releva appel de cette décision. Il contesta les preuves admises par les commissaires, soutint que l'exercice n'avait pas eu, à Marchenoir, la publicité requise, et se fit autoriser, par arrêt du Conseil du 3 août 1682, à fournir un nouveau débat. Il nous paraît utile de citer ici le texte de cet arrêt du Conseil, qui donne quelques lumières sur la manière de procéder de l'ancien temps (2) :

« Sur la requête présentée au Roy, estant en son Conseil, par le syndic du clergé du diocèse de Chartres, contenant qu'ayant poursuivy ceux de la religion prétendue réformée du lieu de Marchenoir par devant les sieurs commissaires exécuteurs de l'édit de Nantes, en la généralité d'Orléans, pour se voir faire défense de continuer l'exercice de ladite religion audit lieu de Marchenoir, ils auraient produit leurs titres pour y estre maintenus, sur lesquels lesdits sieurs commissaires rendirent une ordonnance le 23 décembre 1663 qui leur en permit la continuation en y faisant consentir les seigneurs de Marchenoir. Et comme le suppliant a plusieurs raisons pour faire voir que ces titres ne prouvent pas que dans ledit lieu l'exercice de ladite religion se soit fait dans les années requises par l'Édit, il se trouve obligé de se rendre appellant de ladite

(1) Voir la sentence du 24 décembre 1663, dont nous remettons copie aux Archives de la Société.

(2) Archives nationales, E, 1815.

ordonnance et d'avoir recours à Sa Majesté pour y estre receu, ouy le rapport et tout considéré ;

« Le Roy, estant en son Conseil, a receu et reçoit le suppliant appellant de l'ordonnance desdits commissaires. Ordonne que sur ledit appel les parties mettront dans ung mois pour toutes préfixions et délais, du jour de la signification du présent arrest, par devant le sieur marquis de Chasteauneuf, toutes les productions, titres, pièces et mémoires dont ils voudront se servir, sinon et à faute de ce faire, ledit temps passé, il sera procédé au jugement dudit appel ainsi qu'il appartiendra par raison.

« LE TELLIER. »

Malgré nos patientes recherches, nous n'avons pu trouver l'arrêt qui dut mettre un terme définitif à cette contestation, soit qu'il nous ait échappé à travers la volumineuse collection des arrêts du Conseil, soit que l'instruction à laquelle dut présider le marquis de Châteauneuf, secrétaire d'État, se soit prolongée jusqu'au temps où la révocation de l'Édit de Nantes, en supprimant d'autorité l'exercice de la religion réformée, rendit inutile tout débat judiciaire.

Nous n'avons voulu donner à ces faits aucun commentaire, le règlement de notre Société nous interdisant tout ce qui pourrait avoir l'apparence d'une controverse. Nous les avons simplement rapportés à titre de curiosités historiques. Quelque triste qu'il soit en général d'évoquer le souvenir des discordes religieuses qui ont causé à la France de si profondes blessures, peut-être nous saura-t-on quelque gré d'avoir tiré de la poussière de nos Archives nationales une série de documents qui éclairent d'un jour nouveau une partie de notre histoire locale.

Am. LEFÈVRE-PONTALIS.

UN THÉOLOGIE DUNOIS

—
AU XVII^e SIÈCLE

Pour trouver de vieux titres et des documents précieux, il ne suffit pas toujours d'en chercher ; j'en appelle au témoignage de tous ceux qui aiment à étudier l'histoire dans les chartes anciennes et les papiers authentiques. Je me croyais naguère encore destiné à renouveler à mes dépens l'expérience de cette vérité, certain jour que je faisais l'inventaire des archives de l'église de Brou. Il me semblait probable que je trouverais buisson creux, selon la pittoresque expression des chasseurs malheureux, lorsque me tomba sous la main un parchemin auquel appendait un sceau renfermé dans un étui de cuivre. Archimède se serait écrié : *Euréka!* (j'ai trouvé) ; pour moi, si je goûtai en silence le plaisir que me procurait cette découverte aussi heureuse qu'inespérée, ce ne fut pourtant pas sans une certaine émotion que je développai mon parchemin et que je le parcourus pour en connaître le sujet et l'importance. Hélas ! ce n'était qu'un simple diplôme de docteur en théologie du XVII^e siècle, et le nom du personnage, qui flamboyait en lettres d'or au milieu de ce diplôme, m'était parfaitement inconnu. L'âge relativement récent de cette charte et le sujet auquel elle était consacrée lui ôtaient beaucoup de la valeur que je lui avais supposée tout d'abord, et déjà je regrettais cette illusion du premier moment, lorsqu'un examen plus attentif me fit découvrir qu'il s'agissait d'un personnage originaire de Châteaudun. Dunois moi-même par droit de naissance, je m'intéresse à tout ce qui peut ajouter à la gloire de notre bonne vieille cité. Je voulus donc faire plus ample connaissance avec ce compatriote d'un autre âge, et, après lecture du document en son entier, je ne regrettai ni mon temps ni ma peine, car il me sembla que le personnage dont il y était fait mention méritait de prendre place parmi les illustrations de sa patrie. J'ai cru que les membres de la Société Dunoise,

toujours si empressés de mettre en relief ce qui peut honorer leur glorieuse capitale, ne me contrediraient pas, et c'est ce qui m'a donné le courage de leur proposer la lecture de ce diplôme et des quelques remarques dont il m'a paru nécessaire de l'accompagner.

Avant tout, on me permettra de présenter l'objet de ma découverte et de décrire son aspect physique.

C'est un beau parchemin, très bien conservé, de forme oblongue (0^m 39 de hauteur sur 0^m 55 de largeur). Le texte est encadré par trois filets d'or, excepté dans la partie inférieure; d'or aussi sont le nom du puissant seigneur qui délivra ce diplôme, ses titres si complaisamment énumérés, presque tous les noms propres qui s'y rencontrent, et la belle lettre initiale avec toutes les arabesques qui l'entourent. L'or commence à perdre un peu de son éclat; en quelques endroits même, il a fait place à une teinte bleuâtre; mais partout l'écriture, qui est une belle bâtarde, reste bien nette et se lit très facilement. Sur la marge droite se trouve le mot *quarante-six* avec paraphe, qu'on m'a dit être le numéro d'ordre d'une liasse dont cette charte a dû faire partie. Au-dessous de la signature, et un peu à gauche, on lit : *Abb^s Nicolai Justinus a secret*. (Justin, secrétaire de l'abbé Nicolas). Sur le verso se trouve le visa des conservateurs romains; l'écriture en est beaucoup moins nette que celle du recto : il y a même un mot indéchiffrable qui a mis en défaut la science de plusieurs experts en paléographie; c'est sans doute une abréviation. Le cachet des susdits conservateurs est très bien conservé. Il est empreint sur un losange de papier vergé adhérent au parchemin au moyen de cire rouge. Le bas de la charte est replié, afin sans doute d'offrir plus de résistance aux lacets qui retiennent le sceau et sa boîte. Cette boîte est en cuivre jaune et renferme des débris de cire rouge, sur lesquels, en les plaçant de manière à reconstituer le sceau, j'ai pu lire le prénom du personnage qui a délivré le diplôme. Les cordons traversent cette boîte et la dépassent assez longuement; ils sont faits de soie et de clinquant tressés ensemble.

Cette description minutieuse terminée, passons à la teneur de notre document. Il est ainsi conçu (1) :

(1) J'ai respecté scrupuleusement l'orthographe du texte latin et reproduit toutes les abréviations en donnant toutefois entre crochets les plus insolites.

FRANCISCUS,

DE COMITIBUS SFORTIA S. R. I. PRINCEPS DUX SIGNI ET ONANI SANCTÆ FLORÆ,
 MARCHIO PROCENI VUARVES, CECINÆ, MOGENIGI, VALLIS TOLLE, CASTRI AZARÆ
 BISSICÆ NOVÆ SILVENI, ET CASTRI ARQUATI DOMINUS,

Vniversis et singulis has p[ræse]ntes litteras visuris, lecturis et audituris, salutem et omne gaudium. Noveritis quod fel. rec. Paulus Papa III per litteras concessas ac sub plumbo expeditas sub datum Romæ apud S. Petrum anno 1539 : 18 kal. maii Pontificatus sui anno V, maioribus nostris ac cæteris omnibus de familia et Prosapia Sfortiæ amplam, plenam, liberam et omnimodam facultatem et auctoritatem concesserit inter alia Doctores in Sacra Theologia creandi, promovendi, et solemniter ordinandi et quos dignos sufficientesque reperiremus doctoratus huj[usm]o[d]i lauream decorandi prout melius continetur in eisdem litteris, ad quas in omnibus et per omnia relatio habeatur; quæ litteræ fuerunt etiã confirmatæ a Julio III, Gregorio XIII ac Sixto V, fel. rec. : Cumque Illustris et Rev. D. PETRVS CROISNV, Sacerdos Gallus Civitatis Castrodoni, Diocesis Carnotensis, abbas S. Basilii Civitatis Onani ac Miles, et Eques Auratæ Militiæ ac Sac: Palatii et Aulæ Lateranen[sis] Comes, vir scientia, moribus, ingenio, doctrina, studiisque præclarus qui assiduis vigiliis, multis abhinc annis in Sac: Theologia operam impendit laboriosam, suorum laborum præmium assequi cupiens, solita doctoratus insignia sibi dari, et concedi humiliter postulaverit ut propterea cum Ill^{ris} et Exc^s D. Flavius Antonius Gattutius ipsum coram nobis præsentaverit, et per rigorosum examen ab Ill^{ri} et Exc^{mo} D. Dominico Maria de Dominicis, idoneum repertum ideo ad doctoratus lauream promovere posse nobis attestentur quapropter infrà punta seu conclusiones sibi assignatas, videlicet ex. Divo Thom. P^a et 3 p^e de Incarnat^e Verbi et Specie Angelorum ita miro ordine ac methodo legit, et recitavit, et adeo doctè se habuit, ut fuerit a nobis, et supradictis idoneus judicatus, et ob id unanimiter pari voto, nemine penitus discrepante, vivâ voce visisque suffragiis jure merito approbatus. Nos igitur Franciscus Sfortia, consideratis scientia, moribus et virtute, quibus eundem R. D. PETRVM Altissimus illustravit prout in dicto suo examine demonstravit et precedente fidei Catholicæ professione, ac juramento ab eo præstito in manibus nostris auct[oritat]e Ap[osto]lica ac etiam Imperiali qua fungimur ordinaria eumd. R. D. PETRVM dignum

sufficientem et benemeritum iudicavimus, eique solita doctoratus insignia assumen: et recipien: fore et esse pronuntiavimus, ac ipsum in Sac: Theolog: Doctorem fecimus, creavimus et solemniter ordinavimus, ita quod in futurum omnibus et singulis privilegiis, gratiis, favoribus et indultis quibus alii similes doctores quarumcumque Universitatum studiorum Gen[era]lium totius orbis de Jure, Stylo, usu vel consuetudine, aut aliter utuntur, fruuntur, potiuntur et gaudent, pariformiter et absque ulla prorsus differentia, ipse quoque R. D. PETRVS sic doctor creatus utatur, fruatur, potiatur et gaudeat, dantes insuper et concedentes sibi licentiam liberamque facultatem et auctoritatem legendi, docendi, glosandi et magistralem Cathedram ascendendi similiterque omnes et singulos alios actus doctoreos publice et privatim exercendi pro ejus libito voluntatis. His sic peractis p[rædic]tus R. D. PETRVS considerans quod ad perfectionem cujuscumque humani actus finis congruus appetendus sit et per quem appareat principium ac medium apte præcessisse solita doctoratus sibi dari et concedi humiliter postulaverit cujus honestæ petitioni annuentes ipsum in Cathedra collocandum libros clausos mox, et apertos in manibus dandos, et digito annulum pro desponsatione et Capiti biretum pro Corona imponendum per d. Promotorem curavimus ad laudem et gloriam Omnip. DEI Deiparæque Virg. MARLÆ et Sanctorum. In quorum fidem has p[ræse]ntes litteras manu nostra subscriptas, ac n[ost]ro sigillo munitas per Sec[retariu]m n[ost]rum infr[ascriptu]m publicari mandavimus. Datum Sanctæ Floræ, anno D[omi]ni MDCXCIII. Ind^e Prima, die prima Aprilis, Pont[ificat]us autem S^{mi} D. N. D. INNOCENTII Divina Providentia Papæ XII, anno ejus secundo, P[ræse]ntibus autem DD. Carolo Francisco de Rubeis et Mattheo Cicerchino testibus ad premissa omnia et singula vocatis habitis specialiter atque rogatis.

(Signature illisible.)

NOS ALME URBIS ROMÆ CONSERVATORES,

Universis et singulis Presulibus, Rectoribus, Prepositis, Gubernatoribus, Potestatibus, aliisque quarumcumque Provinciarum civitatumque Ministris notum facimus et, verborum prtis (?) testamur retrospectum Illustrissimum et Exc^m D. Ducem, D. Franc^{um} Sfortiam qui p[ræse]ns privilegium R. D. Petro Croisnu concessit, esse talem qualem se fecit atque subscripsit facultatem habens ac retinens a Summis Pontificibus concessam atque confirmatam

privilegiisque suis sicut supra concessis tam in hac urbe quam extra semper adhibitam fuisse, et de præsentis magis adhiberi fidem. In quarum fidem. Datum Romæ ex ædibus nostris capitolinis, hac die 25 aprilis 1693.

Ilstss^{um} Exc^{mor} DD. alme urbis Romæ Com^{um} Sec^{us}.

(Signature illisible.)

FRANÇOIS,

DES COMTES SFORZA, PRINCE DU S. E. R., DUC DE SEGNI ET D'OGNANO,
COMTE DE SANTA-FIOR, MARQUIS DE PROCENO, DE VUARVÈS, DE CÉCINA, DE MOGENIGO,
DU VAL-TOLLA, DU CHATEAU AZARA, DE BISSICA-LA-NEUVE, DE SILVENT
ET SEIGNEUR DE CASTEL-ARQUATO (1),

A tous et à chacun de ceux qui nos présentes lettres doivent voir, lire et entendre, salut et toute joie,

Sachez que Paul III, Pape, d'heureuse mémoire, par lettres accordées et expédiées sous le plomb avec la mention *donné à Rome près S. Pierre, l'an 1539, le 18 des calendes de mai, l'an V^e de notre pontificat*, a concédé à nos ancêtres et à tous autres de la famille et de la lignée des Sforza, entre autres faveurs, faculté et autorité ample, pleine, libre et de toute nature, de créer, promouvoir, et ordonner solennellement des docteurs en théologie sacrée, et de décorer du titre de ce doctorat ceux que nous trouverions dignes et capables, comme il est mieux expliqué dans les dites lettres, auxquelles en tout et pour tout on peut recourir, lesquelles lettres ont été confirmées par Jules III, Grégoire XIII et Sixte V d'heureuse mémoire. Et comme l'illustre et Rév. maître Pierre Croisnu, prêtre français, de la ville de Châteaudun, du diocèse

(1) Nos dictionnaires de géographie les plus complets ne contiennent presque aucun de ces noms de lieux italiens. Moréri, qui parle fort longuement de la famille Sforza, m'en a fourni quelques-uns; je crains bien d'avoir traduit les autres d'une manière peu exacte. Je dois dire, d'ailleurs, que l'ensemble de la traduction est loin de me paraître satisfaisant; mais le texte offre des difficultés peu ordinaires en ce genre. Le style des chancelleries n'a jamais passé pour un modèle de pureté; celui de notre diplôme a des phrases interminables, une entre autres qui compte près de 140 mots. — François Sfortia, en français Sforza ou plutôt Sforce, car cette forme française d'un nom illustre est adoptée par l'histoire, appartient à la noble famille des Sforce, qui a donné tant d'hommes célèbres à l'Italie. Il était fils de Paul Sforce et d'Éléonore des Ursins, et résidait habituellement à Naples. Je n'ai pu découvrir la date de sa mort, qui arriva après 1712, époque à laquelle il était encore le chef de cette maison princière. Je pense qu'il est le Francesco Sforza auquel Léonard de Vinci a consacré une de ses plus belles œuvres. (Voir *Léonard de Vinci et la statue de Francesco Sforza*, par L. COURAJOD, 1879).

de Chartres, abbé de S. Basile de la ville d'Onan, écuyer? (*Miles*), chevalier de la Toison d'Or, comte du Sacré Palais et de la Cour de Latran, homme remarquable par sa science, ses mœurs, son esprit, sa doctrine, ses études, qui, par des veilles assidues, depuis longues années déjà, s'est appliqué laborieusement à la théologie sacrée, désirant recevoir la récompense de ses labeurs, a demandé humblement qu'on lui accordât et concédât les insignes ordinaires du doctorat, en sorte que pour cette raison (*ut propterea*), comme l'Illustre et Excellent M^{re} Flavius-Antoine Gattutius nous l'a présenté, et qu'après un rigoureux examen que lui a fait subir l'Illustre et Très-Excellent M^{re} Dominique-Marie de Dominici, ils attestent qu'ils l'ont trouvé capable et que nous pouvons l'élever à la dignité du doctorat, pourquoi il a lu et récité avec tant d'ordre et de méthode les points ci-dessous et conclusions à lui assignés, savoir de S. Thomas la 1^{re} et la 3^e partie sur l'Incarnation du Verbe et sur l'espèce des Anges, et il s'est si doctement comporté qu'il a été, par nous et les sus-nommés, jugé capable, et en conséquence il a été reçu, à bon droit, unanimement, d'un vote commun, sans opposition de qui que ce soit, de vive voix, et par suffrages exprimés. Nous donc, François Sforza, considérant la science, les mœurs et la vertu dont le Très-Haut a enrichi le même R. M^{re} Pierre, ainsi qu'il l'a prouvé dans le susdit examen, après la profession de foi catholique et le serment prêté entre nos mains, par l'autorité apostolique et aussi par l'autorité impériale ordinaire dont nous jouissons, nous avons jugé le même R. M^{re} Pierre suffisamment digne et bien méritant, et nous avons prononcé qu'il devra et qu'il doit prendre et recevoir les insignes du doctorat, et nous l'avons fait, créé et solennellement ordonné Docteur en théologie sacrée, en sorte que, à l'avenir, le R. M^{re} Pierre, ainsi créé docteur, use, jouisse, soit en possession et se réjouisse de tous et de chacun des privilèges, grâces, faveurs et indults, dont usent, jouissent, sont en possession et se réjouissent dans la même forme, selon le droit, style, usage et coutume et tout à fait sans aucune différence, les autres semblables docteurs des Universités quelconques d'études générales de tout l'univers; lui accordant de plus et concédant la licence, libre faculté et autorité de lire, enseigner, commenter et d'occuper une chaire de maître, et pareillement d'exercer publiquement et en particulier tous et chacun des autres actes doctoraux selon qu'il lui plaira. Les choses s'étant passées ainsi, le susdit R. M^{re} Pierre, considérant que pour la perfection de tout acte humain il faut avoir en vue une fin congrue (*congruus*) et qui fasse voir que le principe et les moyens ont procédé comme il convient, a humblement demandé qu'on lui donnât et accordât les insignes ordinaires du doctorat; adhérant à son honnête pétition, nous avons eu soin que par le sieur Promoteur il soit placé dans la chaire, qu'aussitôt après les livres fermés et ouverts lui soient placés entre les mains, que l'anneau lui soit imposé au doigt en signe d'engagement et la barette sur la tête en guise de couronne, à la louange et gloire du Dieu Tout-Puissant, de la Vierge Marie, mère de Dieu, et des Saints. En foi de quoi nous avons

ordonné que nos présentes lettres souscrites de notre main et munies de notre sceau soient rendues publiques par notre secrétaire soussigné. Donné à Santa-Fior, l'an du Seigneur MDCXCIII, indiction première, premier jour d'avril, du pontificat de N. T. S. P. Innocent XII, Pape par la divine Providence, la deuxième année. En présence des maîtres Charles-François de Rubeis et Mathieu Cicerchino, appelés, acceptés spécialement et priés comme témoins de toutes et chacune des choses sus-énoncées.

(Signature illisible.)

Au dos on lit le visa des conservateurs romains, ainsi conçu :

NOUS, CONSERVATEURS DE LA VÉNÉRABLE VILLE DE ROME,

A tous et à chacun des prélats, recteurs, prévôts, gouverneurs, puissances et autres ministres des provinces et cités quelconques, savoir faisons et attestons de bouche comme aussi par les présentes, que le très illustre et très excellent seigneur duc messire François Sforza, nommé ci-contre, qui a octroyé au R. M^{re} P. Croisnu le présent privilège, est tel qu'il s'est prétendu et soussigné, ayant et retenant cette faculté concédée et confirmée par les Souverains Pontifes romains, et que tant en cette ville qu'en dehors on a toujours ajouté foi et présentement on ajoute foi plus grande encore à ses privilèges accordés comme il est dit plus haut. En foi de quoi, donné à Rome, dans nos bâtiments du Capitole, ce 25 avril 1693.

*Le Secrétaire des Illustrissimes et Excellentissimes Conservateurs
de la vénérable ville de Rome,*

(Signature illisible.)

Quelques remarques, maintenant, en guise de commentaire :

Si ce parchemin n'avait point échappé à la destruction, le nom de maître Pierre Croisnu serait probablement demeuré dans un éternel oubli. Et pourtant les titres qui lui sont donnés ici nous montrent que c'était un homme d'un certain mérite. Il est d'abord appelé *abbé de Saint-Basile d'Ognano* ; or, nous sommes fondés à croire qu'il n'était parvenu à cette dignité que par sa vertu et sa science. S'il eût été abbé en France à cette même époque, ce titre nous eût prouvé seulement qu'il était bien en cour ou qu'il était recommandé par de puissants personnages ; la commende, en effet, était alors dans toute sa vigueur, et souvent, grâce à elle, les bénéfices appartenaient non pas au plus méritant, mais au mieux patronné. En Italie, on a toujours professé plus de respect pour les règles cano-

niques, et si la faveur n'a pas toujours été étrangère à la collation des bénéfices, ce n'a été qu'à titre d'exception et dans des temps de troubles; on peut dire, presque sans crainte de se tromper, que ceux qui étaient pourvus des bénéfices ecclésiastiques s'en étaient rendus dignes par des mérites proportionnés aux fonctions et aux dignités qu'on leur confiait.

Parmi les titres de notre docteur, il en est un que j'ai traduit un peu librement; c'est celui qui est exprimé par le mot latin *miles*. Il m'a semblé peu admissible qu'on ait voulu donner à un abbé, comme qualification honorifique, le nom de soldat, guerrier ou homme d'armes, qui correspond littéralement à ce mot. On le voit employé souvent dans les documents du moyen-âge avec le sens de chevalier; mais c'est aussi ce que signifie l'expression *equus auratus militis*, chevalier de la Milice ou de la Toison-d'Or. Dans l'impossibilité de trouver un équivalent à chacun de ces deux mots latins, j'ai cru devoir recourir au mot *écuyer* pour traduire le premier, afin d'éviter une répétition qui aurait manqué d'élégance. Maintenant, comment un religieux et un homme d'étude a-t-il pu mériter ce titre? Je dirai dans un instant ce que j'en pense.

Si le nom de *miles*, dans l'acception qui vient de lui être donnée nous autorise à penser que P. Croisnu n'était point un homme sans mérite aux yeux du monde, le titre de chevalier de la Milice ou de la Toison-d'Or nous confirmera fortement dans cette opinion.

Mais quel est cet ordre militaire auquel le révérend abbé de Saint-Basile s'honorait d'appartenir? Littéralement, il s'agit de l'Ordre de la Milice d'Or ou Milice dorée; mais, comme je n'ai pu découvrir aucun ordre de ce nom, je pense qu'il s'agit ici de celui de la Toison-d'Or. Le scribe chargé de rédiger le texte du diplôme pouvait bien ignorer que l'expression consacrée était *vellus aureum*, ou bien encore une distraction a pu lui faire substituer à celle-ci l'expression *militia aurea* dont il s'est servi. Or, cet ordre de chevalerie n'était accessible qu'à un petit nombre de privilégiés; pour avoir droit d'y aspirer, il fallait être *noble de nom et sans reproche*, et cet article des statuts n'était pas lettre morte, car, dans la longue liste de ses membres, c'est à peine si l'on remarque deux ou trois noms d'apparence roturière. Le nom de Croisnu n'indique point une origine noble, et si quelques-uns des ancêtres que j'ai cru découvrir à notre savant Dunois ont porté la particule, la plupart cependant étaient d'honnêtes négociants qui ne se targuaient

aucunement de noblesse. Si donc il fut chevalier de la Toison-d'Or, ce fut son titre de *miles* qui lui tint lieu de cette qualité nobiliaire que ne lui avait point donnée sa naissance. On pourrait penser aussi qu'il dut cet honneur à sa qualité d'abbé; mais on n'entrait jamais dans la Toison-d'Or par la porte des dignités ecclésiastiques. Il est donc permis de croire que ce fut seulement son mérite militaire qui, lui ayant valu le titre honorifique d'écuyer (*miles*), lui valut encore par celui-ci le titre de chevalier de la Toison-d'Or. Quant à la qualification de comte du Sacré-Palais et de la Cour de Latran, ainsi qu'aux éloges donnés à la science, aux études, au talent, aux veilles laborieuses du récipiendaire, ils viennent à l'appui de tout ce que j'ai dit, et démontrent jusqu'à l'évidence que notre compatriote était vraiment un homme éminent et dont nous avons le droit d'être fier.

Par suite de quelles circonstances un prêtre français est-il devenu abbé en Italie? C'est ce qu'il nous est impossible de savoir d'une manière certaine, le titre en question ne nous donnant à cet égard aucun renseignement. Le peu qu'il nous apprend permet pourtant de faire une supposition qui expliquerait plusieurs points obscurs. Je suppose donc que P. Croisnu vint en Italie non point comme prêtre, mais comme soldat : il prit part sans doute à l'une des nombreuses guerres que Louis XIV eut avec les États Sardes et les autres puissances italiennes. Ce fut alors qu'il mérita ce titre de *miles* que plus tard il conserva comme souvenir d'un temps glorieux pour lui et ajouta à des titres d'une nature bien différente, lesquels n'ont pu être acquis dans le même temps ni de la même manière. Anobli en quelque sorte par ce titre, il put devenir chevalier de la Toison-d'Or. Puis, désabusé des grandeurs du monde, il échangea la vie tumultueuse des camps pour les tranquilles exercices du cloître, et ayant apporté à l'étude de la perfection religieuse et de la science théologique l'ardeur qu'il avait déployée dans la carrière des armes, il devint abbé d'Ognano ou Onan et conquist le grade de docteur en théologie. Ce n'est là, je le répète, qu'une simple hypothèse; mais elle ne me semble pas dénuée de fondement, et d'ailleurs elle explique d'une manière bien naturelle comment le personnage en question a abandonné sa patrie et réuni des titres qui, de prime abord, semblent inconciliables.

Une autre question se présente encore : comment ce parchemin

est-il devenu la propriété de l'église de Brou? Il était assez naturel, en effet, qu'il restât en Italie; ou, s'il devait venir en France, il devait appartenir à Châteaudun, lieu d'origine du possesseur de ce diplôme, plutôt qu'à Brou, auquel il paraît étranger. Cette réflexion m'a fait prendre sur ce point des informations qui ont eu pour résultat de me convaincre qu'on ignore à Brou l'existence non-seulement du docteur Croisnu, mais même du parchemin qui le concerne. Je ne me décourageai pas cependant et je cherchai à découvrir dans les archives de cette ville des souvenirs que la mémoire des hommes n'avait point conservés. Je n'avais pas espéré en vain et j'eus bientôt le plaisir de constater qu'à Brou exista pendant trois siècles une famille du nom de Croisnu. Voici en effet ce que m'ont appris les archives de la fabrique de l'église Saint-Lubin de Brou et celles de l'Hôtel-Dieu :

Croisnu (Marguerin), 1534, gagier de Saint-Lubin de Brou.

Croisnu (Lubin), 1565.

Croisnu (X...), 1590.

Croisnu (Michel), 1601, donne à Saint-Lubin de Brou 40 sols et 2 chapons de rente (*Archives départementales, série G.*)

Croisnu (Pierre), 1618, marchand à Brou, vend des terres à l'Hôtel-Dieu.

Croisnu (François), 1643, procureur à Brou.

Croisnu (Gilles), 1654, procureur à Brou.

Croisnu (Jacques), 1650, sieur de Freté (hameau de Brou).

Croisnu (Jacques et Louis), 1673, fils du précédent.

Croisnu (Nicolas), 1679, vend un arpent de pré à l'Hôtel-Dieu.

Croisnu (Jacques), 1687, doit des arrérages sur une maison de la rue de la Chevalerie.

Depuis le commencement du XVIII^e siècle jusqu'en 1769, la famille Croisnu habite, dans la rue de la Fresnaye, une maison sur laquelle l'église Saint-Lubin et l'Hôtel-Dieu avaient reçu une rente annuelle de messire René Vierge, prêtre à Brou. Elle est souvent mentionnée à cette occasion.

Quelques membres de cette famille allèrent sans doute s'établir loin de Brou, car nous retrouvons ce nom à la Bazoche-Gouet (Nicolas-Jacques Croisnu de la Garenne, principal gagier de la fabrique, 1732); à Châteauneuf (Philippe Croisnu, de Châteauneuf, vend une maison à Alluyes, 15 floréal an IV); à Chartres (Jeanne Croisnu, veuve Landron, morte à Chartres, 2 germinal

an VII) (1). Il est très possible qu'une colonie de Croisnu soit aussi venue se fixer à Châteaudun, et que notre docteur en théologie lui doive son origine. Un érudit de cette ville m'a dit avoir trouvé ce nom dans les registres et autres archives de la ville; des recherches un peu suivies conduiraient peut-être à établir la généalogie de maître P. Croisnu. Quoi qu'il en soit, sa parenté avec la famille Croisnu de Brou ne peut guère être mise en doute; car on ne comprendrait pas sans cela comment la fabrique de Brou possède son diplôme de docteur. Il est tout naturel, au contraire, de penser qu'à la mort de l'abbé d'Onan ce diplôme fut envoyé, avec les autres papiers du défunt, à ses héritiers, résidant à Brou, lesquels, ne comprenant rien à ce beau parchemin, le déposèrent entre les mains de leur curé pour être conservé dans les archives de la paroisse Saint-Lubin.

On a pu remarquer que, dans tout ce qui précède, le défaut de renseignements précis m'a contraint de procéder par hypothèse. Me serait-il permis, en terminant, d'en faire encore une dernière? Si, quoi qu'on m'en ait dit, il n'y a jamais eu de famille Croisnu à Châteaudun, ne serait-il pas possible que le nom de cette ville indiquât ici, non pas précisément le lieu d'origine, mais la capitale de la province où était né P. Croisnu? Il me semble que, quand on lui demanda le lieu de sa naissance, le docte abbé, au lieu de donner le nom obscur d'une petite localité inconnue à Santa-Fior, au fond de l'Italie, put bien répondre qu'il était Dunois, né dans la juridiction de Châteaudun. C'est ce qui se fait encore à notre époque, où pourtant la science géographique est beaucoup plus répandue, et il n'est pas rare d'entendre un voyageur dire qu'il est de Chartres, d'Orléans, de Bordeaux, etc., tandis que, en réalité, il est d'un humble hameau situé dans la circonscription de ces villes, à quinze ou vingt kilomètres de là (2). Si cette hypothèse était acceptée, on serait alors fondé à prétendre que P. Croisnu est né à Brou, et qu'il est le fils d'un de ces nombreux Croisnu que nous y voyons se succéder pendant trois siècles. Mais, tout en émettant

(1) Mathurin Croisnu, sieur des Maisons, est parrain à Saint-Germain-lès-Alluyes en 1670; son domicile n'est pas indiqué. (Voir Registres de cette paroisse.)

(2) Une preuve évidente qu'il en était ainsi dès le moyen-âge, nous est fournie par le nom bien connu d'Amaury de Chartres. Amaury est né au petit village de Bennes, à dix-huit ou vingt kilomètres de la ville dont on lui donne le nom.

cette opinion, je me garde bien de la défendre, car je reconnais moi-même qu'elle ne repose sur aucun fondement solide. Elle pourrait flatter l'amour-propre des habitants de Brou, qui verraient ainsi un nom nouveau s'ajouter à la liste déjà bien respectable de leurs illustrations ecclésiastiques; mais elle serait en même temps de nature à déplaire aux habitants de Châteaudun, lesquels, en s'appuyant sur le texte même du diplôme, peuvent revendiquer le docteur Croisnu comme une gloire qui leur appartient.

L'Abbé SAINOT.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 27 AVRIL 1880

La réunion a eu lieu à une heure de l'après-midi, dans la Salle du Musée, au château de Châteaudun.

Étaient présents : MM. Coudray, vice-président ; Brossier-Géray, trésorier ; Desbans et Pouillier, membres du Bureau de la Société, et MM. Aumoine, Berger, Clément, le docteur Foisy, l'abbé Lehoux, Alexis Lucas, Edgar Lucas, Renault et Sence.

M. Coudray, vice-président, déclare la séance ouverte.

Il est donné lecture de la liste des publications et des objets adressés à la Société, depuis la dernière réunion générale, à titre de dons ou d'échanges.

OUVRAGES ET BULLETINS

Bulletin de la Société historique et archéologique de la Corrèze ; tome II, 1^{re} et 2^e livraisons.

Mémoires de la Société du Doubs ; 5^e série, 3^e volume.

Bulletin de la Société de la Charente-Inférieure.

Bulletin de la Société archéologique de Béziers ; 1^{re} livraison du tome X, 1879.

Bulletin de la Conférence des Antiquaires de Picardie ; janvier et février 1880.

Congrès archéologique de France ; séances générales tenues au Mans et à Laval, en 1878, par la Société française d'archéologie, pour la conservation et la description des monuments ; un volume in-8°, 1879.

Société des Sciences et des Arts agricoles et horticoles du Havre ; 15^e et 16^e bulletins, 1880.

Revue des Sociétés savantes des départements ; 3^e et 4^e livraisons du tome I^{er} de la 7^e série, 1879 ; et 1^{re} livraison du tome II.

Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais ; tome XVII^e, avec atlas, 1880.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir; février 1880.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie; tome XIII^e, feuilles 28, 29, 30 et titres du XIII^e volume.

Journal des Savants; janvier et février 1880.

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois; 4^e trimestre de 1879 et 1^{er} trimestre de 1880.

Catalogue des médailles de la vente de M. Crignon de Montigny.

Église abbatiale des Bénédictins de Cluny, 1089-1131. (Planche complétant la collection offerte par M. Huteau.)

NUMISMATIQUE

La famille de notre regretté collègue, M. Crignon de Montigny, a bien voulu distraire de sa précieuse collection de médailles, pour en faire don à notre Musée, un lot de pièces du moyen-âge, qui comprend plusieurs monnaies dunoises et vendômoises.

Voici la description de ces pièces, au nombre de douze :

Un denier anonyme de Châteaudun :

+ DVNIOSTILI. Croix. — R Le type à gauche : long pieu dessous, couronne non crénelée au-dessus; à droite et à gauche, une croisette; au centre, un anneau.

Autre denier anonyme de Châteaudun; celui-ci date d'une époque moins reculée et provient d'une fabrique moins barbare :

+ CASTRIDVNM. Croix cantonnée d'un S aux 2^e et 3^e. — R Type à droite. Couronne crénelée; à gauche et à droite, un croissant; au-dessous un M; au centre, un besant.

Une obole de Raoul de Clermont, vicomte de Châteaudun (1259?) :

+ RADVFVS VCONS. Croix cantonnée au 2^e d'un besant et au 3^e d'un signe indéterminé. — R CASTRIDVNI. Type tournois percé en annelets ayant un lys au centre, surmonté d'une croisette; au-dessous, un croissant les pointes en haut, avec un point au milieu.

Un denier anonyme de Vendôme :

+ VIONSAOISTO (les s sont retournés). Croix cantonnée d'un besant aux 2^e et 3^e. — R Type à droite. Au centre, une croisette; à gauche, une bandelette bifurquée, avec un anneau entre les branches; à droite, une rosace entre deux points; au-dessous, trois poteaux et un C.

Cette variété n'est pas décrite dans l'ouvrage de Poëy d'Avant sur les *Monnaies féodales de France*.

Autre denier anonyme de Vendôme :

+ VDONCAOSTO. Croix. — R Même type que la pièce précédente, mais la rosace est remplacée par un croissant, et le C par un S.

Obole de Jean IV, comte de Vendôme :

IOHAN COMES. Type tournois carré; une rosace au centre; en bas, une rosette; en haut, une étoile. — R + VIDOCINENSIS. Croix cantonnée d'un besant au 2^e.

Un denier du comte d'Anjou Foulques IV (1060-1109) ou du comte Foulques V (1109-1129). Il nous est impossible d'attribuer d'une manière certaine, à l'un plutôt qu'à l'autre de ces deux comtes, cette pièce dont le type a été très longtemps perpétué :

+ FVLCO COMES. Croix avec un alpha au 3^e canton et un oméga au 4^e. — R + VRBS ANDGAVS. Monogramme de Foulques.

Un blanc de François I^{er}, duc de Bretagne (1442-1450), frappé à Rennes :

+ FRACISCVS : BRITONV : DVX. R. Targe échancrée à gauche, chargée de huit mouchetures posées 3. 2. 3., et ornée d'un anneau à la naissance de l'échancrure. — R + SIT : NOME : DNI : BENEDICTV. Croix pattée et échancrée dans un cercle.

Un denier de Bretagne, anonyme, frappé à Nantes :

+ DVX BRITANE. Croix ancrée. — R + NANTIS CIVI. Croix.

Aucun document ne permet d'attribuer avec certitude, à l'un des ducs de Bretagne particulièrement, cette monnaie anonyme. Toutefois, le savant auteur des *Monnaies féodales de France* pense qu'elle dut être frappée sous l'administration d'un des trois princes dont les noms suivent : Constance (1186-1196) ; Arthur I^{er} (1196-1203) ou Guy de Thouars (1203-1206).

Un denier de l'abbaye de Saint-Martin de Tours, au type du châtel simple : SCS MARTINVS. Châtel des tournois. — R + TVRONVS CIVI. Croix.

Ce denier de l'abbaye de Saint-Martin de Tours présente dans toute sa pureté le type tournois qu'ont adopté les rois de France pour leurs monnaies, à partir de Philippe-Auguste, et qui, en raison de la vogue immense dont il jouissait, a été employé même en dehors de la France.

Denier des comtes du Maine au monogramme de Herbert :

+ COMES CNEOMANNIS. Monogramme d'Herbert. — R + SIGNVM DEI VIVI. Croix cantonnée d'un besant aux deux premiers, d'un oméga au 3^e et d'un alpha au 4^e.

Un denier en cuivre saussé, œuvre d'un faussaire du moyen-âge.

- M. Delcros a fait don, également, à la Société, d'un assignat de quinze sols.

A cette occasion, un des sociétaires émet le regret de ne voir figurer dans les collections du Musée aucun assignat local. Il existe cependant de nombreuses variétés de ces assignats, et, s'ils sont devenus rares, on peut compter sur le zèle de nos collègues pour aider le bureau à combler cette lacune regrettable.

M. le président propose de voter des remerciements à tous les donateurs et

particulièrement à la famille de M. Crignon de Montigny. Cette proposition est adoptée avec empressement.

La séance est terminée par la lecture de la première partie d'une Notice de M. Cuissard, intitulée : *Les Seigneurs du Puiset depuis l'an 980 jusqu'en 1789.*

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 27 JUILLET 1880

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale, le mardi 27 juillet 1880, à une heure du soir, dans une des salles du Musée, au château de Châteaudun.

Étaient présents :

Au bureau, MM. Coudray, le docteur Raimbert, vice-présidents ; Brossier-Géray, Pouillier et Henri Lecesne ;

Et MM. Allard-Vaumartel, Clément, Durand-Brault, de Lamérie, Auguste Lecesne, l'abbé Lehoux, le comte de Mauny, le comte de Lévis-Mirepoix, Maubert, l'abbé Peuffier, Richard et Sence.

M. Coudray, vice-président, déclare la séance ouverte.

Le Bureau a, depuis la dernière réunion générale, prononcé l'admission de deux nouveaux membres titulaires :

M. FAUGIÈRE, principal du Collège, présenté par MM. le docteur Raimbert et Pouillier ;

Et M. Georges FROMONT, notaire à Bonneval, présenté par MM. Coudray et Brossier-Géray.

Il est donné lecture de la liste des publications et des objets divers qui ont été adressés à la Société à titre de dons ou d'échanges :

PUBLICATIONS

Mémoires de la Société Éduenne, tome VIII, 1879.

Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Limoges, par l'abbé Joseph Nadaud, publié par l'abbé A. Lecler, sous les auspices de la Société archéologique et historique du Limousin, tome IV et dernier, 1880.

BULL., t. III.

Bulletin de la Société d'anthropologie, juillet à décembre 1879.

Journal des Savants, avril et mai 1880.

Société d'agriculture de la Sarthe, années 1879 et 1880, 2^e fascicule.

L'Origine de la Vie, par M. le marquis de Nadaillac, brochure in-8°, 1880 ; don de l'auteur.

Bulletin de la Société archéologique de Touraine, tome IV, 3^e et 4^e trimestres 1879.

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, tome VII, 3^e et 4^e trimestres de 1879.

Œuvres chirurgicales et médicales du docteur Guyon père, volume in-8°, 1879, avec figures ; don de l'auteur.

Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement, année 1880, nos 1 et 2.

Bulletin de la Conférence littéraire et scientifique de Picardie ; mars à juin 1880.

Réparation des dommages résultant de l'invasion, répartition des indemnités, rapport présenté à M. Jules Simon, président du Conseil des ministres, par M. Henry Durangel, vol. in-4°, 1876 ; don de M. Pouillier-Vaudecraine.

Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, 1880, n° 1^{er}.

Revue des Sociétés savantes, 7^e série, tome II, 2^e livraison.

Société des sciences de l'Yonne, année 1879.

Bulletin de la Société de géographie, janvier, février et mars 1880 (par abonnement).

Bulletin de la Société archéologique du Vendômois, 2^e trimestre de 1880.

Bulletin de la Société archéologique du Limousin, 1^{re} et 2^e livraisons du tome V de la 2^e série.

Parents de la bienheureuse Marguerite-Marie Alacoque, et Verosvres, sa paroisse natale, 1 vol. in-8°, 1879.

Mémoires de l'Académie de Nîmes, année 1878.

OBJETS DIVERS

M. Loride a offert à la Société de nombreux fragments de vases en verre de Bohême, trouvés dans des fouilles qui ont été opérées près d'une maison qu'il possède sur les bords du Loir, à Bonneval.

M. Brossier-Géray a fait don à notre Musée des objets suivants :

Un lambris sculpté dont le décor est composé de fleurs de lys alternant avec des rosaces ;

Un feuillet d'une Bible du XIII^e siècle. Ce parchemin recouvrait un livre relié à Saint-Calais ;

Plusieurs monnaies modernes et un petit bronze, très bien conservé, de l'empereur Constans, fils de Constantin-le-Grand :

CONSTANS P. F. AVG. Buste de l'empereur à droite ;

Æ GLORIA EXERCITUS. A l'exergue, TRS. Dans le champ, le labarum placé entre deux soldats.

A la suite de cette lecture, M. l'abbé Peuffier, curé de Civry, et M. Durand-Brault offrent à la Société : le premier, trois assignats ; le second, un parchemin où se trouve nommé un Dunois, René Rousselet, aïeul du maréchal de Châteaurenault.

Il est aussi fait don au Musée :

Au nom de M. Amédée Lefèvre-Pontalis, d'un ouvrage intitulé *Mémoire sur les Antiquités du département du Loiret*, par M. Jollois ; Orléans, 1836, 1 vol. in-4° avec atlas.

Et, au nom de M. le vicomte Reille, de deux inscriptions lapidaires provenant de l'ancien prieuré de Saint-Lubin-d'Isigny.

L'assemblée vote de sincères remerciements à tous les donateurs.

M. le président fait part à l'assemblée de la visite faite, il y a peu de temps, au Musée de la Société Dunoise, par M. Baignières, inspecteur des Musées ; il l'entretient aussi de la conversation qu'il a eue tout dernièrement avec M. Juste Lisch, inspecteur général des Monuments historiques, au sujet de la conservation des ruines du Champdé. M. Lisch est d'avis de renoncer à couvrir la chapelle et de se borner à réparer et à consolider les murailles de l'édifice incendié.

Il est ensuite donné lecture de la deuxième partie du *Mémoire* de M. Cuisard, d'Orléans, intitulé : *Les Seigneurs du Puiset depuis l'an 980 jusqu'en 1789*.

La séance est levée.

LES SEIGNEURS DU PUISET

(980-1789)

CHAPITRE I^{er}

La Féodalité.

Sous les règnes désastreux de Louis-le-Débonnaire et de Charles-le-Chauve, la nation, paralysée par les discordes ou l'imbécillité de ses chefs, plutôt que protégée par leur puissance, dut résister, avec ses propres ressources et sous la seule inspiration de son initiative et de ses besoins, aux nouvelles hordes scandinaves connues sous le nom de Normands ; mais une révolution préparée depuis longtemps s'accomplissait. Ceux qui avaient été jadis les compagnons du prince (*comites*), ses généraux d'armée (*duces*), préposés par lui à la garde des provinces, tous les possesseurs de bénéfices, enfin tous les hommes vaillants et forts, les barons (1) établis à un titre quelconque sur un point du territoire menacé par l'invasion, le défendirent pied à pied avec un acharnement héroïque, comme leur patrimoine.

Par leur vigoureuse résistance, la Gaule fut sauvée dans sa presque totalité d'une nouvelle occupation étrangère ; mais elle n'y gagna qu'un changement de dominateurs. Elle demeura terre conquise, sujette, démembrée en lambeaux, au pouvoir de ces défenseurs d'un jour. Ceux-ci, au moment de la panique, avaient, sous la protection de leurs puissantes épées, ouvert des refuges

(1) Baron vient du mot teutonique *ware*, qui désigne l'homme fort, dans le même sens que le latin *vir* ; grec, *ηρως* ; allemand, *her*.

aux populations éperdues et affolées. Les enceintes fortifiées où, pendant quatre siècles, Rome avait cantonné ses légions en stations permanentes, où plus tard les Gallo-Romains avaient cherché un asile malheureusement impuissant contre leurs premiers envahisseurs, virent tout-à-coup, au IX^e siècle, par la main des Francs, leurs fossés recreusés, leurs ceintures relevées et garnies de haies vives ou de branchages entrelacés autour de bâtiments grossiers, reconstruits à la hâte, en face même de l'ennemi qui approchait. Sur tous les points propices à la défense ou à l'observation, dans les marécages, entre les bras des rivières, à l'entrée des ravins et surtout sur les hauteurs, à la pointe des plateaux, se dressèrent soudain des châteaux-forts (*castella*), berceaux et repaires prochains de la féodalité.

Alors commença cette superposition de droits et de propriétés, cette chaîne d'engagements personnels et de sujétions foncières qui devaient former insensiblement le réseau compliqué des relations féodales. Derrière les remparts inexpugnables du seigneur voisin le plus fort, étaient accourus, les uns après les autres, les barons les moins puissants, dont les ressources épuisées n'avaient plus suffi pour élever une forteresse, et avec eux avaient pris le chemin du château les petits propriétaires libres, assurés d'y trouver la religion et la défense ; mais, s'ils s'étaient recommandés à la protection efficace du seigneur, ils consentaient, en retour, à l'aider dans toutes ses entreprises, à tenir de lui, et dans sa dépendance, leur terre, jusque là franche ; en un mot, à devenir ses hommes.

La caste dominatrice a sans doute par bien des côtés mérité les blâmes de l'histoire : ses vices sociaux, la brutalité de ses mœurs, les funestes résultats de sa constitution militaire, sans cesse évoqués et mis brusquement en regard de nos institutions modernes, en ont fait condamner le souvenir. Il ne faut pas oublier, toutefois, qu'à la place qu'elle occupe dans la succession des époques historiques, la féodalité fut un progrès, et qu'elle exerça de salutaires influences sur les destinées politiques de la chrétienté. Ainsi considérée, elle apparaît comme une réaction violente, il est vrai, mais heureuse cependant, contre l'excès de centralisation, contre l'absolutisme gouvernemental, car c'est elle qui inaugura la vie propre de chaque localité.

Tout donjon devint le siège d'une autorité indépendante. Ainsi le baronnage, involontairement sans doute, mais fatalement, pré-

para la voie aux communes urbaines pour conquérir à leur tour une portion du pouvoir souverain.

Mais ici nous ne voulons pas rappeler la vie de ces seigneurs pendant les intervalles de leurs chevauchées sur les fiefs du voisinage, au retour de leurs services limités à quarante jours dans l'ost du suzerain, durant les loisirs forcés où les entraînaient la Paix de Dieu et la Trêve de Dieu (1). Qui ne se rappelle les brillants tournois de cette époque chevaleresque qu'illustrait la verve poétique des troubadours ?

D'ailleurs, l'Église elle-même se vit amenée par la force des circonstances à modifier peu à peu son existence temporelle et à l'accommoder aux impérieuses nécessités du temps. Le clergé dut s'organiser militairement, au moins pour la défense : il fortifia ses églises et ses couvents, bâtit des maisons fortes dans ses domaines et se choisit dans la classe noble des protecteurs, qu'on appela *vidames*. Malheureusement, cette autorité purement protectrice et élective au début, se constitua héréditairement, et de patron le vidame devint bientôt ennemi et spoliateur. Outre ses dîmes, l'Église possédait, grâce aux donations des fidèles, des biens immenses qu'augmentait sans cesse la piété. Pour les mettre à l'abri des brigandages de ce temps, elle avait recours au bras séculier ; elle choisissait des laïques, hommes de courage, à qui elle confiait ses domaines pour qu'ils les défendissent par la puissance de leur prestige et au besoin par l'épée. Mais ces avoués des monastères et des églises, devenus avides de richesses, firent comme les comtes des rois : ils rendirent leur fonction héréditaire et prirent pour eux le bien dont on leur avait commis la garde. L'Église n'usait alors que d'une arme spirituelle, celle de l'excommunication, dont on ne tarda pas à se moquer, à mesure que la foi diminuait dans les cœurs endurcis.

Toutefois, ce fut un temps bien dur pour le pauvre peuple que

(1) La Paix de Dieu était l'interdiction absolue et perpétuelle de la guerre privée : acceptée d'enthousiasme, elle fut proclamée par les Conciles de Charroux (984), de Limoges (994) et de Poitiers (1000). La Trêve de Dieu date de 1027 (Synode de Roussillon) ; elle défendait la guerre : 1^o du dimanche de la Quinquagésime au lundi après l'octave de la Pentecôte ; 2^o depuis le mercredi précédant l'Avent au coucher du soleil, jusqu'à l'octave de l'Épiphanie ; 3^o pendant tout le reste de l'année, depuis le mercredi au coucher du soleil jusqu'au lundi à son lever ; les jours et veilles des fêtes de la Sainte-Vierge et des Apôtres.

ce Moyen-Age où, malgré toutes les formules, les nobles ne croyaient qu'au droit de l'épée. En théorie, les principes de la relation féodale sont fort beaux, et en réalité ils menaient à l'anarchie, car les institutions judiciaires étaient trop défectueuses pour que le lien de vassalité ne fût pas à chaque instant brisé. Ce fut la cause des interminables guerres, la grande désolation de cette époque, déjà si malheureuse. Chacun pouvait en appeler à son épée d'un tort éprouvé ou d'une sentence qu'il estimait injuste, de sorte que l'état de guerre fut l'état habituel de cette société.

Cantonnés dans des châteaux-forts, couverts d'armures de fer impénétrables, entourés d'hommes d'armes dévoués à leur cause, les seigneurs féodaux, les tyrans, comme les appelle le moine Richer, n'aimèrent que les combats et ne connurent d'autre moyen de s'enrichir que le pillage. Plus de commerce, car les routes n'étaient point sûres; plus d'industrie, car les seigneurs, maîtres aussi des villes, rançonnaient les bourgeois dès que ceux-ci faisaient paraître quelque peu d'opulence.

Avant que les chrétiens partissent pour la contrée d'outre-mer, dit Guibert de Nogent, le royaume de France était en proie à des troubles perpétuels. On n'entendait parler que de brigandages commis sur les voies publiques. Les incendies se renouvelaient chaque jour, et la guerre sévissait de toutes parts sans autre cause qu'une insatiable cupidité. Bref, des hommes avides ne respectaient aucune propriété et se livraient au pillage avec une audace effrénée. Guillaume de Tyr ajoute : « Il n'y a aucune sécurité pour les propriétés : quelqu'un est-il regardé comme riche, c'est un motif suffisant pour le jeter en prison, le retenir dans les fers et lui faire subir de cruelles tortures. Ces brigands, ceints de glaive, assiègent les routes, dressent des embûches et n'épargnent ni les étrangers, ni les hommes consacrés à Dieu. Les villes et les places fortes ne sont pas même à l'abri de ces calamités : des sicaires en rendent les rues et les places dangereuses pour les gens de bien. »

A ce tableau, qui peint admirablement l'état malheureux de cette époque, on peut joindre cette autre considération : Tout régime politique se caractérise à la rigueur par le lieu où il a placé l'exercice du pouvoir. Les républiques anciennes avaient leur agora et leur forum; la grande monarchie de Louis XIV eut son palais de Versailles, où se tenait tout ce qu'on appelait alors la France. Les

seigneurs féodaux eurent leurs châteaux : c'étaient en général d'énormes édifices ronds ou carrés, placés sur des hauteurs pour voir de loin, massifs sans architecture ni ornement, et percés à peine de quelques meurtrières d'où sortaient les flèches. « La porte, dit un savant auteur moderne, flanquée de tourelles et couronnée d'un haut corps de garde, se présente toute couverte de têtes de sangliers et de loups. Entrez-vous : trois enceintes, trois fossés, trois ponts-levis à passer, vous vous trouvez dans la grande tour carrée où sont les citernes, et à droite et à gauche les écuries, les poulailleurs, les colombiers et les remises. Les caves, les souterrains, les prisons, sont par dessous ; par dessus, les logements, les magasins, les lardoirs ou saloirs et les arsenaux. Tous les combles sont bordés de mâchicoulis, de parapets, de chemins de ronde, de guérites. Au milieu de la cour, est le donjon, qui renferme les archives et le trésor. Il est profondément fossoyé dans son pourtour, et on n'y entre que par le pont, presque toujours levé ; bien que les murailles aient, comme celles du château, plus de six pieds d'épaisseur, il est vêtu, jusqu'à la moitié de sa hauteur, d'un second mur en grosses pierres de taille (1). »

Puisque les seigneurs féodaux avaient une telle puissance et que leur autorité était si bien mise à couvert derrière de semblables murailles, il est permis de se demander en quoi consistait le pouvoir royal.

Depuis que l'hérédité des fiefs avait morcelé le territoire et que l'hérédité des offices avait divisé l'autorité, il ne restait plus au roi ni assez de force matérielle, ni assez d'influence pour agir hors de ses propres domaines à un autre titre que celui de suzerain tenant réunies les diverses provinces par le lien féodal qui, sans lui, eût été rompu. Sur ses domaines, il vivait comme les autres seigneurs, faisait des chevauchées d'une de ses villes à l'autre, quand il n'en était pas empêché par quelque seigneur, et n'interrompait ses longs loisirs que par des actes répétés de dévotion, par des chasses dans les immenses forêts qui avaient repris possession du pays, ou par une guerre contre quelque baron du voisinage. Pour le reste du royaume, tout y allait de soi : les seigneurs sur leurs terres, faisant des lois et portant la guerre, jugeant et exécutant sans que le roi s'en mêlât. La dernière loi capitulaire, c'est-à-dire générale

(1) MONTEIL, *Histoire des Français des divers états*, I, 110.

pour tout le royaume, est du temps de Charles-le-Simple, et les plus anciens titres qui nous restent de la troisième race sont postérieurs à l'an 1000; encore ne sont-ce, jusqu'à Philippe-Auguste, que des chartes particulières.

Le royaume de France, moins étendu que l'ancien duché du même nom, n'avait été sous les quatre premiers Capétiens, qu'une province, et non la plus importante. En outre, avant et sous Louis-le-Gros, les rois, sur leurs propres domaines, étaient constamment harcelés par des vassaux turbulents à qui leurs donjons inexpugnables assuraient l'impunité. Mais, avec Louis VI, commence une ère nouvelle. Aussi les mœurs changent, disait Adalberon, l'ordre social est ébranlé. « C'est le devoir des rois, répétait bien haut Suger, de réprimer de leur main puissante et par le droit originaire de leur office, l'audace des grands qui déchirent l'État par des guerres sans fin, désolent les pauvres et ruinent les églises. »

Fort heureusement, deux moyens vinrent en aide à la volonté royale. Les croisades firent partir un grand nombre de seigneurs, dont la mort délivra le pays. Les communautés populaires apparaissaient en même temps.

Le grand souffle de liberté qui remua et souleva à cette époque les masses agglomérées dans l'enceinte des villes, avait aussi réveillé l'âme engourdie des habitants des champs. Les paroisses rurales groupées autour des châteaux et des monastères sentirent à la fois le besoin et la possibilité de se dérober aux vexations des seigneurs, et les gens des campagnes se lièrent entre eux par un serment d'assistance mutuelle contre l'ennemi commun : le baronnage. Mais là s'arrêta le mouvement : ces corporations affiliées ne s'élevèrent nulle part jusqu'à l'organisation communale, comme sous le règne de Louis VII. Les paroisses ne formèrent que des associations défensives; le chef de ces ligues protectrices du foyer domestique, de la propriété et du sanctuaire, fut naturellement le curé, car le peuple était habitué à considérer ses pasteurs comme des chefs, même militaires.

Voilà le secours dont usèrent les rois, et Louis VI fut le premier à comprendre ce que les peuples attendaient de lui : il brisa avec ce passé irrévocablement évanoui, et les droits de ce pouvoir supérieur s'inspirèrent des besoins du moment : le privilège, pour la royauté, de poursuivre l'iniquité, de veiller et de pourvoir à la

sécurité de tous ses sujets et d'intervenir dans les affaires des particuliers, tout en respectant leurs situations acquises pour le maintien des lois éternelles de la justice et de la concorde.

Louis VI, en arrivant au pouvoir, en 1108, vit avec lui la France se relever pour toujours de l'abjection où l'avaient tenue les rois fainéants de la troisième race. La cérémonie de son sacre symbolisa cette rénovation dans la cathédrale d'Orléans. Les évêques assesseurs du métropolitain de Sens ôtèrent au roi son épée et lui en présentèrent une autre avec un sceptre et une main de justice, l'exhortant à employer ces armes et l'autorité dont elles étaient l'emblème, contre les malfaiteurs et pour le bien des églises et des pauvres.

Le roi tint parole : il lutta contre les seigneurs, et surtout contre le seigneur du Puiset, un de ses plus redoutables adversaires : guerre terrible, qui commença à trois reprises différentes. Aussi avons-nous pensé qu'il serait intéressant d'étudier cette famille, dont le souvenir dure encore, et de voir l'histoire de ce vieux donjon en ruines, qui joua pendant deux siècles un rôle important dans notre pays par sa position avantageuse.

En effet, quand on examine, sur une carte du Moyen-Age, le territoire formant le domaine royal, on est surpris de voir l'étonnante ligne de fortifications qui s'étendait de Paris à Orléans et de Paris à Chartres, et figurait une immense forteresse garnie aux extrémités et au centre de redoutables châteaux : c'étaient, d'un côté, Montfort et Auneau, ayant au centre Gallardon, et, de l'autre, Montlhéry et le Puiset, soutenus par le fort de Guinette, à Étampes (1). Tous ces *castella* se ramifiaient même jusqu'à Meung et Beaugency, et constituaient ainsi un réseau sans fin, véritable labyrinthe où le roi pénétrait difficilement et d'où il sortait plus péniblement encore. Chacune de ces demeures seigneuriales a une grande place dans l'histoire de la féodalité, il n'est donc pas étonnant que nous parcourions les annales, pleines de péripéties diverses, des seigneurs du Puiset, dont le pouvoir rayonnait sur toute la Beauce avec une autorité si despotique que sept siècles n'ont pu en faire oublier la mémoire. Sans doute il faut tenir compte du temps et des circonstances ; cependant, il n'est peut-

(1) On trouve, dans une charte de 1042, un témoin signant *Guillelmus de Guinetis castro*. — *Cartulaire dunois*, page 24.

être aucune famille qui, dans un espace si restreint de territoire, ait joué un plus grand rôle à l'époque dont nous avons esquissé les mœurs et les coutumes. « Les maîtres de ce château, disait Suger, par leur infidélité, rendaient les fidèles infidèles, et les infidèles encore plus infidèles : ils savaient, au loin comme de près, réunir tout ce qu'il y avait d'hommes perfides, et faisaient si bien, qu'il ne se passait rien de mal dans le royaume qu'avec leur assentiment et leur concours. Il en résultait un tel embarras et un tel désordre dans les communications entre les habitants de Paris et ceux d'Orléans, qu'à moins de faire route en grande troupe, ceux-ci ne pouvaient aller chez ceux-là, ni ceux-là se rendre chez ceux-ci, que sous le bon plaisir de ces perfides (1). »

Cependant, nous n'entreprenons pas seulement l'histoire des guerres qu'a soutenues un des membres de cette famille contre le roi de France, Louis VI : cet épisode particulier a déjà été traité plusieurs fois dans différents mémoires fort intéressants (2). Nos recherches concernent l'histoire de cette famille entière où nous grouperons tous les faits à l'aide de documents fort importants, nous voulons dire les Cartulaires qui furent pour notre travail la source la plus sûre et la plus féconde (3). Intimement persuadé que les chartes reflètent admirablement l'époque qui les a dictées et que seules elles contiennent les généalogies vainement cherchées ailleurs, nous avons parcouru attentivement tous les documents publiés, avec le regret de laisser encore dans l'oubli nombre de faits relatés par les mains reconnaissantes des moines ; mais les chartes sont loin d'avoir été toutes publiées, et nous gémissons de ce que de nouveaux Guérard ne mettent pas au jour tant de richesses profondément enfouies dans les bibliothèques de la capitale et de la province. Avec ces chartes, que de familles seraient heureuses de retrouver des ancêtres inconnus jusqu'ici ! Que de points d'appui l'histoire générale elle-même n'acquerrait-elle point ! On nous saura donc gré d'avoir mis ces documents à profit pour dire ce que fut, ce que devint cette famille du Puiset, qui intéresse notre pays à tous les points de vue.

(1) *Vie de Louis VI*, chap. VIII.

(2) E. DE TORQUAT, *Revue orléanaise*, première année ; MARC, *Histoire des Guerres du Puiset*, 1841.

(3) Cartulaire de Saint-Père et Cartulaire de Marmoutier pour le Dunois.

CHAPITRE II

Origine du Puiset et ses premiers Seigneurs.

(980-1070)

A la limite des deux départements actuels du Loiret et d'Eure-et-Loir, à deux kilomètres de Janville, sur la route de Toury à Chartres, un pan de mur de quelques mètres couronne une éminence qui étend son ombre triste sur un tout petit village historique : cette éminence factice, à base étroite, mais cependant d'une élévation imposante, supportait le donjon fameux dont nous esquissons l'histoire : il s'appelait le Puiset. Son nom a bien varié dans ses terminaisons : en latin, c'était *Puteolum*, *Puteacum*, *Pusiacum*, *Puisiacum*, *Pusatum*; en français : Le Puiset, Puisat et même Puysiax. Mais, quelle que soit la désinence latine ou française, l'étymologie reste toujours la même : *puteus*, puits, probablement à cause d'une source ou fontaine qui se trouve aujourd'hui encore auprès de l'ancien château et à laquelle les habitants du village : *Puteacenses*, attribuent une vertu (1). Cette origine est plausible, car en Beauce l'eau est rare, et cette source a dû être mise à profit, comme l'histoire le montre pour beaucoup d'autres localités qui n'ont pas d'autre origine.

Du reste, la situation du Puiset était admirablement choisie. A égale distance d'Orléans et de Chartres, sur la route de Paris, ce château dominait au loin sur toute la Beauce, qui s'étendait fertile et féconde comme aujourd'hui encore. Aussi l'Église avait-elle eu soin d'obtenir des donations importantes dans cette riche contrée, et le Puiset se trouvait, suivant l'expression de Suger, « au milieu de la terre des saints. » Notre-Dame de Chartres, Marmoutiers, Saint-Père (2), Saint-Benoît-sur-Loire, Saint-Aignan d'Orléans et la cathédrale de Sens possédaient de petites métairies dont les revenus annuels n'étaient pas à dédaigner. Mais le monas-

(1) *Nomen autem non a puteolo uno aliquo sed a multis puteis aqua salubri abundantibus nec unquam arentibus.* (Notitia Galliar., Adr. VALESII, p. 460.) Suger fait remarquer que, lorsque le château fut démoli, les puits furent comblés : *dirutis mœniis et effossis puteis.*

(2) Ce monastère avait été réformé au X^e siècle par des moines venus de Fleury.

tère qui, à cette époque, jouissait d'une grande influence dans ce pays, par ses possessions, était celui de Saint-Denis. Ses titres remontaient à une époque fort ancienne, puisque la première charte constatant une donation, émane du roi Dagobert : « Li rois Dagoubez, qui à Dieu et à ses sainz estoit devoz, fist Saint Denis héritiers de plusiours viles, come Tivernon, si siet en Orlenois, celle ville li avoit eschangié Saint Fargiau (1), li évesques d'Ostun. » Ce pays avait alors une importance assez grande, si l'on en juge par la richesse de ses souvenirs (2) et par sa vieille église aujourd'hui détruite, qu'une tradition locale assure avoir été construite par des esclaves (3).

A côté de Tivernon, étaient Poinville, Rouvray-Saint-Denis, et, au milieu, pour les protéger, Toury (4), « métairie célèbre, capitale des autres possessions de l'abbaye, siège d'un prévôt, où les pèlerins, les marchands et tous les voyageurs étaient assurés de trouver un gîte et le cordial accueil de l'hospitalité monacale (5). » Précieuse création que celle de ces asiles religieux, dans un temps où les hôtelleries étaient rares, les routes peu sûres et les voleurs toujours aux aguets pour exercer leurs vexations et leurs rapines !

Mais ces possessions si précieuses pour l'abbaye de Saint-Denis avaient été, suivant l'usage, mises sous la garde et la protection d'un puissant seigneur voisin, qui fut très probablement celui du Puiset ; car, ainsi que nous l'avons vu, entouré de tous côtés par

(1) Cet évêque d'Autun n'est connu que par ce document. — *Gallia Christiana*.

(2) On montre encore dans le pays l'emplacement d'un château attribué au roi Dagobert ; aujourd'hui, c'est une ferme appelée le Petit-Bréau, où l'on trouve des briques romaines et d'autres vestiges de constructions anciennes. D'énormes souterrains s'ouvraient autrefois dans des bois environnants, et l'auteur de ce Mémoire en a constaté lui-même l'existence.

(3) Cette église, qui avait subi plusieurs sièges dans les guerres du Moyen-Age, renfermait dans sa nef gauche une peinture à fresque représentant l'entrée solennelle de l'abbé de Saint-Denis.

(4) Ce pays rappelle Philippe Desportes et son neveu Mathurin Regnier.

(5) *Tibernionem scilicet et Tauriacum, Rubridum et Poninevillam Sancto Dionysio donavit.* — *Recueil des Historiens de la France*, II, p. 590 ; III, p. 295 ; IV, 628 ; IX, 559. — *Tauriacus, famosa Beati Dionysii villa, caput quidem aliarum et propria ac specialis sedes Beati Dionysii, peregrinis et mercatoribus seu quibuscumque viatoribus alimenta cibariorum in media strata, lassis etiam quietem quiete ministrans.* — SUGER, *Mémoires sur son administration abbatiale*, ch. XII.

des biens d'églises ou de monastères, placé dans la terre des saints (1), le château du Puiset était admirablement situé pour remplir ce rôle de défenseur qui lui avait été conféré d'un accord unanime par les possesseurs de ces différentes métairies.

Toutefois, il est bien difficile de fixer d'une manière précise l'époque à laquelle fut élevé ce donjon. « Le château du Puiset, dit Suger, ne remonte pas à des temps fort anciens : il a été bâti par la reine Constance au milieu du pays, pour le défendre contre toute attaque (2). » Ce sentiment fut suivi de tous les auteurs qui ont traité cette question, et cependant, pour le soutenir, on n'a que ce document, qui perd beaucoup de son importance, puisque Suger n'est point né à Toury, comme on le croit (3), et que dès lors il n'expose point une opinion locale.

D'ailleurs, un historien plus ancien, Hugues de Sainte-Marie, moine de Fleury-sur-Loire, dit que la reine Constance, après la mort de son mari, prit pour elle une grande partie du royaume, et entr'autres châteaux celui du Puiset (4). Il ajoute même que le roi Henri eut de graves démêlés avec sa mère, au sujet de certaines forteresses, principalement celle du Puiset, qu'il assiégea et reprit (5).

Tels sont les plus anciens documents historiques qui prouvent l'existence de ce château, au commencement du XI^e siècle : mais ne pourrait-il pas avoir été bâti plus tôt ? Pour le prouver, nous n'avons qu'une légende, non pas invraisemblable, mais dénuée de presque toute espèce d'appui.

« Vers la fin du X^e siècle, rapporte l'*Annuaire d'Eure-et-Loir*

(1) *In medio terræ sanctorum constructum.* — SUGER, *Vie de Louis-le-Gros*.

(2) *Id.*, *ibid.* — GUIZOT, *Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France*, VIII ; *Vie de Louis-le-Gros*, chap. XVIII.

(3) On ne trouve aucune indication sur le lieu de sa naissance, ni dans ses écrits, ni dans ceux de ses contemporains : quelques historiens le font naître à Saint-Denis, d'autres à Tours. — A. NETTEMENT, *Vie de Suger*, p. 286. — M. LECOY DE LA MARCHE, *Œuvres complètes de Suger*, p. 380 (note), incline pour St-Omer, d'accord en cette opinion avec M. Guizot, *Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France*, VIII, X.

(4) *Constantia maximam regni portionem in suam post mariti funus detorserat dominationem... Puteolumque.* — *Recueil des Historiens de France*, XI, p. 158.

(5) *Verum rex Henricus cum matre conseruit Constantia, demum vero Puteolum obsedit atque recepit.* — *Ibid.*, p. 159.

pour 1846, Berthe, femme d'Eudes I^{er}, comte de Chartres, se rendant à Pithiviers avec un sien page nommé Gerbert, et qui fut, depuis, pape sous le nom de Sylvestre II, ledit page, égaré par la passion, se laissa aller à des extravagances, et bientôt menacé de la foudre, entouré de follets et de bêtes venimeuses qui naissaient sous sa main, fut recueilli par un bon ermite avec la comtesse qui, par reconnaissance pour l'hospitalité reçue, érigea l'ermitage en abbaye et bâtit auprès un château sous le nom de *Puteolus*, le Puiset. Gerbert prit l'habit religieux dans ce monastère et passa ensuite à celui de Fleury (1). »

Quelque étrange que paraisse ce récit, il mérite cependant que nous le discussions.

Sans doute la comtesse Berthe, qui épousa le comte Eudes après avoir été répudiée par le roi Robert, pouvait se rendre à Pithiviers pour y voir une fille du premier mariage du roi, nommée Éloïse, mariée au seigneur de ce lieu ; mais Gerbert ne l'accompagnait pas, au moment même où l'histoire nous le montre succédant à Grégoire V sur le trône pontifical, après avoir été précepteur du roi Robert à Fleury (2), de l'empereur Othon, et successivement archevêque de Reims et de Ravenne.

Quant à l'ermitage, rien ne s'oppose à ce qu'un solitaire l'ait bâti auprès de la source dont nous avons parlé ; mais il n'y eut jamais d'abbaye proprement dite, bien que des moines aient été appelés et établis en ce lieu, ainsi que nous le verrons.

(1) *Revue orléanaise*, première année, page 185, art. de Ém. de Torquat.

(2) On admet généralement aujourd'hui que Gerbert ne fut jamais moine dans l'Orléanais, que l'épithète latine d'*Aureliacensis*, qui lui est donnée par les vieux chroniqueurs, veut dire qu'il appartient à l'abbaye d'Aurillac, en Auvergne, et ne doit pas être confondue avec celle d'*Aurelianensis*. Cependant rien ne s'oppose à ce qu'il ait été moine à Fleury-sur-Loire ; tout, au contraire, semble confirmer cette opinion, quelque opposition qu'elle rencontre. Robert et Othon ne peuvent-ils pas avoir été élevés ensemble dans cette même abbaye avec Abbon, qui prodigue à ces deux personnages les épithètes les plus amicales, impossibles à expliquer, s'ils n'ont pas reçu la même éducation ? On prétend bien qu'on ne trouve aucune correspondance entre Abbon et Gerbert, mais le maître n'était pas obligé d'entretenir un commerce épistolaire avec l'élève ; puis Abbon partit en Angleterre. D'ailleurs les efforts de Gerbert pour empêcher les troubles à Fleury prouvent assez qu'il se mêlait de ces difficultés parce qu'il y avait enseigné. Fulbert fut son élève à Fleury. Gerbert peut être appelé à bon droit moine orléanais, bien qu'il soit né à Aurillac ; ce qui rehausse encore la gloire du monastère de Saint-Benoît.

De ce mélange, de ces assertions vraies et fausses, apportées sans preuve par le légendaire, il nous serait permis de tirer cette seule conséquence que le château a pu être bâti par Berthe et que Suger a commis une erreur involontaire en attribuant sa fondation à Constance, autre épouse du roi Robert ; toutefois, nous préférons ne pas admettre une opinion assise sur une base aussi peu solide.

Le Puiset, comme château fort, daterait donc de la fin du X^e siècle ou du commencement du XI^e ; mais, à quelle époque une famille seigneuriale a-t-elle pris ce nom ? Il est impossible de l'établir d'une manière absolue. Les seigneurs du Puiset étaient certainement d'une origine fort ancienne, car, aussitôt qu'ils apparaissent dans l'histoire, tous les documents les disent sortis du sang des plus nobles seigneurs de France (1), et alliés par des mariages aux familles de Dol, de Corbeil et de Montlhéry (2). Ce nom est-il postérieur au château, ou bien lui a-t-il été donné à cause de ce donjon, nous ne pouvons affirmer ni l'un ni l'autre. « La reine Constance, dit un historien, ayant bâti cette forteresse à la requête des églises, y entretint une bonne garnison, qu'elle confia au vicomte de Chartres, qui fit si bien son devoir d'empêcher le pillage des terres ecclésiastiques, qu'après son décès ses enfants furent continués dans la capitainerie de la tour du Puiset (3). » Mais tout cela ne nous fournit aucun renseignement précis.

Cependant, il est une chose à remarquer, c'est que la première mention que nous trouvons de ce nom se rapporte à l'époque de la légende citée plus haut. Eudes I^{er}, fils de Thibaut, comte de Chartres, possédait au midi de cette ville un petit couvent bâti dans les vignes en l'honneur de saint Lubin : voulant garantir le dévouement des officiers de sa maison, tout en récompensant leurs services à la guerre et au conseil, il disposa de ce bien en faveur de Foucher, qui se disait abbé par la grâce du comte. Or, Doyen, historien de Chartres, dit que cet abbé était de la famille des sei-

(1) *De nobilissimis Francorum proceribus erat.* — GUIBERT DE NOGENT.

(2) Dom MORIN, page 270, *Histoire du Gâtinais*, a confondu le nom de Puiseaux avec celui du Puiset, pour donner une plus grande illustration au Gâtinais, dont il écrivit l'histoire.

(3) *Antiquitez de la ville, comté et châtellenie de Corbeil*, par J. DE LA BARRE. Paris, 1647.

gneurs du Puiset, et que l'acte précédent date de l'année 980 (1).

Malgré notre désir, nous ne pouvons en croire cet auteur, car rien dans la charte citée (2) ne vient à l'appui de son sentiment, et force nous est de reculer encore de quelques années pour trouver un document vraiment sérieux, bien que ce Foucher soit allié à un seigneur du Puiset, comme nous le verrons bientôt (3), et nous arrivons à l'année 997, qui nous montre un seigneur du Puiset dans la personne du vicomte Hugues I^{er}. C'est donc à cette époque que nous faisons remonter l'origine de cette famille, qui commence en pleine féodalité.

Hugues, en effet, avait deux titres, mais le plus important consistait dans la vicomté de Chartres, qui fut pour ainsi dire comme un apanage du seigneur du Puiset.

La guerre étant alors le principal devoir des comtes obligés d'accompagner le roi dans toutes ses expéditions, leur absence continuelle les força de se faire représenter, pour sauvegarder les intérêts du pays, par des lieutenants appelés d'abord vicaires et ensuite vicomtes. Ces derniers se déclaraient vassaux du comte, à cause du fief dont ils avaient été gratifiés, et exerçaient en son nom la puissance civile et militaire ; ils jugeaient toutes les causes moindres que celles de comte à comte et commandaient tous les vassaux et arrière-vassaux de la province. Le comte les envoyait à la guerre, après avoir reçu d'eux le serment de fidélité.

Telle fut la charge confiée, non pas dans le principe, mais à la fin du X^e siècle, aux seigneurs du Puiset : car, dès 939, on trouve à Chartres un vicomte du nom de Gauzfrid (4), dont le fils eut de fâcheux démêlés, comme vicomte de Châteaudun, avec l'évêque Fulbert (5).

(1) *Histoire de la Ville de Chartres*, par Doyen, p. 139. Chartres, 1786.

(2) Ce même Foucher détacha de cette abbaye de saint Lubin six arpents de vigne qu'il donna à cens à Sigemont, chanoine de Chartres, et à deux religieux de Saint-Père, moyennant trois sous par an. — *Gallia Christiana*, VIII, 293, *instrum.* — *Cartulaire de Saint-Père*, p. 66, 67, 69 et 70.

(3) Dans une donation faite par le vicomte Gelduin, on voit le nom de Foucher appelé par le donateur *propinqui mei*. — *Cartulaire dunois*, p. 21.

(4) La souscription de ce vicomte se trouve au bas d'une charte de Hugues-le-Grand, au profit de Saint-Julien de Tours. — D. BOUQUET, IX, p. 723. — MABILLON, *Annales bénédict.*, III, p. 709.

(5) Il reconstruisit Gallardon et Illiers pour piller les terres épiscopales.

Hugues signe, en cette double qualité de vicomte de Chartres et de seigneur du Puiset, une charte en faveur de l'abbaye de Bourgueil, en l'année 997. C'est, d'ailleurs, tout ce que nous en savons, mais nous pouvons dire que le Puiset jouissait déjà d'une certaine importance, et ce fut peut-être Hugues qui le premier eut la charge et la mission de défendre les terres des saints contre les envahisseurs des biens ecclésiastiques.

Après lui, nous voyons la vicomté de Chartres occupée par Gilduin vers l'an 1019. La mort d'Étienne de Vermandois étant venue fort heureusement restaurer les affaires du comte Eudes, en le rendant maître de la Champagne, ce dernier restait des années entières sans visiter ses domaines de Beauce (1), mais il avait confié ses intérêts au noble Gilduin, seigneur de Breteuil en Beauvaisis, d'une des plus illustres familles de France.

Fils de Eudes II, comte de Blois et de Touraine, et de Ermengarde d'Auvergne, frère d'Étienne, comte de Champagne, et de Thibaut III, comte de Blois, Gilduin prit à cœur sa charge de défenseur ecclésiastique, et signala son existence par une suite de donations importantes qu'il fit ou qu'il souscrivit. En 1025, il signe dans l'acte de fondation de Coulombs; en 1035, dans celui de Pontlevoy; dans celui de Saint-Jean-en-Vallée en 1036 (2). Non content de ces actes, il approuve les donations de Rathier en 1039 (3) et d'Yves de Courville en 1048 (4).

Mais il ne lui suffisait pas d'être témoin de semblables générosités : imitant la *veine aumoniause* du comte Eudes, il céda, pour honorer la mémoire de ses parents (5), aux moines de Marmoutiers, un lieu nommé *Mortis aqua* ou *Mortua aqua* (6), donation

(1) *Lettres de Fulbert*, n° 86, éd. de Villiers, 1608.

(2) Donation du comte Eudes. — *Archives départementales d'Eure-et-Loir, Saint-Jean*, feuille n° 48.

(3) Rathier donnait à Marmoutiers l'alleu de Matersante ou Mersante, village, commune de Saint-Hilaire-sur-Yerre. — *Cartulaire dunois*, chartes XII, LXI, XCIX, C.

(4) Yves donne le moulin de Franchesac à Marmoutiers. — *Cartulaire dunois*, charte CIX.

(5) Son père mourut en 1037 et sa mère en 1040.

(6) Morteuves, hameau, commune de Saumeray. *Hoc autem facio pro redemptione animæ meæ seniorisque mei Odonis, videlicet comitis*. — *Cartulaire dunois*, charte XXI, pages 21 et 22.

qui fut approuvée de sa mère, de sa femme et de tous ses enfants (1). Cet acte avait eu lieu vers l'année 1038. Quelques années après, le même vicomte donnait encore à Marmoutiers l'église de Chuisnes, qui devint un prieuré important.

Bientôt cependant il eut l'occasion de remplir sa charge. Thibaut III, qui malgré ses constants revers prenait le titre de comte palatin, ayant refusé hommage au roi Henri, se révolta contre lui et lui déclara la guerre. Alors le roi envoya, pour défendre ses droits méprisés, Geoffroy Martel, comte d'Anjou, digne fils de Foulques Nerra, qui vainquit et fit prisonnier son adversaire au combat de Bléré, sur le Cher, le 22 août 1044 (2). Pendant la captivité de Thibaut, qui dura six ans, le vicomte Gilduin fit les affaires du comté de Chartres, et, à l'imitation des comtes ses suzerains, il voulut se montrer libéral envers l'abbaye de Saint-Père. Le 29 avril 1046, il donna à ce monastère toutes les coutumes qu'il percevait dans le bourg de Saint-Père, c'est-à-dire les droits fiscaux établis par l'usage, tels que le cens, le tonlieu, le ban du vin (3).

Ainsi, le souvenir de Gilduin fut entouré de pieuses donations qu'il fit d'accord avec sa femme Emmeline, qui est presque toujours témoin. Ce seigneur résida au Puiset, où il avait un prévôt nommé Gui, chargé de lui rendre un compte exact de tout ce qui se passait dans toute l'étendue de ses domaines. Nous voyons encore, à la même époque, un Gauthier *de Puteolo* ou de Puisat, témoin dans plusieurs donations (4), preuve évidente que la seigneurie existait déjà et que le vicomte de Chartres avait une importance fort grande.

Gilduin, touché de la grâce, se fit religieux dans l'abbaye de Saint-Père, qu'il avait enrichie de ses dons et y mourut (5), lais-

(1) *Cartulaire dunois*, charte XXI.

(2) Ou 1042. Quelques écrivains disent que la bataille se donna près de Fréteval.
— *Histoire du Dunois*, par l'abbé BORDAS.

(3) *Cartulaire de Saint-Père*, p. 161, et *Prolégom. de Guérard*, n° 101.

(4) *Cartulaire dunois*, pages 105, 106, 110.

(5) Vers l'année 1048, d'après le *Cartulaire de Saint-Père*. On lit dans l'obituaire de l'église de Chartres : « Le 14 des calendes de juin, mourut Gilduin, lequel de vicomte s'était fait moine, et, pour le salut de son âme et de celle de son fils Ardouin, nous restitua une terre appelée Seignoles. — DOYEN, I, p. 185.

sant cinq enfants, toujours associés à ses pieuses largesses envers les moines, et qui continuèrent la tradition de gloire puisée auprès de leur père. Ce furent Ardouin, Ébrard, Hugues, Gilduin et Galeran (1).

Galeran devint abbé de Saint-Vanne (2), et Hugues obtint l'évêché de Langres ; il mourut le 16 mars 1051 (3), après avoir été l'élève de Fulbert. Quant à Gilduin, il hérita du titre de Breteuil, laissant à ses deux autres frères la vicomté de Chartres et la seigneurie du Puiset.

Ardouin ou Hardouin, fils aîné de Gilduin (4), fut qualifié vicomte, même du vivant de son père, avec lequel il signa toutes les fondations signalées plus haut, et il ajouta, de concert avec lui, la celle de Chuisnes (1048-1060), qu'il possédait en propre (5) ; cette donation en faveur des moines de Marmoutiers fut signée par Guarin, sénéchal du vicomte Ardouin (6). Doyen (7) dit qu'il mourut avant son père, mais nous n'avons trouvé aucun document à ce sujet.

Son frère Ébrard I^{er} devint, à la mort de Ardouin (8), vicomte de Chartres et seigneur du Puiset. Dès l'année 1038 ou 1040, il signe une donation faite par son père ; et il continua, pendant quelque temps, les pieuses traditions de sa famille : ainsi, il est témoin (1047-1060) dans un pacte d'alliance entre les moines de Marmoutiers et les chanoines de Chartres (9). Mais bientôt, dit une charte, avide de nouveautés et de changements, il voulut reprendre deux terres données par son père et son frère Ardouin, l'église de Marolles et l'aleu de Morteuves, sous le spécieux pré-

(1) Tous ces noms nous sont donnés par la charte XXI du *Cartulaire dunois*.

(2) *Histoire littéraire*, VII, p. 27. *Acta SS. O. S. B. sæcul. VI, pars. II*, p. 517. *Qui Walleranus in bello apud Bar castrum vulneratus claudicabat*. — Hugo FLAVINIAC, *Chronic*.

(3) *Gall. Christ.*, IV, et *Histoire littéraire*, VII : « Il fut déposé par le pape Léon IX au Concile de Reims, et se fit moine à Saint-Vanne, auprès de son frère. »

(4) Il est témoin, en 1032, dans une charte d'Agnès, épouse de Ganelon de Montigny, trésorier de Saint-Martin. — *Cartulaire dunois*, p. 91.

(5) *Cartulaire dunois*, charte CX, p. 101.

(6) *Guarinus senescallus Harduini vicecomitis*. — *Ibid*.

(7) *Histoire de Chartres*, I, page 185.

(8) Environ vers l'année 1050 : il avait épousé Elizabeth.

(9) *Archives départementales*, chap. *Registre des Privilèges*, p. 147.

texte qu'il n'avait pas été consulté dans cette affaire (1). Les religieux, jaloux de leurs possessions, crurent inutile de présenter leurs titres, persuadés d'ailleurs que la justice n'est rien auprès de ceux qui ont le pouvoir en main ; ils eurent recours aux prières et aux supplications, afin qu'il les laissât jouir en paix de ces terres. Ébrard I^{er} reconnut ses torts, et, vaincu par leurs raisons, non-seulement il confirma toutes les donations qui leur avaient été faites précédemment, mais même il ajouta ce qu'il possédait, et signa la pièce en présence de Gui, prévôt du Puiset, et de Guérin, sénéchal du vicomte Ardouin, l'année où il succéda à son frère dans la charge de vicomte de Chartres (2).

Il est à croire qu'il ne persécuta plus les moines par d'injustes vexations ; car, en 1070, il donne à Saint-Père, pour cent sous écus et une once d'or, les enfants nés de son serf Gisbert et d'une fille serve du couvent, et la terre d'Ymonville, pour le salut de son âme et de celui de sa femme Humberge et de ses enfants Ébrard II, Hugues I^{er} et Galeran (3). Nous présumons que ces actes furent comme son testament et qu'il mourut peu de temps après ; l'église de Notre-Dame de Chartres le reconnut pour son bienfaiteur et l'inscrivit dans son obituaire (4).

Tels furent les commencements des seigneurs du Puiset : vicomtes de Chartres, ils remplirent leur charge avec dévouement, et l'histoire n'enregistre aucun acte qui nous les montre hostiles au roi ou à leur comte ; seul, Ébrard I^{er} suscite aux moines quelques querelles bientôt oubliées. Mais cette famille rêva de plus hautes destinées : fière de son château et du prestige obtenu sous les comtes, elle se crut l'égale de son suzerain, et nous allons la voir bientôt en lutte ouverte avec le roi de France, et mériter cette réputation que la suite des siècles n'a pu faire oublier.

(1) Ébrard était de mauvaise foi, il avait signé ces actes et consenti aux donations. — *Cartulaire dunois*, p. 21 et 101.

(2) *Cum post mortem Harduini, vicecomitis Carnotensis, frater ejus Ebrardus vicecomitatus suscepisset honorem, sicut animus est mutare statum.* — *Cartulaire dunois*, p. 111.

(3) *Cartulaire de Saint-Père*, p. 159 et 319.

(4) « Le jour de février, mourut Éverard, vicomte, fils de Gilduin, pour le salut de l'âme duquel il nous restitua la terre de Seignoles. Ses fils Éverard et Hugues nous donnèrent à perpétuité Villette. » — DOYEN, I, p. 186.

CHAPITRE III

Les Enfants du vicomte Ébrard I^{er}.

(1070-1074)

Jusqu'ici on peut affirmer que les seigneurs du Puiset ont mené une vie fort tranquille, car nous ne les voyons mêlés à aucune guerre, ce que les chartes n'auraient pas manqué de nous dire, si cela avait eu lieu ; des donations pieuses sont les seules marques de leur existence, et cependant Ébrard I^{er} était allié aux comtes de Troyes (1) ; son nom se trouve dans les chartes parmi les premiers des seigneurs de l'époque, comme le prouvent les différents Cartulaires que nous avons vus. Mais la véritable illustration commence dans la seconde moitié du XI^e siècle, à cette époque célèbre qui enfanta les Croisades.

On venait d'échapper à l'an 1000, et les peuples, heureux de vivre encore après tant de jours de frayeur et d'épouvante, témoignaient leur reconnaissance à Dieu par un redoublement de ferveur et de dévotion : une ère nouvelle semblait s'ouvrir, et, à l'annonce de quelque pieuse découverte de reliques, la foule accourait des provinces voisines. On venait de loin, car le salut, croyait-on, se trouvait au bout du voyage. Peu à peu on s'enhardit à aller plus loin encore : à Saint-Martin de Tours, sur la Loire ; à Saint-Jacques-de-Compostelle, en Galice ; au Mont-Cassin, en Italie ; au Mont-Gargan, aux tombeaux des Saints-Apôtres, à Rome. De là à Jérusalem, il n'y avait plus que la mer à passer. C'était bien périlleux, mais la foi ne comptait pas les périls. Glaber atteste que, dès le temps du roi Henri I^{er}, une foule innombrable venait des extrémités du monde visiter le Saint-Sépulcre, à Jérusalem. D'abord la basse classe du peuple, puis la classe moyenne, puis les comtes, les margraves, les prélats, enfin, ce qui ne s'était jamais vu, beaucoup de femmes, nobles ou pauvres, entreprirent ce pèlerinage, et plusieurs témoignaient le plus ardent désir de

(1) Parmi les laïques témoins dans la charte de Henri pour l'anniversaire de son père, on trouve *Ebrardus de Puteolo, consanguineus meus*. — MABILLON, *De re dipl.*, 585.

mourir à Jérusalem plutôt que de rentrer dans leur pays. Foulques Nerra, comte d'Anjou, y alla trois fois, la dernière en 1039. Robert-le-Magnifique, duc de Normandie, fit aussi ce pèlerinage et mourut à Nice en 1035. Les comtes de Barcelone, de Flandres et de Cambrai tentèrent à leur tour le voyage et réussirent.

Déjà le premier pape français, Silvestre II, avait écrit en vain aux princes une lettre éloquente au nom de Jérusalem délaissée. Grégoire VII, dont l'âme ne concevait jamais que de grandes idées, aurait voulu, lui aussi, délivrer le Saint-Sépulcre. Tous leurs efforts échouèrent, et on se borna à quelques expéditions particulières.

L'évêque d'Orléans Odolric entreprit aussi un voyage en Terre-Sainte, et fut chargé par le roi Robert d'offrir une magnifique épée à l'empereur de Constantinople, qui lui remit de riches ornements pour son église.

Les seigneurs du Puiset montrèrent aussi beaucoup de zèle pour ces lointains voyages, et le fils aîné d'Ébrard I^{er} entreprit à son tour ce pieux pèlerinage.

Ébrard II, vicomte de Chartres et seigneur du Puiset, après la mort de son père, signa avec son frère Hugues, en 1066, une réconciliation demandée par le roi Philippe à l'abbé de Saint-Benoît, en faveur d'un soldat nommé Hervée (1); puis, docile aux avertissements de l'Évangile, il résolut de tout quitter, dans la crainte, dit une charte fort importante, « que ses grands biens ne l'empêchassent de gagner le Ciel. »

Un jour qu'il se trouvait dans sa maison de Blois, il manda ses frères Hugues II et Galeran, et leur abandonna ses titres et ses terres : ayant ensuite distribué aux pauvres tout ce qu'il avait d'or et d'argent, il céda aux religieux de Marmoutiers la moitié de la terre de Nottonville, située en Dunois, et d'une église située à Averdon. Cette donation, qui fut le titre d'un prieuré, jouissait de grands avantages : de tous les pays environnants, se réunissaient à Nottonville les accusateurs et les accusés pour le jugement du fer chaud et le combat des champions avec un bâton et un bouclier; cette coutume s'y observait depuis fort longtemps, et le seigneur de cette terre jugeait en dernier ressort. Après avoir

(1) *Gallia Christiana*, VIII, p. 1,553. — *Cartulaire manuscrit de Fleury*, p. 157.

concéder ce privilège important (1), Ébrard II dit adieu à sa femme, à ses frères et à tous ses hommes, et, en 1073, il partit en pèlerinage, vêtu comme le dernier des pauvres.

Revenu de son voyage à une époque que nous ne pouvons préciser (2), il voulut quitter définitivement le monde et vint à Marmoutiers pour y prendre l'habit monastique; mais il fut obligé d'ajourner son pieux dessein, à cause de l'opposition de son épouse, et comme, d'après les canons, il ne pouvait être moine qu'avec son assentiment, il attendit une occasion favorable. Il resta cependant à l'abbaye avec l'habit laïque, observant la règle dans tous ses points et se livrant à toutes sortes de mortifications.

Sur ces entrefaites, Hugues II, son frère, ayant appris son arrivée, vint le voir au monastère avec Galeran, et tous deux, mus par les touchantes paroles du moine, firent à Marmoutiers des donations abondantes dont ils déposèrent les actes sur l'autel de Saint-Martin, en présence de Robert, fils de Bérenger d'Orléans, de Henri de Pithiviers, et de plusieurs autres seigneurs.

Cependant l'abbé de Marmoutiers, nommé Barthélemy, voulant faire cesser la fausse position où se trouvait Ébrard, vint lui-même au château du Puiset, dans le but d'amener un accord entre Ébrard et sa femme, qui s'était retirée sur les terres de son beau-frère. Il réussit au-delà de ses espérances, car il y rencontra aussi Galeran, qui ajouta de nouvelles donations signées du Puiset, en présence de quatre moines venus avec l'abbé, et de sa suite composée d'un maire, d'un maréchal et d'un cuisinier.

Ces derniers faits se passaient en l'année 1077.

Ébrard devint donc moine de Marmoutiers vers cette époque, et nous l'y trouverons encore en 1095. Ce n'est pas lui par conséquent qui déclara la guerre au roi Philippe, comme le prétendent quelques auteurs (3), encore moins mérite-t-il d'être appelé cou-

(1) *De proximis circumquaque villis ad judicium calidi ferri portandum et ad bellum campionum clipeo et baculo faciendum ex antiquitate semper illic accusatores et accusati conveniant.* — *Cartulaire dunois*, charte XLI, p. 39.

(2) La charte dit : *In qua multo tempore demoratus est.* — *Cartulaire dunois*, charte XLI, p. 39.

(3) La plupart des auteurs postérieurs au XII^e siècle ont voulu, dit Ém. de Torquat, que Hugues, qui fit la guerre à l'abbé Suger, fût fils d'Évrard; ils ont commis une erreur historique que les *Grandes Chroniques de France* et la *Vie de Louis-le-Gros* nous ont aidé à corriger. En effet, Suger, auteur contemporain, fait dire

pable imitateur de ses ancêtres, qui jusqu'ici n'ont fait aucune action digne d'être blâmée.

En effet, l'année même où Ébrard II revêtait pour toujours l'habit monastique à Marmoutiers, mourait dans l'abbaye de Saint-Père un illustre représentant de cette même famille, nommé Gilduin. Descendant par sa mère des nobles seigneurs du Puiset du *Pagus* Orléanais, et par son père des seigneurs de la ville de Dol (1), il avait été choisi pour évêque par les habitants de cette cité, mais son humilité lui fit décliner cet honneur. Il alla lui-même à Rome exposer ses raisons au pape Grégoire VII, qui les approuva (2), et nomma un autre évêque. A son retour d'Italie, il s'arrêta quelques jours chez ses parents d'Orléans et du Puiset, puis, sentant sa fin prochaine, il se fit conduire à Saint-Père, où il rendit son âme à Dieu, le 27 janvier 1077. Les merveilles qui s'opérèrent à son tombeau prouvèrent sa sainteté, et quatre-vingt-dix ans après sa mort ses ossements furent levés de terre et mis en une châsse par l'abbé Foucher qui, ayant été guéri d'une maladie dont il souffrait depuis fort longtemps, pour se montrer reconnaissant envers saint Gilduin, ordonna de brûler tous les samedis un cierge en son honneur (3).

à la comtesse de Chartres, lorsqu'elle se plaint à Louis : « Souvenez-vous de l'opprobre et du déshonneur que le grand-père de Hugues a deversés sur Philippe votre frère. » Or, tous les auteurs s'accordent à dire que le comte du Puiset qui fit la guerre à Philippe, était Évrard ; Évrard est donc évidemment le grand-père et non le père de Hugues surnommé *le Jeune*. Cette conclusion est confirmée par l'annotateur des *Grandes Chroniques*. — *Revue orléanaise*, première année, p. 192.

Tel est aussi le sentiment de J. de Labarre : « La capitainerie du Puiset, dit-il, fut continuée jusques au troisième successeur nommé Évrard, auquel le roi fit quelques difficultés de continuer l'état de vicomte de Chartres et de seigneur du Puiset, à cause des plaintes faites contre lui. Le roi s'étant transporté en Beauce fut battu par lui et contraint de retirer ses prisonniers en le recevant en grâce. » — *Antiquitez de la ville de Corbeil*.

(1) *Mater ejus in Aurelianensi pago de Puteacensium dominorum nobilitate claram dicitur duxisse originem*. — BOLLAND., 27 janv., p. 406.

(2) *Mémoires pour servir de preuves à l'Histoire de Bretagne*, I, p. 44. — *Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, I, 79.

(3) *Histoire d'Orléans*, par J. GUYON, I, p. 334. — DOM LOBINEAU, *Histoire du Duché de Bretagne*, p. 210. — D'ARGENTRÉ, *Histoire de Bretagne*, liv. III, ch. XL. — AUGUSTIN DU PAZ, *Histoire généalogique des Familles illustres de Bretagne*. — ALBERT LE GRAND, *Vies des Saints de Bretagne*, 31 janvier. — BOLLAND., 27 janvier 406-408.

Quel était ce Gilduin, nous n'avons pu le découvrir ; peut-être était-il le neveu de Gilduin, époux d'Emmeline. Quoi qu'il en soit, nous verrons par la suite plusieurs Bretons considérés comme parents des seigneurs du Puiset.

A la noblesse de leur famille, les vicomtes de Chartres joignaient donc la sainteté dans quelques-uns de leurs membres, car nous avons déjà vu deux moines. D'ailleurs, les donations pieuses se continuaient par une sorte de tradition.

En 1077, Galeran, troisième fils d'Ébrard I^{er}, héritier et maître du château de Breteuil, étant venu à Marmoutiers quelque temps après que son frère eut embrassé définitivement la vie monastique, abandonna, en plein Chapitre, tous ses droits sur Nottonville, et céda en pur don, gratuitement, tous les serfs de cette terre : hommes, femmes et leurs enfants, qui pourront être poursuivis et repris, en quelque lieu qu'ils se soient enfuis (1). Cette concession fut inspirée à Galeran par l'amour qu'il avait pour son frère, ainsi que le constate la charte de donation.

La paix et le calme régnaient donc au Puiset ; mais, avec le turbulent Hugues II, les affaires changèrent de face ; son courage et son orgueil élevèrent si haut sa famille, qu'elle devint une des plus nobles de France. Pourtant, il marcha dans les commencements sur les traces de ses ancêtres et imita leur facile générosité. Héritier de la vicomté de Chartres par la renonciation d'Ébrard II, Hugues chercha d'abord à se concilier l'affection des évêques et des moines, dont l'influence était alors d'un grand poids. Outre ce que nous avons déjà dit plus haut, il assista à la donation faite en 1070 par l'évêque Geoffroy de Paris de deux autels à Saint-Germain-des-Prés (2). Puis, ayant bâti dans sa seigneurie, dans son château, une église en l'honneur de saint Martin, il y établit des chanoines qu'il dota richement afin que Dieu, suivant la charte, daignât avoir pitié de son âme et de celles de ses parents. Voici en quoi consistait cette donation : « Toute la terre s'étendant depuis le pont jusqu'à la demeure du prévôt, une partie du cimetière et un grand emplacement pour y élever des maisons ; une partie de

(1) *Ego Walerannus possessor in Francia castri vocabulo Bretulii, ob amorem Domini germanique mei fratris Ebrardi ante paucum tempus monachi in Majori Monasterio effecti.* — *Cartulaire dunois*, charte XXXIX, page 36.

(2) *Histoire de Saint-Germain-des-Prés*, page 57.

la campagne située auprès du château et la dime de deux char-
rues ; devant la porte méridionale du château, un aleu de deux
arpents, le cens et la dime de toutes les vignes, la vente de toutes
les prébendes ; auprès de Monvilliers (village de Denonville), une
partie de terres mesurant deux charrues (1). »

« Ces biens, continue la charte, appartiendront aux chanoines
desservant la basilique, à la condition expresse qu'ils y prieront
Dieu. » On sent que la foi dominait encore ces âmes et qu'elle
constituait une grande partie de l'existence.

Mais, pour garantir cette fondation et lui donner une sanction
quasi légale, Hugues eut recours à l'appui, non pas de son suze-
rain, dont il méprisait peut-être l'autorité, mais du roi son sei-
gneur, et dans ce but il vint à Orléans trouver Philippe, qui
approuva, confirma et scella de son sceau cette charte, en
l'année 1075.

Le château du Puiset avait donc une importance assez grande
à cette époque : c'était une tour d'environ trente mètres, élevée
sur une éminence factice de deux cents mètres de circonférence
à sa base, surmontée d'un donjon de bois qui n'était pas isolé et
sans défense. Les fortifications se composaient d'un rempart, d'une
palissade et d'un fossé large et profond, qui formaient la première
enceinte. Sur la seconde ligne, se dessinait autour du château une
courtine flanquée de nombreuses tours placées de distance en dis-
tance, et longée par un autre fossé profond. Enfin, des travaux
avancés, d'une épaisseur extraordinaire, le protégeaient contre les
assauts ; ceux de la tour avaient deux mètres. Presque toutes ces
dispositions se reconnaissent encore dans les accidents du terrain
actuel ; des cavités et des monticules indiquent la place des fossés
et des redoutes. Sous la tour du château, enfin, étaient les prisons,
qui communiquaient avec d'énormes souterrains débouchant au
loin dans la plaine environnante et faits dans le dessein de faciliter
la fuite en cas de nécessité.

(1) *Dotavit ecclesiam tota de terra a domo Alberti quæ est juxta pontem usque
ad domum Hugonis præpositi, et ex illa unam partem in cimiterio concessit, alte-
ram vero ad ædificationem domuum... juxta castellum campi partem deci-
mamque II. quaducarum, ante portam castelli quæ est a parte meridiei II. arpen-
nos in alodo, censum et decimam omnium vinearum, venditionem prebendarum...*
— Cartulaire dunois, charte CXXXV, p. 125.

Lorsque le seigneur de ce redoutable donjon était absent, un prévôt le remplaçait pour rendre la justice et faire la surveillance, ce qui mettait le château à l'abri d'un coup de main.

Non content de se fortifier ainsi, Hugues rechercha une alliance digne de l'illustration de sa famille. Non loin du Puiset, se dressait fièrement le château de Montlhéry, de tout temps redoutable au roi de France. En effet, Suger disait : « Nous avons entendu le père de Louis dire à son fils : « Allons, enfant Louis, sois « attentif à bien conserver cette tour, d'où sont parties des vexa-
« tions qui m'ont presque fait vieillir, ainsi que des ruses et des
« fraudes criminelles qui ne m'ont jamais permis d'obtenir une
« bonne paix et un repos assuré. » Les maîtres de ce château, par leur infidélité, rendaient les fidèles infidèles et les infidèles très-infidèles : ils savaient, de loin comme de près, réunir ces hommes perfides et faisaient si bien qu'il ne se passait rien de mal dans le royaume qu'avec leur assentiment et leur concours (1). » Telle fut pourtant la maison où Hugues choisit une épouse nommée Alix, *Adelesis* ou *Odelicie*, fille de Guy I^{er} de Montlhéry et sœur de Milon (2).

Cette alliance indiquait assez par elle-même quels étaient les desseins de Hugues. Le seigneur du Puiset devenait avide de renommée et de gloire, il avait su gagner le clergé et les moines par des donations, et, se sentant par la force de son château en état de lutter, il chercha une occasion favorable pour se signaler ; elle se présenta d'elle-même.

Quelques seigneurs, voyant la faiblesse du roi de France, incapable de soutenir son épée, prirent les armes contre lui, avec l'appui du duc de Normandie. Hugues entra dans la ligue et déclara ouvertement la guerre à Philippe. Celui-ci, indigné de voir un de ses vassaux lever l'étendard de la révolte, réunit une armée considérable sous les ordres du comte de Nevers, de l'évêque d'Auxerre et de plusieurs autres comtes et seigneurs. Ces troupes en désordre étant arrivées sur le territoire d'Yèvre, fief dépendant de l'abbaye de Saint-Benoît, commirent toutes sortes d'exactions, violèrent le droit des moines et ne craignirent pas de piller les

(1) *Vie de Louis-le-Gros*, ch. VIII.

(2) *Histoire généalogique et chronologique de la Maison de France*, par le P. ANSELME, III, p. 664.

provisions que les paysans avaient cachées dans l'église. Cette odieuse conduite qu'encourageait l'évêque d'Auxerre demandait vengeance, et saint Benoît, dit le religieux qui nous donne ces détails, ne laissa pas impuni ce sacrilège.

En effet, cette armée s'étant jointe aux troupes royales, on mit le siège devant le château du Puiset où le seigneur Hugues avait rassemblé tous ses hommes. De nombreuses attaques furent tentées contre la place, mais inutilement. Le roi eut beau exciter le courage et enflammer l'ardeur des assiégeants, l'ennemi semblait se moquer des assauts plusieurs fois répétés, et même Hugues, voyant un jour l'armée royale au repos dans le camp, fond à l'improviste avec ses hommes sur les soldats de Philippe qui, surpris en désordre, et effrayés de cette attaque imprévue et des cris poussés par les assiégés, s'empressent de prendre la fuite et courent dans toutes les directions, croyant avoir devant eux tous les gens d'armes de France. Le seigneur du Puiset, joyeux de son attaque, sans laisser à ses troupes le temps de ramasser le butin et les provisions abandonnées dans les tentes, lance sa cavalerie sur les fuyards, qu'il poursuit jusqu'à Orléans, et fait prisonniers tous les chefs de l'armée : le comte de Nevers, l'évêque d'Auxerre et Lancelin de Béaugency, qui furent ramenés au donjon et enfermés dans les prisons.

Philippe était vaincu par son vassal, et cette défaite fut une tache et une honte pour la couronne de France. « Rappelez dans votre mémoire, seigneur roi, disait le comte Thibaut à Louis VI le Gros, l'affront ignominieux que votre père a reçu de l'aïeul de Hugues, c'est-à-dire de Hugues II, quand celui-ci, parjure à tous ses serments, repoussa honteusement Philippe loin du Puiset, qu'il attaquait pour venger une foule d'insultes ; quand, à l'aide de ses nombreux et scélérats parents et de leur factieuse confédération, il contraignit l'armée royale à fuir jusqu'à Orléans et prit près de cent chevaliers, et même, ce qui ne s'était jamais vu jusqu'alors, quelques évêques qu'il garda dans ses prisons (1). »

Ce souvenir, rappelé au roi Louis trente et un ans après l'événement, prouve l'importance du fait accompli par Hugues II, qui, du reste, voulut tirer tout le parti possible de cette éclatante victoire. Le roi vint lui-même au château demander l'élargissement

(1) *Vie de Louis-le-Gros*, par SUGER, ch. XVIII.

des nobles prisonniers, moyennant une forte rançon, ce qui fut accordé, mais Hugues n'y consentit qu'à une condition : que le roi reconnaîtrait ses droits et jurerait de ne pas l'inquiéter. Philippe accepta sans honte ces stipulations, quelque dures qu'elles lui parussent, et demanda même l'aide du vicomte pour l'aider et le soutenir dans sa lutte contre le duc de Normandie (1).

Ces faits se passaient en 1078 ou 1080, et ont pour historien un moine de Fleury nommé Raoul Tortaire, qui fut témoin des événements qu'il raconte : son récit a donc tout le cachet d'authenticité désirable, et, malgré le sentiment contraire des auteurs modernes, nous persistons dans l'opinion que Philippe fut vaincu par Hugues II, et que le comte Thibaut se trompe, ou du moins Suger, en disant que ce fut l'aïeul de Hugues III, c'est-à-dire Ébrard I^{er}, qui mourut vers l'année 1070 (2).

Philippe ne garda pas rancune à son heureux vainqueur : il connaissait son pouvoir, il connaissait aussi la force de son château. Il s'en fit un ami, qui devait l'aider et lui prêter secours et appui dans l'occasion. Hugues se montra digne de la confiance de son souverain.

De graves démêlés surgissaient en France : le roi s'étant uni avec Bertrade, femme de Foulques-le-Réchin, comte d'Anjou, en 1092, Yves, qui venait de succéder à l'évêque de Chartres Geoffroy I^{er}, désireux de rendre à ce siège épiscopal toute la splendeur dont il avait brillé sous le pieux et savant Fulbert, s'opposa de toutes ses forces à ce mariage incestueux, accabla Philippe de reproches amers, et dénonça au Souverain-Pontife les évêques invités à ces noces criminelles, et le légat Roger, qui avait prêté son ministère à la célébration de cette union.

Les créatures de Bertrade humiliée mirent tout en œuvre pour perdre le prélat rebelle à ses affections, et le roi, qu'irritait la conduite d'Yves, d'autant plus que son élection et sa nomination à l'évêché de Chartres étaient dues en partie à ses soins et à ses efforts, se ressouvint du seigneur du Puiset, qui avait déjà des querelles de voisinage avec Notre-Dame. Il paraît, en effet, que l'évêque avait indisposé contre lui les seigneurs du pays chartrain

(1) J. DU BOIS, *Bibliotheca Floriacensis*, ch. XXIV, p. 183. — D. BOUQUET, XI.

(2) V. MARC, dans son *Histoire des Guerres du Puiset*, page 39, soutient aussi que ce fut Ébrard, qui vainquit Philippe.

en voulant faire rentrer son église dans les biens, les privilèges et les droits aliénés par son prédécesseur.

Profitant de cette circonstance tout à fait opportune, le roi ne l'abandonna pas ; mais il était trop prudent pour agir avec violence, il se contenta de priver Yves des revenus de son évêché, de le chasser de son siège épiscopal, et de le dépouiller de tous ses biens. Il jeta alors les yeux sur le fier seigneur du Puiset.

Un jour que l'évêque se trouvait à son château de Fresnay, réduit à la plus affreuse misère, mais ayant un grand cœur pour supporter l'adversité, Hugues II l'enleva brusquement, sous prétexte de se venger du prélat, mais en réalité afin d'obéir aux injonctions du roi, et le jeta dans les prisons creusées sous son donjon (1093).¹

Le comte de Chartres ne s'émut nullement de cette action, qu'il approuvait tacitement peut-être : mais, à la nouvelle de ce forfait, le peuple, soulevé par le clergé et par les principaux habitants de Chartres, prend les armes et veut venir assiéger le Puiset pour délivrer son pasteur prisonnier. Mais Yves s'efforça de comprimer ce mouvement populaire qu'il jugeait inopportun, et de son cachot il écrivait à son tyran des remontrances désintéressées, calmes et solennelles comme la voix de la conscience, tandis qu'en termes touchants il rappelait à ses ouailles que l'incendie et la ruine des pauvres n'apaisent pas Dieu, que la guerre est le fait des loups et non celui du berger, et qu'il saura supporter la prison, la déchéance, la mort même, s'il le faut, plutôt que de laisser verser une goutte de sang pour sa querelle (1).

Tant de courage en imposa au roi, qui fit mettre Yves en liberté (1094) après un an passé au milieu de la plus dure captivité (2). Philippe essaya les voies de la douceur, mais il ne réussit pas mieux, car Yves refusa la médiation de Guy de Rochefort, beau-frère de Hugues du Puiset, et poussa le légat du pape, Hugues, archevêque de Lyon, à frapper Philippe et Bertrade d'excommunication dans le Concile d'Autun (octobre 1094). Le roi, furieux, lâcha de nouveau les Puisetiens (*Puteacenses*) sur les terres de l'église de Notre-Dame. Mais Hugues n'obéit point cette fois. Atteint d'une grave maladie et se croyant sur le point de mourir,

(1) *Lettres d'Yves de Chartres*, n° 20.

(2) *Gallia Christiana*, VIII.

il fit venir en son château du Puiset l'abbé de Marmoutiers, nommé Bernard, et, devant toute sa famille, il signa la charte suivante :

« Moi, Hugues, seigneur du Puiset, frère du moine Ébrard, je donne à Saint-Martin de Marmoutiers l'église du Puiset, construite en l'honneur de saint Martin, l'église de Saint-Victor de Blois et tout ce que je possède auprès de Villepereux ; tout cela pour le salut de mon âme, pour celui de mon épouse Adelesis, et pour celui de mon fils aîné Ébrard et de mes autres enfants Guy et Hugolin. »

Parmi les témoins de cette donation, on trouve Rainald et Tetbald de *Claustro-Puteoli* (1).

Le souvenir de sa lutte contre l'évêque Hugues lui inspira sans doute cette pieuse générosité. On remarquera que ce fut Hugues qui construisit l'église du Puiset, desservie d'abord par des chanoines et donnée ensuite à Marmoutiers. C'était vers la fin de l'année 1094.

A la même époque, Hugues consentit à une donation faite de la terre d'Otrouville par Bernard-le-Flagellé aux moines de Marmoutiers, en présence de Aimeric de Brandelon, de Durand de Spoir et de Ébrard de Levasville (2).

Hugues mourut donc vers cette époque, car nous verrons qu'en 1095 ses enfants fondent son anniversaire dans l'abbaye de Marmoutiers, à la sollicitation de son frère Ébrard le moine.

Tel fut ce seigneur qui éleva le Puiset au rang des châteaux les plus célèbres de France : sa famille comptera parmi les plus nobles, et la réputation qu'il commença ne fera que se développer, car sa femme et ses enfants continuèrent la lutte contre le pouvoir royal et contre les puissances ecclésiastiques avec une audace qui a été blâmée, nous le concevons, mais aussi avec un courage et un héroïsme qui eussent été dignes d'une meilleure cause. Que l'histoire rappelle les vices des grands, c'est son devoir, mais elle ne doit pas oublier leurs vertus, et les seigneurs du Puiset eurent les uns et les autres double raison pour ne pas trop s'élever contre ceux-là et négliger celles-ci. La tradition semble injuste en ce

(1) *Cartulaire dunois*, charte CXLIV, p. 133.

(2) *Cartulaire dunois*, charte LI, page 40, et charte XLII, page 40.

point, et la suite des événements nous montrera des héros, chantés par les historiens des croisades, comme aussi elle nous donnera à critiquer. Tels sont d'ailleurs tous les faits historiques : une famille qui a brillé durant trois siècles peut considérer sans honte quelques taches à son blason qu'entoure tant d'éclat.

CHAPITRE IV

Les Enfants de Hugues II

(1094-1110)

Les enfants de Hugues II : Ébrard III, Hugolin ou Hugues III, Guy, Galeran, Gilduin et Humberge eurent une destinée très variée.

Humberge, remarquable par sa piété et ses vertus, épousa Wallon de Chaumont et partit avec son mari en Terre-Sainte (1).

Galeran fut seigneur de Villepreux, et, en cette qualité, il donna à Saint-Martin-des-Champs la terre d'*Alnetum*, auprès de Saint-Cloud (2) : il partit ensuite en Terre-Sainte.

Gilduin se fit moine dans cette même abbaye de Saint-Martin et obtint en faveur de ce monastère une donation de son frère Hugues III, en l'année 1108 (3).

Gilduin embrassa la réforme de Cluny et se rendit à ce célèbre monastère, qui ne tarda pas à vénérer en lui une profonde piété ; la noblesse de sa famille lui faisait un devoir de se distinguer encore plus par ses vertus. Aussi fut-il bientôt nommé prieur de Lupercy, près de Paris : mais, les honneurs devenant pour lui une charge, il y renonça volontairement, et préféra l'obéissance au commandement. Sur ces entrefaites, il reçut la visite de son frère

(1) *Histoire de la Maison de Châtillon*, par DUCHÊNE, l. II, ch. XI, p. 31 ; Paris, 1621.

(2) *Cartulaire de Saint-Martin*, feuillet 14^e, et *Histoire générale* du P. ANSELME, VI, 42.

(3) *Antiquitez de la ville d'Étampes*, par le R. P. Barnabite D. FLEUREAU ; Paris, 1683.

Galeran, qui lui communiqua le projet qu'avait formé Hugues de partir pour la Terre-Sainte. Aussitôt Gilduin sollicita du vénérable Ponce, abbé de Cluny, la permission d'accompagner ses frères dans ce pieux pèlerinage, et il s'embarqua avec eux.

Bientôt ses mérites lui attirèrent l'estime des seigneurs et il fut nommé abbé de Notre-Dame-de-Josaphat (1). C'est en cette qualité qu'il assista au Concile tenu à Naplouse en l'année 1120 (2). Étant venu à Édesse, l'archevêque de cette ville, à la suite d'une révélation, lui remit des reliques de saint Étienne pour l'abbaye de Cluny; mais Gilduin, qui voulait mourir en Terre-Sainte, confia le précieux dépôt à un autre moine de Cluny, nommé Frotmund. En quelle année cessa-t-il de vivre, nous n'avons pu le découvrir (3).

Quant à Guy, il fut, par son père Hugues, destiné à l'église de Notre-Dame.

A cette époque, il arriva qu'un grand nombre de vieux seigneurs, faisant un retour sur leur vie mondaine, laissèrent à des mains juvéniles la lance et l'épée, et revêtirent l'habit monastique : tels furent Gilduin et Ébrard II. Les nobles matrones s'affiliaient aux monastères par quelque donation ou s'y faisaient porter à l'heure de la mort et obtenaient par grâce insigne la promesse d'une place dans l'église d'un simple prieuré, ou dans le cimetière des religieux.

Comme on se faisait pauvre et peuple pour arriver plus facilement à Dieu, qu'on n'oubliait jamais, même quand on persécutait ses serviteurs, quelques regards de commisération étaient jetés sur les vrais pauvres et le vrai peuple par les nouveaux convertis à l'humilité chrétienne, de sorte qu'on pouvait déjà dire que le soldat de Dieu, consacré par l'ardeur militante des scolastiques, n'était plus une métaphore.

Mais d'autres, qui n'abandonnaient pas le métier des armes, se

(1) « L'abbaye de Notre-Dame de Josaphat estoit des moines de l'ordre de Saint-Benoît et dépendoit immédiatement du patriarche de Jérusalem; l'abbé portoit mitre, crosse et anneau, et devoit cent cinquante sergents de service de guerre. » — DU CANGE, *Familles d'Outre-Mer*, p. 819, édition Rey.

(2) *Gildonus, electus abbas Sanctæ Mariæ de Valle Josaphat.* — Guillaume DE TYR, dans le *Recueil des Historiens occidentaux des Croisades*, p. 532.

(3) *Bibliotheca Cluniacensis*, p. 565, 600 et 1644; Paris, 1614.

sentant peu d'inclination pour la vie religieuse, consacraient cependant un de leurs enfants au service des autels, comme gage de leur foi et de leur dévouement.

Hugues, pour suivre le courant religieux qui se glissait dans tous les esprits comme l'enthousiasme, crut devoir offrir, lui aussi, un de ses enfants à l'Église, ainsi que déjà il en avait donné un autre au monastère, et jeta les yeux sur Guy, le troisième de ses fils, en qui il crut reconnaître un goût plus décidé pour la piété, et qui fut attaché au Chapitre de Chartres ; c'est en cette qualité qu'il signa une charte, de l'an 1100, du comte Étienne abandonnant, avant son second départ pour la Terre-Sainte, la remise du droit que possédaient les comtes de Chartres sur les biens des évêques, lorsqu'ils décédaient (1).

Mais Guy ne tarda pas à se dégoûter de la vie que son père lui avait choisie, et, violant la promesse faite à Dieu, il quitta le cloître de la cathédrale et exerça contre l'Église toutes sortes de persécutions. Yves de Chartres, pour arrêter un pareil scandale, le retranscha de l'Église par une sentence d'excommunication qu'il voulut rendre plus solennelle en demandant au pape Paschal de la confirmer et de la sanctionner. « Votre Paternité doit savoir, lui disait-il, que Guy du Puiset a quitté et déserté la milice cléricale pour se livrer à toutes sortes de vices : non content de ce sacrilège, il sévit sans honte et sans retenue contre les veuves et les orphelins, et commet d'effroyables exactions contre les possessions de Notre-Dame. » Il le conjure donc, ajoute-t-il en terminant sa lettre, il le supplie avec les plus pressantes instances, d'approuver ses actes et d'écrire aux évêques de Paris et d'Orléans, afin qu'ils agissent de même envers Guy, et poursuivent de leur excommunication une semblable abomination (2).

C'était l'arme dont se servait alors le clergé et dont parfois il abusait, aussi perdait-elle son effet par suite de l'emploi trop fréquent qui en était fait. Guy brava toutes ces sentences et épousa la fille du vicomte d'Étampes, qui lui apporta en dot et cette ville et le château, de telle sorte que Montlhéry, Étampes et le Puiset formèrent dès lors une ligne infranchissable entre Paris et Orléans, défense qui pouvait braver le roi et par là même servir d'appui

(1) DOYEN, *Histoire de Chartres*, p. 267.

(2) *Lettres d'Yves*, n° 204.

aux projets que faisaient les insatiables maîtres de ces châteaux-forts.

Cependant Guy avait acquis de la faveur auprès de Louis VI ; car, comme il se trouvait à Fleury avec tous les grands du royaume, pour les obsèques de Philippe, il signa plusieurs donations importantes du roi au monastère, et son nom est écrit parmi les premiers (1) ; mais sa vie ne fut pas remplie de péripéties comme celle de ses deux frères Ébrard et Hugues ; plus calme, ami de la paix, il termina ses jours dans l'oubli.

Ébrard, au contraire, qui succéda à son père comme vicomte de Chartres et seigneur du Puiset, soutint noblement le haut rang auquel Hugues II avait élevé sa famille, et ne craignit pas de lutter contre l'évêque de Chartres trop jaloux de ses droits et zélé défenseur des privilèges ecclésiastiques.

En effet, Payen de Regmalard, voulant jouir d'une terre donnée au Chapitre de Chartres par Ermengarde, femme du seigneur de Semboon, demanda le secours d'Ébrard et celui de Hugues de Gallardon pour défendre sa cause, et soutint son assignation devant Yves, avec une audace inouïe, bien que sa prétention fût dénuée de fondement. Le prestige de ses défenseurs allait faire juger la cause en sa faveur, lorsqu'il fut confondu, et avec lui tous ceux de son parti (2). C'était en 1093.

Alors s'élevait dans toute l'Europe catholique un mouvement insolite : Pierre l'Ermite remuait par ses prédications les cœurs faciles à émouvoir, et ses récits enflammaient le courage des chevaliers français. Le pape Urbain acheva ce qu'avait commencé le moine, et Ébrard, animé de l'enthousiasme qui gagnait les seigneurs, résolut de partir à la croisade. Ébrard, son oncle, qui était toujours religieux à Marmoutiers, et n'oubliait pas les intérêts de son monastère, prit avec lui plusieurs moines, entre autres Bernard-le-Flagellé, et vint trouver son neveu pour l'engager à faire quelques donations à Saint-Martin. Aussitôt que Ébrard apprit cette démarche de son oncle, il le prévint en allant au-devant de lui avec trois de ses hommes, Godefroy-le-Breton, son parent, Odon de Malesherbes et Adelard, son prévôt de Chartres, et le rencontra non loin de Blois. Le moine lui exposa l'objet de

(1) *Gallia Christiana*, VIII. — Cartulaire manuscrit de Fleury, en 1108.

(2) DOYEN, *Histoire de Chartres*, I, 260.

sa venue et lui remontra qu'il fallait fonder l'anniversaire de son père qui venait de mourir ; que, jusqu'ici, Marmoutiers avait prié pour lui par reconnaissance, mais qu'il était juste et convenable de montrer de la piété et de l'affection pour son père en consacrant son souvenir par une donation régulière.

Ébrard III entra dans les vues de son oncle et donna tout ce qu'il possédait à Marolles et à *Periacum*, les serfs et les serves, les terres cultivées ou incultes, les maisons, les vignes, les revenus, les coutumes, et tout ce qui lui appartenait dans ces métairies : il ajouta une vigne située auprès de Saint-Victor et une maison *in foro Blesi*. Comme preuve de cet acte (1), il prit le couteau d'Odon et le mit dans la main de son oncle, puis dans la main du moine Bernard, en présence de plusieurs témoins (1095).

Après cette donation, Ébrard et son neveu prirent le chemin du Puiset. En passant par Allaines, ils apprirent qu'une difficulté s'était élevée entre les moines de Marmoutiers et le cellerier de Neuvy ; elle fut tranchée au château en présence de toute la famille du Puiset, où se trouvaient alors Adèle, Hugues III, Gilduin, Galeran et leur parent Godefroy-le-Breton. Une charte fut dressée et signée par Albert, sénéchal d'Allaines, Hildegair, prieur de la *celle* du Puiset, Herbert, prêtre du Puiset, Godefroy de Villeau et son serviteur nommé Quartus, et Robert de Chouzy (2).

Cette démarche du moine Ébrard fut probablement le dernier acte de sa vie : il reprit la route de Marmoutiers, après avoir consacré la donation d'un moulin sur la Conie (3), et mourut laissant dans sa famille et dans le monastère un souvenir vénéré.

Son neveu Ébrard III, ayant ainsi consacré la mémoire de son père, vendit au roi, moyennant cent livres, l'abbaye de Morigny,

(1) *De quibus omnibus ibidem posuit donum in manu domni Ebrardi avunculi sui, per cultellum Odonis supradicti militis sui, atque ipsum cultellum misit nobis per manum domni Bernardi Flagelli monachi.* — Cartulaire dunois, charte CXLIX, p. 137.

(2) *In colloquio quodam apud villam quæ Halenæ dicitur habito.* — Cartulaire dunois, p. 138.

(3) *Cirographum de molendino facto simul in aqua quæ dicitur Connia. Actum anno ab Incarnatione Domini M XCV.* — Cartulaire dunois, ch. CXLVIII, page 136.

qu'il possédait en fief (1), et partit pour la croisade à la fin de septembre 1096 avec le comte Étienne, Rotrou, fils du comte du Perche, et une foule de seigneurs de la Beauce, du Gâtinais et du Blésois.

Tous les historiens des guerres sacrées parlent de la noblesse du seigneur du Puiset (2) et le mettent parmi les porte-étendard (3) les plus dignes de cette première expédition.

L'armée, s'étant mise en marche, arriva bientôt à Constantinople où elle fut choyée par l'empereur Alexis ; puis les croisés entrèrent dans l'Asie-Mineure (1097). Bientôt se livra une sanglante bataille dans la vallée de Gorgoni ; déjà les chevaliers fuyaient en désordre, ne s'attendant pas à rencontrer de la résistance dans une expédition qui n'avait, ils le croyaient du moins, d'autre but que celui de satisfaire leur piété et de contenter leur dévotion. Mais, sans compter avec le danger, le comte de Chartres ranime ses troupes surprises et, soutenu de Rotrou et d'Ébrard, ramène la victoire et fait triompher l'armée chrétienne. Dès lors le seigneur du Puiset fait des prodiges de valeur. Autour d'Antioche, dont on entreprit le siège, il faillit être pris : les croisés étaient allés à un tournoi non loin de la ville, car on n'oubliait pas les plaisirs sur la terre étrangère. Ébrard, n'écoulant que son audace, luttait en excitant ses compagnons d'armes, lorsque, tout à coup, ils furent enveloppés par les ennemis, qui les surprirent. Cessant aussitôt leurs jeux, les nobles chevaliers, Ébrard en tête, courent sus aux infidèles, qui s'enfuient au plus vite.

(1) *Emit eam ab Ebrardo de cujus feodo pendebat, qui dominus Puteolo habebatur et Jerusalem proficiscebatur... Eam ab Ebrardo Puteoli domino centum libris emit.* — *Chronic. MAURINIAC.*, apud *Recueil des Historiens de France*, XII, pages 68 et 79. — Cette vendition n'eut pas lieu en 1108, comme l'indiquent les annotateurs.

(2) *De viris majoribus qui tamen comites non erant ad idipsum Deo placitum obsequium sponte se obtulerunt inclity viri et nobiles, fuere Hebrardus de Pusato.* — *Recueil des Historiens des Croisades*, p. 46.

(3) *Legionum primicerii, vexilla bajulantes, viri nobiles et inclity et in usu armorum commendabiles fuere dominus Ebrardus de Pusato.* — *Recueil des Historiens des Croisades*, p. 46. — Son nom fut écrit de différentes façons : en latin, c'était *Erardus de Pusiaco*, *Evrardus de Puisiaco*, *Evrardus de Pusato*, *Everardus de Pusato*, *Ebrardus de Puteolo*, *Hubrardus de Pusato*, et *Hebrardus de Pusato*. En français : *Evrat del Puisat*, *Esvrard del Puisat* et *Esvrart de Puysiax*.

Un jour, dit Guillaume de Tyr, l'armée était devant la Porte-du-Chien, il s'agissait de passer le Pont-de-Fer; Ébrard, bravant tous les traits, les pierres et les flèches des ennemis, se précipite à la tête des troupes chartraines et se tient l'épée à la main jusqu'à ce que tous les hommes aient franchi ce redoutable passage. Mais sa témérité lui coûta la vie. Ébrard commandait la dixième légion sous les ordres du comte Rotrou, lorsque l'armée résolut de tenter un dernier effort contre Antioche. Les Chartrains voulant effacer la honte qu'avait attirée sur eux la lâcheté de leur comte Étienne, qui s'était enfui (1), se précipitèrent aveuglément à l'assaut, et le premier croisé qui pénétra dans les murs fut Foucher ou Foucart Boël, beau-frère de la vidamesse Hélisende, noble Chartrain, qu'ont célébré tous les historiens (2). Après lui, venaient Tancrede, Bohémond, Raimbauld Croton (3) qui, plus tard (15 juillet 1099), devait le premier escalader les remparts de Jérusalem, et Ébrard du Puiset. Ce noble seigneur, aveuglé par son courage héroïque, ne put éviter la mort et mourut d'un coup de cimeterre au moment où il plantait triomphalement son étendard et encourageait du geste et de la voix ses compagnons à le suivre : c'était le 28 juin 1098 (4). Il laissa une fille, Adelaïde, qui se distingua par sa douceur et sa piété; elle est nommée présente à la donation que fit son mari, Roger de Montgommery, à l'abbaye de Saint-Évroult et à celle de Shreuwsburg en 1083 (5). Nous verrons plus tard son fils.

(1) MICHAUD, *Histoire des Croisades*, I, 329, *Foucher de Chartres et la Chanson d'Antioche*.

(2) *Raymond d'Agiles, Raoul de Caen*, § 62; MICHAUD, I, 418. — Collection GUIZOT, volume XXIII, p. 139.

(3) Après avoir nommé Foucher, *la Chanson d'Antioche* ajoute :

Puis est montés Tangrès et après Buïemont
Et après ices trois monta Raimbaus Creton,
Li quens Rotrous del Perce, après monta Yvon
Et Evrars du Puisas...

Chanson d'Antioche, du pèlerin RICHARD (XII^e siècle), renouvelée par GRAINDOR DE DOUAY (XIII^e siècle), édition P. Paris, 1848, II, p. 112 et 113. — Ce Raimbauld Craton était vraiment de Chartres. — *Cartulaire dunois*, charte XCIV, p. 85, en 1114.

(4) Le lignage d'outre-mer se trompe en lui donnant le titre de comte de Jaffa, qui appartenait à Amaury, depuis roi de Jérusalem.

(5) *Histoire généalogique* du P. ANSELME, III, 289.

Après la mort d'Ébrard III, la seigneurie du Puiset et le titre de vicomte de Chartres échurent à Hugolin ou Hugues III, le dernier des enfants de Hugues II.

Pendant la croisade, l'évêque de Chartres avait vécu dans une intermittence de bons et de mauvais rapports avec ses voisins. Adélie ou Alix de Rochefort (1), veuve du vicomte Hugues II, gouvernait la maison du Puiset en l'absence de son fils Ébrard. Héritière de l'esprit turbulent de son mari, et jalouse de maintenir dans sa famille une gloire qui comptait déjà plusieurs générations, cette châtelaine ne craignit pas de s'exposer plusieurs fois aux censures ecclésiastiques. Elle était d'ailleurs dignement secondée dans ses entreprises par son fils Hugues, qui ne demandait pas mieux que de continuer la querelle de son père. D'un caractère ardent, âme guerrière et intrépide, Hugues III ne se contentait plus des domaines de sa famille et cherchait tous les moyens capables d'arriver à ses fins. L'occasion, du reste, semblait tout à fait favoriser ses vues ambitieuses : Philippe régnait toujours, endormi dans ses plaisirs et son indolence ; le seigneur du Puiset n'avait rien à craindre d'un roi qui conservait le souvenir de sa défaite et n'osait se mesurer avec lui. Mais l'œil vigilant de l'évêque de Chartres surveillait attentivement toutes ses démarches aventureuses.

Il était dans la destinée d'Yves d'avoir à lutter sans cesse contre les seigneurs du Puiset. Hugues, poussé par sa mère, lança ses hommes sur les terres ecclésiastiques avec d'autant plus d'assurance et de sécurité que, tous les seigneurs les plus puissants ayant quitté le royaume pour aller en Terre-Sainte, il se croyait assuré d'une complète impunité. Aussitôt les Puisetiers, dociles exécuteurs des ordres de leur maître, exercent d'affreux brigandages, renversent les maisons des pauvres serfs des monastères, coupent ou arrachent les arbres fruitiers, emportent le blé des greniers et brûlent les moissons, dont la flamme brille au loin dans la campagne. La terreur et l'épouvante remplissent tous les cœurs : aucune voix n'ose s'élever pour protester contre de pareils attentats.

Ce fut alors que l'évêque Yves jugea qu'il fallait faire intervenir l'autorité de l'Église : il demanda au pape la permission de l'ex-

(1) *Histoire généalogique* du P. ANSELME, III, p. 664.

communier. Muni de pleins pouvoirs, il mit en interdit toutes les terres de Hugues, et écrivit à Raimbert, archevêque de Sens, d'agir de même (1). Sa lettre à ce prélat étant demeurée sans résultat, Yves lui envoya un second message et le supplia, humblement prosterné à ses pieds, de frapper Hugues qui, n'étant retenu par aucune honte ni par la foi qu'il lui doit comme évêque, marche sur les traces de ses ancêtres, et rend le mal pour le bien : il espère, dit-il, en terminant cette lettre, que ses prières ne seront pas vaines, puisqu'il s'agit de l'Église de Dieu, que Hugues sera excommunié et que l'office cessera à Méréville, terre dépendant du Puiset (2).

Yves en agit de même avec Foulques, doyen de Paris (3), et avec Sanction, évêque d'Orléans, qui obéit aussitôt en lançant l'interdit sur le Puiset.

Cependant ces mesures de rigueur n'étaient pas toujours approuvées. Ce même évêque d'Orléans lui disant qu'il outrepassait ses droits en excommuniant Adélicie, qui n'était point de son diocèse, Yves lui réplique aussitôt qu'il a été forcé de le faire par les injustices que cette dame du Puiset commet sans cesse contre les biens de l'Église : d'ailleurs il a, dans cette circonstance, exécuté les ordres du Souverain-Pontife. Sa conduite n'est donc pas répréhensible (4).

Sanction étant mort, Jean II, qui lui succéda, recommença de nouveaux griefs contre l'évêque de Chartres qui, devenu plus doux, était rentré en grâce avec Adélicie, tout en maintenant l'excommunication contre son fils (5). En outre, Yves voyait avec peine que Hugues se riait de ses censures, et que le clergé n'imitait point sa conduite militante. Les moines et les clercs du Puiset bravaient l'interdit de leur évêque, célébrant des messes, ensevelissant les morts et même recevant du saint chrême de prêtres d'un autre diocèse (6).

(1) *Lettres d'Yves*, n° 76 : *Adeliciam Puteacensem dominam et Hugonem*.

(2) *Secundum mores suorum semper mala rependens pro bonis, quem nec pudor humanus, nec fides quam mihi debet ut domino*. — *Lettres d'Yves*, n° 111.

(3) *Lettres d'Yves*, n° 112.

(4) *Lettres d'Yves*, n° 75.

(5) *Lettres d'Yves*, n° 62.

(6) Durant l'interdit, aucune cérémonie religieuse ne devait se faire. Hugues écrivit à Yves une lettre dans laquelle il lui disait : *Puteacensibus oapellanis et*

Tout à coup Yves apprend avec une sorte de frémissement et de rage que l'archevêque de Lyon, Hugues, qui était en même temps légat du Pape, a levé l'excommunication et l'interdit qu'il avait lancés contre le seigneur du Puiset. « Je pourrais, lui écrit aussitôt le fougueux prélat, vous demander raison de votre conduite étrange. Ces hommes sacrilèges, excommuniés par mes voisins et par moi, vous les avez, à mon insu, rendus à l'Église : c'est ainsi que par vous le crime demeurera impuni et que les sacrilèges déjà tant de fois commis se renouvelleront avec plus de cruauté qu'auparavant (1). » Cependant Yves était vaincu, car Hugues le légat trouva moyen de le brouiller avec le Pape, et l'évêque de Chartres, comprenant, mais un peu tard, que la douceur l'emportait sur la violence, surtout chez un ministre de l'Évangile, fit sa paix avec le seigneur du Puiset qui fut heureux de rentrer en grâce et d'obtenir son pardon, en abandonnant quelques-uns de ses droits aux religieux de Saint-Père. Ce monastère, qui avait souffert sans se plaindre les vexations injustes de Hugues, profita de ses bonnes dispositions momentanées pour faire rentrer, successivement et par la douceur, dans son domaine les vicaries d'Ymonville, d'Abouville, de Dammarie et d'autres lieux usurpés, et même obtint du vicomte la renonciation à la tutelle générale que ce seigneur exerçait sur toute la Beauce (2). Cet acte pieux fut le seul que signa Hugues, bien différent en cela de ses frères ou aïeux qui, d'après un usage respectable, ne voulaient pas mourir sans avoir donné quelque terre à l'Église.

Tous ces événements se passaient en l'année 1096 ou 1097.

La paix régna plusieurs années, par suite de la mort d'Adélicie : d'ailleurs, les nouvelles des croisades excitaient la curiosité universelle. La réputation de bravoure acquise par Ébrard et son trépas glorieux avaient augmenté la gloire militaire que possédait déjà la maison du Puiset. Hugues, qu'enflammaient ces récits chevale-

clericis litteras direximus et divinum officium, excepto parvulorum baptismate et infirmorum visitatione, ibidem fieri prohibimus. — Histoire des Gaules, XV, p. 95.

(1) *Prædam in me et in Carnotensem ecclesiam factam jure possem a vobis repetere prædictos sacrilegos a me et coepiscopis communione privatos me nescio reddidistis ac per hoc scelerum impunitorum ad perpetranda majora sacrilegia relaxastis. — Lettres d'Yves, n° 60.*

(2) *Cartulaire de Saint-Père, p. 240, 241.*

resques, eut l'intention de prendre la croix pour continuer les succès de son frère; mais le comte Etienne venait d'avoir la tête tranchée (18 juillet 1102) (1), sa femme Adèle, entourée de vassaux mal intentionnés, peu soutenue du reste par ses parents d'Angleterre et de Normandie, toujours en guerre, restait seule avec sept enfants mineurs et, suivant la coutume du temps, voyageait beaucoup : elle laissa l'autorité à Hugues.

Le seigneur du Puiset, habile à profiter des moindres circonstances, vit s'évanouir ses pensées de prendre la croix et jouit tranquillement du plaisir d'étendre sa domination sur toute la Beauce. Son pouvoir devenait supérieur à celui du roi; les alliances de sa famille lui valaient un rang fort illustre, l'ambition le poussa encore à commettre des injustices contre le clergé.

Adèle venait d'avoir des différends avec les chanoines, et Hugues, joyeux de se trouver en conformité d'intention avec sa suzeraine, embrassa ses idées et défendit sa cause avec ses armes ordinaires, qui étaient le pillage et la dévastation. L'excommunication devint une seconde fois son régime habituel. Yves, homme de savoir, mais avant tout homme d'action, sut parler à Hugues le langage d'un ministre du Ciel, qui ne transige ni avec les mots ni avec les faits, et, voyant ses prières et ses supplications repoussées, lança un nouvel interdit qui resta sans effet comme le premier. Car les bandits à la solde du seigneur du Puiset pillaient impunément et interceptaient les chemins de telle sorte que l'évêque de Chartres ne put se rendre au concile assemblé d'abord à Sens, puis à Paris (1104), pour réconcilier le roi avec l'Église (2).

Une circonstance imprévue vint encore délivrer Yves de son redoutable ennemi et lui laisser le temps de s'occuper en paix du soin de son église.

Bohémond de Tarente, prince d'Antioche, s'étant rendu en France au commencement de l'année 1106, avait épousé Constance, fille du roi, et, à cette occasion, la comtesse de Chartres déploya une magnificence digne de la noble maison de Thibaut-le-Tricheur. La cour de France n'eut qu'à se louer de la veuve d'un prince qui

(1) MICHAUD, *Histoire des Croisades*, II, 34. — Ce seigneur, dont la conduite avait été pleine de honte, était retourné en Terre-Sainte, où il expia noblement sa lâcheté et sa faiblesse d'un moment.

(2) *Lettres d'Yves*, nos 124 et 141.

possédait autant de châteaux *que l'année a de jours*. Après la cérémonie nuptiale, le prince d'Antioche, debout sur les marches de l'autel de la Vierge, invita les assistants à suivre l'exemple des premiers croisés, et tous les chevaliers, Hugues à leur tête, prirent la croix.

Mais, avant son départ, le seigneur Hugues, comprenant qu'il avait des torts à expier, voulut faire amende honorable à l'évêque Yves, qui lui accorda avec bonheur le pardon de ses crimes et même fut chargé de terminer un différend survenu entre lui et Rotrou, comte du Perche (1).

Yves de Courville ayant donné aux moines de Thiron, nouvellement établis, des terres relevant du fief de Hugues, celui-ci approuva et ajouta une concession (2).

Tout étant réglé, Hugues partit en Terre-Sainte avec son épouse Manilie, fille de Hugues, dit *Cholet*, comte de Roncey (3), qui, malgré son état de grossesse, voulut imiter un grand nombre d'autres dames. Arrivée en Apulie, elle eut un fils qui, étant très délicat, ne put être transporté et faire le voyage d'outre-mer; il fut laissé chez le seigneur de Bohémont, son parent.

Cependant, le vicomte et sa femme parvinrent en Orient où ils furent accueillis avec joie par le roi Baudouin. Aussitôt le seigneur du Puiset résolut de marcher sur les traces de son frère, et se signala tellement dans plusieurs occasions que le roi lui donna la ville de Jaffa avec ses dépendances, pour lui et pour ses descendants par droit d'héritage (4). Hugues ajouta à tous ses titres celui de comte de Jaffa ou Joppé, premier du nom, comme on le désigne

(1) Il s'agissait de la revendication faite par chacune des parties du droit de protection d'un casement situé près de Courville, que s'arrogeait Rotrou. Hugues et le seigneur de Courville portèrent plainte au tribunal de l'Église, tandis que le comte du Perche en appela à la comtesse Adèle. De là une guerre que soutint pendant la croisade Guy d'Étampes, frère de Hugues, et qui tourna à l'avantage de Rotrou.

(2) *Archives départementales de Chartres, cartulaire de Thiron*, inventaire nos 92 et 93, et manuscrit 394, un volume contenant un résumé de ce cartulaire (Bibliothèque d'Orléans).

(3) *Histoire généalogique de France*, par le P. ANSELME, II, 757. — Hugues du Puiset était parent du roi Beaudouin II, par sa mère Adèle, sœur de Melissende.

(4) Guillaume DE TYR, l. XIV, ch. 15, dans le *Recueil des Historiens des Croisades*; Henri NUNTINDON, l. VII, 374; *Art de vérifier les dates*, art. *Sire de Montlhéry*.

quelquefois. Son séjour en Palestine ne fut pas de longue durée, car il mourut bientôt, au moins après l'année 1110; on voit dans un acte du 20 septembre de cette année Baudouin confirmant le don fait aux Hospitaliers par Hugues du Pusath ou du Puiset, d'un *casal* situé dans le territoire d'Ascalon, et ce même Hugues est le premier des témoins qui signent cette charte (1).

Sa veuve resta quelque temps encore en Terre-Sainte, où le roi lui fit épouser le comte Albert de Namur, un des nobles seigneurs qui avaient pris la croix. Ce prince eut aussi la ville de Jaffa, mais sans porter le titre de comte de Joppé, qui devait revenir au fils de Hugues et de Manilie, laissé en Apulie (2).

Le P. Anselme ne parle que de ce fils, et tous les historiens tombent d'accord en ce point : mais André du Chesne (3) lui en donne trois autres : Gaulthier du Puiset, vicomte de Chartres, mort sans enfants, Galeran, sieur de Villepreux, et Humberge du Puiset, que nous n'avons vus mentionnés nulle part et qu'il a confondus avec les enfants de Hugues II.

(1) *Codice diplomatico del sacro militare ordine Gerosolimitano*, par Sébastien PAOLI, I, n° 2, pages 2, 452, 453, et n° 30, p. 32.

(2) *Recueil des Historiens des Croisades*, p. 633.

(3) *Histoire de la Maison de Châtillon*. — Paris, 1621, livre II, chapitre XI, page 31.

CHAPITRE V

Les Guerres de Hugues IV avec le roi Louis VI

(1110-1111)

Avant de partir pour la croisade, Hugues III avait confié le soin de ses affaires à son frère Guy d'Étampes (1); mais les titres de vicomte de Chartres et de seigneur du Puiset étaient passés sur la tête de son neveu, le jeune Hugues, fils d'Ébrard III, qui contribua plus puissamment que tous les autres membres de sa famille à donner aux Puisetiens cette sombre réputation qu'a conservée l'histoire.

L'Église de Chartres jouit pendant quelques années d'une paix qu'elle ne connaissait plus depuis longtemps : les monastères respiraient et augmentaient leurs domaines par suite des donations que leur faisaient à l'envi les Croisés pour racheter leurs fautes passées et se préparer un heureux pèlerinage. Le pays du Puiset ne voyait plus les hommes de son seigneur arriver chargés des dépouilles enlevées aux serfs et aux églises. Adelard, un de ceux à qui Hugues confiait l'exécution de ses ordres sanguinaires, faisant un retour sur lui-même, s'était donné, avec tout son bien, à Saint-Père, en 1097, à la condition que l'abbé Robert fournirait annuellement à sa femme et à ses enfants deux mesures de froment à prendre dans la cour de Germignonville (2).

Ce calme n'était qu'apparent, signe avant-coureur de l'horrible tempête qui allait se déchaîner.

En effet, le suzerain et le vassal, Thibaut IV et Hugues IV, tous deux jeunes, tous deux dévorés d'ambition, se sentaient d'humeur à batailler; ils ne cherchèrent pas longtemps une occasion favorable à leurs hardis et audacieux projets, elle se présenta d'elle-même. Et, ici, nous allons raconter une suite d'événements étranges, d'incidents extraordinaires, qui nous montreront admirablement ce qu'étaient au commencement du XII^e siècle et la féodalité et la royauté : l'une, puissante et orgueilleuse de ses triomphes passés et de ses nombreuses et faciles victoires; l'autre, faible, sans appui,

(1) *Antiquités de la ville, comté et châtellenie de Corbeil*, par J. DE LA BARRE.

(2) *Cartulaire de Saint-Père*, p. 429.

livrée à ses propres forces, mais pleine d'habileté et mettant à profit pour sa cause les changements opérés lentement, mais d'une façon toujours croissante, dans la société en formation. La féodalité avait abusé des réels services rendus à la France, tandis que la royauté semblait se mourir et disparaître; mais les temps étaient changés. Celle-là était parvenue à une telle hauteur que sa chute devenait inévitable; celle-ci, au contraire, semblable à ces concrétions qui sont l'ouvrage des siècles et qui offrent une solidité et une consistance d'autant plus grandes que le temps a réuni goutte à goutte, pour ainsi dire, ses éléments constitutifs, celle-ci monte laborieusement, mais enfin elle s'élève, grandit chaque jour sur les débris épars qu'ont amoncelés les ruines de son ennemie.

Les circonstances offraient donc d'elles-mêmes un enchaînement de faits qu'il importe de développer, et si le comte de Chartres et le seigneur du Puiset se montraient heureux de déployer leurs sentiments chevaleresques, il y avait justement à la tête des affaires de France un autre prince jeune et batailleur, Louis-le-Gros, qui comptait bien réprimer les excès des grands vassaux voisins des domaines de la couronne.

Philippe, son père, venait de mourir, le 29 juillet 1108. La dissolution de ses mœurs, qui mettaient au tombeau ce roi à peine sexagénaire, l'avait rendu méprisable et inutile à ses sujets pendant la plus grande partie de son long règne : il avait compris, d'ailleurs, son indignité. La basilique de Saint-Denis lui parut une sépulture trop glorieuse, et il demanda à être enterré à Fleury-sur-Loire, sous la puissante protection de saint Benoît, espérant de la sorte échapper à l'éternel châtement de ses iniquités par l'intercession de l'austère fondateur des observances monastiques. Louis, par reconnaissance pour ce monastère qui voulait bien accepter et recueillir la dépouille mortelle de son père, lui fit de nombreuses donations en présence des évêques accourus à la cérémonie et de nombreux seigneurs, parmi lesquels se trouvait Guy, chargé de représenter son neveu Hugues IV. Avec ce roi, la France allait enfin se relever pour toujours de l'odieuse abjection où l'avaient tenue les rois de la troisième race et ceux de la seconde. La cérémonie du sacre, qui eut lieu à Orléans cinq jours après les funérailles, symbolisa cette rénovation. « Les évêques, assesseurs du métropolitain de Sens, ôtèrent à Louis son épée et lui en présentèrent une autre avec un sceptre et une main de justice, l'exhor-

tant à employer ces armes et l'autorité dont elles étaient l'emblème, contre les malfaiteurs et pour la défense du bien des églises et des pauvres. »

Louis eut bientôt des démêlés avec le sénéchal Guy de Rochefort, dont il avait répudié imprudemment la fille, Lucienne. Guy était le grand-oncle de Hugues : ce dernier entraîna son suzerain Thibaut dans cette querelle. Mais Adèle, sa mère, le contint pour quelque temps dans le devoir. Furieux de la retraite de son seigneur, le vicomte Hugues, qui était jaloux de l'appui que le clergé et les moines prêtaient au roi, ne put contenir sa colère et se mit à ravager impitoyablement l'Orléanais et la Beauce. Bientôt il n'y eut pas dans le royaume de France de nom plus exécré que celui du seigneur du Puiset, qui cherchait à effacer par son indigne conduite toute la gloire de ses ancêtres et à faire revivre le souvenir de leurs brigandages en les surpassant par ses cruautés inouïes.

La barbarie de ses gens d'armes et de ses exécuteurs avait presque dépeuplé la contrée ; la rapacité du maître assouvie, c'était au tour de son sénéchal, puis de son prévôt et même de chacun de ses hommes, à satisfaire la leur. Les récoltes entières des manants étaient consumées. La taille achevait de les ruiner : il devenait impossible de vivre sous la tyrannique domination de ce monstre, qui poussait l'inhumanité jusqu'à contraindre les pauvres gens qu'il avait dépouillés à transporter eux-mêmes dans les magasins du château le fruit de ses rapines et de ses déprédations.

« Comme l'agréable fruit d'un arbre de bonne qualité reproduit sa saveur et son parfum, quand on transplante la souche de cet arbre ou qu'on greffe avec ses branches, de même la méchanceté et l'iniquité, qu'il faudrait partout extirper, se propagent et conservent leur amertume originale en passant d'une nombreuse suite de scélérats à l'un de leurs descendants. Il en était ainsi de Hugues du Puiset, homme méchant et riche seulement de sa propre scélératesse et de celle de ses ancêtres. Il ne cessait, comme un mauvais rejeton, d'imiter son père en tout genre de malice : ceux que son père déchirait à coups de fouet, lui, plus cruel encore, il les perçait de dards. Et néanmoins son ascendant sur ces misérables populations était immense. Il régnait par la terreur de son nom et des souvenirs de sa race, et nul de ses sujets n'osait lui refuser son service pour des coups de main où tous souhaitaient de le voir échouer. Devenu d'autant plus arrogant

qu'il opprimait impunément avec la dernière dureté, il osa s'avancer jusqu'aux derniers excès du crime où ceux qui font le mal ne peuvent plus se soutenir et tombent renversés. »

Ces plaintes amères étaient un peu exagérées : on sent, en effet, que c'est une victime qui parle et qui avait le plus grand intérêt à agir de la sorte pour obtenir vengeance et satisfaction.

Un homme parut, avec l'intention bien arrêtée de diriger vers un même but tant de colères sourdes que l'isolement rendait impuissantes : cet homme résolu fut Suger. Les seigneurs du Puiset devaient toujours rencontrer sur le chemin de leurs excès un personnage influent, évêque ou moine, qui retardait leur marche imprudente et y opposait d'insurmontables obstacles.

Né dans une condition qui ne faisait pas présager de hautes destinées, Suger fut, à l'âge de dix ans, présenté comme oblat au maître-autel de l'abbaye de Saint-Denis en France. Bientôt on le mit, pour étudier, dans le prieuré de Saint-Martin-de-l'Estrée, établi à un mille environ de l'abbaye, et qui servait de retraite aux religieux âgés et infirmes. Ses heureux talents le firent remarquer de bonne heure par son abbé, qui l'emmena à Saint-Denis, où il étudia en compagnie de Louis, fils de Philippe I^{er}. Il était dans la destinée de ces deux hommes de vivre longtemps ensemble : peut-être formaient-ils alors les projets qu'ils réalisèrent plus tard, du moins ils vivaient dans une douce union et une pieuse amitié.

A l'époque où nous ont amenés les événements, l'un avait la couronne de France, l'autre venait d'être appelé de la prévôté de Berneval à celle de Toury.

Suger, dans la *Vie de Louis* qu'il composa lui-même, nous a donné beaucoup de détails que nous chercherions vainement ailleurs. Aussi le suivrons-nous comme notre seul guide au milieu des nombreuses difficultés que présentent les faits, bien que son récit sente un peu l'exagération, d'ailleurs pardonnable à une personne blessée dans ses droits les plus sacrés (1).

(1) M. Lecoy de la Marche a publié, en 1867, pour la *Société de l'Histoire de France*, les œuvres complètes de Suger, d'après les manuscrits. Cet ouvrage contient d'abord les œuvres propres de Suger : sa *Vie de Louis-le-Gros*, le mémoire sur son administration abbatiale, un opuscule sur la consécration de l'église de Saint-Denis, ses lettres et ses chartes. Des appendices fournissent les indications des lettres adressées à Suger et des chartes ayant rapport à lui. Suit une *Vie de Suger*,

En effet, dit Suger, Hugues, ne tenant aucun compte ni du Roi de tous les hommes ni du roi des Français, attaqua la très noble comtesse de Chartres et son fils Thibaut, qui refusaient de seconder ses criminelles entreprises, ravagea toutes leurs terres jusqu'aux portes de Chartres, et porta partout, avec une insolence assurée de l'impunité, le pillage et l'incendie. Le châtelain dans son manoir, le serf dans sa chaumière, le prêtre dans son presbytère, menacés sans cesse, se virent forcés de fournir un aliment presque quotidien à la rapacité de ce noble brigand. Les domaines sacrés ou le patrimoine des saints, tels que les biens des communautés religieuses et des églises, malgré le respect général qui assurait leur intégrité, furent ravagés impitoyablement. Les cultivateurs, assurés de ne pas profiter des fruits de leurs travaux, négligeaient de confier à la terre la semence ordinaire, et les fermes, abandonnées par leurs tenanciers, restaient désertes. Les victimes refoulaient la plainte au fond de leurs cœurs pour ne pas être jetées dans les noirs cachots préparés par le vicomte du Puiset. Enfin, les propriétaires puissants des domaines ravagés, las des brigandages incessants de Hugues et menacés dans leur fortune, se coalisèrent et portèrent leurs doléances au pied du trône.

Il est facile de voir que Suger se complait dans les détails des atrocités commises par son ennemi personnel, parce qu'il voulait pour ainsi dire forcer le roi à prendre la défense de sa cause. Et certainement, dans tous les actes qui vont suivre, Suger jouera le principal rôle, car ses intérêts étaient le plus en jeu.

Il y avait déjà trois ans que les domaines du roi et du comte, tout aussi bien que ceux de l'Église de Chartres, de la prévôté de Toury, de Saint-Père, de Saint-Aignan, de Saint-Benoit et de Sens, étaient exposés à de continuelles déprédations, sans que les troupes combinées de Thibaut, de l'évêque et des abbayes fussent parvenues à repousser le loup-cervier du Puiset. Le roi eut beau donner à Saint-Père, en 1111, des lettres de protection contre de telles violences (1) ; tout fut inutile. Alors il se forma entre les principales

par le moine Guillaume, son secrétaire. Pour les citations de Suger, nous nous sommes servi de la traduction faite par Guizot dans la collection des *Mémoires relatifs à l'Histoire de France*, VIII, Paris, 1825.

(1) Charte datée d'Orléans et faite en présence du sénéchal Ansel de Garlande et d'autres grands officiers du royaume. (*Cartulaire de Saint-Père*, p. 719).

victimes des déprédations du baron une ligue dont la comtesse de Chartres et son fils Thibaut prirent l'initiative avec d'autant plus d'empressement qu'ils étaient plus que personne intéressés à se débarrasser de ce cruel voisin.

Reconnaissant que par lui-même il avancerait peu s'il n'avait le secours du roi, le comte se rendit en toute hâte auprès du monarque, qui se trouvait à Étampes (1), et, avec l'appui de sa mère qui, dans tous les temps, s'était montrée dévouée à la couronne royale, le supplia de l'aider et lui représenta que sa famille s'était acquis des droits à sa protection par ses nombreux services. Puis, rappelant adroitement l'affront qu'avait essuyé son père, Philippe, sous les murs du Puiset, il ajouta que maintenant les gens des pays de Blois, de Chartres et de Châteaudun, qui, d'ordinaire, combattaient sous les bannières de Hugues, non-seulement l'abandonnaient, mais encore étaient prêts et disposés à servir le roi; que, si le prince voulait, il pourrait facilement venger ses propres injures et celles de son père en détruisant ce château de triste mémoire dont tous désiraient le renversement.

Le monarque, ému de ces paroles du comte et de sa mère, promit de s'occuper de leurs plaintes et réunit à Melun un Parlement. Là vinrent tous ceux qui détestaient le joug odieux de Hugues : l'évêque de Chartres, Jean II d'Orléans, Daimbert, archevêque de Sens, Adam, abbé de Saint-Denis, Guillaume I^{er} de Saint-Père, Albert de Saint-Jean-en-Vallée, Étienne de Garlande, doyen de la collégiale de Saint-Aignan d'Orléans, et Boson II, élu abbé de Fleury en présence du roi, venu pour assister à la translation des reliques de saint Benoît. Ces prélats, accompagnés de Suger, se jetèrent à genoux devant Louis et le supplièrent humblement de réprimer l'audace de Hugues du Puiset, d'arracher de la gueule de ce dragon indomptable les prébendes que la munificence des rois et des peuples avait assignées aux serviteurs de Dieu dans la Beauce fertile en froment, de tout faire pour affranchir les terres des

(1) Le roi était à Étampes, en 1111, où il confirma une donation du brenage de Montarville faite à Saint-Jean-en-Vallée, devant le comte Thibaut, Gui du Puiset, frère de Hugues et vicomte d'Étampes, de Girard Boel, fils de la vidamesse Héliende, d'Yves de Courville, de Nivelon, d'Ursion de Fréteval, de Goslin de Lèves, de Hugues de Saint-Cloud et de Hugues Mauvoisin. (*Archives départementales, cartulaire de Saint-Jean*, inventaire n° 82.)

prêtres asservies par la cruauté de ce Pharaon et de rendre à leur première liberté, lui vicaire de Dieu, les biens de Dieu dont tout roi est l'image vivante. D'ailleurs, si Louis dédaignait de punir les torts faits à sa personne, l'honneur du roi autant que l'intérêt de ses sujets malheureux l'obligeait à châtier le sire du Puiset.

Ce discours fit impression sur le monarque; quittant aussitôt l'assemblée, il demanda conseil aux grands officiers de la couronne, qui lui remontrèrent encore que les gens du pays, retenus seulement par la peur sous la bannière de ce seigneur sans foi, profiteraient de la première occasion et surtout de l'intervention royale pour tourner leurs armes contre l'oppresseur et sortir d'une odieuse servitude.

Louis vint bientôt rejoindre les prélats, qui attendaient avec anxiété, et leur déclara que les injustices de Hugues criaient vengeance et qu'il fallait mettre un terme à tant d'années d'oppression.

La guerre contre le seigneur du Puiset fut donc décidée. Suger, qui avait été l'âme et le promoteur le plus ardent de toute cette affaire, reçut l'ordre de retourner à Toury, de fortifier promptement ce poste et d'y placer une bonne garnison, composée tant des troupes royales que de celles de l'abbaye de Saint-Denis. Le prévôt eut le commandement militaire de cette place improvisée.

Cependant, le roi, autant pour opérer une diversion que pour se conformer aux règles féodales, cita le baron coupable devant le tribunal de ses pairs, où Hugues se garda bien de paraître : il fut alors condamné par défaut à la perte de son fief. Après cette vaine formalité, Louis prit position à Toury, organisa ses troupes et commença l'attaque, tandis que Thibaut, de son côté, amenait tous les soldats qu'il pouvait rencontrer, et dont le nombre se grossissait, à chaque pas, des mécontents et des opprimés.

La plaine autour du Puiset offrait alors un étrange spectacle : aussi loin que la vue pouvait s'étendre, ce n'étaient que soldats, que machines de guerre. Mais une chose surtout devait étonner, nous voulons dire la présence des roturiers dans l'armée royale. Il fallait, en effet, que le nom de Hugues fût bien odieux, ses forces redoutables et la hauteur de son château imposante, pour réunir autant de guerriers et d'hommes d'armes, qui naguère encore brisaient leurs épées et se montraient des héros en Terre-Sainte contre les mécréants. C'est que contre le violateur des lois divines

et humaines s'étaient ligués tous les intérêts : l'Église, la royauté, le peuple.

On voyait les tenanciers, les vilains, groupés par paroisses autour de leurs curés devenus soldats, « car les provoires dou païs (les curés) avec la communeté des parroches estoient venuez en l'ost » (1) marcher au même titre que les barons à cette guerre sainte commandée par la foi et par l'humanité.

Mais, à côté des hommes d'armes brillamment équipés, montés sur de robustes chevaux, protégés contre les coups de l'ennemi et armés pour l'attaque, combien mesquin et insuffisant était l'accoutrement de ces soldats d'aventure ! Malgré ce commencement d'émancipation opéré par la nécessité du temps, encouragé par la haute sagesse de l'Église et par son équité, accepté bientôt et mis à profit par la puissance royale, bien des préjugés pesaient, et pour de longs siècles encore, sur les milices roturières, et l'outillage des vilains ne comportait guère, avec les arbalètes, que des armes défensives. La plupart de ces paysans retournaient contre leur oppresseur les instruments de travail, la hache et le hoyau, dont il leur avait rendu impossible le pacifique usage : beaucoup même, suivant Suger, n'avaient qu'un bâton ferré ou bien un pieu aiguisé.

Malgré ces armes primitives, ces soldats d'un jour avaient une force, qui était la communauté. Cette association, qui faisait au siège du Puiset sa première apparition régulière, ne comptait que quelques années d'existence, et notre pays peut avec justice se glorifier d'avoir senti le premier ce grand souffle, cette féconde aspiration de la liberté qui remua et souleva les masses agglomérées dans l'enceinte des villes aussi bien qu'il avait réveillé l'âme engourdie des habitants des campagnes. Ces derniers, habitués à un rude travail, dociles et soumis par force, ne semblaient pas vivre ; mais, à cette époque, au commencement du XII^e siècle, les paroisses rurales, groupées autour des châteaux et des monastères, dont ils étaient plutôt les choses que les hommes, sentirent à la fois l'immense besoin et la douce possibilité de se dérober, ne fût-ce qu'un moment, aux dures vexations des seigneurs ; et les paysans osèrent, par un certain sentiment moral de leur force, se lier entre eux par un serment d'assistance

(1) *Grandes Chroniques de France.*

mutuelle contre l'ennemi commun, le baronnage. Mais là s'arrêta le mouvement.

Ces corporations affiliées, formées peut-être à l'image des ghildes, ne s'élevèrent nulle part jusqu'à l'organisation communale, qui va bientôt se former. Les paroisses ne firent que des associations défensives, aucune ne se donna une constitution, un mécanisme administratif autonome. Le chef de ces ligues protectrices de la propriété, du sanctuaire et du foyer domestique, fut naturellement le curé : le peuple était habitué à considérer ses pasteurs comme des chefs même militaires. Au XI^e siècle, l'Église avait armé les paysans aussi sous la conduite des prêtres ; mais, alors, c'était comme fidèles qu'elle les convoquait, par une injonction canonique et pour la défense d'une institution religieuse, la Paix de Dieu, décrétée par les conciles, ainsi que nous l'avons vu.

Le grand but des ghildes germaniques et écossaises, c'étaient les associations faites par une seule classe d'hommes, les paysans, pour écarter un seul péril, celui des rapines et de l'extorsion ; et là se révèlent peut-être les premiers symptômes de résistance populaire à l'envahissement de tout droit civil par la féodalité. Louis-le-Gros, cet infatigable mainteneur de la paix publique, suivant l'énergique expression d'A. Thierry (1), établit dans son royaume, par l'autorité des évêques et avec le concours des prêtres de paroisse, une fédération défensive intérieure contre le brigandage des seigneurs et des châteaux (2).

Ces considérations étaient nécessaires pour montrer le genre de

(1) *Considérations sur l'Histoire de France*, ch. VI.

(2) Il y avait la communauté *populaire* et la communauté *jurée*. La première était une noble application du principe actif et sérieux de la vieille ghilde, mais elle n'eut qu'une existence et une action passagères : elle s'étendait à de trop grands espaces de territoires. Elles avaient besoin de la réunion d'un trop grand nombre de volontés diverses et dépendaient trop du plus ou du moins d'enthousiasme inspiré par la prédication religieuse. On attribue à Louis l'institution des communes d'après un texte mal compris d'Ordéric Vital : *Tunc ergo communitas in Francia popularis statuta est a presulibus ut presbyteri comitarentur regi ad obsidionem vel pugnam cum vexillis et parochianis omnibus*. (Ord. VITAL, *Histor. eccles. apud scriptores rer. gallic. et franc.*, t. XII, p. 705, *ibid.*, p. 723). Car il s'agit ici non d'un établissement de liberté municipale, mais de l'institution d'une fraternité d'armes entre les gens de tout état ; mais on était loin de la commune jurée, qui commença en 1076 à Cambrai, où il y eut conjuration, commune, nouvelle loi. (*Recueil des historiens de France*, XIII, p. 489).

secours que fournit à Louis la communauté populaire. Et, certes, les faits prouvèrent que sans elle le roi eût été peut-être contraint, comme son père, de s'avouer vaincu par son puissant vassal.

En effet, la gent excommuniée, c'est-à-dire, selon Suger, les défenseurs du Puiset, résista avec une énergie héroïque contre l'attaque du monarque qui l'assiège avec tous ses chevaliers et ses fantassins, et déploie contre ce redoutable château les balistes, l'arc, l'écu, le glaive et la guerre tout entière. « Vous auriez vu avec étonnement, raconte le prévôt de Toury d'un style un peu trop abondant, d'un côté comme de l'autre, et tour à tour, les traits tomber comme la pluie, les casques étincelants sous une grêle de coups, lancer des éclairs, et les boucliers transpercés se briser subitement et merveilleusement en éclats ; vous auriez admiré comment l'ennemi, repoussé d'abord dans l'intérieur de son château, arrachait les poutres, lançait des pieux, les faisait de l'intérieur des forts et du rebord des remparts pleuvoir sur les nôtres comme une grêle horrible et capable de déconcerter même le plus audacieux, et commençait à nous repousser sans réussir complètement. D'un autre côté, vous auriez contemplé les chevaliers du roi combattant avec ardeur et de tout le courage de leur cœur et de toute la force de leur corps, se couvrant, pour remplacer leurs boucliers rompus, d'ais, de portes, de bois de toutes espèces, et battant avec violence les portes du château. »

Mais que pouvaient tous ces efforts contre une résistance désespérée ? En vain Suger fait amener des chariots chargés de bois sec, de graisse et de sang desséché, pour fournir plus promptement un aliment aux flammes. En vain une troupe nombreuse les pousse contre les portes afin d'allumer, au moyen de ces chariots, un feu qu'on ne peut éteindre, et afin aussi de se faire un abri des tas de bois qui les remplissaient. Le comte Thibaut essaie une diversion à la tête d'une forte troupe et attaque le château sur un autre point : animant ses soldats de la voix et de l'exemple, il les excite à l'assaut ; mais ses soldats sont renversés sous les amas de pierres qui roulent sur eux, et s'enfuient en désordre, sourds à la voix de leur chef.

Tous ces efforts devenaient inutiles : car les hommes de Hugues, montés sur de rapides coursiers, faisaient sans cesse le tour du château pour veiller à sa défense, paraissaient à l'improviste, chargeaient de coups, tuaient et précipitaient violemment du haut

du fossé en bas ceux qui tâchaient d'en saisir le rebord et de s'y accrocher les mains.

Le seigneur du Puiset triomphait encore : le père avait été mis en déroute, le fils allait succomber à son tour devant ce redoutable donjon. Louis commençait à se repentir de sa folle entreprise et songeait à faire retirer ses hommes, qui ne pouvaient plus approcher des murailles que sur des monceaux de cadavres. C'en était fait de la gloire royale : un seigneur avec une poignée d'hommes bravait impunément tant de troupes aguerries. Le comte de Blois fait sonner la retraite, les nobles chevaliers quittent la plaine témoin de leur honteuse défaite. Le roi lui-même se retire, jetant un dernier regard sur le donjon, qui semble se dresser plus fier encore et plus menaçant.

Tout à coup, du milieu des bataillons des roturiers s'élance un vieillard complètement désarmé, abritant son front chauve derrière une planche qu'il brandit en guise de bouclier. A sa longue robe, qui contrastait avec les sayons courts des gens du peuple, on reconnaissait un prêtre; c'était, dit-on, le curé de Guilleville (1). Volant du côté de Neuvy et d'Hérouville, il s'avance jusqu'au pied de la palissade, l'arrache pièce à pièce en se couchant sous les ais et commence une brèche. Ses paroissiens, encouragés par son exemple, attirés par ses gestes et ses cris, se traînent sur ses traces, la palissade est effondrée, le flot populaire se précipite dans l'enceinte, suivi bientôt de toute la chevalerie qui revient sur ses pas. Dès lors, le désordre se met parmi les partisans de Hugues, impuissants à repousser l'ennemi qui les envahit. Le roi ramène en toute hâte ses troupes; mais la victoire appartenait à la communauté des paroisses. Hugues se remit avec ses compagnons d'armes aux mains des vainqueurs, forcé dans son repaire par ceux-là mêmes qu'il avait maltraités et dédaignés le plus, les clercs et les paysans.

Louis reçut ce noble captif avec une joie qui n'était pas exempte de tristesse, car il sentait bien que l'effort de ses armes avait été infructueux, et le conduisit à Château-Landon. Les meubles et les richesses du château furent vendus publiquement; les hommes d'armes reçurent l'ordre de brûler le château lui-même, et déjà les paysans se mettaient joyeusement à l'œuvre, lorsque le roi,

(1) *Histoire des guerres du Puiset*, par V. MARG, p. 72.

revenant sur son commandement, fit arrêter la démolition et déclara qu'il voulait conserver ce donjon, quels que fussent les souvenirs qu'il rappelait à sa pensée, car il pouvait lui devenir utile.

Ces événements avaient lieu en 1111.

Tous les propriétaires des fiefs voisins rentrèrent dans leurs droits usurpés par Hugues et purent jouir en paix des revenus de leurs domaines. Mais la guerre ne tarda pas à troubler cette tranquillité. Hugues n'était plus; un autre ennemi venait de se déclarer à sa place. En effet, le comte Thibaut n'avait pas pris les armes contre le Puiset dans un simple but d'humanité : perdant vite le souvenir du bien que lui avait fait le roi par un succès si inespéré, il convoitait la possession de ce château qui, conformément à la sentence rendue à Melun, fut réuni au domaine royal. Tout le profit de la victoire était donc pour le souverain, et son allié demeurait amoindri; car il considérait avec douleur et dépit que son comté de Chartres se trouvait maintenant à découvert entre les deux puissantes villes de Paris et d'Orléans.

Il regrettait donc intérieurement la défaite de Hugues, qui l'exposait à la puissance d'un voisin plus redoutable encore : aussi, comme dédommagement au moins et pour parer aux éventualités d'un conflit imminent d'un moment à l'autre, Thibaut entreprit de bâtir un château à Allonnes (1) ou à Allaines (2), dans la châtellenie même du Puiset, et par conséquent de reculer jusque-là les limites de son fief. Non content de mettre à exécution ce projet, il poussa l'audace jusqu'à vouloir s'emparer du Puiset. Dans ce but, il alla trouver le prévôt de Châteaudun et lui montra les inconvénients d'une possession royale si voisine de leurs domaines. Ce dernier, pour entrer dans ses vues, ordonna au prieur de Chamart d'envoyer ses hommes avec leurs chevaux et leurs chariots au château du Puiset, car il fallait, disait-il, défendre le comte (3).

Mais le roi, informé de cette entreprise, s'opposa de toutes ses forces à ce démembrement projeté du domaine royal. Il fit valoir son droit particulier de seigneurie directe sur Allaines, qui lui appartenait comme étant du comté d'Orléans. Thibault, en qualité de comte de Chartres, était borné de ce côté par la paroisse

(1) GUIZOT, traduction de la *Vie de Louis-le-Gros*, p. 81.

(2) BORDAS, p. 126; DE TORQUAT, p. 189.

(3) *Cartulaire Dunois*, ch. XCIV, p. 84, 85, 86.

d'Ymonville, et, en qualité de comte de Dunois, par celle de Germignonville. Une guerre éclata, et le comte fut battu non loin de ce château dont il ambitionnait la possession.

Thibaut résolut de se venger et trouva un auxiliaire naturel de ses prétentions dans son oncle maternel, Henri, roi d'Angleterre, déjà en guerre avec le monarque français au sujet de la possession de Gisors. Il parvint aussi à renouer la ligue des seigneurs du Gâtinais, du Vexin et du Parisis, dont Guy de Rochefort était le chef, et à s'assurer le concours de Miles de Braies, son ancien beau-frère, qui cependant avait obtenu par l'appui du roi le château de Montlhéry (1112). A ces alliances, se joignit sa nombreuse parenté, tous amis du désordre et du pillage, et surtout Hugues de Crécy, sire de Châteaufort, qui tenaient le pays de Paris à Étampes, pendant que les communications de Paris à Senlis étaient interceptées par Thibaut lui-même, seigneur de la Brie, lequel donnait par là la main à son oncle Hugues de Troyes.

Ainsi, la faible capitale de Louis était complètement bloquée ; car, de l'autre côté, l'infranchissable barrière de Montlhéry se dressait toujours sur la route d'Orléans. Enfin, cette dernière ville même était cernée par les gens de Chartres, de Châteaudun, de Meung et de Beaugency, au service du chef de la rébellion.

Louis-le-Batailleur ne s'était point encore trouvé en présence d'une coalition aussi formidable : son royaume fut livré pendant plusieurs mois au pillage, sans que l'occasion d'un combat définitif vînt fixer la fortune d'un côté ou de l'autre.

Un événement imprévu augmenta encore l'acharnement de ses ennemis. Eudes, comte de Corbeil, fut tué dans un combat ; comme il ne laissait point d'enfants, deux seigneurs avaient des prétentions à sa succession. Thibaut et sa mère, que dévorait une folle ambition, intriguèrent de toute manière pour obtenir ce château et arracher ainsi au roi les entrailles mêmes de son royaume. Livrer une place de cette importance à un pareil adversaire, c'était la ruine de la cause royale. Aussi, Louis avisa-t-il un autre moyen de se rendre maître de Corbeil sans manquer aux lois de la féodalité.

Eudes avait un parent plus proche que Thibaut, c'était le prisonnier de Château-Landon, son propre neveu. Louis réunit un conseil à Moussy, maison de campagne de l'évêque de Paris, et l'on discuta ce qu'il y aurait de meilleur et de plus avantageux

dans les circonstances critiques où l'on se trouvait. Personne n'osait prononcer le nom de Hugues, tant on craignait de renouveler son ressentiment. Le roi, au grand étonnement de tous et surtout de Suger, proposa de donner la liberté au seigneur du Puiset, persuadé que c'était le meilleur moyen de détourner l'orage qui le menaçait, lui et sa couronne.

C'est ainsi que Hugues vit s'ouvrir les portes de sa prison après quatre années de captivité, et un jour on lui annonça de la part du roi qu'il était libre, à la condition d'abandonner toutes ses prétentions sur le château de Corbeil. Heureux de l'occasion favorable qui se présentait, Hugues s'humilia, consentit à tout ce qu'on lui demanda et déclara qu'il cesserait de prélever aucune corvée, taille et contribution de quelque genre que ce fût sur les possessions des églises et des monastères. Mais il eut l'art de se faire acheter son désistement par la restitution des terres du Puiset, qu'il jura de ne jamais fortifier sans le consentement du seigneur roi, et donna des otages en garantie de toutes ces promesses.

La prudence de Louis avait ainsi conjuré de nouveaux malheurs, et il déconcertait ses plus redoutables ennemis par cette habile politique qui, pour le moment du moins, pouvait calmer certaines haines. Suger, seul, ne voyait pas sans inquiétude cette délivrance de Hugues, et, bien que le roi lui eût fourni des secours particuliers pour la défense de Toury, la restitution du Puiset au seigneur Hugues lui inspirait de sérieuses alarmes.

CHAPITRE VI

Continuation des Guerres avec le Roi

(1111-1130)

Cependant, les églises et les monastères commençaient à respirer. Par une charte donnée à Orléans en 1111, après la prise du Puiset, Louis avait, à la prière de Suger, déchargé Toury des redevances injustes exigées par Hugues. La mise en liberté du prisonnier de Château-Landon renouvelait les craintes, et chaque abbaye crut qu'il était de son intérêt de prévenir le retour des exactions du temps passé.

Parmi les plus empressés, se trouvait le doyen de la collégiale de Saint-Aignan d'Orléans, Étienne de Garlande, dont la vie fut mêlée d'évènements si étranges (1). Il vint donc trouver le roi et lui demander aide et protection contre les seigneurs du Puiset qui, usant de violence et contre toute espèce d'équité, par suite de mauvaises *consuetudes*, avaient pillé les possessions de la collégiale et surtout ravagé horriblement la terre de Saint-Aignan en Beauce. Louis fit aussitôt venir Hugues et lui interdit de par son autorité royale de commettre aucune exaction sur les terres de Saint-Aignan : le seigneur du Puiset ou quelqu'un de ses ministres ou quelqu'un de ses hommes, dit la charte octroyée à ce sujet, n'osera exiger aucun droit, soit dans les demeures, soit hors des demeures (2), de quelque façon que ce soit, et si quelque injustice est faite, il faudra une réparation dans l'espace de moins de dix-sept jours.

Hugues consentit à toutes les exigences du roi (3), qui crut à la sincérité de ses promesses, en voyant son apparente bonne foi. D'ailleurs, il pouvait être sincère dans ses serments, car nous le trouvons bientôt à l'abbaye de Saint-Père, que gouvernait alors l'abbé Guillaume. Une charte contenant la cessation des injustes *consuetudes* que le vicomte avait coutume d'exercer sur les terres du monastère fournit les renseignements suivants. « Hugues, fils d'Ébrard du Puiset, dernièrement sorti de la prison du roi, vint en notre chapitre et là promit à Dieu et à nous que, à partir de ce jour, il garderait nos terres comme siennes et les protégerait contre toute prétention injuste, suivant qu'il l'avait promis au roi : toutefois, de cette garde, défense et protection, il ne devait pas en tirer avantage pour imposer une charge quelconque et exiger un droit; mais les terres de l'abbaye seront et demeureront exemptes de toute immunité. A ces conditions, qu'il jura en nos mains, nous

(1) Voir, sur Étienne de Garlande, *Revue Orléanaise*, p. 238-241.

(2) *Non hebergamentum, non signa, non annonam, non forragium, non vetram, imo nihil in toto quod ex terra sit sive in domibus, sive extra domos : si autem casu aliquo aliquis hominum sive hospitem domino Pusiacensi sive ejus hominibus aliquid foris faceret, clamorem inde facerent ad Majorem in cujus potestate esset ille qui foris factum fecisset.* (*Antiquités de Saint-Aignan*, par HUBERT, p. 163-165, et preuves, p. 81-82.)

(3) *De concessione et consensu domini scilicet Hugonis filii Evrardi.* Cette charte fut confirmée à Paris par Philippe-Auguste, en 1224.

l'avons fait participant de notre confraternité et lui avons promis d'inscrire son nom dans notre nécrologe (1). »

Hugues reconnaissait donc les torts de sa vie passée et cherchait à les réparer. Restait l'église de Chartres, dont il avait maintes fois ravagé les terres; il s'engagea aussi à les défendre contre les oppresseurs et en fit le serment en présence du roi, comme le constatent les bulles d'Innocent II, adressées à Geoffroy, évêque de Chartres (2).

En cette même année 1115, Louis-le-Gros, plein de reconnaissance pour les moines de Saint-Père qui lui avaient rendu plusieurs services, leur accorde l'église Saint-Paterne d'Orléans, et la charte est signée par Hugues du Puiset (3).

Ce seigneur avait donc reconquis les bonnes grâces du roi, dont il était un des grands seigneurs formant la cour.

Le 23 décembre, mourut l'évêque de Chartres, qui avait eu tant de démêlés avec la famille du Puiset. Prélat savant, au-dessus de son époque, Yves a laissé des lettres qui nous dénoncent tout à la fois la force dans la volonté, le courage civil dans l'infortune et le génie dans la science de l'esprit humain (4).

Cette mort changea les sentiments de Hugues, qui, voyant disparaître cet ennemi redoutable, crut trouver dans cet événement une occasion propice pour ressaisir une renommée que lui avait enlevée sa défaite. D'ailleurs, ses serments n'avaient pas eu le

(1) *Cartulaire de Saint-Père*, p. 452. — Cette chartre souffre quelques difficultés, car il y est dit : « Nous lui promettons que le nom de son père Évrard, dès qu'il nous avertira de sa mort, sera inscrit dans notre nécrologe et que tous les ans nous ferons son anniversaire. » Or, la liberté d'Hugues eut lieu en 1115, et nous avons vu qu'Évrard mourut en 1096. Peut-être la mort de ce dernier n'était-elle pas connue encore, ou même le scribe du chapitre aura-t-il voulu dire que Hugues n'en avait pas encore informé les moines; ces deux réponses sont plausibles.

(2) DOYEN, p. 188.

(3) *Cartulaire de Saint-Père*, p. 423.

(4) Outre un grand nombre de lettres très importantes pour son époque, et dont plus de quarante bibliothèques possèdent des manuscrits, Yves de Chartres a laissé une *Chronique* que certains savants attribuent aussi à Hugues de Fleury. (Cf. PERTZ, *Scriptores rerum Germanicarum*, IX, p. 342.) Sa vie a été écrite par J. Fronton, chanoine de Sainte-Geneviève. (Cf. BOLLAND., *Acta Sanct. mai*, V, p. 248-253, VII, 820; *L'Esprit d'Yve de Chartres dans la conduite de son diocèse et dans la cour de France et de Rome*, Paris, 1701; Georg. SZERDAHELY, *Sanctus Yvo jurisconsultorum patronus sermone panegyrico... celebratus*; *Budæ*, 1784).

temps de s'affermir, ils étaient trop récents pour qu'il crût sa conscience engagée par des promesses que lui avait suggérées sa ruse autant que sa prudence. Aussi n'en tint-il aucun compte. « A l'exemple d'un chien qui, tenu longtemps à l'attache, libre enfin et tourmenté d'une rage que sa chaîne a aussi longtemps comprimée, s'abandonne à toute la violence de sa fureur, mord et déchire dès qu'il ne sent plus le collier, Hugues, exaspéré par sa longue détention et redonnant un libre cours à sa méchanceté, s'agite et se tourmente à la vue des fortifications de Toury et de Janville. »

Ne sent-on pas, en entendant ces paroles, combien Suger, qui les a écrites, redoutait la puissance de Hugues et sa terrible colère? Et, certes, il ne se trompait pas, car il connaissait le seigneur du Puiset mieux que le roi lui-même, et il prévoyait que le retour dans ses domaines devait exciter en son cœur ulcéré par la défaite de violents sentiments de vengeance. C'est ce qui arriva, et Suger fut le premier à en subir les conséquences.

Un samedi qu'il traversait son château détruit, sur l'emplacement duquel se tenait, avec la permission du roi, un marché public, Hugues, qui depuis quatre ans n'avait point vu ses terres, en apercevant son donjon démantelé et les ruines entassées, promet sous serment et par la voix d'un héraut une entière réconciliation. Désormais, ajoute-t-il, il vivra en bonne intelligence avec ses anciens vassaux, desquels il réclame l'obéissance, et n'exercera plus contre eux aucune vexation ni injustice.

Le peuple, confiant en ses promesses et d'ailleurs intimement persuadé que sa défaite et le souvenir de sa honte lui enlèveront pour toujours l'idée de recommencer une lutte dont les conséquences pouvaient être plus funestes encore que la première fois, entra pleinement dans ses vues et fit humblement sa soumission. On oubliait promptement à cette époque, les serments jurés sur les reliques des saints étaient un acte de religion dont on ne se moquait pas.

Mais, pour Hugues, les promesses et les serments n'étaient rien; en effet, après avoir dissimulé pendant quelques mois, il entreprit un jour de rebâtir son château et trouva pour cette restauration des ressources faciles; il n'eut, pour y subvenir, qu'à dépouiller les plus riches habitants des pays voisins, qu'il enferma bientôt dans les cachots dont ils avaient fait les frais, afin de ne

les point avoir parmi ses ennemis au jour des représailles. Puis il se jeta dans le parti de Thibaut, principal auteur pourtant des désastres qu'il cherchait à réparer.

Le moment, du reste, semblait favorable pour reprendre la lutte; le comte de Chartres et son vicomte conservaient de vieilles rancunes, ils les firent éclater. Le roi était alors en Flandre, occupé à donner l'investiture au fils et successeur du feu comte Robert Beaudouin, surnommé Hap-Kin (à la hache), âgé seulement de dix-huit ans. Thibaut et Hugues voulurent exercer leurs premières vengeance sur le prévôt de Toury, dont l'œil était sans cesse ouvert sur leurs malversations. Déjouer la vigilance de Suger eût été une chose hasardeuse à tenter : il était plus aisé de surprendre sa bonne foi. « Un jour, raconte-t-il, Hugues, cet homme consommé dans la ruse et la scélératesse, vint me trouver et obtint, à force de prières, que je me rendrais aussitôt que je pourrais auprès du roi pour intercéder en sa faveur. » Suger expia rudement un instant de sotte confiance. Car, à peine fut-il parti que Thibaut et Hugues, réunissant leurs troupes à la hâte, mirent le siège devant Toury, privé de son chef; mais les défenseurs tinrent bon, la place était solidement fortifiée.

Suger, de son côté, courait sur la route de Flandre, heureux de son message pacifique et ne soupçonnant aucune trahison. Contre son attente, il rencontra Louis aux environs de Corbeil. Aux premiers mots du naïf diplomate, le prince devina tout, se moqua de la simplicité du prévôt et le renvoya secourir Toury, pendant que lui, rassemblant une armée, prenait la route d'Étampes.

Cependant, Suger, fort anxieux, regardait de loin si la tour de bois à triple étage qu'il avait fait construire était encore debout, car elle eût été infailliblement brûlée par les ennemis dans le cas où ils se fussent rendus maîtres du fort. Enfin il l'aperçut; mais les troupes ennemies cernaient l'enceinte et, répandues dans les rues de Toury et dans la plaine environnante, lui fermaient le passage. Mais, au coucher du soleil, il se déguise et se mêle parmi les assiégeants, harassés d'une journée entière d'assauts inutiles et d'attaques infructueuses. Bientôt la porte du fort s'ouvre devant lui et se referme, au grand étonnement de Thibaut et de Hugues, qui, honteux de cette mésaventure, abandonnent le siège et se replient sur le Puiset avec un grand nombre de blessés, ayant à peine recouvert leurs morts d'un peu de terre.

Cependant apparaît bientôt, avec l'avant-garde de l'armée royale, Guillaume de Garlande, que suivait Louis. L'ennemi, étonné de cette venue soudaine du roi, qu'il croyait bien loin, travaille avec ardeur à remettre le Puiset en état de défense, car il n'était pas encore complètement fortifié ; on y employa les jours et les nuits, grâce au délai qu'accordèrent imprudemment les troupes royales ; car si Louis eût marché aussitôt sur le château, il s'en fût emparé presque sans coup férir. Mais les soldats, qu'avait épuisés une marche forcée, demandaient du repos, redoutant d'ailleurs une lutte qu'ils savaient ne devoir pas être sans danger. Cette hésitation, en présence d'un ennemi rassemblant de tous côtés des forces qui grandissaient sans cesse, ne détourna pas le roi de son projet de vengeance. Fier d'un premier succès qui lui avait appris à vaincre le seigneur du Puiset, le monarque, artisan de sa royauté qu'il reconstituait pièce à pièce, s'élevait comme un soldat de fortune, payait vaillamment de sa personne en toute rencontre, et montrait une fougue impétueuse qui ne sied pas toujours au chef chargé de combiner l'action.

Il avait appris que le comte Thibaut se vantait de vouloir le battre en rase campagne : il s'avance, armé de toutes pièces, au milieu de ses hommes, fait éloigner les chevaux, invite à l'audace ses compagnons d'armes et leur dit de combattre en gens de cœur. Les ennemis, en le voyant venir à eux avec tant de fierté, refusèrent de sortir des retranchements qui entourent le château et préférèrent prudemment ranger leurs troupes en bataille derrière l'ancien fossé du vieux château en ruines et attendre dans cette solide position : ils se flattaient que, quand l'armée du roi s'efforcerait de monter le revers du fossé, ses lignes se rompraient, et qu'une fois en désordre, elles seraient facilement ébranlées. C'est ce qui arriva. Les troupes excitées par le roi donnent un assaut mal calculé, et au moment où elles poursuivent les assiégés qui feignent de fuir en poussant des cris, Raoul de Beaugency, qui avait caché ses gens dans une partie du château où l'élévation d'une certaine église (1) et l'ombre des maisons avoisinantes ne permettaient pas de les apercevoir, se montre aussitôt, oppose des troupes bien reposées aux chevaliers du roi, fatigués, et fond sur

(1) L'abbé Bordas croit à tort que cette église était la chapelle de la Madeleine détruite, sur le chemin à aller à Janville (p. 128). C'était l'église du Puiset.

eux avec tant de violence et d'impétuosité, qu'embarrassés de leurs cuirasses et de leurs armes, séparés les uns des autres par la confusion qui s'était mise dans leurs rangs, et ne retrouvant plus leurs chevaux, imprudemment emmenés, ils fuient à travers la plaine devant la cavalerie ennemie, qui les poursuit et ne fait aucun quartier, se souciant fort peu des riches rançons que leur promettaient les chevaliers vaincus.

Ils s'aperçurent, mais trop tard, que la science l'emporte de beaucoup sur l'audace, et que, s'ils eussent en bon ordre attendu l'ennemi, ils l'auraient défait aussi complètement qu'ils l'eussent voulu. Telle était l'opinion de Suger; mais, en cette occasion, le prévôt de Toury montra qu'il n'était pas plus fin diplomate que guerrier habile.

En effet, le roi, monté sur son cheval, rallie sa petite troupe décimée et la ramène à la charge avec tant de fureur qu'il faillit même tomber au pouvoir de l'ennemi. Mais, que pouvait le courage de quelques soldats? Au même instant surviennent plus de cinq cents Normands qui décident la victoire.

Les chevaliers du roi, dispersés de tous les côtés, se rendirent les uns à Orléans, et les autres soit à Étampes, soit à Pithiviers. Quant au roi, accablé de fatigue et dévoré de honte, il revint s'enfermer dans la place forte de Toury, et chercha à consoler les débris de son armée par l'assurance que toute troupe de guerre est inévitablement soumise à de pareils malheurs, et s'efforça de les exciter, par menaces et par caresses, à se montrer d'autant plus ardents et plus courageux à combattre qu'ils avaient à venger un terrible affront.

Hugues du Puiset triomphait donc et, une seconde fois, voyait les forces royales anéanties sous les murs de son château. L'armée de Louis était en fuite et ses partisans l'abandonnaient à ses malheurs, tandis que de tous côtés arrivaient au Puiset de nouvelles recrues, commandées par les seigneurs voisins, qui, sentant renaître plus forte que jamais la puissance de Hugues, venaient offrir leurs secours pour partager les honneurs du triomphe. D'ailleurs, Français et Normands travaillaient sans relâche à réparer le château. Avec le comte Thibaut et l'armée normande étaient Milon de Monthéry, Hugues de Crécy et son frère Guy de Rochefort, qui, à la tête de treize cents hommes d'armes, menaçaient d'assiéger le roi dans Toury.

C'est ainsi que Louis, roi de France, allait être bloqué dans un village.

En outre, après une semaine de travail, le château fut complètement réparé ; mais le monarque réussit à forcer les lignes ennemies, courut demander du secours aux nobles seigneurs qu'il savait attachés à sa cause et revint devant le Puiset. La fortune semble enfin lui sourire ; car, à la vue des troupes nouvelles qui s'avancent vers eux, les ennemis fuient et se laissent enfermer dans la forteresse, dont Louis forme aussitôt le blocus. En même temps, il s'empare d'une éminence abandonnée et charge Girard Boël, fils de la vidamesse Hélisende (1), d'y construire un fort malgré l'ennemi, qui ne cesse de lancer sur les travailleurs une grêle de traits et de pierres et qui, à la fin, fait mine de vouloir s'en emparer. Alors le roi lève son camp, occupe Janville et entoure promptement les cours intérieures de ce lieu, de pieux et de haies de bouleau.

Mais, pendant que son armée dresse ses tentes en dehors, Thibaut fond sur elle avec tant de vitesse que, surprise, déjà elle songe à fuir ; mais le roi s'arme sur le champ et court à la rencontre du comte ; alors on combat avec acharnement dans la plaine, on cherche la victoire plutôt que la vie, on songe moins à la mort qu'au triomphe. Déjà Thibaut renverse les tentes du comte de Vermandois, lorsque celui-ci pousse un cri terrible qu'entendent ses troupes, et poursuit les ennemis, qui s'enferment encore une fois dans le Puiset, laissant la campagne au pouvoir du roi.

Mais ils triomphaient encore et Louis n'avait plus d'armée à opposer au terrible seigneur du Puiset, qui, pour braver le monarque, faisait chevaucher ses hommes sur les remparts, au milieu des cris d'une joie insultante et des chants de la victoire.

La lutte devenait donc impossible, et le roi, découragé, vaincu deux fois, se retira auprès de Suger, qui ranima ses espérances abattues. En vain le prévôt appela de nouvelles troupes ; en vain des seigneurs vinrent soutenir son courage défaillant. Louis sentait son prestige diminué et ne songeait plus qu'à cacher sa honte dans sa capitale, si toutefois ses ennemis lui en laissaient la facilité, lorsque la défection de Thibaut vint changer la face des affaires.

(1) Ce nom était célèbre dans la Beauce ; c'est probablement de lui que la butte prit le nom qu'elle conserve encore aujourd'hui.

Ce comte, d'une humeur capricieuse, comprit qu'il travaillait pour un vassal qui ne lui saurait aucun gré de son secours, qui même pourrait tourner contre lui le pouvoir qu'il cherchait à soutenir au mépris de ses propres intérêts. Alors, il n'eut pas honte de trahir le seigneur du Puiset. Prétextant la blessure que lui avait faite le comte de Vermandois, il envoya des députés au roi, pour lui demander sa grâce et lui offrir sa soumission. Louis fut surpris d'une semblable démarche et, malgré les conseils de Suger et des autres seigneurs, qui le dissuadaient de laisser échapper un ennemi pour ainsi dire pris au piège, il n'écoula que sa loyauté ; et Thibaut se retira avec ses troupes, abandonnant Hugues à lui-même. Ce dernier, qui n'avait pas vu sans quelque inquiétude les Normands s'en aller, apprenant le départ du comte de Chartres, s'enfuit de son château la nuit suivante par une fausse porte avec ses amis et ses parents, frustré de ses vaines espérances et terminant malheureusement ce qu'il avait commencé sous de si heureux auspices.

Le roi resta donc maître du Puiset par cette trahison : il obtenait de la sorte une facile victoire qui augmentait peut-être le déshonneur de ses successives défaites. Aussi, pour détruire à jamais tous les souvenirs que devait rappeler à la postérité ce terrible donjon, il le ruina de fond en comble, fit abattre les murs, en creva les puits, les combla, et dispersa au loin dans la campagne les débris de la tour. Le Puiset, rasé complètement, devint comme un lieu dévoué à la malédiction divine. C'était en l'année 1116.

Suger jouissait enfin de la défaite de son ennemi ; mais, connaissant parfaitement le caractère du roi, dont tous les actes témoignent que l'esprit de suite, la sagacité ou l'énergie lui faisaient défaut, il voulut mettre le domaine de Toury à l'abri des attaques des seigneurs. Il entreprit donc immédiatement de transformer l'habitation des moines en une véritable maison forte. Il remplaça par une muraille la palissade qui en protégeait les abords, bâtit au centre de la cour un solide logis de pierre et fit surmonter la porte principale d'une tour puissante. Le domaine ainsi prémuni contre les ravages du dehors, il introduisit dans les procédés de culture une réforme dont il avait constaté l'urgence. Les terres, que les religieux avaient jusque-là fait valoir eux-mêmes, furent affermées à des colons, moyennant une redevance fixe.

Pendant que Suger remédiait ainsi aux maux qu'avaient causés

d'injustes oppresseurs, il vit un jour venir à lui un homme qu'il reconnut bientôt : c'était Hugues du Puiset. Ce seigneur revoyait sans cesse les lieux où s'était éclipsée tant de gloire, et, réduit à vivre des expédients que lui fournissait son habileté consommée, il proposa au prévôt de Toury d'exploiter de concert avec lui et de rendre à la culture le domaine de Rouvray-Saint-Denis, à condition d'en partager le revenu. Suger se garda bien d'acquiescer à sa demande, n'oubliant pas la grande vigilance qu'il avait dû déployer pour déjouer ses embûches sans cesse renouvelées.

Ce refus ne surprit pas Hugues, qui comprit qu'il fallait attendre. Son esprit fécond en ressources était capable de tout entreprendre et de tout cacher, suivant le besoin : habile à profiter des fautes de ses adversaires, qu'il connaissait à fond mieux qu'il n'était connu d'eux, vigilant, prêt à tout, il ne manquait jamais les occasions offertes à lui par la fortune. Hugues était un homme également actif et infatigable dans la paix et dans la guerre ; le mauvais succès ne l'abattait point, un revers devenait pour cette âme fortement trempée une circonstance où il ne se laissait jamais vaincre. On peut dire de lui ce que disait un grand orateur : « Que le sort de tels esprits est hasardeux et qu'il en paraît dans l'histoire à qui leur audace a été funeste ! Il fut donné à celui-ci de tromper les peuples et de prévaloir contre les rois. »

En effet, avide de gloire à l'excès, mettant sous ses pieds toute injure et tout affront, Hugues ne rêvait qu'ambition, ne poursuivait que la renommée : il savait que sous les murs de son château deux rois avaient été vaincus ; car ce n'était pas Louis, son seigneur et son roi, qui, à deux reprises différentes, l'avait défait ; mais ce château n'existait plus, des ruines seules en marquaient l'emplacement. Le passé se dressait devant lui avec les honneurs, mais aussi avec la honte ; le présent était plein d'incertitude, l'avenir seul lui souriait avec ce vague indéfinissable, mais qui renferme nous ne savons quelles délices charmantes à savourer. Tout avait fui, l'avenir lui restait avec son énergie indomptable, avec une âme de fer qu'aucune force humaine n'était capable de briser ni d'anéantir.

Ranimé par ces pensées, Hugues, qui ne connut jamais le découragement, se promenait un jour dans les jardins du prieuré qu'il avait fait construire en l'honneur de saint Martin ; il repassait en lui-même l'illustration de sa famille, qui lui avait confié

plusieurs héritages de gloire, et le donjon du Puiset, où avaient vécu ses ancêtres, n'existait plus que de nom : ce nom, il est vrai, devait vivre dans l'histoire, mais la triste réalité ne lui offrait plus que des ruines, dont chacune était remplie de souvenirs. Il conçoit alors le hardi projet de rétablir une troisième fois son château, conception qui pourrait sembler téméraire, irréalisable; mais Hugues voulait et il le prouva dans cette circonstance.

En effet, il multiplia les donations aux monastères. Louis, content d'avoir abaissé son vassal, lui rendit, avec ses bonnes grâces, tous ses domaines, à la condition solennellement jurée qu'il n'entreprendrait plus rien contre l'autorité royale, serments deux fois oubliés. Aussitôt, Hugues, joyeux d'une liberté qui lui coûtait si peu, voulut en faire profiter les églises.

En 1117, le 13 avril, l'évêque de Chartres ayant obtenu du pape Pascal une bulle de protection pour les terres de la cathédrale, Hugues la sanctionna, s'engageant formellement en ce jour et désormais à ne commettre aucune exaction ni aucune violence (1).

Deux ans après, les moines de Nottionville, prieuré fondé en 1073 par Ébrard, ayant désiré construire un nouveau moulin et établir une nouvelle écluse sur la Conie, Odon *Desreatus* leur fournit et le terrain et l'argent, avec l'agrément et le consentement de Hugues, dont la terre relevait comme fief. La charte de concession faite en présence du seigneur du Puiset, vicomte de Chartres, et de ses hommes, fut signée par un grand nombre de témoins, parmi lesquels on voit Hugues d'Orléans et le moine Odon, fils de Godefroy du Puiset (2).

En 1120, Guy du Puiset, Galeran et leur neveu Hugues donnent Aunay au prieur de Saint-Martin (3).

Non content de faire des concessions, Hugues consentit encore à renoncer à des droits qu'en d'autres circonstances il aurait revendiqués par tous les moyens : c'est ce qui eut lieu à propos

(1) *Quæ videlicet a Puteacensibus dominis diu oppressa fuerunt, pretextatas oppressiones funditus abolemus ut neque sub nomine nostræ majestatis, neque sub nomine potestatis alterius aliquæ angarie inferantur, nulle exactiones, nulla gravamina ingerantur.* — Cart. de Saint-Père, p. 270.

(2) *Hoc donum et hæ concessionibus factæ fuerunt coram Hugone de Puteolo, Carnotensi vicecomite, et per manum ejus, anno ab Incarnatione Domini M^{mo} C. XVIII.* — Cartul. Dunois, ch. 172, p. 162 et 163.

(3) Cartul. de Saint-Père, 40.

de Bonneval. Les moines de cette abbaye, décimés et pillés sans cesse par les guerres qui étaient allumées aux environs de Bagnolet, avaient eu recours à Hugues II pour défendre ce village et les lieux voisins qui leur appartenaient contre les courses fréquentes des ennemis. Et, afin de le dédommager en quelque chose des dépenses qu'il était obligé de faire, ils lui accordèrent un droit de gîte et procuration à prendre sur ces villages pendant qu'il serait là pour les défendre. Les successeurs de Hugues, regardant ce droit comme héréditaire, voulurent l'exiger toutes les fois qu'ils passaient en ces endroits, malgré l'opposition des moines qui portèrent l'affaire devant le roi. Celui-ci fit venir Hugues et lui demanda de renoncer à ces injustes prétentions, et le seigneur du Puiset consentit à tout ce que demandaient les religieux et s'engagea même à les défendre par pure générosité (1), comme le constate une charte donnée en 1122.

Cette conduite pleine de bienveillance disposa favorablement les esprits à son égard; et le roi, sur sa demande, lui accorda de rebâtir son château. Suger était alors absent de Toury pour les affaires de l'Église, et, quand il revint dans sa prévôté, le Puiset était fortifié : même les soldats du vicomte recommençaient leurs rapines sur les terres du voisinage. Suger se plaignit au seigneur, qui lui répondit que les troupes ne se gouvernaient pas comme des moines, et Hugues, loin de réprimer les excès de ses hommes, reprit une troisième fois le cours de ses trahisons et se montra jaloux « de surpasser Sylla, maître passé en fait de crime. »

Pendant que des guerres sans cesse renaissantes tenaient le roi en Flandre, les turbulents seigneurs du Parisis renouèrent une ligue dont Thibaut et son vassal Hugues devinrent les principaux chefs. Ces deux hommes, dont la destinée semblait être de s'unir pour le crime, demeurèrent bientôt maîtres de la situation dans le pays chartrain. Le seigneur du Puiset, surtout, guerroyait avec une audace inouïe. Le sénéchal Anselme ou Ansel de Garlande, envoyé contre lui, trouva la mort au pied des murailles du Puiset (2). En

(1) *Histoire de l'Abbaye de Bonneval*, p. 65-66; *Gallia Christ.*, VIII, 322.

(2) Anselme de Garlande vivait encore en 1123 (*Arch. départ.*, *Cart. Josaphat*, charte vidimée en 1505); il n'a donc pas été tué en 1117. Il faut donc placer sa mort entre 1123 et 1128; à cette dernière époque, l'office de sénéchal était possédé par son frère Étienne. D. Mabillon ajoute qu'il était *dapiſer* en 1135 (il a voulu dire 1125), d'après le cartulaire de Thiron. (*De re diplom.*, p. 122).

tout autre temps, le vicomte eût payé cher cette prouesse, mais le roi ne pouvait pas quitter le Nord, et se contenta d'ordonner de magnifiques funérailles à son ami, pour qui il demandait des prières aux personnes venant solliciter une faveur quelconque.

Hugues fut si peu inquieté qu'il tenait cour plénière au Puiset en 1128. En effet, cette année, il fit donation à l'abbaye de Thiron de deux muids de vin qu'il percevait annuellement sur une vigne de ce couvent, par un acte passé en son château, du consentement de sa femme Agnès et de ses deux fils, Ébrard et Bouchard, et en présence de Gauthier, prieur de Saint-Martin-en-Val, de Foulques de Courville, d'Eudes d'Allonnes, d'Amaury de Levéville et de toute la cour *quæ tum erat plenaria* (1).

La même année, il alla trouver l'évêque de Chartres et lui céda tous ses droits sur l'église de saint Marin, de Chuisnes, à la condition d'en faire don aux moines de Marmoutiers résidant dans ce village (2).

Par un titre de Saint-Martin-au-Val, encore de la même année, Hugues et son fils Ébrard remettent aux moines de Marmoutiers trois prébendes qu'ils avaient dans cette église, et une redevance de dix sous (3).

Enfin, l'année suivante, Saint-Père reçoit une nouvelle donation du seigneur du Puiset, accompagné de toute sa famille, qui prend part à ses libéralités (4).

Et, cependant, comment expliquer ces largesses, quand on voit Hugues piller sans cesse les terres des églises voisines? La violence, la déprédation se trouvaient chez lui à l'état de passion que rien ne peut excuser. Un jour, Suger, devenu abbé, marchait avec les vassaux de Saint-Denis à la suite du roi, qui se dirigeait vers Orléans, lorsqu'il faillit être fait prisonnier par le prévôt du Puiset, qui était dans une expédition de brigandage commandée par son maître. Louis, à cette nouvelle, revient en toute hâte vers le château et force le vicomte à quitter sa demeure.

Ce fut la dernière lutte de cet indomptable vassal (1129-1130) : il abandonna la vicomté à son fils Ébrard, et, comme dit Suger

(1) *Arch. dép., Cart. de Thiron*, nos 59 et 99; *Mss. d'Orléans*, no 394.

(2) *Cart. Dun.*, ch. 179, p. 170.

(3) *DOYEN*, p. 190.

(4) *Cart. de Saint-Père*, p. 412.

avec une sorte de contentement, l'expédition de Jérusalem, également funeste à beaucoup d'autres méchants, mit aussi un terme à sa vie et à sa scélératesse. Hugues mourut en se rendant en Terre-Sainte, suivant l'opinion générale; quelques auteurs l'ont accusé d'avoir encore forfait à l'honneur au milieu des Croisés; mais ils ont confondu Hugues IV avec Hugues II, comte de Joppé, dont nous parlerons bientôt.

Tel fut Hugues, seigneur du Puiset, vicomte de Chartres, qui, pendant vingt années, lutta contre le pouvoir royal et ne fut vaincu que par les communautés populaires ou la trahison. Exemple étrange d'une guerre longue et pleine de péripéties dont nous avons abrégé le récit, malgré la complaisance de Suger à nous en donner tous les détails! Elle nous montre, cette lutte, quelle était la faiblesse réelle du roi de France, que nous nous plaisons toujours à considérer avec la puissance de Charlemagne ou de Louis XIV. Cette époque vit bien des combats, mais aucune province, si ce n'est la Normandie, ne fut témoin de plus de courage et de plus de résistance que la nôtre.

Hugues du Puiset possédait toutes les qualités qui font les héros, il eut aussi tous les vices d'un tyran, et son nom est resté justement célèbre parmi les persécuteurs des églises et les bourreaux des peuples.

CHAPITRE VII

Les Exploits de Hugues II, comte de Joppé

(1104-1168)

Ébrard IV et Louis VII

Pendant que ces événements s'accomplissaient en France, l'illustration de la famille du Puiset avait passé les mers, et les barons, à leur arrivée en Terre-Sainte, racontaient les exploits de Hugues IV, vicomte de Chartres, qui avait osé braver le seigneur et roi de France. On n'oubliait pas sans doute ses actes de félonie, ses injustes exactions; mais sa réputation comme chevalier lui

faisait pardonner bien des fautes aux yeux de ces nobles qui ne rêvaient que chevauchées et expéditions aventureuses. Aussi, quand on apprit la venue d'un descendant de cette famille, neveu de ce redoutable seigneur, tous les regards se portèrent sur lui : c'était Hugues, fils de Hugues III et de Manilie, qu'on a souvent confondu avec le précédent.

Né en Apulie, Hugues II, comte de Joppé, avait grandi à la cour de son parent Bohémond, qui prit grand soin de son éducation et forma son cœur à tous les nobles sentiments dont était animée la chevalerie.

A peine eut-il atteint sa seizième année, qu'il franchit la mer et vint rejoindre l'armée des Croisés. C'était un jeune homme d'une taille élevée, d'une physionomie franche et ouverte : tous les historiens se sont complu dans la description de ses qualités naturelles, qui semblaient le prédestiner à de grandes choses ; aussi fut-il surnommé le Beau. Bientôt il n'y eut plus, dans toute l'armée, de seigneur dont les talents fussent plus remarquables (1).

Son courage lui faisait braver tous les dangers où l'exposait témérairement sa jeunesse, et bientôt il demande à être mis en possession de l'héritage paternel et du titre de comte de Joppé, ce qui lui fut accordé sans aucune difficulté, vers l'année 1122 ; car, à cette époque et sous ce titre, il permet à Balian, son connétable, de faire un don à l'hôpital des pauvres de Saint-Jean, à Naplouse (2).

Le roi, non content d'honorer ainsi son courage militaire et la noblesse de sa maison, le maria à Emma ou Émelotte, nièce du patriarche Arnoul et veuve du seigneur Eustache Grenet (3). Cette union paraît avoir eu lieu peu de temps avant le 8 avril 1124, époque à laquelle Emma confirma le don d'un moulin qu'elle avait

(1) *Erat autem idem adolescens corpore procerus, decorus forma, actibus insignis militaribus, graciosus in oculis omnium, in quem videbantur naturæ dona plena liberalitate convenisse : ita ut in regno vel corporis elegantia, vel generositatis titulo, vel rei militaris experientia nullum procul dubio haberet parem.* (Recueil des Historiens des Croisades, p. 633.)

(2) *Codice diplomatico etc.*, I, n° 12, p. 212.

(3) La *Chronique française* appelle cette veuve Éléonore. « Lors prist fame une dame qui fu nièce li patriarche Hernoux, Aliennor avait nom. » (Recueil des Historiens des Croisades.)

fait d'accord avec son premier mari à l'église de la Sainte-Quarantaine (1).

Mais tant de qualités réunies devaient exciter la jalousie des seigneurs, et Hugues nourrissait en son âme des sentiments de fierté et d'arrogance qui déplaisent dans un jeune homme : sa folle ambition allait lui ravir cette même gloire qu'il recherchait par tous les moyens.

Beaudouin étant mort, Foulques, comte d'Anjou, son gendre, fut déclaré roi de Jérusalem; mais ce prince ne tarda pas à vivre en mauvaise intelligence avec le comte de Joppé, sous prétexte que sa femme entretenait des relations intimes avec lui. Ces soupçons n'avaient aucun fondement, car Hugues était proche parent de la reine du côté de son père (leurs pères étant cousins, fils des deux sœurs), et sa conduite vis-à-vis d'elle semblait empreinte de la plus juste loyauté (2). Mais la véritable raison de leur intimité avait pour cause l'orgueil du comte Hugues, qui le portait peut-être en secret à ambitionner un honneur dont Foulques était indigne d'après lui. Aussi ne tarda-t-il pas à être accusé d'attenter à la vie du roi. Gauthier de Césarée, fils de sa femme, soutint contre son beau-père l'accusation de félonie devant tous les seigneurs assemblés et, suivant l'usage du temps, jeta son gant. Hugues en fit autant et en appela à un combat singulier pour affirmer son honneur et maintenir l'intégrité de sa réputation. Mais, soit que sa conscience lui reprochât réellement son crime, soit plutôt, ajoute l'historien Guillaume de Tyr, qu'il sentit sa cause perdue à l'avance, étant suspect au roi, comme nous l'avons vu, Hugues ne parut point au jour fixé et fut condamné par la cour plénière.

Outré de ce jugement qu'il pouvait éviter, il entreprit, par dépit, une action qui souleva contre lui l'opinion publique et ne servit qu'à confirmer les soupçons qui pesaient sur lui. Il vint à Ascalon, où se trouvaient les Turcs, et leur demanda du secours pour combattre le roi; et bientôt, en effet, Hugues parut à la tête des ennemis qu'il était venu combattre, et, de concert avec eux, se livra à des violences inouïes, harcelant sans cesse les Croisés qui

(1) *Codice diplomatico del sacro militare ordine Gerosolimitano*, par Sébastien PAOLI; Lucques, 1733-1737, 2 vol. in-fol., I, n° 119, p. 223.

(2) N'étoit mie merveille se il estoit plus privez de la reine que un.

se répandaient dans la campagne pour chercher des provisions, bouchant les puits, détruisant les vivres et mettant sous la garde de ses odieux compagnons les malheureux soldats qu'il faisait prisonniers. Un jour, même, cette troupe, enhardie par le chef qui la commandait, osa, dans une sortie, attaquer le camp des Croisés. A cette nouvelle, le roi, transporté de colère, fit le siège de Jaffa, ville dépendant du fief de Hugues, qui, voyant flotter au loin la bannière royale, s'échappa honteusement. Mais les habitants, abandonnés de leur seigneur, ouvrent les portes et vont offrir au roi les clefs de leur ville. Foulques et les chevaliers, qu'indignait une telle conduite, le déclarèrent déchu de ses titres et de ses honneurs, traître à l'armée et à Dieu, et incapable de porter désormais le noble titre de Croisé.

Tel fut le résultat de sa folle ambition. Hugues montrait ainsi qu'il était de la famille du Puiset, de cette race amie du parjure, qui sacrifiait tout, les choses même les plus sacrées, pour obtenir la renommée.

Cependant, d'une habileté consommée et d'une souplesse d'esprit incroyable, promettant dans l'adversité et bien résolu à ne pas tenir sa parole aussitôt que les circonstances plus favorables souriraient à ses désirs, Hugues s'était retiré auprès du patriarche de Jérusalem ; et sa femme Emma, jalouse de conserver à son mari la gloire que lui avait enlevée sa conduite, mit tout en œuvre pour faire pardonner cette révolte.

Secondée habilement par son oncle, elle alla trouver le roi, lui parla avec tant d'onction que la reine lui accorda tout ce qu'elle sollicitait, et Foulques vint à Jérusalem offrir une réconciliation à Hugues. Ces deux ennemis avouèrent leurs fautes, et, au milieu de toute la cour, s'embrassèrent et se jurèrent mutuellement un oubli réciproque de leurs anciennes querelles.

Hugues rentra dans la jouissance de tous ses droits, sa ville et ses possessions lui furent rendues, à la condition toutefois de reconnaître en toutes circonstances la suzeraineté de Foulques. Il consentit à tout ; mais la faveur et le crédit qui s'attachèrent à ses hauts faits lui ayant mérité l'estime de l'armée, heureuse de le voir ainsi réparer ses fautes, le roi en conçut encore de la jalousie et de l'ombrage, et une paix si solennellement jurée ne dura pas longtemps.

Foulques chercha de nouveau les occasions de se délivrer

d'un rival aussi dangereux, dont l'influence balançait souvent la sienne.

Un jour, Hugues se trouvait à Jérusalem dans une maison où il jouait aux échecs : tout à coup, entre un chevalier breton qui le frappe de plusieurs coups et s'enfuit. Les seigneurs présents se hâtent d'étancher le sang de ces blessures et ne craignent pas de dire hautement que c'est Foulques qui a dirigé la main du meurtrier. Le roi fit tous ses efforts pour détourner ces soupçons, et même l'assassin fut condamné à mort. A peine Hugues eut-il cicatrisé ses plaies qu'il jura une haine éternelle à ce monarque et chercha à son tour les moyens de lui ôter la vie. Il entra dans un nouveau complot contre son suzerain ; mais les seigneurs crurent qu'il leur importait de mettre un terme à une conduite qui couvrait de honte un noble chevalier et leur roi. Dans ce but, un conseil se réunit, et il fut décidé que Hugues serait dépouillé d'une partie de ses biens ou du moins de ses revenus, qui seraient employés au paiement de ses dettes : en effet, nous le voyons, dans un diplôme de 1133, concéder, sur la recommandation de sa femme Emma (1), un casal aux Hospitaliers, et confirmer le don fait en leur faveur, par un de ses vassaux, de plusieurs terres et de quelques moulins. En retour, il reçoit comme cadeau, presque comme aumône, *caritative*, cent besants et une mule.

En cette même année, son titre lui fut enlevé et donné à Guy de Lyzygny (2).

Toutes ces mesures durent abaisser singulièrement l'orgueil du comte Hugues. Les barons avaient en outre fait un traité par lequel il serait tenu de s'absenter du royaume l'espace de trois ans : dure nécessité. Hugues s'y résigna d'autant plus volontiers que sa vie était sans cesse menacée. Il quitta donc la Terre-Sainte et se retira en Apulie, où le roi Roger, trouvant en lui une victime de la jalousie, le traita en noble chevalier et lui donna le comté de Gargante ; il y mourut, suivant l'expression de Guillaume de Tyr, digne d'être pleuré par la postérité (3).

Les actes qu'on voit donnés en son nom ou signés de lui

(1) *Cartul. du Saint-Sépulcre*, n° 67, p. 139 : *favore uxoris meæ Emmæ*.

(2) *Recueil des Historiens des Croisades*, p. 1116, 1122, 1127, 1128 et 1133.

(3) *Ubi morte præventus immatura vir lugendus posteris in regnum deinceps non est reversus*. (*Recueil des Historiens des Croisades*, p. 633.)

et qui supposent sa présence en Terre-Sainte, sont des années 1122, 1124, 1126, 1128, 1129 et 1133 (1). Ce doit donc être peu après cette dernière année qu'il abandonna pour toujours le pays d'outre-mer, laissant une réputation détestable, en tout conforme à celle de son oncle Hugues du Puiset.

Le P. Anselme suppose qu'il revint en France et qu'il y épousa, avant l'année 1168, Pétronille, comtesse de Bar-sur-Seine (2).

La famille du Puiset ne s'éteignit pas avec Hugues, car un auteur nous apprend qu'elle subsistait encore au royaume de Naples sous le roi Charles I^{er}, et même qu'elle habita pareillement dans l'île de Chypre, si toutefois c'est la même qui porta le nom de Puisat, ainsi que les écrivains français des guerres saintes désignent toujours la maison du Puiset, l'histoire de ce royaume faisant mention de Scirro de Puisat, chevalier envoyé vers l'année 1458 comme ambassadeur en Savoie pour le mariage de Louis de Savoie avec la fille du roi de Chypre, et d'Augustin de Puisat, favori de la reine Charlotte (3).

Mais si Hugues, comte de Joppé, ne vit pas périr avec lui le souvenir et le nom du Puiset, son oncle Hugues IV, malgré ses malheurs, laissa aussi un fils qui devait continuer une tradition désormais impérissable.

Ébrard IV, fils de Hugues et d'Agnès, qui fut toujours associé aux libéralités de son père, partagea aussi ses infortunes et connut de bonne heure l'adversité. Cependant, tant de calamités dont sa famille fut frappée ne réussirent pas à lui inspirer de meilleurs sentiments et une autre conduite : continuateur des œuvres de ses ancêtres, il s'ingénia à faire le plus de mal possible à ses voisins. A peine son père eut-il quitté la France, qu'Ébrard répara les ruines que les guerres avaient amoncelées autour de son château et le mit en état de lutter encore avec avantage contre le roi. Toutefois, n'osant pas s'attaquer aux puissances qui avaient châtié

(1) *Cartulaire du Saint-Sépulcre* : n° 119, p. 223; n° 44, p. 82. *Codice dipl.*, I, nos 12, 10, 157, p. 10, 11, 13, 201, 206. *Ægidius de Roya, Annal. Belg. apud Swertum, Francofurti*, 1620, in-folio.

(2) P. ANSELME, VI, p. 141.

(3) *Les Familles d'outre-mer*, de DUCANGE, revues par REY, Paris, 1869, p. 338; *Ammirato nella famiglia Caracc.*, p. Mateo GIOVENAZZO, p. 108, § 194; LOREDANO, *De re Lusignan.*, livre X, p. 624; livre XI, p. 711.

la rébellion de Hugues, il s'était contenté de ravager les domaines des moines environnant ses possessions.

Louis VI, dont la vie fut consacrée à batailler contre les seigneurs de son royaume, ne crut pas qu'il dût intervenir pour faire cesser les pillages du vicomte; d'ailleurs, il n'avait plus que quelques années pour remplir le rôle que lui avait assigné la divine Providence, il les employa à des expéditions glorieuses et utiles au repos du royaume, tour à tour contre Thibaut de Champagne et contre le seigneur de Saint-Brisson, dans l'Orléanais, dont le château, vrai repaire de voleurs comme celui du Puiset, fut détruit par les flammes (1133). Au retour de cette campagne, Louis mourut bientôt, laissant le trône et le sceptre à son fils, que les contemporains appelaient *Flores* (le Fleuri), à cause de sa jeunesse et de sa distinction.

Profitant des graves embarras qui signalèrent l'avènement de Louis VII, le vieux baronnage, si laborieusement plié par le roi précédent sous le joug des lois, relevait la tête et cherchait à se protéger contre les atteintes du pouvoir royal, tandis que d'un autre côté l'esprit communal gagnait les villes du domaine même de la couronne; mais Louis, inspiré par les conseillers de son père, réprima ces tentatives d'insurrection ou de révolte par des coups énergiques dont la rigueur peut être en partie excusée par la difficulté des circonstances. Orléans avait proclamé la commune; il accourut dans cette cité, châtia sans pitié les chefs du soulèvement populaire, et, par ce coup d'autorité qui inaugurerait son règne, il apprit aux seigneurs, surpris, qu'ils avaient un nouveau maître (1).

Le seigneur du Puiset le sentit bientôt, car le roi reçut un jour une députation des moines de Saint-Père, présentée par Suger, qui venait se plaindre de la conduite d'Ébrard. Chaque jour ce vicomte tombait sur les hôtes des monastères, qu'il pillait et rançonnait, ou bien, en vertu du droit *de past et de gîte*, dévorait la substance des pauvres gens. Louis, indigné d'avoir encore à réprimer les criminels excès de ce seigneur, qu'il croyait rendu plus circonspect et plus prudent, le manda à Paris en 1143, et lui fit une menace si énergiquement formulée que le coupable renonça sur le champ à ses prétendus droits entre les mains de l'abbé

(1) SYMPH. GUYON.

BULL., t. III.

Eudes, et, à cette occasion, une patente royale ou charte gardienne, datée de Paris, fut délivrée aux religieux de Saint-Père (1).

Quelque temps après, Ébrard reçut du roi une lettre empreinte de manières polies, mais aussi d'un ton dénotant l'autorité. Le seigneur du Puiset avait exercé quelques dommages sur le village de Villepreux, appartenant au Chapitre de la Madeleine de Châteaudun. Les chanoines se plaignirent. Louis écrivit à Ébrard :

« Louis, par la grâce de Dieu, roi des Français et duc des Aquitains, à notre fidèle et amé Ébrard du Puiset, salut et ma grâce.

« Nous mandons à ton affection, et en mandant nous prions que, si tu nous aimes et que tu désires avoir notre amour, tu fasses rendre, sans délai, aux chanoines de Sainte-Marie de Châteaudun, le butin que tes hommes leur ont pris depuis onze jours. Nous voulons, en effet, et en te le mandant nous exigeons que, ni toi, ni tes hommes, vous ne les inquiétiez davantage, eux ou ce qui leur appartient; n'allez pas, en les injuriant de nouveau, agir contre notre volonté, et n'essayez pas de nous tromper. Adieu (2). »

Cette lettre produisit son effet, et Ébrard cessa toute persécution contre les biens ecclésiastiques. Bien plus, à l'exemple du Comte Thibaud V, qui le prit comme témoin de deux donations faites aux lépreux de Beaulieu, l'une de son droit d'escuage (*scutum*), en 1158 (3), et l'autre d'une terre en 1168 (4), le sei-

(1) *Cartulaire de Saint-Père*, p. 644. Philippe-Auguste confirma ces exemptions contre le seigneur du Puiset, par ses lettres données à Fontainebleau en l'année 1183, suivant DOYEN, I, p. 191.

(2) « *Ludovicus Dei gratia Francorum rex et dux Aquitanorum, Ebrardo de Puteolo, fideli et amico nostro, salutem et gratiam meam.*

« *Dilectioni tuæ mandamus et mandando precamur quatenus predam canonicorum Sancte Marie Castridunensis quam tui homines in suis a diebus XI capierunt absque dilatione reddi facias sicut nos diligis et amorem nostrum habere desideras. Nos enim volumus et tibi mandando precipimus ut non tu nec tui homines eos vel res eorum amplius inquietetis, nec inquietando contra nostram voluntatem decipere præsumatis. Valet.* »

L'abbé Bordas, qui nous donne cette charte, la croyait écrite avant le premier siège du Puiset par Louis-le-Gros; elle est certainement de Louis VII. — *Histoire du Dunois*, p. 125, 126.

(3) Beaulieu, *Cartulaire noir du Grand-Séminaire*, Bibliothèque de Chartres.

(4) *Idem, ibidem.*

gneur du Puiset, se trouvant à Nottonville, amortit une acquisition que lui avaient faite les religieux de Thiron dans la dîme d'Orgeriville, en 1170 (1), et, en l'année 1187, il amortit de même une terre en faveur de l'abbesse de Saint-Avit (2).

Nous n'avons pu découvrir la date précise de sa mort, mais ce dernier acte que nous venons de signaler ne doit pas nous en éloigner beaucoup (3).

De son frère Burchard, nous ne savons que le nom, qui nous est donné par des chartes de 1128 et de 1129.

Tels sont les principaux seigneurs de cette famille du Puiset qui, depuis deux siècles, ont occupé dans l'histoire un rang distingué; mais cette Maison ne périt pas à la fin du XII^e siècle. Sa gloire s'éclipsa peu à peu, comme celle de bien d'autres barons qui virent diminuer leur prestige seigneurial à mesure que l'autorité royale s'établissait solidement sur les débris de leurs donjons abandonnés. Ébrard fut le dernier représentant de ce grand nom, le dernier rejeton de ces petits tyrans qui exercèrent durant tant d'années les plus horribles déprédations sur les terres ecclésiastiques et monastiques de la Beauce.

Toutefois, nous continuerons, dans une sèche et froide analyse, à mentionner les noms des seigneurs qui, par la suite des âges, ont porté les titres de vicomtes de Chartres et de sires du Puiset.

CHAPITRE VIII

Les derniers Vicomtes de Chartres

(1187-1316)

Les Barons du Puiset

(1789)

Ébrard IV eut trois enfants : Hugues et Galeran, qui moururent probablement du vivant de leur père, et ne sont pas qualifiés

(1) *Cartulaire de Thiron*; manuscrit Orléans, n° 304, sans pagination.

(2) *Idem, ibidem*.

(3) *Cartulaire de Beaugency*. On trouve, en l'année 1179, une charte d'Ébrard en faveur des religieux de Beaugency.

vicomtes, et Henri du Puiset ou de Puisat. Ce dernier est témoin dans une charte contenant une vente de la forêt de Vendôme, faite par Hugues V, vicomte de Châteaudun (1175-1184), et reçoit pour cet acte quarante-six sous (1). Il se trouve encore dans une autre pièce (1181-1190), où il est nommé du Puiset ou de Ludon (2).

Pintard donne Hugues pour fils de Henri.

Milon ou Miles, comte de Bar-sur-Seine, petit-fils d'Ébrard IV, qu'il appelle *Avus bonæ memoriæ* (3), vicomte de Chartres et seigneur du Puiset, partit pour la Terre-Sainte à la suite d'une réunion tenue à Chartres en l'honneur de Blanche, fille du roi de Navarre et épouse du comte de Champagne. Milon se maria avec Hélisende, qui lui donna deux fils : Jean et Gaucher.

1210. — Mathieu se reconnaît serf du Chapitre de Notre-Dame, en présence de Milon (4).

1210. — Manassès, évêque d'Orléans, publie une donation faite aux religieux de Saint-Martin de Meung, de cinq muids, mesure du Puiset, sur la dime d'Esson ; et Milon, comte de Bar et seigneur du Puiset, est témoin (5).

1218, mois de janvier. — Milon abandonne les mauvaises coutumes qu'il percevait sur le domaine de Nottonville, en présence du même Manassès, évêque d'Orléans et abbé de Saint-Euverte. Il est désigné comme Croisé (6). Il abandonne même une maison qu'avait construite en ce prieuré son aïeul Ébrard. Un procès s'éleva à ce sujet : on attendit le retour de Milon.

1222, mars. — Éremburge, épouse de Philippe de Puteolis, soldat, abandonne tous ses droits sur certains prés de Villepreux et de Saint-Cyrice, que son mari avait vendus à Philippe, abbé de

(1) *Cartulaire dunois*, p. 176.

(2) *Histoire de Chartres*, par E. DE L'ÉPINOIS, II, p. 612.

(3) *Cartulaire de Beaulieu*, année 1210, *ibid.*

(4) Collection LEJEUNE.

(5) Manuscrit d'Orléans n° 394.

(6) *Idem comes Barri super Sequanam cruce signatus ex mera liberalitate et devotione quitavit et concessit herbergamentum quod ædificaverat Ebrardus bone memorie avus suus.* — *Cartulaire dunois*, charte CCXXX, p. 212.

Marmoutiers. Cette concession est consentie par ses fils et héritiers Girard, Jacquelin, Philippe, et par ses deux filles Éremburge et Godehald (1).

Même année, mois de mai. — Le même Philippe, soldat et homme du seigneur de Fréteval, Ursion de Mellay, vend à Marmoutiers, pour vingt-cinq livres tournois, un pré voisin du Loir, à Villepreux. Acte dressé en présence de sa femme Éremburge et de ses enfants Pierre, Girard, Philippe, Jacquelin, Godehald et Jacqueline (2).

1225. — Hélisende, comtesse de Bar-sur-Seine, avait obtenu comme dot une procuration annuelle sur la maison des moines de Villeau et les hommes de cette métairie, les droits de haute justice et l'usage de la forêt de Nottonville : elle abandonne tout pour le salut de son âme et pour les âmes de Milon, son mari, et de ses fils Jean et Gaucher (3).

Gaucher de Bar, vicomte de Chartres et seigneur du Puiset, partit pour la Terre-Sainte avant l'année 1219, car, à cette date, étant malade au siège de Damiette, il fit, au mois d'août, un testament par lequel il chargeait sa mère Hélisende et son épouse Isabelle, de construire une chapelle en l'honneur de la Madeleine : pour cette fondation, il assignait en fonds de terre la valeur de dix livres. Milon, son père, ayant fait de Gourdez son principal manoir et le chef-lieu de sa vicomté, Gaucher ordonnait, par un autre article de son testament, l'érection d'une chapelle en l'honneur de saint Eustache, à laquelle il consacrait une pareille somme de dix livres. Ces deux fondations furent réalisées, car il ajoutait que, si on y manquait, la terre du Puiset devait être mise en interdit jusqu'à l'entière exécution de ses volontés (4).

Gaucher mourut sans enfants au moins avant 1225, d'après la donation de sa mère, puisque, à la même époque, au mois de juin, Simon, seigneur de Rochefort et du Puiset, son neveu, pour le salut de l'âme de tous ses parents et successeurs, concède à Dieu,

(1) *Cartulaire dunois*, charte CCXXXI, p. 213. — Nous avons parlé de ces personnages sans savoir positivement s'ils étaient du Puiset.

(2) *Cartulaire dunois*, charte CCXXXIII, p. 214.

(3) *Cartulaire dunois*, charte CCXXXVII, p. 217.

(4) DOYEN, p. 192.

aux moines de Marmoutiers et à leur prieur de Villeau, tous ses droits de haute justice (1).

Le mois suivant (2), il abandonne au même monastère de Marmoutiers, en pure et perpétuelle aumône, tous ses droits sur la forêt de Nottonville.

Ces deux chartes sont vidimées par le comte de Chartres Jean et par son épouse Isabelle, qui approuvent, louent et confirment, au mois de septembre 1227.

Simon de Rochefort approuve, au mois de juin 1233, une donation faite par Godefroy de Lennery (3).

Doyen dit qu'il accompagna saint Louis à sa première expédition en Terre-Sainte.

Simon eut un frère nommé Henri, marié à B..., qui abandonna, entre les mains de Hugues, évêque de Langres, *totum jus et dominium* sur la forêt de Nottonville. Bien plus, ce même Henri concéda aux moines de Marmoutiers toute la dime du *pédage et du conduct*, qu'il possédait au Puiset, de façon que les religieux demeurant dans le prieuré de cette seigneurie devraient recevoir de sa main ou de celle de son serviteur, pendant une semaine, l'argent revenant de ces droits. Ces concessions furent approuvées de Simon, en 1205, au mois de septembre (4).

Après Simon de Rochefort, la vicomté passa entre les mains de son fils Guy, qui, en qualité de seigneur du Puiset, signe plusieurs actes des années 1251 et 1255, concernant les lépreux de Beaulieu : il devint ensuite évêque de Langres (5) et fit une donation en faveur de l'abbaye de Voisins (6).

Jean, son frère, est qualifié vicomte de Chartres dans un titre de l'abbaye de l'Eau (7), du mois de janvier 1271 : il fut trésorier de Langres.

(1) *Cartulaire dunois*, charte CCXXXIX, p. 219.

(2) *Ibid.*, charte CCXXXIX, p. 220.

(3) *Ibid.*, charte CCXLVI, p. 228 et 229.

(4) *Ibid.*, charte CCXIV, pages 197 et 198.

(5) L'ÉPINOIS, page 612. Cf. aussi le *Gallia Christiana*, tome IV, page 290.

(6) *Manuscrit de dom ESTIENNOT*. La copie de cette charte a été écrite par dom VERNINAC, dans le tome IV, page 290, du *Gallia Christiana* de la Bibliothèque d'Orléans. Cette charte date de 1237 : « *Guido miseratione divina Lingo-nensis epus et dominus Puisati et vicecomes Carnotensis.* »

(7) *Manuscrit d'Orléans* n° 394.

Gauchier de Rochefort, frère ou neveu de Guy, seigneur du Puiset, signe, en qualité de vicomte de Chartres, dans un titre de Saint-Cheron de 1282 et dans une charte relative au prieuré de Plancy. Il épousa Marguerite de Plancy en 1287 (1).

Pierre de Rochefort, seigneur du Puiset, archidiacre de Langres, fut le dernier vicomte de Chartres. Cette dignité avait duré plus de trois siècles dans la maison du Puiset, qui seule la posséda ; elle s'éteignit avec Pierre (1316).

Dès lors la seigneurie du Puiset devint l'apanage des ducs d'Orléans. Jean de Rochefort la posséda en fief (1370-1375). Il avait épousé Jehanne de La Tremoille, fille de Guillaume et de Marie de Mello (2). Après la mort de son mari (1375), Jehanne fit hommage au duc d'Orléans, suivant un acte du 29 avril, ainsi conçu :

« Sachent tuit que je, Jehanne de Matigny, dame du Puiset, de Rochefort et d'Audesel, tant en mon nom come au nom et à cause de Gillet, Jehan et Marguerite, mes enfans et enfans de feu mon très chier sieur monsieur Jehan de Rochefort, que Dieu absolve, desquels j'ai la garde et gouvernement, connois et advoue tenir en fief et hommage de monseigneur le duc d'Orléans.... (3) ».

Nous ne savons pas si les enfants qui viennent d'être nommés héritèrent du fief, mais, entre cette dernière pièce que nous avons citée et celles qui suivent, il s'écoule un espace de deux cents ans durant lesquels aucun nom important ne se présente dans la liste des possesseurs du Puiset.

1529, 13 février. — Charles de Gaillon, baron du Puiset, seigneur d'Allonnes et de Brandelon, se marie avec Jehanne Beauvilliers (4).

1566. — Michel de Marolles, seigneur du Puiset, écuyer, est condamné par contumace à avoir la tête tranchée, en la place de Janville, pour assassinats (5).

(1) P. ANSELME, I, page 512.

(2) P. ANSELME, IV, p. 579.

(3) *Archives départementales du Loiret*, A, 280.

(4) P. ANSELME, IV, page 114.

(5) *Archives départementales du Loiret*, A, 280.

1573. — Catherine de Médicis se reconnaît souveraine du Puiset (1).

1636. — Rose d'Oinville était dame du Puiset (2).

1685. — Claude Gallart, seigneur de Poinville et de Semonville, porte le titre de baron du Puiset (3).

1691. — François de Hallot offre foi et hommage pour la terre du Puiset (4).

1693, 19 avril. — Paul de Beauvilliers, duc de Saint-Aignan, prête serment, foi et hommage pour la châtellenie du Puiset, qu'il avait acquise de demoiselle Catherine de Hallot, dame de Lestourville et du Puiset, fille de François de Hallot (5).

1720, 16 octobre. — Pierre-René de Brisay, comte de Denonville, brigadier de l'armée du roi et son lieutenant au Pays Chartrain, est baron du Puiset. Le 20 septembre de la même année, il y avait eu, au Puiset, une saisie féodale (6).

A partir de cette époque, le titre resta dans cette même famille, car, en 1767, nous trouvons un acte de Ange-René de Brisay, comte de Denonville et seigneur du Puiset, qui possédait la terre et le château de par son aïeul paternel (7).

Arrêtons-nous : c'est ainsi que le château du Puiset fut l'origine d'un titre qui traversa le Moyen-Age, franchit les temps modernes et vint se briser, comme tant d'autres, contre le redoutable écueil de 1789.

Et maintenant, que reste-t-il de tous ces souvenirs ? Rien, que des ruines. Nous avons vu bâtir l'église ; seule elle est debout, comme pour témoigner aux yeux des hommes que les œuvres justes et pieuses seules demeurent. Toutefois, le couvent, qu'on appelle aujourd'hui l'*Ermitage*, a été rasé, et des fouilles récemment pratiquées ont amené la découverte d'anciennes constructions

(1) *Archives départementales du Loiret*, A, 280.

(2) P. ANSELME, IX, page 168.

(3) P. ANSELME, IV, page 767.

(4) *Archives départementales du Loiret*, A, 280.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*

que l'on croit être celles de l'abbaye, située au nord du Puiset à douze ou quinze cents mètres. Le chemin conduisant à ce champtier porte toujours le nom de l'*Ermitage*. Quant à l'ancienne maladrerie, elle fut plus heureuse, car ses bâtiments subsistent encore : seule, la chapelle a été distraite et est affectée à l'usage de grange dépendant d'une ferme voisine. Derrière ces bâtiments, dans un terrain encore clos, on trouve de nombreux ossements donnant à penser que ce lieu pouvait être l'ancien cimetière de la maladrerie, appelée *Saint-Ladre*, entre le Puiset et Janville.

La Maison-Dieu ou l'Aumône n'a laissé qu'un souvenir.

Tels sont les restes des fondations pieuses ; des deux châteaux, il ne subsiste que des ruines. Des personnes octogénaires affirment avoir vu, sur la butte du Boel ou Boille, des débris d'ancienne tour. Du reste, cette forteresse communiquait, par d'immenses souterrains toujours subsistant, mais dont les issues sont bouchées, avec le château principal.

Ce dernier, reconstruit tant de fois, n'offre plus que quelques bâtiments : la maçonnerie en est fort solide et paraît avoir été faite avec soin, bien qu'assise sur des terres mouvantes et rapportées. Au-dessus de la porte principale du château, on voit les armes des seigneurs qui l'ont possédé : une fenêtre conserve quelques traces du XII^e ou du XIII^e siècle. Tout près du château, se dressent les mesures du donjon, appelé encore aujourd'hui *tour du château* : quelques-unes ont jusqu'à neuf mètres de hauteur et sont d'une épaisseur extraordinaire. Ces mesures reposent sur une butte de forme ronde dont la base a deux cents mètres, le sommet, soixante-dix, et la hauteur, vingt.

« Dernièrement, dit M. Marc, on voyait encore, dans la tour du château qui servait de prison, l'habitation du geôlier, au bas de laquelle il existait un puits tellement disposé que, du haut du donjon, on pouvait puiser de l'eau. Au bas du château, s'étend une plaine qui était autrefois une immense cour joignant, à deux cents mètres de là, la tour du Boël. »

De nombreux souterrains sillonnent la plaine et se dirigent, en général, du château vers le nord, c'est-à-dire vers la plaine qui s'étend presque jusqu'à Neuvy-en-Beauce.

Le Puiset avait deux foires. L'une, établie par le roi, comme nous l'avons vu, se tenait le jour de la Madeleine : elle fut maintenue par un décret de l'an XII, et a lieu le 22 juillet ; on l'appelle

la *Foire aux échalottes*. L'autre se nommait *Foire de l'Ermitage*, et se tenait devant l'église Saint-Michel, d'après un titre de 1375.

En outre, tous les quinze jours, le samedi, il y avait un marché dont l'antiquité remonte aux premiers seigneurs du Puiset.

Les archives conservées à la mairie ne commencent qu'à l'année 1610; le propriétaire actuel du château conserve aussi quelques documents dénués de valeur historique.

Voilà les modestes renseignements que nous avons pu recueillir sur ce petit coin de terre, aujourd'hui bien paisible. De simples laboureurs habitent ces demeures : parfois, en creusant un sillon, ils trouvent quelques débris des temps anciens ; ils s'étonnent, mais bientôt la mémoire leur rappelle qu'autrefois ce pays eut ses siècles de célébrité avec les Hugues et les Ébrard. Durant les longues soirées d'hiver, à la veillée, les vieillards racontent encore aux jeunes générations, qui les écoutent avec grande attention, les événements accomplis, et en entendant les déprédations et le récit des souffrances imposées aux manants de cette époque, plus d'une vieille femme se signe, croyant voir apparaître la bande d'Orgères prête à renouveler les horreurs des temps anciens.

Ch. CUISSARD.

GÉNÉALOGIE DES SEIGNEURS DU PUISET

GILDUIN épouse Emmeline.

HARDOUIN ép. Élizabeth.	HUGUES, évêque.	ÉBRARD I ^{er} ép. Humberge.	GILDUIN, GALERAN, s ^r de Breteuil. abbé.
----------------------------	--------------------	---	--

ÉBRARD II, moine.	HUGUES II ép. Adelesis.	GALERAN s ^r de Breteuil.
----------------------	----------------------------	--

GILDUIN, HUMBERGE, ÉBRARD III, GUY, GALERAN,	HUGUES III (HUGUES I ^{er} DE JOPPÉ) ép. Manilie.
--	---

HUGUES IV
ép. Agnès.

ÉBRARD IV, BOUCHARD.

HUGUES II DE JOPPÉ
ép. Emma,
ép. Pétronille
de Bar.

HENRI, HUGUES V, GALERAN,

HUGUES VI,

MILON, comte de Bar-sur-Seine, petit-fils d'Ébrard IV,
ép. Hélisende.

JEAN,	GAUCHER ép. Isabelle.
-------	-----------------------

SIMON DE ROCHEFORT, neveu.

GUY,	JEAN.
------	-------

GAUCHER DE ROCHEFORT.

JEAN, ép. J. de Matigny.

Note pour le Chapitre IV, page 342.

Aux six enfants de Hugues II, nous en ajouterons un septième dont l'existence nous est révélée par un passage du Cartulaire, encore inédit, de l'abbaye de la Grande-Sauve, située aux environs de Bordeaux. Nous en devons

la communication au savant M. Dupré, ancien bibliothécaire de la ville de Blois. Voici le texte :

« *Hugo de Puteolo tradidit nobis filium suum Milonem nomine, ut nobiscum fieret monachus et frater noster qui etiam non longo tempore post defunctus est anima ejus requiescat in pace. Amen. Uxor autem ejus, Adelicia nomine, supradicti pueri mater, pro anima ipsius Hugonis et predecessorum suorum et sua largita est nobis et fratribus nostris terram de Villari monte. »*

A ce texte, M. Dupré a joint quelques notes explicatives que nous nous faisons un devoir de rapporter :

« Pour l'intelligence de ce document, il faut savoir que les Bénédictins de la Grande-Sauve possédaient un prieuré conventuel à Semoy, près d'Orléans, fondé au XI^e siècle par Albert d'Aschères. Le jeune Milon avait été confié aux moines de cette résidence pour y être initié à la vie religieuse, quelque temps avant la mort de son père. »

C'est le seul document que nous possédions sur ce Milon, qui vécut et mourut peut-être ignoré dans ce prieuré. Son nom même fût demeuré dans l'oubli sans les recherches sur les *Possessions de la Grande-Sauve dans l'Orléanais*, que la Société archéologique de l'Orléanais a récompensées par une médaille dans son rapport sur le Concours quinquennal de 1880.

CH. C.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

RÉUNION GÉNÉRALE

DU 26 OCTOBRE 1880

La Société Dunoise s'est réunie en assemblée générale le mardi 26 octobre 1880, à une heure, dans la salle du Musée, au château de Châteaudun.

Étaient présents :

MM. Coudray, vice-président, Gougeon, Pouillier, Allard-Vaumartel, Boret, le comte de Chanaleilles, Desbans, Duchesne, Faujière, Girard, Alexis Lucas et Sence.

M. H. Lecesne s'excuse par lettre.

Le Bureau a prononcé l'admission de deux nouveaux membres titulaires :

M. GIRARD-BOIS, propriétaire à Châteaudun, présenté par MM. Coudray et Pouillier ;

Et M. MOUGEOL, professeur au Collège de Châteaudun, présenté par MM. Faujière et Pouillier.

Le Bureau a reçu, depuis la dernière réunion générale, les ouvrages et objets suivants :

PUBLICATIONS

Journal des Savants, juin, juillet, août et septembre 1880.

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, avril-juin 1880.

Bulletin de la Société de géographie (par abonnement), avril, mai et juin 1880.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan, années 1878 et 1879.

Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris, janvier à avril 1880.

Revue des Sociétés savantes des départements, 7^e série, tome II, 3^e livraison.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, 1880, n^o 2.

Bulletin de la Conférence littéraire et scientifique de Picardie, juillet-août 1880.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, août 1880.

Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente, années 1878-1879.

OBJETS DIVERS

Trois échantillons minéralogiques, don de M. Juchet, régisseur à Marchenoir.

Une caisse d'échantillons de géologie, provenant de notre contrée, don de M. Denizart, de Brou.

Un assignat de dix sous, offert par M. Foreau.

Trois assignats de cinquante livres, de vingt-cinq livres et de cinq livres, offerts par M. Brossier-Géray.

M. Mazoyer, ingénieur des ponts et chaussées à Châteaudun, a fait don au Musée des objets suivants, qui ont été trouvés dans les travaux du chemin de fer de Châteaudun à Pataý, sur le territoire de l'arrondissement de Châteaudun :

Un long et magnifique couteau en silex taillé, trouvé au milieu d'ossements humains, dans un dolmen, près de la voie du chemin de fer.

Une hachette en silex poli, un petit couteau et une seconde hachette.

Deux moyens bronzes d'empereurs romains : l'un d'Antonin-le-Pieux avec la légende ANTONINUS PIUS à l'avvers, et FELICITAS au revers ; le second est fruste à l'avvers ; au revers, un roi à genoux devant l'empereur : légende, REPARATIO REIPUBLICÆ. À l'exergue, ANTRF.

Une pièce de trente deniers et deux liards de Louis XIV.

Un jeton frappé à l'effigie du même souverain ; légende du revers : UNUS TERGEMINUM, 1675.

Une médaille religieuse en plomb et un petit poids.

Un ossement de renne pétrifié.

Enfin, un boulet de pierre, datant sans doute de la fin de la guerre de Cent-Ans, trouvé dans les fouilles du pont de la Conie, à la limite de l'arrondissement de Châteaudun. Six ou sept autres boulets de pierre avaient été trouvés au même endroit : tous ont été brisés par les ouvriers, excepté ce dernier et un pareil, qui est destiné au Musée de Chartres.

M. Mazoyer a joint à cet important envoi un plan fort intéressant, avec coupe en travers et coupe en long, de la voie romaine de Chartres à Blois, plan qui sera déposé aux archives de la Société.

M. le comte de Chanaleilles offre de très beaux échantillons de soufre natif, qu'il a rapportés d'un voyage en Sicile.

L'assemblée vote de sincères remerciements à tous les donateurs.

Il est donné lecture de la dernière partie du mémoire de M. Ch. Cuissard, sur *Les Seigneurs du Puiset*.

La séance est levée.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME III

I. — ACTES DE LA SOCIÉTÉ

Année 1875.

	Pages
<i>Réunion générale du 26 janvier 1875.</i> — Membres titulaires nouveaux. — Dons et échanges. — Comptes de 1874 et budget de 1875.	1
Composition du Bureau pour 1875	7
<i>Réunion générale du 27 avril 1875.</i> — Membres titulaires nouveaux. — Dons et échanges. — Deux lettres de M ^{me} Legras, fondatrice des Sœurs de la Charité : l'une de ces lettres adressée à saint Vincent de Paul. — Fouilles faites aux Grandes-Buttes, commune du Mée, à deux kilomètres de Verdes ; Verdes à l'époque romaine (rapport de M. Clément).	9
<i>Réunion générale du 17 août 1875.</i> — Membres titulaires nouveaux. — Échanges et dons. — Fac-simile d'un sceau du couvent de Bouched'Aigre. — Extrait du testament par lequel M. Louvancour a légué à la ville de Châteaudun sa bibliothèque et plusieurs tableaux de Cochereau et de Prévost.	17
<i>Réunion générale du 9 novembre 1875.</i> — Membres titulaires nouveaux. — Dons et échanges. — Transfert du Musée au château de Châteaudun. Lettre de M ^{me} la duchesse de Luynes. L'assemblée décerne à M ^{me} la duchesse de Luynes le titre de membre honoraire de la Société Dunoise	25

Année 1876.

<i>Réunion générale du 4 avril 1876.</i> — Membres titulaires nouveaux. — Dons et échanges. — Comptes de 1875 et budget de 1876. — Pétition adressée au Conseil municipal par le Conservatoire de la Bibliothèque de Châteaudun et le Bureau de la Société Dunoise	29
Composition du Bureau pour 1876	43
<i>Réunion générale du 26 septembre 1876.</i> — Membres titulaires nouveaux. — Échanges et dons. — Les publications de la Société	45

Année 1877.

<i>Réunion générale du 7 février 1877.</i> — Membres titulaires nouveaux. — Échanges et dons. — Décès et obsèques de M. Poulain de Bossay.	
--	--

— Comptes de 1876. — Rapport de la Commission de publication de l' <i>Histoire du Comté de Dunois</i> . — Budget de 1877. — Élection de M. Achille Guinée à la présidence de la Société. — Découverte de deux fresques dans l'église de Civry	61
Composition du Bureau pour 1877	72
<i>Réunion générale du 24 avril 1877. — Membres titulaires nouveaux.</i>	
— Dons, échanges et acquisitions	77
<i>Réunion générale du 28 août 1877. — Membres titulaires nouveaux.</i>	
— Dons et échanges. — Adoption d'un article additionnel au Règlement, en vertu duquel l'auteur d'un ouvrage inséré au Bulletin aura droit à dix exemplaires de ce Bulletin. — Nomination d'un membre correspondant.	93
<i>Réunion générale du 30 octobre 1877. — Membres titulaires nouveaux. — Dons et échanges</i>	109

Année 1878.

<i>Réunion générale du 29 janvier 1878. — Membres titulaires nouveaux.</i>	
— Dons et échanges. — Comptes de 1877 et budget de 1878	125
Composition du Bureau pour 1878	130
<i>Réunion générale du 23 mai 1878. — Dons et échanges. — Adoption des statuts de la Société Dunoise modifiés en vue de la déclaration d'utilité publique</i>	145
<i>Réunion générale du 27 août 1878. — Membres titulaires nouveaux.</i>	
— Échanges et dons	161
<i>Réunion générale du 26 novembre 1878. — Membres titulaires nouveaux. — Échanges et dons</i>	177
Décret reconnaissant la Société Dunoise comme établissement d'utilité publique	178
Statuts modifiés par le Conseil d'État	180

Année 1879.

<i>Réunion générale du 28 janvier 1879. — Membres titulaires nouveaux. — Échanges et dons. — Classement de la chapelle du Champdô au nombre des monuments historiques. — Comptes de 1878 et budget de 1879</i>	193
Composition du Bureau pour l'année 1879	197
<i>Réunion générale du 6 mai 1879. — Membres titulaires nouveaux.</i>	
— Échanges et dons	205
<i>Réunion générale du 28 juillet 1879. — Membres titulaires nouveaux.</i>	
— Échanges et dons	213
<i>Réunion générale du 28 octobre 1879. — Membres titulaires nouveaux. — Échanges et dons</i>	241

Année 1880.

<i>Réunion générale du 26 janvier 1880. — Membres titulaires nouveaux.</i>	
— Échanges et dons. — Comptes de 1879 et budget de 1880	269

Composition du Bureau pour l'année 1880	Pages 274
Réunion générale du 27 avril 1880. — Échanges et dons	305
Réunion générale du 27 juillet 1880. — Membres titulaires nouveaux. — Échanges et dons.	309
Réunion générale du 26 octobre 1880. — Membres titulaires nouveaux. — Échanges et dons.	399

II. — MÉMOIRES

Sur <i>Piciacus</i> , par M. l'abbé E. Haye	51
Oraison funèbre de M. Poulain de Bossay, prononcée par M. Delpuech, curé d'Arrou, en l'église d'Arrou	73
Notice historique sur l'abbaye du Petit-Cîteaux, par M. Mouzé, curé de Saint-Léonard-de-Dunois	80
Notice nécrologique sur Prosper -Auguste Poulain de Bossay, par M. Georges Duplessis	91
Notice sur la trombe qui a occasionné le désastre de Coinces, par M. L. Clément	103
Notice sur la salle de la justice de paix de la ville de Bonneval, par M. Talbert.	113
Une exhumation dans le cimetière de Marboué, par M. Delcros	119
Notice sur Saint-Christophe et Flacey, par M. le baron de Villebresme	131
Une antique épitaphe chrétienne en Afrique, note de M. Edmond Le Blant	143
Notice biographique sur M. Crignon de Montigny, par M. Am. Lefèvre-Pontalis	150
Pierres sculptées du cimetière de Marboué, par M. Delcros.	156
Les Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais, par M. l'abbé E. Haye	165
Restauration du portail de l'église de Civry, par M. Delcros	173
Note sur Harville, par M. l'abbé Peuffler.	183
Les substructions romaines découvertes à Nobleville, commune de Civry, par M. Clément.	185
Notice sur les armes et les différents sceaux de l'ancienne abbaye de la Madeleine de Châteaudun, par M. Brossier-Géray.	198
Note sur un poète de Bonneval, par M. L. Baudet.	210
L'antiquité de l'église de la Madeleine de Châteaudun, par M. Ch. Cuissard.	217
Le rouleau mortuaire de Guy I ^{er} , abbé de Saint-Père de Chartres (1231), par M. Brossier-Géray	228
Découverte du bref (original) de Clément X à Louis XIV, portant nomination de Bossuet à l'évêché de Condom, par M. l'abbé Marquis.	245
Note sur Lambert-li-Cors, par M. Ch. Cuissard.	255

	Pages
Le calvinisme dans le Dunois au XVI ^e siècle et au XVII ^e , par M. Am. Lefèvre-Pontalis	275
Un théologien dunois au XVII ^e siècle, par M. l'abbé Sainsot	293
Les seigneurs du Puiset (980-1789), par M. Ch. Cuissard	313

III. — DESSINS

PLANCHE I. — Le château de La Perrine	131
PLANCHE II. — Portail du château de La Perrine	133
PLANCHE III. — Plan de La Perrine	135
Pierres sculptées du cimetière de Marboué :	
FIGURE I (intercalée dans le texte)	156
FIGURE II <i>ibid.</i>	159
Portail de l'église de Civry (intercalé dans le texte)	175
Substructions romaines découvertes à Nobleville, commune de Civry :	
PLAN (intercalé dans le texte).	188
COUPES <i>ibid.</i>	190



This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine is incurred by retaining it
beyond the specified time.

Please return promptly.

NOV 15 1966

1255123

